K

Industrie et construction

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.
4. Indices de la production industrielle dans plusieurs pays (hors bâtiment).

5A. Résultats des entreprises industrielles par grands secteurs, en NES 16.

5B. Principales évolutions dans l'industrie manufacturière.

6. Place de l'investissement industriel par branche.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9. Comparaisons internationales de l'investissement productif.
10. Évolution de la sous-traitance confiée par les entreprises industrielles.

11A. Sous-traitance industrielle confiée selon les secteurs d'activité.

11B. Sous-traitance industrielle confiée selon la taille des entreprises.

12. Évolution des soldes des investissements directs (en flux) par secteur économique.
13. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.
14. Principales grandeurs des entreprises industrielles.
15. Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

En 1997, le poids de l'industrie manufacturière française dans l'économie représente 17 %, au lieu de 22 % en 1980. Les biens d'équipement évoluent favorablement avec la reprise économique et le dynamisme des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique (Airbus).

L'emploi industriel perd 1 450 000 emplois depuis 1980, mais il se stabilise fin 1997 et il augmente de 1 % si l'on prend en compte les 85 000 intérimaires embauchés au cours de l'année.

La régression relative de l'industrie s'explique par les gains de la productivité apparente du travail (+ 4 %). En outre, plusieurs types d'emploi industriel (comptabilité, activités commerciales,...) sont transférés dans le secteur tertiaire.

En 1996, les achats de sous-traitance de l'industrie manufacturière s'élèvent à 204 milliards de F, soit 7,3 % de la production. La plus grosse partie des achats concerne la sous-traitance de spécialité (75 %), les 25 % restants relevant de la sous-traitance de capacité. Plus de cinq entreprises sur six recourent à la sous-traitance industrielle. Les entreprises de plus de 500 salariés confient 51 % de la sous-traitance-industrielle, mais elles y recourent un peu moins fréquemment que les PMI.

Les importations et les exportations industrielles de la France représentent respectivement 15 % et 16 % du produit intérieur brut en 1997.

Le dynamisme de la demande mondiale adressée à la France et l'appréciation du dollar en 1997 stimulent les exportations de biens (+ 14,5 %), notamment dans l'industrie manufacturière qui en couvre près de 83 %. Toutes les branches industrielles bénéficient de ce mouvement.

La France est le quatrième producteur industriel de l'OCDE, après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, et le cinquième exportateur mondial après le Royaume-Uni. Les implantations françaises à l'étranger (plus d'un million de personnes employées) semblent être complémentaires des exportations; les positions acquises à l'étranger se sont renforcées chez nos principaux partenaires, notamment ceux de l'Union européenne, par le biais de l'achat de concurrents étrangers, et des pays de l'OCDE.

2. MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993. Elles remplacent les « Nomenclatures d'activités et de produits » (NAP) de 1973 et sont utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées dans les pages chamois au début de l'ouvrage (point H).

Les données issues de la Comptabilité nationale sont publiées en NAP pour la dernière fois.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principale sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et des travaux publics, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE;

— le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre);

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations,

stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique; dans ce cas, la lettre **c** apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendés que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, tranfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Commerce extérieur

Les données sur le commerce extérieur ne sont pas directement collectées par le ministère de l'Industrie. Les chapitres des statistiques douanières ont été éclatés et leurs constituants regroupés aussi exactement que possible dans les limites des définitions des produits considérés. Cependant, cette approche est assez grossière pour plusieurs raisons. Nous citerons :

— des divergences de nomenclature : la classification douanière est assez différente dans ses principes des classifications des producteurs, ces dernières s'appuyant sur des techniques de fabrication peu maniables pour les douaniers;

— des décalages dans les périodes de comptage;

— des divergences de champ. C'est ainsi que la statistique douanière totalise par exemple le matériel neuf et d'occasion;

— du poids de certains mouvements de caractère spéculatif.

Toutes ces divergences irréductibles doivent inciter le lecteur à interpréter avec prudence les résultats obtenus.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

— l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date;

— l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs;

— l'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Il comprend toutes les personnes (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'un concept élaboré dans le cadre de la comptabilité nationale. Avec cette notion, on aboutit à une évaluation de la population active différente de celle de l'enquête emploi (voir chapitre C.01 : « Population active, emploi »).

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et/ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les factura-

tions sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » de ce présent annuaire.

Indices de la production industrielle

Un indice mensuel unique s'est substitué aux deux précédents indices, il couvre l'ensemble du champ de l'ancien indice trimestriel. Il est publié dans le système de nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF). Par ailleurs, les séries ont fait l'objet d'un changement de base (l'année 1990 au lieu de 1985), accompagné d'une mise à niveau des pondérations.

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation

minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au-dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

RNC = Résultat courant avant impôt

+ résultat exceptionnel

- impôts sur les bénéfices

- participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats, ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

— **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.

— **Sous-traitance de capacité :** la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.

— **Sous-traitance de spécialité :** la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de la construction;

— INSEE.

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

Le *Bulletin mensuel de statistique industrielle,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

« La situation de l'industrie », *Enquête annuelle d'entreprise,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

« L'industrie française », annuel, Chiffres-clés, SESSI;

« L'industrie dans les régions », SESSI, 1996-1997;

« Les investissements anti-pollution », Chiffres-clés, SESSI, 1996;

« Les consommations d'énergie dans l'industrie », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« La sous-traitance industrielle », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« Le crédit-bail dans l'industrie », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« La publicité dans l'industrie », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1997;

« L'ingénierie et les autres services aux entreprises », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1998;

« L'innovation technologique dans l'industrie », Chiffres-clés Référence, SESSI, édition 1998;

« Les compétences pour innover dans l'industrie », Chiffres-clés Référence, SESSI, édition 1998;

« Changements organisationnels et informatisation dans l'industrie », Chiffres-clés Référence, SESSI, édition 1998;

« Industrie française et mondialisation », Chiffres-clés Analyse, SESSI, édition 1998;

« L'état de l'industrie française », Rapport 1998, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), septembre 1998;

Le « 4 pages » du SESSI :

— « Les compétences pour innover », n° 85, janvier 1998;

— « Les entreprises face à la propriété industrielle », n° 86, février 1998;

— « Les normes ISO 9000 et le partenariat industriel », n° 88, mars 1998;

— « L'innovation technologique progresse dans l'industrie », n° 89, avril 1998;

— « Industrie française et mondialisation », n° 90, mai 1998;

— « Les Français et l'innovation technologique », n° 91, mai 1998;

— « Les changements organisationnels dans les entreprises industrielles. 1994-1997 : la montée des procédures », n° 93, août 1998;

— « L'informatisation des entreprises industrielles. L'explosion des réseaux et la montée d'Internet », n° 94, août 1998;

— « L'innovation technologique dans les établissements de crédit et les sociétés d'assurances », n° 95, septembre 1998;

— « Rapport CPCI 1998 : l'industrie au cœur de la reprise », n° 96, septembre 1998;

— « Industrie : France-Allemagne. Des voies divergentes mais des points de convergence », n° 97, septembre 1998;

— « Un bon équilibre entre dettes et actions accroît la performance des PMI », n° 98, octobre 1998;

— « La gestion des ressources humaines des groupes médians (200 à 2000 personnes) », n° 99, octobre 1998.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— *Statistique agricole*, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

INSEE :

— « Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* n° 271-272 de janvier-février 1994;

— « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, n° 5, mai 1996;

— « L'industrie française en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 555-556, septembre 1997;

— « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 578, décembre 1997.

INSEE-Première :

— « Les degrés d'utilisation des équipements industriels », n° 470, juillet 1996;

— « L'industrie manufacturière en 1997 », n° 592, juin 1998;

— « Ingénierie française, ingénierie européenne », n° 596, juillet 1998.

*
* *

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Unités : Valeur ajoutée : milliard de francs courants
Emploi : millier de personnes

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation)

Branche (en NAP)	1990	1992	1993	(1) 1994	(1) *r* 1995	(1) *r* 1996	1997
VALEUR AJOUTÉE BRUTE							
Industrie	**1 140,6**	**1 136,8**	**1 091,2**	**1 133,6**	**1 184,2**	**1 191,6**	**1 242,8**
Biens intermédiaires	396,0	381,0	352,3	371,1	399,9	389,8	409,6
Biens d'équipement professionnel	331,6	330,0	314,5	314,6	329,0	339,6	354,6
Biens d'équipement ménager	11,7	12,1	11,5	10,5	10,4	10,6	10,4
Matériels de transport terrestre	110,4	108,5	100,6	118,8	122,7	120,8	127,5
Biens de consommation courante	290,9	305,2	312,3	318,6	322,2	330,8	340,7
Industries agricoles et alimentaires	178,9	190,6	205,4	205,6	208,4	217,9	229,8
Énergie	243,5	273,5	286,8	289,2	299,2	312,4	312,6
Bâtiment, génie civil et agricole	335,8	363,3	358,0	342,3	347,2	336,2	347,5
Agriculture, sylviculture et pêche	221,9	197,7	165,9	177,9	181,9	182,7	183,4
Transports et télécommunications	378,5	414,5	414,2	427,4	435,6	441,3	460,9
Autres (2)	3 759,9	4 166,3	4 305,3	4 524,8	4 692,7	4 823,4	4 970,6
Total (3)	**5 981,0**	**6 468,0**	**6 551,8**	**6 837,6**	**7 077,2**	**7 251,2**	**7 491,4**
EMPLOI INTÉRIEUR							
Industrie	**4 008,8**	**3 801,0**	**3 609,6**	**3 498,9**	**3 498,1**	**3 454,0**	**3 402,6**
Biens intermédiaires	1 260,7	1 190,7	1 127,8	1 095,1	1 100,8	1 090,8	1 076,1
Biens d'équipement professionnel	1 098,8	1 057,5	1 000,4	967,0	974,7	972,8	959,8
Biens d'équipement ménager	58,4	53,5	50,0	48,8	47,8	45,8	44,9
Matériels de transport terrestre	389,5	377,2	368,3	356,8	356,5	352,2	347,3
Biens de consommation courante	1 201,4	1 122,1	1 063,1	1 031,2	1 018,3	992,4	974,5
Industries agricoles et alimentaires	584,7	568,6	554,8	550,2	546,0	542,4	543,6
Énergie	239,5	228,6	224,5	224,3	223,3	221,5	218,6
Bâtiment, génie civil et agricole	1 662,2	1 597,3	1 517,8	1 472,3	1 473,9	1 441,3	1 410,5
Agriculture, sylviculture et pêche	1 262,1	1 158,2	1 107,7	1 062,7	1 029,6	999,9	975,9
Transports et télécommunications	1 292,0	1 292,1	1 276,7	1 272,9	1 280,3	1 291,4	1 282,6
Autres (2)	13 428,2	13 692,4	13 787,6	13 981,4	14 232,3	14 386,1	14 558,3
Total	**22 477,5**	**22 338,2**	**22 078,7**	**22 062,7**	**22 283,5**	**22 336,6**	**22 392,1**

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) Branches : commerce, locations immobilières, services marchands, services d'assurances, services des organismes financiers et services non marchands.
(3) Ce total inclut le montant de la branche « unité fictive », qui tient compte de l'affectation des doubles comptes au sein des différentes branches.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activités	N[os] de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 669	104,2	66 975	16 872	1 105	2 366
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	441	45,0	24 873	7 453	543	1 442
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 980	149,6	154 211	10 602	4 667	7 569
Industrie pharmaceutique	C31	268	89,5	167 501	35 708	5 616	18 753
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	274	53,1	93 738	32 333	2 727	5 647
Fabrication de meubles	C41	743	78,0	52 759	8 058	1 504	1 807
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	118	9,1	6 738	2 406	180	310
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	338	30,3	23 291	9 282	929	1 411
Fabrication d'appareils domestiques	C44	74	31,8	29 249	10 539	1 133	765
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	53	17,9	30 105	14 885	1 068	– 598
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	163	18,3	11 115	4 419	344	499
Construction automobile	D01	294	210,0	394 201	164 805	19 906	– 2 869
Fabrication d'équipements automobiles	D02	228	85,0	99 046	35 327	4 583	4 647
Construction navale	E11	87	15,1	9 480	4 673	445	34
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	40	16,3	11 807	3 870	383	1 017
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	91	80,5	85 253	44 319	2 515	247
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	55	8,6	7 015	3 170	247	162
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	493	32,2	24 846	2 546	523	729
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	950	73,6	46 144	8 546	1 038	1 958
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	364	65,2	59 639	27 263	2 091	2 395
Fabrication de machines d'usage général	E24	715	80,1	70 435	23 531	1 403	3 446
Fabrication de machines agricoles	E25	188	15,9	18 792	5 982	512	1 101
Fabrication de machines-outils	E26	162	13,9	11 551	4 230	236	385
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	683	58,9	56 875	30 022	1 423	1 731
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	10	0,8	564	203	195	13
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	73	39,6	83 130	37 528	2 758	3 526
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	157	23,7	18 477	6 297	581	971
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	208	69,2	75 419	24 469	1 990	488
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	229	22,2	22 032	9 127	803	763
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	523	70,9	70 732	26 035	1 501	2 611
Extraction de minerais métalliques	F11	5	0,5	400	248	41	– 54
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	321	23,5	20 557	2 324	1 846	644
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	198	50,4	39 810	13 601	2 314	2 710
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	720	81,9	76 888	12 279	4 115	5 450
Filature et tissage	F21	702	56,3	47 374	17 879	1 714	1 263
Fabrication de produits textiles	F22	489	40,0	30 426	8 874	1 192	1 119
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	236	24,7	14 450	2 807	476	523
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (3)	F31	656	42,2	33 537	5 420	1 375	1 344
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	122	30,0	42 900	21 004	2 134	– 227
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	526	61,7	62 480	8 922	3 111	2 359
Industrie chimique minérale	F41	121	21,8	41 212	10 782	2 431	2 264
Industrie chimique organique	F42	160	55,0	136 460	66 132	6 724	6 684
Parachimie	F43	349	58,1	86 832	32 344	2 895	5 436
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	12	2,7	3 801	1 779	130	– 168
Industrie du caoutchouc	F45	163	69,8	49 637	22 375	2 442	2 727
Transformation des matières plastiques	F46	1 256	125,4	101 419	19 455	5 318	4 904
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	150	70,3	106 173	48 265	4 152	2 784
Production de métaux non ferreux	F52	96	25,7	49 153	24 031	1 282	665
Fonderie	F53	235	35,5	19 940	5 358	988	443
Services industriels du travail des métaux	F54	2 107	123,0	72 925	10 778	3 585	2 810
Fabrication de produits métalliques	F55	908	89,2	64 873	14 839	2 385	3 426
Fabrication de matériel électrique	F61	578	134,4	123 001	44 132	4 926	5 940
Fabrication de composants électroniques	F62	288	45,2	43 843	22 340	4 423	1 183
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22 069**	**2 875,8**	**3 094 084**	**1 030 468**	**122 948**	**117 555**

N.B.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N[os] de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Énergie	**EG**	**250**	**253**	**629 628**	**61 047**	**53 757**	**28 718**
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	20	19,9	17 622	4 116	906	– 2 498
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	9	11,8	35 271	13 139	3 789	436
Raffinage de pétrole	G15	51	19,9	246 506	22 990	3 931	3 969
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	105	169,1	281 392	20 481	41 732	23 799
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	65	31,9	48 837	321	3 399	3 012
Total Énergie		**250**	**252,6**	**629 628**	**61 047**	**53 757**	**28 718**
Industries alimentaires	**15**	**2 923**	**355,7**	**649 631**	**112 206**	**24 460**	**28 097**
Industrie des viandes	15.1	1 036	109,4	161 722	17 969	3 908	2 984
Industrie du poisson	15.2	115	10,6	12 175	1 506	321	276
Industrie des fruits et légumes	15.3	136	20,2	29 071	4 883	1 457	935
Industrie des corps gras	15.4	23	3,8	12 372	1 557	254	214
Industrie laitière	15.5	320	58,3	131 659	17 662	3 179	2 869
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	102	10,9	25 840	10 451	2 559	1 339
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	209	15,6	49 173	4 331	1 046	1 097
Autres industries alimentaires	15.8	704	88,5	143 946	28 833	8 042	11 492
Industrie des boissons	15.9	278	38,4	83 673	25 014	3 694	6 891
Exploitation forestière	02.0B	45	2,5	2 576	373	47	34
Sciage et rabotage du bois	20.1A	296	12,5	10 011	1 717	481	196
Entreposage frigorifique	63.1D	45	6,6	3 847	70	605	77
Total IAA (2)		**3 309**	**377,3**	**666 065**	**114 366**	**25 593**	**28 404**
Total Industrie, y compris Énergie		**22 319**	**3 128,4**	**3 723 712**	**1 091 515**	**176 705**	**146 273**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 628**	**3 505,7**	**4 389 777**	**1 205 881**	**202 298**	**174 677**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) Pour le secteur des IAA, l'effectif retenu est l'effectif salarié moyen et non l'effectif employé; l'effectif employé étant l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(3) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (partie IAA de ce tableau).

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1990 de la branche

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1990

Intitulé de la branche	Numéros de la NES 16 et 36	Pondération	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**1 120 086**	**98,8**	**97,6**	**93,9**	**97,6**	**99,6**	**99,8**	**103,8**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**1 299 108**	**99,1**	**97,9**	**94,0**	**97,0**	**98,7** *r*	**98,3**	**101,6**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**873 379**	**97,2**	**95,4**	**90,0**	**94,7**	**96,4** *r*	**95,7**	**100,7**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**114 162**	**101,0**	**102,0**	**103,4**	**104,7**	**108,0** *r*	**110,2**	**113,0**
Industries agricoles et alimentaires	B0	114 162	101,0	102,0	103,4	104,7	108,0 *r*	110,2	113,0
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**150 631**	**98,8**	**98,0**	**95,5**	**96,9** *r*	**98,5** *r*	**95,8**	**98,6**
Habillement, cuir	C1	33 816	94,1	88,6	82,3	81,7	76,2	64,9	60,1
Édition, imprimerie, reproduction	C2	42 445	95,6	92,7	91,3	91,7	94,4	93,1	96,1
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	38 654	105,6	113,0	115,2	121,1	125,8	128,6	137,6
Industries des équipements du foyer	C4	35 716	99,7	96,8	91,7	91,4 *r*	95,1 *r*	92,8	95,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**83 822**	**96,5**	**98,3**	**85,9**	**98,5**	**103,5**	**104,9**	**114,0**
Industrie automobile	D0	83 822	96,5	98,3	85,9	98,5	103,5	104,9	114,0
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**242 415**	**96,2**	**91,2**	**85,9**	**85,9** *r*	**85,6** *r*	**85,9**	**90,2**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	48 446	102,3	92,8	89,6	87,4	74,5 *r*	76,4	78,5
Industries des équipements mécaniques	E2	118 274	93,1	88,5	81,3	82,5 *r*	86,9 *r*	85,3	89,4
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	75 695	97,2	94,3	90,7	90,4	90,8	92,9	99,1
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**396 511**	**97,3**	**96,4**	**91,4**	**98,5**	**100,6**	**99,7**	**105,0**
Industries des produits minéraux	F1	53 005	96,7	90,3	83,8	90,3	93,0	87,0	86,3
Industrie textile	F2	27 464	95,4	93,0	86,7	91,9	91,0	86,0	87,9
Industries du bois et du papier	F3	39 533	101,7	104,5	100,7	108,5	107,1	106,1	111,7
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	111 844	99,0	102,3	100,9	108,6	109,7	112,1	118,2
Métallurgie et transformation des métaux	F5	119 847	95,3	92,1	83,7	91,1	94,8	93,6	101,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	44 818	96,1	95,2	92,0	97,6	102,7	102,9	107,8
ÉNERGIE	**EG**	**132 545**	**107,9**	**108,6**	**110,9**	**110,4**	**114,0**	**118,2**	**116,5**
Production de combustibles et de carburants	G1	25 594	102,5	98,6	100,3	96,6	95,9	97,2	98,2
Eau, gaz, électricité	G2	106 951	109,2	111,0	113,4	113,7	118,3	123,2	120,8
CONSTRUCTION	**EH**	**179 022**	**100,9**	**99,3**	**94,7**	**93,4**	**92,7**	**88,9**	**87,6**
Construction	H0	179 022	100,9	99,3	94,7	93,4	92,7	88,9	87,6

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle dans plusieurs pays (hors bâtiment) (1)

Source : Eurostat — Base 100 en 1995 (2)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Union européenne à 15	**97,1**	**96,1**	**94,8**	**91,6**	**96,3**	**100,0**	**100,1**	**103,9**
Allemagne (3)	104,3	104,3	101,9	94,4	98,0	100,0	100,2	104,1
Autriche	89,1	91,2	90,3	89,0	94,3	100,0	...	...
Belgique	99,3	97,3	97,3	92,2	93,9	100,0	101,1	105,6
Danemark	86,4	86,5	89,1	86,7	96,0	100,0	101,1	105,6
Espagne	96,9	96,1	93,0	88,9	95,6	100,0	99,0	105,9
Finlande	87,4	79,8	80,7	84,9	94,2	100,0	103,4	112,6
France	**100,3**	**99,0**	**97,6**	**94,1**	**98,0**	**100,0**	**99,9**	**103,8**
Grèce	102,6	101,2	100,3	97,3	98,3	100,0	101,0	102,7
Irlande	63,1	65,2	71,1	75,2	84,1	100,0	108,0	...
Italie	92,7	91,8	90,7	88,7	94,2	100,0	97,2	99,8
Luxembourg	98,7	99,0	98,3	94,0	99,5	100,0	99,6	106,3
Pays-Bas	92,3	93,9	93,7	92,7	97,2	100,0	102,7	104,7
Portugal	100,6	101,9	100,2	95,8	95,5	100,0	101,4	103,9
Royaume-Uni	93,7	90,5	90,6	92,8	97,8	100,0	100,9	102,3
Suède	85,6	81,3	80,0	79,9	88,8	100,0	103,1	111,2
Norvège	78,6	80,6	85,2	88,2	94,4	100,0	105,4	109,0
Suisse	96,3	96,8	95,8	94,0	98,0	100,0	100,0	...
États-Unis	86,4	84,6	87,3	90,4	95,3	100,0	103,5	108,6
Japon	103,9	105,8	99,5	95,5	96,7	100,0	102,4	106,8

(1) Données corrigées des jours ouvrables.
(2) Pour l'Union européenne, l'indice de la production industrielle a pour base l'année 1995.
(3) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU K.01-5A

Résultats des entreprises industrielles (1) par grands secteurs, en NES 16

(à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	Industries des biens de consommation **EC**	Industrie automobile **ED**	Industries des biens d'équipement **EE**	Industries des biens intermédiaires **EF**	Industrie **EF à EC**
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1997	3,9	0,5	2,9	2,9	2,8
1996 *r*	3,4	0,1	1,7	2,1	2,0
1995 *r*	3,0	1,1	0,9	3,3	2,6
1994 *r*	4,1	1,6	0,4	2,5	2,1
1993 *r*	3,1	– 3,0	– 1,0	– 0,5	– 0,2
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes					
EXPORT. / CAHT :					
1997	24,2	43,5	41,9	34,6	35,5
1996 *r*	23,1	40,6	38,9	32,8	33,3
1995 *r*	21,8	38,8	37,2	31,9	32,0
1994 *r*	20,8	37,7	37,8	30,9	31,4
1993 *r*	20,0	37,9	34,8	29,8	30,0
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT					
1996	29,6	24,4	16,0	26,1	24,3
1995 *r*	29,1	27,0	18,0	29,3	26,4
1994 *r*	28,6	28,6	17,5	27,2	25,3
1993 *r*	28,0	18,9	13,5	22,0	21,0
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1996	1,6	1,1	1,6	1,8	1,6
1995 *r*	1,6	1,4	1,9	2,1	1,8
1994 *r*	1,7	1,5	1,9	2,1	1,9
1993 *r*	2,1	1,7	2,6	3,0	2,5
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes					
INVEST. / VAHT :					
1996	9,3	25,4	8,2	14,7	13,0
1995 *r*	8,6	24,1	7,7	13,0	11,9
1994 *r*	8,1	21,5	7,1	11,9	10,9
1993 *r*	8,6	22,4	7,9	13,2	11,7

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

TABLEAU K.01-5B

Principales évolutions dans l'industrie manufacturière

Entre 1996 et 1997 (à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, Enquête annuelle d'entreprise) — *Unité :* indices en base 100 (n -1)

	Codes de la NES	Effectif au 31déc	Chiffre d'affaires en valeur	Chiffre d'affaires en volume	Investissement productif en valeur	Investissement productif en volume	Exportations directes en valeur	Exportations directes en volume	RNC / CA en % 1996	RNC / CA en % 1997
PAR GRANDS SECTEURS (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)										
Biens de consommation	EC	98,3	104,0	104,0	100,5	99,8	109,2	107,3	3,6	3,9
Industrie automobile	ED	98,4	108,0	109,8	100,2	99,4	118,2	117,5	–	0,5
Biens d'équipement	EE	99,7	106,6	106,5	99,9	99,0	115,0	112,3	1,8	2,9
Biens intermédiaires	EF	99,0	106,0	106,4	99,5	98,9	112,5	111,9	2,2	2,9
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**EF à EC**	99,0	106,0	106,4	99,9	99,2	113,7	112,4	2,1	2,8
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)										
20 à 199 salariés	///	98,9	103,2	103,6	97,9	97,2	111,3	110,0	2,1	2,5
200 à 499 salariés	///	99,7	104,8	105,2	101,7	101,0	108,7	107,5	2,3	2,6
500 salariés et plus	///	99,0	107,9	108,3	100,9	100,2	115,7	114,4	2,0	2,9
PMI (20 à 499 salariés)	///	99,1	103,8	104,2	99,4	98,7	110,1	108,8	2,1	2,6
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	///	99,0	106,0	106,4	99,9	99,2	113,7	112,4	2,1	2,8

TABLEAU K.01-6

Place de l'investissement industriel par branche

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
FBCF Totale (1)	**1 391,4**	**1 311,4**	**1 332,1**	**1 374,8**	**1 372,1**	**1 388,1**
FBCF Productive (2)	805,9 *r*	733,3	745,4	776,7	788,5	790,6
FBCF Industrielle (3)	224,7	158,2	167,5	173,0	181,7	183,6
Industries agro-alimentaires	32,6	28,8	28,7	24,4	25,2	24,7
Industries des biens intermédiaires	82,4	51,5	54,5	61,5	64,6	68,0
Industries des biens d'équipement	71,5	49,6	54,5	55,7	58,6	59,3
Industries des biens de consommation courante	38,2	28,3	29,8	31,4	33,3	31,6

(1) FBCF : Formation brute de capital fixe.
(2) FBCF productive = FBCF totale - FBCF (ménages hors Entreprises Individuelles, Administrations publiques et Administrations privées).
(3) Hors énergie.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	Numéros de la NES	1990	1993	1994	1995	1996
Habillement, cuir	C1	6,2	5,7	4,9	6,0	5,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	9,3	6,2	6,8	7,1	8,2
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	12,4	11,5	9,8	9,1	10,5
Industrie des équipements du foyer	C4	11,7	9,4	9,0	11,2	11,2
Industrie automobile	D0	25,9	22,3	21,5	24,1	25,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	13,6	8,0	6,7	7,9	8,8
Industries des équipements mécaniques	E2	9,7	6,5	5,8	6,8	7,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	10,7	9,5	8,8	8,6	8,7
Industries des produits minéraux	F1	17,4	12,2	12,2	14,4	15,4
Industrie textile	F2	14,0	10,4	9,9	11,7	12,0
Industries du bois et du papier	F3	24,9	13,6	13,0	13,5	16,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	22,4	15,2	12,2	13,6	15,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	16,7	12,4	10,0	10,7	12,6
Industries des composants électriques et électroniques	F6	15,2	13,1	13,9	14,5	16,2
Ensemble		**17,1**	**11,7**	**10,9**	**11,9**	**13,0**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

	Unités	1974	1980	1985	1990	1994	1995	1996
Investissement matériel	Milliard	168	334	477	766	730	758	766
Investissement immatériel (2)	de francs	36	87	185	361	413	422	438
Investissement total (1)	courants	204	421	663	1 127	1 143	1 180	1 204
Valeur ajoutée	»	928	1 928	3 139	4 450	4 828	5 104 *r*	5 093
Investissement matériel / valeur ajoutée	%	18,1	17,3	15,2	17,2	15,1	14,9 *r*	15,0
Investissement immatériel / valeur ajoutée	»	3,8	4,5	5,9	8,1	8,6	8,3 *r*	8,6
Investissement immatériel / investissement matériel	»	21,2	25,9	38,8	47,1	56,5	55,7	57,3
Recherche et développement / investissement matériel	»	8,0	9,2	13,0	12,4	14,9	14,6	14,6
Achat de brevets et licences / investissement matériel	»	1,0	1,3	1,8	1,5	1,9	2,0	2,1
Formation / investissement matériel	»	2,5	2,8	4,6	5,1	5,9	5,7	5,9
Dépenses de publicité / investissement matériel	»	5,8	6,1	8,4	15,6	19,4	19,5	19,9
Logiciels / investissement matériel	»	3,2	6,0	10,8	11,5	14,4	13,9	14,7

(1) Investissement total au sens large : investissement matériel + investissement immatériel. Champ : sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles.
(2) La série des investissements immatériels n'est pas homogène. En 1992, une légère rupture de série est enregistrée dans les dépenses de recherche et développement. Plus important, le changement de méthode de calcul des dépenses de publicité depuis 1994 a fortement accru leur niveau.

TABLEAU K.01-9

Comparaisons internationales de l'investissement productif (1)

Indice de volume

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Base 100 en 1980

Pays	1989	*r* 1990	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Allemagne	122,9	135,3	145,5	145,5	130,6	131,4	132,6	131,7	134,6
États-Unis	127,7	126,9	118,8	121,1	130,3	140,7	153,4	167,5	184,0
France	**128,5**	**134,5**	**135,1**	**129,7**	**119,0**	**120,8**	**125,1**	**124,6**	**124,6**
Italie	118,9	125,2	125,1	123,6	100,7	105,9	120,5	121,2	123,0
Japon	194,6	215,8	229,4	216,6	194,5	184,2	193,7	212,1	221,7
Royaume-Uni	192,4	186,4	168,7 *r*	158,3	156,0	164,6	171,1	185,2	199,7

(1) Formation brute de capital fixe (FBCF) du secteur privé, hors logement.

TABLEAU K.01-10

Évolution de la sous-traitance (1) confiée par les entreprises industrielles (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI - EAE) — *Unité :* Milliard de francs

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	■ 1996
Sous-traitance	107,7	188,2	291,5	305,2	305,6	290,6	306,3	327,6	368,9
Sous-traitance / ventes (%)	6,4	7,1	8,7	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	...

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».
(2) Y compris l'énergie. Entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-11A

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon les secteurs d'activité

Année 1996

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Secteurs industriels d'activité	Donneur d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	Nb. d'entr. %	en Million de F	en % du total	en % de la production	
Industries des produits minéraux	901	72	4 540	2,2	3,6	84,3
Industrie textile	1 121	79	7 628	3,7	8,7	77,5
Industries du bois et du papier	976	75	2 315	1,1	1,7	64,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 645	80	15 291	7,5	4,1	75,1
Métallurgie et transformation des métaux	3 115	89	18 969	9,3	6,5	78,5
Industries des équipements électriques et électroniques	781	90	7 862	3,9	5,2	65,7
Industries des biens intermédiaires	**8 539**	**82**	**56 605**	**27,8**	**4,9**	**75,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	254	93	30 519	15,0	25,6	75,2
Industries des équipements mécaniques	3 252	91	31 804	15,6	12,0	74,2
Industries des composants électriques et électroniques	1 040	87	23 611	11,6	9,6	74,6
Industries des biens d'équipement	**4 546**	**90**	**85 934**	**42,2**	**13,6**	**74,7**
Industrie automobile	**463**	**89**	**14 183**	**7,0**	**3,3**	**62,4**
Habillement, cuir	1 616	77	12 674	6,2	15,1	71,3
Édition, imprimerie, reproduction	1 799	91	16 271	8,0	11,3	86,0
Pharmacie, parfumerie, entretien	474	87	11 482	5,6	5,0	93,9
Industries des équipements du foyer	1 182	79	6 369	3,1	4,9	75,4
Industries des biens de consommation	**5 071**	**83**	**46 796**	**23,0**	**8,0**	**82,5**
Ensemble de l'industrie	**18 619**	**84**	**203 518**	**100,0**	**7,3**	**75,9**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11B

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon la taille des entreprises

Année 1996

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Donneur d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	Nb. d'entr. %	en Million de F	en % du total	en % de la production	
20 à 49 salariés	9 645	80	19 222	9,4	7,5	78,0
50 à 99 salariés	3 681	85	16 474	8,1	7,6	77,0
100 à 199 salariés	2 214	89	19 065	9,4	7,0	76,0
200 à 499 salariés	1 427	92	25 736	12,6	6,3	72,0
500 à 999 salariés	466	97	20 885	10,3	6,1	81,0
1 000 à 1 999 salariés	211	99	16 732	8,2	5,4	80,0
2 000 salariés et plus	127	99	67 033	32,9	7,4	72,0
Hors tranche	848	98	18 371	9,0	20,8	84,0
Total	**18 619**	**84**	**203 518**	**100,0**	**7,3**	**76,0**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-12

Évolution des soldes des investissements directs (en flux) (1) par secteur économique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Banque de France, Direction de la Balance des Paiements) *Unité :* Million de francs

Secteur économique (2)	Investissements directs français à l'étranger				Investissements directs étrangers en France			
	1994	1995	1996	1997	1994	1995	1996	1997
Agriculture et pêche	39	– 7	– 41	– 85	124	26	108	– 5
Mines et carrières	– 5 632	– 4 154	– 185	– 438	– 34	181	– 170	92
Produits manufacturés	– 20 721	– 18 426	– 43 140	– 53 622	13 898	19 170	21 478	28 202
Électricité, gaz naturel et eau	– 2 781	– 3 943	– 4 369	– 569	– 25	– 1	956	– 5 143
Bâtiment et génie civil	– 1 624	– 1 133	– 3 587	– 4 472	202	109	3 531	3 923
Récupération, réparation, commerce	– 2 806	– 2 828	– 26 284	– 26 304	2 381	3 692	17 288	11 073
Restauration et hébergement	– 273	– 1 797	– 2 468	– 1 384	151	318	174	1 850
Transports et communications	– 1 735	– 889	– 2 518	– 5 881	1 025	1 213	4 502	4 021
Intermédiation financière	– 11 674	– 9 809	– 14 306	– 13 261	13 470	15 665	15 874	28 395
Opérations immobilières et commerciales	– 12 547	– 9 637	– 48 357	– 83 074	28 283	25 386	50 831	54 723
Autres services	– 8	– 16	– 1 001	– 9 535	– 21	87	206	714
Non ventilés	– 647	– 545	– 2 361	1 857	1 517	881	2 975	4 287
Total	**– 60 409**	**– 53 184**	**– 148 617**	**– 196 768**	**60 971**	**66 727**	**117 753**	**132 132**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France (base publiée dans le « Rapport annuel : la balance des paiements et la position extérieure de la France »).

TABLEAU K.01-13

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère (2) selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	% de l'industrie	CAHT (millions de francs)	% de l'industrie	Investissement (millions de francs)	% de l'industrie	VAHT (millions de francs)	% de l'industrie
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	65	9	8,8	6 820	10,2	128	10,5	1 932	9,3
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	25	6	11,7	2 619	10,0	61	9,9	981	9,9
Édition, imprimerie, reproduction	C20	135	18	11,9	31 719	21,0	700	17,5	11 283	20,1
Industrie pharmaceutique	C31	104	48	55,1	85 475	55,4	2 668	56,5	31 499	59,9
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	66	21	41,9	47 209	52,3	930	43,6	11 165	46,1
Fabrication de meubles	C41	48	12	15,7	9 314	18,0	196	12,8	2 878	16,1
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	11	2	18,2	1 457	21,8	24	19,3	505	19,2
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	28	5	16,4	3 441	15,6	158	19,1	1 419	17,5
Fabrication d'appareils domestiques	C44	24	14	43,4	15 303	55,7	879	66,9	3 995	46,7
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	16	10	62,6	19 771	80,2	735	77,1	3 059	74,5
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	27	5	23,5	2 779	23,6	155	33,6	1 182	23,1
Industrie automobile	D01	25	13	6,2	24 930	6,4	531	2,8	3 740	5,4
Fabrication d'équipements automobiles	D02	102	60	66,4	73 342	72,5	3 194	69,8	20 100	69,2
Construction navale	E11	12	6	40,0	6 715	56,1	135	46,7	1 785	49,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	10	11	68,9	8 160	70,3	215	64,5	3 567	71,4
Construction aéronautique et spatiale	E13	9	3	3,9	2 648	3,3	64	2,8	1 035	3,5
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	11	4	45,1	3 447	47,4	99	42,4	995	43,3
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	26	3	10,5	2 792	10,7	82	19,4	882	11,1
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	33	9	12,1	6 812	14,1	168	16,8	2 578	13,1
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	124	41	63,7	43 426	72,4	1 319	68,1	14 494	68,1
Fabrication de machines d'usage général	E24	157	35	47,7	32 467	50,5	545	47,8	11 306	49,8
Fabrication de machines agricoles	E25	21	4	27,8	7 643	43,0	213	45,5	1 714	38,2
Fabrication de machines-outils	E26	33	4	32,3	4 153	36,2	65	29,3	1 388	32,9
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	95	21	35,6	28 448	49,2	713	48,3	7 272	39,3
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	23	26	62,1	60 856	73,0	2 255	86,8	18 862	76,0
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	36	12	48,4	8 881	47,0	241	35,8	3 346	47,7
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	19	8	12,2	8 345	12,3	400	17,7	1 925	8,0
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	45	11	49,9	13 591	65,3	392	60,3	4 245	58,1
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	79	16	22,1	14 791	21,9	428	29,5	5 339	21,0
Extraction de minerais métalliques	F11	3	–	79,3	257	61,0	53	87,8	115	60,9
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	53	6	26,3	7 623	34,5	836	42,0	2 729	30,6
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	48	10	20,0	8 012	19,9	422	18,9	3 229	19,0
Fabrication de matériaux de construction et de céramiques	F14	97	28	35,2	32 569	41,6	1 689	43,2	12 342	40,4
Filature et tissage	F21	41	5	8,9	4 548	9,3	159	8,6	1 367	9,5
Fabrication de produits textiles	F22	52	9	22,0	8 191	25,5	429	34,8	2 600	25,4
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	15	6	23,0	3 751	25,5	87	20,3	1 478	26,9
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	46	7	17,3	7 831	22,5	344	25,9	1 943	18,5
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	52	19	64,3	36 144	70,9	1 536	73,3	10 619	69,4
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	106	24	38,4	30 529	47,4	1 149	44,0	8 212	43,6
Industrie chimique minérale	F41	45	8	38,1	17 514	45,2	873	46,7	4 345	39,3
Industrie chimique organique	F42	62	20	36,9	64 578	47,6	2 043	42,8	17 982	46,9
Parachimie	F43	134	29	49,7	50 044	58,8	1 660	56,0	14 140	54,9
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	4	1	40,2	1 433	39,0	278	72,2	274	40,4
Industrie du caoutchouc	F45	44	20	28,6	15 168	31,6	818	40,8	6 191	30,7
Transformation des matières plastiques	F46	210	36	29,6	33 806	33,5	1 868	36,7	11 106	32,4
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	35	8	12,0	14 747	14,2	342	11,0	2 909	9,5
Production de métaux non ferreux	F52	36	9	36,1	18 839	34,6	460	39,4	3 667	38,7
Fonderie	F53	19	4	11,4	2 070	10,4	98	11,3	886	11,2
Services industriels du travail des métaux	F54	85	8	7,4	6 251	9,0	357	10,5	2 177	7,4
Fabrication de produits métalliques	F55	97	15	16,7	13 046	20,2	481	20,2	4 398	17,9
Fabrication de matériel électrique	F61	107	42	31,8	39 721	33,1	1 395	32,9	13 754	32,2
Fabrication de composants électroniques	F62	29	16	37,5	21 277	55,2	2 951	74,4	7 039	50,5
Total		**2 829**	**768**	**26,9**	**1 015 300**	**33,3**	**38 025**	**33,6**	**307 975**	**32,2**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.

TABLEAU K.01-14

Principales grandeurs des entreprises industrielles

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

	1994			1995			1996		
	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)
Nombre d'entreprises	20 999	809	21 808	20 721	832	21 553	20 384	824	21 208
Effectif (en milliers)	1 497	1 318	2 815	1 502	1 320	2 821	1 510	1 326	2 836
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de francs)	1 169	1 630	2 799	1 252	1 731	2 983	1 249	1 746	2 995
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	22,1	38,1	31,4	23,4	38,3	32,1	23,9	40,2	33,4
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,3	3,7	3,6	3,6	3,9	3,8	4,1	4,1	4,1
Valeur ajoutée hors taxes /Chiffre d'affaires hors taxes (%)	35,7	30,2	32,5	34,6	29,5	31,7	34,3	28,5	30,9
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	23,5	26,4	25,5	24,5	27,6	26,2	24,1	24,1	13,3
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	6,1	11,2	8,9	6,4	13,4	10,2	5,4	10,4	9,2
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	7,4	12,3	10,8	10,4	13,3	12,0	11,9	14,3	13,2
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	14,4	18,2	16,5	15,1	19,2	17,3	15,2	16,7	16,0

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés.
(2) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-15

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	1985	1990 (2)	1993	1994	1995	1996
Nombre	92,4	92,9	92,7	92,8	92,7	92,4
Effectif	46,0	50,7 *r*	52,1	52,5	52,6	52,5
Chiffre d'affaires hors taxes	36,6	40,1	40,9	40,5	40,8	40,4
Exportations	22,2	25,2	28,4	28,5	29,8	29,0
Investissements	29,4	38,5	39,2	38,7	39,4	40,7

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie et IAA).
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Habillement, cuir

(NES : C11, C12)

(NAF : 18, 19)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1996.

1. Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques.
2. Articles d'habillement : production de la branche.
3. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques.
4. Collecte de peaux brutes.
5. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
6. Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche.
7. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Habillement et fourrures (NES C11, NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec 1 669 unités de 20 salariés et plus, est une industrie profondément marquée par la décroissance de la consommation, et plus encore, par la concurrence étrangère.

Depuis 1990, ce secteur perd plus d'un cinquième de ses entreprises et près de 30 % de ses effectifs. Il ne compte en 1996 que neuf entreprises de plus de 500 salariés contre dix-sept en 1990.

Cette industrie s'adapte aux nouvelles conditions du marché; la profession se structure autour de la sous-traitance et les processus de fabrication s'internationalisent.

Depuis 1986, le nombre de donneurs d'ordres ne cesse d'augmenter. Ils concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits. Ils représentent plus du tiers des entreprises de l'habillement (contre un cinquième en 1986) et réalisent plus de la moitié du chiffre d'affaires (contre un tiers en 1986). Les « structures mixtes », ne représentent plus qu'à peine 30 % des entreprises contre 38 % en 1986. Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, ne profitent pas de l'extension de la sous-traitance. Leur nombre baisse de près de 30 % depuis 1986, même s'ils représentent encore 40 % du nombre des entreprises et regroupent le tiers des effectifs de l'ensemble de l'activité. Face à la concurrence des entreprises étrangères dont le coût de main-d'oeuvre est très faible, ces façonniers s'orientent vers des produits haut de gamme et s'organisent en circuit court.

En 1997, la hausse de 12 % des importations entraîne la chute du taux de couverture, qui n'est plus que de 54,6 % en 1997 contre 62,1 % en 1990, malgré une augmentation de 8 % des exportations.

L'internationalisation accrue des échanges stimule le développement et le positionnement des entreprises à l'étranger. Celle-ci revêt différentes formes : création de filiales ou fusion-acquisition, délocalisation de la production ou négoce international.

Cuirs et chaussures (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir et de la chaussure est constituée de près de 441 entreprises de vingt salariés et plus ayant des activités orientées principalement vers le produit « cuir », même si le textile, le caoutchouc et les matières plastiques sont également utilisés.

Ce secteur de PMI comprend différents intervenants assurant le lien entre les collecteurs de peaux et les fabricants de biens de consommation.

On distingue en amont les tanneries qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux) et les mégisseries tournées vers les peaux de plus petite dimension (ovins, caprins, reptiles). Le marché du cuir industriel représente à peu près 8 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine, et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval, 393 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquinerie et des chaussures pour un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal (72 % des entreprises ont un effectif de 20 à 49 salariés) mais dont le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits, avec des noms prestigieux comme Hermès et les ateliers Louis Vuitton, sont recherchés dans le monde entier.

L'industrie de la chaussure représente à elle seule plus de deux tiers de l'ensemble de la filière, en termes d'effectifs. Cette industrie souffre de la concurrence étrangère et de l'affaiblissement de la demande. Elle perd 18 % de ses entreprises et 26 % de ses effectifs salariés depuis 1990. Ce secteur peu diversifié intègre des activités commerciales : 12 % du chiffre d'affaires provient du négoce de produits souvent achetés à l'étranger en complément de gamme. Le taux d'investissement progresse depuis 1994, mais demeure à un niveau plus faible que celui de l'industrie des biens de consommation courante.

La balance commerciale de l'ensemble de la filière affiche un déficit de 9,6 milliards de francs avec un taux de couverture qui se dégrade fortement entre 1996 et 1997. La France a une place prédominante dans la maroquinerie avec un taux de couverture de 137 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11, NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir;

— vêtements de travail;

— vêtements sur mesure;

— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets;

— vêtements de dessus pour femmes et fillettes;

— vêtements de dessous;

— autres vêtements et accessoires;

— fourrures.

La fabrication d'articles chaussants, pulls-overs et articles similaires relève de la bonneterie (secteur appartenant à l'industrie textile) tandis que celle de tous les autres vêtements en maille appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et d'articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Comité de coordination des industries de la mode;

— Fédération des industries diverses de l'habillement;

— Conseil national du cuir.

Publications :

— *La situation de l'industrie, résultats détaillés,* Enquête annuelle d'entreprise, Chiffres-clés Référence, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI;

— « L'industrie de la lingerie féminine, le dessous mieux que le dessus », D. de Goussencourt, le « 4 pages », SESSI, n° 78, juillet 1997;

— « L'industrie de l'habillement », Chiffres clés Analyse, SESSI, 1998;

— « Concurrence internationale et délocalisation dans le secteur de l'habillement », M-J. Prudhommeaux et R. Soarès, Industrie française et mondialisation, Chiffres clés Analyse, SESSI, 1998;

— *Industrie de l'habillement,* Chiffres-clés, production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.

— *Chaussure,* CECOD (Centre d'étude du commerce et de la distribution), Paris, 1987 (dossiers professionnels).

— *Les leaders de la chaussure en Europe,* collection « Analyses de stratégies et structures comparées », Paris, DAFSA, 1988.

— *Industrie de la chaussure en France,* Fédération nationale de la chaussure, février 1989.

— *L'industrie de la chaussure,* SESSI, décembre 1989.

— *Industrie du cuir et de la chaussure,* Chiffres-Clés, production industrielle, séries mensuelles, trimestrielles et annuelles, SESSI, Conseil national du cuir.

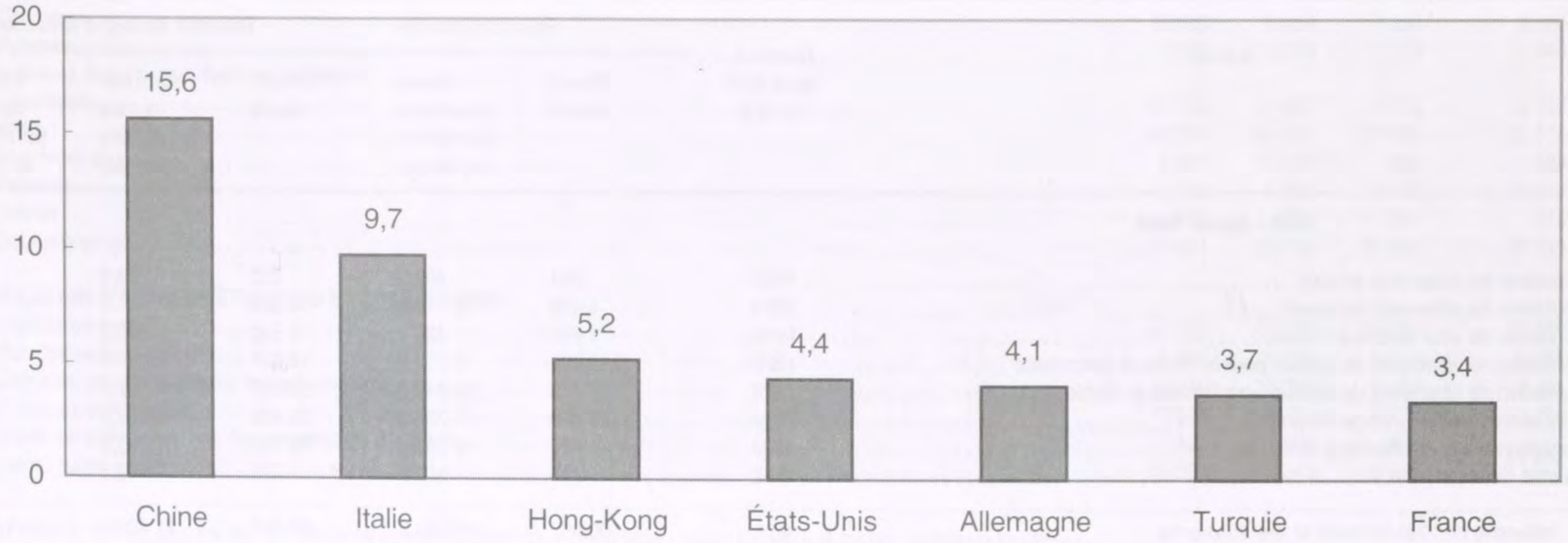
— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le « 4 pages », SESSI, n° 50, juin 1995.

*
* *

GRAPHIQUE K.02-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1996

En %

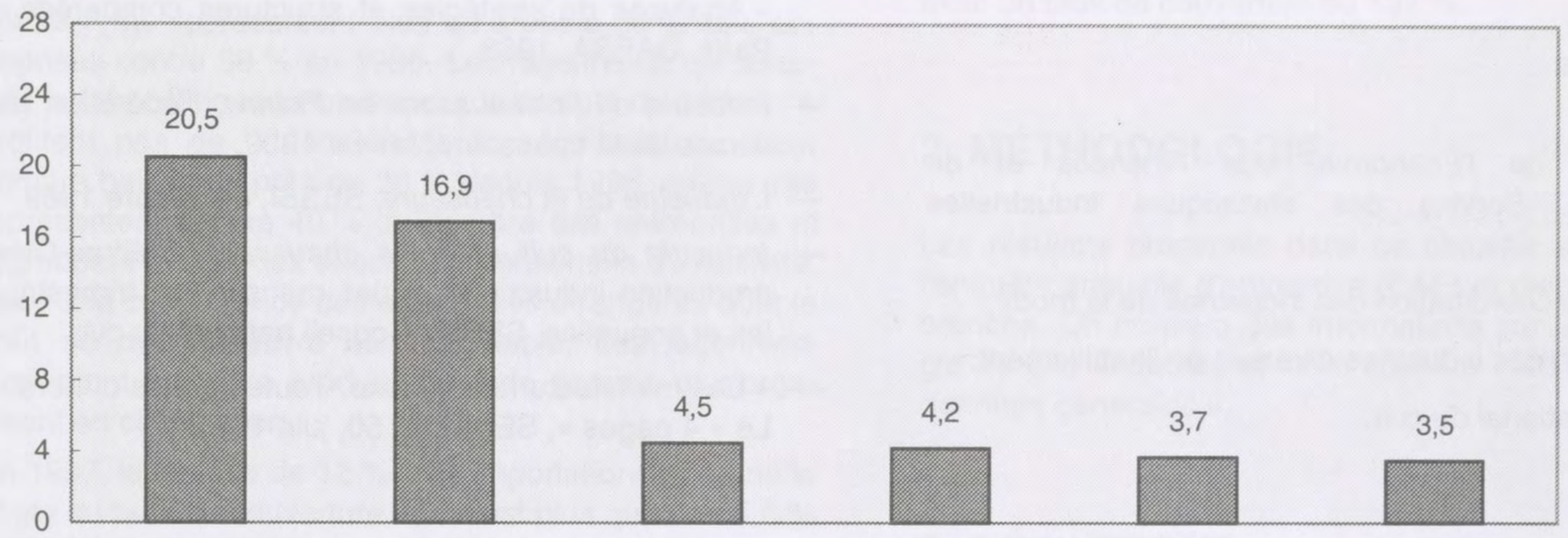


Source : CHELEM-CEPII

GRAPHIQUE K.02-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1996

En %



Source : CHELEM-CEPII

TABLEAU K.02-1

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	361	406,0	333	50,0	4,4
Fabrication de vêtements de travail	182A	4 478	2 114,6	4 089	411,2	28,5
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 370	430,9	2 530	566,3	103,2
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	14 393	9 612,5	15 641	1 747,5	140,5
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	35 419	24 649,0	35 387	4 197,7	421,8
Fabrication de vêtements de dessous	182G	28 909	14 784,9	26 638	2 782,0	268,2
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	14 406	9 241,7	14 066	1 565,5	103,0
Industrie des fourrures	183Z	719	560,2	773	100,3	9,4
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**100 055**	**61 799,8**	**99 457**	**11 420,5**	**1 079,0**

TABLEAU K.02-2

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**				
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		7 274	6 666	5 928	5 286
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		6 149	4 721	3 598	3 407
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**				
Vêtements de dessus :					
Costumes, complets et ensembles		1 376	843	462	458
Vestes seules et blazers		2 775	2 150	1 523	1 591
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		17 707	16 576	14 611	11 605
Vêtements de sport ou de loisirs :					
Shorts et bermudas		2 631	2 286	2 234	1 931
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 377	1 011	831	361 (1)
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		84	98	78	68
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**				
Vêtements de dessus :					
Robes (y compris robes de plage)		8 360	8 209	7 204	6 771
Jupes (non compris jupes de sport)		14 749	14 608	11 747	10 440
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		13 037	12 740	14 864	12 471
Costumes et ensembles		*c*	2 331	1 784	1 666
Vestes seules et blazers		5 287	4 543	3 393	4 059
Manteaux		*c*	*c*	485	405
Vêtements de sport et de loisirs :					
Shorts et bermudas		*c*	2 226	1 540	1 450
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 195	814	369 (1)	452
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		310	312	145	116
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**				
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :					
Chemises		12 502	8 904	7 686	6 138
Pyjamas		1 661	1 229	1 129	1 044
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :					
Chemisiers		12 200	10 976	9 572	8 707
Slips		42 274	44 767	34 065	32 175
Chemises de nuit		2 017	1 647	1 986	1 628
Pyjamas		1 764	1 218	1 107	1 048
Gaines		955	507	561	375
Soutiens-gorge		28 581	29 715	20 502	19 915
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	**182J**				
Maillots de bain		12 820	15 090	13 864	13 047
Survêtements de sport		5 361	4 628	3 541	3 155
Cravates, nœuds papillons, foulard-cravates		10 240	10 288	9 084	8 434
Écharpes et foulards		7 088	6 262	6 773	6 420
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		432	406	396	21 852
Gants autres qu'en cuir (2)		16 000	17 943	16 542	

(1) En 1996 et 1997, l'enquête sur les blousons et sahariennes est confidentielle, ce qui explique la baisse brutale de la série.
(2) Gants confectionnés seulement, ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.02-3

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 462	1 869,1	2 497	295,4	39,1
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11 820	6 043,0	12 408	1 515,5	151,6
Fabrication de chaussures	193Z	29 282	13 834,4	29 866	3 180,8	364,0
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**43 564**	**21 746,5**	**44 771**	**4 991,7**	**554,7**

TABLEAU K.02-4

Collecte de peaux brutes

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne

Nature des peaux	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Bovins	512G	91 486	94 888	104 468	117 987	117 235
Veaux, vachettes	»	18 064	18 878	20 455	21 249	22 280
Équidés	»	704	814	891	975	862
Ovins	»	16 071	15 279	17 454	19 941	18 867
Caprins	»	66	63	84 *r*	83	48
Total		**126 391**	**129 922**	**143 352**	**160 235**	**159 292**

TABLEAU K.02-5

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Numéros de la NAF	Unité	1993	1994	1995	1996	1997
TANNERIE-CORROIERIE (Production)							
Bovins	191Z	tonne	9 605	9 371	8 499	7 883	7 946
Veaux (1)	»	10^3 m^2	1 924	1 861	1 869	1 849	1 838
Équidés (1)	»	»	11	14	9	5	–
MÉGISSERIE (Livraisons)							
Ovins	»	10^3 pièces	11 424	10 376	8 194	6 850	5 850
Caprins (2)	»	»	1 780	1 905	1 506	1 620	1 793
Porcins	»	»	682	595	921	464	553
Reptiles et autres peaux	»	»	744	602	622	561	599

(1) Pour les séries de production de tannerie-corroierie de veaux ou d'équidés, l'unité est 10^3 m^2 et non la tonne.
(2) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.02-6

Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de pièces

Article	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE	**192Z**				
Sacs à main	»	4 250	5 141	4 605	5 067
dont : en cuir	»	2 059	2 342	2 236	1 841
Petite maroquinerie	»	8 691	9 291	8 716	9 018
dont : en cuir	»	878	795	679	844
Malles, valises et vanity-cases	»	2 129	2 293	2 128	2 337
dont : en cuir	»	19	3	2	2
Serviettes, cartables, porte-documents	»	5 320	4 870	3 806	2 767
dont : en cuir	»	1 177	971	567	343
Articles de voyage et sacs de sport	»	3 481	4 754	3 034	2 991
Articles divers de maroquinerie	»	2 483	2 409	2 425	2 468
dont : en cuir	»	706	659	719	668
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	5 236	3 487	3 157	3 392
dont : en cuir	»	3 442	1 678	1 342	1 374

TABLEAU K.02-7

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
FABRICATION DE CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**193Z**	**154 898**	**151 704**	**139 442**	**135 447**
par matière (dessus) :					
Cuir		68 702	66 874	60 630	60 654
Matières synthétiques et caoutchouc		16 409	15 836	15 619	14 915
Matière textile		69 787	68 994	63 193	59 878
par usage :					
Ville		82 622	80 321	73 391	70 198
Sport et détente		7 662	6 178	5 477	5 141
Travail		12 803	13 088	11 530	12 033
Usage intérieur		51 811	52 117	49 044	48 075

Chapitre K.03

Édition, imprimerie, reproduction

(NES : C20)
(NAF : 22)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction, (NES C20), en 1996

1. Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques.
2. Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Ces secteurs réalisent un chiffre d'affaires de 154 milliards de F en 1997. La presse et les industries graphiques y concourent pour les trois quarts.

En 1997, le secteur de la presse réussit à maintenir son chiffre d'affaires au niveau de 1996, essentiellement grâce aux ressources publicitaires. En effet, l'érosion des ventes se poursuit. Les recettes de vente n'augmentent que de 4 % en 1997 pour la presse nationale d'information générale et politique. Le marché publicitaire, en pleine croissance, profite plus aux autres médias qu'à la presse elle-même. Les professionnels sont toutefois plus optimistes pour 1998 : la concentration et la rationalisation de la presse quotidienne régionale devraient améliorer la situation financière des entreprises.

L'édition du livre est confrontée à diverses formes de concurrence (photocopiage, multimédia) et la croissance de son chiffre d'affaires est proche de zéro en 1997, comme en 1996. Cette érosion affecte en 1997 surtout le marché des livres d'art (- 20,7 %), et celui des encyclopédies et dictionnaires (- 14,5 %). Dans ce contexte, les bandes dessinées tirent leur épingle du jeu (+ 11,4 %). Toutefois, le chiffre d'affaires du secteur se redresse au second semestre 1997.

L'imprimerie de labeur est la principale composante des industries graphiques. Sa production continue d'augmenter, la demande restant forte. Toutefois, le chiffre d'affaires croît plus lentement. Cet écart tient à la situation fortement concurrentielle dans l'imprimerie. Elle pousse les entreprises à ne pas répercuter l'intégralité des coûts de production sur le prix de vente. Cette industrie de proximité est de plus en plus confrontée à l'européanisation de ses marchés. Elle est aussi exposée au phénomène de délocalisation, facilité par la progression des échanges de données informatisées (EDI).

Après l'année 1996 marquée par la stabilité des ventes, l'édition phonographique retrouve une bonne dynamique dès le second semestre 1997. Le chiffre d'affaires du disque progresse de 7 % en 1997. La forte croissance des formats courts « singles » se poursuit avec une progression de 52 % en valeur et de 40 % en volume. En 1997, ces derniers représentent la vente d'un disque sur quatre, contre un sur dix en 1994. Les ventes d'album stagnent, le chiffre d'affaires des disques compacts progresse de 2,6 %, alors que celui des cassettes recule de 11,3 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Cette activité comprend :

- l'édition de livres;
- l'édition de journaux;
- l'édition de revues et périodiques;
- l'édition d'enregistrements sonores;
- l'imprimerie de journaux;
- l'imprimerie de labeur, la papeterie scolaire;
- les reliures et finitions;
- la gravure, la photogravure;
- la reproduction d'enregistrements sonores;
- la reproduction d'enregistrements vidéo.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques;

— Syndicat national de l'édition.

Publications :

Imprimerie et industries graphiques, séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des Industries de la communication graphiques).

Édition, séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).

Édition de disques et cassettes, séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

Presse, séries annuelles, SJTI (Service juridique et technique de l'information).

« L'industrie phonographique » S. THOMAS, le « 4 pages », n° 53, SESSI, septembre 1995.

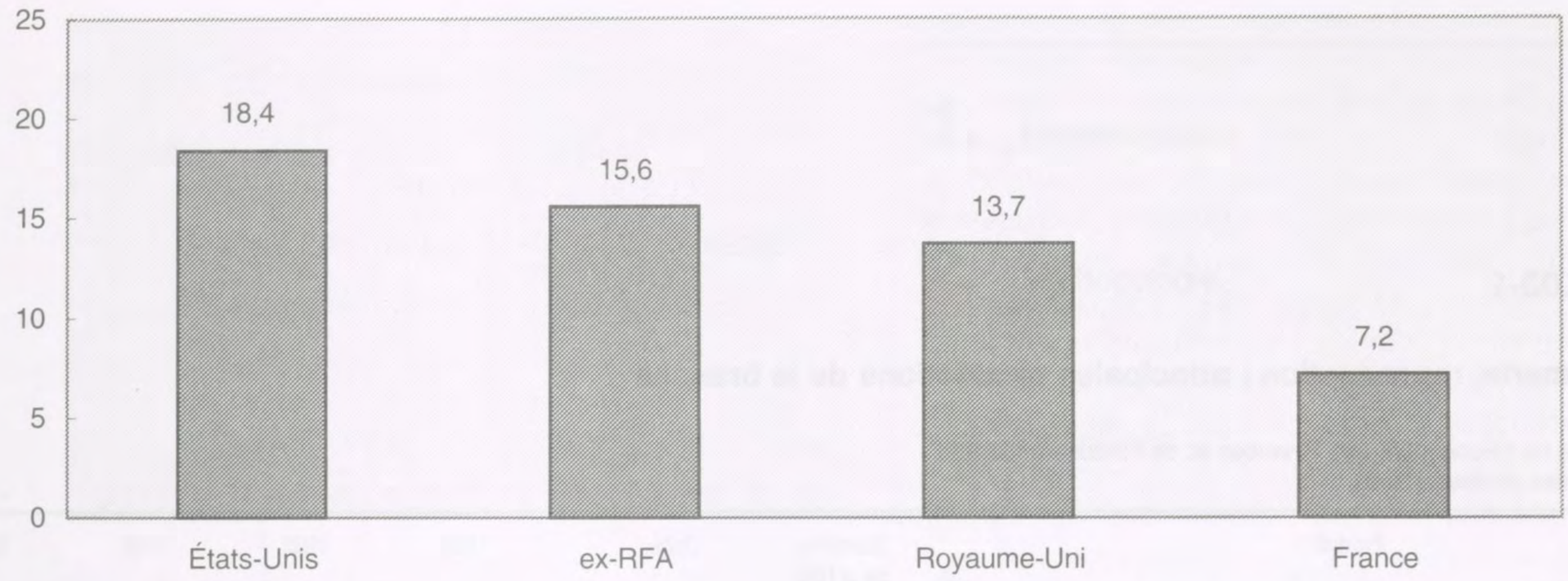
« L'imprimerie. De l'écrit à l'écran », le « 4 pages », n° 83, SESSI, décembre 1997.

*
* *

GRAPHIQUE K.03

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction (NES C20) en 1996

En %



Source : CHELEM-CEPII

TABLEAU K.03-1

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Édition de livres	221A	12 398	20 406,7	13 148	2 771,9	229,3
Édition de journaux	221C	26 253	26 249,7	26 934	6 223,9	658,4
Édition de revues et périodiques	221E	19 841	33 425,6	19 642	5 140,3	441,0
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 711	7 559,4	2 840	730,8	130,4
Autres activités d'édition (1)	221J	823	875,8	859	130,8	11,3
Imprimerie de journaux	222A	3 034	2 023,0	2 675	582,3	27,7
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	57 828	44 977,5	58 233	9 297,2	2 499,9
Reliure et finition	222E	6 102	2 729,4	6 136	816,3	200,5
Composition et photogravure	222G	6 831	4 100,5	6 511	1 175,0	217,2
Autres activités graphiques (2)	222J	968	644,4	1 145	189,1	55,7
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 137	1 264,5	1 413	186,6	137,8
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	933	1 110,9	715	98,4	36,7
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**138 859**	**145 367,4**	**140 251**	**27 342,6**	**4 645,9**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.03-2

Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997
Productions						
ÉDITION DE LIVRES	**221A**	10^3 livres				
Scolaire		»	72 687	64 525	77 915	78 042
Scientifique, technique, professionnel, sciences humaines et sociales		»	29 573	36 576	39 350	33 542
Littérature		»	128 017	130 603	123 882	127 276
Encyclopédie et dictionnaires		»	10 650	11 999	7 874	7 113
Livres pour la jeunesse		»	43 474	54 569	61 967	65 015
Livres pratiques		»	56 813	51 829	58 906	57 534
ÉDITION DE JOURNAUX (tirage annuel)	**221C**	10^6 journaux				
Quotidiens nationaux d'information générale et politique		»	776	766	652	648
Quotidiens locaux d'information générale et politique		»	2 328	2 304	2 404	2 327
ÉDITION DE REVUES ET PÉRIODIQUES (tirage annuel)	**221E**	10^6 revues				
Magazine d'informations		»	103	93	103	99
Presse féminine		»	422	373	...	...
Presse TV		»	713	707	...	...
ÉDITION D'ENREGISTREMENTS SONORES (quantités vendues)	**221G**	10^3 pièces				
Compacts disques		»	102 869	114 513	127 622	140 453
Cassettes		»	26 206	27 112	17 266	14 908
IMPRIMERIE DE LABEUR (tonnages imprimés)	**222C**	10^3 tonnes				
Imprimés administratifs et commerciaux		»	101	97	93	94
Imprimés en continu		»	237	258	270	261
Imprimés techniques et publicitaires		»	589	669	631	774
Catalogues et brochures de VPC		»	209	197	225	190
Imprimés de conditionnement		»	255	264	271	282
Périodiques		»	785	787	770	877
Livres		»	202	199	198	208
Livraisons						
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES	**223A**	10^3 pièces				
Disques compacts		»	...	148 158	184 369	251 039
Cassettes		»	...	26 531	23 060	17 320
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO	**223C**	10^3 pièces				
Vidéocassettes et CD vidéo		»	...	56 409	70 370	65 047
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS INFORMATIQUES	**223E**	10^3 pièces				
Disquettes et Cédéroms		»	...	42 250	64 611	c

Chapitre K.04

Pharmacie, parfumerie et entretien

(NES : C31 et C32)
(NAF : 24.4 et 24.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1996.

1. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques.
2. Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche.
3. Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques.
4. Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Pharmacie (NES C31, NAF 24.4)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et des sites de transformation de ces matières en médicaments nécessitant l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'Agence du médicament.

Cette industrie dépend de l'intervention publique tant en France qu'à l'étranger : réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des médicaments. Son activité n'est pas liée à la conjoncture. La progression du chiffre d'affaires de près de 5 % en 1996 s'amplifie en 1997 avec plus de 7 %. Cette évolution repose sur deux facteurs conjoints : l'augmentation de la consommation des ménages, et surtout des exportations. En 1997, celles-ci représentent le quart de la production française et progressent de 16 % en 1997. La substitution de spécialités nouvelles à prix élevés à des médicaments anciens contribue également à cette croissance ; de plus, elle rétribue l'effort de recherche des entreprises. Avec 13 % du chiffre d'affaires (sans aides publiques), ce taux se situe parmi les trois premiers de l'industrie, avec la construction aéronautique et le matériel électronique.

L'industrie pharmaceutique française est la quatrième du monde derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Cependant les groupes à capitaux français réalisent seulement 40 % de la production ; les plus importants sont Rhône-Poulenc, Sanofi, Synthélabo, Servier et Pierre Fabre.

L'industrie pharmaceutique est confrontée à des marchés d'envergure mondiale et à des besoins d'investissements considérables dans la recherche pour détenir un portefeuille de molécules important. Elle se restructure régulièrement depuis une décennie et procède maintenant à des fusions importantes telles celles de Glaxo Wellcome ou de Novartis (Ciba & Sandoz).

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Le secteur se caractérise par une forte concentration où la place des groupes est prépondérante. L'Oréal est le leader mondial de la parfumerie, Colgate Palmolive, Henkel, Lever, Procter & Gamble sont les groupes les plus importants des produits savonniers et détergents. Le poids des dépenses de publicité est particulièrement élevé : 12 % du chiffre d'affaires, soit le quart du marché publicitaire de toute l'industrie manufacturière. Avec un taux de couverture de près de 600 %, le commerce extérieur de la parfumerie est structurellement excédentaire. La France conserve son leadership mondial des ventes de parfums et cosmétiques (un tiers du marché).

Les années 1995-1996 ont été marquées par l'ouverture de nombreuses parapharmacies venues accentuer la concurrence entre les différents modes de distribution : la grande distribution, la plus offensive, l'officine, où la présence du pharmacien sécurise le consommateur, et la parfumerie.

Les « niches » de marché destinées à une population spécifique se multiplient, telles les gammes « enfants » (P'tit Dop, produits Disney...) ou les produits destinés aux « séniors ».

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie pharmaceutique (NES C31, NAF 24.4)

Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire, y compris d'autres produits pharmaceutiques; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie.

Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits issus de la chimie de base.

Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...).

Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat national de l'industrie pharmaceutique;

— Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette;

— Association des industries des savons et des détergents.

Publications :

« L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », Le 4 pages, SESSI, n° 6, juin 1992;

« *Industrie pharmaceutique* », Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles, SESSI;

« Les comptes de la santé », SESI, La Documentation française;

« *Parachimie* », Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

Les leaders de la parfumerie et de la cosmétologie, collection « Analyses de stratégies et structures comparée », Paris, DAFSA, janvier 1989;

« La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », Le 4 pages, SESSI, septembre 1991;

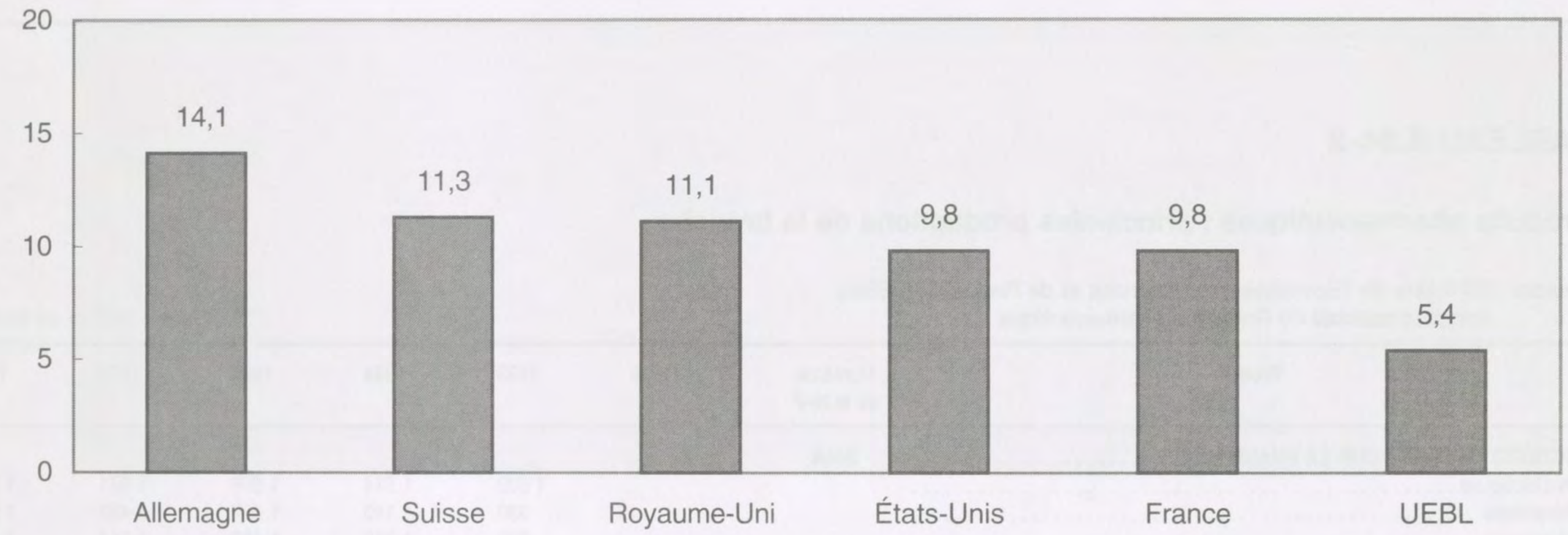
« Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le 4 pages, SESSI, n° 50, juin 1995.

* *

GRAPHIQUE K.04-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1996

En %

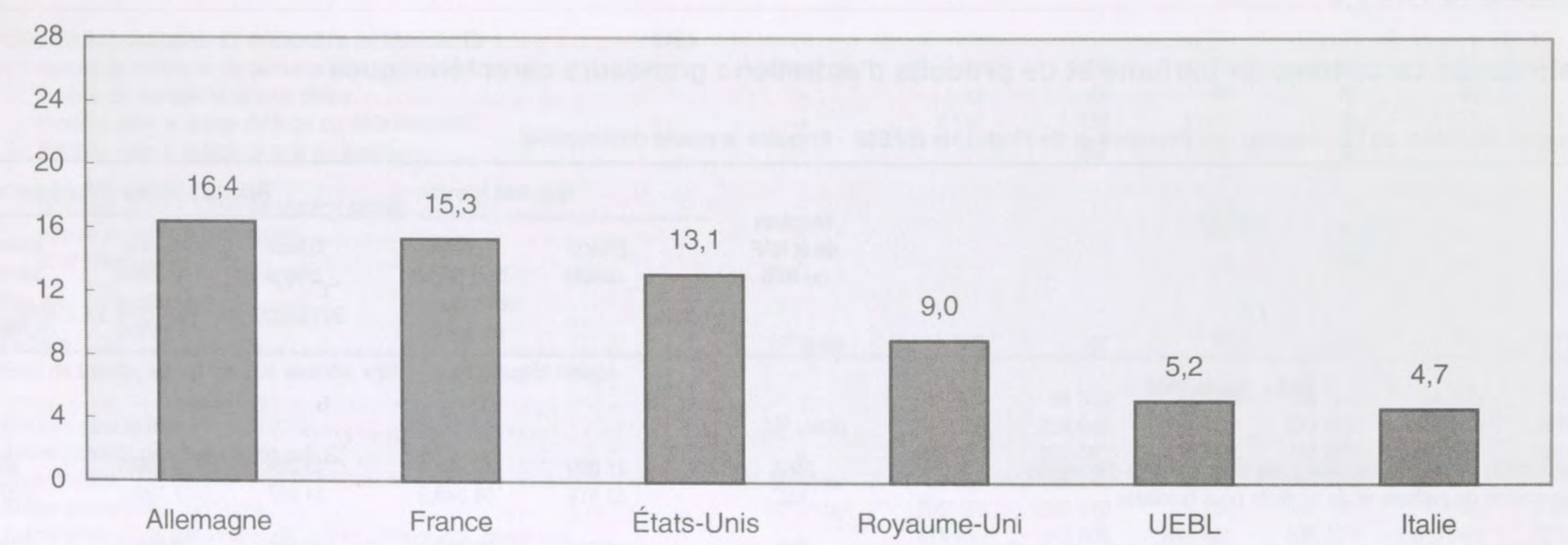


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1996

En %



Source : CHELEM-CEPII

TABLEAU K.04-1

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	8 783	15 989,8	9 590	2 257,2	1 586,8
Fabrication de médicaments	244C	63 811	120 244,7	70 628	15 715,4	3 745,5
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 910	4 060,3	4 496	838,4	160,7
Industrie pharmaceutique	**C31**	**77 504**	**140 294,8**	**84 714**	**18 811,0**	**5 493,0**

TABLEAU K.04-2

Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1990	1993	1994	1995	1996	1997
PRODUITS DE BASE POUR LA PHARMACIE	**244A**						
Antibiotiques		...	1 502	1 514	1 556	1 571	1 762
Alcaloïdes		...	330	1 110	1 457	1 487	1 510
Hormones		...	980	1 380	1 480	1 514	1 502
Vitamines		...	1 750	1 717	1 816	1 886	1 924
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	**244C**	**86 490**	**108 596**	**110 817**	**117 054**	**123 278**	**128 315**
Médecine humaine		82 885	104 330	106 315	112 015	118 137	122 810
Médecine vétérinaire		3 605	4 266	4 502	5 039	5 141	5 505
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	**244D**	**...**	**...**	**2 375**	**2 358**	**2 258**	**2 782**

TABLEAU K.04-3

Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	11 029	19 964,1	13 334	2 639,5	606,6
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	33 416	55 549,3	34 867	7 199,2	1 578,0
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**44 445**	**75 513,4**	**48 201**	**9 838,7**	**2 184,6**

TABLEAU K.04-4

Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	1997
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**							
dont : Savons de toilette et de parfumerie		10^3 tonnes	70	58	59	58	65	64
Savons de ménage et savons divers		»	48	44	46	48	40	38
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1 132	1 132	1 035	1 075	1 175	1 164
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	251	357	345	335	361	351
Glycérine brute - 100% de glycérol distillé		»	...	...	15	15	29 *r*	26
Agents de surface organiques		»	...	...	369	335	321	341
dont : Anioniques		»	...	...	213	199	181	182
PARFUMS ET PRODUITS DE TOILETTE	**245C**							
Parfums		10^3 litres	145	87	93	118	129	142
Eaux de toilette, de cologne, de lavande, lotions avant et après rasage		»	32 644	36 540	38 693	34 710	34 248	35 933
Produits pour le maquillage		10^3 unités	247 328	266 948	274 428	271 520	301 261	357 241
Autres produits de beauté et de soin		»	329 055	397 582	444 144	489 865	489 560	562 265
Shampooings		10^3 litres	62 369	68 265	92 249	91 164	100 207	114 567
Autres préparations capillaires		10^3 unités	250 459	282 910	324 704	326 651	311 434	354 309
Autres produits de parfumerie, de toilette, déodorants, dentifrices		»	411 480	443 606	566 465	639 213	680 944	727 099

Chapitre K.05

Industries des équipements du foyer

(NES : C41 à C46)
(NAF : 29.7, 32.3, 33.4 et 33.5, 36)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction (son et image) (NES C45) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46) en 1996.

1. Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication de meubles : facturations de la branche.
3. Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques.
4. Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations et production des branches.
5. Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques.
6. Livraisons de matériel électroménager.
7. Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques.
8. Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour 65 % de ses produits. Elle dépend, pour le reste, des industries de la métallurgie (meubles métalliques) et de la chimie (meubles en matières plastiques). La production est relativement atomisée face à une distribution puissante, compétitive et spécialisée. Les grands distributeurs contrôlent fermement les nombreux petits fabricants de moyen et bas de gamme. Les groupements d'achat et discompteurs font pression sur les prix et obligent la profession à réduire ses marges.

Ce secteur souffre toujours d'une insuffisante modernisation de son outil de production. Le recours à la sous-traitance progresse : elle représente 7,1 % de la production en 1996 contre 4,2 % en 1995. Mais ce recours à la sous-traitance ne compense pas la faiblesse du taux d'investissement.

La baisse de consommation de meubles, continue depuis 1990, se stabilise en 1996. Les consommateurs se tournent vers des produits moins onéreux : meubles de complément, meubles de rangement par éléments, mobilier jeune ménage.

Face à la crise, la profession s'organise, développant différentes stratégies :

— concentration, pour une meilleure compétitivité sur le marché européen;

— investissement pour adapter l'outil de production avec le développement de matériel de conception et de logistique (GPAO et CIAO);

— politique de marque, surtout dans le meuble de cuisine et la literie;

— diversification : les fabricants de meubles de cuisine s'orientent de plus en plus vers les meubles de salle de bains et de rangement (placards);

— exportation : face à la baisse de la demande intérieure, les industriels améliorent leurs performances à l'exportation. Entre 1995 et 1996, le taux d'exportation passe de 14,6 % à 15,3 % : il demeure faible par rapport à celui de l'industrie manufacturière.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle qui travaille l'or, l'argent et le plaqué or. C'est une industrie de luxe où se côtoient des noms prestigieux tels que Cartier ou Van Cleef Arpels dans la joaillerie, ou Christofle dans l'orfèvrerie. La France doit sa réputation dans ce domaine à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers. Toutefois, la France présente en effet, un tissu industriel plus morcelé et plus fragile que celui de ses concurrents européens, allemands ou italiens en particulier. Les exportations ne sont réalisées que par quelques firmes, la grande majorité des entreprises n'alimentant que le marché français.

Industrie typiquement de main-d'oeuvre, le taux d'investissement progresse en 1996. Les importations proviennent de nouveaux producteurs du Sud-Est asiatique mais également des pays européens. Ces dernières années ont vu une très forte poussée des importations en provenance d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne.

La fabrication d'instruments de musique constitue également un micro-secteur de seize entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1 500 personnes et 0,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (69 % du chiffre d'affaires), et un taux de valeur ajoutée élevé (57 % du chiffre d'affaires). C'est en Île-de-France que s'exerce l'essentiel de l'activité.

Fabrication d'articles de sport, jeux et industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

La fabrication d'articles de sport est un secteur d'activité constitué de PMI. Seulement trois entreprises emploient plus de 500 salariés. Le secteur, concentré en Rhône-Alpes (61 % des effectifs), fabrique surtout du matériel de sports d'hiver. C'est une activité fortement exportatrice (62 % du chiffre d'affaires en moyenne), les trois grandes entreprises exportant les quatre cinquièmes de leur activité.

La fabrication française de jeux et jouets (héritière, en grande partie, de l'industrie de la tournerie et de la tabletterie sur bois) est devenue une industrie de jouets traditionnels en plastique (2 % seulement des jouets sont en bois). Concentrée en Franche-Comté et Rhône-Alpes (47 % des effectifs), elle est soumise à la concurrence des multinationales américaines et des produits bas de gamme du Sud-Est asiatique. Les entreprises obtiennent d'excellents résultats à l'exportation. Dans ce secteur, la production est saisonnière (80 % des jouets sont vendus à Noël) et les produits ont un cycle de vie court. Le secteur est également une cible pour les contrefacteurs. L'apparition de grandes surfaces spécialisées en jouets modifie les circuits traditionnels de distribution.

Avec 39 entreprises, la brosserie repose surtout sur la fabrication de brosses à peindre et de brosses de ménage. Près d'un quart du chiffre d'affaires est généré par une activité connexe de négoce. Très peu exportatrice, elle est concentrée en Picardie.

Les activités manufacturières non reprises ailleurs, très hétéroclites, comptent 145 entreprises avec un effectif de 13 000 personnes. Cependant, deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec trois entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture avec une entreprise de plus de 500 salariés. Ces grandes entreprises exportent la moitié de leur chiffre d'affaires.

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée. Les deux leaders mondiaux sont Électrolux et Whirlpool. Devançant les États-Unis, l'Union européenne est le deuxième producteur d'appareils électroménagers, derrière le Japon.

Les producteurs français de gros électroménager sont tous des filiales de groupes étrangers. Dans le domaine du petit équipement domestique, les groupes nationaux Seb et Moulinex ont atteint une stature internationale.

En 1997, le marché global de l'électroménager revient à une croissance modérée. La baisse du coût des matières premières, comme des composants, participe au maintien de prix bas, qui s'éloignent sans cesse de ceux des biens et services.

Pour certains produits, les marchés sont saturés et les constructeurs surveillent les taux de renouvellement; en effet, 99 % des ménages possèdent un réfrigérateur et 95 % un lave-linge. À l'inverse, les taux d'équipement des ménages en sèche-linge (20 %) et en lave-vaisselle (42 %) offrent de bonnes perspectives de développement, malgré une croissance lente.

Pour conquérir de nouvelles positions, les industriels sont à la recherche d'innovations technologiques utiles aux consommateurs et à l'environnement (économies d'eau et d'énergie). Les fours à micro-ondes, intégrant de nouvelles fonctions, équipent désormais 52 % des ménages.

Pour soutenir leurs ventes, les entreprises engagent d'importantes dépenses de publicité et de logistique; elles investissent aussi dans le service après-vente.

Ce secteur est à la recherche de nouveaux marchés : Europe de l'Est, pays du Sud-Est asiatique, Amérique latine...

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et reproduction (son et image) (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur regroupe une cinquantaine d'entreprises. C'est un des secteurs les plus concentrés des biens de consommation : les quatre entreprises de plus de 500 salariés regroupent 67 % des effectifs et réalisent 81 % du chiffre d'affaires. Ces grandes entreprises sont en majorité des filiales de grands groupes étrangers installés en France.

En 1997, la chute des prix se poursuit avec une baisse de plus de 9 % entre janvier et décembre, mais les acheteurs, attirés par de nouveaux appareils, reprennent le chemin des magasins. Le chiffre d'affaires du secteur progresse de 12 % par rapport à 1996 et le taux d'exportation de plus de 10 %.

Le marché des produits bruns arrive en phase de maturité ; ce sont les achats de renouvellement qui représentent la part la plus importante des ventes.

Pour gagner de nouvelles parts de marché, les entreprises se sont lancées dans une course effrénée à l'innovation. En 1996, les entreprises françaises consacrent 4,3 % de leur chiffre d'affaires à la recherche et à l'innovation, contre 2,8 % pour les industries des biens de consommation.

La convergence voix-données-images conduit les industriels à créer des alliances stratégiques et des accords de partenariat afin de créer des produits nouveaux. Les ventes de téléviseurs 16/9ème, les combinés TV-magnétoscopes, les appareils photo-numériques, les mini-disques portables tirent le marché vers la croissance. En 1997, Thomson Multimédia amorce son redressement et oriente sa stratégie vers des métiers à forte valeur ajoutée comme les composants, la distribution et les services. Les services en ligne montant en puissance, les fabricants élargissent leur périmètre d'intervention et intégrent la production de programmes et l'ingénierie de réseaux dans leurs activités.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

L'industrie française de l'optique est dominée par le groupe Essilor International, numéro un mondial; il détient près de 20 % du marché mondial des verres de lunettes. Cette activité comprend aussi la fabrication de montures de lunettes. Les entreprises françaises de la lunetterie sont positionnées sur la haute et moyenne gammes et créent de nouveaux modèles, pour freiner la concurrence des pays asiatiques. Elles travaillent en partenariat avec les grands noms de la mode : la France est le quatrième exportateur mondial de lunettes.

Pour les instruments optiques de précision, la demande diminue ces dernières années, en raison de la baisse des dépenses militaires. Les entreprises de ce secteur sont aussi présentes dans l'activité technologie des mesures.

Quelques sociétés européennes fabriquent du matériel photographique et sont très spécialisées sur du matériel professionnel; elles peuvent difficilement concurrencer les japonais pour les appareils grand public.

La production horlogère mondiale est dominée par la Suisse, le Japon, la Chine et Hong Kong, qui en réalisent 80 %. Les fabricants asiatiques axent leur production sur les montres bas de gamme, alors que la Suisse joue la carte de la qualité sur le créneau haut de gamme, et du design pour les modèles de moyenne gamme.

Près de la moitié des entreprises de cette activité ont un effectif inférieur à 50 personnes.

Les fabricants de montres haute et moyenne gamme maintiennent leur activité, alors que le marché des réveils et de l'horlogerie technique s'essouffle, au profit des produits asiatiques. De plus, les fabricants d'horloges de pointage sont maintenant concurrencés par les ordinateurs qui intègrent ce système.

Traditionnellement implanté en Franche-Comté (65 % de l'effectif), le secteur maintient des relations commerciales privilégiées avec la Suisse qui est le premier client et le premier fournisseur de la France.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

Cette activité regroupe la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres (rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont

destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon, de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

— sièges;

— meubles de bureau en bois et en métal et de magasin en bois (y c. mobilier scolaire);

— meubles de cuisine en bois;

— meubles meublants (salons, chambres, salles à manger, à usage domestique et pour collectivité);

— meubles de jardin et d'extérieur;

— meubles divers (yc. meubles de complément, de salle de bains, meubles de magasin en métal, parties de meubles...);

— industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...);

— literie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets, industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

Les industries diverses regroupent de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport;

— fabrication de jeux et jouets;

— fabrication de bijouterie fantaisie;

— fabrication d'articles de brosserie;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

Cette activité comprend :

— les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle;

— les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air;

— les divers appareils domestiques tels que petit électroménager, machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes.

On distingue trois types de produits :

— les **produits blancs** : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle;

— le **petit électroménager** : rôtissoires, aspirateurs, cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils;

— les **produits bruns** : appareils électro-acoustiques destinés à l'information, la culture ou les loisirs tels que radio-récepteurs, téléviseurs, magnétoscopes et chaînes haute fidélité. Ces produits sont classés en matériel électronique ménager.

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction [son et image] (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur comprend la fabrication des produits suivants :

— les récepteurs de radiodiffusion ou de télévision;

— les moniteurs vidéo, de projecteurs vidéo et de décodeurs;

— les magnétoscopes, caméscopes et tables de mixage;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts et les électrophones;

— les machines à dicter et de répondeurs téléphoniques;

— les interphones, microphones, hauts-parleurs, écouteurs et amplificateurs du son;

— les têtes magnétiques, les platines pour tourne-disques, et graveurs de disques;

— les antennes et les parties d'antennes.

Il comprend aussi le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Cette activité comprend la fabrication des produits suivants :

— les lunettes;

— les instruments d'optique;

— le matériel photographique;

— l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA);

— Chambre syndicale nationale de la literie ;

— Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;

— Fédération nationale de la musique;

— Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques;

— Le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO).

Publications :

« Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, Chiffres-clés Analyse, 1996;

« Ameublement ». Chiffres-Clés, production industrielle, (séries mensuelles et trimestrielles), SESSI;

« Les meubles de cuisine, le ressaisissement », C. Marbach, Le 4 pages, SESSI, n° 67, juillet 1996;

« Le bois en chiffres », Analyse sectorielle, SCEES, 1998;

Bijouterie », (séries annuelles), production industrielle, BJOCC;

« Fabrication d'instruments de musique » (séries annuelles), Chiffres-Clés, production industrielle, SESSI;

« L'industrie des jeux et jouets, la France joue sa partie », Le 4 pages, SESSI, n° 56, décembre 1995;

« Fabrication de jeux et jouets », (séries annuelles), Fédération française du jouet;

« Fabrication d'articles de sport », (séries annuelles), Fédération française des industries du sport et des loisirs;

« Industrie de la brosserie », (séries annuelles), Fédération française de la brosserie;

« Autres activités manufacturières », (séries annuelles), production industrielle, SESSI;

« L'électronique français dans la dynamique mondiale », Le 4 pages, SESSI, avril 1997;

Statistiques et rapports d'activité annuels des industries, électriques et électroniques, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication); le SIMAVELEC (Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques) en fait partie;

Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).

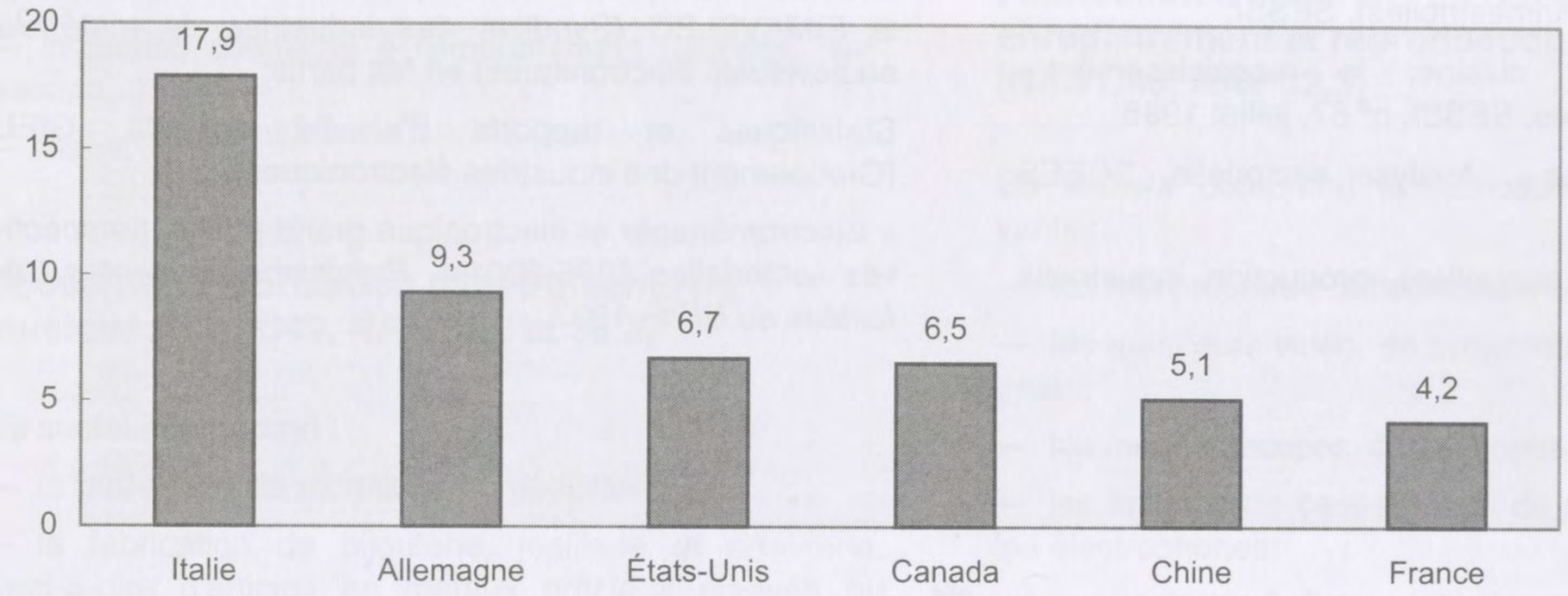
« Électroménager et électronique grand public, perspectives sectorielles 1995-2001 », *Prévisions Glissantes Détaillées du BIPE*, 1997.

* * *

GRAPHIQUE K.05-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1996

En %

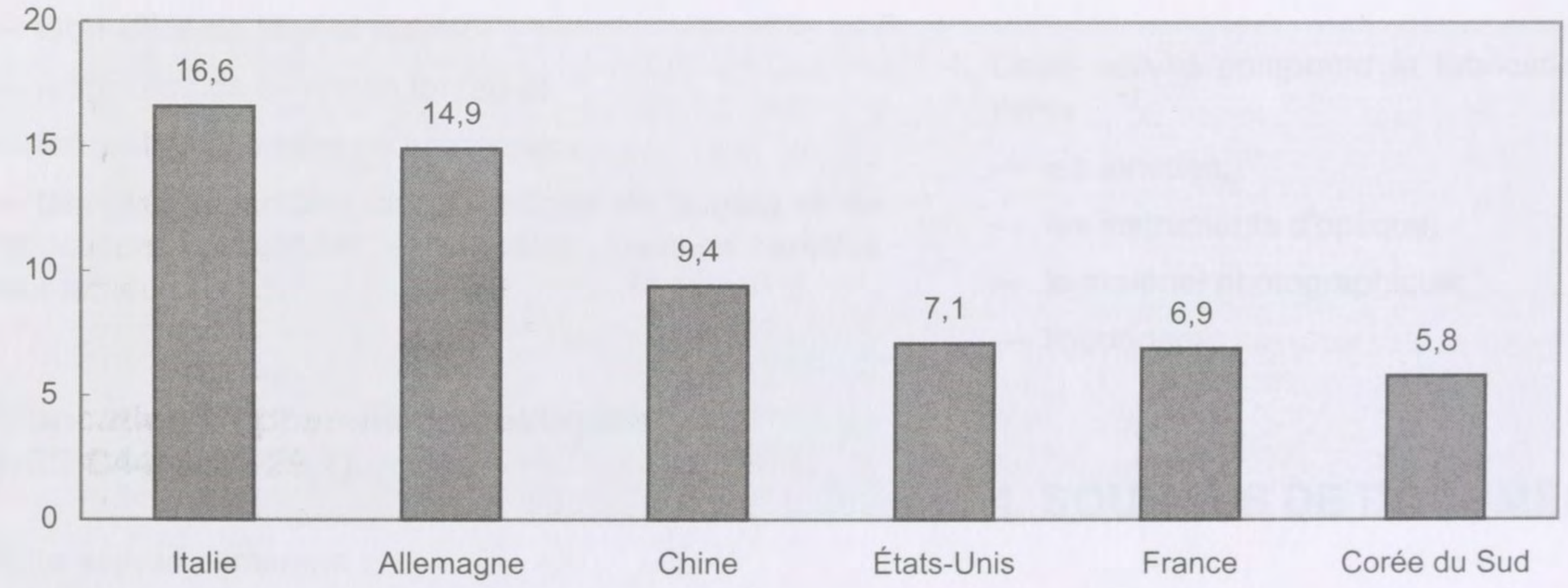


Source : CHELEM-CEPII

GRAPHIQUE K.05-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1996

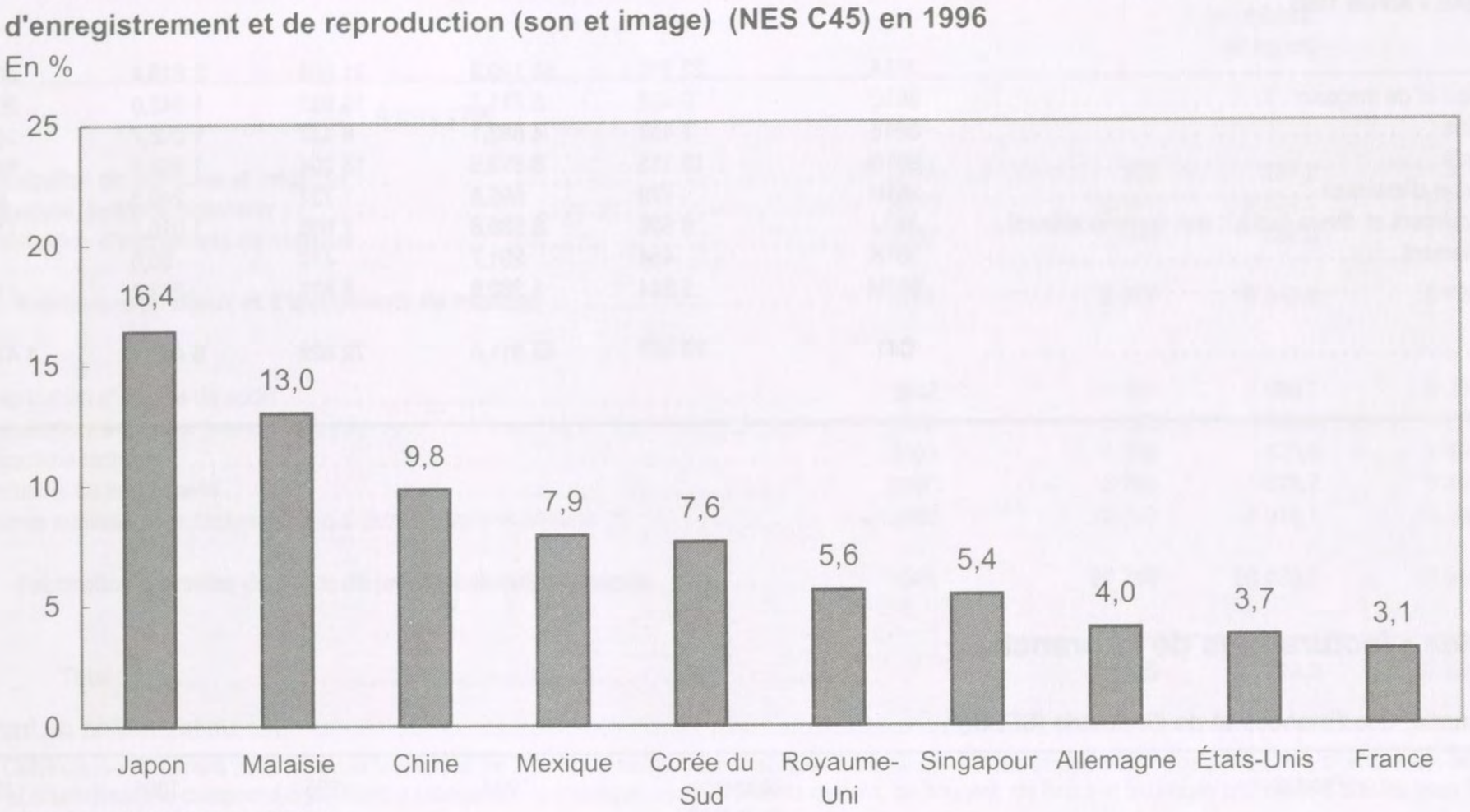
En %



Source : CHELEM-CEPII

GRAPHIQUE K.05-3

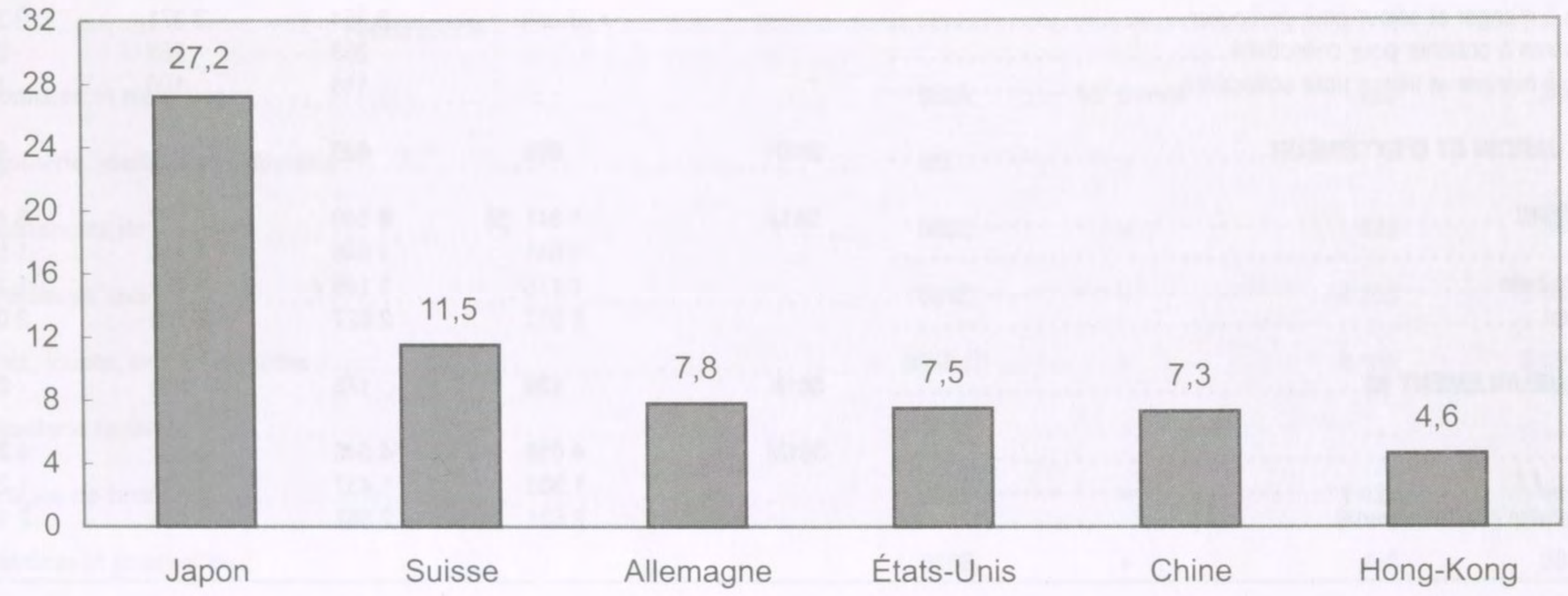
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction (son et image) (NES C45) en 1996



Source : CHELEM-CEPII

GRAPHIQUE K.05-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46) en 1996



Source : CHELEM-CEPII

TABLEAU K.05-1

Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de sièges	361A	22 330	18 190,3	21 662	2 816,4	500,3
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	9 408	5 711,7	10 932	1 542,0	200,8
Fabrication de meubles de cuisine	361E	7 457	4 683,1	8 437	1 006,7	165,7
Fabrication de meubles meublants	361G	15 115	8 519,5	15 904	1 903,1	288,3
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	779	595,8	1 737	240,3	85,2
Fabrication de meubles de complément et divers (n.c.a. : non compris ailleurs)	361J	9 500	6 589,8	7 605	1 010,1	111,0
Industries connexes de l'ameublement	361K	454	231,7	470	60,6	7,5
Fabrication de matelas	361M	5 344	4 289,9	5 875	822,2	112,4
Fabrication de meubles	**C41**	**70 387**	**48 811,8**	**72 622**	**9 401,4**	**1 471,2**

TABLEAU K.05-2

Fabrication de meubles : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
FABRICATION DE SIÈGES	**361A**	**7 871**	**7 684**	**7 603**	**7 870**
dont : Sièges, avec bâti en métal rembourrés ou non		1 202	1 137	1 139	1 147
Sièges, avec bâti en bois rembourrés ou non		2 829	2 929	2 954	2 926
Sièges transformables		1 875	1 699	1 679	1 783
FABRICATION DE MEUBLES DE BUREAU EN BOIS ET EN MÉTAL ET DE MEUBLES DE MAGASIN EN BOIS	**361C**	**8 700 (1)**	**5 930**	**5 448**	**5 514**
dont : Meubles de bureau métalliques		3 199	3 461	3 271	3 299
Meubles de bureau en bois		1 260	1 567	1 377	1 455
Meubles en bois autres que de bureau (2)		1 437	903	800	760
FABRICATION DE MEUBLES DE CUISINE	**361E**	**5 786 (3)**	**4 440**	**4 554**	**4 476**
Meubles en bois pour les cuisines		4 311	4 440	4 554	4 476
FABRICATION DE MEUBLES MEUBLANTS	**361G**	**7 680 (4)**	**8 058**	**8 008**	**8 001**
dont : Meubles en bois pour chambres à coucher pour particulier		3 207	3 137	3 168	3 196
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour particulier		3 259	3 354	3 371	3 210
Meubles en bois pour chambres à coucher pour collectivité		...	263	263	240
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour collectivité		...	116	100	146
FABRICATION DE MEUBLES DE JARDIN ET D'EXTÉRIEUR	**361H**	**599**	**629**	**...**	**563**
FABRICATION DE MEUBLES DIVERS	**361J**	**1 641 (5)**	**6 140**	**6 177**	**6 486**
dont : Meubles de complément		1 641	1 646	1 559	1 595
Meubles en bois de salles de bain		1 475	1 145 *r*	1 221	1 150
Meubles de magasin en métal		2 511	2 627	2 729	3 035
INDUSTRIES CONNEXES DE L'AMEUBLEMENT (6)	**361K**	**128**	**175**	**214**	**257**
FABRICATION DE LITERIE	**361M**	**4 018**	**4 242**	**4 112**	**4 272**
dont : Sommiers		1 306	1 437	1 383	1 282
Matelas (non compris les matelas non recouverts)		2 501	2 562	2 480	2 440

(1) Y compris les meubles de magasin en métal en 1994.
(2) Y compris magasins, usines et entrepôts.
(3) Y compris les meubles de salles de bain en 1994.
(4) Non compris les meubles de collectivité en 1994.
(5) Uniquement les meubles de complément en 1994.
(6) Cette classe comprend le laquage, le vernissage, la dorure, la peinture sur meubles, le capitonnage, le gainage, le service des tapisssiers décorateurs, la marqueterie, la sculpture et la gravure sur bois, l'encadrement.

TABLEAU K.05-3

Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de monnaies et médailles	362A	360	237,2	364	63,9	10,3
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 871	5 524,2	6 857	1 065,2	150,6
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 446	582,0	1 485	221,1	16,6
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	**C42**	**8 677**	**6 343,4**	**8 706**	**1 350,2**	**177,5**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 884	5 080,1	6 384	949,5	235,1
Fabrication de jeux et jouets	365Z	5 192	3 933,4	5 276	660,5	157,0
Bijouterie fantaisie	366A	1 289	620,8	1 366	175,0	16,8
Industrie de la brosserie	366C	3 260	1 878,2	3 342	418,6	54,0
Autres activités manufacturières n.c.a. (non comprises ailleurs) (1)	366E	12 123	8 918,1	12 132	1 704,4	456,4
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**27 748**	**20 430,6**	**28 500**	**3 908,0**	**919,3**
Total		**36 425**	**26 774,0**	**37 206**	**5 258,2**	**1 096,8**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie....

TABLEAU K.05-4

Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations et production des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicats professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1993	1994	1995	1996
Facturations						
Monnaies et médailles	**362A**	**10^6 francs**	**223**	**244**	**247**	**237**
Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	**362C**	**»**	**...**	**...**	**5 615**	**4 823**
Instruments de musique	**363Z**	**»**	**523**	**544**	**612**	**629**
Articles de sport	**364Z**	**»**	**4 289**	**3 650**	**3 791**	**3 970**
Jeux, jouets, articles de fêtes	**365Z (1)**	**»**	**3 456**	**3 691**	**4 038**	**3 905**
Bijouterie fantaisie	**366A**	**»**	**...**	**...**	**282**	**439**
Articles de brosserie	**366C**	**»**	**1 425**	**1 415**	**1 338**	**1 396**
Landaus et poussettes	**366E**	**»**	**480**	**369**	**432**	**404**
Production						
Landaus et poussettes	**366E**	**10^3 pièces**	**911**	**...**	**...**	**...**

(1) Et partie de la NAF 366E.

TABLEAU K.05-5

Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	25 497	21 327,5	25 842	3 446,4	1 003,2
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	3 121	2 638,0	2 308	333,4	41,3
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**28 618**	**23 965,5**	**28 150**	**3 779,8**	**1 044,5**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	12 054	15 957,7	13 619	2 063,0	551,8
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	**C45**	**12 054**	**15 957,7**	**13 619**	**2 063,0**	**551,8**
Total		**40 672**	**39 923,2**	**41 769**	**5 842,8**	**1 596,3**

TABLEAU K.05-6

Livraisons de matériel électroménager

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Matériel	Numéros de la NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Matériel électroménager (1)								
Machines à laver le linge	297A	1 637	1 713	1 943	2 244	2 200	1 868	1 933
Fers et machines à repasser le linge	»	5 560	6 444	6 421	6 865	7 383	7 934	10 449
Cuisinières électriques et mixtes	»	320	294	379	444	439	396	390
Réchauds, fours et rôtissoires	»	4 390	3 588	3 380	3 529	3 834	4 194	...
Chauffe-eau à accumulation (2)	»	770	756	751	741	751	717	810
Radiateurs	»	3 350	3 040	2 897	2 593	2 741	2 929	...
Aspirateurs, cireuses, shampouineuses	»	2 538	2 448	2 456	2 208	2 379	2 919	2 407
Moulins à café, batteurs, robots, etc.	»	12 312	14 736	11 413	11 426	14 244	10 809	10 163
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image								
Récepteurs radio et autoradios	323Z	...	...	...	...	...	...	13 363
Téléviseurs (y compris décodeurs)	»	...	...	...	...	...	...	8 077
Magnétoscopes, camescopes	»	...	...	...	...	...	...	1 176

(1) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux.
(2) Non compris les chauffe-eau à gaz.

TABLEAU K.05-7

Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de lunettes	334A	10 261	5 914,7	10 767	1 551,0	171,5
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 415	1 874,2	2 263	387,6	57,4
Horlogerie	335Z	4 760	2 970,9	4 703	646,3	105,3
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, et horlogerie	**C46**	**17 436**	**10 759,8**	**17 733**	**2 584,9**	**334,2**

TABLEAU K.05-8

Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Groupement des industries françaises de l'optique
Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1993	1994	1995	1996	1997
Production							
LUNETTES	**334A**						
Verres de lunettes non correcteurs		10^3 pièces	7 536	13 044	15 588	11 037	17 136
Verres correcteurs		»	40 152	43 716	29 544	29 496	32 736
Lentilles de contact		»	1 644	2 532	3 276	3 755	5 184
Montures de lunettes		»	11 964	12 660	12 192	11 883	12 036
Lunettes solaires		»	8 040	8 304	9 024	8 938	8 784
Lunettes protectrices		»	5 124	5 184	6 576	5 675	6 084
Facturations							
INSTRUMENTS D'OPTIQUE	**p (334B)**	**10^6 francs**	**...**	**696**	**996**	**1 013**	**996**
HORLOGERIE	**335Z**	**10^6 francs**	**...**	**2 844**	**3 084**	**3 036**	**2 940**
dont : Montres à quartz en métaux communs		»	936	996	1 080	1 124	1 116
Boîtes de montre en métaux communs ou matières diverses		»	240	240	204	189	180
Bracelets de montres en métaux communs		»	...	204	204	199	132
Compteurs de temps		»	276	264	336	324	144

Chapitre K.06

Industrie automobile

(NES : D01, D02)

(NAF : 34)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02), en 1996.

1. Industrie automobile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie automobile : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

En 1997, le marché automobile européen des voitures particulières, premier marché mondial, progresse de 4,8 % et atteint 13,4 millions d'immatriculations de véhicules neufs. Il précède le marché américain (près de 9 millions) et japonais (4,5 millions). À ces marchés essentiellement de renouvellement, il faut ajouter ceux de l'Amérique latine (principalement le Brésil), de l'Inde et des pays du Sud-Est asiatique.

Par contre, en France, les immatriculations (1,7 million de véhicules) se sont effondrées de 20 % par rapport à 1996. Cette chute est due à l'arrêt des mesures publiques d'aide au remplacement des véhicules anciens. Cependant, dès les premiers mois de 1998, la tendance s'améliore et la part des constructeurs nationaux sur le marché intérieur remonte à 58 %.

L'activité a cependant été soutenue par la forte croissance des exportations (20 %) qui représentent plus de sept véhicules sur dix. Ainsi, la production s'élève à 3,8 millions de véhicules en 1997, soit une progression de 6,7 % contre 3,3 % en 1996. Cette envolée vient principalement de l'embellie italienne, en raison des primes gouvernementales, et de la bonne santé du marché espagnol, encore sous-motorisé. Elle permet de dégager un excédent commercial de 66,1 milliards de F en 1997 contre 31 milliards en 1996.

L'industrie française de l'automobile continue d'accomplir depuis plusieurs années un considérable effort d'adaptation pour améliorer encore sa productivité et sa compétitivité. L'industrie automobile française emploie directement plus de 300 000 personnes, mais les emplois induits sont estimés à 2,6 millions, soit un dixième de la population active.

Au niveau mondial, 54 millions de véhicules (dont 39 millions de voitures particulières) ont été construits en 1997, soit une progression de l'ordre de 6 % par rapport à 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Cette industrie comprend :

- **La construction automobile :**

— les voitures particulières, comprenant les voitures de tourisme et les voitures de type break;

— les véhicules utilitaires, comprenant les véhicules dérivés (fourgonnettes et camionnettes), les véhicules industriels de plus de cinq tonnes de poids total et les véhicules utilitaires divers (cars, autobus et tracteurs routiers);

— les caravanes et remorques de tourisme;

— les pièces et équipements spécifiques pour automobiles (équipements mécaniques, équipements moteur, du châssis, équipements de carrosserie);

— la carrosserie.

- **Les petites collections :** ensemble de pièces dont la valeur représente moins de 50 % de la valeur du véhicule de base (prix du catalogue hors taxes en France), par opposition aux véhicules complets.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC);

— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles;

— Fédération des industries d'équipements de véhicules.

Publications :

« Les équipementiers automobiles », *SESSI-Études,* n° 116, janvier 1993, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Statistiques automobiles 1996 : *L'argus,* numéro spécial, octobre 1997.

« Les immatriculations de véhicules neufs en 1994 : plus qu'en 1993, mais moins qu'en 1992 », *Notes de synthèse, OEST,* n° 88, février 1995.

« Automobile - Carrosserie », Chiffres clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

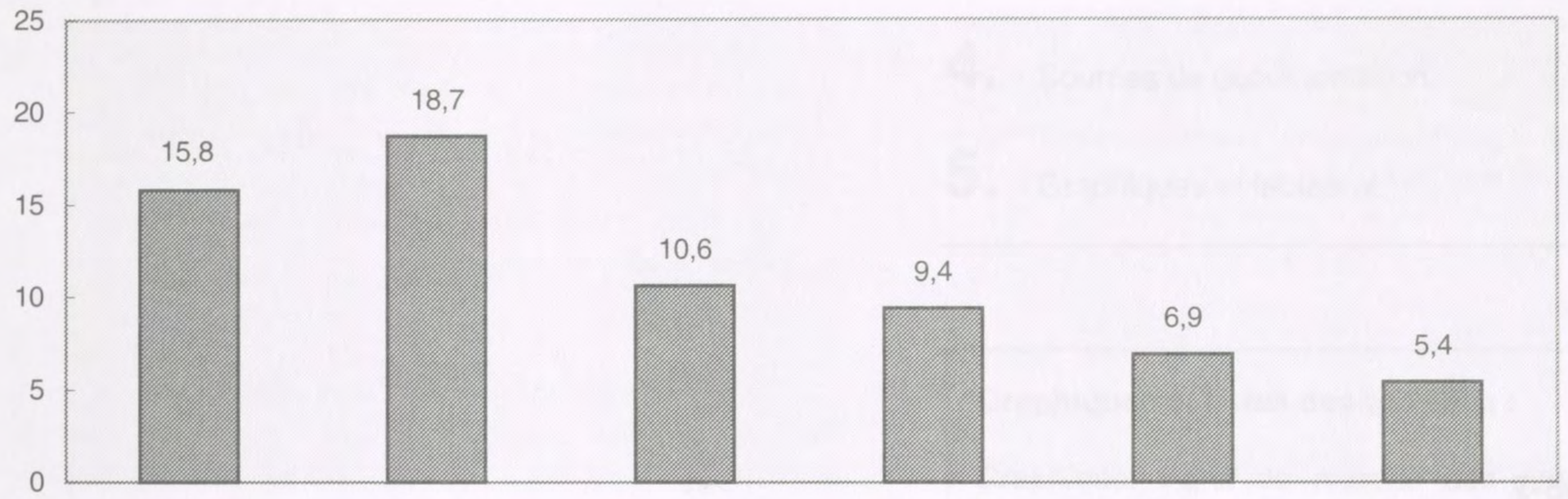
Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles, OICA (organisation internationale des constructeurs d'automobiles).

*
* *

GRAPHIQUE K.06

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02) en 1996

En %



Source : CHELEM-CEPII

TABLEAU K.06-1

Industrie automobile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Construction de véhicules automobiles	341Z	140 767	284 714,7	140 739	23 451,5	16 341,2
Construction de carrosseries automobiles	342A	17 675	13 927,4	18 070	2 440,7	309,2
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1 492	1 179,1	1 709	216,1	19,3
Industrie automobile	**D01**	**159 934**	**299 821,2**	**160 518**	**26 108,3**	**16 669,7**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	102 683	113 280,9	94 317	14 405,9	5 777,4
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**102 683**	**113 280,9**	**94 317**	**14 405,9**	**5 777,4**
Industrie automobile	**D0**	**262 617**	**413 102,1**	**254 835**	**40 514,2**	**22 447,1**

TABLEAU K.06-2

Industrie automobile : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
Production						
Voitures particulières et commerciales	341Z	10^3 pièces	3 176	3 052	3 148	3 352
Véhicules incomplets [voitures particulières] (1)	»	»	241	160	142	148
Camionnettes (2)	»	Pièce	350 232	381 360	407 403	440 244
Véhicules industriels (3)	»	»	19 776	22 800	18 676	21 924
Cars	»	»	2 628	3 156	3 117	3 264
Tracteurs routiers	»	»	10 896	25 080	22 163	22 044
Véhicules incomplets [camionnettes] (1)	»	»	84 336	89 376	80 344	89 280
Plateaux et fourgons	342A	»	10 248	15 408	15 264	16 068
Livraisons						
Cars, autobus (carrosseries pour)	342A	»	318	481	580	459
Cabines pour véhicules	»	»	...	...	41 585	47 376
Caravanes de tourisme	342B	»	25 271	17 532	22 102	20 076
Petites remorques	»	»	88 034	101 844	128 695	126 492
Facturations						
Équipements automobiles	**343Z**					
Organes de transmission		10^6 francs	17 052	16 116	16 247	16 477
Organes d'alimentation et d'échappement		»	...	10 236	9 910	10 811
Blocs-cylindres, culasses		»	...	2 496	2 372	1 838
Organes de direction, de suspension et de freinage		»	...	16 246	15 074	16 804
Organes de climatisation		»	...	5 196	6 925	7 776

(1) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger.
(2) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(3) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.

Chapitre K.07

Construction navale, aéronautique et ferroviaire

(NES : E11 à E14)
(NAF : 35.1 à 35.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1996.

1. Construction navale : grandeurs caractéristiques.
2. Production totale des chantiers de construction navale.
3. Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche.
4. Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques.
5. Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche.
6. Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques.
7. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

En France, la survie des rares chantiers subsistants est liée à la sophistication des navires réalisés (méthaniers, navires rapides à effet de surface, etc.), ainsi qu'à la brièveté des délais d'études et de construction.

Depuis 1992, les livraisons mondiales de navires continuent leur progression pour le Japon et la Corée mais aussi pour l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest. Les restructurations sont en cours en France et en Europe, pour rendre les chantiers plus compétitifs.

En France, la nette reprise enregistrée de 1992 à 1994 fait place à une régression. Les carnets de commandes s'amenuisent : plus de 700 000 tbc en 1994 et moins de 400 000 tbc estimés pour 1997. Cela est dû à l'atonie du marché intérieur : fin 1996, le taux d'ordres des armateurs étrangers atteint presque 90 %, et les lancements ne dépassent pas 176 000 tbc.

Après de nombreuses restructurations dans la construction de plaisance, la France devrait conserver ses positions de leader mondial dans les voiliers et les embarcations pneumatiques, grâce à une amélioration du taux d'exportation et à la remontée du chiffre d'affaires de ce secteur.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Les records récents, plus de 515 km/h, ponctuent les générations de TGV. Ces résultats vont permettre des vitesses commerciales de 350 km/h. Une importante fréquentation sur Paris-Lyon a entraîné la mise en service de TGV duplex, doublant ainsi l'offre de transport et la reprise des livraisons à la SNCF. En 1997, celles-ci représentent encore 42 % du marché intérieur.

Les commandes de matériel TER (transports express régionaux) par les régions commencent à se matérialiser avec la mise en ligne d'automotrices, tant thermiques qu'électriques, aptes aux 160 km/h. La RATP reçoit les premières rames de deux nouvelles séries de métros lourds (Météor) ce qui contribuera à soutenir l'activité intérieure.

En 1997, les exportations progressent après l'embellie légère de 1996. Toutefois, la concurrence est très vive à l'exportation; malgré des prix très étudiés, des compromis sont nécessaires pour réussir (mixage de rames TGV avec des motrices allemandes par exemple) bien que les technologies françaises fassent toujours école.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

La France, en avance depuis les origines de l'aviation dans les domaines militaires (moteurs, tir à travers l'hélice,...) et civil (avions Couzinet, Caravelle...), a su acquérir le savoir-faire commercial qui lui faisait défaut. Ses expériences d'exportateur, difficilement réussies avec Caravelle, l'ont amenée à un partenariat bipartite (Concorde, ATR...), puis multipartite (Airbus et Ariane). La nécessaire coopération dans le domaine militaire n'est pas encore acquise, elle est freinée par la réduction des crédits. Le programme « Rafale » est préservé grâce à la polyvalence de l'appareil et à sa mise en production.

Après quatre années de baisse, 1996 enregistre une hausse de 6 % du chiffre d'affaires; les exportations gagnent huit points et représentent 52 % du chiffre d'affaires. Le marché civil s'accroît de 19 %, avec des prises de commandes demeurant supérieures au chiffre d'affaires. Elles émanent directement des compagnies aériennes. Seul le marché militaire intérieur demeure en repli.

La demande dans le domaine spatial est très soutenue. Le lanceur Ariane assure 60 % des lancements de satellites civils occidentaux. La France devient leader des puissances spatiales européennes et parvient au troisième rang mondial.

Les regroupements internationaux dans l'aéronautique (entraînant synergies, économies d'échelle, répartition des coûts de développement...) demeurent délicats à opérer, eu égard aux statuts de certaines entreprises. En France, la place de l'État reste prépondérante dans les trois composantes du secteur au travers de la SEP, de l'Aérospatiale et de la Snecma. La privatisation de celles-ci, condition sine qua non fixée par nos partenaires européens, reste à réaliser.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

Ce secteur comprend :

— la construction de bâtiments de guerre de tous types, leur réparation et l'implantation des systèmes d'armes;

— la construction de navires civils (de marine marchande, de pêche, de servitude : remorqueurs, dragues, docks, etc.), de plates-formes de forage en mer, de structures flottantes (docks, caissons, etc.);

— la réparation des navires civils, leur transformation et leur démolition;

— la construction de bateaux de plaisance et de sport de tous types (à voile ou à moteur), leur réparation et leur aménagement.

Il ne comprend pas :

— les équipements dits « spécifiques » : les accastillages, les voiles, les moteurs, les hélices, classés selon leur nature;

— les planches à voile considérées comme « articles de sport ».

Les informations publiées dans ce chapitre ne peuvent faire état des données des DCAN (Directions des Constructions et Armes navales) sous statut de la Marine Nationale, ceci quel que soit le type de navire.

Autres définitions :

— **AWES** : Association des constructeurs de navires ouest-européens.

— **jauge brute compensée** (jbc). C'est l'unité la plus pertinente d'évaluation de la capacité d'un navire compte tenu de la complexité plus ou moins grande de sa construction. Elle se mesure en tjbc (tonneaux de jauge brute compensée) ou, en abrégé, tbc. Certains coefficients de compensation ont été revus en 1994.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Elle regroupe :

● L'industrie ferroviaire qui comprend la fabrication et la réparation :

— de matériel roulant :

— de traction : locotracteurs, locomotives thermiques, locomotives électriques (dont motrices TGV);

— automoteur : autorails thermiques, automotrices électriques (y compris pour métros et tramways);

— remorqué : voitures de voyageurs et fourgons remorques (TGV, autorails, métros, tramways), wagons pour marchandises de tous types;

— de pièces et d'équipements spécifiques tels que bogies et portes louvoyantes; en sont donc exclus les moteurs (électriques ou thermiques) et les transformateurs et les capteurs de courant qui appartiennent à d'autres secteurs, de même que le matériel fixe de chemin de fer.

● Les wagons de particulier : matériel autorisé à circuler sur le réseau mais propriété d'une entreprise privée qui en assure la location (ou sa propre exploitation) et la maintenance.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Elle comprend :

— la construction et la réparation de tous les types de moteurs pour la propulsion des aéronefs et des missiles, de leurs parties, des rotors et des hélices;

— la construction et la maintenance de cellules d'aéronefs (avions, hélicoptères, ballons, ailes delta, etc.) et de leurs parties (fuselages, ailes, gouvernes, trains d'atterrissage, etc.);

— la construction de lanceurs et engins spatiaux (satellites, sondes, navettes, stations orbitales), y compris leurs propulseurs, à l'exclusion des missiles, du lancement et de l'exploitation des satellites qui font partie d'autres secteurs.

Les « Ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) » appartenant à l'armée sont exclus de ces statistiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC);

— Chambre syndicale des constructeurs de navires;

— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des stratégies industrielles, SIBBI, sous-direction des chantiers navals;

— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique);

— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Publications :

La situation de l'industrie, Chiffres-Clés, Référence, SESSI, 1998.

Rapport annuel d'activité de la Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).

Dossier de presse annuel de la Fédération des industries nautiques (FIN).

Rapport d'activité annuel de la Fédération des industries ferroviaires.

Matériel ferroviaire roulant, enquêtes de production du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.

Rapport d'activité annuel du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).

Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).

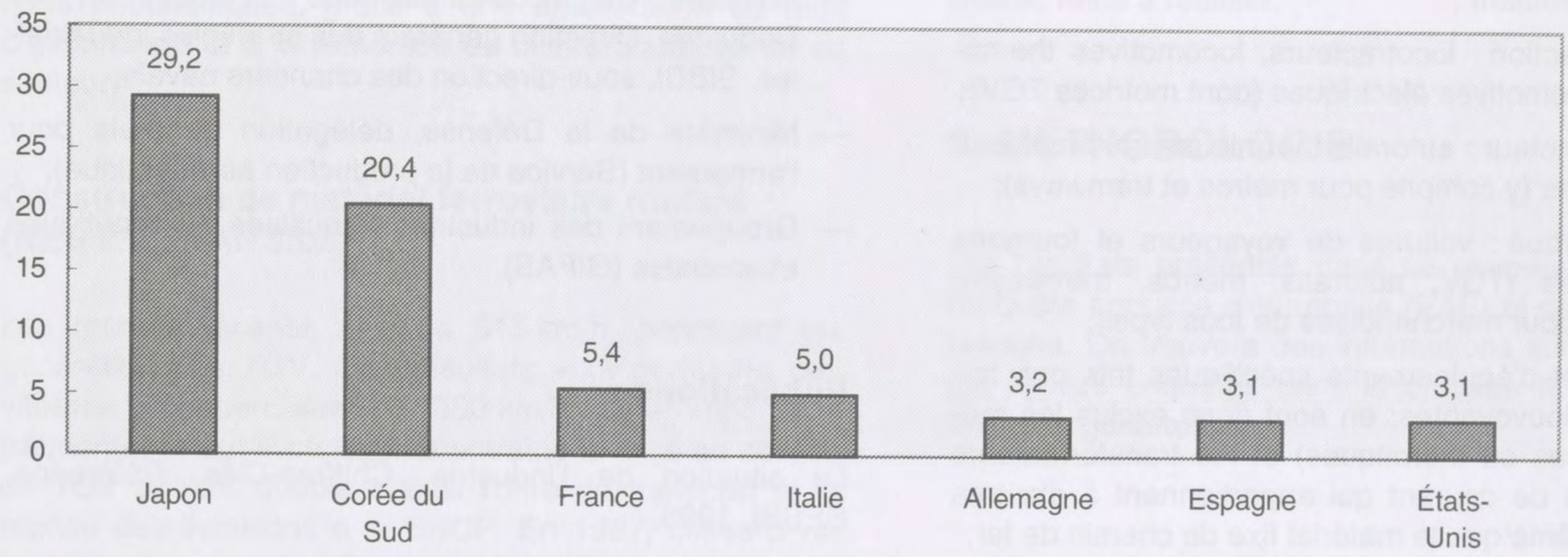
L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.

*
* *

GRAPHIQUE K.07-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1996

En %

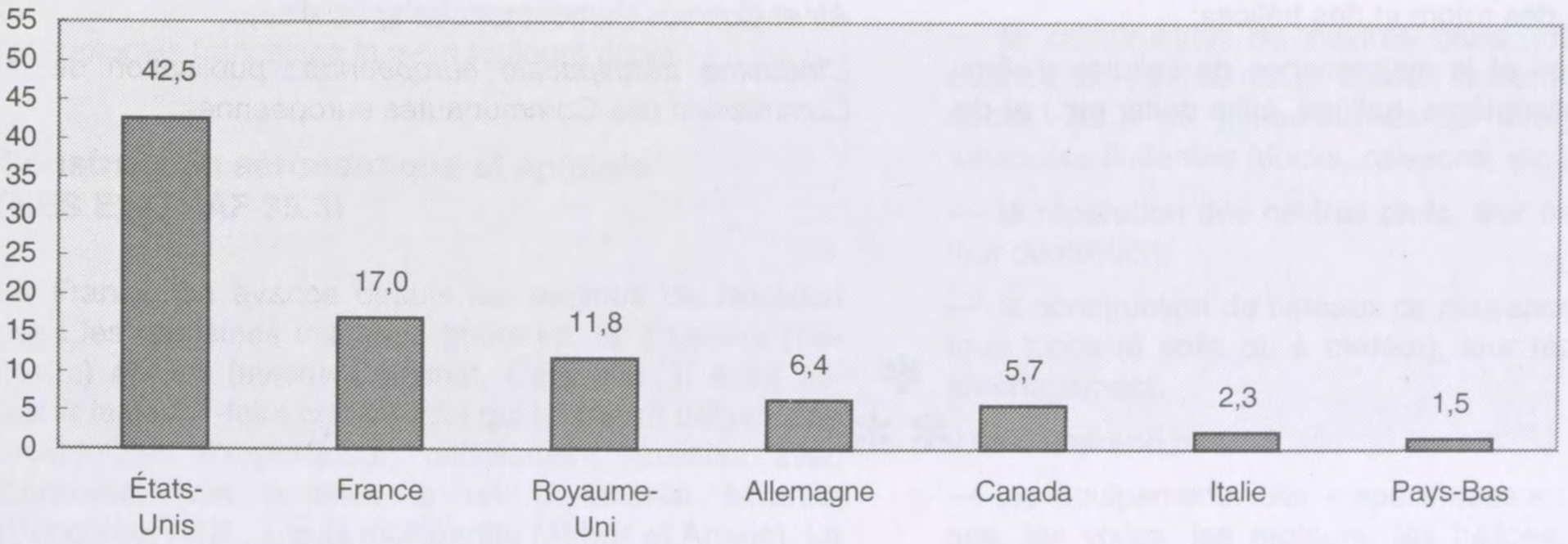


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.07-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.07-1

Construction navale : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	1 090	551,7	1 069	152,2	9,7
Construction de navires civils	351B	6 003	4 869,2	6 452	1 007,4	304,6
Réparation navale	351C	2 913	1 503,9	2 844	393,3	19,3
Construction de bateaux de plaisance	351E	3 627	2 197,2	3 816	450,1	109,4
Construction navale	**E11**	**13 633**	**9 122,0**	**14 181**	**2 003,0**	**443,0**

TABLEAU K.07-2

Production totale des chantiers de construction navale (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Secrétariat d'État à l'industrie)
Service des Industries de Base et des Biens d'Équipement (SERIBE)

Unité : Millier de tonneaux bruts

Intitulé	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Mises sur cales						
Pour armement français	17	10	5	63	16	66
Pour armement étranger	4	246	159	162	126	36
Total	**21**	**256**	**164**	**226**	**142**	**102**
Lancements						
Pour armement français	25	30	10	49	4	18
Pour armement étranger	79	174	159	159	162	78
Total	**104**	**204**	**169**	**208**	**166**	**96**
Livraisons						
Pour armement français	4	1	31	9	53	17
Pour armement étranger	49	39	88	245	158	164
Total	**53**	**40**	**119**	**254**	**211**	**181**
dont : Transbordeurs et paquebots	44	39	1	72	121	92
Autres cargos	–	–	30	–	–	–
Transporteurs de gaz et de produits chimiques	–	–	86	172	86	86
Bateaux de pêche	6	–	–	–	1	2
Autres (caboteurs, dragues, etc.)	3	1	2	10	3	1

(1) Non compris les navires de guerre. Navires civils de 100 tonneaux bruts et plus.

TABLEAU K.07-3

Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des industries nautiques

Produit	Numéro de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997
Bateaux à voile	351E	Pièce	5 057	5 017	4 689	5 763
Bateaux à moteur	»	»	6 350	4 451	3 736	3 337
Bateaux pneumatiques	»	»	35 401	39 130	32 506	33 855
Autres bateaux de plaisance (1)	»	»	3 476	5 112	9 894	12 015

(1) À l'exception des planches à voile comptées avec les articles de sport (NAF 364Z).

TABLEAU K.07-4

Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	11 538	8 155,3	12 256	2 102,4	322,8
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**11 538**	**8 155,3**	**12 256**	**2 102,4**	**322,8**
Fabrication de motocycles	354A	2 789	2 732,7	3 176	461,7	155,9
Fabrication de bicyclettes	354C	3 209	3 156,6	3 111	392,4	45,8
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	369	231,3	341	48,7	9,1
Fabrication de véhicules divers dirigés à la main ou à traction animale	355Z	1 303	944,6	1 396	214,7	30,7
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	**E14**	**7 670**	**7 065,2**	**8 024**	**1 117,5**	**241,5**
Total		**19 208**	**15 220,5**	**20 280**	**3 219,9**	**564,3**

TABLEAU K.07-5

Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1993	1994	1995	1996	1997
Matériel moteur							
Locomotives (tous types)	352Z	Pièce	187	156	86	48	76
Automotrices, autorails, métros, tramways	»	»	145	154	67	124	154
Matériel remorqué							
Voitures et remorques pour voyageurs	352Z	Pièce	515	510	347	236	393
Wagons pour marchandises	»	»	691	501	754	790	899

TABLEAU K.07-6

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	19 533	17 409,2	21 655	4 597,2	800,1
Construction de cellules d'aéronefs	353B	41 425	41 695,8	42 608	9 466,2	1 204,4
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	10 230	17 806,7	10 247	2 896,5	354,1
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**71 188**	**76 911,7**	**74 510**	**16 959,9**	**2 358,6**

TABLEAU K.07-7

Livraisons et effectifs de la construction aéronautique

Source : Groupement des Industries Françaises, Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) — *Unité :* livraisons : million de francs

Branche de fabrication	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Grands systémiers (1)						
Livraisons	62 891	59 871	58 318	54 323	60 118	72 834
Effectifs	57 000	51 700	50 500	48 600	47 900	46 900
Motoristes (1)						
Livraisons	26 003	21 679	20 427	19 266	20 108	22 640
Effectifs	27 800	24 600	23 500	22 600	21 500	20 900
Équipementiers (1)						
Livraisons	29 659	27 935	26 656	27 528	28 814	36 248
Effectifs	35 900	29 300	26 500	26 300	26 600	27 500
Total						
Livraisons	**118 553**	**109 485**	**105 401**	**101 117**	**109 040**	**131 722**
Effectifs	**120 700**	**105 600**	**100 500**	**97 500**	**96 000**	**95 300**

(1) Nouvelles appellations du Groupement : « Grands systémiers » : fabrication d'aéronefs et missiles ; « Motoristes » : fabrication de propulseurs ; « Équipementiers » : fabrication d'équipements.

Chapitre K.08

Industries des équipements mécaniques

(NES : E21 à E28)
(NAF : 28.1 à 28.3, 29.1 et 29.6)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines d'usage général (NES E24) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1996.

1. Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrications d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication d'éléments en métal pour la construction. Facturations de la branche.
3. Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques.
4. Construction mécanique : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Les activités de fabrication de constructions métalliques ou de menuiseries et fermetures métalliques sont assurées principalement par des entreprises de petite taille : les deux tiers ont un effectif inférieur à 50 personnes et quatre seulement emploient plus de 500 salariés.

Ces entreprises sont relativement concentrées : cinq régions ont un effectif supérieur à 2 000 personnes et totalisent, à elles seules, 40 % de l'effectif du secteur. Il s'agit des Pays de la Loire, du Centre, de la région Rhône-Alpes, du Nord - Pas-de-Calais et de l'Île-de-France.

Les ossatures de bâtiment représentent la plus grosse part de fabrication de ce secteur. En 1997, leur chiffre d'affaires est supérieur à 5 milliards de francs. L'acier est très utilisé dans le domaine industriel (75 % des bâtiments ont des ossatures et des bardages métalliques); il l'est peu dans la construction de logements individuels où les architectes privilégient le béton pour sa résistance au feu.

Ce secteur, particulièrement touché ces dernières années, doit son maintien à de grands chantiers comme les aménagements de lignes TGV ou la maintenance du pont de Tancarville.

L'ensemble des fermetures métalliques comprend 88 entreprises et réalise un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs dont 1,4 pour les portes et fenêtres en aluminium. Ces derniers produits régressent en faveur des fermetures en plastique.

Chaudronnnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2, 28.3)

Deux populations bien distinctes d'entreprises sont présentes dans la chaudronnerie :

– de grandes entreprises de dimension internationale, qui interviennent dans les pétroles, la chimie ou le nucléaire civil et qui sont largement présentes à l'exportation ; elles développent leurs marchés surtout en direction des pays asiatiques et réalisent 43 % du chiffre d'affaires du secteur ;

– de nombreuses petites entreprises, dont les deux tiers comptent moins de 50 salariés ; elles effectuent surtout des travaux de sous-traitance, de maintenance ou d'installation sur sites industriels.

Cette position de partenariat de la profession a pour effet de rendre le niveau d'activité des sociétés particulièrement sensible à l'effort d'investissement. Ainsi, en 1997, l'activité du secteur reprend légèrement.

Sur le marché national, les carnets de commandes conservent un niveau satisfaisant avec toutefois des disparités. La pression sur les marges et les matières premières limite la remontée des prix. Secteur de main-d'œuvre, la chaudronnerie souffre d'un déficit en personnel qualifié.

Les dix premières entreprises du secteur représentent près de la moitié des exportations et le quart des ventes.

La chaudronnerie est très présente dans les régions à forte tradition industrielle, en Île-de-France, Nord - Pas-de-Calais et Rhône-Alpes, mais également en Lorraine et en Haute-Normandie ; elle s'est aussi développée dans les Pays de la Loire et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Distincte de la chaudronnerie, la fabrication de chaudières à usage domestique est assurée en France par un très petit nombre de sociétés de taille importante.

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Située au cœur du dispositif industriel, la production d'équipements mécaniques est soumise à des variations cycliques qui se trouvent amplifiées par rapport aux autres secteurs : son rythme d'activité dépend en effet étroitement du niveau général d'investissement, lui-même déterminé par la conjoncture économique d'ensemble.

En 1997, la croissance de la production est régulière. Les exportations sont le moteur principal, relayées en fin d'année par le renforcement de la demande intérieure, avec la reprise de l'investissement industriel.

Dans ce secteur, l'implantation étrangère est très importante. Les États-Unis sont le premier pays investisseur en France, devant l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord.

Cinq composantes, sensiblement de même poids économique, constituent ce secteur industriel :

– la fabrication de pompes et compresseurs, relativement concentrée. Les leaders de la profession sont étrangers.

– les moteurs et turbines. Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom domine la fabrication de turbines, les moteurs étant produits par des filiales de groupes européens.

– la robinetterie, activité moins concentrée, trouve ses applications dans les domaines industriels de l'eau, du pétrole, du gaz, du nucléaire... ainsi que dans le bâtiment. Le solde commercial est positif bien qu'il soit traditionnellement déficitaire pour la partie sanitaire.

– la fabrication de roulements, dominée par le groupe suédois SKF, suivi par SNR Roulements, filiale de Renault. Ces produits sont destinés à 55 % au marché de l'automobile.

– la production de transmissions hydrauliques et pneumatiques où les Allemands et les Américains sont très présents. Dans le secteur des engrenages et des autres organes de transmission, les leaders, souvent sous contrôle étranger, côtoient de nombreuses PMI.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Dans ce secteur très divers, les échanges extérieurs dégagent un solde structurellement positif. La dynamique à l'exportation reste soutenue pour 1997. Ainsi, le taux de couverture continue de croître, mais reste cependant négatif dans les échanges à l'intérieur de l'Union européenne.

Le matériel aéraulique et frigorifique représente un peu moins d'un tiers de l'activité de ce secteur. Il présente un solde commercial très excédentaire (+ 15 % en 1997). Il bénéficie d'un renforcement de la demande intérieure, et en particulier du marché très concurrentiel de la climatisation domestique. Les PMI occupent une part significative du secteur. Les grandes entreprises sont pour la plupart des filiales de groupes américains et italiens, mais les groupes français sont néanmoins présents (Unité Hermétique, CIAT...).

Les industries du levage et de la manutention constituent le deuxième pôle de ce secteur. Quatrième au niveau mondial, il est composé de petites et moyennes entreprises se positionnant dans le stockage et la manutention continue. Les grandes firmes interviennent dans le domaine des grues et des chariots élévateurs, où les groupes français cohabitent avec les Allemands. Les dix premières entreprises de ce secteur réalisent 60 % des exportations. L'environnement reste porteur en 1997 avec un accroissement de la demande dans les prestations de services. Dans le domaine de la manutention continue, l'offre se renouvelle avec de nouveaux systèmes automatisés et modulaires. Dans son ensemble, ce secteur bénéfice de débouchés très divers, allant de l'automobile à la grande distribution.

L'activité ascenseur est très liée au secteur de la construction. La stabilité de la croissance est assurée par les travaux de rénovation et de « mise aux normes », représentant les deux tiers du chiffre d'affaires. La production française est dominée par les quatre grands groupes étrangers de taille mondiale qui réalisent les trois quarts des ventes de la branche.

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NAF 29.3)

En 1997, après trois années consécutives d'augmentation, le machinisme agricole régresse légèrement (– 2,9 %).

Malgré la diminution du nombre d'exploitations et les difficultés propres à l'élevage de bovins, l'extension des surfaces cultivées et l'amélioration des revenus agricoles permettent d'investir dans du matériel plus puissant, plus rapide et affecté à des tâches nouvelles. Ainsi, le secteur du machinisme agricole continue à embaucher.

Au niveau mondial, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest (Allemagne en tête), constituent les principaux marchés du machinisme agricole français. Il s'agit toutefois de marchés relativement saturés, tandis que les marchés en émergence d'Europe de l'Est, d'Asie ou du Tiers Monde ne constituent encore qu'une part limitée des débouchés de cette industrie.

Au niveau européen, la France conforte sa place de premier marché du machinisme agricole, mais n'est que le quatrième producteur derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. C'est une industrie très innovatrice et coûteuse. L'agriculture de précision effectue une percée chez les constructeurs. Respectant l'environnement, elle permet – grâce à des moyens techniques hypersophistiqués (logiciels, satellites) – de doser au plus juste les engrais, pesticides et semences, au bon moment et au bon endroit.

La balance du commerce extérieur pour l'ensemble du machinisme agricole est structurellement déficitaire. Le déficit est particulièrement marqué pour le matériel de récolte (il n'y a pas de production de moissonneuses-batteuses en France) et pour les tondeuses à gazon.

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

En 1997, pour la troisième année consécutive, le marché de la machine-outil est en croissance. L'aéronautique et les marchés à l'exportation contribuent fortement à la hausse de la demande.

Avec moins de 3 % de la production mondiale, la France se classe au dixième rang mondial dans un secteur fortement dominé par le Japon et l'Allemagne. Ces deux pays sont eux-mêmes concurrencés par des pays émergents (Taïwan, Corée).

En France, ce secteur industriel est profondément marqué par les difficultés de ces deux dernières décennies. Le domaine de la machine standard ou sur catalogue, pratiquement abandonné par les entreprises françaises, implique des acteurs mondiaux parmi lesquels les entreprises japonaises et allemandes sont en situation dominante. L'activité de plusieurs grands noms français de la machine-outil a été reprise par des groupes étrangers. Les entreprises à capitaux étrangers représentent près de 40 % des exportations du secteur. Beaucoup de PME indépendantes connaissent une santé financière fragile leur permettant difficilement de disposer de fonds propres nécessaires à leur politique de recherche et développement.

Dans un environnement très concurrentiel, certaines entreprises du secteur restent compétitives par rapport aux constructeurs étrangers en proposant des machines plus fiables et plus faciles à mettre en œuvre, notamment dans le domaine de l'assemblage. L'augmentation des exportations, constatée depuis 1994, illustre ainsi la reconnaissance du savoir-faire technologique des entreprises françaises sur les marchés étrangers, notamment dans le domaine futur de l'usinage à grande vitesse. La balance commerciale, malgré une amélioration, demeure fortement déficitaire. L'Allemagne, l'Italie, la Suisse et le Japon fournissent l'essentiel des importations.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Le secteur de la fabrication des machines d'usage spécifique, destinées aux industries manufacturières, est très hétérogène. Ce secteur retrouve depuis 1994 le chemin de la croissance grâce aux mesures de restructuration de ces dernières années.

En 1997, la production de machines pour la métallurgie, l'extraction et la construction progresse, tirée par des exportations des engins de travaux publics vers les États-Unis. Les fabricants de machines pour le travail du caoutchouc et du plastique doivent faire face à une vive concurrence allemande et italienne. Il en est de même pour les producteurs de machines pour les industries textiles, qui profitent néanmoins du net raffermissement du marché anglais. Les exportations de machines pour les industries du papier et du carton demeurent actives en Europe de l'Est et en Asie du Sud-Est. Après le tassement observé en 1996, les fabricants français de moules

et modèles, liés à la plasturgie, regagnent des parts de marché.

Pour faire face à la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre, les entreprises françaises intensifient leurs efforts pour accroître leur productivité, mieux innover et développer l'internationalisation de leur production. L'adoption d'une stratégie de "niches" permet à des entreprises moyennes de se développer, comme c'est le cas pour Sidel, numéro un mondial des machines à fabriquer les bouteilles en plastique « PET ».

Les capitaux étrangers pénètrent fortement ce secteur, d'où un taux d'exportation direct élevé et des échanges commerciaux largement excédentaires.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication de constructions métalliques : grands ensembles métalliques destinés soit à la construction d'immeubles ou bâtiments industriels (tels les ossatures, hangars...), soit à la réalisation de projets d'infrastructure (barrages, portes-écluses, tabliers de ponts et passerelles, tours, pylônes...). Les entreprises de ce secteur fournissent essentiellement le BTP;

— la fabrication de menuiseries et fermetures métalliques : portes, fenêtres ainsi que leurs cadres et fermetures, destinés aussi bien à la construction individuelle qu'aux bâtiments industriels ou commerciaux.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2 et 28.3)

Cette activité comprend :

— les réservoirs et citernes métalliques;

— les bouteilles pour gaz comprimés;

— les radiateurs et chaudières pour chauffage central;

— les générateurs de vapeur;

— les réacteurs nucléaires.

Elle recense également les travaux de réalisation et de montage de matériels chaudronnés pour toutes les industries ainsi que les travaux de tuyauterie sur site industriel (chimie, pétrole, etc.).

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Cette activité comprend :

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux, au machinisme agricole et au matériel de travaux publics;

— les turbines thermiques et hydrauliques, équipements de barrages;

— les pompes et compresseurs;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques;

— la robinetterie industrielle et sanitaire;

— les organes mécaniques de transmission;

— les roulements.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Cette activité comprend :

— les fours et brûleurs;

— les ascenseurs monte-charges et escaliers mécaniques;

— le matériel de levage et de manutention;

— les équipements aérauliques et frigorifiques industriels;

— les équipements d'emballage et de conditionnement;

— les appareils de pesage;

— les appareils divers d'usage général (appareils de filtration, appareils pour le traitement de surface, extincteurs...).

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NES 29.3)

Cette activité produit :

— les matériels automoteurs (tracteurs, moissonneuses-batteuses, machines à vendanger, etc.);

— les matériels tractés (charrues, semoirs, presses, etc.);

— les matériels à poste fixe (séchoirs, silos, serres, etc.);

— la plaisance et le jardinage (motoculteurs, tondeuses à gazon, etc.).

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Cette activité comprend :

— les machines-outils à métaux;

— les machines-outils à bois;

— les machines-outils à moteur incorporé;

— le matériel de soudage;

— les machines à scier, polir ou meuler les pierres, le verre, la céramique et autres matières analogues.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Cette activité comprend :

— les machines pour la métallurgie;

— les machines pour l'extraction ou la construction;

— les machines pour l'industrie agro-alimentaire et les grandes cuisines;

— les machines pour les industries textiles;

— les machines pour les industries du papier et du carton;

— les machines d'imprimerie;

— les machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques;

— les moules et modèles;

— les machines spécialisées diverses (de câblerie ou corderie, pour l'assemblage des lampes, etc.).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes;

— Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP);

— Syndicat général de fabricants d'outillage mécanique (SGOM);

— Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS);

— Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA);

— Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT);

— Association française des industries de la robinetterie (AFIR);

— Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA);

— Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne;

— Syndicat des constructeurs de compresseurs;

— Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes;

— Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL);

— Association française des constructeurs de pompes;

— Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques;

— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA);

— Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM);

— Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA);

— Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains.

Publications :

— « Travail des Métaux », (enquêtes trimestrielles de branche) Chiffres Clés, production Industrielle, SESSI;

— *Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie industrielle* (mensuel);

— *Industries mécaniques,* mensuel;

— « L'industrie française des tracteurs et machines agricoles en 1994 » SYGMA, mars 1995;

— *Tracteurs, Machines agricoles,* mensuel;

— « L'industrie française des roulements : grippage avant une confrontation mondiale », Le « 4 pages », SESSI, n° 7, juillet 1992;

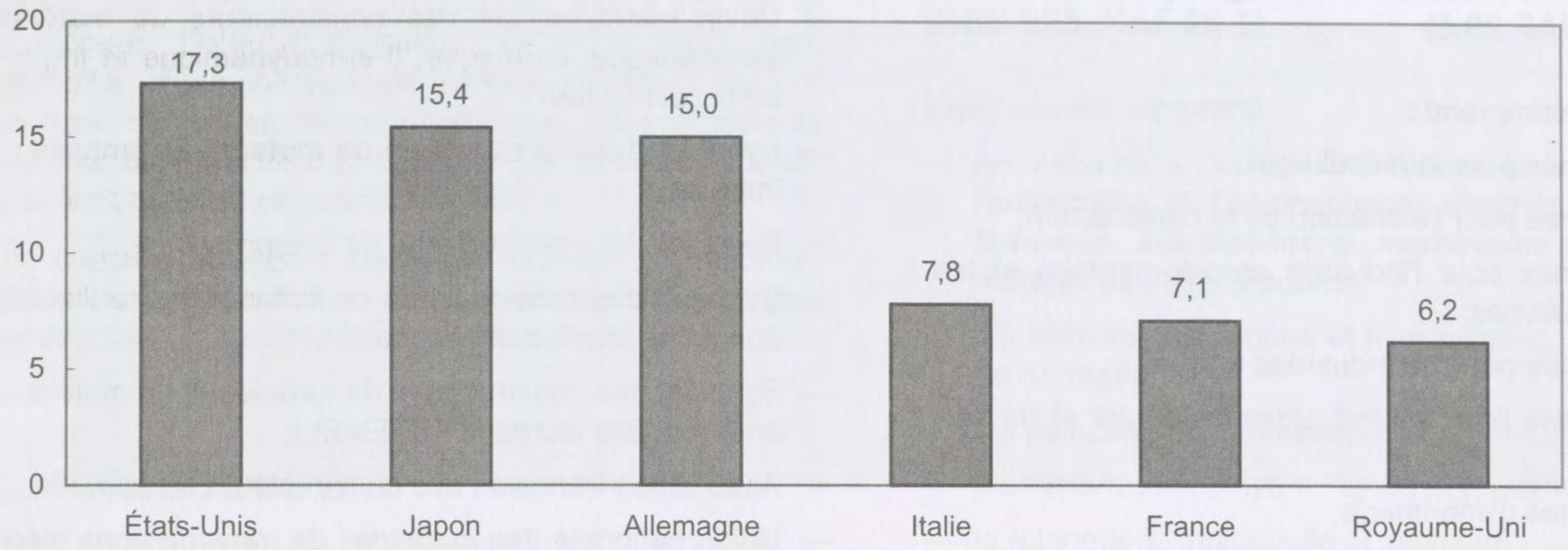
— *SYMAP Infos*, mensuel.

*
* *

GRAPHIQUE K.08-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1996

En %

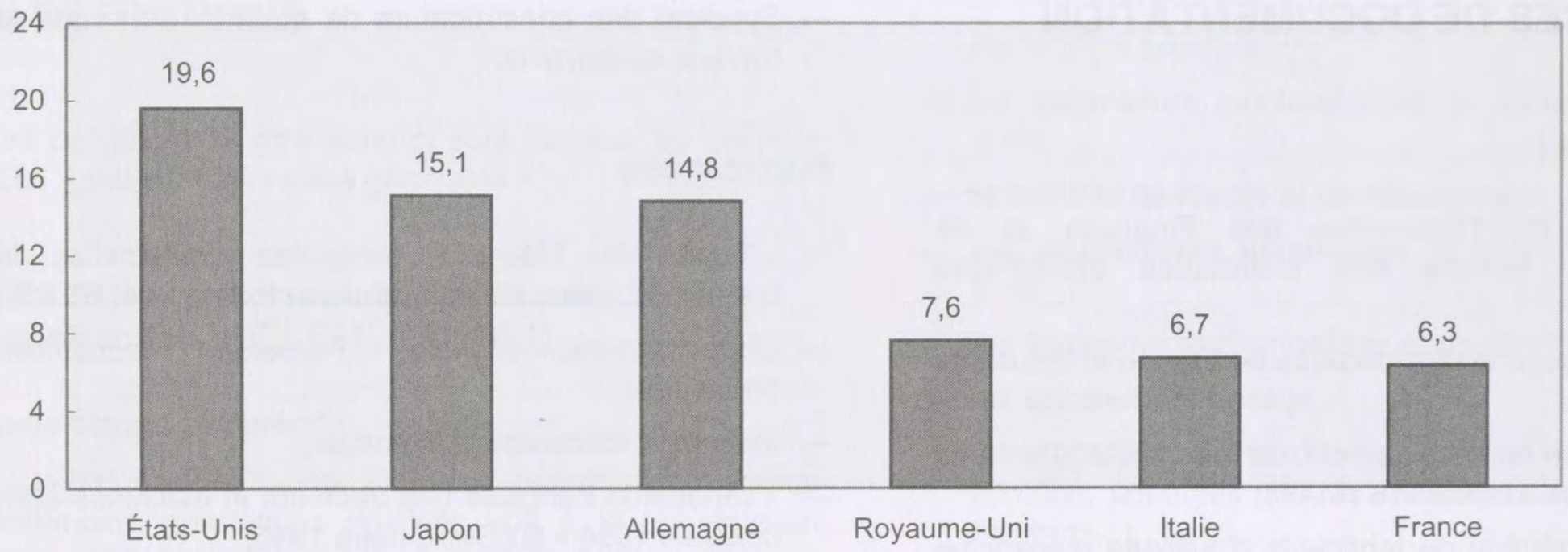


Sources : CHELEM, SESSI

GRAPHIQUE K.08-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines d'usage général (NES E24) en 1996

En %

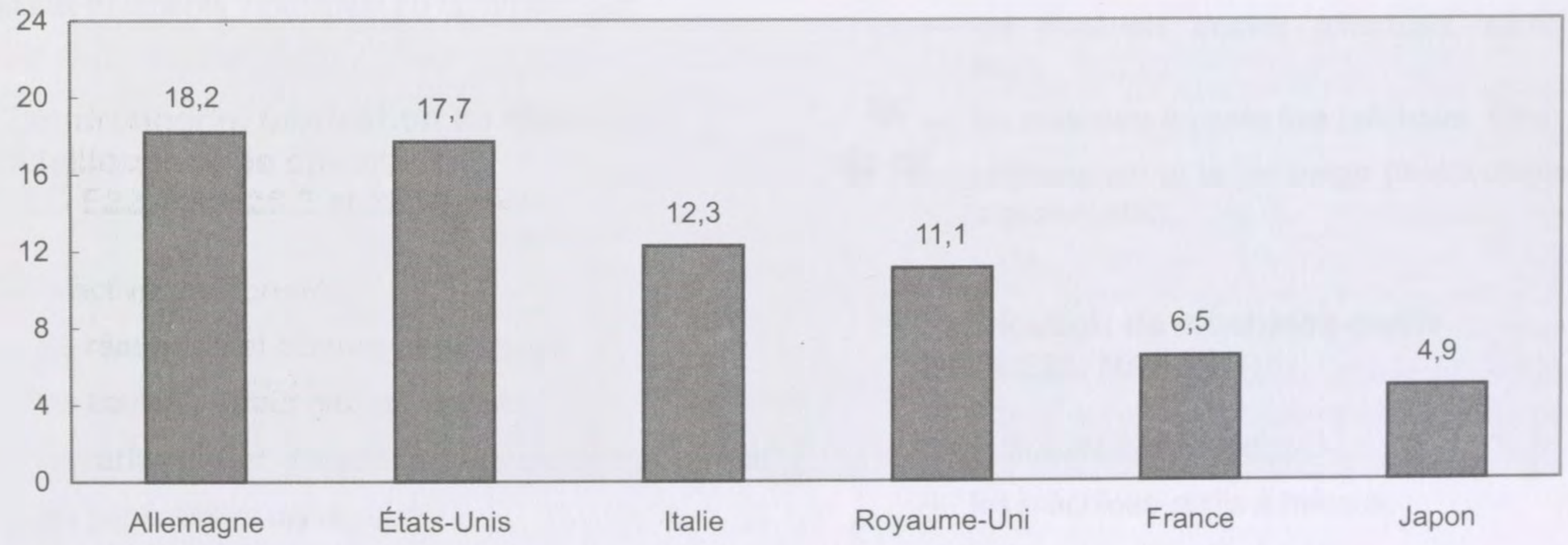


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.08-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1996

En %

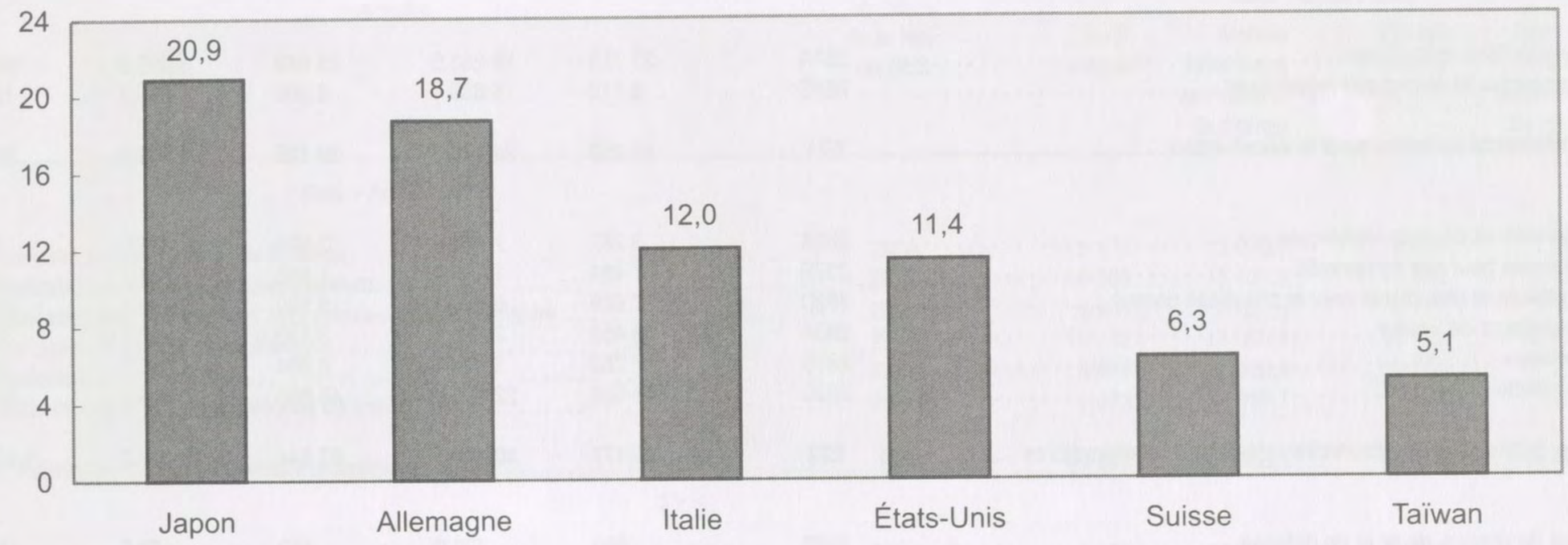


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1996

En %

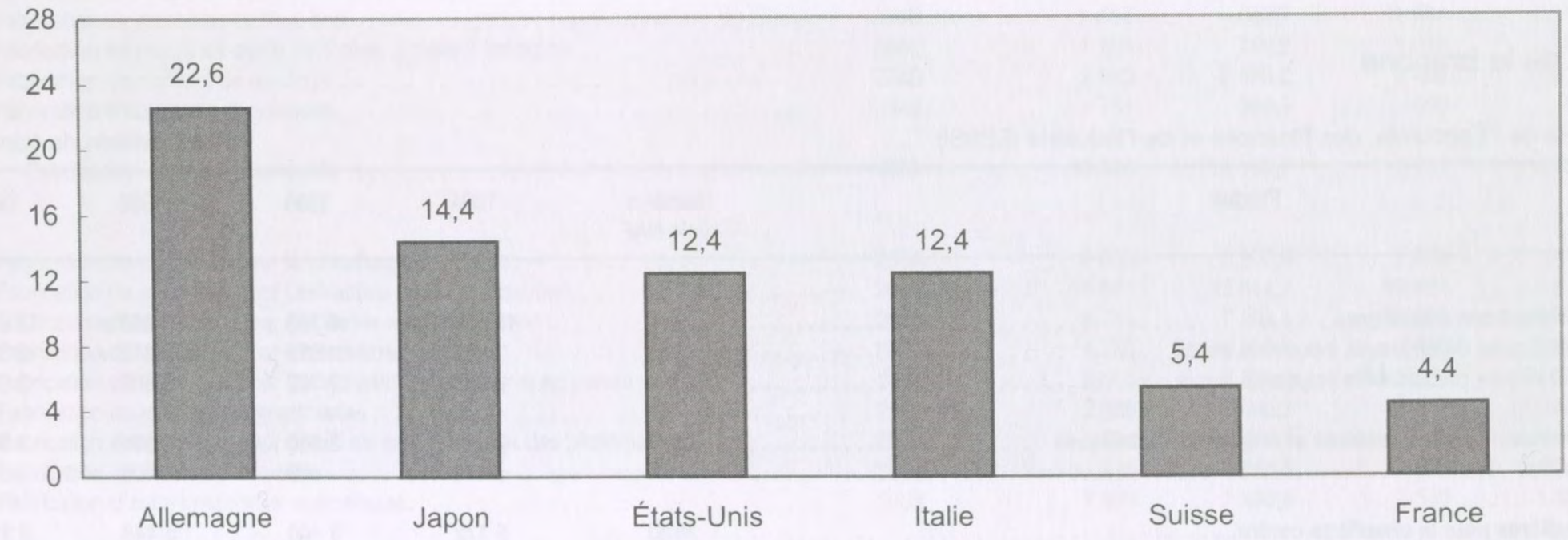


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1996

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.08-1

Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrication d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de constructions métalliques	281A	23 783	19 281,5	23 849	3 292,8	392,0
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	6 170	4 889,1	6 286	846,2	126,6
Fabrication d'éléments en métal pour la constuction	**E21**	**29 953**	**24 170,6**	**30 135**	**4 139,0**	**518,6**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	3 287	2 212,6	2 634	368,0	51,1
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 484	1 154,9	1 536	241,3	36,4
Fabrication de radiateurs et chaudières pour le chauffage central	282D	7 689	6 616,8	9 190	1 427,2	294,9
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	3 452	3 598,7	3 330	687,8	50,0
Chaudronnerie nucléaire	283B	7 762	3 879,7	6 894	1 595,9	81,5
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	41 503	22 721,0	43 960	6 298,0	590,3
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	**E22**	**65 177**	**40 183,7**	**67 544**	**10 618,2**	**1 104,2**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	690	433,6	553	79,8	34,4
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**690**	**433,6**	**553**	**79,8**	**34,4**
Total		**95 820**	**64 787,9**	**98 232**	**14 837,0**	**1 657,2**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.08-2

Fabrication d'éléments en métal pour la construction

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
Fabrication de constructions métalliques	**281A**	**14 679** *r*	**16 763** *r*	**17 960** *r*	**17 814**
dont : Ossatures métalliques de bâtiments industriels lourds	»	1 509 *r*	1 618 *r*	2 212 *r*	2 339
Ossatures métalliques de bâtiments industriels légers	»	2 088 *r*	2 702 *r*	2 880	2 809
Fabrication de fermetures, portes, fenêtres et huisseries métalliques	**281C**	**3 660**	**3 960**	**3 631**	**3 509**
dont : Portes et fenêtres	»	444	420	408	...
Radiateurs et chaudières pour le chauffage central	**282D**	**5 172**	**5 400**	**5 448**	**5 112**
dont : Radiateurs non électriques	»	1 188	1 116	900	960
Chaudières de chauffage central	»	1 776	1 776	1 860	2 028
Chaudières murales au gaz	»	2 208	2 508	2 688	2 136

TABLEAU K.08-3

Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	9 176	13 070,7	6 409	1 226,7	233,5
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	16 508	15 421,0	14 940	2 553,8	532,7
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 981	3 620,6	6 922	1 149,3	180,4
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 742	13 353,4	15 712	2 471,6	329,0
Fabrication de roulements	291H	9 678	7 180,4	10 207	1 738,7	508,2
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	8 013	4 919,7	8 402	1 327,3	229,3
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**65 098**	**57 565,8**	**62 592**	**10 467,4**	**2 013,1**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 975	3 359,5	2 999	552,2	58,3
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	15 363	9 754,6	15 149	2 497,2	124,4
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	18 439	16 940,1	18 934	3 174,2	359,0
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	20 631	19 360,0	21 060	3 458,8	433,1
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3 217	2 555,9	3 189	556,7	36,6
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 674	1 379,8	1 588	240,0	18,6
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	12 863	11 174,3	12 713	2 079,0	344,6
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**75 162**	**64 524,2**	**75 632**	**12 558,1**	**1 374,6**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	2 164	5 553,4	2 534	438,5	163,3
Réparation de matériel agricole	293C	243	148,4	194	22,8	3,0
Fabrication de matériel agricole	293D	12 110	10 584,4	13 027	1 826,9	381,7
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**14 517**	**16 286,2**	**15 755**	**2 288,2**	**548,0**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 464	5 913,3	8 066	1 408,1	134,4
Fabrication de machines-outils à bois	294B	937	622,7	1 054	156,3	20,9
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	1 299	716,2	1 025	163,4	18,8
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 883	2 483,2	3 466	612,0	64,6
Fabrication d'autres machines-outils	294E	751	368,3	500	87,8	3,8
Fabrication de machines-outils	**E26**	**13 334**	**10 103,7**	**14 111**	**2 427,6**	**242,5**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	2 005	2 207,8	2 039	413,4	46,2
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	10 643	12 614,7	10 624	1 870,7	358,7
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	9 745	7 203,1	10 928	1 752,3	173,0
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	4 753	4 839,4	5 280	893,9	207,9
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 514	2 735,0	2 532	472,4	62,1
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 365	3 496,2	2 512	470,7	56,6
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc et des plastiques	295M	3 324	4 619,7	2 115	409,5	50,0
Fabrication de moules et modèles	295N	11 439	7 628,7	10 593	1 807,1	266,3
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	7 979	7 490,8	7 540	1 331,3	148,6
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	**E27**	**54 767**	**52 835,4**	**54 163**	**9 421,3**	**1 369,4**
Total		**222 878**	**201 315,3**	**222 253**	**37 162,6**	**5 547,6**

TABLEAU K.08-4

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
Production						
TRACTEURS AGRICOLES	**293A**					
dont : Tracteurs agricoles complets (1)		10^3 pièces	16	18	19	18
Motoculteurs		»	61	79	70	65
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	**293C**					
dont : Ramasseuses-presses (2)		»	8	8	8	8
Tondeuses à gazon		»	152	131	174	160
Livraisons						
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	**291A**	**10^6 francs**	**3 876**	**4 536**	**3 996**	**3 432**
POMPES ET COMPRESSEURS	**291C**					
Pompes de surface		10^3 pièces	3 876	4 102	3 461	2 920
Pompes et pièces détachées		10^6 francs	6 276	6 552	7 020	9 780
Compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		»	...	2 820	2 904	2 496
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	**291J**					
Chaînes mécaniques		10^6 francs	408	456	456	552
MATÉRIEL THERMIQUE						
Chaudières de chauffage central	282D	10^6 francs	1 776	1 775	1 860	2 028
Brûleurs pour chauffage central	292A	»	360	384	408	432
MATÉRIEL AÉRAULIQUE ET FRIGORIFIQUE	**292F**					
Climatisation et conditionnement d'air (facturations)		»	1 704	1 860	1 944	2 076
Équipements frigorifiques industriels (facturations)		»	3 072	3 108	3 372	3 468
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	**294A**					
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		»	1 980	2 736	2 580	2 412
Machines-outils travaillant par formage de métal		»	948	1 416	1 260	1 404
MACHINES-OUTILS À BOIS	**294B**	»	**444**	**552**	**564**	**540**
FABRICATION DE MOULES ET MODÈLES	**295N**	»	**5 963**	**7 074**	**7 361**	**7 337**
Facturations						
ASCENSEURS, MONTES-CHARGES ET ESCALIERS MÉCANIQUES	**292C**	**10^6 francs**	**8 760**	**7 416**	**8 976**	**9 251**

(1) À l'exclusion des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(2) Y compris presses à grosses balles.

Chapitre K.09

Industries des équipements électriques et électroniques

(NES : E31 à E35)
(NAF : 30, 31.1, 32.1, 33)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1996.

1. Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques.
2. Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission. Facturations des branches.
3. Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques.
4. Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

En 1997, 0,4 % des entreprises industrielles françaises appartiennent au secteur informatique; elles emploient 1,4 % de l'effectif en fin d'année et réalisent 2,2 % du chiffre d'affaires. Les entreprises de plus 500 personnes occupent 82 % des effectifs et 85 % du chiffre d'affaires du secteur.

En 1997, les entreprises du matériel informatique réalisent un bénéfice de 2 milliards (1,5 % en 1996) et celles de la bureautique, un excédent de 3,3 milliards (5,2 en 1996).

Le marché des équipements informatiques reste largement dominé par les États-Unis et le Japon.

En 1996, le secteur français réalise de bonnes performances, surtout dans le domaine des services. Cependant, la croissance est faible, comparée à celle de nos voisins européens. Les ordinateurs portables effectuent une percée, et les ventes directes par les constructeurs se développent. Fin 1997, 18,5 % des foyers sont équipés d'un micro-ordinateur contre 30 % en Allemagne et 40 % aux États-Unis. Le retard sur Internet devrait être comblé par l'impulsion gouvernementale et le commerce électronique.

Les matériels deviennent indissociables des prestations de services (prestations intellectuelles, assistance machines, maintenance) et des progiciels (systèmes et applicatifs). Les utilisateurs sont, en effet, de plus en plus variés (Internet / Intranet, systèmes en réseau, commerce électronique, infogérance). Les constructeurs s'allient avec les éditeurs de logiciels et les opérateurs en télécommunication.

Ils adoptent leur production vers le grand public et développent des activités de service qui dégagent de fortes marges (introduction de l'euro, passage à l'an 2000).

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

En 1997, ce secteur représente seulement 3 % des entreprises des biens d'équipement mais 13 % des équipements électriques et électroniques et 10 % des effectifs.

Il se compose à 94 % de PMI. La Franche-Comté, Rhône-Alpes et l'Île-de-France emploient plus de 45 % des effectifs du secteur.

Les activités des entreprises du secteur sont peu diversifiées : la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs représente 88,7 % des ventes, la fabrication d'équipements mécaniques, 4,3 % et le commerce de gros, 1,4 %.

Après la remontée de 1995, les effectifs du secteur baissent en 1996 (- 4 %) et 1997 (- 6 %), tandis que le chiffre d'affaires reste stable à près de 19 milliards de francs.

En 1997, les exportations augmentent de 10 % mais le taux de couverture du commerce extérieur diminue de 8,7 % en 1997, après - 7 % en 1996, en raison de la hausse des importations (+19 % en 1997 au lieu de 4 % en 1996).

Les exportations restent donc dynamiques bien que la crise asiatique commence à faire sentir ses effets et malgré une conjoncture française mitigée. La demande intérieure des produits se raffermit progressivement : les commandes d'investissement des PME bénéficient aux fabricants de machines tournantes de petite et moyenne puissance. Par contre, la demande d'EDF baisse pour les réseaux aériens et souterrains. La déréglementation en France et en Europe devrait améliorer cette situation.

Fabrication de matériel d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Libéralisation des marchés des télécommunications, essor de la téléphonie mobile, développement du trafic des données (en particulier via l'Internet), ces trois facteurs contribuent à faire du secteur des télécommunications le plus dynamique de la filière électronique.

Ce secteur se caractérise par sa haute technologie et le renouvellement rapide de ses produits. Le succès de la téléphonie mobile auprès des particuliers a nécessité le développement des matériels pouvant transmettre à haut débit la voix et les données grâce à la technologie numérique. Cette évolution a été grandement accélérée par l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence internationale dès 1998, et par l'intervention de nouveaux opérateurs. Ceux-ci, pour rester compétitifs, exigent des fabricants une approche globale et non plus seulement par produits, et les poussent à investir dans le développement des technologies nouvelles et à accroître leur productivité.

C'est ainsi qu'Alcatel, principal équipementier français et un des leaders mondiaux du secteur, recentre entièrement son activité sur la téléphonie mobile et l'Internet. L'entreprise développe des équipements de transmission à haut débit et d'accès rapide, des commutateurs traitant à la fois des appels fixes et mobiles et la transmission par satellite, afin de proposer aux opérateurs la solution qui réponde le mieux à leurs besoins.

En France, le chiffre d'affaires du secteur progresse en 1996 (+ 11 %) ; la croissance est plus modérée en 1997 (+ 6,6 %). La part des exportations dans le total des ventes s'est encore fortement accrue, compensant la faiblesse relative du marché intérieur dans le matériel classique filaire. Par contre, les résultats d'exploitation ont été moins bons. Les entreprises qui avaient recruté en 1996 (+ 10 %), se sont restructurées et ont réduit leurs effectifs (6 %) en 1997. Elles ont en revanche augmenté leurs investissements. Les quatre premières entreprises de la branche ont peu contribué à la progression de l'emploi et des ventes en 1996, mais ont maintenu leurs parts de marché à l'exportation.

Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Le matériel médico-chirurgical se compose de deux parties : les appareils médico-chirurgicaux (trois quarts du chiffre d'affaires) et l'imagerie médicale et la radiologie. La volonté politique de maîtriser les dépenses de santé, tant au niveau français qu'au niveau européen, oriente

l'évolution de ce secteur. Le vieillissement de la population et la demande en équipement médico-chirurgical émanant de nouvelles zones géographiques (Europe de l'Est et Asie) offrent un potentiel de développement important.

Les États-Unis dominent le marché mondial. Ils sont aussi le principal pays investisseur dans ce secteur de l'industrie française, loin devant l'Allemagne. La plupart des entreprises de plus de 100 salariés sont des filiales de groupes américains. Cette présence se retrouve dans tous les domaines. Globalement, les entreprises étrangères réalisent les deux tiers du chiffre d'affaires du secteur et près de 80% des exportations. Cette forte implantation étrangère confère au secteur un taux d'exportation élevé (41,4 %), supérieur à celui des biens d'équipement (38,9 %). 20 % du chiffre d'affaires du secteur relève du négoce, et en particulier des échanges intragroupe. La balance commerciale demeure structurellement déficitaire, avec un taux de couverture de 76 %. Ce déficit est encore plus accentué avec les États-Unis, premier pays fournisseur et premier pays client (le taux de couverture avec ce pays est de 30 %).

L'activité « imagerie médicale et radiologie » est très concentrée. Elle ne compte que 12 entreprises, dont la principale réalise plus de 80 % du chiffre d'affaires. L'imagerie médicale est en pleine transformation, avec la mise en application des clichés numériques, supports de la télédiagnostic.

Le secteur des appareils médico-chirurgicaux se compose majoritairement de PMI. La petite taille des entreprises françaises est un handicap en matière de recherche et développement, dans un domaine très demandeur en techniques de pointe.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Les États-Unis sont le principal producteur d'instruments de mesure et de contrôle. Ils sont suivis par le Japon et l'Union européenne où l'Allemagne occupe une place prépondérante. Pour lutter contre la concurrence des grands pays producteurs, la France procède à la restructuration de son industrie. Ainsi, elle se réorganise autour d'un grand pôle français d'électronique professionnelle et de défense.

Les équipements d'aide à la navigation représentent près de la moitié du chiffre d'affaires du secteur et emploie 40 % des salariés. Cette activité de haute technologie nécessite un potentiel important de recherche et développement. Les entreprises de plus de 500 salariés sont composées notamment des filiales de Thomson-CSF et réalisent plus de 80 % du chiffre d'affaires du secteur. Elles sont confrontées, sur le marché intérieur, à la diminution du budget de la Défense nationale et à la réorganisation de l'industrie de l'armement. En revanche, elles bénéficient des effets de la reprise mondiale dans l'aéronautique civile. Les exportations directes augmentent de plus de 15 % entre 1996 et 1997. Le domaine spatial, comme le marché des équipements d'aide à la navigation routière, présente un axe de développement et de diversification, pour ces entreprises traditionnellement liées au marché militaire.

Le chiffre d'affaires de l'instrumentation scientifique et technique progresse de plus de 5 % en 1997. Les équipements et systèmes de mesure automatisés sont en plein essor.

Dans le secteur des équipements de contrôle des processus industriels, il existe un grand nombre de petites et moyennes entreprises fabriquant des équipements spécifiques : les deux tiers des entreprises ont un effectif inférieur à 50 personnes. Pour rester compétitives, elles doivent continuer à comprimer les prix de vente de leurs matériels, entraînant à terme une dégradation de leur situation financière.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

● **L'industrie de l'informatique** comprend :

— la fabrication de machines de bureau : machines à écrire, à photocopier, à impression offset de bureau, caisses enregistreuses, calculatrices de bureau, éditeurs de titres de transport, distributeurs automatiques de billets de banque, machines pour le traitement du courrier (NAF 30.OA);

— la fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques : gros et moyens systèmes, minis et micro-ordinateurs, unités périphériques : imprimantes, lecteurs magnétiques ou optiques, transcodeurs, claviers. (Sont exclus les produits para-informatiques tels que jeux, agendas électroniques, assimilés à des biens de consommation; la fabrication des supports d'informations : bandes magnétiques, disquettes, disques compacts) [NAF 30.OC].

● **Intranet** : réseau interne (à une entreprise, une administration ...) utilisant les outils et les standards d'INTERNET.

● **Progiciel** : ensemble de programmes (logiciel) destiné à une utilisation donnée.

● **Les Cédéroms** : disques compact porteur d'informations numérisées, sons-images, lus par un lecteur à système laser. Sa capacité de stockage est plus de 1000 fois celle d'une disquette.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

Cette activité comprend :

● Le matériel électrique de petite et moyenne puissance (inférieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et transformateurs;

— groupes électrogènes fixes ou mobiles;

— moteurs génératrices et convertisseurs à courant continu.

● Le matériel électrique de grande puissance ou à haute tension (à cycle de production long, égale ou supérieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et équipements de traction;

— équipements de production de l'électricité;

— transformateurs de distribution d'électricité;

Elle comprend aussi la réparation de matériels électriques.

Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Ces équipements peuvent se répartir en trois catégories :

— **les équipements de transmission :** radiocommunication, télécommunication spatiale, radiodiffusion et télédiffusion ainsi que les appareils de relais, de commande, de mesure ou de signalisation à distance par voie hertzienne, lignes téléphoniques.

— **les équipements de commutation :** Ils comprennent le matériel de commutation publique et commutateurs à usage privé, dont la plupart est numérisée.

— **les équipements d'émission et de réception : t**éléphone fixe, téléphone mobile, télex, télégraphe, télécopieur, terminaux de données, terminaux d'images.

Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Cette fabrication comprend :

● Le matériel d'imagerie médicale et de radiologie;

● Les appareils médico-chirurgicaux.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Cette fabrication comprend :

● Les équipements d'aide à la navigation : fabrication de pilotes automatiques, d'équipements de commande de vol, d'appareils de radiodétection;

● L'instrumentation scientifique et technique : fabrication d'instruments de mesure, d'oscilloscopes, d'appareils pour les mesures géophysiques, fabrication de compteurs d'électricité, d'eau, de gaz, d'essence, etc;.

● Les équipements de contrôle des processus industriels.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat du pesage et comptage;

— Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire;

— Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire;

— Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM);

— Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes;

— Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

— Statistiques et rapports d'activité (annuels) de la FIEEC (Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication);

— *L'Usine Nouvelle*, n° 2628, février 1998.

— *Points de repères 1996-1997*, SFIB (Syndicat de l'industrie des technologies de l'information);

— « Informatique et télécommunications, Perspectives sectorielles 1996-2002 », *Les Prévisions Glissantes Détaillées du Bipe*, 1997;

— Rapport annuel, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications);

— Bilan annuel de la Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications;

— *Rapports annuels 1996 et 1997*, GIMÉLEC (Groupement des industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique associée);

— « L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes », collection Études, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, DGSI, 1997.

— *Les 100 technologies clés pour l'industrie française,* ministère de l'Industrie, SESSI, 1995;

— *Fabrication de matériel médico-chirurgical,* Chiffres-clés, production industrielle, (séries trimestrielles), SESSI;

— *Électronique international (* hebdomadaire).

— Les autoroutes de l'information, G. Théry, rapport au Premier ministre, 1994, La Documentation française;

— « *Les achats de progiciels dans l'industrie : chaque année une entreprise sur trois »,* Le « 4 pages », SESSI, n° 40, septembre 1994;

— « L'industrie phonographique. Les hautes technologies dans le sillage du compact », Le « 4 pages », SESSI, n° 53, septembre 1995;

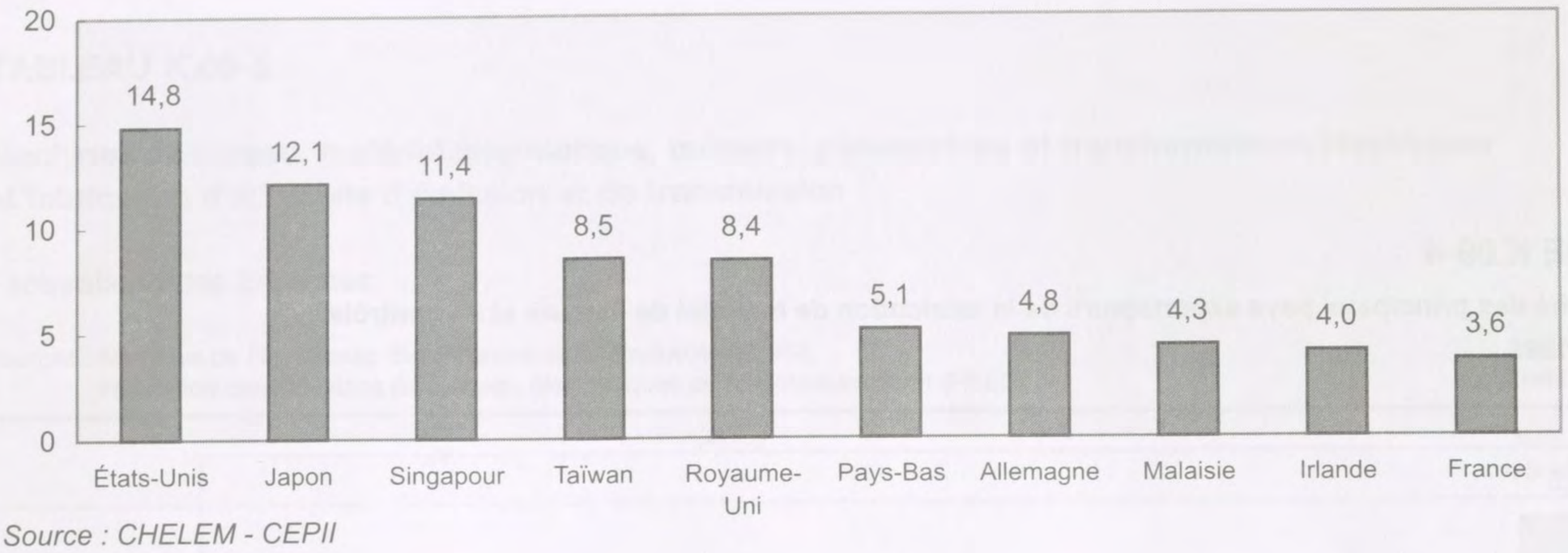
— « 01 Informatique », n° 1400, 5 avril 1996.

* * *

GRAPHIQUE K.09-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1996

En %

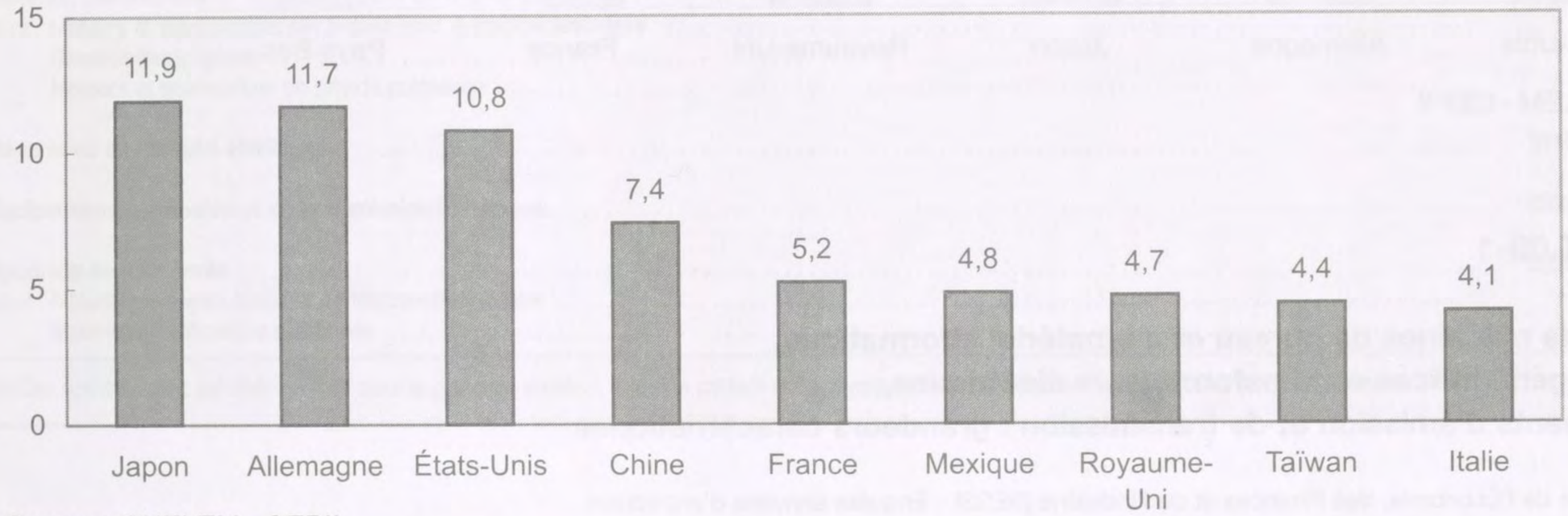


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1996

En %

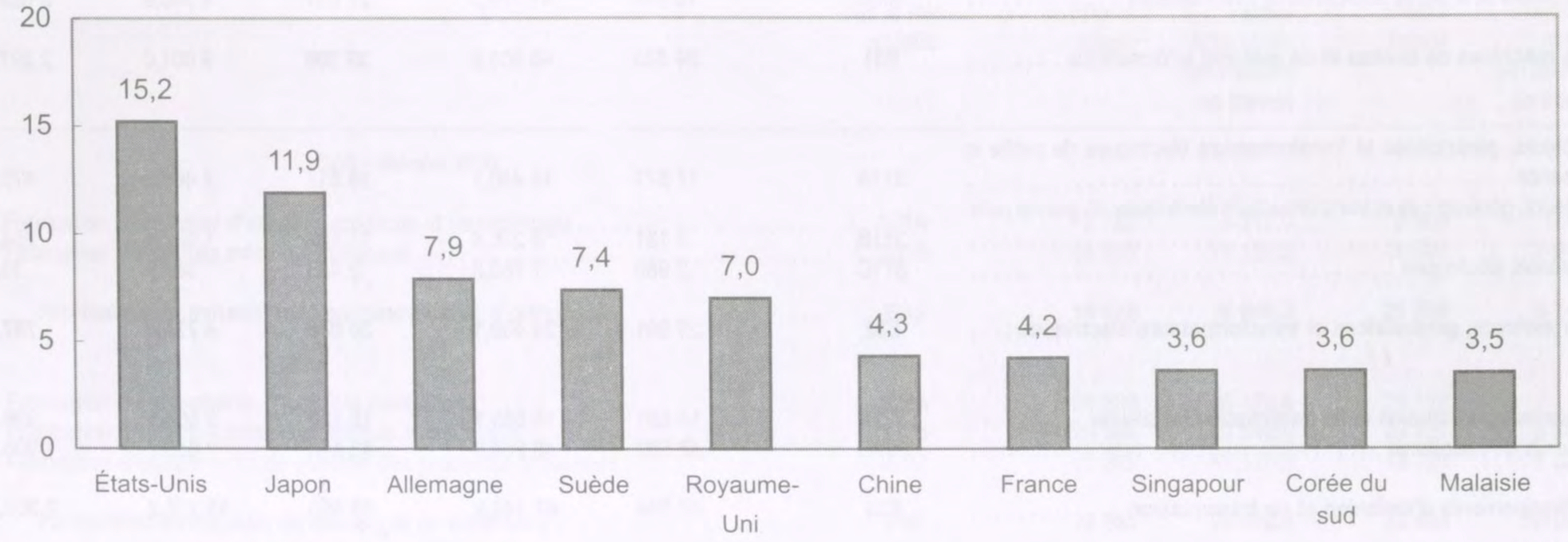


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1996

En %

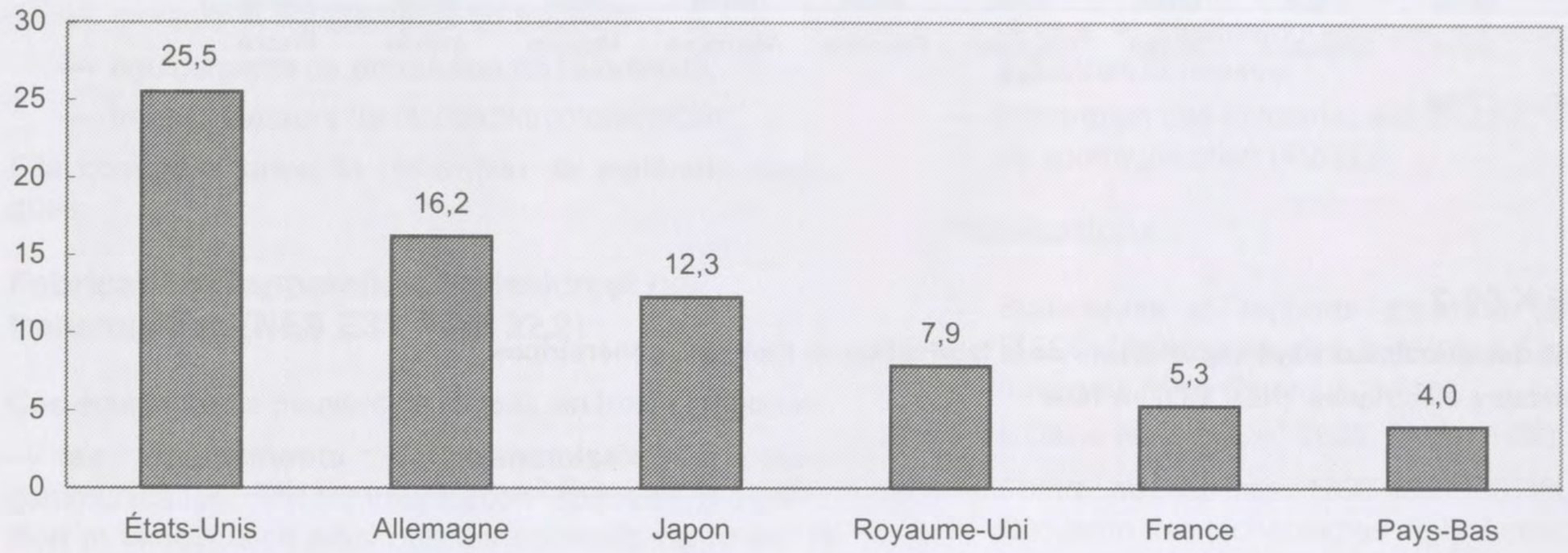


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.09-1

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de machines de bureau	300A	5 351	8 131,1	5 459	1 015,4	274,3
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	18 984	41 770,5	27 837	8 585,6	2 022,8
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**24 335**	**49 901,6**	**33 296**	**9 601,0**	**2 297,1**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	17 871	14 440,1	16 517	2 468,3	473,0
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de grande puissance	311B	8 131	8 235,4	11 133	1 937,4	264,0
Fabrication de matériels électriques	311C	2 989	1 763,6	2 423	368,8	30,0
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**28 991**	**24 439,1**	**30 073**	**4 774,5**	**767,0**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	14 691	18 885,1	16 120	3 604,5	396,5
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	42 603	48 264,8	43 470	9 653,7	1 906,2
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	**E33**	**57 294**	**67 149,9**	**59 590**	**13 258,2**	**2 302,7**
Total		**110 620**	**141 490,6**	**122 959**	**27 633,7**	**5 366,8**

TABLEAU K.09-2

Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF (1)	1997
Machines de bureau	**300A**	**3 364**
Ordinateurs et autres équipements informatiques	**300C**	**60 601**
dont : Ordinateurs et micro-ordinateurs	»	42 580
Unités d'entrée ou de sortie	»	4 584
Moteurs, génératrices et transformateurs de petite et moyenne puissance (< 750 kW ou kVA)	**311A**	**8 547**
dont : Matériel électronique de puissance	»	2 641
Transformateurs de petite puissance	»	1 221
Moteurs, génératrices et transformateurs de grande puissance (> 750 kW ou kVA)	**311B**	**9 576**
dont : Moteurs et équipements électriques pour la traction ferroviaire	»	2 891
Groupes électrogènes	»	2 574
Moteurs et génératrices de grande puissance	»	1 235
Réparation de matériel électrique	**311C**	**1 297**
Équipements d'émission et de transmission hertzienne	**322A**	**33 266**
Appareils de téléphonie	**322B**	**27 819**
dont : Matériel de commutation et de télécommunications	»	14 922
Matériels téléphonique d'abonnés	»	4 443

(1) Ces activités sont publiées en NAF pour la première année. L'enquête portant sur ces activités est devenue annuelle; elle était trimestrielle avant 1997.

TABLEAU K.09-3

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 763	5 512,0	2 899	745,8	74,7
Fabrication d'appareils médicochirurgicaux	331B	15 815	11 137,3	18 697	2 998,9	721,4
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	**E34**	**18 578**	**16 649,3**	**21 596**	**3 744,7**	**796,1**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	29 399	36 170,6	29 110	7 171,9	584,9
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	29 884	23 640,0	29 721	5 336,5	687,6
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	13 348	11 120,3	13 724	2 535,4	305,3
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	**E35**	**72 631**	**70 930,9**	**72 555**	**15 043,8**	**1 577,8**
Total		**91 209**	**87 580,2**	**94 151**	**18 788,5**	**2 373,9**

TABLEAU K.09-4

Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Matériel d'imagerie médicale et de radiologie	**331A, B**	**3 264**	**4 140**	**3 337**	**2 924**	**4 079**
dont : Appareils de radiologie et accélérateurs de particules	331A	2 580	3 420	2 339	2 005	2 413
Appareils d'électronique médicale	p 331B	696	720	842	884	1 605
Équipements d'aide à la navigation	**332A**	**19 896**	**18 036**	**18 045**	**22 474**	**21 066**
dont : Appareils de radiodétection et de radiosondage	»	...	...	12 659	13 184	15 240
Appareils de radionavigation	»	...	...	1 515	918	1 098
Instrumentation scientifique et technique	**332B**	**7 188**	**7 356**	**7 242**	**8 452**	**...**
dont : Compteurs d'électricité	»	600	684	645	670	660
Appareils de mesure de grandeurs électriques	»	2 868	2 664	2 272	2 540	2 544
Régulateurs industriels	»	672	672	706	1 028	...
Équipements de contrôle des processus industriels	**333Z**	**8 052**	**8 736**	**9 007**	**10 555**	**9 919**

Chapitre K.10

Industrie des produits minéraux

(NES : F11 à F14)
(NAF 13, 14, 26.1 à 26.8)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12), en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13), en 1996.

1. Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques.
2. Minerais de fer : production.
3. Extraction de produits de carrière et minéraux divers : grandeurs caractéristiques.
4. Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche.
5. Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques.
6. Verre : principales productions de la branche.
7. Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques.
8. Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

En 1996, les effectifs, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée du secteur des produits de carrière et minéraux divers diminuent. Les sables et granulats, la branche la plus importante, sont très affectés par la dégradation de certains secteurs utilisateurs, notamment les travaux publics.

En 1996, les entreprises de 20 à 49 salariés représentent les trois quarts des entreprises du secteur et le tiers de l'effectif. La restructuration du secteur se poursuit autour de quelques groupes : Rocamat, Redlands, GSM, Lafarge et Orsa. La localisation géographique de l'activité dépend des sources de matières premières mais est également liée aux grandes concentrations de population.

Pondéreux et de faible valeur unitaire, les produits de carrière et minéraux divers sont, sauf exception, relativement peu échangés au niveau international. En 1997, la balance commerciale se détériore. Elle est déficitaire de près de 280 millions de francs. Les points forts excédentaires sont les sables et granulats, le soufre, la craie, les argiles et le talc avec un solde positif supérieur à 900 millions de francs. Par contre, les pierres de construction, les phosphates, les kaolins et les produits divers sont déficitaires de plus de 1,3 milliard de francs.

En 1997, l'amélioration observée sur le volume de l'activité est insuffisante pour enrayer la baisse des effectifs.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

L'industrie du verre doit répondre à une demande aussi bien mondiale que locale : mondiale pour l'automobile et les écrans, locale pour l'emballage et le bâtiment. Sa production est très concentrée. Ainsi, dans le verre plat, cinq opérateurs réalisent plus de 70 % du tonnage mondial. Dans cet environnement concurrentiel, la France dispose de groupes de taille mondiale comme Saint-Gobain et Danone. Elle peut également compter sur des entreprises leaders sur leurs marchés (Cristallerie d'Arque, Baccarat, Lalique...).

L'industrie française est dominée par les filiales de Saint-Gobain et de Danone, mais l'implantation étrangère tend à se renforcer. Les filiales des groupes étrangers sont particulièrement présentes dans le verre plat et le verre technique.

L'activité verrière la plus importante est la fabrication de verre creux qui totalise 60 % des facturations totales de la branche. Cette activité intégrée est tournée vers l'exportation. Elle comprend : l'emballage en verre, contenant privilégié des produits de luxe (parfums, champagnes), la cristallerie et la verrerie de ménage, ont un taux d'exportation de l'ordre de 70 %. Dans ce secteur, l'allègement du verre, avec une recherche fondamentale sur les propriétés mécaniques et le recyclage, permettent de lutter contre la concurrence des autres matériaux d'emballage, en particulier le plastique. En avance sur les autres industriels, les verriers continuent d'étoffer le système de recyclage dans le cadre d'Éco-Emballages. Ils travaillent en partenariat avec la société de valorisation des déchets Adelphe. L'objectif est un taux de récupération de 75 % en l'an 2002.

Plus de la moitié de la production de verre plat sert les marchés des pays limitrophes. Elle est destinée à 60 % au marché cyclique du bâtiment et à 40 % au marché de l'automobile, marchés de proximité. Pour assurer une stabilité de leurs débouchés dans le domaine du bâtiment, les producteurs de verre plat, français ou étrangers, mènent depuis quelques années une politique d'intégration vers l'aval et rachètent les transformateurs indépendants.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Le secteur des matériaux de construction est très diversifié par la taille de ses entreprises, leurs structures, leurs marchés et leurs techniques : le travail de la pierre est constitué aux quatre cinquièmes d'entreprises de moins de 50 salariés. Ce secteur garde une organisation et des méthodes de travail traditionnelles. Par contraste, l'industrie cimentière, qui ne compte que six entreprises, dont quatre de plus de 700 salariés, est une industrie à forte technologie.

La balance commerciale, excédentaire depuis deux ans, devient en 1997 légèrement déficitaire (- 59 millions de francs). Quatre secteurs maintiennent leurs bonnes performances à l'exportation et totalisent un excédent de 3,3 milliards : les ciments, les appareils sanitaires, les produits réfractaires et surtout les produits minéraux divers. Malgré un chiffre d'affaires réalisé à l'exportation de près de 2,4 milliards, les articles céramiques à usage domestique ou ornemental et les carreaux de céramique, victimes de la concurrence internationale ont un déficit commercial chronique de l'ordre de 3 milliards.

Les réglementations française et européenne en matière de protection de l'environnement imposent la réduction des émissions et des nuisances, le réaménagement des sites et la valorisation des déchets. Autre préoccupation croissante pour les producteurs, la nécessité d'innover pour faire face à une concurrence accrue. Les produits doivent être plus performants du point de vue résistance (chimique, au feu, etc.), durabilité, esthétique, isolation, facilités de mise en œuvre...

Ce secteur travaille à 70 % pour le bâtiment. Dans les travaux publics, le niveau d'activité demeure faible compte-tenu de l'austérité budgétaire de l'État. En revanche, la construction de logements individuels et l'entretien des habitations privées progressent, notamment au second semestre 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Produits divers des industries extractives (NES F12, NAF 14)

Ce secteur des biens intermédiaires recouvre l'extraction et la production de biens très diversifiés liés à trois secteurs d'activités.

- Le BTP, pour l'extraction et la transformation des pierres de construction de toute nature (calcaire, granit, meulière, grès ...), l'extraction d'ardoises et leur transformation, l'extraction et la production de granulats d'origine alluvionnaire ou à partir de roches calcaires et éruptives;
- L'industrie, pour la production de matériaux de carrière (castines, gypse, calcaires industriels, dolomie), de sables industriels, de soufre (y compris par épuration de gaz naturel ou raffinage de pétrole), de sels (par exploitation de marais salants ou extraction minière y compris par dissolution et pompage), pour l'extraction d'argiles, de kaolin et de terres réfractaires, de barytine, de spath fluor et de terres colorantes;
- L'agriculture, pour l'extraction de phosphates naturels, de sels de potassium naturels et d'amendements.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

Industrie du verre : elle regroupe plusieurs types de productions aux procédés de fabrication et aux débouchés différents :

- le verre plat comprend trois produits de base (le verre étiré, la glace et les verres coulés) qui servent à la fabrication du verre trempé, de verre feuilleté, de vitrages isolants, de miroirs et de produits spéciaux. Il est fabriqué dans des installations importantes et coûteuses selon le procédé du « float-glass », consistant à déverser du four le verre fondu sur un bain métallique d'étain en fusion, sous atmosphère d'azote;
- le verre creux comprend le verre d'emballage (bouteilles, pots, flacons) destiné à l'industrie ainsi que la verrerie de ménage;
- le verre à la main comprend la gobeleterie et le cristal destiné aux ménages;
- le verre technique comprend des articles très élaborés tels que le verre optique, les composants industriels, les cônes et écrans de télévision.

Fibres de verre : elles sont constituées par les fibres d'isolation employées dans l'industrie et la construction pour l'isolation thermique et acoustique et les fibres de renforcement utilisées pour consolider les matières plastiques ou minérales.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Ce secteur regroupe la fabrication des produits céramiques et la production de matériaux de construction. Cette dernière comprend la fabrication de tuiles, briques et produits divers en terre cuite, la fabrication de ciments, chaux, plâtre, béton prêt à l'emploi, mortiers et bétons secs, les ouvrages en béton, fibres-ciment ou plâtre pour la construction, le travail de la pierre, la fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Mines domaniales des potasses d'Alsace;
— Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM);
— Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux;
— Confédération des industries céramiques de France;
— Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Publications :

Annales des mines, annuel, École des mines;

Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines;

« Matériaux de construction et produits de carrrière », Statistiques 1996, UNICEM.

L'industrie céramique et verrière.

L'industrie cimentière. La lettre.

Écomine, bulletin mensuel de l'observatoire des matières premières et du BRGM.

« Les matières premières minérales », Observatoire des matières premières, Chiffres-Clés, Références, SESSI, 1997.

Écomine, bulletin mensuel de l'observatoire des matières premières et du BRGM.

P. Brocard et B. Wichmann : « Industrie du verre », Chiffres-Clés, Production industrielle, séries mensuelles commentées et trimestrielles, SESSI.

J. Le Muet, « L'emballage fait bonne contenance ». *Le 4 pages,* n° 14, février 1993 - SESSI.

P. Brocard « L'industrie du verre creux : en verre et contre tout ». *Le 4 pages,* n° 29, février 1994, SESSI.

P. Brocard « Le verre plat flotte sur la reprise », *Le 4 pages,* n° 48, mai 1995, SESSI.

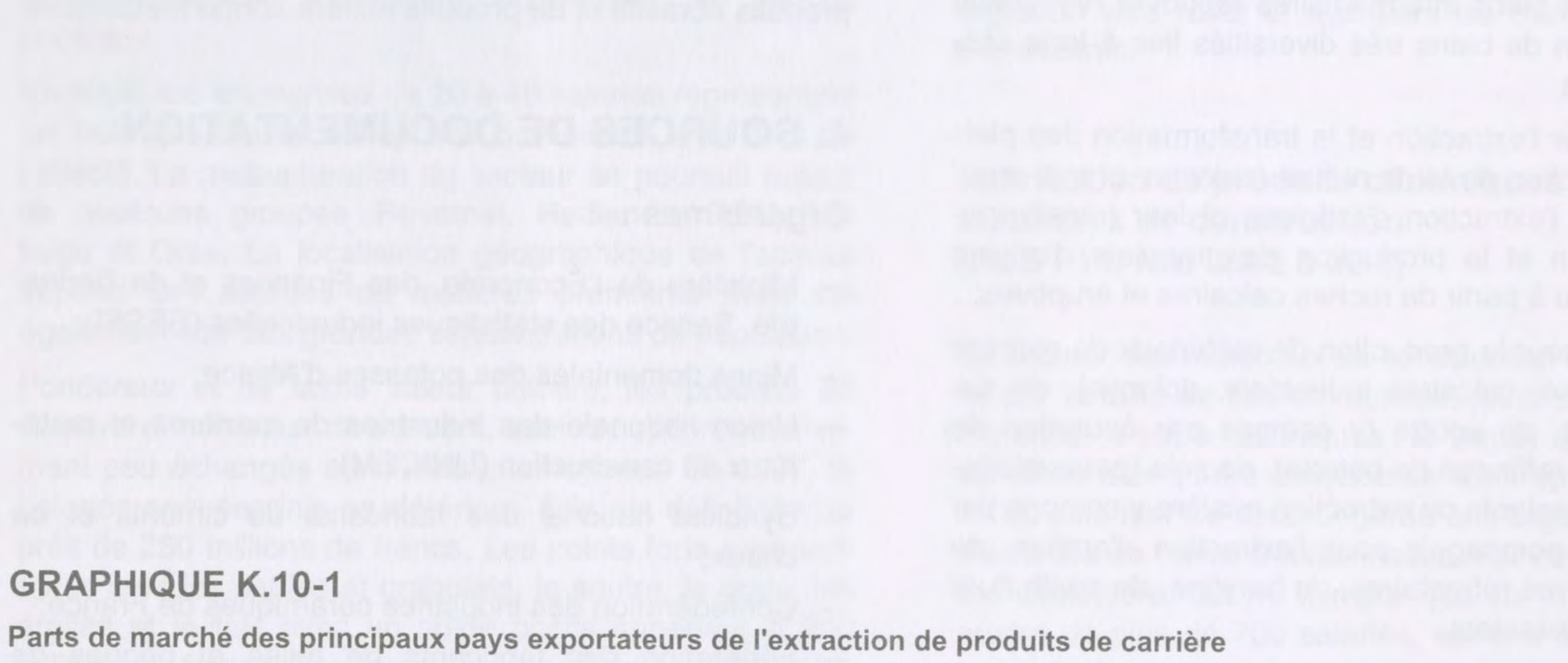
P. Brocard « Les verriers français exportent leur « savoir-verre » in *Industrie française et mondialisation,* SESSI, 1998.

*
* *

GRAPHIQUE K.10-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12) en 1996

En %

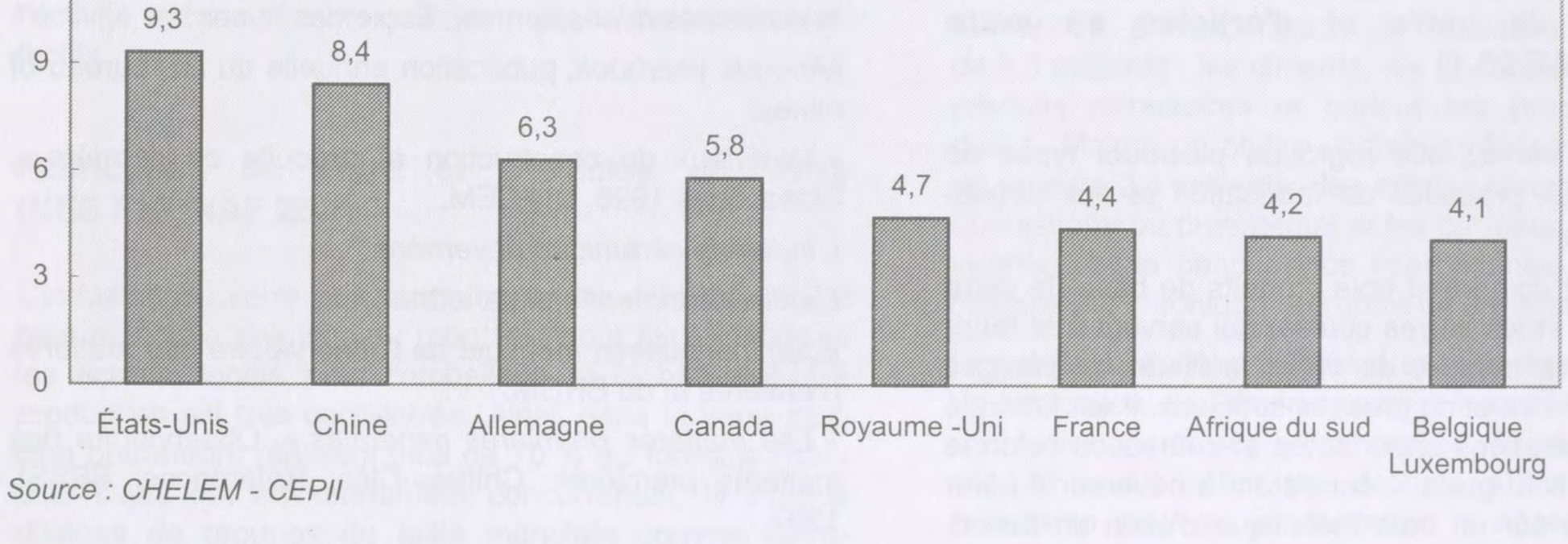


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.10-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.10-1

Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	392	233,0	480	80,2	34,2
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**392**	**233,0**	**480**	**80,2**	**34,2**

TABLEAU K.10-2

Minerais de fer : production

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéro de la NAF	1994	1995	1996	1997
Minerais de fer	131Z	2 418	1 497	1 460	523
dont : Poids de métal contenu		697	433	429	145

TABLEAU K.10-3

Extraction de produits de carrières et minéraux divers : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	2 369	1 127,9	2 514	343,5	95,7
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 337	1 454,6	1 450	261,5	199,5
Production de sables et de granulats	142A	11 679	11 299,8	12 770	1 902,1	1 188,4
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	1 078	877,8	1 146	190,1	70,2
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	4 212	2 820,9	4 097	791,1	229,7
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	761	757,6	750	131,4	53,0
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres ind. extractives)	**F12**	**21 436**	**18 338,6**	**22 727**	**3 619,7**	**1 836,5**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700).

TABLEAU K.10-4

Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche

Sources : SESSI; Fédération des Chambres Syndicales des Minerais;
Minéraux industriels et Métaux non ferreux;

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
PIERRES POUR LA CONSTRUCTION	**141A**					
Granit		m^3				
Blocs bruts et moellons pour construction			199 160	162 700	149 700	206 200
Calcaire et marbre		»				
Blocs bruts extraits			246 100	253 223	271 300	244 500
SABLES ET GRANULATS	**142A**					
Sables industriels (1)		10^3 tonnes	6 241	6 099	6 134	6 005
Sables et graviers d'alluvions		»	186 370	181 130	163 650	164 950
dont : Cailloux (2)		»	5 900	6 860	5 660	
Gravillons (2)		»	58 170	55 390	50 220	59 460
Sables		»	69 540	68 440	63 870	65 900
Tout venant		»	29 860	28 610	24 660	33 410
Matériaux concassés de roche et de laitier						
dont : Gravillon concassé		»	55 630	55 790	52 500	74 560
Sable de concassage		»	27 890	27 090	25 340	27 250
Tout venant concassé (2)		»	30 490	32 490	30 410	•
Graves et tout venant concassé (2)		»	...	...	...	68 070
Poudres de pierre et carbonates de chaux (tous usages sauf amendements)		10^3 tonnes	2 361	2 484	2 470	2 629
ARGILES ET KAOLINS	**142C**					
Argiles :		10^3 tonnes				
Crues		»	1 088	1 188	1 081	977
Broyées		»	154	130	161	168
Calcinées		»	156	160	162	170
MINÉRAUX POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET ENGRAIS NATURELS	**143Z**					
Sels de potassium naturels :		10^3 tonnes				
Extraction brute		»	6 380	6 157	5 718	4 913
Extraction nette : poids de K^2O contenu		»	936	869	812	725
Barytine enrichie		»	72	75	81	77
Spath fluor concentré		»	105	102	78	84
Soufre		»	1 112	1 063	990	960
SELS	**144Z**					
Chlorure de sodium cristallisé (3)		10^3 tonnes	3 260	4 122	3 654	4 063
dont : Sel de mer		»	1 118	1 473	966	1 188
Chlorure de sodium en dissolution		»	4 762	4 365	4 273	4 051
PRODUITS MINÉRAUX DIVERS	**145Z**					
Talc :		10^3 tonnes				
En roche		»	29	25	28	28
En poudre		»	278	297	321	335
Quartz et quartzites		»	329	358	306	375
Feldspath brut		»	286	306	409	330

(1) Non compris les optants pour 1995, 1996 et 1997.
(2) Modification de questionnaire. À partir de 1997, ces rubriques ne sont plus collectées isolément :
- la série « Gravillons » , comprend les deux anciennes séries « Cailloux » et « Gravillons ».
- une nouvelle série « Graves et tout venant concassé » est créée. Avant 1997, les « Graves » (granulats utilisés pour la constitution de la couche de base d'une chaussée), étaient collectées séparément et non publiées.

(3) Un déclarant supplémentaire à compter de 1995.

TABLEAU K.10-5

Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de verre plat	261A	2 418	2 569,9	3 000	623,8	210,8
Façonnage et transformation du verre plat	261C	8 577	7 482,1	8 862	1 237,2	362,5
Fabrication de verre creux	261E	29 075	20 818,2	29 954	4 917,3	1 402,1
Fabrication de fibres de verre	261G	1 911	2 109,9	2 054	409,9	158,6
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	5 554	3 101,3	5 035	815,5	174,3
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**47 535**	**36 081,4**	**48 905**	**8 003,7**	**2 308,3**

TABLEAU K.10-6

Verre : principales productions (1) de la branche

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Nunéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE						
Verre coulé, étiré et glace non trempés	261A	10^3 tonnes	868	928	966	1 039
Fibres de verre (2), livraisons	261G	»	180	198	192	198
Vitrages isolants, livraisons	261C	10^3 m^2	8 998	9 563	9 768	10 243
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**261E**					
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	2 894	3 043	3 066	3 179
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	543	577	608	616
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	438	454	430	437
VERRE TECHNIQUE	**261J**	»	**154**	**147**	**162**	**156**

(1) Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre (NAF 26.1).
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.10-7

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	6 361	2 302,7	6 480	744,0	66,2
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	5 829	2 116,6	5 670	622,6	116,2
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	594	341,6	677	97,3	15,1
Autres produits céramiques	262G et 262J	470	195,3	414	58,7	9,7
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	4 489	3 979,2	4 721	842,4	203,9
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	3 366	1 930,0	3 985	567,3	118,9
Fabrication de briques	264A	1 792	1 211,5	2 015	291,0	136,3
Fabrication de tuiles	264B	3 270	2 627,7	3 279	471,3	326,9
Fabrication de produits divers en terre cuite	264C	261	135,0	242	31,5	6,8
Fabrication de ciment	265A	5 160	10 903,5	5 521	1 277,0	684,3
Fabrication de chaux	265C	1 071	1 773,1	951	155,5	113,6
Fabrication de plâtre	265E	645	684,9	713	118,0	85,6
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	16 014	10 661,3	17 421	2 415,5	635,8
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	266C	2 161	3 646,2	2 459	460,2	157,6
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	4 697	9 572,7	5 285	839,4	341,9
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 659	2 563,3	1 846	350,9	91,1
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	1 515	1 059,5	1 620	234,4	67,3
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	249	117,3	215	26,3	2,5
Travail de la pierre	267Z	4 185	2 302,2	4 211	552,2	75,9
Fabrication de produits abrasifs	268A	1 976	1 574,1	3 748	854,8	156,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a (1)	268C	5 821	5 332,5	6 069	1 066,9	536,6
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**71 585**	**65 030,2**	**77 542**	**12 077,2**	**3 948,8**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700).

TABLEAU K.10-8

Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche

Sources : SESSI; Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux;
Confédération des industries céramiques de France;
Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
ARTICLES CÉRAMIQUES À USAGE DOMESTIQUE OU ORNEMENTAL	**262A**									
Vaisselle en porcelaine		tonne	20 350 *r*	17 025 *r*	14 273 *r*	14 444 *r*	19 071 *r*	17 882 *r*	17 306	17 775
APPAREILS SANITAIRES EN CÉRAMIQUE	**262C**	10^3 tonnes	**132**	**133**	**125**	**111**	**108**	**117**	**114**	**114**
PRODUITS CÉRAMIQUES RÉFRACTAIRES	**262L**	10^3 tonnes	**424** *r*	**405** *r*	**366** *r*	**326** *r*	**374** *r*	**419** *r*	**385**	**421**
CARREAUX EN CÉRAMIQUE	**263Z**									
Carreaux en grès ou en terre commune (émaillés ou non, mosaïques ou non)		10^3 m^2	30 067	32 884	35 860	...	35 923	35 858	34 340	35 546
Carreaux de faïence		»	7 733	7 643	7 540	...	9 048	9 417	9 639	10 186
BRIQUES	**264A**									
dont : Briques apparentes et de pavage		10^3 tonnes	557	508	479	463	454	500	484	463
Blocs		»	493	533	618	630	650	661	537	629
Briques creuses		»	1 225	1 104	1 029	890	1 317	1 344	1 256	1 275
Hourdis		»	61	76	67	58	59	64	55	56
TUILES	**264B**	10^3 tonnes	**2 028**	**2 141**	**1 999**	**1 957**	**2 200**	**2 321**	**2 244**	**2 251**
CIMENTS (non compris les clinkers)	**265A**	10^3 tonnes	**26 230** *r*	**24 922** *r*	**21 501** *r*	**19 222** *r*	**20 020** *r*	**19 724** *r*	**18 337**	**18 442**
ÉLÉMENTS EN BÉTON POUR LA CONSTRUCTION	**266A**									
Moellons, parpaings		10^3 tonnes	16 040	15 379	13 776	12 441	13 267	13 290	13 030	13 173
Dalles, carreaux pour voirie		10^3 m^2	6 445	6 642	6 930	7 017	7 115	7 089	6 686	6 658
Poutrelles pour planchers préfabriqués		10^3 mètres	41 476	39 175	34 264	30 238	32 897	32 849	31 629	33 490
Tuyaux cylindriques (armés ou non)		10^3 tonnes	2 366	2 430	2 130	2 065	2 094	2 113	2 180	1 836
BÉTON PRÊT A L'EMPLOI	**266E**	10^3 m^3	**35 772**	**35 647**	**32 210**	**28 447**	**30 781**	**29 729**	**28 601**	**29 490**
MORTIERS ET BÉTONS SECS	**266G**									
Mortiers industriels		10^3 tonnes	1 261	1 360	1 326	1 260	1 440	1 035	1 030	1 082

Chapitre K.11

Industrie textile

(NES : F11, F22 et F23)

(NAF : 17)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche « Filature et tissage » (NES F21) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1996.

1. Industrie textile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie textile : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

Ce secteur compte 702 entreprises de plus de 20 salariés; il a perdu plus de 19 000 emplois depuis 1990. La concurrence y est particulièrement vive. Elle émane des pays à bas salaires, mais également de pays européens. Le passage à l'euro harmonisera la concurrence entre pays d'Europe en supprimant le risque de dévaluation compétitive.

En 1996, le chiffre d'affaires du secteur chute, comme l'investissement. Le tissu industriel français conserve néanmoins un niveau de compétitivité solide, en particulier dans le tissage, activité beaucoup plus ouverte à l'international que la filature.

L'activité est à la fois atomisée (les dix premières entreprises représentent seulement 13 % des effectifs) et fortement implantée dans quatre régions (Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Alsace et Lorraine), qui rassemblent près de 75 % des emplois.

1997 est « Année de l'innovation ». En Europe, les industriels cherchent à développer l'image de leurs produits, en termes de qualité et de créativité. Ils se spécialisent dans le haut de gamme. En effet, seuls les produits à forte valeur ajoutée pourront revitaliser le secteur. D'ici cinq ans, la conquête des parts de marché au niveau mondial s'appuiera sur les réseaux commerciaux et la notoriété des marques. Les entreprises doivent se doter d'un outil de production plus réactif, d'une meilleure logistique (développement des échanges de données informatiques, EDI, mise en réseau avec les grands clients) et disposer d'une bonne infrastructure commerciale, pour alimenter la grande distribution.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur regroupe des activités textiles très diverses. Il représente 1,3 % de l'effectif industriel français et moins de 1 % de son chiffre d'affaires.

D'implantation très ancienne dans certaines régions, comme les Vosges pour le linge de maison, les Charentes et les Ardennes pour les tapis, la Haute-Loire pour les produits élastiques, la production se situe pour l'essentiel dans la région du Nord.

Constitué à plus de 95 % de PMI, le secteur subit depuis plusieurs années une baisse inquiétante de ses effectifs. Comme l'ensemble du secteur textile-habillement, il bénéficie en 1996, des mesures gouvernementales d'allègement des charges patronales en échange d'une relative stabilité de l'emploi. Mais ce plan textile a été jugé contraire aux règles de la concurrence par la Commission européenne, en raison de son caractère sectoriel.

Dans cette période difficile, le linge de maison confirme sa stabilité mais reste morose. Le tissu d'ameublement tente de se rénover en ciblant la qualité et les services annexes. Les fabricants de moquettes, dont les ventes ne cessent de baisser depuis six ans, cherchent à améliorer les traitements anti-salissures et anti-bactériens, et développent le marché plus porteur de la dalle. La passementerie, industrie ancienne, se modernise, intégrant la fibre de verre pour réaliser les revêtements muraux ininflammables en non-tissé. De même, les rubans auto-agrippants, indispensables à l'étanchéïté, sont en constante évolution.

En dépit d'un environnement défavorable, les entreprises françaises du textile poursuivent leur effort d'innovation (l'investissement productif a progressé en dix ans plus fortement qu'ailleurs). L'EDI se développe dans tous les segments de la filière textile, où le circuit court devient une nécessité.

Face aux enjeux de la mondialisation, donner une image dynamique du textile français demeure la priorité. Préparé plus tôt que d'autres à une internationalisation des échanges, ce secteur espère un impact positif de la mise en place de l'euro, gage de stabilité monétaire (65 % des exportations textiles se font vers les pays de l'Union européenne).

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

Classée dans le textile, l'industrie de la maille est essentiellement composée de vêtements. La maille est un secteur de PMI, avec moins de 3 % d'entreprises de plus de 500 salariés, et plus de 40 % dans la tranche des 20 à 49 salariés.

Touché par la crise, ce secteur a perdu près de 30 % de ses effectifs et 15 % de son chiffre d'affaires au cours des six dernières années. L'industrie des pull-overs et articles similaires régresse le plus, et perd près d'un quart de ses entreprises et plus de 15 % de son chiffre d'affaires entre 1995 et 1996. Comme l'industrie de l'habillement, l'industrie des pulls-overs et articles similaires souffre de la délocalisation de la production vers les pays à bas salaires. En 1996, dans l'industrie des collants, bas et chaussettes, les effectifs et le chiffre d'affaires sont stables.

L'industrie de la maille, et particulièrement la fabrication d'articles chaussants, est plus concentrée que l'habillement : le chiffre d'affaires des quatre premières entreprises représente 24 % de l'ensemble de la branche contre 7% dans l'habillement.

Les taux d'exportation et d'investissement, stables depuis 1990, sont très inférieurs à l'ensemble de l'industrie manufacturière. Les résultats des entreprises révèlent également les difficultés du secteur.

Toutefois, en 1997, le taux de couverture s'améliore grâce à des exportations en hausse de 23 %. Il passe de 48 % en 1996 à 51 % en 1997. Dans le secteur des étoffes à maille, le commerce extérieur est beaucoup plus favorable que dans le reste de la profession : le taux de couverture atteint en effet 119 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

— **Filature**. Opération qui permet d'obtenir un fil à partir de la matière textile naturelle (coton, laine, jute, lin, chanvre, soie), artificielle (viscose, rayonne, acétate) ou synthétique (acrylique, polyamide, polyester).

— **Tissage.** Opération permettant d'obtenir un tissu par entrecroisement de fils parallèles disposés selon la longueur du tissu (chaîne) et de fils perpendiculaires (trame) qui assurent la cohésion du tissu.

— **Ennoblissement**. Prétraitement, teinture, impression et apprêts.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur regroupe :

— les fabrications de linge de maison et d'articles d'ameublement, de petits articles de literie ainsi que des bâches, stores, tentes et matériel de camping en textile, sacs et sachets d'emballage et divers autres articles confectionnés en textile tels que : drapeaux, serpillières, gilets de sauvetage ou parachutes.

— la fabrication de tapis et moquettes, de ficelles, filets et cordages, de non-tissés et de rubans, dentelles, broderies, feutres, fils élastiques, produits de la ouaterie, tissus enduits et textiles techniques divers.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

L'industrie de la maille regroupe les entreprises fabriquant les étoffes à maille, les articles chaussants (bas, collants, chaussettes), les pull-overs et articles similaires (polos, sweat-shirts et sous-pulls).

Les tee-shirts sont classés dans l'habillement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques;

— Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT);

— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL);

— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC);

— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs;

— Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques;

— Syndicat de la filterie française;

— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts;

— Comité de coordination des industries de la mode;

— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries;

Publications :

— *Le journal du textile,* hebdomadaire de la Fédération des industries textiles.

— *L'industrie textile,* mensuel.

— *Industrie de la maille,* Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, Essitex.

— *Industrie de l'habillement,* Chiffres-clés, Production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.

— « L'industrie de l'habillement. Entre délocalisation et Sentier », Le « 4 pages », SESSI, n° 33, mai 1994.

— « *Textile, habillement, cuir, chaussure* », « Perspectives sectorielles 1996-2002 », les prévisions glissantes détaillées du BIPE, édition 1997.

— *L'industrie des textiles et de l'habillement du l'UE 1993-1994.* Observatoire européen du textile et de l'habillement, avril 1995.

— *L'Industrie du textile* par B. Paranque. Collection « Entreprises/Risque sectoriel ». La situation du système productif. Banque de France - Observatoire des entreprises, 1995.

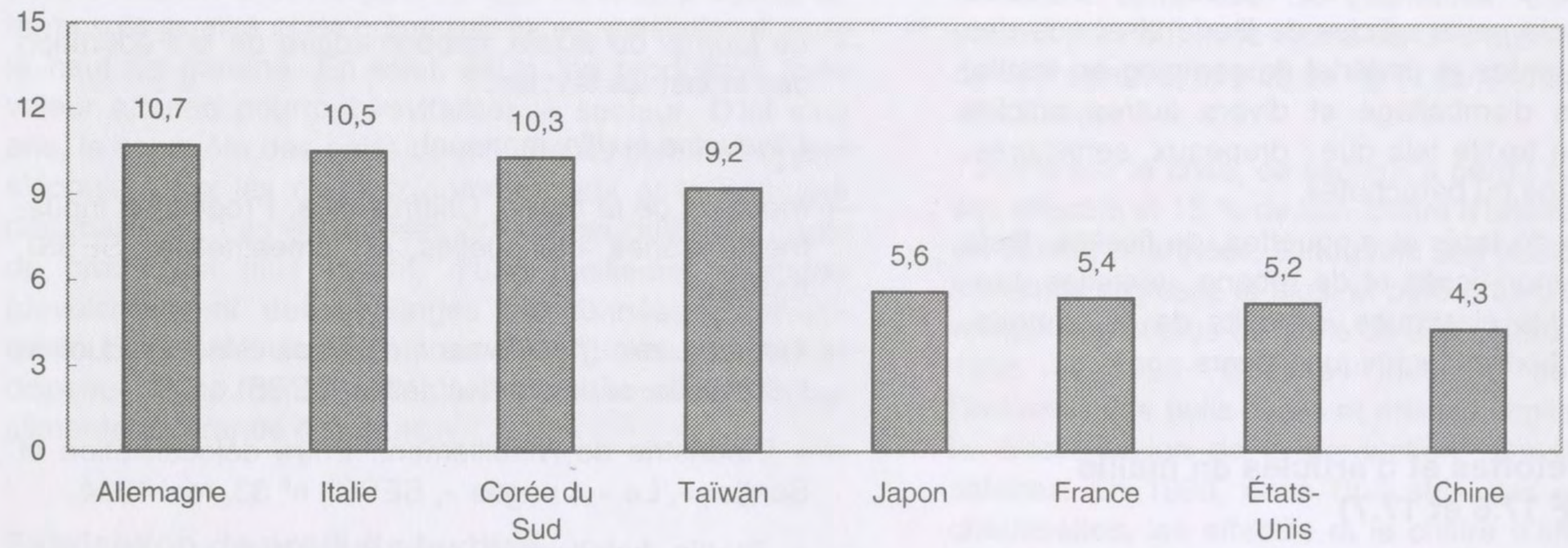
— *Les perspectives d'avenir de l'industrie du textile-habillement,* rapport au Premier ministre, La Documentation française, 1996.

*
* *

GRAPHIQUE K.11-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche " Filature et tissage " (NES F21) en 1996

En %

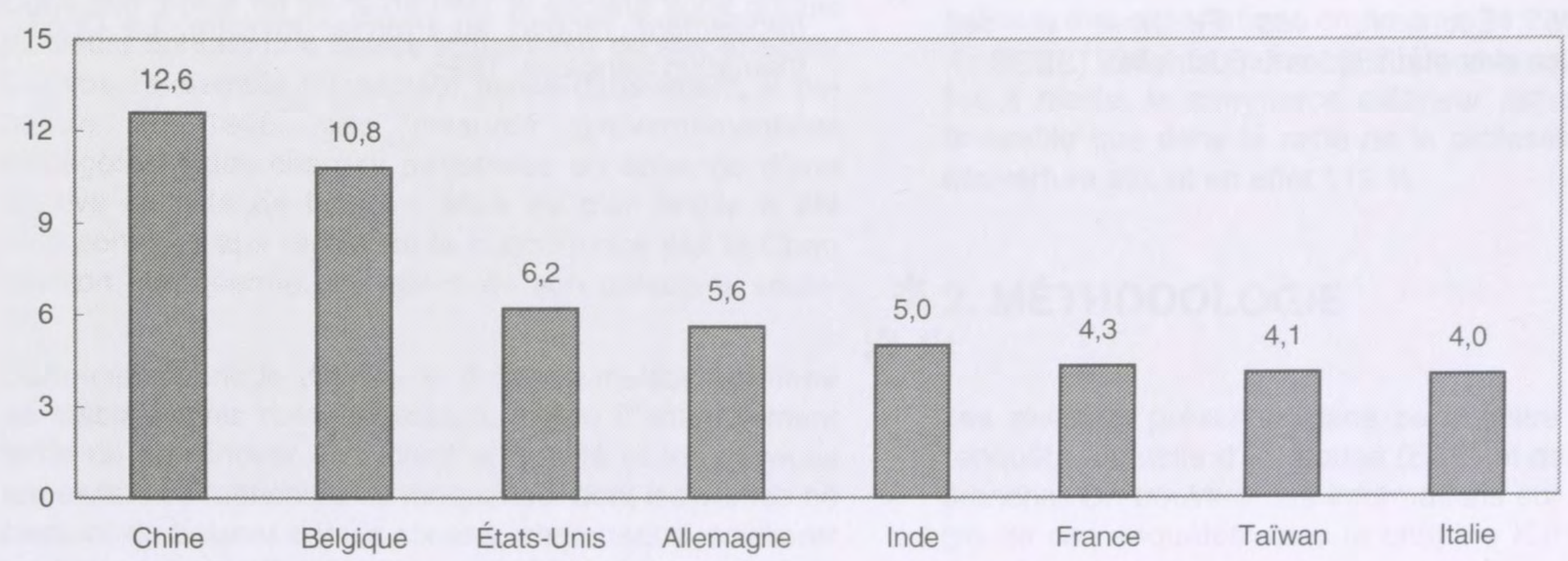


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.11-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.11-1

Industrie textile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Filature de l'industrie cotonnière	171A	3 812	2 943,3	3 733	419,2	83,2
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	897	294,3	821	84,6	10,1
Préparation de la laine	171E	1 423	3 335,0	1 442	230,1	42,0
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	3 157	2 094,2	3 523	395,0	115,8
Préparation et filature du lin	171H	1 477	643,5	1 501	160,1	52,5
Moulinage et texturation de la soie et textiles artificiels et synthétiques	171K	4 433	3 432,1	4 511	508,4	178,6
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	2 117	1 351,5	2 262	336,4	58,4
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	10 938	10 093,5	11 588	1 455,4	233,3
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1 311	1 390,7	1 372	176,7	44,4
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 718	1 893,4	1 559	204,8	53,5
Tissage de soieries	172G	5 405	6 198,1	5 549	799,7	163,9
Tissage d'autres textiles	172J	1 738	1 483,4	1 985	247,7	78,5
Ennoblissement textile	173Z	15 355	11 278,5	15 630	2 093,8	617,8
Filature et tissage	**F21**	**53 781**	**46 431,5**	**55 476**	**7 111,9**	**1 732,0**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4 653	2 524,3	4 551	503,2	81,0
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 733	1 875,3	2 679	296,9	43,7
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4 611	2 724,0	4 455	526,4	104,9
Fabrication de tapis et moquettes	175A	3 840	3 991,4	4 237	618,8	226,3
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 185	795,1	1 232	141,5	18,3
Fabrication de non-tissés	175E	1 974	2 024,4	1 659	264,5	127,5
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	15 939	12 143,8	17 474	2 358,2	543,8
Fabrication de produits textiles	**F22**	**34 935**	**26 078,3**	**36 287**	**4 709,5**	**1 145,5**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	3 236	3 532,9	2 938	394,4	107,6
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	9 981	4 540,5	9 839	1 195,0	229,6
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	10 210	5 286,6	10 385	1 143,8	131,0
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	**F23**	**23 427**	**13 360,0**	**23 162**	**2 733,2**	**468,2**
Industrie textile	**F2**	**112 143**	**85 869,8**	**114 925**	**14 554,6**	**3 345,7**

(1) N.c.a. : non comprises ailleurs, dans une autre « classe de la NAF 700 » : fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile.

TABLEAU K.11-2

Industrie textile : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997
Filature, tissage, ennoblissement textile						
FILATURE	**17.1**					
Fibres préparées :						
Cardés et peignés de laine	171C, 171F	tonne	81 290	76 130	62 290	57 260
Cardés et peignés de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	16 280	13 370	13 030	12 975
Fils de coton	171A	«	109 080	102 120	98 650	98 560
Fils de laine	171E	«	15 770	12 720	10 500	10 300
Fils à tricoter	«	«	3 000	2 420	2 210	1 740
Fils de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	95 720	87 680	78 950	76 630
Fils à coudre	171M	«	5 500	5 510	5 020	4 320
TISSAGE	**17.2**	«				
Tissu de coton	172A	«	91 340	86 200	84 910	87 040
Tissu éponge	«	«	3 440	3 360	3 370	3 920
Tissu de laine	172C, 172E	«	9 000	7 030	6 310	6 240
Tissu de lin	172J	«	3 640	2 440	2 100	2 720
Tissu en textiles artificiels ou synthétiques	«	«	72 220	84 810	91 310	98 850
Tissu de verre	«	«	37 810	37 090	35 600	40 970
ENNOBLISSEMENT TEXTILE	**17.3**	«	**285 040**	**301 150**	**276 450**	**286 690**
FABRICATION ARTICLES TEXTILES	**17.4, 17.5**					
LINGE DE MAISON	**174A**	**tonne**				
Couvertures	«	«	4 660	3 800	3 550	3 430
Linge de lit	«	«	21 180	20 420	20 260	22 110
Linge de table	«	«	3 340	2 930	2 510	2 520
Linge de toilette et de cuisine	«	«	4 500	4 310	4 310	4 990
TAPIS, MOQUETTES	**175A**	**10^3 m²**	**91 880**	**93 120**	**101 490**	**95 850**
FICELLES, CORDES ET CORDAGES	**175C**	**tonne**	**19 980**	**19 240**	**20 360**	**17 440**
OUATES	**175G**	«	**25 100**	**23 980**	**22 120**	**23 880**
HYGIÈNE FÉMININE, INFANTILE	**175G, 212E**	«	**7 790**	**7 690**	**6 290**	**7 100**
Industrie de la maille (1)						
ÉTOFFES À MAILLE (2)	**176Z**	«				
Étoffes à longs poils	«	«	2 055	...	7 501	7 579
Étoffes à boucles	«	«	4 585	...		
Velours et peluches	«	«	436	...		
Étoffes pour rideaux et vitrages (fibres artificielles et synthétiques)	«	«	189	...	2 556	2 041
Autres étoffes de bonneterie	«	«	43 068	...	39 710	42 723
ARTICLES CHAUSSANTS À MAILLE	**177A**					
Collants	«	10^3 pièces	258 746	...	203 270	164 341
Bas	«	10^3 paires	4 708	...	4 447	3 058
Mi-bas	«	«	32 953	...	59 641	63 514
Autres articles chaussants	«	«	151 357	...	129 430	130 494
PULL-OVERS ET ARTICLES SIMILAIRES	**177C**	**10^3 pièces**				
Chandails, pull-overs, sweat-shirts, cardigans	«	«	37 921	...	28 368	27 983
dont : en laine	«	«	...	...	9 589	11 582
en coton	«	«	...	...	9 517	8 555
en fibres artificielles ou synthétiques	«	«	...	...	6 678	7 846
Sous-pulls	«	«	281	...	331	593

(1) En 1995, les résultats de l'industrie de la maille ne sont pas publiables.
(2) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

Chapitre K.12

Industrie du bois et du papier

(NES : F31 à F33)
(NAF : 20 et 21)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs du travail du bois et de la fabrication d'articles en bois (NES F31), en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32), en 1996.

1. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques.
2. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche.
3. Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques.
4. Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Le travail du bois met sur le marché des matériaux presque essentiellement destinés à l'ameublement et au bâtiment. Depuis quelques années, le verre, les métaux, mais surtout le PVC, sont utilisés pour la fabrication de produits concurrentiels.

Ce secteur souffre de l'atomisation de ses structures de production, puisque neuf entreprises sur dix emploient moins de 100 salariés représentant 56 % des effectifs et 47 % du chiffre d'affaires. Seules, trois entreprises dépassent 500 salariés, pour la plupart concentrées dans la branche des panneaux. De caractère familial et artisanal, le secteur recouvre principalement trois activités. L'industrie des panneaux, qui s'est structurée au sein de groupes européens, a fortement investi en 1990 et 1991. La plus grande productivité dégagée par la modernisation de l'outil de production et la création de nouveaux produits, comme les MDF (medium density fireboard), ont représenté des atouts, face à une concurrence européenne. Cette industrie continue à renforcer ses efforts à l'exportation; un tiers de son chiffre d'affaires est réalisé sur le marché extérieur.

L'industrie de fabrication de charpentes et de menuiserie souffre encore d'une insuffisante modernisation de ses structures industrielles. Le solde positif à l'exportation ne suffit pas à masquer la faiblesse des échanges, qui caractérise cette industrie aux marchés régionaux (taux d'exportation direct : 6,7 % en 1996). En outre, elle subit la concurrence d'autres matériaux, notamment celle du PVC, qui a progressé de plus de 15 % par an entre 1985 et 1996.

L'industrie de l'emballage en bois représente 6,5 % des ventes de l'ensemble des emballages. L'industrie de la palette représente un tiers des facturations de l'emballage. Elle doit s'adapter au transport des marchandises (normalisation des palettes) et gérer ses déchets (fabrication de palettes à usage multiple, recyclage).

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Le marché des pâtes à papier et du papier-carton est dominé par les grands producteurs nord-américains, suédois, finlandais et allemands, qui se partagent plus de la moitié du marché mondial. La France occupe le 9ème rang des pays producteurs pour la pâte (1,4 % du total) et le 8ème pour les papiers-cartons (3 %).

De 1990 à 1993, l'industrie papetière française a traversé une des plus graves crises de son histoire. La reprise de 1994 est suivie de deux années de ralentissement. En 1997, la forte progression de la production en volume (7,2 %) permet de retrouver le chemin de la croissance. Cette amélioration est favorisée par le dynamisme de la consommation apparente en France et en Europe. Les résultats du commerce extérieur s'améliorent encore légèrement en 1997, bien que le taux de couverture en valeur reste toujours déficitaire.

L'augmentation de l'ensemble de la production de papiers et de carton, et notamment des papiers à usage graphique (8,5 %), explique les bons résultats des pâtes à papier, en croissance de 12,5 % en volume. La consommation des papiers-cartons récupérés est en progression de 6 %. En 1997, l'industrie du papier-carton est le troisième consommateur d'énergie (9,6 % de l'industrie française), derrière la chimie et la sidérurgie, avec plus de 3,4 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), dont 69 % d'électricité. En France, les entreprises de ce secteur concentrent 18 % des investissements liés au traitement des déchets, en particulier, pour le traitement de l'eau dont elles sont grosses consommatrices. Les fibres de cellulose issues de la récupération des vieux papiers entrent pour moitié dans la consommation totale de pâte; le taux de récupération s'améliore et passe de 38 % à 41 %, situant la France en 7ème position des pays producteurs (moyenne européenne : 49,4 %).

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

En 1997, les usines françaises produisent 9,1 millions de tonnes de papiers et cartons : les papiers à usage graphique en absorbent 46,6 %, la fabrication d'emballages 44,6 %, les papiers à usage domestique et sanitaire et les papiers à usage industriel, respectivement 5,6 % et 3,2 %. Les transformateurs constituent des secteurs bien spécifiques avec des équipements industriels spécialisés et des stratégies différentiées.

Quasi inexistante il y a vingt ans, la fabrication d'articles en papier à usage sanitaire et domestique est très concentrée : près de 60 % du chiffre d'affaires et 50 % des effectifs de ce secteur reposent sur trois entreprises de plus de 500 salariés, toutes filiales de grands groupes internationaux. Dans ce domaine, la France est un des leaders européens.

Le secteur de l'emballage papier-carton-sacherie, pour lequel la France est le troisième producteur d'Europe, regroupe 343 entreprises de plus de vingt salariés, dont neuf de plus de 500. En 1997, la production de papiers et cartons d'emballage se maintient à un niveau élevé, supérieur à 1996, de 6 % en volume et de 1,5 % en valeur. La distribution et les transporteurs poussent les industriels de l'emballage à innover. C'est aussi un secteur de pointe pour la valorisation des déchets : 48,9 % des matières premières utilisées par l'industie papetière française sont constitués de papiers et de cartons récupérés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Cette activité classée dans les biens intermédiaires recouvre l'ensemble des industries de la première et seconde transformation du bois, à l'exception de la scierie, de l'ameublement et du papier carton. Elle comprend :

— l'imprégnation du bois;

— la fabrication et la transformation de panneaux, bois de placages et contreplaqués (panneaux de particules, panneaux de fibres, panneaux lattés et contreplaqués);

— la fabrication de charpentes et de menuiseries destinées aux bâtiments, y compris les constructions préfabriquées en bois (portes, fenêtres, volets, clôtures, escaliers, panneaux pour parquets, charpentes en lamellé-collé et fermettes, hangars agricoles et abris en bois);

— la fabrication d'emballages en bois (caisses, palettes, emballages légers et articles de tonnellerie);

— la fabrication d'objets divers en bois (tournerie, matériel industriel, agricole et ménager) et la fabrication de cercueils;

— la fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie tels que bouchons, revêtements de sol ou de mur en liège, nattes, paillassons et claies.

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication des pâtes à papier mécaniques ou chimiques, blanchies ou écrues, à partir de bois ou autres matières;

— la fabrication des pâtes de recyclé à partir de vieux papiers;

— la fabrication des papiers et cartons en l'état : à usage graphique, pour articles sanitaires et domestiques, pour l'emballage, etc.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Cette activité comprend la fabrication de :

— carton ondulé et emballages en carton ondulé;

— cartonnages : pliants, de bureau ou de présentation, boîtes, emballages alimentaires, etc.;

— emballages en papier : sacs, sachets, etc.;

— articles en papier à usage sanitaire ou domestique : mouchoirs, serviettes, couches, papiers hygiéniques, vaisselle en carton;

— articles de papeterie : papiers en ramettes, blocs ou listings, carbones, stencils et autocopiants, enveloppes et articles de correspondance;

— papiers peints et revêtements muraux en papier ou textile;

— articles divers en papier ou carton : étiquettes, filtres, tubes et bobines, articles moulés, etc.

Cette industrie est le secteur client des fabricants de papiers et cartons.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération nationale du bois;

— Confédération nationale des industries du bois (CNIB);

— Fédération des industries lourdes du bois (FILB);

— Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses;

— Fédération nationale des transformateurs de papier (service social);

— Fédération française de cartonnage.

Publications :

« Travail mécanique du bois », Chiffres-Clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI.

« Le bois pour le bâtiment », le « 4 pages », n° 52, SESSI, juillet 1995.

« Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, Chiffres-Clés Analyse, SESSI, 1996.

« La forêt et les industries du bois », collection GraphAgri Forêt-Bois, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, 1996.

« Le bois en chiffres », Analyse sectorielle, SESSI et SCEES, 1998.

« L'industrie papetière en 1997 », COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).

« Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.

« Transformation du papier », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).

« Cartonnage », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).

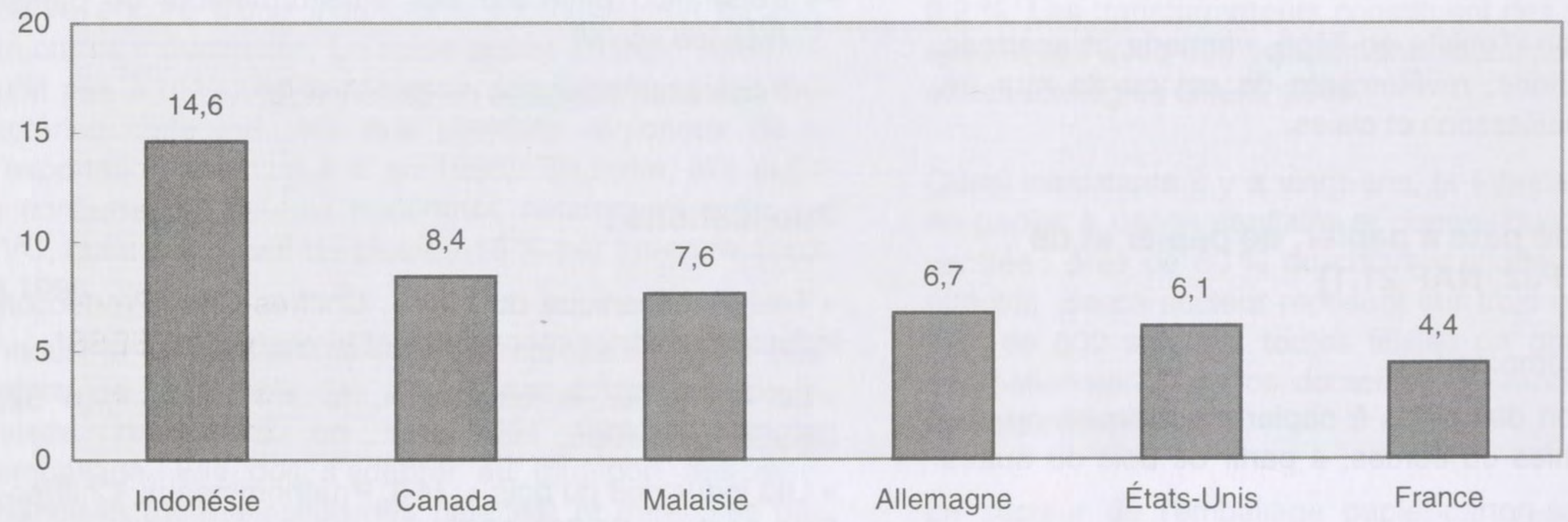
« Articles de papeterie », Chiffres-Clés, Production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.12-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs du travail du bois et de la fabrication d'articles en bois (NES F31) en 1996

En %

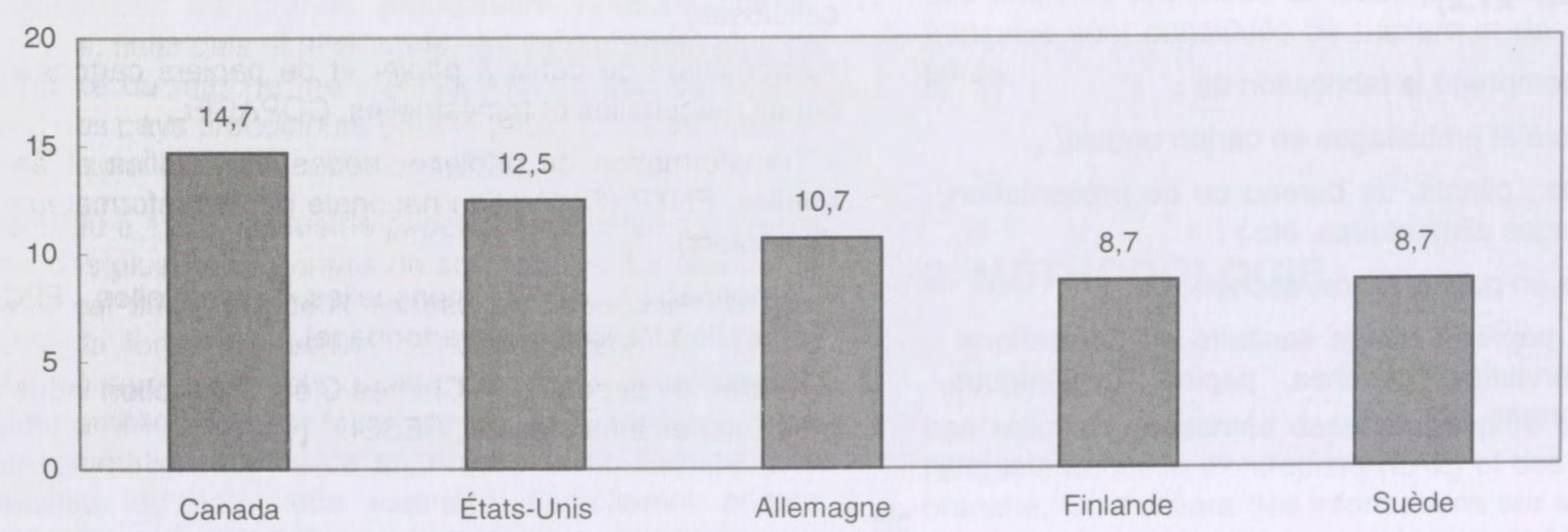


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.12-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.12-1

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Imprégnation du bois	201B	754	274,5	894	138,7	5,6
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 595	8 713,8	8 744	1 140,8	503,7
Fabrication de charpentes et menuiseries	203Z	14 914	12 987,3	16 405	1 999,8	516,1
Fabrication d'emballages en bois	204Z	8 974	5 662,4	9 878	1 167,6	239,6
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4 677	2 455,3	4 613	535,7	74,3
Fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie (1)	205C	761	871,4	775	109,7	31,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (non compris sciage et rabotage)	**F31**	**38 675**	**30 964,7**	**41 309**	**5 092,3**	**1 370,4**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc . La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc .

TABLEAU K.12-2

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997
SCIAGE, RABOTAGE, IMPRÉGNATION DU BOIS	**p 201A**					
dont : Lames pour parquets et lambris en bois de conifère		tonnes	165 554	169 794	171 705	...
Lames pour parquets et lambris en bois autre que de conifère (1)		10^3 m^2	1 630	1 620	1 192	...
FABRICATION DE PANNEAUX DE BOIS	**202Z**					
dont : Contreplaqués multiplis		m^3	503 917	476 983	472 861	503 740
Panneaux de particules de bois brut		»	1 634 921	1 660 668	1 902 996	1 942 012
Panneaux surfacés mélaminés		»	765 429	825 364	950 985	1 122 633
Panneaux de fibres « coupe-feu » bruts (qualité M.D.F.) (2)		»	340 399	343 671	373 240	416 052
FABRICATION DE CHARPENTES ET MENUISERIES	**203Z**					
dont : Fenêtres et portes-fenêtres (3)		10^3 pièces	3 206	3 176	2 884	3 155
Portes menuisées non posées		»	1 049	1 193	1 168	1 160
Blocs-portes		»	1 395	1 549	1 390	
Portes planes tous parements non posées		»	4 669	4 674	4 402	6 077
Panneaux pour parquets dits mosaïques (4)		10^3 m^2	2 737	2 400	2 341	1 881
Panneaux pour parquets contrecollés		»	3 610	3 980	4 116	4 488
FABRICATION D'EMBALLAGES EN BOIS	**204Z**					
dont : Palettes simples en bois (5)		10^3 pièces	35 348	40 029	38 290	37 099
Palettes-caisses en bois		»	3 698	4 207	3 775	2 728
Caisses, caissettes, cageots		10^3 tonnes	512	491	474	487
FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS	**205A**					
dont : Cadres en bois		10^3 m	8 780	8 160	10 619	9 151

(1) Sauf lames pour lambris en hêtre ou chêne.
(2) Panneaux de fibres M.D.F. (medium density fireboard) , coupe-feu de densité moyenne.
(3) Non posées par l'entreprise et à l'exclusion des fenêtres de toit.
(4) Panneaux de 8 et 10 mm d'épaisseur.
(5) Y compris les palettes perdues, non compris la réparation.

TABLEAU K.12-3

Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	30 240	42 714,8	30 836	5 578,1	2 324,4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**30 240**	**42 714,8**	**30 836**	**5 578,1**	**2 324,4**
Industrie du carton ondulé	212A	16 214	17 409,9	16 099	2 556,5	1 111,5
Fabrication de cartonnages	212B	15 568	11 439,8	16 192	2 306,0	540,5
Fabrication d'emballages en papier	212C	4 431	4 414,9	4 711	719,7	214,2
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	7 963	13 097,7	8 083	1 524,7	581,8
Fabrication d'articles de papeterie (1)	212G	5 438	5 209,9	5 439	808,0	163,5
Fabrication de papiers peints	212J	1 165	1 024,7	1 210	197,6	50,4
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (2)	212L	6 438	5 947,6	6 462	957,5	298,2
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**57 217**	**58 544,5**	**58 196**	**9 070,0**	**2 960,1**
Industrie du papier et du carton	**21**	**87 457**	**101 259,3**	**89 032**	**14 648,1**	**5 284,5**

(1) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc); voir 222C « Autre imprimerie, (labeur) », dans K.10-7.

(2) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte en papier.

TABLEAU K.12-4

Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**							
Fabrication de pâtes à papier	211A	2 201	2 609	2 539	2 787	2 819	2 515	2 830
Pâtes mécaniques et mi-chimiques		667	923	936	1 005	934	856	961
Pâtes chimiques de bois		1 534	1 686	1 603	1 782	1 885	1 659	1 869
Papiers et cartons	**211C**	**7 148**	**7 696**	**7 974**	**8 677**	**8 616**	**8 584**	**10 057**
Papier d'emballage		2 725	2 775	2 867	3 073	3 029	3 087	3 309
Papier d'impression-écriture		3 195	3 615	3 737	4 112	4 076	3 924	4 258
dont : Qualité journal		421	670	802	841	890	783	909
Cartons		650	674	665	742	741	730	739
Papiers industriels et spéciaux		249	240	240	273	282	282	308
Papiers domestiques et sanitaires		329	392	465	477	488	508	534
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**							
(Livraisons)								
Industrie du carton ondulé et fabrication de cartonnages	212A et 212B	2 214	2 330	2 070	2 213	2 027	2 180	1 836
Produits de la transformation du papier								
Articles en papier à usage domestique ou sanitaire	212C et 212E	612	702	704	728	702	731	750
Papiers peints (Unité : 10^3 rouleaux)	212J	38	36	37	38	37	38	38

Chapitre K.13

Chimie, caoutchouc et plastiques

(NES : F41 à F46)
(NAF : 24.1 à 24.3, 24.6 et 24.7, 25)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1996.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1996.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1996.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1996.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1996.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1996.
1. Industrie chimique : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie chimique : principales productions de la branche.
3. Parachimie : grandeurs caractéristiques.
4. Parachimie : principales productions de la branche.
5. Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques.
6. Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche.
7. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Le secteur de la chimie minérale est composé à 93 % de PMI. Mais près de la moitié de ses effectifs sont employés dans les entreprises de plus de 500 salariés (jusqu'à 80 % pour les gaz industriels). Avec le même nombre d'entreprises qu'en 1995, les emplois sont dans l'ensemble conservés en 1996. Hormis la chimie inorganique fortement dépendante des entreprises d'autres secteurs, la quasi-totalité du chiffre d'affaires de la branche est réalisée par des entreprises exerçant ces activités à titre principal.

En 1996, la rentabilité (mesurée par la valeur ajoutée par personne) diminue légèrement, sauf pour l'industrie. Les investissements, augmentent de plus de 10 %.

En 1997, les volumes échangés progressent. La balance commerciale tend à réduire son déficit qui atteint 4,8 milliards de francs. Les colorants sont les seuls à dégager un solde positif, de 700 millions. Les produits de chimie inorganique deviennent déficitaires avec un solde négatif de 100 millions. Dans les engrais, le montant des importations diminue et le solde déficitaire passe de 5,7 à 5,2 milliards. Les gaz restent très peu échangés.

En 1997, si l'indice de production progresse de 3,8 % en données brutes, les prix de vente sont stables. Les gaz industriels et les colorants affichent une hausse sensible de leurs productions. Dans la chimie inorganique, l'activité reste stationnaire. Les engrais enregistrent un net recul.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

Cette industrie comprend 160 entreprises qui se partagent un secteur capitalistique très performant (hors énergie). Les deux tiers des effectifs sont employés dans de grosses entreprises de plus de 500 salariés, grands groupes de dimension mondiale. Cependant, les PMI sont les plus dynamiques avec des taux de valeur ajoutée et d'investissement plus élevés. En 1996, la rentabilité du secteur s'érode légèrement. Le chiffre d'affaires est en baisse.

Les échanges sont très importants que ce soit à destination de l'Union européenne ou de la grande exportation : en 1996, ils représentent plus de la moitié des ventes de la branche. En 1997, la balance commerciale est excédentaire de 8 milliards de francs. Les matières plastiques de base ont largement participé aux bons résultats du commerce extérieur.

La croissance du secteur atteint une moyenne annuelle voisine de 7 %. Très liées aux produits chimiques organiques, les matières plastiques progressent plus rapidement et leur production atteint un record en fin d'année.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

La parachimie est un secteur hétérogène en raison de la multiplicité de ses produits. Une majorité d'entre eux, directement conditionnés pour la vente, ne seront plus transformés : produits phytosanitaires, peintures, vernis, explosifs et colles. D'autres, tels les huiles essentielles, encres d'imprimerie, additifs pour ciments ou béton, etc., s'intègrent dans la fabrication en aval d'industries très diverses : agroalimentaire, emballage...

Seuls trois secteurs présentent une balance commerciale structurellement déficitaire : les produits chimiques pour la photographie, les peintures et les supports vierges d'enregistrement.

Plus de la moitié des peintures, mastics et enduits sont vendus pour le bâtiment et le grand public tandis que les encres, dont la production croit régulièrement, sont principalement utilisées dans l'imprimerie et l'emballage.

Les huiles essentielles, utilisées en tant qu'arômes alimentaires ou comme matières premières pour la parfumerie, ont un prix de revient faible pour une majorité d'essences (citron, orange, menthes..), mais très élevé pour les essences rares et les extraits de plantes de culture (rose, jasmin, vétiver...).

La production de produits phytosanitaires est assurée pour l'essentiel par des filiales de grands groupes chimiques français mais aussi européens ou américains. En 1996, l'activité progresse sous l'influence du marché intérieur et de l'exportation. Les restructurations se poursuivent dans ce secteur qui exige un budget de recherche important pour prendre en compte les contraintes environnementales.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

L'industrie des fibres artificielles et synthétiques est située en amont de l'industrie textile. Son marché est de 7,6 milliards de francs pour seulement 4,3 milliards de francs de produits fabriqués en France. En 1997, les échanges restent déficitaires, notamment avec l'Allemagne (– 1,8 milliard) et les Pays-Bas (– 567 millions). La demande de polyester augmente partout dans le monde en raison de ses applications multiples (renforcement des pneumatiques ou du bitume, ceintures de sécurité, panneaux pour le bâtiment...).

Développées après la Seconde Guerre mondiale, les fibres artificielles et synthétiques sont les fibres les plus utilisées dans l'industrie textile, devant le coton, et les fibres à haute technicité font l'objet de développements constants. Les microfibres deviennent omniprésentes dans la fabrication de vêtements à forte valeur ajoutée.

Les plus récentes innovations technologiques portent sur l'utilisation de « filières » de plus en plus spécifiques qui offrent une palette infinie de textures et d'aspects. Un autre pôle de recherche est ciblé sur la mise au point de traitements spécifiques des fibres (greffes par ionisation, microencapsulation, additifs chimiques...) qui leur confèrent d'étonnantes propriétés (antibactériennes, électrostatiques, photoréactives, etc.). En laboratoire, on assiste à l'apparition de fibres obtenues par génie génétique (clônes des fils d'araignée) ou à la création de couleurs sans colorant, grâce à un procédé totalement novateur (gravure-laser).

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Les pneumatiques et chambres à air représentent près de 60 % du chiffre d'affaires de l'industrie française du

caoutchouc. La fabrication des ouvrages divers est une activité hétérogène, dont le marché principal est l'automobile ; elle en constitue le complément.

Au cours des années 80, dans un contexte très concurrentiel, l'industrie mondiale des pneumatiques a fait l'objet d'une concentration des grands groupes.

Les trois premiers, le français Michelin, le japonais Bridgestone et l'américain Goodyear, représentent plus de la moitié du marché mondial, estimé à 70 milliards de dollars. En 1997, ils réalisent avec les trois groupes suivants, l'allemand Continental, le japonais Sumitomo-Dunlop et l'italien Pirelli, plus de 70 % des ventes mondiales.

Pour conquérir de nouvelles parts de marché, les géants mondiaux du pneumatique mettent en place de nouveaux procédés de production entièrement automatisés, destinés à augmenter sensiblement la productivité des usines. Engagés dans une course à la baisse des prix, ils misent également sur les nouveaux produits innovants tels que les pneumatiques increvables.

Après une période de récession, la reprise du marché français de l'automobile, à partir de 1994, aura permis une augmentation régulière de l'activité. En 1997, elle a progressé de près de 7 %.

Le secteur du caoutchouc industriel connaît aussi une progression continue depuis 1993. Il est dynamisé par les commandes de l'industrie automobile européenne, par le redémarrage du secteur du bâtiment et par les fortes demandes en provenance de l'industrie aéronautique.

La France est le troisième exportateur de pneumatiques et ouvrages en caoutchouc, derrière le Japon et l'Allemagne. Avec un taux de couverture de 169 %, le commerce extérieur français dégage un solde positif de 9,8 milliards de francs en 1997.

Transformation des matières plastiques (plasturgie) (NES F46, NAF 25.2)

La plasturgie est un secteur qui progresse plus vite que l'ensemble de l'industrie. Ses effectifs se maintiennent. À côté de quelques grands groupes, les PMI sont nombreuses et réalisent les trois quarts du chiffre d'affaires.

Le plastique se positionne sur de nombreux marchés : automobile, emballages, bâtiment, industrie électrique et électronique, aéronautique, spatiale et médico-chirurgicale.

L'automobile est le principal client industriel du secteur (60 % des pièces destinées à l'industrie). En 1997, la croissance de la branche est de 14 %; les quantités produites progressent en effet plus vite que le marché automobile lui-même.

En 1997, la production d'emballages se redresse (+ 9 %). La demande du secteur agroalimentaire restant stable, c'est le secteur de l'hygiène et des cosmétiques qui tire l'activité vers le haut.

Bien que les taux de couverture de la balance commerciale s'améliorent, les échanges de la plasturgie demeurent déficitaires, sauf pour les éléments pour le bâtiment, mais pour des volumes faibles. Dans son ensemble, cette industrie reste tributaire du manque de stabilité du cours des matières premières.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Elle utilise essentiellement de l'eau, de l'air, et des minéraux (sels, soufre et phosphates). Elle regroupe quatre activités distinctes :

— la fabrication de gaz comprimés : gaz de l'air, azote, oxygène et gaz rares, oxydes d'azote, hydrogène et gaz carbonique mais non celle de l'acétylène;

— la fabrication de pigments et colorants (pigments minéraux, oxydes de titane, de zinc, de plomb et pigments et colorants organiques);

— la fabrication des produits chimiques inorganiques, celle des acides minéraux (sulfurique et ses dérivés, phosphorique, chlorydrique, fluorhydrique, borique, etc.), celle des produits obtenus par électrolyse (chlore, soude et dérivés), et celle de produits divers (eau oxygénée, silicium, alumine hydratée), etc. La production de noir de carbone, produit issu de dérivés pétroliers, est aussi classée dans la chimie minérale;

— la fabrication d'engrais et de produits azotés. La production d'ammoniac issu du gaz naturel et celle de l'acide nitrique appartiennent à cette industrie.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

L'industrie chimique organique de base regroupe trois activités différenciées par les nomenclatures mais liées entre elles : la chimie organique de base proprement dite, et deux de ses activités importantes en avals : la production de matières plastiques de base et celle de caoutchoucs synthétiques et d'élastomères.

La chimie organique est la chimie du carbone avec essentiellement la pétrochimie et, en forte régression, la distillation des goudrons. Les productions des grands intermédiaires de la chimie organique (éthylène, propylène, butadiène, benzène et styrène) sont complétées par celles de produits plus élaborés comme leurs dérivés halogénés, les solvants organiques, et la plupart des bases ou monomères destinés à la fabrication des polymères, matières plastiques et caoutchoucs. Une part importante de la chimie fine comme la production d'arômes synthétiques est classée dans la chimie organique de base.

Sont exclues de cette activité les fabrications d'agents tensio-actifs, de pigments et colorants organiques, regroupés avec les pigments minéraux et de certains produits de base pour la pharmacie.

Les fabrications des principaux thermoplastiques, (polyéthylènes, polypropylène, PVC et polystyrènes) sont complétées par celles des produits plus techniques, (polyamides, silicones, fluoropolymères, polyuréthanes, etc.), celles de résines alkydes, aminoplastes, phénoplastes... ou celles de polymères dérivés de la cellulose, acétates, nitrates ou éthers. Les fabricants de mélanges de matières plastiques, de plastiques régénérés et de résines échangeuses d'ions sont classés avec les producteurs de matières plastiques.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

Ce secteur comprend la fabrication de produits agrochimiques, de peintures, vernis et encres d'imprimerie, de produits explosifs, de colles et gélatines, d'huiles essentielles, de produits chimiques pour la photographie, de supports de données, de produits chimiques à usage industriel.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

Elle regroupe :

— les fibres synthétiques (polyamides, polyesters, polyuréthannes...). Celles-ci s'obtiennent par polymérisation de monomères organiques provenant des produits de la distillation de la houille, du pétrole ou des produits dérivés du gaz naturel.

— les fibres artificielles (viscose, acétate de cellulose...). Elles sont issues de la transformation chimique de polymères organiques provenant de matières naturelles brutes (cellulose, caséine, algues...). Les substances obtenues sont pressées dans des filières puis solidifiées par refroidissement, évaporation du solvant ou précipitation. L'étirage final oriente les molécules et confère à la fibre des propriétés techniques spécifiques.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Elle comprend :

— la fabrication de pneumatiques et chambres à air;

— le rechapage et la réparation industrielle des pneumatiques;

— la fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air).

Transformation des matières plastiques (NES F46, NAF 25.2)

Les produits de la plasturgie peuvent être regroupés en trois catégories :

— demi-produits, comme les plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés;

— biens intermédiaires, comme les pièces pour l'industrie, les emballages, les éléments pour le bâtiment;

— produits finis, comme les produits de consommation divers.

Depuis le changement de nomenclature en 1993, la fabrication des mélanges est classée avec l'industrie chimique, tandis que les feuilles, pellicules, bandes ou lames en cellulose régénérée sont désormais classées avec les demi-produits.

De même, la fabrication des meubles en matières plastiques relève désormais de l'ameublement et non plus des produits de consommation divers en matière plastique. À l'inverse, la production des éponges synthétiques en fait partie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de L'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Union des industries chimiques;

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques;

— Syndicat national du caoutchouc et des plastiques;

— Fédération de la plasturgie;

— Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques.

Publications :

« L'industrie chimique de base », Chiffres-clés, production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

« Parachimie », Chiffres-clés, production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI;

Informations chimie;

Chimie Hebdo;

Information sur les fibres synthétiques et cellulosiques, Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, édition 1997, Bruxelles;

« Industrie du caoutchouc », Chiffres-clés, production industrielle, séries mensuelles commentées, SESSI;

« Industrie du caoutchouc », Chiffres-clés, production industrielle, enquête trimestrielle de branche, résultats définitifs, SESSI;

« Pneumatiques », *Le journal de l'automobile,* septembre 1997.

European Rubber Journal;

La Plasturgie, M. Duthoît et C. Le Corroller, SESSI-*Études,* juin 1995;

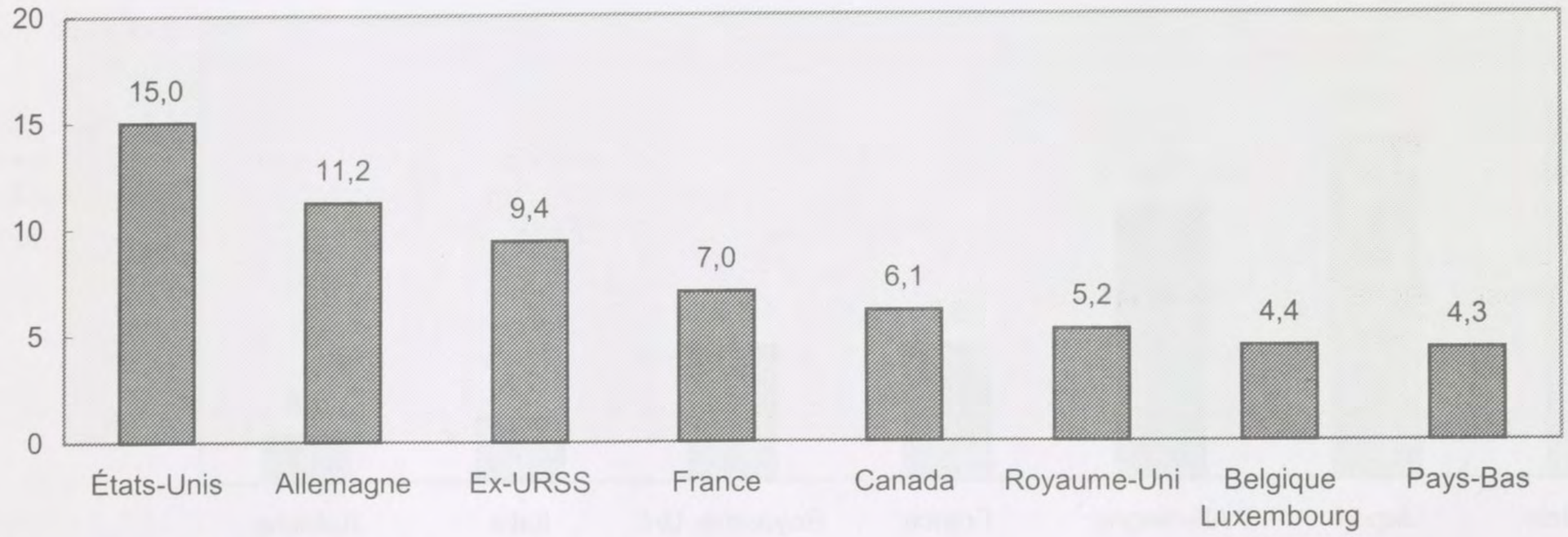
Transformation des matières plastiques, Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles commentées et séries trimestrielles, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.13-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1996

En %

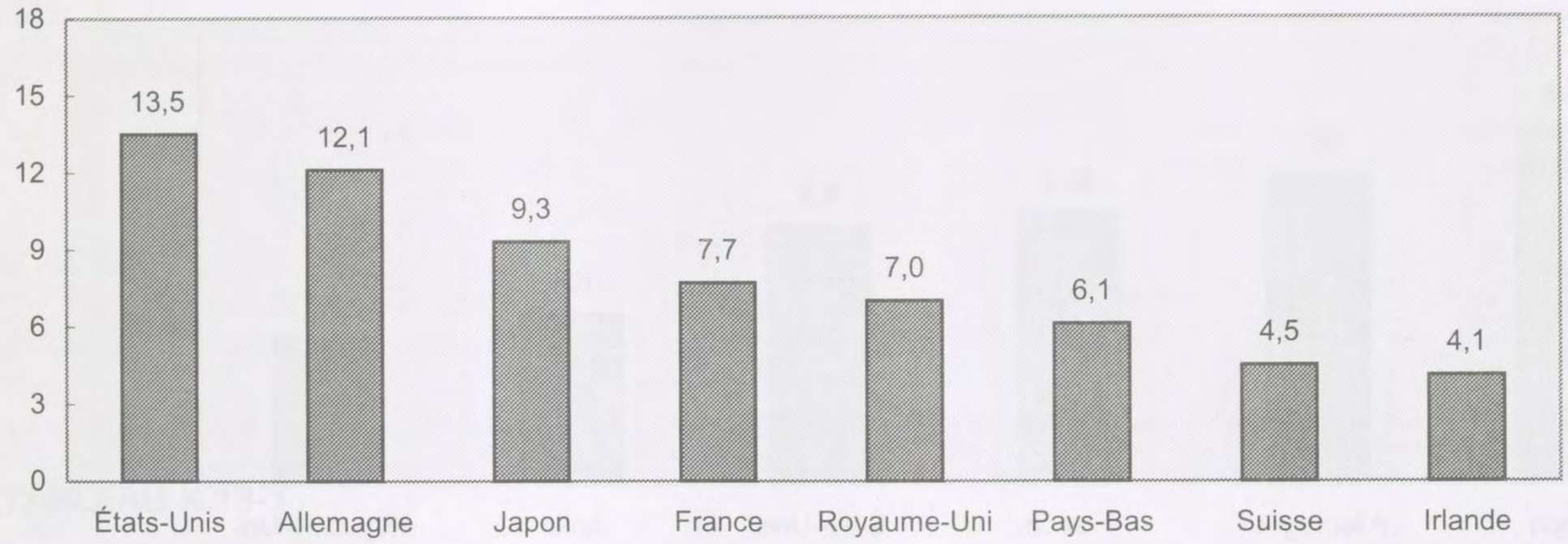


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1996

En %

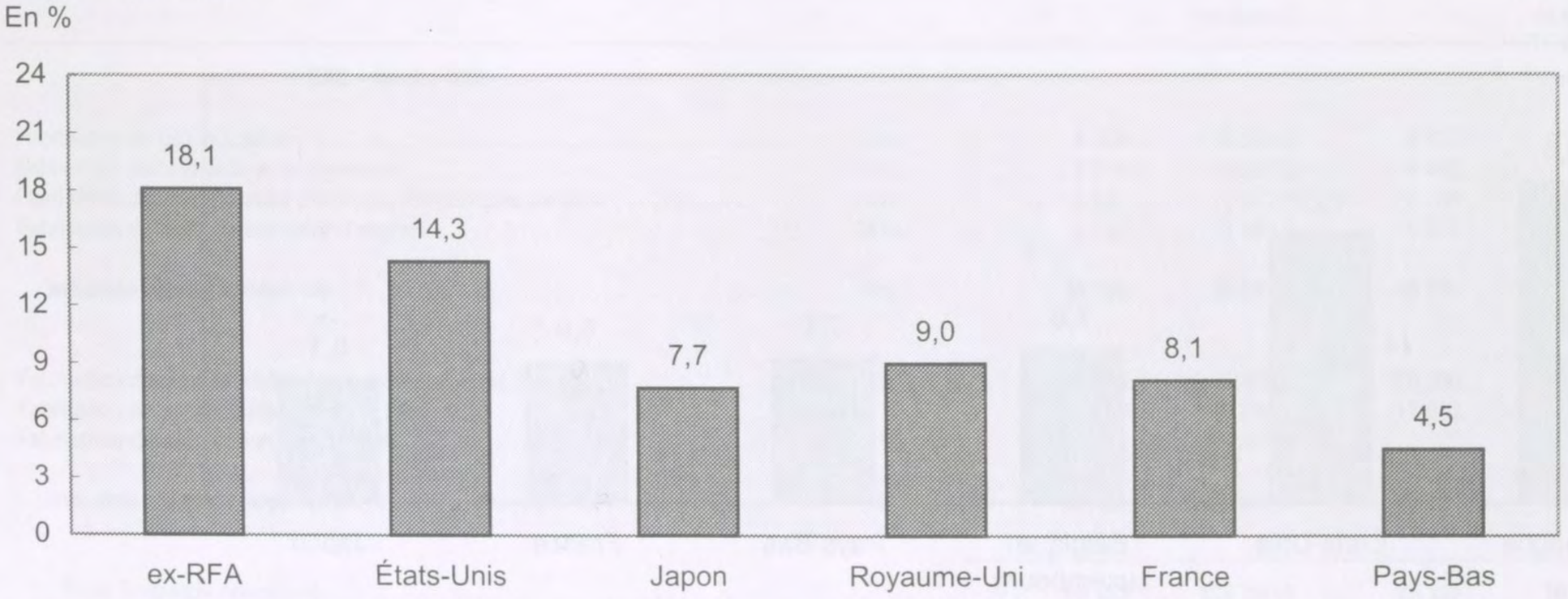


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1996

En %

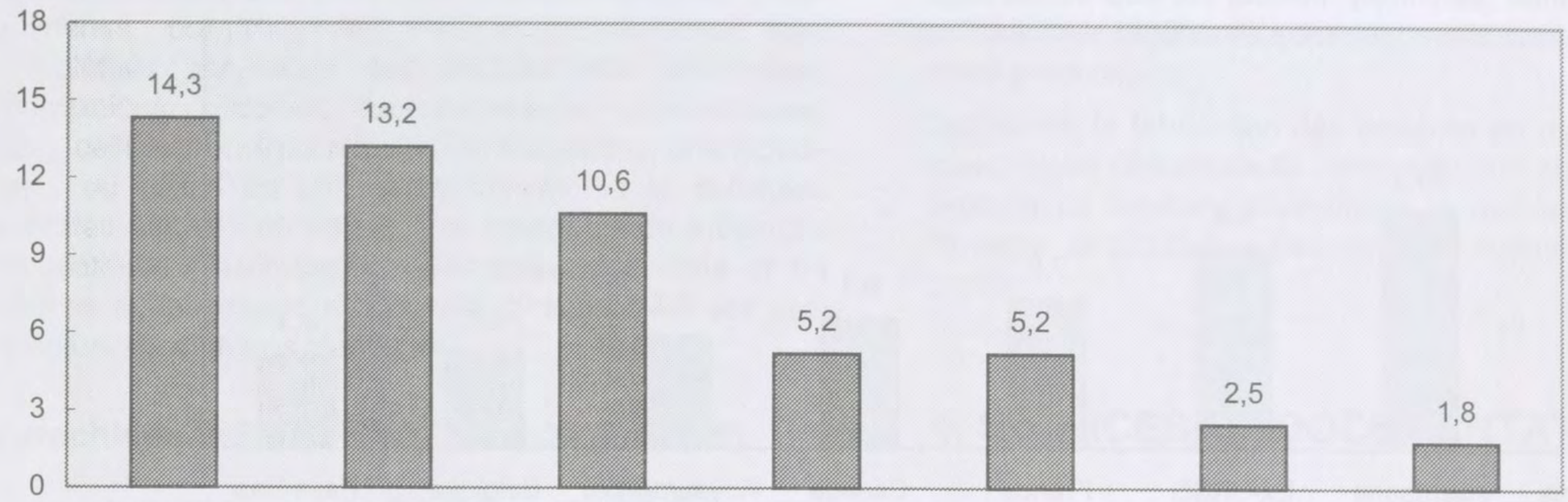


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1996

En %

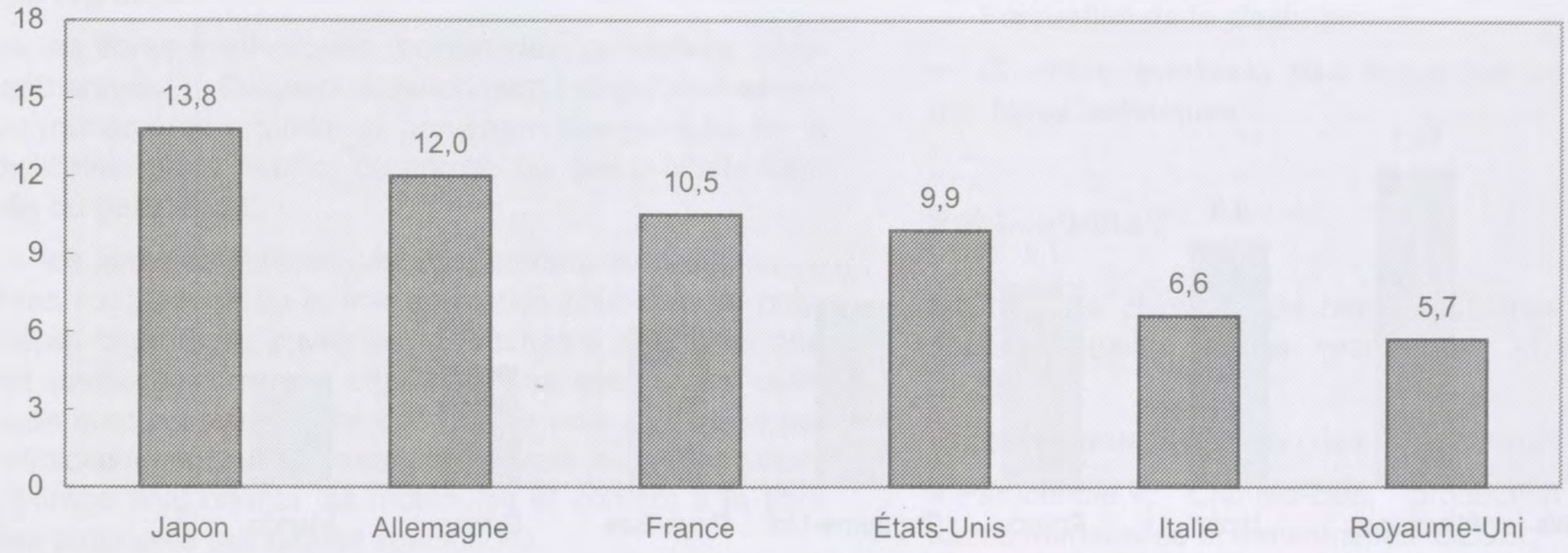


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1996

En %

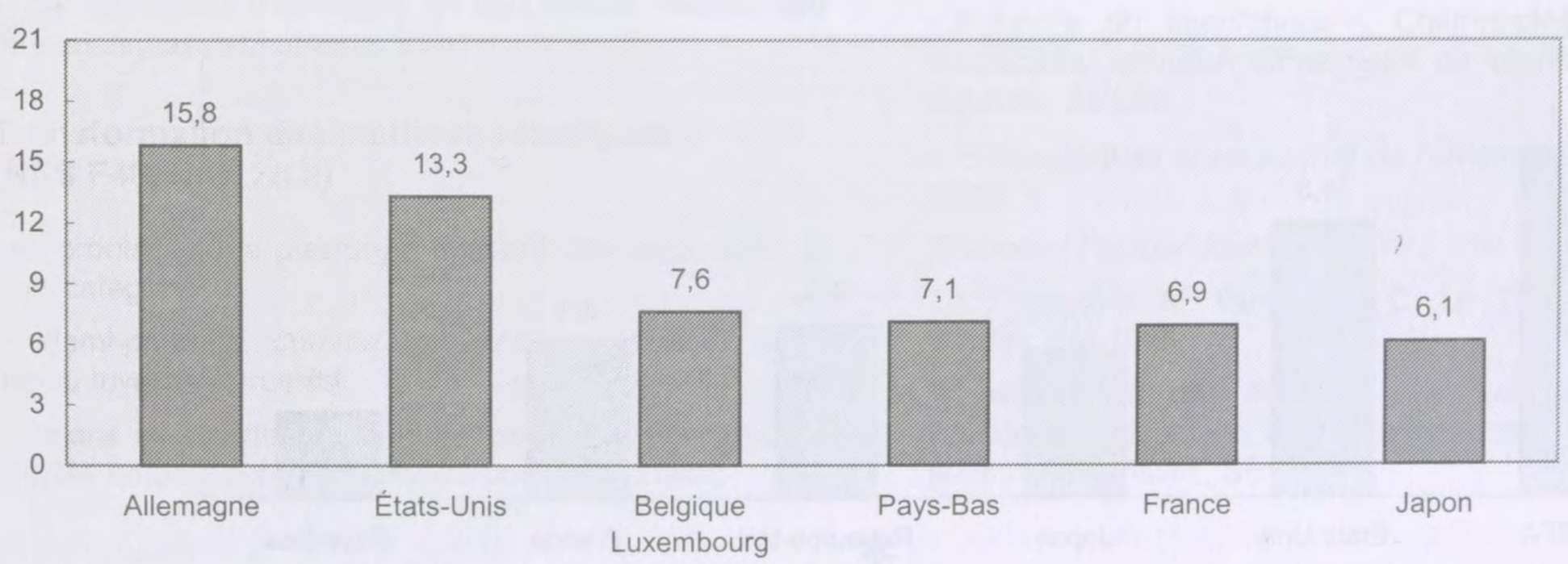


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.13-1

Industrie chimique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de gaz industriels	241A	4 554	6 834,3	5 627	1 348,7	1 093,2
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4 040	6 367,2	4 462	898,5	405,1
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	9 347	14 201,0	9 740	1 984,2	954,2
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	5 765	10 985,0	6 873	1 293,1	593,2
Industrie chimique minérale	**F41**	**23 706**	**38 387,5**	**26 702**	**5 524,5**	**3 045,7**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	24 899	55 480,0	28 399	6 237,2	3 721,1
Fabrication de matières plastiques de base	241L	16 856	40 028,1	17 983	3 985,6	2 340,0
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 672	5 425,0	2 107	434,3	217,8
Industrie chimique organique	**F42**	**44 427**	**100 933,1**	**48 489**	**10 657,1**	**6 278,9**
Total (Industrie chimique)		**68 133**	**139 320,6**	**75 191**	**16 181,6**	**9 324,6**

TABLEAU K.13-2

Industrie chimique : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
INDUSTRIE CHIMIQUE MINÉRALE	**F41**					
GAZ INDUSTRIELS	**241A**					
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	2 240	2 215	2 259	2 597
Azote comprimé		»	2 029	2 117	2 244	2 616
Hydrogène		»	506	494	594	591
COLORANTS ET PIGMENTS	**241C**	10^3 tonnes	57	54	56	62
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES DE BASE	**241E**					
dont : Acide sulfurique		»	2 230	2 382	2 259 *r*	2 250
Acide chlorhydrique		»	420	381	425	510
Chlore		»	1 476	1 420	1 470	1 470
Soude caustique (NaOH)		»	1 561	1 500	1 552	1 535
Noirs de carbone		»	235	259	246	253
PRODUITS AZOTÉS ET ENGRAIS	**241J**					
Superphosphates (simples, doubles et triples)		»	657	613	696	663
Acide phosphorique (usage engrais)		»	151	165	166	158
Engrais composés		»	4 526	4 564	4 496	4 501
Chlorure de potassium (K_2O)		»	870	802	751	665
INDUSTRIE CHIMIQUE ORGANIQUE	**F42**					
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DE BASE	**241G**					
dont : Éthylène		»	2 796	2 667	2 723	2 874
Propylène		»	1 866	1 947	2 044	2 221
Butadiène		»	350	330	344	362
Butène et ses isomères *r*		»	161	205	210	202
Benzène		»	765	792	895	884
MATIÈRES PLASTIQUES DE BASE	**241L**					
Aminoplastes		»	184	221	249	272
Polyéthylène basse densité (autre que linéaire)		»	734	700	717 *r*	705
Polyéthylène haute densité		»	384	390	371	451
Polypropylène		»	1 102	1 065	1 107	1 239
Polystyrène et ses copolymères		»	632	617	663 *r*	714
Polychlorure de vinyle		»	1 178	1 062	1 154	1 200
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE	**241N**	»	592	612	587	602
COKE ET GOUDRONS	**231Z**					
Goudron brut		10^3 tonnes	215	209	207	207

TABLEAU K.13-3

Parachimie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	6 514	14 175,8	6 539	1 602,8	527,0
Fabrication de peintures et vernis	243Z	17 285	19 471,0	18 794	3 445,2	589,2
Fabrication de produits explosifs	246A	3 035	2 949,5	4 236	713,3	315,6
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 610	4 701,7	3 841	741,2	291,0
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 010	5 191,6	4 625	1 049,1	270,3
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	4 900	6 077,2	5 355	1 225,3	260,9
Fabrication de supports de données	246J	1 566	2 270,1	1 531	272,0	47,1
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	11 509	18 651,4	9 811	2 013,4	735,5
Parachimie	**F43**	**52 429**	**73 488,3**	**54 732**	**11 062,3**	**3 036,6**

TABLEAU K.13-4

Parachimie : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	1997
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	**243Z**							
Peintures et vernis		10^3 tonnes	711	680	729	730	731	783
Mastics et enduits		»	193	168	164	162	152	160
Encres d'imprimerie		»	67	68	77	81	84	91
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	**246A**							
Explosifs en cartouches		10^3 tonnes	13	15	16	12	11	11
Explosifs en vrac		»	26	21	27	29	30	29
COLLES ET GÉLATINES	**246C**							
Colles techniques		10^3 tonnes	207	219	271	248	255	242
Colles ciments et colles mortiers		10^3 tonnes	223	225	199	219	255	294
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	**246G**							
Surfaces sensibles diverses		km^2	319	286	235	296	*c*	*c*
PRODUITS CHIMIQUES À USAGE INDUSTRIEL	**246L**							
Assouplissants		10^3 tonnes	101	115	143	130	149	165
Facturations								
PRODUITS AGROCHIMIQUES	**242Z**	**10^6 francs**	**...**	**...**	**13 695**	**14 145**	**15 563**	**16 938**
dont : Insectisides	»	»	...	...	2 130	2 214	2 363	3 037
Herbicides	»	»	...	...	4 921	5 787	6 492	6 751
Fongicides	»	»	...	...	5 013	4 678	4 494	4 165
Autres produits agrochimiques	»	»	...	...	948	1 038	1 060	2 985

TABLEAU K.13-5

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	1 998	2 868,3	2 344	395,1	130,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**1 998**	**2 868,3**	**2 344**	**395,1**	**130,0**
Fabrication de pneumatiques	251A	30 641	24 300,9	37 589	6 137,8	1 689,4
Rechapage de pneumatiques	251C	1 799	1 302,3	1 186	149,3	34,8
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	27 796	16 764,3	28 825	4 051,3	802,3
Industrie du caoutchouc	**F45**	**60 236**	**42 367,5**	**67 600**	**10 338,4**	**2 526,5**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	16 208	17 083,1	16 811	2 585,7	701,2
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	31 121	25 667,2	32 621	4 583,0	2 243,2
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	15 808	12 729,0	14 649	1 990,5	545,7
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	10 889	7 950,4	11 547	1 571,8	351,2
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	43 851	32 278,0	45 380	6 047,0	1 659,7
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**117 877**	**95 707,7**	**121 008**	**16 778,0**	**5 501,0**
Total		**180 111**	**140 943,5**	**190 952**	**27 511,5**	**8 157,5**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.13-6

Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A**					
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		tonne	364 068	393 218	385 836	403 701
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés		10^3 pièces	53 560	57 815	56 416	58 498
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil		»	860	840	897	877
Pneumatiques pour avions		tonne	1 255	1 443	1 022	1 154
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers		»	3 829	2 941	1 812	1 550
Chambres à air pour cycles et motocycles		10^3 pièces	16 364	19 437	17 535	14 690
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**251E**					
Tissus caoutchoutés		tonne	4 269	3 548	3 511	4 389
Courroies en caoutchouc		»	17 228	16 751	15 581	17 748

TABLEAU K.13-7

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
Plaques et blocs cellulaires	252A	112	111	110	114
Tubes et tuyaux	»	307	309	293	283
Profilés en matières plastiques	»	94	113	112	118
Sacs et sachets de petite capacité en matières plastiques	252C	280	297	293	304
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	252E	132	119	114	114
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques (portes, fenêtres, volets)	»	152	163	163	218
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	252G	58	53	57	41
Pièces moulées en matières thermoplastiques	252H	325	329	372	398

Chapitre K.14

Métallurgie et transformation des métaux

(NES : F51 à F55)
(NAF : 27, 28.4 à 28.7)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1996.

1. Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques.
2. Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche.
3. Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA).
4. Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques.
5. Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux.
6. Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques.
7. Fonderie : principales productions de la branche.
8. Activité de la branche travail des métaux.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

En 1997, la sidérurgie retrouve la croissance, profitant de la reprise économique générale, de la reconstitution des stocks et de la reprise progressive des investissements, malgré la stagnation du bâtiment et du génie civil. La production annuelle d'acier progresse de 12 % et les prix des produits plats et longs se raffermissent. Les échanges extérieurs dégagent un excédent de 13 milliards de francs.

Le groupe Usinor (numéro trois mondial et leader européen) privilégie ses activités sur la production, la transformation et la distribution des produits sidérurgiques à haute valeur ajoutée, c'est-à-dire à fort contenu technique et de service aux clients. Trois sous-ensembles regroupent ses activités : Sollac pour les produits plats et Europipe pour les tubes soudés, Aster (Ascométal, Creusot-Loire Industrie et Unimétal) pour les aciers spéciaux et les produits longs, Ugine pour les aciers inoxydables et alliages. La filière fonte se regroupe sous le contrôle de Sollac et les hauts-fourneaux sont exploités par Sidéco.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

En 1997, la plupart des métaux courants profitent du raffermissement des cours mondiaux, amplifié par l'augmentation de 14 % de la parité du dollar par rapport au franc. Cependant, le déficit de la balance commerciale (9,5 milliards de francs) s'accroît avec un taux de couverture de 78 %.

La production de métal à partir de déchets métalliques représente plus de 35 % de la production totale. Cette production est assurée par une quarantaine d'entreprises alors que la métallurgie de première fusion est un secteur très concentré.

En 1997, le groupe Péchiney, quatrième producteur mondial d'aluminium et premier européen, achève sa privatisation avec la cession des 10 % du capital restant à l'État après la privatisation de 1995. Le groupe, recentré sur les activités de l'aluminium et de l'emballage, a lancé depuis 1996 le plan Challenge visant à réduire les coûts et à améliorer la rentabilité afin d'amener ses différents départements au niveau des meilleurs concurrents mondiaux.

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La fonderie est située en amont de nombreuses branches utilisatrices de pièces métalliques. Les principaux débouchés, loin après celui de l'automobile, sont le machinisme agricole, le matériel de manutention, les machines-outils, la construction mécanique et électromécanique, l'équipement ménager... Les pièces sont fabriquées à la demande et selon les spécifications du client : c'est une industrie de sous-traitance.

En 1997, les bonnes performances de l'industrie automobile ont un impact positif sur l'activité. Celle-ci est supérieure à celle du début de la décennie, et l'emploi salarié progresse même légèrement au cours de l'année.

La restructuration des entreprises se poursuit et conduit à la naissance de groupes fortement structurés ; les fondeurs adaptent leur production aux besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante (nouvelles relations de partenariat avec les donneurs d'ordres, livraisons en flux tendu). Dans le grand marché européen, les industriels doivent faire face à la concurrence de l'Allemagne pour l'acier haut de gamme et des pays ibériques et de l'Est pour les produits de qualité courante.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

2 100 entreprises emploient 123 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 73 milliards de francs. Une très grande atomisation des unités de production caractérise les « services industriels du travail des métaux ». Sept entreprises sur dix emploient en effet moins de 50 salariés alors que 10 % seulement ont un effectif supérieur à 100 personnes. L'automobile, au sens large, est le marché essentiel de ces industries. En 1997, la production augmente de 10 % (sauf le traitement-revêtement qui ne progresse que de 4 %).

Les activités des « services industriels » sont de pure sous-traitance. Les mutations imposées par les grands donneurs d'ordres (approvisionnement sur mesure des clients, fabrication en flux tendu et livraison en « juste à temps ») conduisent les entreprises à une politique d'alliance avec des entreprises de métier équivalent, ou à la recherche de sous-traitants exerçant des métiers complémentaires, pour pouvoir fournir des pièces de fonction ou même des sous-ensembles. En 1996, la pression sur les prix de vente est vive et le taux d'investissement se stabilise, après une forte poussée en 1995. Il reste néanmoins plus faible que dans le reste de l'industrie. Mais ces professions ne manquent pas d'atouts. La flexibilité des petites unités de production est remarquable. Le taux de valeur ajoutée est supérieur à la moyenne de l'industrie manufacturière. La politique commerciale est dynamique, même si le taux d'exportation reste peu important (hormis la forge dont le tiers de la production est exporté).

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

La fabrication de produits métalliques repose essentiellement sur des unités de petite taille : 80 % des entreprises emploient moins de 100 salariés. Toutefois, un quart du chiffre d'affaires est concentré dans les 22 entreprises de plus de 500 salariés qui réalisent également la moitié des exportations (47,5 %).

La fabrication d'emballages métalliques légers, activité principale du secteur, est concentrée dans les filiales de grands groupes tels Crown Cork & Seal/Carnaud-metalbox, Péchiney Emballages Alimentaires et Ferembal. Les usines sont implantées au voisinage des lieux d'élaboration des produits conditionnés, c'est donc un marché de proximité. Par contre, les stratégies des groupes s'élaborent à l'échelon mondial. La recherche du moindre coût se traduit par une forte spécialisation des produits. Dans le domaine des conditionnements liquides, la lutte est sévère entre les boites aluminium et les boites acier ainsi que les autres types d'emballages (brique-

carton, plastique et verre). En France, le volume de production de la branche emballages métalliques s'est légérement amélioré en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

- **Flux tendus**

En matière d'approvisionnement, gestion tendant à supprimer les stocks.

- **Juste à temps**

Gestion en flux tendus s'appliquant aux relations sous-traitants/donneurs d'ordre.

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

L'industrie des métaux ferreux

Elle comprend :

— la sidérurgie proprement dite regroupant la production de fonte, d'aciers bruts, de produits finis laminés en aciers courants ou alliés;

— la fabrication de tubes en fonte et en acier;

— la première transformation de l'acier (non CECA) avec l'étirage, le laminage à froid, le profilage, le tréfilage, la production de ferro-alliages et autres produits non CECA.

La sidérurgie :

— selon le traité de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), relèvent de la sidérurgie les produits de haut fourneau, les cokeries sidérurgiques, les aciers y compris les fours de réduction directe et les installations de coulées continues, les laminoirs à chaud et à froid et les installations en aval (étamage, galvanisation, plombage);

— la nomenclature économique se réfère pour la sidérurgie au champ défini par la CECA et distingue les fontes brutes, les aciers bruts et les produits finis sidérurgiques. Toutefois, il convient d'associer en aval de l'activité sidérurgique les activités de fabrication de tubes et de première transformation de l'acier, premiers demandeurs d'acier en France. Ces branches aval comprennent la production de tubes et accessoires en fonte et en acier, d'étirés, de feuillards laminés, de profilés et de fils tréfilés à froid, de ferro-alliages et autres produits non CECA.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Cette activité regroupe :

— la métallurgie dont on distingue la production de métal par fusion de minerais (dite de première fusion) et la production de métal à partir de déchets métalliques (dite de seconde fusion ou d'affinage) sous forme de lingots bruts ou alliés;

— la première transformation des métaux non ferreux qui recouvre la fabrication de demi-produits (fil machine, fils, barres profilés, laminés, tubes, poudres, etc.).

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La **fonderie** est la technique qui consiste à chauffer un métal ou un alliage pour le porter à l'état liquide et le couler dans un moule afin d'obtenir après refroidissement la pièce désirée. Cette pièce reprend ainsi fidèlement les formes du modèle original ayant servi à réaliser ce moule. Il est donc possible de réaliser des pièces de dimensions variées et de formes complexes tout en limitant les opérations d'usinage, soudure et montage.

L'industrie de la fonderie comprend la fabrication de pièces moulées en métaux ferreux (fonte, acier), et en métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc...), et alliages.

Fonderie sur modèles : fonderie de sous-traitance, fabrication « sur mesure » à la demande de la clientèle.

Fonderie intégrée : certaines entreprises possèdent des unités de fonderie intégrée pour leur production en aval (automobile par exemple), mais les fonderies autonomes sont majoritaires.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Ils regroupent six activités :

— **la forge, l'estampage, le matriçage** : déformation de métaux à chaux ou à froid par choc ou par pression, avec ou sans matrice.

— **le découpage, l'emboutissage** : mise en forme de feuillards ou de tôles en acier ou en métaux non ferreux.

— **la métallurgie des poudres** : production, exclusivement en sous-traitance, de pièces obtenues par frittage (compactage et cuisson de poudres métalliques).

— **le traitement et le revêtement des métaux** : revêtement industriel, traitement thermique, thermochimique, décoration, protection décorative, émaillage à façon pour protection et décoration.

— **le décolletage** : usinage de pièces essentiellement métalliques par enlèvement de copeaux, principalement sur tours automatiques ou semi-automatiques.

— **la mécanique générale** : usinage de pièces sur plan par enlèvement de métal, reconstruction de moteurs thermiques, entretien et réparations mécaniques.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

Elle regroupe 14 activités :

— fabrication de coutellerie;

— fabrication d'outillage à main;

— fabrication d'outillage mécanique;

— fabrication de serrures et ferrures;

— fabrication de fûts et emballages métalliques similaires;

— fabrication d'emballages métalliques légers;

— fabrication d'articles en fils métalliques;
— fabrication de visserie et boulonnerie;
— fabrication de ressorts;
— fabrication de chaînes;
— fabrication d'articles métalliques ménagers;
— fabrication de coffre-forts;
— fabrication de petits articles métalliques;
— fabrication d'autres articles métalliques divers.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);
— Chambre professionnelle des statistiques de l'acier;
— Syndicat national du tréfilage de l'acier;
— Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier;
— Syndicat national du profilage;
— Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux;
— Association française interprofessionnelle du cadmium;
— Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs;
— Syndicat général des affineurs de France;
— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes;
— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface;
— Syndicat des applicateurs en traitement de surface;
— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage;
— Syndicat national du décolletage (SNDEC);
— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge;
— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux;
— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF);
— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR);
— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ);
— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE);
— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM);
— Chambre syndicale de la coutellerie;
— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Publications :

« L'industrie de l'acier en 1997 », Fédération française de l'acièr, 1998;

« Les chiffres clés des matières premières minérales », Observatoire des matières premières, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, édition 1997;

« Les chiffres-clés des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux », Fédération des minerais et métaux, édition 1997;

« La fonderie », *SESSI-Études,* n° 125, juin 1992;

« La fonderie et le travail des métaux, Perspectives sectorielles », *Les Prévisions glissantes du BIPE;*

Hommes et fonderie, mensuel;

« Écomine », Bulletin mensuel de l'Observatoire des matières premières et du BRGM;

« La fonderie française en 1997 », SGFF, 1998;

« Travail des métaux », (enquêtes trimestrielles et annuelles de branches), Chiffres Clés, production industrielle, SESSI;

Bulletin mensuel de statistique industrielle, SESSI;

Plaquettes sectorielles de la sous-traitance, SESSI, novembre 1995;

« L'industrie du Décolletage : au fil de l'Arve», J. Poleyn, Le « 4 pages », n° 57, SESSI, janvier 1996;

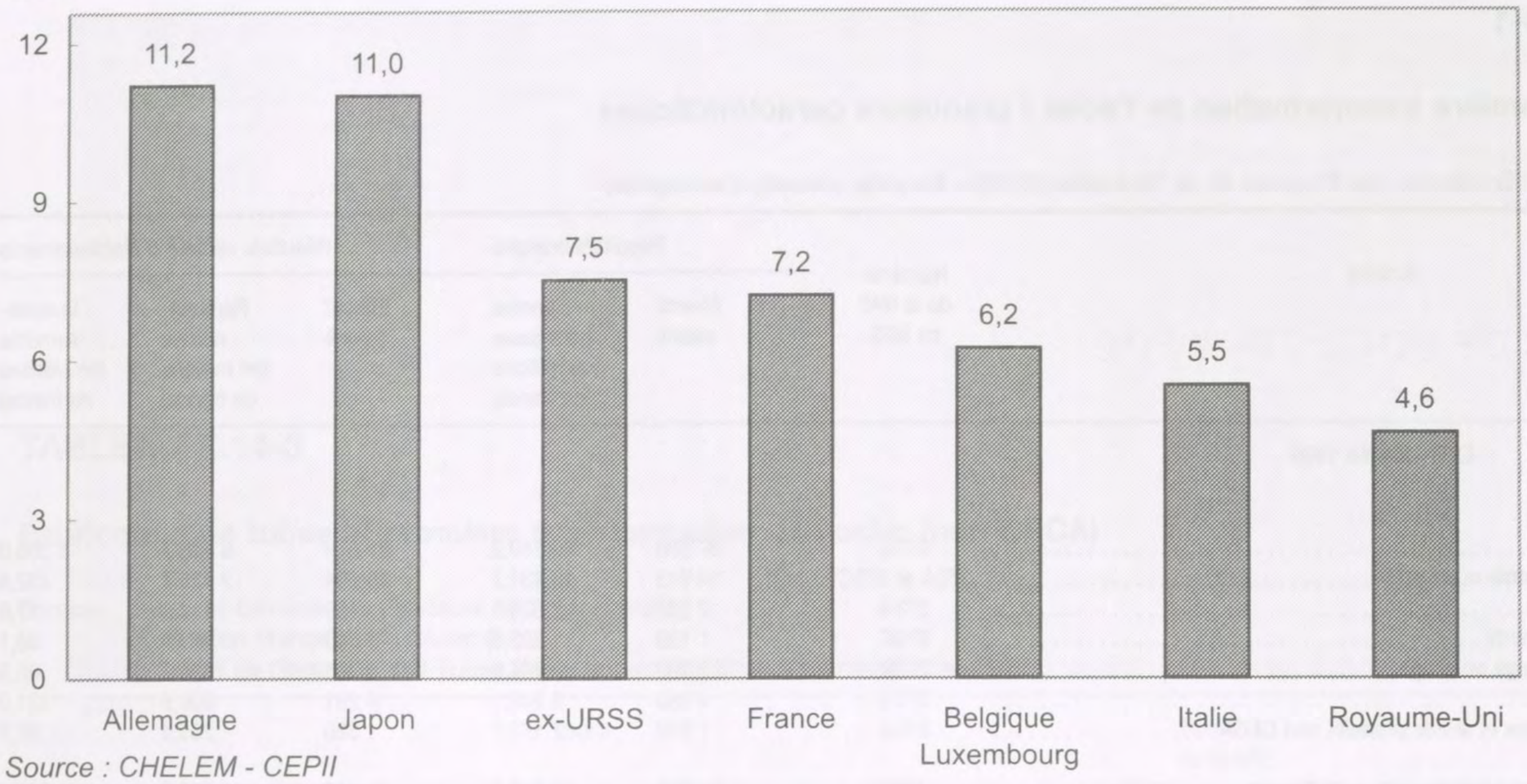
« Les services industriels du travail des métaux », Chiffres Clés Analyse, SESSI, à paraître.

*
* *

GRAPHIQUE K.14-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1996

En %

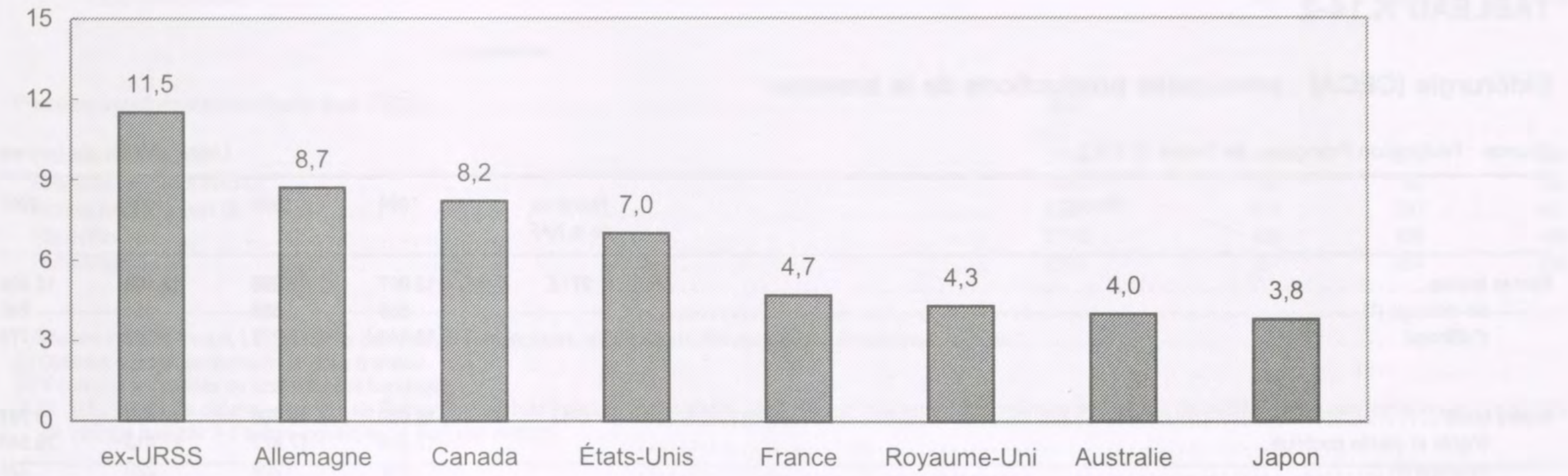


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.14-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1996

En %

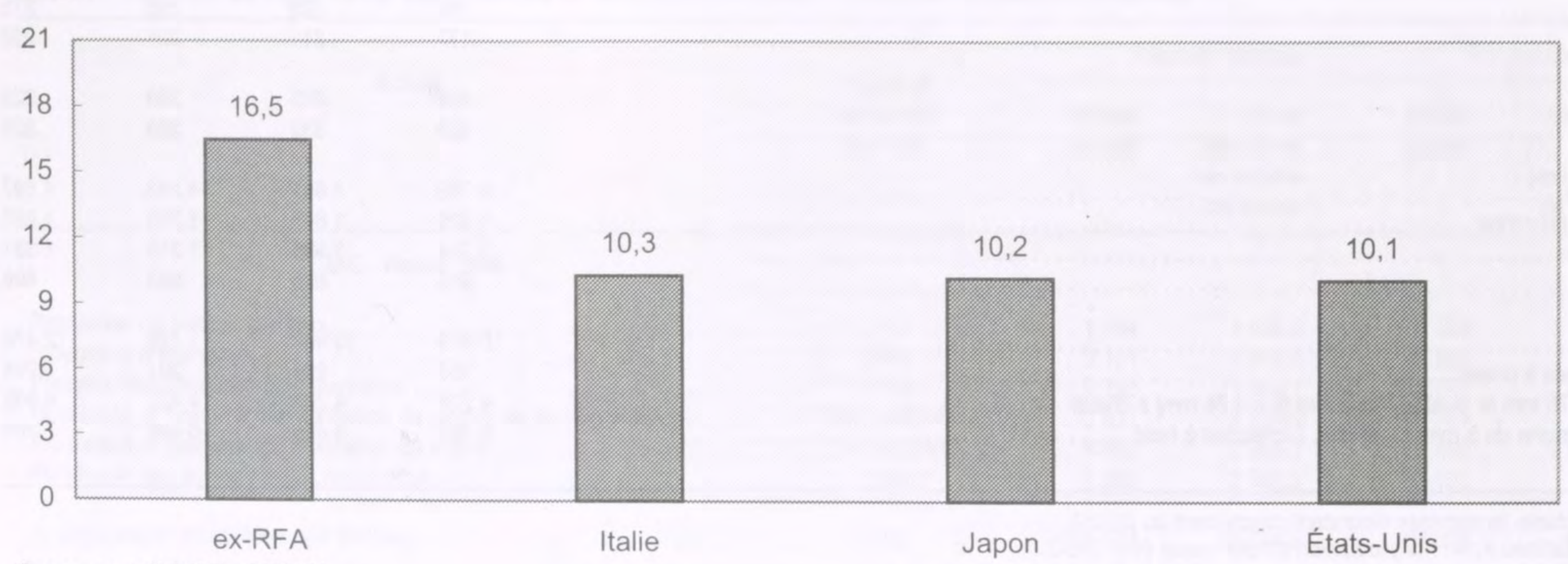


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.14-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1996

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.14-1

Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Sidérurgie (CECA (1))	271Z	37 596	65 640,2	41 570	8 418,7	3 305,0
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	14 913	16 431,7	15 004	2 456,7	432,4
Étirage à froid	273A	2 133	2 528,5	729	117,9	17,6
Laminage à froid de feuillards	273C	1 130	1 202,6	1 199	181,4	38,1
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2 292	3 494,5	1 995	325,2	65,5
Tréfilage à froid	273G	4 983	3 248,1	4 291	606,9	121,0
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 532	2 173,1	1 326	259,4	55,9
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**64 579**	**94 718,7**	**66 114**	**12 366,2**	**4 035,5**

(1) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

TABLEAU K.14-2

Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche

Source : Fédération Française de l'Acier (F.F.A.) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997
Fontes brutes	**271Z**	**13 007**	**12 860**	**12 108**	**13 424**
de moulage (1)		566	588	561	646
d'affinage		12 441	12 272	11 547	12 778
Aciers bruts	**271Z**	**18 030**	**18 100**	**17 633**	**19 767**
lingots et coulée continue		17 818	17 872	17 413	19 543
moulage (2)		212	228	220	224
Aciers fins et spéciaux (en acier coulé brut) (3)	271Z	3 245	3 491	3 441	3 767
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)		761	737	916	1 040
Aciers spéciaux de construction alliés		1 325	1 422	1 263	1 718
Aciers inoxydables		922	983	973	1 009
Produits finis laminés en acier	**271Z**	**16 205**	**16 189**	**16 224**	**17 975**
Matériel de voie		195	228	255	275
dont : rails		177	211	231	256
Profilés lourds		423	333	303	325
dont : poutrelles		423	333	303	325
Autres produits longs		4 768	4 681	4 543	4 897
dont : fil machine en couronne		1 929	1 845	1 766	1 892
barres laminées		1 264	1 356	1 215	1 381
ronds à béton		913	819	923	896
Produits plats		10 819	10 947	11 122	12 476
dont : feuillards laminés à chaud		153	223	201	204
tôles fortes (4,76 mm et plus) et moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud		4 275	4 238	4 422	4 903
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir, à chaud et à froid		6 391	6 486	6 499	7 369

(1) Non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).
(2) Voir également au tableau K.14-7 la production d'acier moulé (NAF 275C) .
(3) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut être ajoutée à la production totale d'aciers bruts, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.14-3

Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA)

Sources : Syndicat Général des Fondeurs de France (SGFF)
Fédération Française de l'Acier (FFA)
Syndicat de l'Industrie des Tubes Étirés et Laminés sans soudure en acier (SITEL)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997
Production				
Fabrication de tubes	**27.2**			
Tubes en fonte	272A	564	543	*c*
Tubes en acier (1)	272C	1 295	1 350	1 556
dont : tubes soudés		740	784	903
tubes sans soudure		555	566	653
Livraisons				
Première transformation de l'acier (non CECA)	**27.3**			
Produits étirés à froid	273A	418	370	390
Feuillards laminés à froid (2)	273C	99	90	102
Profilés formés à froid (3)	273E	416	397	401
Fils tréfilés (4)	273G	429	406	460
Ferroalliage	273J	251	254	296

(1) Ateliers intégrés exclus. Les livraisons des étireurs sont incluses, les livraisons d'ébauches aux étireurs sont exclues.
(2) Obtenus à partir de feuillards laminés à chaud.
(3) Y compris les profilés de couverture et bandages.
(4) Fil de fer ou d'acier obtenu en partant de fils machine laminés à chaud. Les livraisons comprennent tous les produits relevant du tréfilage, fils tréfilés vendus non transformés. Les ateliers de tréfilage intégrés à d'autres industries ne sont pas compris.

TABLEAU K.14-4

Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Production de métaux précieux	274A	1 594	4 486,3	1 533	297,2	96,6
Production d'aluminium	274C	3 101	5 803,5	3 985	919,5	131,9
Première transformation de l'aluminium	274D	8 755	11 559,1	8 595	1 496,9	446,8
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 331	4 204,3	2 701	512,1	218,4
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	6 505	12 709,1	6 409	1 029,6	309,6
Métallurgie des autres métaux non ferreux	274M	2 358	2 982,3	2 103	377,3	97,2
Production de métaux non ferreux	**F52**	**24 644**	**41 744,6**	**25 326**	**4 632,6**	**1 300,5**

TABLEAU K.14-5

Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997
MÉTAUX NON FERREUX (PRODUCTION)						
Métaux précieux	**274A**					
Or		tonne	66	81	75	51
Argent brut		»	921	666	648	535
Platine brut		»	0,4	0,3	0,2	0,1
Aluminium	**274C**					
Alumine calcinée		10^3 tonnes	344	425	440 *r*	477
Aluminium ordinaire		»	383	364	380	399
Plomb, zinc, étain	**274**					
Plomb brut		»	279	316	322	303
dont : Plomb raffiné de 1ère fusion		»	105	134	141	131
Zinc brut		»	306	314	354	347
dont : Zinc raffiné de 1ère fusion		»	293	286	321	329
Autres métaux non ferreux						
Cuivre électrolytique	274J	»	42	42	39	36
Nickel	274M	»	8	8	9	9
DEMI-PRODUITS DE MÉTAUX NON FERREUX (LIVRAISONS)						
Demi-produits en métaux précieux	**274A**					
Or		tonne	28	23	20	15
Argent		»	437	406	381	342
Platine		»	0,6	0,7	0,6	0,6
Demi-produits en aluminium	**274D**	10^3 tonnes	716	722	667	734
Demi-produits en plomb, zinc et étain	**274G**					
Plomb		»	19	21	18	18
Zinc		»	91	93	103	109
Étain		»	2	3	3	3
Demi-produits en cuivre	**274K**	10^3 tonnes	770	831	796	836
Autres demi-produits non ferreux	**274M**					
Tungstène		tonne	323	493	502	540

TABLEAU K.14-6

Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fonderie de fonte	275A	13 014	6 802,2	13 376	1 822,8	426,6
Fonderie d'acier	275C	6 820	3 456,8	6 450	876,6	114,8
Fonderie de métaux légers	275E	11 659	7 478,1	12 745	1 723,8	618,6
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	4 006	2 201,6	3 774	498,5	110,6
Fonderie	**F53**	**35 499**	**19 938,7**	**36 345**	**4 921,7**	**1 270,6**
Forge, estampage, matriçage	284A	11 818	8 413,3	10 074	1 448,2	324,9
Découpage, emboutissage	284B	27 835	20 741,6	27 585	3 790,2	925,3
Métallurgie des poudres	284C	1 277	783,4	1 104	184,0	31,9
Traitement et revêtement des métaux	285A	17 741	9 973,8	17 647	2 338,8	687,9
Décolletage	285C	12 800	8 051,5	12 621	1 829,5	503,7
Mécanique générale	285D	46 942	24 827,0	47 847	7 106,2	1 102,3
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**118 413**	**72 790,6**	**116 878**	**16 696,9**	**3 576,0**
Fabrication de coutellerie	286A	2 885	1 531,6	2 994	343,4	56,2
Fabrication d'outillage à main	286C	4 704	3 048,6	5 304	789,0	139,3
Fabrication d'outillage mécanique	286D	11 760	6 264,6	11 130	1 719,8	304,8
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 241	7 345,2	12 143	1 646,5	356,7
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	946	1 110,9	989	152,6	45,5
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	10 682	12 497,1	11 053	1 793,5	469,2
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7 522	6 250,7	8 463	1 162,0	207,6
Visserie et boulonnerie	287G	7 828	5 280,5	8 704	1 248,8	252,7
Fabrication de ressorts	287H	3 016	1 560,8	2 992	418,8	97,1
Fabrication de chaînes	287J	527	239,6	602	70,7	9,1
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 151	4 773,8	7 426	1 101,0	198,3
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (1)	287M et 287P	13 062	8 893,4	11 559	1 629,8	224,7
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2 675	1 576,6	2 802	390,4	83,2
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**83 999**	**60 373,4**	**86 161**	**12 466,3**	**2 444,4**
Total		**237 911**	**153 102,7**	**239 384**	**34 084,9**	**7 291,0**

(1) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.14-7

Fonderie : principales productions de la branche (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997
Pièces de fonderie en fonte	**275A**	**1 116**	**1 063**	**1 105**
dont : Fonte à graphite sphéroïdal		296	289	*c*
Pièces de fonderie en acier	**275C**	**135** *r*	**121** *r*	**132**
Pièces de fonderie en métaux légers (2)	**275E**	**231**	**238**	**248**
Pièces de fonderie en autres métaux non ferreux (3)	**275G**	**64**	**61**	**64**

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes.
(2) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).
(3) Non compris les « optants » (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée).

TABLEAU K.14-8

Activité de la branche travail des métaux

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF (1)	1994	1995	1996	1997
Services industriels du travail des métaux	**F54**				
Forge, estampage, matriçage	284A	7 100	7 764	8 046	8 775
Découpage, emboutissage	284B	14 945	18 454	19 503	21 735
Métallurgie des poudres	284C	747	776	755	853
Traitement et revêtement des métaux	285A	7 833	8 923	9 013	9 747
Décolletage	285C	6 465	7 402	7 687	8 237
Mécanique générale	285D	20 100	20 202	21 440	24 023
Fabrication de produits métalliques	**F55**				
Fabrication de coutellerie	286A	1 230	1 518	1 561 *r*	1 591 *e*
Fabrication d'outillage à main	286C	2 334	2 852	2 886	2 827
Fabrication d'outillage mécanique	286D	2 302 (2)	5 619	5 505	5 806
Fabrication de serrures et ferrures métalliques	p 286F	6 795	6 977	7 149 *r*	7 988 *p*
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	899	943	962	1 021
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 443	11 674	11 750	11 836
Fabrication d'articles en fils métalliques	p 287E	3 646 (2)	7 231	5 848 *r*	5 768
Visserie et boulonnerie	p 287G	4 362	5 060	5 232	5 628
Fabrication de ressorts	p 287H	2 193	2 131	1 885	1 839
Fabrication de chaînes	p 287J	*c*	*c*	*c*	244
Fabrication d'articles métalliques ménagers	p 287L	4 540	4 873	5 028 *r*	5 063 *e*
Fabrication de coffre-forts (dont portes blindées)	287M	542	453	406	406
Fabrication de petits articles métalliques	p 287N	1 291	1 393	1 405 *r*	1 504 *e*
Fabrication d'articles métalliques n.c.a. (3)	p 287P	6 855	6 896	7 273	7 500

(1) La lettre « p » devant le code NAF 700 signifie partie de cette classe de la NAF.
(2) En 1994, les facturations des branches « outillage mécanique » et « articles en fils métalliques » ont été partiellement enquêtées.
(3) Cette classe comprend la fabrication d'échelles et d'escabeaux, de panneaux indicateurs, d'articles de voirie; mais également d'armes blanches (sabres, épées et baïonnettes); et d'éléments de couverture en métal (gouttières, faîtages).

Chapitre K.15

Industrie des composants électriques et électroniques

(NES : F61, F62)
(NAF : 31.2 à 31.6, 32.1)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5 Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1996.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1996.

1. Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques.
2. Matériel électrique et composants électroniques. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie, de la Poste et des Télécommunications.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

La production mondiale de matériel électrique est largement dominée par le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. En Europe, le marché du gros matériel électrique est dynamisé par quatre grands groupes internationaux : Gec Alsthom (devenu Alstom), Schneider, Siemens, ABB.

La France dispose d'entreprises d'envergure européenne et mondiale : Alcatel-Alsthom (gros matériel électrique et câbles), Schneider (équipement de distribution et de commande) ainsi que Legrand (appareillage d'installation).

La branche réalise un chiffre d'affaires total de 102,4 milliards de francs et emploie 114 400 personnes. Les exportations, toujours très dynamiques (37 % du chiffre d'affaires), compensent la faiblesse de la demande intérieure.

La fabrication de matériel électrique (hors machines tournantes et transformateurs) regroupe une large famille de produits qui ont pour fonction de produire, transporter, distribuer ou transformer le courant électrique. Celle-ci se divise en cinq grands domaines dont la part dans le chiffre d'affaires du secteur, est donnée ci-après :

— le matériel de distribution et de commande électrique basse et haute tension, qui représente 46 % du chiffre d'affaires;

— les fils et câbles électriques, 16 % du chiffre d'affaires. Les effectifs de la profession continuent de baisser avec la fermeture de certains sites;

— les accumulateurs et piles électriques, 6 % du chiffre d'affaires;

— le matériel d'installation et d'éclairage, 9 % du chiffre d'affaires; après les résultats médiocres du début des années 90, le secteur adopte des technologies qui lui permettent de renouer sensiblement avec la croissance;

— le matériel électrique pour moteurs et véhicules, 23 % du chiffre d'affaires.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

En 1997, l'industrie des composants électroniques retrouve le chemin de la croissance, surtout pour les fabricants de semi-conducteurs. Ce sont les télécommunications, l'informatique et l'électronique automobile, les plus forts contributeurs. En 1996, le secteur réalise un chiffre d'affaires de 43,8 milliards de francs et emploie plus de 45 200 personnes. Les investissements maintiennent leur progression : l'effort de recherche et développement est permanent à cause de la rapidité des évolutions technologiques. La productivité continue de s'améliorer. Enfin, la balance du commerce extérieur est nettement positive.

En 1996, l'activité des composants passifs, malgré une baisse du marché français, progresse d'environ 2 %, grâce aux exportations et ce sont les composants d'interconnexion, en particulier les circuits imprimés, qui bénéficient de cette croissance. En 1997, la bonne tenue des exportations et la relance de la demande du marché intérieur entraînent une croissance plus soutenue, limitée cependant à 7 %. Dans l'avenir, ces marchés seront toujours porteurs, mais les réseaux (Internet, Intranet, etc.) se diffuseront rapidement, entraînant une demande importante en matériels de connectique.

En 1996, le marché mondial des semi-conducteurs accuse une baisse sensible en raison de la chute des prix des mémoires DRAM qui équipent les micro-ordinateurs. En France, les résultats ont été meilleurs car la production est plus différenciée et donc moins exposée aux fluctuations du marché. En 1997, la forte demande du marché des communications mobiles et la bonne tenue de l'informatique permettent une progression de 10 % de l'activité des fabricants. La forte augmentation des volumes compense en effet la baisse très rapide des prix unitaires.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

Cette activité comprend :

— le matériel de distribution et de commande électrique pour haute et basse tension (y compris l'appareillage électrique d'installation);

— les fils et câbles isolés;

— les accumulateurs et fils électriques;

— les lampes et appareils d'éclairage;

— les matériels électriques pour moteurs et véhicules;

— le matériel électromagnétique industriel;

— les appareils électriques de signalisation, les appareils d'alarme, de détection, les isolateurs, les électrodes.

Elle ne comprend pas les machines tournantes et les transformateurs.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Cette activité regroupe :

— les composants actifs et semi-conducteurs : ils peuvent amplifier ou réduire un signal (transistors, circuits intégrés, tubes électroniques, ...).

— les composants passifs et les condensateurs : ils ont pour seule fonction de transmettre un signal (circuits imprimés, ...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Indus–trie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération des industries électriques et électroniques (FIEE).

Publications :

— Rapport annuel, FIEEC (Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communications);

— Statistiques annuelles, FIEEC;

— *La lettre d'information de la FIEEC* (Fédération des industries électriques, électroniques et de communications), janvier 1998;

— « Construction électronique professionnelle, Perspectives sectorielles 1996-2002 », L*es Prévisions glissantes détaillées du BIPE*, 1997;

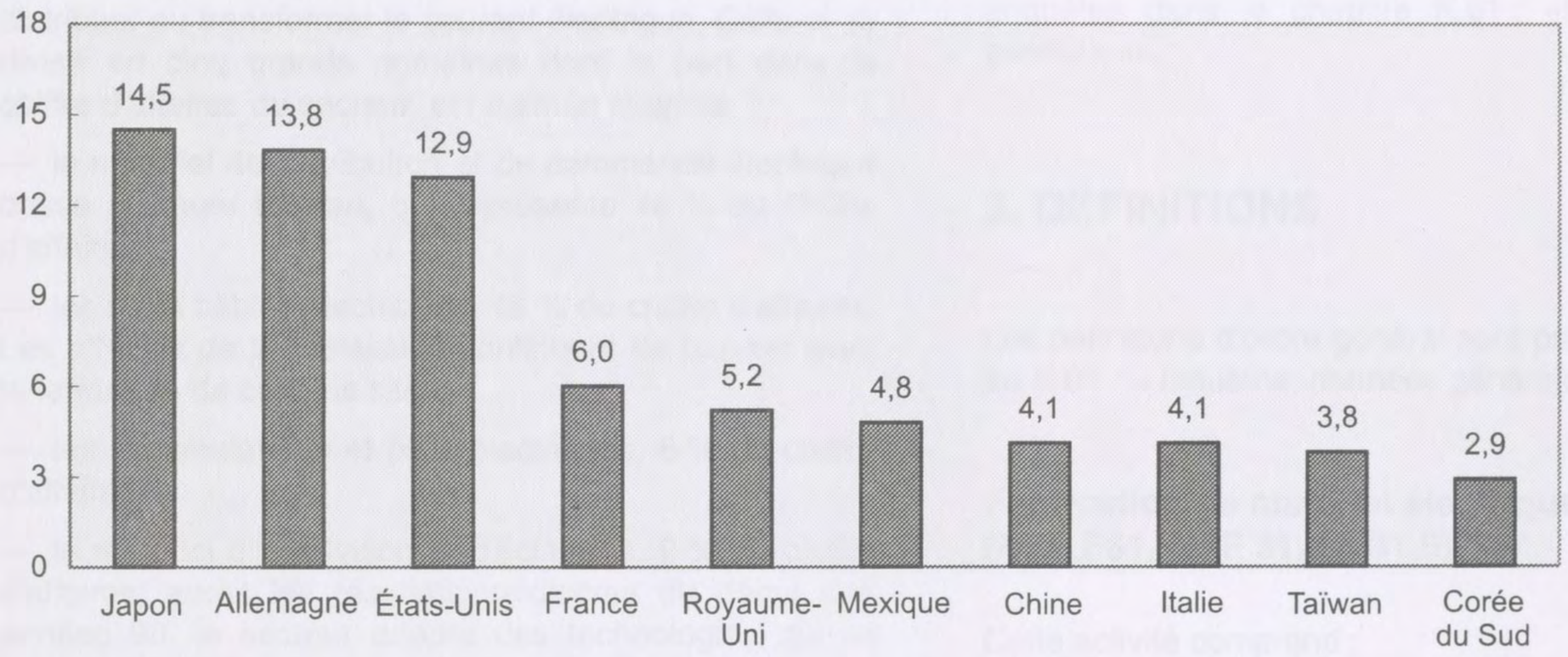
— Rapport d'activité du SYCEP (Syndicat des industries des composants électroniques passifs).

*
* *

GRAPHIQUE K.15-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1996

En %

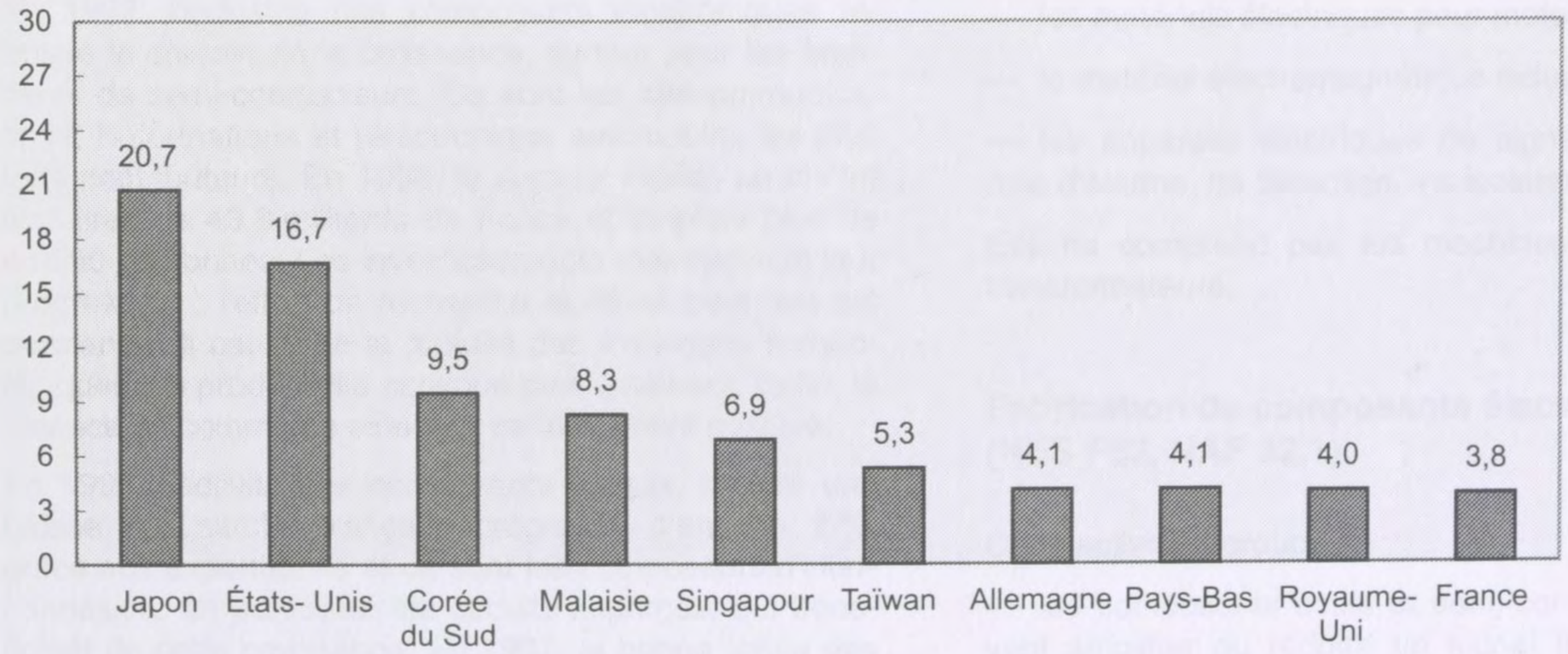


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.15-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.15-1

Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1996						
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension.	312A	43 541	33 450,2	49 145	8 289,1	1 786,3
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension.	312B	10 427	10 040,1	12 686	2 583,0	326,3
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	16 263	19 916,7	17 597	2 995,6	673,3
Fabrication d'accumulateurs et piles électriques	314Z	7 016	7 172,1	7 436	1 279,4	333,4
Fabrication de lampes	315A	2 520	2 257,0	3 474	578,3	110,7
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	1 010	723,4	533	73,0	10,3
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	6 960	5 493,9	7 243	1 008,4	223,1
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	17 044	15 025,0	19 074	2 813,9	1 108,0
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 522	1 630,7	1 766	251,9	55,9
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (non compris ailleurs, dans une autre classe de la NAF 700)	316D	9 601	8 912,8	8 808	1 576,3	215,3
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**116 904**	**104 621,9**	**127 762**	**21 448,9**	**4 842,6**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	13 164	7 654,3	13 845	2 027,1	476,2
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	32 232	34 463,2	33 598	5 964,3	4 490,9
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**45 396**	**42 117,5**	**47 443**	**7 991,4**	**4 967,1**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**162 300**	**146 739,4**	**175 205**	**29 440,3**	**9 809,7**

TABLEAU K.15-2

Matériel électrique et composants électroniques

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF(1)	1997
Matériel de distribution, de commande électrique pour basse tension	**312A**	**24 185**
Matériel de distribution, de commande électrique pour haute tension	**312B**	**6 497**
Fils et câbles isolés pour l'électricité	**313Z**	**15 228**
Accumulateurs et piles électriques	**314Z**	**5 925**
Lampes électriques	**315A**	**1 709**
Appareils électriques autonomes de sécurité	**315B**	**480**
Appareils d'éclairage	**315C**	**4 283**
Matériels électriques pour moteurs et véhicules	**316A**	**12 888**
Matériels électromagnétiques industriels	**316C**	**260**
Matériels électriques divers	**316D**	
dont : Matériel de signalisation pour chemin de fer	»	439
Appareils électriques d'alarme et de veille	»	237
Composants passifs et condensateurs fixes	**321A**	**12 778**
dont : Condensateurs autres que de puissance	»	1 274
Circuits imprimés	»	2 298
Connecteurs	»	5 474
Tubes électroniques et semi-conducteurs	**321B**	**26 703**
dont : Tubes électroniques	»	4 045
Semi-conducteurs discrets (diodes, transistors, thyristors, etc.)	»	3 203
Circuits intégrés	»	16 358

(1) Ces activités sont publiées en NAF pour la première année. L'enquête portant sur ces activités est devenue annuelle; elle était trimestrielle avant 1997.

Chapitre K.16

Construction, Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Nombre de logements autorisés et commencés de 1992 à 1997.

1. Bâtiment et travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale du secteur d'entreprise.
2. Bâtiment et travaux publics : production et investissements du secteur d'entreprise.
3. Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs en métropole selon l'ouvrage.
4. Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.
5. Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage.
6. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation.
7. Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination.
8. Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.
9. Logements commencés par type de construction.
10. Statistiques de la construction dans l'Union européenne.
11. Investissements en logements (FBCF) par investisseurs.
12. Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs.
13. Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.
14. Le parc locatif social.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

1. PRÉSENTATION

Après la baisse enregistrée en 1996, la construction de logements neufs se stabilise en 1997. Le nombre de mises en chantier atteint 271 600 logements, niveau légèrement inférieur à celui de 1996 (- 0,8 %). Les mises en chantier de logements individuels progressent de 3,4 % par rapport à 1996 mais celles des logements en immeuble collectif diminuent de 5,9 %.

En 1997, les autorisations de construire s'élèvent à 303 600 logements; elles sont en recul de 1 % par rapport à leur niveau de l'année précédente. Les autorisations de construire de logements individuels continuent à augmenter (+ 2,3 %) mais à un rythme moins soutenu qu'en 1996, année au cours de laquelle l'effet du prêt à taux zéro a été particulièrement marqué. La diminution des autorisations de construire des logements collectifs enregistrée en 1996 se poursuit au premier semestre de 1997. Toutefois, un net redressement s'opère à partir du milieu de l'année. Au total, les autorisations de construire des logements collectifs baissent de 5,2 % en 1997 par rapport à 1996.

Avec 29,6 millions de mètres carrés, les mises en chantier de locaux non résidentiels reculent nettement par rapport à 1996 (- 4,0 %). En revanche, les autorisations de construire augmentent de 2,5 %.

En 1997, dans le secteur de la commercialisation, les ventes de logements neufs atteignent un niveau élevé, supérieur de près de 11 % à celui de 1996. La hausse est particulièrement sensible pour les ventes d'appartements. Les mises en vente progressent également fortement tout au long de l'année 1997. La baisse des stocks disponibles se poursuit et les stocks d'appartements achevés ne représentent plus, fin 1997, que 22 % des stocks disponibles contre 27 % auparavant.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » (1) dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, selon les modalités suivantes :

— enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà; avant 1988, l'enquête n'était annuelle que pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Les questionnaires utilisés sont :

— le questionnaire général pour les entreprises de 50 salariés et plus;

— le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de 20 à 49 salariés;

— le questionnaire simplifié pour les artisans (pour les entreprises de 19 salariés et moins).

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second œuvre. D'autre part, les grandes entreprises ont le plus souvent des activités multiples, bâtiment et travaux publics, notamment celles qui sont classées dans le poste « construction d'ossatures », les techniques utilisées étant assez similaires.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une ou plusieurs des activités énumérées ci-après, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « Construction » est secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Construction et transformation de bâtiments Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement à l'aide de systèmes informatisés, en particulier SICLONE (système d'information sur la construction de logements et de locaux neufs), utilisé depuis 1986.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis dits « gros permis » au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent au moins à l'une des conditions suivantes :

— création d'un ou plusieurs logements ordinaires;

— création d'au moins 50 m^2 de locaux à usage autre que l'habitation;

— création de logements ou/et de chambres d'habitat communautaire ou d'hébergement.

En conséquence, les opérations comportant uniquement des locaux à usage autre que l'habitation pour une surface totale inférieure à 50 m^2 ne sont plus retenues.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

---

(1) Voir chapitre K.01 « Industrie, données générales ». L'EAE-Construction est en NAF depuis l'exercice 1993. Contrairement au SESSI, l'EAE 96 est encore de la troisième génération. Pour les exercices 1994, 1995 et 1996, les résultats regroupent les ouvrages « maisons individuelles » et « logements collectifs » en un seul poste « logements » (cf. K.16-3).

On a donc exclu du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location);

— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement);

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées;

— l'ensemble des logements de fonction;

— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3. DÉFINITIONS

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) (1)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend (2) :

- **Pour le bâtiment (NES H01) :**

— **Gros œuvre** :
  — construction de maisons individuelles (NAF 45.2A);
  — construction de bâtiments divers (NAF 45.2B);
  — levage, montage (NAF 45.2T);
  — travaux de maçonnerie générale (NAF 45.2V).

— **Second œuvre :**
  — réalisation de couvertures par éléments (NAF 45.2J);
  — travaux d'étanchéification (NAF 45.2K);
  — travaux de charpente (NAF 45.2L);
  — travaux d'installation électrique (NAF 45.3A);
  — travaux d'isolation (NAF 45.3C);
  — installation d'eau et de gaz (NAF 45.3E);
  — installation d'équipements thermiques et de climatisation (NAF 45.3F);
  — plâtrerie (NAF 45.4A);
  — menuiserie bois et matières plastiques (NAF 45.4C);
  — menuiserie métallique, serrurerie (NAF 45.4D);
  — revêtement des sols et des murs (NAF 45.4F);
  — miroiterie de bâtiment, vitrerie (NAF 45.4H);
  — peinture (NAF 45.4J);
  — agencement de lieux de vente (NAF 45.4L);
  — travaux de finition non compris ailleurs (NAF 45.4M).

- **Pour les travaux publics (NES H02) :**
  — terrassements divers, démolition (NAF 45.1A);
  — terrassements en grande masse (NAF 45.1B);
  — forages et sondages (NAF 45.1D);
  — construction d'ouvrages d'art (NAF 45.2C);
  — travaux souterrains (NAF 45.2D);
  — réalisation de réseaux (NAF 45.2E);
  — construction de lignes électriques et de télécommunication (NAF 45.2F);
  — construction de voies ferrées (NAF 45.2N);
  — construction de chaussées routières et de sols sportifs (NAF 45.2P);
  — travaux maritimes et fluviaux (NAF 45.2R);
  — autres travaux spécialisés de construction (NAF 45.2U);
  — autres travaux d'installation (NAF 45.3H);
  — location avec opérateur de matériel de construction (NAF 45.5Z).

---

(1) Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
(2) Voir le détail des activités au chapitre nomenclature dans les feuillets chamois au début de l'ouvrage.

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE).

Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :

— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement;

— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.

ILM : Immeuble à Loyer Moyen.

ILN : Immeuble à Loyer Normal.

PAP : Prêt d'accession à la propriété.

PC : Prêt Conventionné.

PLA : Prêt Locatif Aidé.

PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.

PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.

PLA très social : PLA sans obligation de travaux, réservé aux plus démunis.

PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.

PLS : Prêt Locatif Social.

PSR : Programme Social de relogement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Service économique et statistique;

— Fédération nationale du bâtiment;

— Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Collections statistiques :

— « Statistiques de la construction », bulletin trimestriel, édité par La Documentation française;

— « Statistiques et études générales »:

N° 169. « Les entreprises de bâtiment et de travaux publics en 1992 »;

N° 170. « 1981-1990 : une décennie de construction neuve dans les grandes villes »;

N° 171. « Statistiques sur le logement social : Le parc locatif social au 1er janvier 1993. – Les aides de l'État à la pierre en 1993, le PLA-CDC, le PLA d'insertion et le PALULOS »;

N° 172. « Statistiques de la construction en 1994 : Logements ordinaires.– Locaux autres qu'habitation »;

N° 175 : « Statistiques de la construction en 1995 »

Données détaillées du SES (nouvelle série)

« Statistiques de la construction en 1996 ».

« Statistiques de la construction en 1997 ».

« Les ventes de logements neufs et anciens en 1994 ».

« Les ventes de logements neufs et anciens en 1995 ».

« Statistiques sur le logement social » (annuel);

— La construction neuve dans les Dom-Tom en 1993.

Notes vertes économiques :

— *Résultats de la Construction* neuve (mensuel).

— *Résultats sur la commercialisation des logements neufs* (trimestriel).

N° 384 : « Les commandes de travaux de BTP des collectivités locales de 1988 à 1995 ».

N° 411 : « Les commandes de travaux de BTP des collectivités locales en 1995 et 1996 ».

N° 414 : « La prime à l'amélioration de l'habitat de 1992 à 1995 ».

SES Infos Rapides (nouvelle série)

— *Résultats de la construction neuve (mensuel).*

— *Résultats sur la commercialisation des logements neufs (trimestriel).*

N° 8 : « Le prix des terrains à bâtir de 1989 à 1994 ».

N° 9 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1994 ».

N° 15 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1996 ».

N° 20 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1995 ».

N° 35 : « Le prix des terrains à bâtir en 1995 et au premier semestre 1996 ».

N° 47 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1997 ».

Presse spécialisée :

— *Le moniteur des TP et du bâtiment* (hebdomadaire);

— *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel);

— *Les travaux publics en ...,* de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE) :

« Les ménages et leurs logements au début des années quatre-vingt-dix », *Économie et Statistique,* n° 288-289, 1995.

« Le logement. Reconstruction, grands-ensembles et accession à la propriété », *INSEE-Première,* n° 456, mai 1996.

« Le BTP en 1996 », *INSEE-Première,* n° 536, juillet 1997.

« Les ménages et leurs logements », *INSEE-Première,* n° 562, décembre 1997.

« Les conditions de logement fin 1996 », *INSEE-Première,* n° 563, janvier 1998

« Les loyers et les locataires en 1997 », *INSEE-Première,* n° 576, avril 1998.

« Le logement des ménages pauvres en 1996 », *INSEE-Première,* n° 588, juin 1998.

« Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 611, octobre 1998.

Autres publications :

Le financement du logement en France, Henri Heugas-Darraspen, « Les études de la documentation française », 1994.

« Le compte du logement, rapport à la commission des comptes du logement », 1995, Collection *Immobilier et Finances, Economica.*

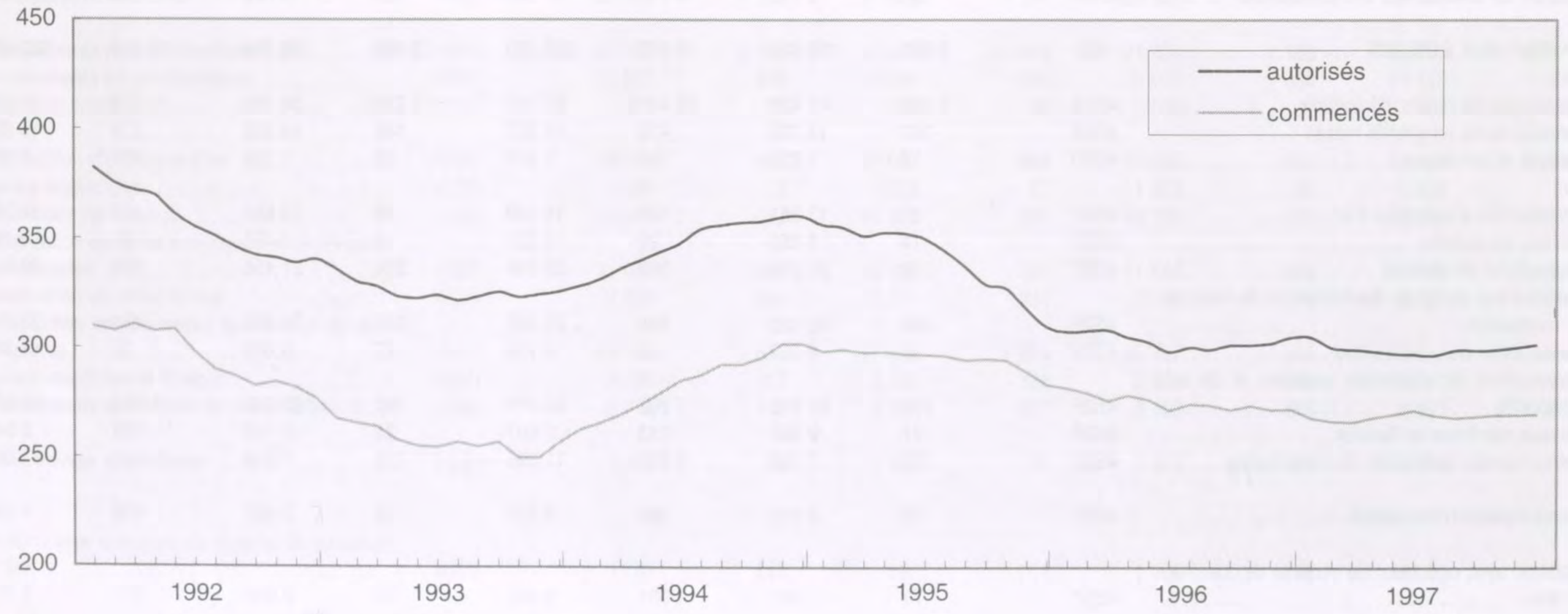
Politique du logement, cinquante ans pour un échec, B. Lefebvre, M. Mouillart, S. Occhipinti, L'Harmattan, 1991.

*
* *

GRAPHIQUE K.16

Logements autorisés et commencés

En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

TABLEAU K.16-1

Bâtiment et travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale (1) du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - BTP)

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1995				1996			
		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs
BÂTIMENT	**H01**	**16 064**	**568 104**	**267 807**	**1 252 524**	**15 707**	**532 791**	**267 921**	**1 226 674**
Gros œuvre		**5 004**	**193 560**	**72 573**	**415 334**	**5 069**	**181 018**	**73 066**	**404 814**
Construction de maisons individuelles	452A	455	11 320	6 505	36 638	581	12 597	7 932	36 489
Construction de bâtiments divers	452B	1 195	98 730	4 045	110 962	1 165	88 115	4 069	101 702
Levage, montage	452T	141	5 201	858	7 883	145	5 435	878	8 285
Travaux de maçonnerie générale	452V	3 213	78 309	61 165	259 851	3 178	74 871	60 187	258 338
Second œuvre		**11 060**	**374 544**	**195 234**	**837 190**	**10 638**	**351 773**	**194 855**	**821 860**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	547	11 259	9 278	37 912	452	10 087	9 189	36 432
Travaux d'étanchéification	452K	189	7 951	1 420	12 742	183	7 603	1 436	12 162
Travaux de charpente	452L	359	7 397	3 614	17 104	247	5 726	3 431	17 247
Travaux d'installation électrique	453A	2 088	124 248	31 567	199 810	2 085	114 646	31 805	188 486
Travaux d'isolation	453C	276	10 270	3 420	19 306	244	9 581	2 977	17 180
Installation d'eau et de gaz	453E	891	21 875	25 899	80 208	820	19 882	25 579	79 742
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 122	44 801	10 397	71 240	1 099	44 400	10 310	71 682
Plâtrerie	454A	401	10 084	10 706	31 998	401	9 718	10 648	33 994
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 461	30 421	28 096	99 999	1 449	30 443	28 615	99 440
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	948	25 627	10 627	50 995	932	24 669	11 414	54 308
Revêtement des sols et murs	454F	475	11 382	12 318	38 548	453	11 348	12 182	38 237
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	166	4 090	1 311	7 877	157	3 816	1 317	7 582
Peinture	454J	1 683	52 699	40 341	142 898	1 692	49 763	39 289	139 914
Agencement de lieux de vente	454L	156	4 247	1 461	8 558	132	3 263	1 523	7 511
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	298	8 193	4 779	17 995	292	6 828	5 140	17 943
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**3 000**	**195 430**	**15 973**	**238 353**	**2 955**	**190 799**	**16 118**	**232 002**
Terrassements divers, démolition	451A	1 292	41 421	10 431	67 260	1 234	38 269	10 556	63 570
Terrassements en grande masse	451B	160	13 735	419	14 957	149	14 450	579	15 628
Forages et sondages	451D	17	1 020	194	1 611	29	1 339	153	1 820
Construction d'ouvrages d'art	452C	89	13 861	131	14 189	88	13 696	161	14 255
Travaux souterrains	452D	14	1 656	22	1 727	14	1 471	21	1 489
Réalisations de réseaux	452E	218	21 268	363	22 039	224	21 456	363	22 126
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	304	22 423	484	23 462	309	21 806	494	23 316
Construction de voies ferrées	452N	35	4 002	42	4 114	27	3 633	35	3 688
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	578	61 832	1 202	68 271	590	60 483	1 184	64 977
Travaux maritimes et fluviaux	452R	27	2 307	153	2 697	21	2 145	138	2 546
Autres travaux spécialisés de construction	452U	137	7 585	1 633	11 395	123	7 638	1 391	11 008
Autres travaux d'installation	453H	58	2 253	568	3 624	75	2 367	666	4 227
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	71	2 067	331	3 007	72	2 046	377	3 352
Total - Construction (H01et H02)	**H0**	**19 064**	**763 534**	**283 780**	**1 490 877**	**18 662**	**723 590**	**284 039**	**1 458 676**

(1) Population active totale (salariés et non salariés) au 30 juin de chaque année.

TABLEAU K.16-2

Bâtiment et travaux publics : production (1) et investissements du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - BTP) *Unité :* Million de francs

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1995				1996			
		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (2)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (2)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (2)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (2)
BÂTIMENT	**H01**	**281 657**	**5 329**	**516 357**	**12 899**	**267 193**	**5 142**	**497 983**	**13 722**
Gros œuvre		**96 146**	**2 235**	**168 098**	**5 098**	**90 190**	**2 008**	**157 417**	**5 477**
Construction de maisons individuelles	452A	5 421	118	15 103	474	5 966	125	13 772	471
Construction de bâtiments divers	452B	55 577	1 132	60 477	1 307	50 606	955	55 670	1 114
Levage, montage	452T	2 844	129	4 115	193	2 935	142	4 088	213
Travaux de maçonnerie générale	452V	32 304	856	88 403	3 124	30 683	786	83 887	3 679
Second œuvre		**185 511**	**3 094**	**348 259**	**7 801**	**177 003**	**3 134**	**340 566**	**8 245**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	4 987	82	13 680	392	4 487	77	12 817	312
Travaux d'étanchéification	452K	5 419	83	7 837	127	5 426	90	8 012	150
Travaux de charpente	452L	3 428	86	6 577	230	2 686	94	7 209	289
Travaux d'installation électrique	453A	65 231	986	94 895	1 731	61 627	1 239	90 457	1 993
Travaux d'isolation	453C	5 256	79	9 070	150	4 925	80	8 151	148
Installation d'eau et de gaz	453E	10 353	187	32 124	879	9 509	119	32 386	942
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	25 096	369	36 146	635	24 969	331	36 231	651
Plâtrerie	454A	4 174	60	10 589	224	4 169	63	10 787	300
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	14 946	244	40 451	1 105	14 649	316	38 707	1 167
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	14 361	244	24 988	557	14 440	255	26 753	602
Revêtement des sols et murs	454F	5 867	83	15 371	289	5 918	62	14 810	370
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	2 128	36	3 970	75	2 028	33	3 729	76
Peinture	454J	18 592	396	41 583	1 124	17 547	293	40 296	1 008
Agencement de lieux de vente	454L	2 260	56	4 108	111	1 891	28	3 597	72
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	3 413	103	6 870	172	2 732	54	6 624	165
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**132 563**	**5 965**	**157 426**	**7 791**	**129 955**	**5 047**	**151 907**	**6 878**
Terrassements divers, démolition	451A	23 040	1 172	34 531	2 374	21 329	1 180	32 053	2 578
Terrassements en grande masse	451B	10 907	836	13 096	894	12 085	638	14 178	678
Forages et sondages	451D	851	39	1 126	68	1 054	45	1 301	62
Construction d'ouvrages d'art	452C	14 858	661	15 052	666	14 995	319	15 420	326
Travaux souterrains	452D	1 565	73	1 638	77	1 925	33	1 939	34
Réalisations de réseaux	452E	12 648	487	14 356	566	12 792	433	13 080	449
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	11 685	338	12 108	381	11 564	358	12 198	400
Construction de voies ferrées	452N	2 309	204	2 371	231	2 169	293	2 351	294
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	42 791	1 691	47 959	1 874	40 187	1 244	44 187	1 398
Travaux maritimes et fluviaux	452R	2 795	117	3 135	138	2 593	165	2 941	172
Autres travaux spécialisés de construction (2)	452U	6 712	175	8 362	253	6 792	198	8 293	268
Autres travaux d'installation	453H	1 215	25	1 890	51	1 315	25	2 107	52
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	1 187	147	1 802	218	1 155	116	1 859	167
Total - Construction (H01 et H02)	**H0**	**414 220**	**11 294**	**673 783**	**20 690**	**397 148**	**10 189**	**649 890**	**20 600**

(1) La production (métropole et hors métropole) du secteur comprend le montant des travaux de bâtiment et de travaux publics exécutés directement et le montant des autres activités.
(2) Entreprises et SAM : Société auxiliaire de matériel.

TABLEAU K.16-3

Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs en métropole selon l'ouvrage

Hors taxes

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête annuelle d'entreprise - BTP)

Unité : million de francs

Nature de l'ouvrage	1990		1992		1993		1994		1995		1996	
	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	42 382	158 222	38 515	156 340	32 834	137 171						
Logements collectifs	64 421	106 560	70 378	111 829	54 733	88 960	95 021	250 065	93 162	252 402	86 778	253 564
Bâtiments résidentiels	11 867	16 257	11 459	15 553	9 788	17 593	11 023	16 365	7 167	9 648	6 104	8 129
Total	**118 670**	**281 039**	**120 352**	**283 722**	**97 355**	**243 724**	**106 044**	**266 430**	**100 329**	**262 050**	**92 882**	**261 693**
Ateliers industriels, usines	66 665	84 794	63 705	84 141	58 338	74 423	58 732	75 879	48 914	67 819	41 073	56 671
Bureaux, halls	44 368	59 188	43 561	59 692	42 312	58 385	38 357	55 498	37 192	53 537	37 822	53 536
Bâtiments pour l'enseignement et la recherche	11 421	15 862	15 672	21 623	17 027	22 931	15 600	21 980	15 441	21 269	14 436	19 596
Autres bâtiments	47 694	73 106	41 069	62 681	42 490	61 749	41 891	63 821	47 011	72 773	44 170	65 394
Total	**170 148**	**232 950**	**164 007**	**228 137**	**160 167**	**217 488**	**154 580**	**217 178**	**148 558**	**215 398**	**137 501**	**195 197**
Total Bâtiment	**288 818**	**513 989**	**284 359**	**511 859**	**257 522**	**461 212**	**260 624**	**483 608**	**248 887**	**477 448**	**230 383**	**456 890**
Routes, chaussées et pistes	51 623	57 809	53 656	60 074	50 928	55 597	54 381	61 765	55 214	65 632	49 688	56 642
Autres voies de communication	15 972	16 527	20 435	21 497	17 093	18 630	17 877	18 718	16 055	17 355	18 221	19 486
Total	**67 595**	**74 336**	**74 091**	**81 571**	**68 021**	**74 227**	**72 258**	**80 483**	**71 269**	**82 987**	**67 909**	**76 128**
Réseau électrique et télécommunications	15 592	16 451	17 906	18 828	18 095	19 747	17 030	18 461	16 880	17 825	16 760	18 164
Autres lignes et canalisations	17 692	20 188	15 267	17 226	14 753	15 747	16 032	17 029	15 634	17 176	19 352	20 981
Total	**33 284**	**36 639**	**33 173**	**36 054**	**32 848**	**35 494**	**33 062**	**35 490**	**32 514**	**35 001**	**36 112**	**39 145**
Autres ouvrages de travaux publics	6 977	13 186	7 751	12 594	4 866	7 681	4 140	6 560	12 539	17 682	15 272	18 710
Total Travaux publics	**107 856**	**124 161**	**115 015**	**130 219**	**105 735**	**117 402**	**109 460**	**122 533**	**116 322**	**135 670**	**119 293**	**133 983**
Total Bâtiment et Travaux publics	**396 674**	**638 150**	**399 374**	**642 078**	**363 257**	**578 614**	**370 084**	**606 141**	**365 209**	**613 118**	**349 676**	**590 873**

TABLEAU K.16-4

Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

Hors taxes

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise) — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Entreprises artisanales						
0 à 10 salariés :						
Neuf	106 320	79 322	73 207	77 579	91 685	83 364
Entretien, amélioration	135 156	145 263	129 949	130 926	126 794	134 119
Autres entreprises						
11 à 19 salariés :						
Neuf	28 037	27 775	22 735	26 574	27 883	26 370
Entretien, amélioration	25 739	36 192	33 501	28 620	29 096	30 569
20 à 49 salariés :						
Neuf	61 629	55 984	46 856	53 062	55 822	51 935
Entretien, amélioration	47 843	53 187	53 596	50 112	49 221	49 334
50 à 199 salariés :						
Neuf	58 428	46 014	42 967	48 616	44 770	45 142
Entretien, amélioration	30 526	36 582	33 959	30 408	32 531	29 448
200 salariés et plus :						
Neuf	105 589	89 424	90 138	101 197	91 835	85 971
Entretien, amélioration	38 883	54 216	39 505	31 496	34 051	30 905
Total pour les entreprises de 11 salariés et plus :						
Neuf	253 683	219 197	202 696	229 449	220 310	209 418
Entretien, amélioration	142 991	180 177	160 561	140 636	144 899	140 256
Autres tranches d'entreprises :						
Neuf	106 320	87 195	79 193	91 157	91 685	93 478
Entretien, amélioration	135 156	155 508	136 165	145 600	126 795	147 720
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	360 003	306 392	281 889	320 606	311 995	302 896
Entretien, amélioration	278 147	335 685	296 726	286 236	271 694	287 977
Montant général des travaux	638 150	642 077	578 615	606 842	583 689	590 873

TABLEAU K.16-5

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES)
(SICLONE)

%

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Organismes HLM	16,0	22,0	19,8	15,9	13,7	12,6
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,5	2,9	2,7	2,4	2,4	1,8
Sociétés civiles immobilières (SCI)	27,9	21,5	22,7	26,3	23,9	24,4
État et collectivités locales	1,7	2,1	1,6	1,7	1,3	1,2
Particuliers	40,3	38,7	41,9	43,7	49,6	51,4
Autres sociétés (1)	11,6	12,8	11,3	10,0	9,1	8,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**334 852**	**319 744**	**356 034**	**310 048**	**305 015**	**301 746**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.16-6

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 pièce	60,6	58,1	56,6	46,4	37,1	29,6
2 pièces	62,6	57,7	64,2	54,5	48,7	48,0
3 pièces	68,0	66,0	72,9	63,1	61,2	59,9
4 pièces	62,8	63,3	71,5	63,1	65,8	67,9
5 pièces	50,5	47,2	56,5	51,7	57,7	59,7
6 pièces et plus	30,3	27,4	34,3	31,2	34,5	36,6
Total	**334,8**	**319,7**	**356,0**	**310,0**	**305,0**	**301,7**

TABLEAU K.16-7

Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Statut d'occupation	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Résidences principales						
Occupation personnelle	113,8	98,1	121,2	112,7	127,0	129,1
Location vide ou meublée	85,5	104,3	108,6	88,5	76,0	69,2
Vente ou location-vente	98,8	85,3	96,8	82,8	78,6	81,6
Mixte location et vente (1)	5,5	5,2	6,3	5,6	4,7	4,4
Logement de fonction	2,5	2,5	2,0	2,8	1,6	1,3
Total	**306,1**	**295,4**	**334,9**	**292,4**	**287,9**	**285,6**
Résidences secondaires						
Occupation personnelle	8,9	7,9	7,6	6,9	7,0	7,3
Location vide ou meublée	3,9	4,8	3,4	3,2	3,2	2,7
Vente ou location-vente	15,0	10,9	9,6	7,3	6,5	5,8
Mixte location et vente (1)	0,8	0,5	0,4	0,1	0,2	0,2
Logement de fonction	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total	**28,7**	**24,2**	**21,1**	**17,6**	**17,0**	**16,1**
Ensemble						
Occupation personnelle	122,7	106,0	128,8	119,6	134,0	136,4
Location vide ou meublée	89,4	109,1	112,0	91,6	79,3	72,0
Vente ou location-vente	113,8	96,2	106,4	90,2	85,1	87,4
Mixte location et vente (1)	6,3	5,7	6,7	5,7	4,9	4,6
Logement de fonction	2,6	2,6	2,1	2,9	1,7	1,3
Total	**334,8**	**319,6**	**356,0**	**310,0**	**305,0**	**301,7**

(1) Opérations destinées en partie à la vente et en partie à la location.

TABLEAU K.16-8

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Bâtiments agricoles	10 351	9 957	11 378	12 128	12 044	12 330
Bâtiments industriels	6 482	4 503	4 432	5 676	5 286	5 447
Stockages	5 315	4 114	4 171	4 180	4 011	4 321
Garages	1 584	1 308	948	853	836	776
Commerces	4 288	3 054	2 930	2 698	2 244	2 053
Bureaux	6 142	4 048	3 179	2 742	2 659	2 661
Autres	8 487	8 020	7 510	6 739	5 820	6 142
Total	**42 649**	**35 004**	**34 548**	**35 016**	**32 900**	**33 730**

TABLEAU K.16-9

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, desTransports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Individuels purs	103,5	93,7	112,4	113,0	123,2	126,9
Autres individuels	27,3	28,2	32,4	30,3	26,4	27,8
Total individuels	**130,8**	**121,9**	**144,8**	**143,3**	**149,6**	**154,7**
Total collectifs	**141,6**	**130,7**	**152,4**	**140,1**	**122,6**	**115,4**
Total	**272,4**	**252,6**	**297,2**	**283,4**	**272,2**	**270,1**

TABLEAU K.16-10

Statistiques de la construction dans l'Union européenne

Source : Eurostat — Taux pour 1 000 habitants

Pays	1994			1995			*r* 1996			1997		
	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés
Union Européenne (à 15)												
Allemagne	8,763	...	7,055	7,838	...	7,396	7,069	...	6,875	6,503	...	6,998
Autriche	7,608	...	6,095	8,295	...	6,636	8,129	...	7,212	...	...	...
Belgique	5,607	5,242	...	4,438	5,621	...	4,808	3,894	...	5,019	3,978	...
Danemark	2,520	1,723	2,178	2,215	1,615	2,094	3,031	2,923	2,587	3,204	3,118	3,156
Espagne	6,064	7,129	5,611	7,212	8,113	6,180	6,789	7,485	6,467	...	...	...
Finlande	4,603 *r*	5,065 *r*	5,025 *r*	3,580 *r*	3,405 *r*	4,674 *r*	4,748	4,393	3,924	6,063	...	...
France	**6,195 *r***	**5,065 *r***	**...**	**5,314 *r***	**4,776 *r***	**...**	**5,198**	**4,549**	**...**	**5,168**	**4,556**	**...**
Grèce	7,744	...	...	6,786	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	7,211	...	7,527	8,056	...	8,542	9,740	...	9,422	10,353	...	...
Italie	3,147	...	...	3,031	...	...	2,804	...	...	...	...	...
Luxembourg	6,845	...	6,815	6,581	...	6,672 *r*	6,879	...	...	...	...	...
Pays-Bas	6,942	6,585	5,064	6,380	6,219	6,084	6,621	6,212	5,766	6,581	6,354	5,985
Portugal	...	...	5,567	7,763	...	6,070	8,536	...	6,853	9,563	...	6,301
Royaume-Uni	...	3,450	3,071	...	2,866	3,213	...	2,962	3,077	...	3,229	3,058
Suède	...	1,357 *r*	2,473	...	1,446 *r*	1,439	...	1,462	1,485	...	1,249	1,513

TABLEAU K.16-11

Investissements en logements (FBCF) par investisseurs

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Million de francs courants

	1990	1993	1994	(1) 1995	(1) *r* 1996	(1) 1997
Ménages hors E.I. (2)	293 046	274 279	279 319	289 147	293 881	299 340
Sociétés et quasi-sociétés et entreprises individuelles	39 992	44 119	47 712	46 374	43 786	41 437
dont : Organismes d'HLM	23 526	30 778	31 456	30 078	28 086	25 674
Autres secteurs institutionnels (3)	11 864	8 762	11 120	11 308	11 014	11 173
Total	**344 902**	**327 160**	**338 151**	**346 829**	**348 681**	**351 950**
Logements neufs	213 671	183 098	190 485	196 892	197 676	196 384
Gros entretien	131 231	144 062	147 666	149 937	151 005	155 566

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) E.I. : entreprises individuelles. Pour plus de précisions sur les comptes de la Nation, se reporter au chapitre G.03.
(3) Institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques et privées.

TABLEAU K.16-12

Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs

Sources : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation)
Banque de France, Direction générale des Études (Direction de la Conjoncture)

Organismes distributeurs	1990		1993		(1) 1994		(1) *r* 1995		(1) 1996	
	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%
Banques (2)	65 941	54,6	38 339	40,4	46 568	38,4	35 833	34,6	49 883	45,6
Sociétés financières	5 294	4,4	4 875	5,1	7 587	6,2	6 534	6,3	4 328	4,0
Crédit foncier et Comptoir des entrepreneurs	11 330	9,4	14 335	15,1	23 899	19,7	24 057	23,2	16 420	15,0
Caisse des dépôts et Caisses d'épargne	29 675	24,6	29 101	30,7	33 423	27,5	29 457	28,4	30 463	27,8
Entreprises « 1% logement »	6 557	5,4	6 092	6,4	7 779	6,4	6 251	6,0	7 037	6,4
Divers (3)	2 046	1,7	2 151	2,3	2 165	1,8	1 410	1,4	1 358	1,2
Total	**120 843**	**100,0**	**94 893**	**100,0**	**121 421**	**100,0**	**103 542**	**100,0**	**109 489**	**100,0**
dont : prêts aidés (4)	33 866	28,0	38 704	40,8	52 167	43,0	46 363	44,8	39 449	36,0

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) Banques AFB, Banques populaires, Crédit mutuel, Crédit agricole.
(3) Collectivités locales, organismes de sécurité sociale, caisses de retraites complémentaires et assurances.
(4) Prêts assortis de bonifications ou subventions de l'État et prêts complémentaires associés.

TABLEAU K.16-13

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs)

Unité : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Réservations			(3) Stocks		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997	1995	1996	1997
Collectif									
Une pièce	18 325	15 145	14 663	16 700	17 325	17 599	17 728	14 666	11 040
Deux pièces	18 046	18 611	21 528	17 173	21 233	23 272	21 577	17 758	15 272
Trois pièces	12 951	14 083	17 937	12 225	15 344	18 081	16 312	14 174	13 506
Quatre pièces et plus	7 742	8 502	10 395	7 628	9 538	10 790	10 619	9 338	8 480
Total	**57 064**	**56 341**	**64 523**	**53 726**	**63 440**	**69 742**	**66 236**	**55 936**	**48 298**
Individuel									
Moins de quatre pièces	2 927	2 939	2 465	3 126	3 029	2 971	3 179	2 899	2 304
Quatre pièces	2 695	3 085	4 045	2 670	2 759	3 983	2 573	2 630	2 415
Cinq pièces	1 676	2 162	2 734	2 187	2 315	2 787	1 972	1 774	1 729
Six pièces et plus	864	875	941	1 173	1 070	1 126	1 118	822	594
Total	**8 162**	**9 061**	**10 185**	**9 156**	**9 173**	**10 867**	**8 842**	**8 125**	**7 042**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU K.16-14

Le parc locatif social

Au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement , des Transports et du Logement (DAEI (SES)) — *Unité :* Logement

	1996	1997
Année de fin de construction		
Avant 1950	246 801	247 270
1951 à 1960	496 567	497 835
1961 à 1970	1 095 671	1 092 758
1971 à 1980	1 053 286	1 052 022
1981 à 1990	609 039	611 747
1991 et après	281 853	350 248
Total	**3 783 217**	**3 851 880**
Taille des logements		
Une pièce	222 627	224 708
Deux pièces	682 708	698 736
Trois pièces	1 373 985	1 400 429
Quatre pièces	1 142 905	1 161 978
Cinq pièces et plus	360 992	366 029
Total	**3 783 217**	**3 851 880**
Type de financement initial (1)		
PLS / PSR	245 136	243 229
HLM - O	1 996 338	1 973 658
ILM / ILN	124 836	126 527
PLA très social	24 355	32 638
PLA CDC / CFF	884 663	936 917
PLI / PLS	19 556	28 333
PAP et PC locatif	18 670	20 056
Autres financements	469 663	490 522
Total	**3 783 217**	**3 851 880**
Type de conventionnement		
Logements conventionnés avec travaux	1 319 989	1 353 511
Logements conventionnés sans travaux	1 089 245	1 067 998
Logements conventionnés PLA et PC	934 931	1 002 280
Total des logements conventionnés	**3 344 165**	**3 423 789**
Total des logements non conventionnés	**439 052**	**428 091**
Total	**3 783 217**	**3 851 880**

(1) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie définition du texte.

L

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs, recettes et investissements de la SNCF.
2. Lignes et installations de la SNCF.
3. Matériels ferroviaires, moteur et remorqué en service.
4. Transport commercial de voyageurs.
5. Transport commercial de marchandises.
6. Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
7. Accidents de chemin de fer.
8. Transports publics parisiens.
9. Accidents d'exploitation dans les transports parisiens.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec la division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière de la SNCF et la RATP.

1. MÉTHODOLOGIE

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes;

— SERNAM;

— établissement par fonction.

Les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

— Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de vente;

— Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B (pour la partie qu'elle exploite), ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

2. DÉFINITIONS

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Transport de marchandises

— Le transport par wagons complets à charge.

— Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires).

— Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs.

Transport de voyageurs

— Le transport en banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975).

— Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

— INSEE.

— SNCF :

  Division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière; centre de documentation.

— RATP :

  Département commercial.

Publications :

Mémento de statistique des transports, Service économique et statistique (annuel).

Note de conjoncture (mensuelle), SES.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

Dépliant de statistiques SNCF, division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière (annuel).

Rapport annuel d'activité, SNCF.

Mémento statistique, département commercial, RATP (annuel).

Rapport annuel, département commercial RATP.

Statistiques mensuelles, département commercial RATP.

Recueil des statistiques annuelles, département commercial RATP.

* * *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la S.N.C.F.

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du contrôle de Gestion
Pôle «autres informations de gestion»

Unité : Millier

	1992	1993	1994	1995	1996
Recettes totales (hors taxes) (1)	**49 884**	**47 274**	**48 203**	**46 280**	**49 029**
Investissements totaux (2)	**22 491**	**18 200**	**15 088**	**14 264**	**16 140**
Réseau principal	20 356	15 568	12 258	11 284	13 361
Banlieue parisienne (3)	2 075	2 614	2 830	2 980	2 779
Personnel en activité :					
Direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes (4)	28,5	27,9	27,9	28,2	27,5
Autres fonctions	158,6	153,8	148,4	145,3	142,9
Transport	63,3	60,5	57,7	56,4	55,9
Commercial voyageurs	26,0	25,3	25,3	25,5	25,1
Commercial fret	2,3	1,9	1,6	1,4	1,3
Matériel	27,3	26,6	25,7	25,3	24,8
Équipement	39,7	39,5	38,1	36,7	35,8
Service national des messageries (SERNAM)	6,4	6,2	5,9	5,7	5,2
Total (5)	**193,5**	**188,8**	**188,8**	**179,2**	**175,6**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :					
Anciens agents (sauf auxiliaires)	223,9	221,1	218,6	215,2	211,6
Veuves et orphelins (6)	137,4	136,1	134,9	133,7	132,2

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente.
(3) Hors programme «banlieue parisienne» financé par subventions et prêts spéciaux.
(4) Les résultats avec les années antérieures ne sont pas comparables, suite à une réorganisation au niveau Central le 1er janvier 1995.
(5) Y compris lignes nouvelles jusqu'en 1994.
(6) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la S.N.C.F

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle « autres informations de gestion »

	1992	1993	1994	1995	1996
Longueur totale des lignes exploitées (en km)	**32 731**	**32 579**	**32 275**	**31 940**	**31 852**
dont : lignes électrifiées	12 986	13 572	13 742	13 799	14 176
dont : banlieue parisienne (1)	1 263	1 262	1 265	1 268	1 268
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	23 798	24 092	24 146	24 148	24 162
Lignes ouvertes au trafic fret	30 788	30 236	29 794	29 546	29 456
Lignes à voie unique	16 965	16 539	16 178	15 950	15 852
Lignes à deux voies	15 072	15 358	15 399	15 283	15 279
Lignes à trois voies et plus	694	682	698	706	721
Lignes parcourues par les TGV	5 225	5 815	5 740	5 848	5 872
Consistance administrative : « nombre de points de vente » ouverts au trafic commercial	**5 485**	**5 356**	–	–	–
dont : voyageurs et fret	1 400	1 299	–	–	–
voyageurs seulement	3 454	3 409	–	–	–
fret seulement	631	648	–	–	–
Voyageurs	///	///	4 669	4 550 *r*	4 517
Frêt	///	///	1 853	1 845 *r*	1 831
Nombre de passages à niveau (3)	**20 284**	**19 518**	**18 663**	**18 270 *r***	**17 774**
dont : gardés	3 174	2 945	2 466	2 291	2 111
à signalisation automatique	11 496	11 382	11 328	11 287 *r*	11 223

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue S.N.C.F. ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Ile-de-France.
(2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(3) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle «autres informations de gestion»

Nature du matériel	1992	1993	1994	1995	1996
MATÉRIEL À MOTEUR					
Locomotives diesel	1 949	1 801	1 712	1 766	1 721
TGV (3) (4)	206	248	277	304	316
Automotrices électriques (5)	828	833	844	856	873
Autorails (5)	701	700	699	699	697
Locomotives électriques	2 245	2 169	2 144	2 148	2 109
Turbotrains (5)	50	46	43	32	22
Locotracteurs	1 362	1 241	1 199	1 204	1 205
MATÉRIEL À VOYAGEURS					
Voitures d'express	6 023	5 490	5 276	5 173	5 003
Voitures des services d'intérêt régional	1 632	1 739	1 700	1 727	1 782
Voitures de la banlieue parisienne	1 226	1 213	1 192	1 179	1 135
TGV (4) (6)	1 848	2 188	2 510	2 786	2 892
Automotrices électriques (6)	2 832	2 904	2 969	3 059	3 137
Autorails + turbotrains (6)	1 682	1 660	1 638	1 585	1 532
Total matériel à voyageurs	**15 243**	**15 194**	**15 285**	**15 509**	**15 481**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1 680,7	1 708,0	1 727,7 *r*	1 750,8 *r*	1 756,7
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)					
Wagons SNCF	79,7	76,3	66,4	63,7	59,6
Wagons de particuliers (8)	72,4	69,8	68,7	68,2	67,2
Wagons de service	19,1	19,1	18,9	19,2	20,1
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	6,8	6,7	6,3	6,2	6,0

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée ; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Nombre de rames.
(4) Y compris TGV Atlantique.
(5) Nombre d'éléments.
(6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(7) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Unité : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	1994	1995	1996
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**806**	**741**	**786**
Services régionaux Ile-de-France (1) (2)	432	549	537	487	510
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**269**	**254**	**276**
Transport intérieur	237	276	256	238	257
Transport international	**16**	**16**	**14**	**16**	**19**
T.G.V. (4)	–	29,9	43,9	46,6	55,7
Autres trains de grandes lignes	126				
Services régionaux fer et route (3)	127	263	225	207	220
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**58,93**	**55,56**	**59,77**
Services régionaux Ile-de-France (1) (2)	7,61	9,97	9,48	8,48	8,87
Réseau principal (1)	47,04	53,77	49,45	47,08	50,90
Transport intérieur	40,57	47,34	44,33	41,46	44,59
Transport international	6,47	6,43	5,12	5,62	6,31
T.G.V. (4)	–	14,92	20,51	21,43	24,77
Autres trains de grandes lignes (5)	42,02	32,75	21,57	18,89 *r*	18,88
Services régionaux fer et route (3) (6)	5,02	6,10	7,38	6,76 *r*	7,25

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Ile-de-France.
(2) À partir du 1/1/1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la "gamme orange" à partir d'une nouvelle grille forfaitaire.
(3) Services routiers de substitution à tarification SNCF.
(4) Y compris Eurostar.
(5) Non compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.
(6) Y compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle" autres informations de gestion "

	1980	1990	1993	1994	*r* 1995	1996
TONNES TRANSPORTÉES (million)						
Trains entiers	113,5	81,0	70,2	74,5	71,4	74,8
Transports combinés	10,0	12,2	14,3	16,9	17,6	19,1
Autres transports par wagon	82,3	45,3	32,2	32,5	31,0	30,0
Total wagons complets	**205,8**	**138,5**	**116,7**	**123,9**	**120,0**	**123,9**
dont : en wagons de particuliers	120,2	85,4	78,3	81,5	78,7	84,2
Affrètement routier	1,3	1,7	1,7	1,9	2,1	2,0
Transport par expédition	2,1	2,2	3,1	3,5	3,4	2,6
Total du transport	**209,2**	**142,4**	**121,5**	**129,3**	**125,5**	**128,5**
dont : Transport international.						
Exportations	32,87	23,21	21,23	21,80	20,92	20,54
Importations	36,19	20,36	15,66	17,28	17,73	17,85
Transit	8,59	9,41	9,55	11,77	11,36	12,78
Total international	**77,65**	**52,98**	**46,44**	**50,85**	**50,01**	**51,17**
TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES [milliard] (1)						
Trains entiers	27,00	24,24	22,41	23,74	22,86	23,23
Transports combinés	5,94	7,29	8,39	10,12	10,98	12,24
Autres transports par wagon	31,83	18,15	12,83	13,27	12,73	12,84
Total wagons complets	**64,77**	**49,68**	**43,63**	**47,13**	**46,57**	**48,31**
dont : en wagons de particuliers	33,98	30,69	30,13	31,65	30,99	33,32
Affrètement routier	0,65	0,87	0,83	0,99	1,03	0,99
Transports par expédition	0,95	0,99	1,44	1,60	1,57	1,20
Total du transport	**66,37**	**51,54**	**45,90**	**49,72**	**49,17**	**50,50**
dont : Transport international.						
Exportations	11,21	8,81	8,20	8,56	8,49	8,55
Importations	8,90	6,17	4,73	5,59	5,92	6,16
Transit	5,21	5,71	5,98	7,30	7,53	8,69
Total international	**25,32**	**20,69**	**18,91**	**21,45**	**21,94**	**23,40**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle «autres informations de gestion»

Nature de marchandises	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
TONNAGE TAXE (million de tonnes)					
Produits agricoles et animaux vivants	15,18	12,80	10,81	10,99	10,17
Denrées alimentaires et fourrages	12,71	12,04	10,96	10,53	10,90
Combustibles minéraux solides	10,56	6,93	6,37	5,65	5,85
Produits pétroliers	10,14	9,22	9,38	8,21	8,99
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	6,89	7,09	8,36	8,27	7,85
Produits métallurgiques	20,80	17,51	20,49	19,53	19,32
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	20,41	17,99	21,43	21,00	22,09
Engrais	4,68	3,75	3,61	3,54	4,12
Produits chimiques	9,68	8,83	9,17	8,54	8,81
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	21,72	20,48	23,30	23,69	25,73
Total (2)	**132,77**	**116,59**	**123,88**	**119,95**	**123,83**
TONNES-KILOMÈTRES [milliard] (3)					
Produits agricoles et animaux vivants	6,04	5,32	4,86	4,75	4,37
Denrées alimentaires et fourrages	5,44	5,13	4,65	4,43	4,61
Combustibles minéraux solides	1,98	1,54	1,46	1,39	1,29
Produits pétroliers	3,55	3,35	3,21	2,84	3,16
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	1,49	1,75	2,33	2,32	2,10
Produits métallurgiques	6,13	5,09	6,24	6,22	6,35
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	5,53	4,90	5,73	5,39	5,37
Engrais	1,92	1,49	1,44	1,45	1,68
Produits chimiques	3,81	3,46	3,69	3,41	3,47
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	12,32	11,59	13,52	14,36	15,91
Total (2)	**48,21**	**43,62**	**47,13**	**46,56**	**48,31**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).
(3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Délégation chargée du Contrôle de Gestion
Pôle «autres informations de gestion»

	1992	1993	1994	1995	1996
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER					
Nombre d'accidents (1)	**446**	**417**	**408**	**358**	**367**
Accidents de trains	77	72	69	74	79
Accidents de cars	1	1	0	0	0
Accidents individuels (2)	216	198	215	137	149
Autres accidents (3)	152	146	124	147	139
Nombre de tués (4)	**134**	**120**	**106**	**72**	**80**
Agents en service (5) (6)	5	7	6	9	4
Voyageurs (6)	39	37	20	22	14
dont : voyageurs par accidents de train (6)	—	3	— *r*	— *r*	2
Autres personnes (7)	90	76	80	41	62
Nombre de blessés graves (8)	**103**	**116**	**123**	**80**	**81**
Agents en service (5) (6)	4	2	7	4	5
Voyageurs (6)	48	62	52	41	29
dont : voyageurs par accidents de train (6)	2	3	0	3	1
Autres personnes (7)	51	52	64	35	47
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)					
Nombre d'accidents	**224**	**204**	**203**	**177**	**193**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :					
Gardés	8	2	9	2	—
Avec signalisation automatique	130	130	138	109	131
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	46	43	32	43	35
Accidents de piétons	40	29	24	23	27
Nombre de tués (10)	**71**	**54**	**44**	**57**	**56**
Nombre de blessés graves (10)	**22**	**34**	**18**	**21**	**21**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car S.N.C.F.) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation. des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1) .
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau S.N.C.F.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

TABLEAU L.01-8

Transports publics parisiens

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1992	1993	1994	1995	1996
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :						
Métro	km	201	202	202	202	202
RER	»	115	115	115	115	115
Autobus : Paris	»	524	525	528	530	532
Banlieue (1)	»	2 256	2 326	2 350	2 405	2 466
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :						
Métro : Motrices	nombre	1 726	1 726	1 828	1 788	1 800
Remorques	»	1 069	1 069	1 128	1 109	1 117
RER : Motrices	»	532	532	532	540	540
Remorques	»	430	430	430	438	438
Autobus : Paris	»	1 343	1 331	1 334	1 334	1 333
Banlieue (1)	»	2 467	2 491	2 489	2 560	2 525
Voyages effectués :						
Métro	million	1 201	1 177	1 170	1 029	1 092
RER	»	367	361	364	323	351
Autobus : Paris	»	333	340	335	314	337
Banlieue (1)	»	498	508	492	456	501
Voyageurs-kilomètres :						
Métro (2)	»	5 791	5 673	5 639	4 960	5 262
RER	»	3 745	3 683	3 711	3 299	3 576
Autobus	»	2 198	2 200	2 200	2 048	2 222
Véhicules-kilomètres :						
Métro	»	200	201	200	186	200
RER	»	81	85	84	78	83
Autobus : Paris	»	41	41	40	38	41
Banlieue (1)	»	104	106	107	102	110
Places-kilomètres offertes :						
Métro	milliard	23,0	23,3	23,2	21,4 *r*	23,1
RER	»	16,9	17,3	17,2	16,1 *r*	17,3
Autobus : Paris	»	2,7	2,7	2,6	2,5 *r*	2,7
Banlieue (1)	»	6,4	6,6	6,6	6,1	6,7
Effectif moyen à disposition	millier	38,0	37,9	37,9	38,3	38,3
Recettes du trafic HT	million	7 183	7 408	7 672	7 274	8 071
Investissements totaux	»	3 520	4 744	4 919	5 009	4 849

(1) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles.
(2) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-9

Accidents d'exploitation dans les transports parisiens (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'agressions :						
Métro, RER	2 820	2 451	2 368	2 336	2 179	2 141
Autobus	1 067	435	470	591	773	1 044
Nombre de personnes accidentées : (2)						
Métro, RER	17 287	16 355	15 720	16 364	15 469	17 390
Autobus (3)	2 730	2 683	2 716	2 728	2 526	2 861

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre.
(2) Suicides et malaises inclus.
(3) Suicides, malaises et assimilés exclus.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur entreprise.
2. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
4. Longueur du réseau routier.
5. Immatriculations des véhicules par genre.
6. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.
7. Parc des véhicules par genre.
8. Transport routier de marchandises par distance en charge.
9. Transport routier de marchandises par nature de marchandise.
10. Transport routier de voyageurs.
11. Accidents corporels de la circulation routière.
12. Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique)

1. MÉTHODOLOGIE

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises .

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises en zone longue, ou de transports routiers de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B et 602G)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs et les transports routiers non réguliers de voyageurs. Il ne comprend pas le transport de voyageurs par taxis.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express; affrètement; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Le Service économique et statistique procède, chaque année, au dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans pour les véhicules utilitaires et moins de 15 ans pour les voitures particulières, abstraction faite des véhicules immatriculés par les administrations civiles et militaires, ou, à titre temporaire, dans les séries transit temporaire TT et IT).

Les résultats obtenus à partir du fichier sont supérieurs au parc existant car les destructions ne sont pas toujours signalées aux préfectures.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

2. DÉFINITIONS

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

— INSEE.

Publications :

Mémento de statistiques des transports, SES (annuel);

Note de conjoncture, SES (mensuelle);

Enquête annuelle d'entreprise dans les transports, SES :

— transports routiers de marchandises,

— transports urbains et routiers de voyageurs;

Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, SES (tous les cinq ans);

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, SES (annuelle);

SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, trafic international), SES (banque de données sur les transports de marchandises par route, chemin de fer et voies navigables);

Notes de synthèse, SES (mensuel);

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

*
* *

TABLEAU L.02-1

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net hors taxes		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	29 366	77,0	56 978	20,6	21 015,6	14,5	1 679,6	20,3
6 à 9 salariés	3 428	9,0	25 681	9,3	14 315,3	9,8	659,7	8,0
10 à 19 salariés	2 504	6,6	35 097	12,7	18 409,0	12,7	866,5	10,5
20 à 49 salariés	2 104	5,5	66 378	24,0	37 350,5	25,7	2 003,7	24,2
50 à 99 salariés	443	1,1	30 998	11,2	18 803,0	12,9	1 058,0	12,8
100 à 199 salariés	227	0,6	31 173	11,3	19 162,6	13,2	1 030,7	12,5
200 salariés et plus	83	0,2	30 133	10,9	16 313,5	11,2	970,5	11,7
Total	**38 155**	**100,0**	**276 438**	**100,0**	**145 369,5**	**100,0**	**8 268,7**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602A, 602B, 602G) (non compris le transport de voyageurs par taxis)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1 325	42,0	3 838	4,0	912,1	3,0	124,2	4,5
6 à 9 salariés	480	15,2	3 686	3,8	1 469,7	4,9	104,1	3,8
10 à 19 salariés	499	15,8	7 177	7,4	2 288,5	7,6	206,7	7,5
20 à 49 salariés	543	17,2	17 163	17,8	5 926,5	19,7	545,0	19,6
50 à 99 salariés	133	4,2	9 145	9,5	3 404,4	11,3	322,0	11,6
100 et plus	177	5,6	55 528	57,5	16 127,0	53,5	1 467,7	53,0
Total	**3 157**	**100,0**	**96 537**	**100,0**	**30 128,2**	**100,0**	**2 769,7**	**100,0**

TABLEAU L.02-3

Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 634A, 634B, 634C)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	856	40,6	2 124	2,1	5 028,0	4,6	45,3	2,3
6 à 9 salariés	308	14,6	2 316	2,3	4 448,1	4,1	47,8	2,4
10 à 19 salariés	294	14,0	4 181	4,1	6 389,9	5,9	132,7	6,7
20 à 49 salariés	350	16,6	11 327	11,2	12 838,5	11,9	293,8	14,8
50 à 99 salariés	120	5,7	8 413	8,3	8 898,7	8,3	142,0	7,1
100 à 199 salariés	89	4,2	12 607	12,5	11 458,7	10,6	293,5	14,8
200 salariés et plus	89	4,2	59 928	59,4	59 076,7	54,6	1 032,5	51,9
Total	**2 106**	**100,0**	**100 896**	**100,0**	**108 138,6**	**100,0**	**1 987,6**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Longueur du réseau routier

Situation au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SETRA
Ministère de l'Intérieur

Unité : Kilomètre

	1992	1993	1994	1995	1996
Autoroutes	7 408	7 614	8 102	8 275	8 596
dont : autoroutes concédées	5 835	5 919	6 160	6 299	6 479
Routes nationales (1)	28 243	28 212	28 090	28 097	26 881 ■
Chemins départementaux	354 000	354 000	365 607	360 000	360 100
Voies communales	526 000	526 000	562 960	563 000	569 000
Total du réseau national	**915 651**	**915 826**	**964 759**	**959 372**	**964 577**

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.

TABLEAU L.02-5

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

	1992	1993	1994	1995	1996
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS					
Voitures particulières et commerciales	2 105 700	1 721 222	1 972 919	1 930 504	2 132 091
dont : diesel	820 638	783 244	939 952	897 698	836 535
Autocars et autobus (1)	3 954	3 932	3 581	3 981	3 991
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**341 136**	**269 778**	**306 282**	**332 052**	**351 173**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	320 803	253 706	289 280	311 702	330 094
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	20 333	16 072	17 002	20 350	21 079
Tracteurs routiers	15 549	12 304	16 135	21 743	22 872
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	23 620	23 064	27 634	32 235	37 571
Remorques	2 237	1 898	1 971	2 462	2 601
Semi-remorques	12 881	10 173	11 867	15 428	15 210
Total	**2 505 077**	**2 042 371**	**2 347 389**	**2 338 405**	**2 565 509**
Motocycles (3)	117 419	101 467	85 992	85 639	116 891
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION					
Voitures particulières et commerciales	4 309 561	4 277 418	4 263 611	4 128 745	4 038 042
dont : diesel	1 062 980	1 173 712	1 294 116	1 362 781	1 465 219
Autocars et autobus (1)	7 500	6 836	7 288	6 268	6 524
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**686 823**	**680 537**	**675 513**	**651 408**	**641 406**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	638 734	634 866	629 707	610 339	601 077
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	48 089	45 671	45 806	41 069	40 329
Tracteurs routiers	23 725	22 518	24 933	21 706	20 753
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	90 737	92 953	94 691	91 535	96 176
Remorques	5 172	4 987	5 359	4 775	4 391
Semi-remorques	28 072	28 691	28 398	26 307	25 403
Total	**5 151 590**	**5 113 940**	**5 099 793**	**4 930 744**	**4 832 695**
Motocycles (3)	282 226	280 693	286 821	292 641	340 782

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance 1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus	**Total 1996**	Total 1995
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	0	2 250	4 179	168	285	7	**6 889**	7 396
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	0	9 553	17 152	1 647	3 437	373	**32 162**	33 330
Cadres et professions libérales	2	25 132	40 249	4 517	7 660	405	**77 965**	77 297
Professions intermédiaires	1	30 174	46 081	3 030	3 832	79	**83 197**	80 521
Employés	15	297 155	352 816	18 585	20 780	582	**689 933**	600 190
Ouvriers	2	47 195	61 149	2 842	3 026	106	**114 320**	104 794
Retraités, étudiants et sans profession	18	96 371	135 114	7 889	7 175	233	**246 800**	226 421
Profession non indiquée	15	132 573	169 533	9 858	12 912	507	**325 398**	270 808
Sous-total particuliers	**53**	**640 403**	**826 273**	**48 536**	**59 107**	**2 292**	**1 576 664**	**1 400 757**
Sous-total sociétés	**436**	**168 429**	**330 895**	**18 273**	**34 385**	**3 009**	**555 427**	**529 747**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	138	47 812	104 026	5 600	12 199	1 108	**170 883**	162 531
location mobilier (voitures)	40	76 998	115 733	5 878	7 233	273	**206 155**	179 388
Total 1996	**489**	**808 832**	**1 157 168**	**66 809**	**93 492**	**5 301**	**2 132 091**	///
Année 1995	132	743 729	1 021 281	73 697	85 878	5 787	///	1 930 504
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	625	13 764	22 079	2 872	2 108	277	**41 725**	46 684
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1 203	29 514	47 630	14 404	16 681	4 670	**114 102**	121 750
Cadres et professions libérales	1 591	52 825	73 868	18 193	21 163	4 830	**172 470**	185 889
Professions intermédiaires	2 308	79 542	107 750	20 388	16 660	2 327	**228 975**	245 992
Employés	14 872	615 430	715 049	121 175	76 307	10 191	**1 553 024**	1 600 774
Ouvriers	8 387	235 514	305 711	57 102	28 917	3 235	**638 866**	675 466
Retraités, étudiants et sans profession	6 863	182 985	170 292	24 481	16 500	3 131	**404 252**	426 974
Profession non indiquée	9 714	307 382	361 893	66 656	43 250	6 699	**795 594**	739 718
Sous-total particuliers	**45 563**	**1 516 956**	**1 804 272**	**325 271**	**221 586**	**35 360**	**3 949 008**	**4 043 247**
Sous-total sociétés	**381**	**23 372**	**41 999**	**8 463**	**11 587**	**3 232**	**89 034**	**85 498**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	115	7 291	8 382	1 313	1 218	275	**18 594**	16 279
location mobilier (voitures)	5	1 137	1 427	244	261	61	**3 135**	2 991
Total 1996	**45 944**	**1 540 328**	**1 846 271**	**333 734**	**233 173**	**38 592**	**4 038 042**	///
Année 1995	68 680	1 591 977	1 848 192	362 309	235 022	22 565	///	4 128 745

TABLEAU L.02-7

Parc des véhicules par genre

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

	1992	1993	1994	1995	1996
Voitures particulières et commerciales (1)	24 020 000	24 385 000	24 900 000	25 100 000	25 500 000
dont : diesel	4 876 000	5 536 000	6 306 000	6 938 000	7 470 000
Autocars et autobus (2)	42 942	42 029	41 009	40 657	40 629
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	3 676 531	3 618 088	3 606 037	3 596 916	3 553 720
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (3)	3 415 854	3 368 968	3 366 734	3 360 654	3 321 137
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (3)	260 677	249 120	239 303	236 262	232 583
Tracteurs routiers	172 421	168 531	168 336	175 746	180 985
Remorques	27 492	27 044	26 755	27 006	27 276
Semi-remorques	146 584	146 153	147 075	151 668	154 936
Total	**28 085 970**	**28 386 845**	**28 889 212**	**29 091 993**	**29 457 546**
Motocycles (4)	851 000	866 000	862 500	893 100	874 000

(1) Le parc estimé des véhicules utilitaires tire sa source du « Fichier central des automobiles, parc et immatriculations » et ne concerne donc que les véhicules de moins de 10 ans. L'estimation du parc des voitures particulières et commerciales est celle du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(3) PTAC : poids total autorisé en charge.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-8

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

	1992	1993	1994	1995	■ (1) 1996
TONNES (2)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	295	261	303	280	430
De 50 à 149,9 km	143	141	150	159	191
150 km et plus	218	213	227	248	276
Total	**656**	**615**	**680**	**687**	**897**
Compte propre :					
Moins de 50 km	520	464	471	495	592
De 50 à 149,9 km	136	128	130	137	148
150 km et plus	66	65	69	69	89
Total	**722**	**657**	**670**	**701**	**829**
Ensemble :					
Moins de 50 km	815	725	774	775	1 022
De 50 à 149,9 km	279	269	280	296	339
150 km et plus	284	278	296	317	365
Total	**1 378**	**1 272**	**1 350**	**1 388**	**1 726**
TONNES-KILOMÈTRES (3)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	5,1	4,6	5,4	5,2	7,6
De 50 à 149,9 km	10,6	10,5	10,9	11,6	15,5
150 km et plus	74,6	72,4	76,9	84,7	95,6
Total	**90,3**	**87,5**	**93,2**	**101,5**	**118,7**
Compte propre :					
Moins de 50 km	7,3	6,5	6,7	7,2	8,7
De 50 à 149,9 km	8,5	7,9	8,0	8,8	10,2
150 km et plus	13,9	13,4	14,2	14,5	20,5
Total	**29,7**	**27,8**	**28,9**	**30,5**	**39,4**
Ensemble :					
Moins de 50 km	12,4	11,1	12,1	12,4	16,3
De 50 à 149,9 km	19,1	18,4	18,9	20,4	25,7
150 km et plus	88,5	85,8	91,1	99,2	116,1
Total	**120,0**	**115,3**	**122,1**	**132,0**	**158,1**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (4)					
Compte d'autrui	9 750	9 335	9 921	10 286	12 252
Compte propre	6 164	5 843	6 174	6 093	6 887
Total	**15 914**	**15 178**	**16 095**	**16 379**	**19 139**

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Million de tonnes.
(3) Milliard de tonnes-kilomètres.
(4) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-9

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

	1992	1993	1994	1995	■ (1) 1996
TONNES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	146 487	138 093	133 355	151 972	180 171
Denrées alimentaires et fourrages	180 834	183 259	186 428	188 927	216 022
Combustibles minéraux solides	10 654	7 407	5 636	3 297	7 779
Produits pétroliers	64 679	62 205	66 236	69 384	71 158
Minerais et déchets pour la métallurgie	25 724	25 794	25 949	32 328	35 370
Produits métallurgiques	20 142	18 374	21 371	22 584	28 982
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	694 337	609 873	665 492	646 735	804 893
Engrais	28 692	27 582	30 436	32 753	44 509
Produits chimiques	35 791	33 714	37 599	36 895	42 997
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	170 873	166 040	177 437	203 315	294 446
Total	**1 378 213**	**1 272 341**	**1 349 939**	**1 388 190**	**1 726 327**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	75 147	73 065	69 232	80 278	92 331
Denrées alimentaires et fourrages	87 757	91 996	95 746	97 739	111 989
Combustibles minéraux solides	6 809	3 251	4 041	2 570	5 573
Produits pétroliers	30 525	32 371	32 828	36 090	39 463
Minerais et déchets pour la métallurgie	9 254	8 263	7 530	8 359	13 367
Produits métallurgiques	14 761	12 201	15 657	16 838	20 398
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	274 103	244 000	293 016	264 334	368 417
Engrais	11 740	11 416	13 470	13 327	20 571
Produits chimiques	27 853	26 246	28 719	27 866	32 194
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	118 118	112 364	119 413	139 422	192 809
Total	**656 067**	**615 173**	**679 652**	**686 823**	**897 112**
TONNES-KILOMÈTRES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	14 281,7	13 939,8	14 035,9	17 952,6	19 789,6
Denrées alimentaires et fourrages	26 963,4	26 855,9	27 767,4	27 582,7	30 946,4
Combustibles minéraux solides	596,3	458,7	522,5	427,5	632,3
Produits pétroliers	5 628,0	5 483,1	5 548,3	5 792,0	6 738,2
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 679,5	1 615,4	1 779,8	1 932,0	2 296,8
Produits métallurgiques	4 866,8	4 201,1	4 807,8	4 981,7	5 458,4
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	21 936,7	21 023,1	22 402,9	22 278,2	26 843,5
Engrais	2 584,8	2 554,2	2 921,2	3 055,5	3 777,8
Produits chimiques	8 636,0	8 276,6	8 807,5	8 496,2	9 416,3
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	32 865,5	30 879,1	33 498,6	39 540,0	52 259,0
Total	**120 038,7**	**115 287,0**	**122 091,9**	**132 038,4**	**158 158,3**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	9 547,3	9 678,3	9 751,3	12 675,5	13 604,5
Denrées alimentaires et fourrages	19 614,0	19 645,6	20 530,6	20 481,6	22 543,3
Combustibles minéraux solides	490,8	417,2	457,6	382,0	515,1
Produits pétroliers	3 682,4	3 714,5	3 523,0	3 768,1	4 639,8
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 027,9	897,7	1 014,4	1 054,9	1 360,4
Produits métallurgiques	4 306,6	3 659,0	4 213,2	4 343,9	4 558,3
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	13 658,0	13 648,5	14 739,9	14 486,2	17 961,1
Engrais	1 846,3	1 740,9	2 063,7	2 197,2	2 742,7
Produits chimiques	7 844,1	7 481,7	8 000,5	7 650,3	8 099,2
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	28 335,9	26 573,0	28 870,1	34 526,2	42 700,6
Total	**90 353,3**	**87 456,4**	**93 164,3**	**101 565,9**	**118 725,0**

(1) L'enquête a subi une modification importante en 1996 qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Milliers de tonnes et millions de tonnes-kilomètres.

TABLEAU L.02-10

Transport routier de voyageurs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique
CERTU

Unités : Million de voyageurs-kilomètres
Million de véhicules-kilomètres

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Transport en commun de personnes					
Transport urbain :					
Voyageurs-kilomètres	15 830	15 601	17 176	16 494	...
Véhicules-kilomètres	520,6	512,1	520,4	533,6	543,1
dont : Île-de-France en autocars (1)					
Voyageurs-kilomètres	627	888	689	875	753
Véhicules-kilomètres	25,4	35,9	28,0	33,2	33,2
Transport interurbain (2) :					
Voyageurs-kilomètres	7 699	7 507	7 674	8 095	8 456
Véhicules-kilomètres	318,6	307,0	314,2	326,2	326,9
Transport scolaire :					
Voyageurs-kilomètres	10 976	11 510	11 660	11 728	...
Véhicules-kilomètres	314,1	323,8	329,5	335,6	...
dont : par autocar (voyageurs-kilomètres)	10 654	11 189	11 394	11 421	10 702
par autocar (véhicules-kilomètres)	306,3	316,3	322,8	327,7	317,1
Transport de personnel :					
Voyageurs-kilomètres	3 826	3 605	3 615	3 029	...
Véhicules-kilomètres	134,6	131,9	129,0	120,1	...
dont : par autocar (voyageurs-kilomètres)	3 800	3 567	3 557	2 997	2 870
par autocar (véhicules-kilomètres)	132,9	130,2	126,5	118,0	111,3
Transport occasionnel :					
Voyageurs-kilomètres	19 155	19 651	19 767	18 907	...
Véhicules-kilomètres	514,9	521,8	521,9	500,6	...
dont : par autocar (voyageurs-kilomètres)	18 994	19 539	19 664	18 799	19 935
par autocar (véhicules-kilomètres)	509,6	518,7	518,6	496,3	534,4
Total en charge :					
Voyageurs-kilomètres	**57 577**	**57 875**	**58 892**	**58 253**	**...**
Véhicules-kilomètres	**1 803,0**	**1 796,6**	**1 815,0**	**1 816,1**	**1 832,8**
À vide :					
Véhicules-kilomètres	330,1	336,8	333,7	356,7	327,2
Total Véhicules-kilomètres	**2 133,1**	**2 133,4**	**2 148,7**	**2 172,8**	**2 160,0**
Voitures particulières					
Voyageurs-kilomètres	617 000	629 800	651 200	664 300	674 300
Véhicules-kilomètres	334 000	340 000	352 000	359 000	364 400

(1) Depuis 1996, tous les transports réguliers d'Île-de-France effectués par autobus ou autocars sont classés en transport urbain (les transports réguliers par autocars étaient classés en transport interurbain, jusqu'en 1995).
(2) Depuis 1996, l'enquête sur les réseaux de transports urbains de province du CERTU (Centre d'Études sur les réseaux, les Transports, l'Urbanisme. et les Constructions publiques) sert de base à l'estimation du transport urbain de province.

TABLEAU L.02-11

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Accidents corporels	143 362	137 500	132 726	132 949	125 406
dont : En agglomération	100 358	93 873	90 860	91 288	85 125
Véhicules impliqués :					
Cycles sans moteur	8 042	7 856	8 180	8 533	7 481
Cycles avec moteur	41 845	38 364	37 794	39 219	37 053
Voitures particulières (1)	182 321	170 311	163 432	163 486	154 329
Autres véhicules (2)	21 381	19 931	19 841	19 109	17 715
Total	**253 589**	**236 462**	**229 247**	**230 347**	**216 578**
Victimes tuées (3) :					
Piétons	1 165	1 131	1 126	1 027	987
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	348	329	321	374	300
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 449	1 351	1 288	1 251	1 219
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 725	5 835	5 423	5 389	5 240
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	396	406	375	371	334
Total	**9 083**	**9 052**	**8 533**	**8 412**	**8 080**
dont : en agglomération	3 089	3 022	2 747	2 757	2 552
Victimes blessées :					
Piétons	23 107	21 986	21 810	21 197	19 789
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 146	7 106	7 429	7 681	6 771
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	40 969	37 600	37 116	38 735	36 512
Conducteurs et passagers de voitures particulières	118 638	114 244	106 741	106 290	100 281
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	8 244	8 084	7 736	7 500	6 764
Total	**198 104**	**189 020**	**180 832**	**181 403**	**170 117**
dont : Grièvement (4)	44 965	43 535	40 521	39 257	36 204
dont : En agglomération	130 527	121 372	116 087	116 926	109 114

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les dix jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-12

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

Âge des victimes	Piétons	Conducteur de			Conducteurs et passagers de voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
		Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes			
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	87	47	19	3	196	12	**364**
De 15 à 20 ans	53	29	211	78	604	8	**983**
De 21 à 24 ans	24	15	34	177	711	23	**984**
De 25 à 64 ans	387	120	161	478	2 849	252	**4 247**
65 ans et plus	433	88	51	5	877	39	**1 493**
Indéterminés	3	1	2	0	3	–	**9**
Total	**987**	**300**	**478**	**741**	**5 240**	**334**	**8 080**
Blessés :							
Moins de 15 ans	5 414	1 568	1 207	122	6 059	390	**14 760**
De 15 à 20 ans	1 925	1 115	12 542	1 920	11 939	555	**29 996**
De 21 à 24 ans	985	526	1 837	3 539	14 729	678	**22 294**
De 25 à 64 ans	7 302	2 926	4 063	10 673	58 828	4 723	**88 515**
65 ans et plus	4 126	621	468	77	8 380	390	**14 062**
Indéterminés	37	15	39	25	346	28	**490**
Total	**19 789**	**6 771**	**20 156**	**16 356**	**100 281**	**6 764**	**170 117**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure.
3. Réseau des voies navigables par gabarit.
4. Flotte de bateaux.
5. Transport effectué sur le réseau français.
6. Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF classe 61.2Z) regroupe les entreprises employant 6 salariés et plus, dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

2. DÉFINITIONS

Barge

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois constitue le réseau des voies navigables français. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.

— Voies navigables de France.

— INSEE.

Publications :

Voies navigables de France :

— *Statistiques mensuelles et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement;*

— *Statistiques mensuelles et annuelle commerciales;*

— *Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables;*

— *Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.*

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Mémento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement [Service économique et statistique] (annuel).

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

*
* *

TABLEAU L.03-1

**Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs,
chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 61.2Z)**

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise(2) (en millions de francs)
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	27	162	25	137	97,8	6,0
10 à 19 salariés	9	92	40	52	151,7	4,7
20 salariés et plus	14	917	357	560	1 040,5	105,1
Total	**50**	**1 171**	**422**	**749**	**1 290,0**	**115,8**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus.
(2) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Catégorie	1992	1993	1994	1995	1996
TRANSPORTS PUBLICS (1) :					
Travailleurs indépendants	1 361	1 289	1 229	1 146	1 095
dont : retraités en activité	3	3	3	3	2
Salariés	1 623	1 966	1 554	1 820	1 853
dont : Salariés de la flotte française de navigation rhénane (2)	212	151	9	3 *r*	3
de nationalité française	164	125	9	3 *r*	3
Personnel de la traction sur berges (3)	20	17	17	17	16
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (4)	350	320	320	310	310
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :					
Conducteurs des TPE (5)	352	383	482	410	437
Agents des TPE (6)	3 664	3 987	3 901	3 796	3 765
Éclusiers auxiliaires	65	69	62	56	44
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENTS	95	89	94	96	75

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Suite à la délocalisation dans une filiale luxembourgeoise de l'activité de poussage, 115 contrats de travail de droit luxembourgeois, au 31/12/94, et 139 au 31/12/96.
(3) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges. Remplacé par les toueurs : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(4) Effectif estimé. Données non communiquées par le CAF.
(5) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966.
(6) Statut fixé par décret n° 66-901 du 18 novembre 1966.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	Longueur du réseau (2)	1992	1993	1994	1995	1996
0. De moins de 250 tonnes	a	1 880	1 880	1 880	1 640	1 640
	b	13	19	1	–	5
1. De 250 à 399 tonnes	a	3 904	3 904	3 904	4 119	4 033
	b	3 442	3 434	3 429	3 654	3 360
2. De 400 à 649 tonnes	a	266	266	266	266	322
	b	241	213	213	213	261
3. De 650 à 999 tonnes	a	441	441	441	462	480
	b	322	322	278	317	276
4. De 1 000 à 1 499 tonnes	a	91	91	91	91	91
	b	39	39	39	57	39
5. De 1 500 à 2 999 tonnes	a	271	271	271	240	248
	b	249	249	249	209	226
6. De 3 000 tonnes et plus (3)	a	1 647	1 647	1 647	1 682	1 686
	b	1 561	1 546	1 494	1 512	1 511
Total (3)	a	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**
	b	**5 867**	**5 822**	**5 703**	**5 962**	**5 678**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) a. : longueur totale du réseau, b. : longueur fréquentée.
(3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux

Bateaux munis d'un permis d'exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre de bateaux porteurs	2 664	2 374	2 368	2 227	2 193
dont : appartenant à des transporteurs publics	2 130	1 880	1 876	1 810	1 777
Nombre de remorqueurs et pousseurs	221	195	210	205	206
dont : appartenant à des transporteurs publics	126	103	119	114	119
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 515	1 332	1 365	1 373	1 388
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 266	1 093	1 127	1 159	1 169

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies Navigables de France

	1992	1993	1994	1995	1996
TONNAGE (million de tonnes)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	22,80	18,14	18,04	18,60	16,80
Transport pour compte propre	8,49	8,02	7,46	6,57	6,10
Total national	**31,29**	**26,16**	**25,50**	**25,17**	**22,90**
dont : part du pavillon français (%)	96,50	96,20	96,75	95,35	94,32
b. Transport international :					
Importations	11,77	10,67	11,23	11,97	11,05
Exportations	16,81	17,03	16,58	17,74	16,72
Total international	**28,58**	**27,70**	**27,81**	**29,71**	**27,77**
dont : part du pavillon français (%)	11,20	9,40	9,71	11,20	11,52
Total général (a + b)	**59,87**	**53,86**	**53,31**	**54,88**	**50,67**
TONNES-KILOMÈTRES (milliard de tonnes-kilomètres)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	3,51	2,80	2,48	2,50	2,57
Transport pour compte propre	0,74	0,68	0,67	0,65	0,63
Total national	**4,25**	**3,48**	**3,15**	**3,15**	**3,20**
dont : part du pavillon français (%)	95,20	97,10	96,83	95,87	96,88
b. Transport international (partie effectuée sur le réseau français seulement) :					
Importations	1,12	1,01	1,10	1,16	1,10
Exportations	1,54	1,46	1,36	1,55	1,44
Total international	**2,66**	**2,47**	**2,46**	**2,71**	**2,54**
dont : part du pavillon français (%)	33,80	20,00	16,00	11,07	20,00
Total général (a + b)	**6,91**	**5,95**	**5,61**	**5,86**	**5,74**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies Navigables de France

Chapitre de marchandises	1992	1993	1994	1995	1996
Tonnage transporté (millier de tonnes)					
Produits agricoles	5 631	6 565	5 897	6 403	6 364
Denrées alimentaires et fourrages	2 432	2 325	2 043	2 262	2 496
Combustibles minéraux solides	5 256	4 053	3 772	4 176	3 949
Produits pétroliers	7 412	5 987	5 925	5 782	5 819
Minerais et déchets pour la métallurgie	3 331	3 106	3 000	3 446	3 150
Produits métallurgiques	1 520	1 380	1 571	1 665	1 565
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	31 365	27 686	28 248	27 900	23 649
Engrais	1 183	970	953	981	1 051
Produits chimiques	1 296	1 354	1 398	1 572	1 756
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	435	440	499	697	873
Total	**59 861**	**53 866**	**53 306**	**54 884**	**50 672**
Tonnes-kilométrique (million)					
Produits agricoles	862	1 047	910	955	940
Denrées alimentaires et fourrages	362	320	277	338	331
Combustibles minéraux solides	908	585	374	419	482
Produits pétroliers	1 044	759	733	669	743
Minerais et déchets pour la métallurgie	186	190	215	238	214
Produits métallurgiques	257	228	232	294	257
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	2 826	2 398	2 450	2 463	2 214
Engrais	208	152	139	145	152
Produits chimiques	191	207	203	240	270
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	67	63	73	104	142
Total	**6 911**	**5 949**	**5 606**	**5 865**	**5 745**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel embarqué de la flotte de commerce en activité.
3. Flotte de commerce française en service.
4. Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
5. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
6. Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons.
7. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.
8. Place des ports français dans le monde.
9. Accidents de mer.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.

Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 Pêche maritime) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2. DÉFINITIONS

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction de la flotte de commerce.
  — Direction des gens de mer et de l'Administration générale.
  — Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.
  — Centre administratif des affaires maritimes.
  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
— Comité central des armateurs de France (CCAF).
— INSEE.

Publications :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction du Transport Maritime , des Ports et du Littoral :

    Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce (trimestriel);

    Activité des ports maritimes de commerce (annuel);

    Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel);

    La Plaisance en quelques chiffres (annuel).
  — Direction des affaires économiques et internationales, service économique et statistique :

    Mémento des statistiques des transports (SES);

    Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes* (SES);

Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises (SES);

Le transport maritime français, Comité central des armateurs de France (annuel).

— INSEE :

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

*
* *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 611) (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements du secteur d'entreprise (en millions de francs)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	**Total**	dont matériel naval
0 à 5 salariés	119	**77**	42	35	4 467,2	**244,4**	239,1
6 à 9 salariés	21	**119**	63	56	463,1	**18,4**	5,2
10 à 19 salariés	11	**153**	102	51	715,1	**10,1**	0,7
20 à 49 salariés	12	**372**	179	193	840,4	**4,6**	1,8
50 à 99 salariés	12	**827**	431	396	2 501,7	**166,2**	23,7
100 à 199 salariés	6	**793**	366	427	890,6	**288,8**	190,9
200 salariés et plus	12	**7 904**	2 879	5 025	15 901,6	**2 254,1**	1 912,5
Total	**193**	**10 245**	**4 062**	**6 183**	**25 779,7**	**2 986,6**	**2 373,9**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel embarqué de la flotte de commerce en activité (1)

au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction des Gens de Mer et de l'Administration Générale

Catégorie de personnel	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Officiers (2)	2 253	2 751	2 482	2 510	2 750	2 870
Maîtres et marins	3 984	3 897	3 258	3 043	3 406	3 547
Total	**6 237**	**6 648**	**5 740**	**5 553**	**6 156**	**6 417**

(1) L'utilisation d'un fichier distinct de celui de l'Enquête Annuelle d'Entreprise ne permet pas une comparaison directe de leurs effectifs respectifs.
(2) Depuis 1987 les personnels hors hiérarchie sont classés dans la catégorie « officiers ».

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Jauge : millier de tonneaux

Catégorie de navires	1992		1993		1994		1995		1996	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	33	300	31	330	38	335	37	337	39	391
Cargos	128	1 427	124	1 409	113	1 316	59	2 462	55	2 354
Pétroliers	60	2 106	60	2 189	56	2 333	113	1 148	116	1 339
Total	**221**	**3 833**	**215**	**3 928**	**207**	**3 984**	**209**	**3 947**	**210**	**4 084**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS					
Nombre	72 503	75 078	75 829	72 352	75 915
Volume taxable en milliers de mètres cube	1 825 276	1 861 742	1 941 433	1 893 000	1 975 705
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)					
Produits pétroliers débarqués	130 780	130 345	127 999	124 355	125 864
Autres marchandises débarquées	88 075	81 508	89 408	91 078	90 026
Total marchandises débarquées	**218 855**	**211 853**	**217 407**	**215 433**	**215 890**
Produits pétroliers embarqués	17 261	19 242	18 221	14 690	16 898
Autres marchandises embarquées	66 249	73 277	67 850	66 560	65 484
Total marchandises embarquées	**83 510**	**92 519**	**86 071**	**81 250**	**82 382**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)					
Calais	13 863	16 032	18 394	17 056	18 149
Boulogne	1 783	850	975	742	904
Autres ports	12 417	13 265	12 811	12 240	11 423
Total	**28 063**	**30 147**	**32 180**	**30 038**	**30 476**

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

Trafic international et cabotage national

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)				Marchandises embarquées (1)			
	1992	1993	1994	1995	1992	1993	1994	1995
Produits agricoles et animaux vivants	3 682,8	3 727,4	4 131,5	4 555,6	21 607,1	22 452,9	14 985,4	15 870,6
Denrées alimentaires et fourrages	8 418,8	8 512,2	9 191,7	8 379,8	6 411,2	7 320,6	6 673,3	6 867,0
Combustibles minéraux solides	18 444,4	12 130,0	10 486,5	11 200,6	485,8	599,0	819,0	234,9
Produits pétroliers	130 780,1	130 344,7	127 999,4	124 355,0	17 260,5	19 242,1	18 221,5	14 690,4
Minerais et déchets pour la métallurgie	18 913,7	17 644,0	20 628,7	21 564,0	905,8	969,2	729,1	538,7
Produits métallurgiques	1 611,5	1 546,0	1 407,2	1 708,7	3 327,9	4 582,9	4 232,2	4 068,1
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	4 695,5	4 588,4	7 083,8	7 035,1	4 481,9	4 150,7	5 023,0	4 948,1
Engrais	6 473,3	5 058,1	5 661,6	6 609,9	624,1	499,3	538,4	400,6
Produits chimiques	5 692,0	5 637,8	5 842,5	6 028,8	5 637,5	6 137,4	5 913,5	6 173,6
Autres (2)	20 143,1	22 664,3	24 974,0	23 975,1	22 766,1	26 564,7	28 935,5	27 458,2
Total des marchandises	**218 855,2**	**211 852,9**	**217 406,9**	**215 432,6**	**83 507,9**	**92 518,8**	**86 070,9**	**81 250,2**

(1) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : tonne
Passagers : nombre
Navires : nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
France	**15 354**	**3 762 403**	**3 752 672**	**24 059 930**	**14 377 510**
Angleterre	19 155	7 280 739	7 271 180	19 357 897	11 837 927
Allemagne	2 500	8 059	6 211	4 305 185	3 512 231
Panama	1 839	18 057	17 975	12 205 617	4 361 198
Pays-Bas	1 383	44	42	1 674 613	1 839 502
Italie	1 329	435 099	425 681	3 036 514	2 533 557
CEI	324	–	–	544 093	835 840
Grèce	694	7 933	6 759	20 458 669	2 425 667
Libéria	1 161	17 295	17 039	22 630 509	2 235 474
Espagne	368	–	–	2 533 890	617 681
Danemark	1 104	6	4	3 427 418	1 484 166
Norvège	1 371	35 480	35 292	21 485 524	1 681 121
Finlande	174	2 056	1 535	509 214	236 428
Suède	545	44 924	44 455	1 959 574	373 881
Belgique	429	3 935	6 053	721 468	599 837
États-Unis	158	–	–	1 549 192	506 749
Autres pavillons	24 464	3 402 532	3 434 444	74 973 236	31 791 241
Total	**72 352**	**15 018 562**	**15 019 342**	**215 432 543**	**81 250 010**

(1) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Millier de voyageurs
Millier de tonnes
Navire

	1992	1993	1994	1995	1996
Navires entrés	**5 696**	**6 408**	**6 838**	**6 897**	**7 092**
dont : Guadeloupe	2 438	2 812	2 996	2 958	3 319
Martinique	1 671	2 056	2 282	2 337	2 200
Guyane	400	358	333	255	231
Réunion	556	555	586	585	626
Voyageurs débarqués	**748**	**907**	**995**	**922**	**1 332**
dont : Guadeloupe	290	367	429	343	766
Martinique	432	512	532	544	532
Voyageurs embarqués	**750**	**899**	**992**	**901**	**1 317**
dont : Guadeloupe	291	358	426	316	759
Martinique	433	514	534	547	533
Marchandises débarquées	**6 591**	**6 232**	**6 661**	**7 153**	**7 319**
dont : Guadeloupe	2 042	1 933	2 168	2 285	2 578
Martinique	1 737	1 612	1 817	1 852	1 903
Guyane	638	481	530	447	384
Réunion	1 975	2 027	1 961	2 291	2 169
Marchandises embarquées	**1 770**	**1 711**	**1 816**	**1 766**	**1 834**
dont : Guadeloupe	437	431	440	349	330
Martinique	799	789	890	892	978
Guyane	72	69	70	73	80
Réunion	399	395	388	425	426

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde

Année 1995

Source : Journal de la Marine Marchande

Unité : T= million de tonnes
FT= million de freigts tons (1)
ST= million de shorts tons (2)

Principaux ports	UNITÉ	Total du trafic marchandises (3)	*Dont* produits pétroliers (4)	Entrées	Sorties
Singapour (Singapour)	FT	305,5	126,4	175,3	130,2
Rotterdam (Pays-Bas)	T	294,3	113,5	230,7	63,6
Hong-Kong (Hong-Kong)	T	127,2	–	87,0	40,1
Nagoya (Japon)	FT	124,5	–	–	–
Yokohama (Japon)	FT	108,1	–	–	–
Anvers (Belgique)	T	108,1	21,3	65,1	43,0
Kawasaki(Japon)	FT	100,7	51,1	70,9	29,8
Marseille (France)	**T**	**86,6**	**59,4**	**70,8**	**15,8**
Bergen (Norvège)	ST	78,7	74	–	–
Hambourg (Allemagne)	T	72,2	–	44,4	27,8
Port Hedland (Australie)(du 7/95 au 6/96	T	64,3	0,3	0,4	63,9
Newcastle (Australie)(du 7/95 au 6/96	T	60,3	–	7,0	53,3
Virginie (U.S.A.)	ST	59,6	–	9,9	49,7
Le Havre (France)	**T**	**53,8**	**34,0**	**42,1**	**11,7**
Tampa (U.S.A)(du 9/94 au 10/95)	ST	51,4	13,4	30,1	21,3
Londres (Angleterre)	T	51,3	22,4	37,4	13,9

(1) Les notions de freights tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques.
(2) 0,907 tonne métrique.
(3) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(4) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Bureau du trafic maritime et du sauvetage
Centre Administratif des Affaires Maritimes

Unité : Nombre

	1992	1993	1994	1995	1996
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	5 361	5 663	5 919	5 851	5 692
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	683	708	663	705	656
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	1 741	1 794	2 062	1 972	1 961
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	2 937	3 161	3 194	3 174	3 075
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées/sauvées (1)	9 581	8 893	8 782	8 654	8 327
Retrouvées (1)	283	283	250	355	239
Blessées	354	222	508	556	436
Disparues	55	75	76	72	93
Décédées	158	169	157	132	148
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	293	297	377	398	460
Pêche	674	695	733	665	695
Plaisance	2 375	2 547	2 652	2 714	2 615

(1) Jusqu'en 1991, les rubriques étaient : " assistées " et " retrouvées/ sauvées ". En 1992, un déplacement des personnes " sauvées " de la rubrique " retrouvées/sauvées " a été effectué vers la rubrique " assistées ", ce qui induit une rupture de deux séries statistiques du paragraphe " Conséquences sur les personnes ". À partir de 1992, ont été intégrés les évènements de mer traités par le nouveau centre de sauvetages "ANTILLES-GUYANE" (124 opérations).

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel des principales compagnies de transport aérien.
3. Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien.
4. Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français.
5. Trafic commercial.
6. Trafic de relations.
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local.
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers.
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local de fret et de poste.
10. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux.
11. Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Direction générale de l'aviation civile).

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF division 62) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur groupe autour des compagnies nationales Air France et Air France Europe (ex Air Inter) environ 150 entreprises d'importance diverse (Air France et UTA ont fusionné au 31-12-1992 avec effet rétroactif au 01-10-1992). Air Inter est devenue Air France Europe depuis le 1er janvier 1996.

Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

Direction générale de l'aviation civile, Bureau Statistiques et Documentation.

— Bureau Véritas.

— Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

— INSEE.

Publications :

Mémento des statistiques, SES (annuel).

Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, SES.

Bulletin statistique, Direction générale de l'aviation civile, Direction des transports aériens (annuel).

Bulletin technique du bureau Véritas, bureau Véritas (mensuel).

Annuaire statistique de l'OACI, statistiques de l'aviation civile dans le monde, OACI.

Recueil des statistiques de l'OACI, OACI.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

* * *

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 62)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise Au 31 décembre	Nombre d'entre-prises	Effectif total salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié à temps plein (1)		Chiffre d'affaires net hors taxes		Investissements totaux du secteur	
			Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant	Montant (2)	par personne occupée (3)	Montant (2)	*dont* : matériel de transport
0 à 9 salariés	90	300	99	115	369,0	1 230,0	86,3	81,1
10 à 19 salariés	9	128	61	47	153,2	1 196,9	49,4	44,7
20 à 99 salariés	20	668	360	277	1 312,7	1 965,1	79,5	10,5
100 salariés et plus (4)	17	58 111	35 328	13 872	68 937,6	1 186,3	4 353,5	3 783,8
Total	**136**	**59 207**	**35 848**	**14 311**	**70 772,5**	**1 195,3**	**4 568,7**	**3 920,1**

(1) Non compris le personnel hors métropole.
(2) Million de francs.
(3) Millier de francs.
(4) Depuis 1994, les chiffres des grandes compagnies [(Air France, Air France Europe (ex Air Inter)] ne sont plus communiqués séparément, mais sont pris en compte dans « 100 salariés et plus ».

TABLEAU L.05-2

Personnel des principales compagnies de transport aérien (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Compagnie de transport aérien	Personnel navigant			Personnel au sol (2)	**Total général**
	Personnel technique de bord (3)	Personnel commercial de bord (4)	**Total**		
Air France (5)	2 638	6 661	**9 299**	26 874	**36 173**
Air France Europe (ex Air Inter)	624	1 397	**2 021**	7 834	**9 855**
Total au 31 décembre 1996	**3 262**	**8 058**	**11 320**	**34 708**	**46 028**
Air France (5)	2 598	6 132	**8 730**	27 451	**36 181**
Air France Europe (ex Air inter)	800	1 770	**2 570**	8 612	**11 182**
Total au 31 décembre 1995	**3 398**	**7 902**	**11 300**	**36 063**	**47 363**
31 décembre 1994	3 755	8 795	**12 550**	38 293	**50 843**
31 décembre 1993	3 935	8 994	**12 929**	40 306	**53 235**
31 décembre 1992	4 080	9 089	**13 169**	40 642	**53 811**
31 décembre 1991	4 059	9 163	**13 122**	43 822	**57 044**
31 décembre 1990	3 646	8 512	**12 158**	44 064	**56 222**

(1) Air France, Air France Europe (ex Air Inter).
(2) Personnel d'entretien du matériel aéronautique et personnel administratif et commercial.
(3) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(4) Stewards et hôtesses.
(5) Fusion d'Air France et d'UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92.

TABLEAU L.05-3

Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1992	1993	1994	1995	1996
AIR FRANCE (1)	**151**	**146**	**139**	**132**	**141**
Concorde (2)	5	5	5	5	5
Boeing 747 Cargo	10	10	11	11	12
Boeing 747 (100-200 et 400)	41	34	30	28	31
Boeing 727-200	5	–	–	–	–
Boeing 737-200	19	19	19	17	15
Boeing 737-300	4	6	6	6	6
Boeing 737-400	1	–	–	–	–
Boeing 737-500	7	15	16	17	17
Boeing 767-300	3	5	5	5	6
DC 10-30	5	–	–	–	–
Airbus A 300	15	9	5	4	5
Airbus A 310	11	11	10	8	10
Airbus A 320	25	25	21	20	25
Airbus A 340	–	7	11	11	9
AIR INTER (depuis 1996 AIR FRANCE EUROPE)	**60**	**58**	**58**	**66**	**56**
Boeing 737-200	///	///	///	///	2
Airbus A 300	22	19	14	17	–
Airbus A 319	///	///	///	///	9
Mercure	8	8	4	–	–
Airbus A 320	30	31	34	35	35
Airbus A 321	–	–	2	5	5
Airbus A 330	–	–	4	4	–
Fokker 100	–	–	5	5	5

(1) Fusion d'Air France et d'UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92.
(2) Certains de ces appareils ne volent plus mais continuent à figurer dans la flotte car on y prélève des pièces de rechange pour ceux qui volent. Ils peuvent ne pas figurer dans l'inventaire de la flotte de certaines sources statistiques.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1992	1993	1994	1995	1996
AVIONS :					
Transports aériens	761	737	701	693	641
Aviation générale	6 362	6 272	6 204	6 170	6 083
CNRA et CNRAC (1)	1 330	1 359	1 426	1 501	1 594
Total	**8 453**	**8 368**	**8 331**	**8 364**	**8 318**
HÉLICOPTÈRES :					
Transports aériens	223	224	203	208	201
Aviation générale	653	652	654	661	637
Total	**876**	**876**	**857**	**869**	**838**
Planeurs	2 169	2 203	2 193	2 221	2 193
Aérostats (ballons libres)	671	695	720	756	749
Autres					15
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 169**	**12 142**	**12 101**	**12 210**	**12 113**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile interna- tionale) ou appareils anciens de collection ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des états survolés.

TABLEAU L.05-5

Trafic commercial

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km
Million de sièges-km

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (1) :					
Passagers payants	14 583	14 372	15 602	14 499	16 432
Passagers-km transportés PKT (2)	43 082	43 641	50 190	49 615	57 562
Sièges-km offerts SKO (3)	63 715	64 409	68 742	69 962	75 941
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	68	68	73	71	76
Tonnes-km offertes (TKO)	12 922	12 619	11 003	13 684	14 795
Tonnes-km transportées TKT (4)	7 801	7 692	8 934	9 688	10 755
dont : fret et poste	3 924	3 764	4 417	4 568	4 812
Coefficient de chargement (%)	60	61	81	71	73
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE EUROPE (ex Air Inter) :					
Passagers payants	16 363	16 583	17 055	15 993	15 749
Passagers-km transportés PKT (2)	9 353	9 491	9 781	9 256	9 420
Sièges-km offerts SKO (3)	14 446	14 474	14 707	14 447	...
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	65	66	67	64	...
Tonnes-km offertes (TKO)	1 467	1 454	1 547	1 534	...
Tonnes-km transportées TKT (4)	851	860	962	912	...
dont : fret et poste	47	44	40	33	35
Coefficient de chargement (%)	58	59	62	59	...
TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AERIENS (5) :					
Passagers payants	7 632	9 495	10 637	12 406	15 665
Passagers-km transportés PKT (2)	15 689	19 424	22 168	19 932	29 756
Tonnes-km de fret et poste TKT (4)	106	172	221	175	231

(1) En 1992, cumul du trafic d'Air France et d'UTA, fusion des deux entreprises au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92 .
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affréteur ».

TABLEAU L.05-6

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1994		1995		1996	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (2) :								
Métropole/Radiales								
Nice-Paris	1 327	6 091	2 908	11 620	2 808	10 342	3 059	8 807
Marseille-Paris	1 194	6 485	2 280	19 534	2 455	22 320	2 682	22 130
Toulouse-Paris	805	4 587	2 156	20 429	2 471	19 084	2 642	17 630
Bordeaux-Paris	622	3 157	1 363	5 839	1 412	5 566	1 520	5 687
Strasbourg-Paris	325	1 023	1 092	4 930	1 072	4 256	1 242	4 552
Autres radiales	3 623	10 866	8 181	28 837	7 874	20 085	8 448	20 777
Total radiales	**7 896**	**32 209**	**17 980**	**91 189**	**18 092**	**81 653**	**19 593**	**79 583**
dont : exploitants français	7 896	32 209	17 930	90 730	17 991	80 431	19 496	77 031
Métropole/Transversales								
Bastia-Marseille	217	350	252	888	247	931	238	1 106
Ajaccio-Marseille	205	303	236	1 989	228	2 061	220	2 351
Lyon-Nice	82	52	215	191	203	350	189	496
Lyon-Lille	88	70	221	342	191	296	185	342
Bordeaux-Lyon	46	44	199	4	195	352	204	443
Lyon-Nantes	62	27	187	442	181	390	223	470
Autres transversales	1 120	5 462	2 492	4 517	2 629	5 560	2 892	7 742
Total transversales	**1 820**	**6 308**	**3 802**	**8 373**	**3 874**	**9 940**	**4 151**	**12 950**
dont : exploitants français	1 820	6 308	3 787	8 257	3 856	9 751	4 061	12 609
Outre-Mer/Paris								
Pointe-à-Pitre-Paris	271	5 393	889	10 286	921	11 703	976	9 025
Fort-de-France-Paris	218	5 047	863	9 883	847	9 181	905	9 660
Saint-Denis-Paris	111	3 507	468	13 278	503	13 993	609	13 648
Autres relations	74	3 174	271	5 840	339	4 765	410	7 242
Total Outre-Mer-Paris	**674**	**17 121**	**2 491**	**39 287**	**2 610**	**39 642**	**2 900**	**39 575**
dont : exploitants français	674	16 113	2 491	39 287	2 608	39 642	2 890	39 575
Outre-Mer/Province								
Total Outre-Mer-Province	–	–	165	979	256	1 585	293	1 370
dont : exploitants français	–	–	165	979	256	1 585	293	1 119
Outre-Mer/ Intérieur								
Fort-de-France-Pointe-à-Pître	169	2 126	237	1 978	241	1 643	257	1 825
Tahiti-Moorea	249	–	138	1	144	2	151	2
Autres relations	–	–	981	5 373	1 026	5 260	1 089	5 131
Total Outre-Mer-Intérieur	**–**	**–**	**1 356**	**7 352**	**1 411**	**6 905**	**1 497**	**6 958**
dont : exploitants français	–	–	1 354	7 347	1 410	6 905	1 495	6 956
Total relations domestiques	**10 496**	**38 527**	**25 794**	**147 180**	**26 243**	**139 725**	**28 434**	**140 436**
dont : exploitants français	10 496	38 527	25 727	146 600	26 121	138 314	28 232	137 290
RELATIONS FRANCE-EUROPE :								
Total France-Europe (2) (3) (4)	**12 461**	**120 907**	**28 544**	**229 366**	**28 904**	**226 289**	**30 670**	**241 764**
dont : exploitants français	5 683	52 229	11 478	99 713	11 217	90 722	12 365	94 432
Pays de l'Union européenne (3) (4)	8 655	98 079	24 595	203 458	24 298	197 200	25 542	211 704
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE :								
Total France-Afrique	**5 864**	**197 618**	**6 828**	**173 514**	**6 661**	**157 953**	**7 444**	**156 078**
dont : exploitants français	2 949	119 056	3 085	105 336	2 829	95 355	3 364	98 939
Pays du Maghreb	4 395	36 204	3 988	44 405	3 547	34 457	3 848	28 298
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE :								
Total France-Amérique	**2 025**	**149 521**	**6 612**	**367 935**	**6 835**	**394 842**	**7 420**	**399 562**
dont : exploitants français	995	50 501	2 635	215 048	2 906	238 620	3 418	246 581
Amérique du Nord (EU, Alaska, Canada)	1 630	125 567	5 333	303 214	5 466	328 438	5 895	330 480
dont : Pays Centre et Sud	395	23 954	1 278	64 721	1 369	66 404	1 525	69 082

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU L.05-6 (suite et fin)

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1994		1995		1996	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS FRANCE-ASIE :								
Total France-Asie	**1 584**	**101 124**	**3 498**	**242 655**	**3 692**	**264 515**	**3 809**	**263 468**
dont : exploitants français	792	59 496	1 579	148 335	1 577	160 456	1 742	169 371
Japon	244	17 008	909	52 012	906	58 054	945	53 522
Thailande	88	3 866	310	23 999	322	21 594	355	19 456
RELATIONS FRANCE-OCÉANIE :								
Total France-Océanie	**28**	**2 129**	**251**	**6 742**	**256**	**5 994**	**243**	**5 354**
dont : exploitants français	24	1 770	133	3 138	105	2 562	92	2 143
Total (5)	**21 975**	**571 772**	**45 735**	**1 020 223**	**46 348**	**1 049 593**	**49 586**	**1 066 226**
dont : exploitants français	10 482	330 679	18 910	571 569	18 634	587 715	20 981	611 466

(1) Le trafic est classé par ordre décroissant du nombre de passagers.
(2) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(3) Hors France-Espagne Canaries.
(4) Y compris Hong-Kong.
(5) Y compris France-Pays indéterminés.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1992	1993	1994	1995	1996
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :					
Française	799 282	784 506	792 405	866 221	991 161
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	431 966	426 824	426 454	430 101	478 658
Étrangère	358 386	378 680	397 153	415 151	431 324
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :					
Vol régulier	1 028 869	1 034 452	1 065 604	1 156 274	1 289 639
Vol non régulier	151 599	128 734	123 954	125 098	132 846
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 180 468**	**1 163 186**	**1 189 558**	**1 281 372**	**1 422 485**

(1) Fusion d'Air France et UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92 .

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers

	1992	1993	1994	1995	1996
TRAFIC LOCAL					
Exploitants français	**60 791,4**	**60 956,8**	**64 375,9**	**64 404,7**	**70 456,2**
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	50 207,1	49 865,5	51 943,0	47 840,0	49 836,0
Vols réguliers	56 039,7	56 459,7	59 691,4	59 406,2	65 911,1
Vols non réguliers	4 751,7	4 497,1	4 684,5	4 998,5	4 545,1
Exploitants étrangers	**23 157,2**	**24 730,8**	**26 205,9**	**27 113,0**	**28 181,8**
Vols réguliers	20 349,2	21 158,2	22 621,0	23 284,7	28 830,7
Vols non réguliers	2 808,0	3 572,6	3 584,9	3 828,3	4 351,1
Total	**83 948,6**	**85 687,6**	**90 581,7**	**91 517,7**	**98 638,0**
Arrivées	41 977,4	42 831,2	45 230,7	45 646,1	49 211,7
Départs	41 969,0	42 856,4	45 351,0	45 871,6	49 426,3
Trafic de transit direct (2)	**1 207,8**	**1 220,1**	**1 401,0**	**1 438,7**	**1 270,3**
Total du trafic	**85 156,4**	**86 907,7**	**91 982,7**	**92 956,4**	**99 908,3**

(1) En 1992, cumul du trafic d'Air France et d'UTA. Fusion des deux entreprises au 31/12/92 avec effet rétroactif au 1/10/92.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Tonne

	1992	1993	1994	1995	1996
FRET					
Par nationalité de l'exploitant :					
Française	730 390	720 110	801 719	802 622	827 111
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter)(2)	615 545	626 767	641 651	698 340	710 340
Étrangère	326 814	383 216	445 283	459 458	454 699
Par nature du vol :					
Vol régulier	1 020 846	1 070 184	1 214 318	1 227 512	1 249 237
Vol non régulier	36 358	33 142	32 683	34 568	32 572
Total	**1 057 204**	**1 103 326**	**1 247 001**	**1 262 080**	**1 281 809**
POSTE	170 043	215 248	227 830	237 693	256 423

(1) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(2) Fusion d'Air France et d'UTA du 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92 .

TABLEAU L.05-10

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Pays et aéroport	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1990	1994	1995	1996	1990	1994	1995	1996	1990	1994	1995	1996
Allemagne (ex-RFA) :												
Francfort	320,7	364,7	378,4	385,0	29 631,4	35 122,5	38 179,5	38 761,2	1 115,3	1 245,7	1 297,2	1 338,1
Munich	147,9	188,4	201,9	221,0	11 423,8	13 497,1	14 867,9	15 686,1	56,8	63,6	64,6	75,9
Belgique :												
Bruxelles	193,1	202,7	221,8	241,5	8 450,0	11 342,2	12 600,6	13 520,9	282,0	380,7	426,6	450,7
Danemark :												
Copenhague	212,7	318,1	...	270,6	12 768,1	14 119,7	14 708,8	15 896,6	139,6	273,2	309,8	...
France :												
Bordeaux	34,1	29,7	33,2	39,8	2 572,0	2 427,3	2 515,8	2 687,1	10,1	8,7	8,0	8,3
Lyon	65,8	70,6	75,5	85,3	3 853,8	4 268,9	4 445,6	4 967,1	17,1	19,9	19,6	21,5
Marseille	61,0	62,1	72,4	79,4	4 982,8	4 831,4	5 106,6	5 401,4	33,2	42,2	42,9	44,2
Nice	121,7	115,2	122,6	141,5	5 725,8	6 197,5	6 142,9	6 604,0	21,8	21,8	18,9	18,1
Paris	424,4	527,8	558,1	605,9	46 835,8	55 297,8	55 009,2	59 089,0	872,4	1 080,9	1 100,4	1 112,5
Irlande :												
Dublin	95,0	104,4	110,5	121,7	5 509,5	6 981,0	8 024,9	9 091,3	...	66,6	60,1	100,2
Italie :												
Milan	133,7	155,4	173,6	193,5	11 798,0	13 813,7	14 719,2	16 366,6	144,0	177,9	194,5	164,0
Rome	183,5	208,7	219,5	242,8	18 442,4	20 908,5	21 897,8	23 849,6	242,8	262,8	264,1	267,4
Pays-Bas :												
Amsterdam	202,3	274,1	290,7	321,8	16 471,0	23 550,9	25 355,0	27 794,9	604,5	840,0	977,5	1 082,8
Royaume-Uni :												
Londres	592,7	665,3	695,3	734,5	65 558,8	76 700,7	81 447,7	85 457,0	950,7	1 278,9	1 368,2	1 371,3
Espagne :												
Madrid	170,9	193,9	219,0	242,8	16 701,7	18 427,2	19 957,1	21 856,7	220,9	213,1	230,2	242,6
Portugal :												
Lisbonne	61,7	65,6	69,9	79,9	5 282,3	5 950,6	6 243,3	6 381,6	75,8	80,9	89,3	100,7
Norvège :												
Oslo	104,5	159,6	165,9	177,8	6 622,0	9 545,2	9 287,6	10 215,7	43,8	50,2	49,6	58,5
Suède :												
Stockholm	254,6	244,5	...	253,0	14 946,7	14 155,3	14 233,0	14 989,9	74,6	...	...	112,9
Suisse :												
Zurich	172,2	204,0	209,0	224,4	12 694,5	14 506,9	15 340,4	16 226,0	255,5	319,9	326,9	322,5
États-Unis d'Amérique :												
Chicago	972,4	1 154,9	1 157,5	1 165,3	64 480,5	76 030,3	77 265,2	78 992,8	760,6	1 149,3	1 124,2	1 152,5
Los Angeles	815,6	762,7	833,3	890,2	51 230,6	57 436,3	60 314,3	64 227,4	1 388,3	1 702,6	1 757,6	1 954,9
New York	972,6	1 070,0	1 059,6	1 092,5	74 795,5	77 412,6	77 605,4	84 125,0	1 720,8	2 396,7	2 371,4	2 422,7
Japon :												
Osaka	129,6	116,2	100,3	164,4	23 511,6	20 388,9	13 082,3	31 959,7	235,8	357,6	127,6	2 074,3
Tokyo	204,7	323,4	...	324,0	61 860,4	65 994,5	70 032,8	72 039,7	1 424,4	2 050,6	227,3	2 296,5

TABLEAU L.05-11

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (1)

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française

Source : Inspection générale de l'Aviation civile et de la météorologie (IGACEM). Bureau enquêtes-accidents

	1992	1993	1994	1995	1996
AVIATION COMMERCIALE (2)					
Nombre d'accidents corporels	3	3	6	4	4
Nombre de morts	88	–	11	30	1
Nombre de blessés	15	14	9	–	34
AVIATION GÉNÉRALE (3)					
Nombre d'accidents corporels	121	124	113	106	83
Nombre de morts	84	98	66	61	56
Nombre de blessés	141	119	116	92	78
TRAVAIL AÉRIEN (4)					
Nombre d'accidents corporels	16	20	11	7	15
Nombre de morts	9	11	11	3	8
Nombre de blessés	17	23	12	15	13

(1) Y compris le personnel navigant.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(4) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).

Chapitre L.06

Poste et télécommunications

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs de La Poste.
2. Parc des véhicules.
3. Nombre de bureaux de poste.
4. Courrier déposé par les particuliers et les entreprises.
5. Le personnel de France Télécom.
6. Le téléphone.
7. Les autres moyens de communication.
8. La communication d'entreprise.
9. Résultats consolidés de France Télécom.
10. Le trafic international au départ de la France.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de La Poste et de France Télécom.

1. MÉTHODOLOGIE

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi nº 90-568 du 2 juillet 1990. L'objet de La Poste est principalement :

— d'assurer, dans les relations intérieures et internationales, le service public du courrier et du transport de la presse;

— d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence, tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises;

— d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence, des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité courrier s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

France Télécom

Jusqu'au 31 décembre 1990, France Télécom était une administration d'État qui relevait du budget annexe des PTT.

À partir du 1er janvier 1991, France Télécom est devenue un exploitant public, par la loi nº 90-568 du 2 juillet 1990, administré conformément au statut établi par le décret nº 90-1112 du 12 décembre 1990. Depuis le 31 décembre 1996, France Télécom, transformée en société anonyme à conseil d'administration en application de la loi du 26 juillet 1996 (la « Loi France Télécom ») est soumise aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sous réserve des textes spécifiques la régissant.

En sa qualité d'opérateur de réseaux et de services de télécommunications, France Télécom est soumise au code des postes et télécommunications, modifié par la loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT »).

La LRT a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel par le biais d'une autorité de régulation indépendante, l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART).

L'ART, créée le 1er janvier 1997, a un large domaine de compétence pour le fonctionnement du marché et le contrôle de la concurrence. Plus généralement elle est associée, par voie consultative, au pouvoir normatif et aux décisions internationales. En 1997, l'Autorité a rendu 459 avis et décisions.

Depuis janvier 1998, France Télécom est totalement ouverte à la concurrence.

2. DÉFINITIONS

Objets de correspondance

L'analyse du courrier fait apparaître deux grands ensembles de courrier parmi les catégories d'objet de correspondance :

— le courrier déposé par les particuliers, les entreprises ainsi que l'État et les collectivités locales à partir du 1er janvier 1996 et qui regroupe les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses);

— les correspondances admises à circuler en franchise et les plis de services constitués essentiellement du courrier des services financiers facturé en interne. Depuis le 1er janvier 1996, un transfert de courrier des plis en franchise s'est opéré vers les correspondances et les colis à la suite de la suppression de la franchise postale du courrier de l'État et des collectivités locales.

Établissements principaux

Établissements qui participent, dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers, télégraphiques et téléphoniques.

Recettes rurales

Elles comprennent les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de

« commutation de paquets » conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

Direction générale de La Poste : Direction financière, Direction du Contrôle de Gestion.

— France Télécom - Branche ressources.

Publications :

— *Statistiques des services postaux,* Union postale universelle (annuel).

— *Rapport d'activité 1997, Rapport financier 1997,* La Poste.

— *Rapport annuel France Télécom* (annuel).

— *Rapport public d'activité 1997,* Autorité de régulation des télécommunications, juillet 1998.

— *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des télécommunications (UIT).

*
* *

TABLEAU L.06-1

Effectifs de La Poste

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Titulaires (1)	272 872	265 100	259 295	254 335	248 462	242 281
Autres personnels (2)	22 390 (3)	30 400	30 220	30 800	34 438	37 477

(1) Effectifs au 31 décembre de l'année.
(2) Équivalent agent/année. Personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(3) En 1990, non compris les agents non rattachés à l'exploitation.

TABLEAU L.06-2

Parc des véhicules

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1992	1993	1994	1995	1996
TGV Postal	2,5	2,5	2,5	3,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles	40 872	43 608	44 434	43 906	44 698	45 238
Motocycles	11 232	12 830	12 744	12 258	12 250	12 217

TABLEAU L.06-3

Nombre de bureaux de poste (1)

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Total	**16 967**	**16 855**	**16 877**	**16 919**	**16 973**	**17 005**
dont : DOM	204	207	214	218	218	219
Établissements principaux	9 910	9 891	9 850	9 825	9 891	9 786
dont : DOM	136	139	138	142	137	136
Recettes rurales	2 842	2 614	2 506	2 399	2 277	2 190
dont : DOM	1	1	1	3	1	1

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.

TABLEAU L.06-4

Courrier déposé par les particuliers et les entreprises

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste — *Unité* : Million

Catégories d'objets	1990	1992	1993	1994	1995	(1) 1996	1996/95 Variation en %
Correspondances :							
Lettres jusqu'à 20 g et cartes postales urgentes	4 928,9	5 399,0	5 427,2	5 258,3	4 937,0	5 079,5	2,9
Lettres de plus de 20 g	966,7	968,3	970,1	1 065,1	1 062,8	1 109,4	4,4
Distingo	///	1,1	2,8	4,5	4,0	4,5	12,5
Lettres recommandées	145,4	151,0	147,5	138,5	144,1	182,2	26,4
Écoplis jusqu'à 20 g et cartes postales non urgentes	3 195,5	3 332,5	3 420,5	3 418,7	3 373,3	4 057,1	20,3
Écoplis de plus 20 g	434,6	444,4	439,2	465,6	451,9	646,3	43,0
Journaux et écrits périodiques	2 107,0	2 131,3	2 146,0	2 085,4	2 057,6	2 043,6	– 0,7
Colis :							
Colissimo + paquets avion (ordinaires)	57,4	64,5	65,1	72,0	64,6	53,9	– 16,6
Coliéco tarif général (ordinaire)	46,4	40,9	35,5	30,9	28,2	31,4	11,3
Coliéco tarifs spéciaux (ordinaires et recommandés)	185,4	205,6	211,8	210,4*r*	193,1	190,8	– 1,2
Colis non tarifs spéciaux (recommandés)	29,7	26,8	21,7	22,0	18,7	22,6	20,9
Objets avec valeur déclarée	2,8	2,4	2,2	2,3	1,9	2,1	10,5
Colis postaux	1,0	0,9	0,9	1,1	1,1	1,3	18,2
Prospection commerciale :							
Catalogues (TS et guichet)	91,4	99,6	102,6	98,1	90,2	70,6	– 21,7
Postimpact	3 083,9	3 496,1	3 582,3	3 748,2*r*	3 642,5	3 703,4	– 1,7
Postcontact, PCC, PC Plus	3 211,1	4 282,7	5 066,3	6 010,5	6 419,9	6 776,4	5,6
Annuaires à distribution spéciale	15,4	15,8	16,4	16,8	17,1	19,2	12,3
Postréponses	74,6	85,2	85,5	84,3	70,1	104,2	48,6
Total	**18 577,2**	**20 748,1**	**21 743,6**	**22 732,7**	**22 578,1**	**24 098,5**	**6,7**
Plis de services et courrier en franchise :							
Plis ordinaires jusqu'à 20 g	1 247,4	1 368,9	1 340,2	1 178,0	1 241,5	695,2	– 44,0
Plis ordinaires de plus 20 g	199,7	274,1	278,3	275,5	209,4	76,1	– 63,7
Paquets ordinaires, journaux	36,9	32,6	31,6	30,7	12,0	0,8	– 93,3
Plis chargés et recommandés	66,5	71,9	68,8	72,3	61,0	26,3	– 56,9
Total	**1 550,5**	**1 747,5**	**1 718,9**	**1 556,5**	**1 523,9**	**798,4**	**– 47,6**
Total du courrier déposé	**20 127,7**	**22 495,6**	**23 462,5**	**24 289,2**	**24 102,0**	**24 896,9**	**3,3**

(1) La suppression de la franchise postale en 1996, qui s'est traduite par le transfert d'objets du courrier en franchise vers les correspondances et les colis, a pu perturber les résultats de la collecte des données. De ce fait, les comparaisons entre 1996 et 1995 doivent être traitées avec précaution.

TABLEAU L.06-5

Le personnel de France Télécom (1)

Source : France Télécom — *Unité* : Millier

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Effectif mensuel moyen de l'exercice	156,1	153,7	151,9	150,4	147,7	144,0

(1) Maison mère.

TABLEAU L.06-6

Le téléphone

Source : France Télécom

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Parc de lignes principales (en millions) (1)	28,1	30,9	31,7	32,4	33,0	33,7
Numérisation du réseau :						
Transmission numérique (%)	82,0	90,6	95,0	100,0	100,0	100,0
Électronisation de la commutation (%)	///	///	100,0	100,0	100,0	100,0
Parc de publiphones à cartes (en milliers)	73,0	126,2	143,0	158,0	172,0	199,0
Télécartes vendues (en millions)	60,0	100,0	108,0	111,0	112,0	109,0
Facturation détaillée (en milliers)	2 456,1	4 600,0	5 000,0	5 500,0	5 731,0	6 268,0
Services Confort (en milliers)	1 696,2	3 700,0	4 000,0	4 100,0	4 065,0	3 607,0

(1) Y compris les équivalents NUMERIS depuis 1993.

TABLEAU L.06-7

Les autres moyens de communication

Source : France Télécom

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
TÉLÉMATIQUE						
Parc de minitel (en millions) (1)	5,6	6,5	6,5	6,5	7,4	7,4
Trafic Télétel hors annuaire électronique (en millions d'heures)	78,3	88,9	86,3	83,9	83,8	85,1
Audiotel (en milliers d'heures)	///	///	1 797,0	1 965,0	...	...
L'IMAGE						
Réseaux câblés sous maîtrise d'ouvrage de France Télécom nombre de raccordés (en milliers)	...	...	909,0	1 053,0	1 155,0	...
LES MOBILES						
Nombre d'abonnés «mobiles» (en milliers)	231	436	723	1 023	2 127	4 496
Dont : Itinéris	///	79	370	700	1 328	3 000
Dont : Bi-Bop	///	38	73	93	71	44
Dont : Radiomessageries (en milliers)	243	308	300	370	676	1 416

(1) dont 1,6 de modems pour 1997.

TABLEAU L.06-8

La communication d'entreprise

Source : France Télécom

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
LIAISONS LOUÉES						
Parc liaisons TRANSFIX (en milliers)	...	108	111	107	109	117
NUMÉRIS						
Nombre de canaux B commercialisés (en milliers)	25	600	1 000	1 340	1 610	2 128
TRANSPAC						
Trafic réseau (en milliards de caractères par mois)	2 600	3 600	3 960	4 300	6 667	11 916

TABLEAU L.06-9

Résultats consolidés de France Télécom

Source : France Télécom — *Unité* : Million de francs

	1995	1996	1997
Résultats			
Chiffre d'affaires consolidé	147 820	151 259	156 731
Coût des produits et services vendus	– 81 755	– 82 486	– 86 393
Marge brute	66 065	68 773	70 338
Frais commerciaux et administratifs	– 31 035	– 33 097	– 38 621
Frais de recherche et développement	– 5 248	– 5 341	– 5 356
Résultat opérationnel courant	29 782	30 335	26 361
Charges et produits financiers	– 7 157	– 4 946	– 6 276
Résultat net	9 193	2 107	14 863
Autres données financières			
Investissements	31 544	36 941	38 430
Capacité d'autofinancement	51 138	46 506	41 254
Endettement financier net	84 775	69 140	100 992

TABLEAU L.06-10

Le trafic international au départ de la France

Source : France Télécom

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Trafic international départ (millions de minutes taxées)	1 999	2 400	2 770	2 989	3 058	3 142
Indice de prix de la minute (base 100 en 1989)	96,7	83,4	76,1	71,0	71,2	...

M

Commerce et services

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Hypermarchés.
2. Défaillances d'entreprises commerciales.
3. Nombre de salariés des établissements du commerce.
4. Chiffres d'affaires du commerce.

5A. Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs.

5B. Ventes au détail par produit : commerce de détail et activités artisanales.

6A. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

6B. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

7A. Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales.

7B. Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale.

8. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise.
9. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise.
10. Commerce et réparation de l'automobile.
11. Intermédiaires du commerce.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, le commerce de gros bénéficie d'une conjoncture agricole et industrielle favorable et d'un commerce extérieur actif. Les ventes progressent de 5,5 % en volume, soit un à trois points de plus que les années précédentes. Le commerce de gros en biens d'équipement professionnel est particulièrement dynamique soit + 11,8 % en volume au lieu de + 5,6 % en 1996 : les produits électroniques et le matériel informatique sont très demandés, par les entreprises et les administrations, mais aussi par les particuliers. Le volume des ventes du commerce de gros de produits agricoles bruts augmente fortement (+ 8,7 %), après le très faible redressement constaté après la chute des ventes en 1994. Le taux de jachère obligatoire n'est plus que de 5 %. Cette remise en culture amplifiée par des rendements très forts et des débouchés à l'exportation grâce à une baisse des prix favorisent ce commerce. Ainsi, en 1997, le commerce de gros est davantage sollicité, à la fois collecteur, stockeur, distributeur et exportateur.

Le commerce de biens de consommation non alimentaire progresse de + 4,4 % en 1997 après + 1,1 % en 1996, grâce à l'activité des grossistes dans les secteurs textile, électroménager et papier-carton.

Les ventes du commerce de biens intermédiaires augmentent de + 3,4 % en volume, après + 1,2 % en 1996, hors commerce de combustibles.

L'activité des grossistes de produits alimentaires s'améliore; + 2,1 % en volume après + 1 % en 1996 et 1995.

En 1997, le chiffre d'affaires du commerce de détail, augmenté de celui des boulangeries, pâtisseries et charcuteries, croît de + 2,2 % en volume, un peu plus qu'en 1996 et 1995.

Au sein du commerce de détail, les hypermarchés et les supermarchés maintiennent une croissance élevée (+ 3,4 % en volume) en 1997, en dépit d'un parc en moindre expansion. Le nombre d'hypermarchés augmente de + 1 %, après 2,7 % en 1996 et 4,9 % en 1995 et vingt ouvertures de maxidiscompte sont dénombrées en 1997 comme en 1996, au lieu de cent dix pour les magasins à enseignes étrangères. Sur l'ensemble des produits, alimentaires et non alimentaires, hypermarchés et supermarchés représentent désormais les deux cinquièmes des ventes réalisées par le commerce de détail et l'artisanat commercial.

Sur le marché des produits alimentaires, (y compris tabac), la part des grandes surfaces avoisine 59 %, celle de l'alimentation spécialisée et artisanale 20 % et celle de l'alimentation générale de proximité 9 %.

Le commerce spécialisé et artisanal de l'alimentation maintient son activité après plusieurs années de décroissance. La situation des boucheries s'améliore; toutefois, leur chiffre d'affaires en volume n'augmente pas autant que la consommation de viande, qui a repris après la crise de la « vache folle » (fin mars 1996). L'alimentation générale de proximité continue de décliner mais, à un rythme ralenti, de l'ordre de - 1,5 % en 1997 et 1996, après - 3 % et - 5 % en 1995 et 1994.

Sur le marché des produits non alimentaires, les hypermarchés continuent à exercer une vive concurrence sur les grandes surfaces spécialisées. Celles-ci détiennent, avec les petites surfaces spécialisées près de 41 % de ce marché contre 19 % aux grandes surfaces alimentaires.

Amorcée en 1995, la reprise de la croissance des commerces spécialisés non alimentaires se poursuit : + 2,2 % en 1997 comme en 1996, après + 2,3 % en 1995. Les secteurs de l'habillement et des produits électroménager progressent. En revanche, les autres secteurs (meubles et petit équipement) régressent.

Les spécialistes de l'aménagement de l'habitat (dont le bricolage et les jardineries) et les commerces de l'ensemble parfumerie-loisirs-sports continuent leur progression (respectivement + 1,6 % et + 3,1 %) en partie liée à l'essor des nouvelles grandes surfaces spécialisées.

En 1997, l'activité des pharmacies reprend : + 3,0 % après + 0,9 % en 1996. Elle bénéficie d'une accélération de la consommation de médicaments et de l'autorisation de vendre de nouveaux produits jusqu'alors distribués en milieu hospitalier.

Le commerce automobile recule (- 4,0 %) après trois années de progression soutenue : il subit le contrecoup de la fin des primes gouvernementales d'aide à l'achat de véhicules. Toutes les activités du commerce et de la réparation automobile sont touchées, soit par un recul, soit par une croissance faible pour le commerce d'équipement automobile. Seule exception, le commerce de motocycles, où depuis trois ans les ventes augmentent + 6,6 % en 1995, + 12,2 % en 1996 et + 5,3 % en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Défaillances d'entreprises

Le nombre de jugements d'ouverture de procédures de redressement judiciaire ou de procédures de liquidation judiciaire (1), selon une ventilation assez détaillée pour le commerce, est donné par l'exploitation du *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* (*BODACC*).

(1) La loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises a été modifiée par la loi n° 94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, permettant l'ouverture directe d'une procédure de liquidation judiciaire.

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nouvelle nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE donne des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, du commerce de détail et du commerce automobile, à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examens des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont désormais évaluées en base 1995.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC)

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.

L'enquête inaugure une nouvelle génération d'enquête, dite de quatrième génération. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction).

Le tronc commun de questions est complété, bien évidemment, de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.

Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'EAE commerce, de n'interroger les entreprises de façon détaillée qu'une année sur deux selon l'alternance suivante :

— 1996, commerce de détail, activités artisanales assimilées, commerce et réparation automobile,

— 1997, commerce de gros.

Les résultats pour l'exercice 1996 concernent le commerce de détail, le commerce et la réparation automobile auxquels s'adjoint « l'activité artisanale à caractère commercial » formée des charcuteries de détail et des boulangeries et pâtisseries.

Les résultats de la partie interrogée de façon allégée, le commerce de gros et les intermédiaires du commerce, n'ont pu être disponibles en même temps que ceux du commerce de détail et de la réparation automobile.

49 107 entreprises ont été interrogées, par sondage, parmi celles employant moins de 20 salariés et de façon exhaustive en général pour les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permet aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Une enquête sur les établissements (points de vente, entrepôts, bureaux, ...) destinée à établir des statistiques selon leurs caractéristiques propres et leur localisation géographique, a été réalisée en 1992.

Les ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produits et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 1992 à 1997 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, qui paraît dans la collection *INSEE-Résultats* sous le titre « les comptes du commerce ».

3. DÉFINITIONS

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).

● Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :

— commerce de gros et intermédiaires du commerce : (NAF 51);

— commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : (NAF 52);

— commerce et réparation automobile : (NAF 50).

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être

déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m^2 minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m^2.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce);

— Banque de France;

— IFLS (Institut français du libre service);

— CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution);

— COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce;

— ACM (Association pour le commerce moderne);

— CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique);

— IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications :

Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE;

Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services », INSEE;

« Les défaillances d'entreprises : des difficultés visibles plusieurs années à l'avance » *Économie et statistique,* nos 268-269, 1993;

« L'emploi dans le commerce de 1962 à 1986 : rupture en 1968 et 1982 », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987;

« Statistiques et indicateurs des régions françaises (SIRF) », annexe à la loi de finances, *INSEE-Résultats,* nos 105-106, février 1995;

« Les entreprises du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 132-133-134, septembre 1997;

« Les comptes du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 138-139, janvier 1997;

« Les comptes du commerce en 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 160-161, janvier 1998;

« Les entreprises de détail et du commerce de la réparation automobile en 1996 », *INSEE-Résultats*, nos 149-150, janvier 1999;

« L'emploi dans le commerce de 1982 à 1990 », *INSEE-Première,* n° 302, mars 1994;

« Le maxidiscompte », *INSEE-Première,* n° 339, août 1994;

« En dix ans, un nouveau paysage commercial s'est dessiné », *INSEE-Première,* n° 371, mars 1995;

« Formes de vente et conquête de marchés : 25 ans d'évolution de la distribution », *INSEE-Première,* n° 437, mars 1996;

« Le commerce en 1995 », *INSEE-Première,* n° 443, avril 1996;

« Le commerce de gros non alimentaire : ouverture internationale », *INSEE-Première,* n° 465, juin 1996;

« Mondialisation industrielle : le rôle des filiales du commerce de gros des groupes étrangers », *INSEE-Première*, n° 485, septembre 1996;

« Le commerce en 1996 », *INSEE-Première*, n° 515, avril 1997;

« Marché de l'habillement : les enseignes développent leurs marques », *INSEE-Première*, n° 567, janvier 1998;

« Le commerce en 1997 », *INSEE-Première*, n° 574, avril 1998;

« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998;

« Fidélité aux enseignes, fidélité aux marques : les choix des consommateurs », *INSEE-Première*, n° 609, septembre 1998;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC;

Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France;

Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France;

Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS;

Indicateurs (mensuel), COE;

Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

* * *

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS- points de vente)

Hypermarchés	1993	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	416	472	501	531	551	564
Grandes entreprises d'hypermarchés	539	536	547	556	561	559
Total	**955**	**1 008**	**1 048**	**1 087**	**1 112**	**1 123**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	1 524	1 769	1 904	2 051	2 142	2 194
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 772	3 854	3 965	4 107	4 181	4 194
Total (millier de m²)	**5 296**	**5 623**	**5 869**	**6 158**	**6 323**	**6 388**

TABLEAU M.01-2

Défaillances d'entreprises commerciales

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Activité économique	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997	Effectif salarié concerné en 1997
Intermédiaires du commerce	606	621	616	588	1 287
Commerce de gros de produits agricoles bruts	152	152	177	117	307
Commerce de gros de produits alimentaires	729	698	704	645	2 889
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	1 825	1 818	1 951	1 935	6 916
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	623	576	610	596	2 059
Commerce de gros de biens d'équipement professionnel	1 404	1 363	1 297	1 348	6 835
Autres commerces de gros, non classés ailleurs	60	171	254	278	386
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	**5 399**	**5 399**	**5 609**	**5 507**	**20 679**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin	1 811	1 787	1 694	1 602	2 639
Commerce de détail non alimentaire en magasins non spécialisés	40	31	31	27	265
Commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés	5 613	5 185	5 007	4 863	13 377
Pharmacies et commerce de détail d'articles médicaux et d'orthopédie	111	95	104	83	250
Commerce de détail d'équipement de la personne	1 838	1 722	1 500	1 389	2 767
Commerce de détail d'équipement du foyer	1 151	1 006	959	931	5 345
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat	754	689	625	616	1 413
Commerce de détail de parfumerie, loisirs et sports	857	816	812	804	1 834
Commerce de détail de produits divers (y compris occasion)	902	857	1 007	1 040	1 768
Commerce de détail hors magasin	998	1 052	1 042	1 005	2 897
Réparation d'articles personnels et domestiques	268	257	255	313	526
Commerce de détail et réparation	**8 730**	**8 312**	**8 029**	**7 810**	**19 704**
Commerce et réparation automobile	**2 077**	**1 953**	**2 052**	**2 133**	**6 981**
Total Commerce	**16 206**	**15 664**	**15 690**	**15 450**	**47 364**
Total Commerce DOM	**228**	**221**	**220**	**215**	**666**
Ensemble de l'Économie (1)	**56 734**	**53 860**	**53 912**	**52 075**	**243 134**

(1) Hors agriculture, éducation, santé, activités associatives.

TABLEAU M.01-3

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**375 608**	**383 669**	**386 689**	**389 500**	**386 190**
Commerce de véhicules automobiles	**501**	**213 247**	**213 937**	**213 711**	**213 537**	**207 151**
Entretien et réparation de véhicules automobiles	**502**	**76 696**	**80 312**	**82 025**	**83 540**	**85 153**
Commerce d'équipements automobiles	**503**	**48 379**	**50 189**	**52 126**	**53 376**	**54 368**
Commerce de gros d'équipements automobiles	503A	30 402	31 100	32 388	32 718	33 332
Commerce de détail d'équipements automobiles	503B	17 977	19 089	19 738	20 658	21 036
Commerce et réparation de motocycles	**504**	**9 132**	**8 986**	**9 363**	**9 857**	**10 409**
Commerce de détail de carburants	**505**	**28 154**	**30 245**	**29 464**	**29 590**	**29 109**
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**895 438**	**901 004**	**906 642**	**912 622**	**909 461**
Intermédiaires du commerce de gros	**511**	**59 980**	**60 990**	**60 571**	**61 535**	**60 252**
Intermédiaires en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	511A	1 596	1 606	1 458	1 315	1 386
Intermédiaires en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	511C	2 045	2 162	2 308	2 320	2 144
Intermédiaires en bois et matériaux de construction	511E	1 831	1 911	1 942	1 925	1 937
Intermédiaires en machines, équipements industriels, navires et avions	511G	2 814	2 752	3 467	3 904	3 642
Intermédiaires en meubles, articles de ménage et quincaillerie	511J	1 758	1 776	1 783	1 779	1 502
Intermédiaires en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	511L	2 222	2 290	2 052	2 214	2 189
Intermédiaires en produits alimentaires	511N	9 865	9 163	8 753	8 282	6 939
Centrales d'achats alimentaires	511P	9 550	9 216	9 646	9 577	10 342
Intermédiaires spécialisés du commerce	511R	13 594	14 571	13 933	14 091	14 025
Intermédiaires non spécialisés du commerce	511T	10 161	10 029	9 822	9 714	9 217
Centrales d'achats non alimentaires	511U	4 544	5 514	5 407	6 414	6 929
Commerce de gros de produits agricoles bruts	**512**	**23 765**	**23 617**	**23 141**	**23 292**	**23 496**
Commerce de céréales et aliments pour bétail	512A	15 592	15 245	14 739	14 578	14 675
Commerce de fleurs et plantes	512C	2 309	2 503	2 643	3 021	3 016
Commerce d'animaux vivants	512E	4 515	4 547	4 477	4 470	4 626
Commerce de cuirs et peaux	512G	1 338	1 310	1 269	1 223	1 165
Commerce de tabac non manufacturé	512J	11	12	13	11	14
Commerce de gros de produits alimentaires	**513**	**169 267**	**167 215**	**165 370**	**163 669**	**161 073**
Commerce de fruits et légumes	513A	28 988	28 890	28 522	27 872	27 512
Commerce de viandes et boucherie	513C	9 560	9 427	8 830	8 361	8 374
Commerce de produits à base de viande	513D	3 983	4 026	4 121	3 917	3 748
Commerce de volailles et gibiers	513E	3 146	3 228	4 009	3 969	3 138
Commerce de produits laitiers, œufs, huiles	513G	14 101	13 970	13 640	12 995	12 955
Commerce de boissons	513J	43 558	41 915	40 764	39 543	38 019
Commerce de tabac	513L	9	119	243	349	360
Commerce de sucre, chocolat et confiserie	513N	3 955	4 175	3 399	3 162	3 058
Commerce de café, thé, cacao et épices	513Q	1 246	1 473	1 204	1 455	1 482
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	513S	8 853	8 833	8 727	8 794	8 929
Commerces alimentaires spécialisés divers	513T	18 462	17 702	17 901	19 254	19 596
Commerce de produits surgelés	513V	6 571	7 072	7 371	7 712	7 491
Commerce alimentaire non spécialisé	513W	26 835	26 385	26 639	26 286	26 411
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	**514**	**174 229**	**177 794**	**181 586**	**183 729**	**183 964**
Commerce de textiles	514A	12 305	12 217	11 690	11 424	11 427
Commerce d'habillement	514C	23 704	25 624	26 397	26 624	27 366
Commerce de la chaussure	514D	2 700	2 709	2 507	2 746	2 525
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	514F	11 631	12 000	12 991	13 126	13 207
Commerce de gros de vaisselle et verrerie de ménage	514H	3 273	3 301	3 315	3 119	3 067
Commerce de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	514J	12 402	12 929	13 187	11 959	11 539
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	514L	7 224	9 011	9 686	10 554	9 924
Commerce de produits pharmaceutiques	514N	30 023	28 823	30 532	31 138	31 282
Commerce de papeterie	514Q	7 709	8 499	8 690	9 117	8 903
Commerce de jouets	514R	3 360	3 322	3 324	4 367	4 052
Autres commerces de biens de consommation	514S	59 898	59 359	59 267	59 555	60 672

TABLEAU M.01-3 (suite 1)

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	**515**	**199 513**	**199 784**	**200 302**	**198 120**	**198 948**
Commerce de combustibles	515A	28 520	25 911	24 995	22 525	22 368
Commerce de minerais et métaux	515C	20 486	20 945	21 172	21 075	21 043
Commerce de bois et de produits dérivés	515E	15 773	15 895	16 325	16 056	16 004
Commerce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	515F	70 815	70 008	68 533	68 674	69 750
Commerce de quincaillerie	515H	18 204	18 761	20 111	20 052	20 171
Commerce de fournitures pour plomberie et chauffage	515J	11 908	13 474	14 033	14 334	14 490
Commerce de produits chimiques	515L	23 465	24 392	24 847	24 933	24 666
Commerce d'autres produits intermédiaires	515N	10 307	10 305	10 108	10 259	10 188
Commerce de déchets et débris	515Q	35	93	178	212	268
Commerce de gros d'équipements industriels	**516**	**266 731**	**267 677**	**270 510**	**271 779**	**275 126**
Commerce de machines-outils	516A	6 521	6 343	6 311	6 138	5 974
Commerce d'équipements pour la construction	516C	15 143	14 924	15 040	14 628	14 449
Commerce de machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	969	900	993	996	974
Commerce de machines de bureau et de matériel informatique	516G	62 634	65 486	66 405	66 683	66 109
Commerce de matériel électrique et électronique	516J	56 261	53 526	52 133	52 740	54 389
Commerce de fournitures et équipements industriels divers	516K	66 801	69 097	71 719	72 582	74 034
Commerce de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	516L	29 676	27 977	27 475	26 977	27 458
Commerce de matériel agricole	516N	28 726	29 424	30 434	31 035	31 739
Autres commerces de gros	**517**	**1 953**	**3 927**	**5 162**	**5 958**	**6 607**
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 284 924**	**1 307 176**	**1 321 857**	**1 339 511**	**1 367 630**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	**521**	**481 136**	**489 891**	**498 121**	**509 968**	**528 654**
Commerce de produits surgelés	521A	3 960	4 788	5 419	5 743	5 845
Commerce d'alimentation générale	521B	46 204	42 462	37 877	36 694	35 759
Supérettes	521C	14 379	15 105	14 085	13 742	14 109
Supermarchés	521D	162 735	170 874	180 416	186 029	196 479
Magasins populaires	521E	19 429	19 660	18 329	17 153	17 555
Hypermarchés	521F	191 382	197 551	210 461	219 178	228 927
Grands magasins	521H	30 155	28 356	23 377	23 484	22 222
Autres commerces en magasin non spécialisé	521J	12 892	11 095	8 157	7 945	7 758
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	**522**	**77 864**	**77 985**	**76 986**	**76 732**	**79 082**
Commerce de fruits et légumes	522A	7 996	8 455	8 096	8 015	7 990
Commerce de viandes et produits à base de viande	522C	39 347	38 595	38 454	38 015	38 904
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	522E	6 148	6 257	6 087	6 099	6 059
Commerce de pain, pâtisserie et confiserie	522G	5 247	5 552	5 928	5 940	6 136
Commerce de boissons	522J	5 300	6 017	5 593	5 903	6 218
Commerce de tabac	522L	3 259	3 050	3 119	3 288	3 477
Commerce de produits laitiers	522N	2 703	2 510	2 359	2 158	2 216
Commerces alimentaires spécialisés divers	522P	7 864	7 549	7 350	7 314	8 082
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	**523**	**120 712**	**122 516**	**123 937**	**124 190**	**125 975**
Commerce de produits pharmaceutiques	523A	100 007	101 266	102 574	102 982	104 075
Commerce d'articles médicaux et orthopédiques	523C	3 924	3 900	3 682	3 883	3 971
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	523E	16 781	17 350	17 681	17 325	17 929
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	**524**	**516 761**	**525 480**	**528 573**	**531 223**	**528 895**
Commerce de textiles	524A	24 310	22 324	18 112	16 637	16 826
Commerce d'habillement	524C	110 761	113 822	113 649	114 840	116 650
Commerce de la chaussure	524E	31 866	30 688	30 389	29 210	28 489
Commerce de maroquinerie et d'articles de voyage	524F	5 566	5 250	5 272	5 170	5 700
Commerce de meubles	524H	46 983	45 887	46 129	46 753	45 132
Commerce d'équipement du foyer	524J	16 107	16 689	15 809	15 467	15 549
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	524L	55 270	56 870	57 157	54 393	54 197
Commerce de quincaillerie	524N	40 274	36 622	33 054	30 788	30 793
Commerce de bricolage	524P	12 873	18 644	23 836	27 949	29 498
Commerce de livres, journaux et papeterie	524R	40 260	39 945	39 621	38 747	38 736
Commerce d'optique et de photographie	524T	20 894	21 689	22 925	23 326	24 177
Commerce de revêtements de sols et de murs	524U	5 097	5 601	5 531	5 757	5 166
Commerce d'horlogerie et de bijouterie	524V	16 891	17 088	16 640	16 376	16 141
Commerce d'articles de sport et de loisir	524W	28 350	29 365	31 737	33 096	25 981
Commerce de fleurs	524X	19 072	19 482	20 680	22 378	23 431
Commerce de charbons et combustibles	524Y	10 329	10 347	10 255	9 495	9 074
Commerces divers en magasin spécialisé	524Z	31 858	35 167	37 777	40 841	43 355

TABLEAU M.01-3 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	**525**	**7 346**	**7 094**	**7 209**	**7 121**	**7 726**
Commerce de détail hors magasin	**526**	**57 336**	**60 708**	**64 087**	**64 581**	**64 381**
Vente par correspondance sur catalogue général	526A	13 617	13 339	15 022	15 397	15 713
Vente par correspondance spécialisée	526B	6 481	6 412	7 194	7 089	7 167
Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	526D	13 091	13 135	13 023	13 244	12 860
Commerce de détail non alimentaire sur éventaires et marchés	526E	7 280	6 969	7 498	6 991	6 744
Vente à domicile	526G	14 397	17 965	18 268	18 140	17 974
Vente par automate	526H	2 470	2 888	3 082	3 720	3 923
Réparation d'articles personnels et domestiques	**527**	**23 769**	**23 502**	**22 944**	**22 189**	**22 482**
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	527A	3 662	3 062	2 769	2 372	2 238
Réparation de matériel électronique grand public	527C	6 736	6 916	6 755	6 670	7 022
Réparation d'autres articles électriques à usage domestique	527D	5 403	5 859	6 099	5 988	6 019
Réparation de montres, horloges et bijoux	527F	909	983	999	965	983
Réparation d'articles personnels et domestiques	527H	7 059	6 682	6 322	6 194	6 255

TABLEAU M.01-4

Chiffres d'affaires du commerce (1)

France entière

Évaluations en base 1995

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Commerce automobile	**50**	**559 955**	**604 123**	**625 916**	**660 066**	**645 512**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	392 722	429 195	438 712	466 242	446 940
Entretien et réparation automobile	502Z	61 849	65 057	69 709	71 043	72 933
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	59 734	64 216	70 226	71 685	72 325
Commerce de carburants	505Z	27 663	28 101	28 914	30 561	31 160
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158A, B, C**	**1 668 169**	**1 691 508**	**1 732 189**	**1 758 310**	**1 822 711**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P 151F, 158A	160 584	156 569	155 521	153 223	154 574
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	521A, B, C	76 593	72 399	72 256	69 094	69 413
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	660 509	692 974	715 827	738 358	779 300
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	27 930	26 808	26 425	27 056	27 174
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	121 193	122 831	129 365	133 380	135 497
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	647 579	645 552	657 279	666 127	686 009
dont : hors pharmacies		526 386	522 721	527 914	532 747	550 511
Vente par correspondance	526A, B	40 779	43 198	43 297	43 398	44 283
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	42 212	42 238	48 782	48 505	49 410
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	11 983	11 770	12 802	12 549	12 549
Intermédiaires du commerce	**51 511A à 511U**	**272 364**	**302 191**	**276 023**	**296 064**	**315 739**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**51**	**2 098 780**	**2 239 938**	**2 280 172**	**2 286 738**	**2 394 248**
dont : Gros produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	326 624	292 852	299 655	302 779	321 200
Gros produits alimentaires	513A à 513W	474 368	567 752	522 562	508 329	523 736
Gros biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	395 830	412 669	431 035	425 809	441 095
Gros biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	472 162	513 915	538 046	541 912	567 618
Gros biens d'équipement professionnel	516A à 516N	423 195	440 637	472 929	491 431	522 252

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles.

TABLEAU M.01-5A

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1) (2)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Pain, pâtisserie	19 543	48 359	129	24	706	**68 761**
Fruits et légumes	76 716	32	3	235	542	**77 528**
Viandes et produits dérivés	176 681	16 893	1	710	3 007	**197 292**
Poissons, crustacés, coquillages	43 787	37	–	301	654	**44 778**
Produits laitiers, œufs	110 856	336	–	265	229	**111 687**
Total produits alimentaires frais	**427 583**	**65 656**	**133**	**1 535**	**5 139**	**500 046**
Chocolaterie, confiserie	28 411	3 678	7	43	30	**32 170**
Vins, liqueurs et apéritifs	68 486	82	38	1 342	5 636	**75 583**
Autres boissons	36 918	325	79	723	2 485	**40 531**
Épicerie, produits alimentaires divers	116 862	3 350	625	442	130	**121 408**
Total autres produits alimentaires	**250 676**	**7 435**	**749**	**2 550**	**8 282**	**269 692**
Tabac et cigarettes	54 832	1 239	95	169	21 721	**78 056**
Total alimentaire	**733 091**	**74 331**	**977**	**4 253**	**35 141**	**847 793**
Pneumatiques	572	–	11 312	–	272	**12 156**
Pièces détachées et équipements automobiles	13 005	–	124 113	51	3 502	**140 671**
Vente et réparation de motocycles	37	–	13 043	9	2	**13 091**
Carburants et lubrifiants	99 859	5	65 959	4 214	16 412	**186 449**
Total produits liés à l'automobile	**113 473**	**5**	**214 427**	**4 274**	**20 188**	**352 367**
Produits pharmaceutiques	133 334	–	–	7	2 936	**136 278**
Matériels médicaux et orthopédiques	3 407	–	–	213	2 037	**5 656**
Total pharmacie	**136 741**	**–**	**–**	**220**	**4 973**	**141 934**
Habillement	189 689	–	74	415	1 378	**191 555**
Chaussures	45 770	–	–	50	3 803	**49 622**
Maroquinerie, articles de voyage	10 541	–	–	69	259	**10 869**
Total équipement de la personne	**246 000**	**–**	**74**	**534**	**5 439**	**252 047**
Meubles, literie	71 727	–	–	125	4 444	**76 296**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	34 294	4	–	566	639	**35 503**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	119 172	–	122	602	1 059	**120 955**
Micro-informatique et téléphones	15 960	–	–	680	131	**16 772**
Produits d'entretien ménager	27 162	4	–	3	324	**27 493**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	26 823	–	–	129	284	**27 235**
Revêtements sols et murs	10 351	–	8	43	304	**10 707**
Quincaillerie, bricolage, peinture	63 039	–	475	4 495	777	**68 786**
Plantes, fleurs et graines	21 481	1	21	646	103	**22 252**
Parfumerie et produits d'hygiène	70 481	–	–	77	2 188	**72 746**
Livres, journaux, papeterie	60 456	440	53	297	5 415	**66 661**
Optique, photographie	22 515	–	–	48	807	**23 370**
Vente et réparation de cycles	6 916	–	1 271	17	107	**8 313**
Sports et loisirs	18 346	–	79	82	201	**18 708**
Horlogerie, bijouterie	21 222	–	–	269	629	**22 120**
Jeux et jouets	18 829	–	365	23	601	**19 818**
Autres produits non alimentaires	46 768	5	1 294	360	1 814	**50 242**
Charbons et combustibles	22 001	37	453	8 189	379	**31 060**
Réparation d'articles domestiques	17 196	–	288	244	151	**17 880**
Total autres produits non alimentaires	**694 740**	**491**	**4 432**	**16 895**	**20 358**	**736 916**
Total non alimentaire	**1 190 954**	**495**	**218 933**	**21 923**	**50 958**	**1 483 263**

(1) Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-5A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1) (2)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Voitures particulières d'occasion	30	–	56 538	4	32 155	**88 727**
Voitures particulières neuves	22	–	126 761	387	26 554	**153 724**
Caravanes, remorques	24	–	2 273	101	2 990	**5 387**
Entretien et réparation automobile	1 735	–	89 340	57	1 661	**92 793**
Total automobile	**1 811**	**–**	**274 912**	**549**	**63 360**	**340 632**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**1 925 856**	**74 826**	**494 823**	**26 725**	**149 459**	**2 671 689**

(1) Les chiffres des tableaux sont cohérents avec les chiffres d'affaires et les parts de marché donnés dans le rapport, ils ne sont pas raccordables à l'heure actuelle avec les chiffres de consommation pour des raisons de changement de nomenclature.
(2) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-5B

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Total commerce de détail et activités artisanales	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. alimentaire spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen. non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Pain, pâtisserie	67 902	49 713	3 146	14 237	49	–	18	5	734	–
Fruits et légumes	76 748	10 045	10 293	48 480	129	–	17	–	7 783	–
Viandes et produits dérivés	193 574	54 097	12 695	120 560	525	–	3	279	5 415	–
Poissons, crustacés, coquillages	43 824	6 003	5 065	29 800	297	–	–	282	2 377	–
Produits laitiers, œufs	111 192	3 616	11 448	91 982	237	–	4	–	3 904	–
Total produits alimentaires frais	**493 239**	**123 474**	**42 647**	**305 059**	**1 237**	**–**	**43**	**566**	**20 213**	**–**
Chocolaterie, confiserie	32 089	6 186	1 749	22 713	302	–	411	161	566	–
Vins, liqueurs et apéritifs	68 567	4 603	6 816	54 832	160	–	553	889	714	–
Autres boissons	37 244	2 113	3 718	29 434	79	–	25	113	1 762	–
Épicerie, produits alimentaires divers	120 212	8 334	18 435	86 012	1 021	2 106	454	805	3 044	–
Total autres produits alimentaires	**258 111**	**21 235**	**30 719**	**192 991**	**1 562**	**2 106**	**1 444**	**1 968**	**6 087**	**–**
Tabac et cigarettes	56 071	30 547	4 298	32	3	–	21 191	–	–	–
Total alimentaire	**807 422**	**175 256**	**77 664**	**498 082**	**2 802**	**2 106**	**22 677**	**2 534**	**26 300**	**–**
Pneumatiques	572	–	16	555	2	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	13 005	3	272	12 204	187	–	334	6	–	–
Vente et réparation de motocycles	37	–	–	–	–	–	36	–	–	1
Carburants et lubrifiants	99 864	55	2 445	93 612	143	–	3 610	–	–	–
Total produits liés à l'automobile	**113 478**	**57**	**2 732**	**106 370**	**332**	**–**	**3 980**	**6**	**–**	**1**
Produits pharmaceutiques	133 334	25	64	3 410	302	128 690	799	44	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	3 407	1	–	–	3	3 168	176	59	1	–
Total pharmacie	**136 741**	**26**	**64**	**3 410**	**304**	**131 858**	**975**	**103**	**1**	**–**
Habillement	189 689	2	487	21 632	8 920	10	128 842	18 322	11 472	2
Chaussures	45 770	–	88	4 365	446	–	38 497	709	1 574	91
Maroquinerie, articles de voyage	10 541	5	22	1 263	1 279	–	7 064	326	551	31
Total équipement de la personne	**246 000**	**8**	**597**	**27 260**	**10 645**	**10**	**174 402**	**19 358**	**13 596**	**124**
Meubles, literie	71 727	–	63	2 663	1 779	–	60 816	6 227	168	9
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	34 298	29	234	9 507	2 030	–	17 823	1 015	3 420	240
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	119 172	28	831	37 554	2 410	–	70 658	5 014	1 293	1 384
Micro-informatique et téléphones	15 960	82	109	4 994	233	–	10 443	99	–	–
Produits d'entretien ménager	27 165	27	2 789	20 757	64	325	1 849	1	1 343	11
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	26 823	2	371	6 612	1 421	–	12 887	3 813	1 717	–
Revêtements sols et murs	10 351	–	14	1	147	–	9 887	71	231	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	63 039	2	250	7 311	1 233	–	51 953	963	1 207	120
Plantes, fleurs et graines	21 481	32	29	188	70	–	20 046	419	698	–
Parfumerie et produits d'hygiène	70 481	130	2 450	34 475	3 364	9 388	18 757	1 189	726	–
Livres, journaux, papeterie	60 896	2 243	956	6 874	1 681	–	43 806	3 702	1 635	–
Optique, photographie	22 515	1	57	2 228	281	1	19 702	222	–	22
Vente et réparation de cycles	6 916	–	30	1 822	203	–	4 550	286	–	25
Sports et loisirs	18 346	4	27	830	403	–	16 163	774	113	32
Horlogerie, bijouterie	21 222	2	42	1 434	625	–	17 092	1 523	322	180
Jeux et jouets	18 829	47	173	7 191	1 254	–	9 246	536	382	–
Autres produits non alimentaires	46 773	451	488	13 512	1 158	–	28 598	1 120	1 444	4
Charbons et combustibles	22 038	93	269	2 016	8	–	19 652	–	–	–
Réparation d'articles domestiques	17 196	–	2	45	2	12	5 860	19	10	11 247
Total autres produits non alimentaires	**695 230**	**3 174**	**9 184**	**160 014**	**18 365**	**9 727**	**439 790**	**26 995**	**14 708**	**13 274**
Total non alimentaire	**1 191 449**	**3 265**	**12 578**	**297 054**	**29 646**	**141 594**	**619 148**	**46 461**	**28 305**	**13 399**

TABLEAU M.01-5B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Total commerce de détail et activités artisanales	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimen. tation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen- non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Voitures particulières d'occasion	30	–	–	–	–	–	30	–	–	–
Voitures particulières neuves	22	–	–	–	–	–	22	–	–	–
Caravanes, remorques	24	–	–	–	–	–	24	–	–	–
Entretien et réparation automobile	1 735	–	37	1 665	2	–	32	–	–	–
Total automobile	1 811	–	37	1 665	2	–	107	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	2 000 682	178 521	90 279	796 801	32 450	143 700	641 932	48 995	54 605	13 399
Passage des commissions aux ventes	– 53 833	– 22 440	– 2 226	– 183	– 74	–	– 28 788	– 109	– 7	– 6
Activités hors commerce de détail	128 728	11 035	1 648	55 163	2 077	1 423	53 365	2 133	960	923
Chiffre d'affaires des secteurs	2 075 577	167 116	89 700	851 781	34 453	145 124	666 510	51 018	55 558	14 316

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Fleurs
Pain, pâtisserie	–	–	–	–	–	–	7	–	–	–	–
Fruits et légumes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Viandes et produits dérivés	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total produits alimentaires frais	**7**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7**	**–**	**–**	**–**	**–**
Chocolaterie, confiserie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
Vins, liqueurs et apéritifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres boissons	1	–	–	–	–	–	–	–	13	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	115	–	–	–	–	–	–	2	36	–	–
Total autres produits alimentaires	**116**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7**	**2**	**49**	**–**	**2**
Tabac et cigarettes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total alimentaire	**123**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**14**	**2**	**49**	**–**	**2**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	84	250	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	7	–	–	104	189	–	–
Total produits liés à l'automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**7**	**–**	**–**	**188**	**439**	**–**	**–**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	114 583	685	74	–	19	36	470	3	23	–	44
Chaussures	1 904	29 425	16	–	–	–	56	2	2	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	658	204	5 394	23	13	–	45	6	–	–	–
Total équipement de la personne	**117 144**	**30 315**	**5 483**	**23**	**32**	**36**	**571**	**10**	**24**	**–**	**44**
Meubles, literie	353	–	1	52 554	3 542	3 465	67	76	430	21	–
Équipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	135	–	5	2 227	7 711	787	46	1 006	2 552	79	57
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	100	–	–	8 186	133	55 080	9	648	5 220	–	–
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	65	–	4 309	–	21	16	–	–
Produits d'entretien ménager	–	4	–	–	–	26	–	841	341	–	101
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	2 399	49	2	553	1 330	116	7 940	58	73	182	–
Revêtements sols et murs	33	–	–	72	19	1	14	680	5 013	4 051	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	28	20	–	105	122	118	6	14 540	35 089	526	797
Plantes, fleurs et graines	2	–	–	–	15	4	–	71	2 887	–	16 925
Parfumerie et produits d'hygiène	648	–	105	–	19	–	–	2	14	–	–
Livres, journaux, papeterie	107	–	6	–	23	3 346	2	815	137	–	5
Optique, photographie	10	–	–	–	13	943	–	13	10	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	–
Sports et loisirs	86	–	–	–	33	–	–	39	13	–	17
Horlogerie, bijouterie	48	–	66	–	38	11	–	47	2	–	–
Jeux et jouets	1 121	–	–	48	91	–	–	35	74	–	4
Autres produits non alimentaires	892	17	65	35	206	310	40	241	116	25	1 839
Charbons et combustibles	–	–	–	–	7	10	–	212	202	–	179
Réparation d'articles domestiques	79	497	6	103	29	3 285	4	112	23	–	–
Total autres produits non alimentaires	**6 040**	**588**	**257**	**63 947**	**13 330**	**71 811**	**8 127**	**19 455**	**52 216**	**4 884**	**19 924**
Total non alimentaire	**123 185**	**30 902**	**5 740**	**63 970**	**13 370**	**71 847**	**8 698**	**19 653**	**52 679**	**4 884**	**19 968**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Fleurs
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	21	–	–
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**21**	**–**	**–**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**123 303**	**30 902**	**5 740**	**63 970**	**13 370**	**71 847**	**8 698**	**19 655**	**52 749**	**4 884**	**19 970**
Passage des commissions aux ventes	–	–	–	– 2 357	– 33	– 3 142	–	– 59	–	–	–
Activités hors commerce de détail	2 615	2 811	322	4 830	810	4 686	568	3 600	3 367	216	1 870
Chiffre d'affaires des secteurs	**125 922**	**33 713**	**6 062**	**66 443**	**14 147**	**73 391**	**9 266**	**23 196**	**56 116**	**5 100**	**21 840**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Pain, pâtisserie	–	11	–	–	–	–	–	–
Fruits et légumes	–	–	–	–	–	–	–	16
Viandes et produits dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	–	–	–	–	–	2	–	–
Total produits alimentaires frais	**–**	**11**	**–**	**–**	**–**	**2**	**–**	**16**
Chocolaterie, confiserie	–	352	–	3	–	55	–	–
Vins, liqueurs et apéritifs	16	–	–	–	–	537	–	–
Autres boissons	–	–	–	9	–	2	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	85	97	–	22	–	99	–	–
Total autres produits alimentaires	**101**	**448**	**–**	**34**	**–**	**692**	**–**	**–**
Tabac et cigarettes	50	16 487	–	–	–	4 654	–	–
Total alimentaire	**150**	**16 947**	**–**	**34**	**–**	**5 348**	**–**	**16**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	36	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	135	–	15	–	3	–	3 157
Total produits liés à l'automobile	**–**	**135**	**–**	**51**	**–**	**3**	**–**	**3 157**
Produits pharmaceutiques	799	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	3	–	173	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**802**	**–**	**173**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	91	3	–	11 051	27	1 351	383	–
Chaussures	–	2	–	7 037	–	54	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	158	13	3	–	111	436	–	–
Total équipement de la personne	**249**	**18**	**3**	**18 089**	**137**	**1 842**	**383**	**–**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	70	229	7
Équipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	–	5	–	128	–	609	2 472	6
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	644	101	–	–	528	8	–
Micro-informatique et téléphones	–	65	191	–	–	5 778	–	–
Produits d'entretien ménager	529	–	3	–	–	4	–	1
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	7	–	–	–	176	–	–
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	6	–	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	23	–	57	–	239	–	283
Plantes, fleurs et graines	–	–	–	–	–	89	–	53
Parfumerie et produits d'hygiène	17 052	24	3	–	2	889	–	–
Livres, journaux, papeterie	9	36 276	100	91	–	1 951	938	–
Optique, photographie	32	16	18 303	19	15	329	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	4 530	–	16	–	1
Sports et loisirs	–	10	–	15 760	1	194	–	11
Horlogerie, bijouterie	139	–	–	–	15 962	742	37	–
Jeux et jouets	21	374	3	30	3	7 443	–	–
Autres produits non alimentaires	74	471	87	22	288	15 890	7 978	1
Charbons et combustibles	–	15	–	–	–	–	–	19 027
Réparation d'articles domestiques	–	1	12	586	939	182	2	–
Total autres produits non alimentaires	**17 855**	**37 931**	**18 803**	**21 224**	**17 210**	**35 134**	**11 664**	**19 390**
Total non alimentaire	**18 907**	**38 083**	**18 979**	**39 364**	**17 347**	**36 979**	**12 047**	**22 546**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	30
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	22
Caravanes, remorques	–	–	–	19	–	–	–	5
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	11
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**19**	**–**	**–**	**–**	**68**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**19 057**	**55 030**	**18 979**	**39 417**	**17 347**	**42 326**	**12 047**	**22 630**
Passage des commissions aux ventes	– 2	– 22 777	–	–	–	– 289	–	– 127
Activités hors commerce de détail	2 592	5 907	864	5 231	337	3 174	1 112	8 453
Chiffre d'affaires des secteurs	**21 647**	**38 160**	**19 843**	**44 648**	**17 684**	**45 211**	**13 159**	**30 956**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7A

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	Total détail alimentaire en maga. spécialisé ou petite surface et artisanat
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries, charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Pain, pâtisserie	49 326	107	11	4	1	39	220	4	3 146	**52 859**
Fruits et légumes	30	174	9 246	83	25	23	463	–	10 293	**20 338**
Viandes et produits dérivés	368	53 309	27	4	88	13	288	–	12 695	**66 792**
Poissons, crustacés, coquillages	3	52	14	5 712	–	2	220	–	5 065	**11 068**
Produits laitiers, œufs	343	247	324	13	2 342	24	322	–	11 448	**15 064**
Total produits alimentaires frais	**50 070**	**53 890**	**9 622**	**5 816**	**2 457**	**101**	**1 514**	**4**	**42 647**	**166 121**
Chocolaterie, confiserie	5 714	2	2	–	5	9	356	97	1 749	**7 935**
Vins, liqueurs et apéritifs	4	137	119	9	150	4 089	89	5	6 816	**11 419**
Autres boissons	367	70	81	–	39	1 445	111	1	3 718	**5 831**
Épicerie, produits alimentaires divers	3 051	953	243	7	216	177	3 662	24	18 435	**26 769**
Total autres produits alimentaires	**9 135**	**1 162**	**445**	**17**	**410**	**5 721**	**4 218**	**127**	**30 719**	**51 954**
Tabac et cigarettes	1 239	–	–	–	–	3 971	3	25 334	4 298	**34 846**
Total alimentaire	**60 445**	**55 052**	**10 067**	**5 832**	**2 867**	**9 793**	**5 735**	**25 465**	**77 664**	**252 921**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	16	**16**
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	3	–	272	**274**
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**
Carburants et lubrifiants	5	10	–	–	–	–	39	–	2 445	**2 499**
Total produits liés à l'automobile	**5**	**10**	**–**	**–**	**–**	**–**	**42**	**–**	**2 732**	**2 790**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	25	–	64	**89**
Matériels médicaux et orthopédiques	–	1	–	–	–	–	–	–	–	**1**
Total pharmacie	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**25**	**–**	**64**	**90**
Habillement	–	–	–	–	–	–	2	–	487	**490**
Chaussures	–	–	–	–	–	–	–	–	88	**88**
Maroquinerie, articles de voyage	–	–	–	–	–	1	–	4	22	**27**
Total équipement de la personne	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**2**	**4**	**597**	**605**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	–	–	–	63	**63**
Équipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	4	–	–	–	–	–	18	7	234	**263**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	5	–	–	–	–	–	22	831	**859**
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	–	–	–	–	82	109	**191**
Produits d'entretien ménager	2	10	6	–	–	2	6		2 789	**2 816**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	–	–	–	–	–	–	2	371	**372**
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	–	–	–	14	**14**
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	1	–	–	–	–	–	1	250	**252**
Plantes, fleurs et graines	1	–	5	–	–	–	25	1	29	**61**
Parfumerie et produits d'hygiène	–	1	6	–	–	5	111	7	2 450	**2 580**
Livres, journaux, papeterie	442	–	–	–	2	42	6	1 753	956	**3 200**
Optique, photographie	–	–	–	–	–	–	–	1	57	**58**
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	30	**30**
Sports et loisirs	–	–	–	–	–	–	–	4	27	**31**
Horlogerie, bijouterie	–	–	–	–	–	–	–	2	42	**44**
Jeux et jouets	–	–	–	–	–	–	–	47	173	**220**
Autres produits non alimentaires	13	3	1	–	–	3	161	270	488	**939**
Charbons et combustibles	37	1	–	–	1	50	2	1	269	**362**
Réparation d'articles domestiques	–	–	–	–	–	–	–	–	2	**2**
Total autres produits non alimentaires	**499**	**22**	**18**	**–**	**3**	**103**	**328**	**2 201**	**9 184**	**12 358**
Total non alimentaire	**504**	**33**	**18**	**–**	**3**	**104**	**398**	**2 205**	**12 578**	**15 843**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-7A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	Total détail alimentaire en magasin spécialisé ou petite surface et artisanat
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries, charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	37	**37**
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**37**	**37**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**60 949**	**55 085**	**10 085**	**5 832**	**2 870**	**9 897**	**6 133**	**27 670**	**90 279**	**268 800**
Passage des commissions aux ventes	– 784	–	–	–	– 1	– 2 131	– 34	– 19 490	– 2 226	**– 24 666**
Activités hors commerce de détail	5 228	2 546	175	538	82	1 050	1 112	302	1 648	**12 683**
Chiffre d'affaires des secteurs	**65 393**	**57 631**	**10 260**	**6 371**	**2 951**	**8 816**	**7 210**	**8 483**	**89 700**	**256 817**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7B

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce aliment. générale**
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des super-rettes libre-services et magasins traditionnels	
Pain, pâtisserie	6 832	7 082	323	63	3 083	**17 383**
Fruits et légumes	24 077	23 671	733	2 311	7 982	**58 773**
Viandes et produits dérivés	57 343	61 457	1 759	3 019	9 675	**133 255**
Poissons, crustacés, coquillages	17 138	12 241	421	2 834	2 231	**34 865**
Produits laitiers, œufs	53 752	37 011	1 219	2 660	8 788	**103 430**
Total produits alimentaires frais	**159 142**	**141 461**	**4 455**	**10 888**	**31 759**	**347 706**
Chocolaterie, confiserie	11 311	11 066	336	4	1 745	**24 463**
Vins, liqueurs et apéritifs	29 343	24 750	739	115	6 702	**61 648**
Autres boissons	15 751	13 286	396	124	3 594	**33 152**
Épicerie, produits alimentaires divers	44 400	40 418	1 194	366	18 069	**104 447**
Total autres produits alimentaires	**100 806**	**89 519**	**2 665**	**609**	**30 110**	**223 710**
Tabac et cigarettes	–	32	–	–	4 298	**4 330**
Total alimentaire	**259 949**	**231 013**	**7 120**	**11 496**	**66 168**	**575 746**
Pneumatiques	512	41	2	–	16	**570**
Pièces détachées et équipements automobiles	10 929	1 251	23	–	272	**12 475**
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	**–**
Carburants et lubrifiants	48 021	45 068	523	–	2 445	**96 057**
Total produits liés à l'automobile	**59 462**	**46 360**	**548**	**–**	**2 732**	**109 102**
Produits pharmaceutiques	1 896	1 428	86	–	64	**3 474**
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	**–**
Total pharmacie	**1 896**	**1 428**	**86**	**–**	**64**	**3 474**
Habillement	15 193	5 242	1 197	–	487	**22 119**
Chaussures	3 175	1 032	158	–	88	**4 453**
Maroquinerie, articles de voyage	807	346	111	–	22	**1 286**
Total équipement de la personne	**19 175**	**6 619**	**1 466**	**–**	**597**	**27 858**
Meubles, literie	2 416	243	4	–	63	**2 726**
Équipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	6 262	3 096	148	13	221	**9 741**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	32 904	4 320	329	1	830	**38 385**
Micro-informatique et téléphones	4 564	417	13	–	109	**5 103**
Produits d'entretien ménager	13 487	6 945	325	137	2 652	**23 546**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	5 354	1 155	104	–	371	**6 983**
Revêtements sols et murs	–	1	–	–	14	**15**
Quincaillerie, bricolage, peinture	4 818	2 377	117	–	250	**7 560**
Plantes, fleurs et graines	86	101	1	–	29	**217**
Parfumerie et produits d'hygiène	19 142	14 464	869	–	2 450	**36 926**
Livres, journaux, papeterie	5 100	1 608	166	–	956	**7 830**
Optique, photographie	1 916	295	16	–	57	**2 285**
Vente et réparation de cycles	1 443	346	33	–	30	**1 852**
Sports et loisirs	620	119	90	–	27	**856**
Horlogerie, bijouterie	1 156	274	5	–	42	**1 476**
Jeux et jouets	5 514	1 531	145	3	171	**7 364**
Autres produits non alimentaires	10 281	3 135	96	–	488	**14 000**
Charbons et combustibles	112	1 887	17	–	269	**2 286**
Réparation d'articles domestiques	33	6	5	–	2	**46**
Total autres produits non alimentaires	**115 209**	**42 320**	**2 486**	**154**	**9 030**	**169 198**
Total non alimentaire	**195 742**	**96 727**	**4 585**	**154**	**12 424**	**309 632**

TABLEAU M.01-7B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale

Année 1997

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce aliment. générale**
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supe-, rettes libre-services et magasins traditionnels	
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	1 318	343	4	–	37	1 702
Total automobile	**1 318**	**343**	**4**	**–**	**37**	1 702
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**457 008**	**328 083**	**11 710**	**11 650**	**78 629**	887 080
Passage des commissions aux ventes	– 67	– 113	– 3	–	– 2 226	**– 2 226**
Activités hors commerce de détail	39 461	15 068	634	258	1 390	**56 811**
Chiffre d'affaires des secteurs	**496 402**	**343 038**	**12 341**	**11 908**	**77 792**	941 481

TABLEAU M.01-8

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)		**89 889**	**867 263**	**811 338**	**78 737**	**2 139 654,4**	**273 584,6**	**20,8**	**21 977,4**
Produits agricoles bruts		**7 469**	**54 633**	**47 919**	**6 314**	**263 964,6**	**15 238,8**	**11,1**	**2 381,9**
Céréales, aliments pour le bétail	512A	3 098	35 767	32 986	3 436	180 683,0	11 098,4	11,9	1 923,2
Fleurs et plantes	512C	597	3 655	3 159	589	5 049,2	755,8	27,0	90,4
Animaux vivants	512E	3 541	13 504	10 167	1 934	72 961,5	3 005,3	7,6	328,7
Cuirs et peaux	512G	224	1 311	1 234	141	4 917,8	429,7	16,1	32,4
Tabac non manufacturé	512J	9	396	373	214	353,0	50,4	28,0	7,2
Produits alimentaires frais		**7 541**	**82 421**	**77 247**	**10 151**	**257 511,5**	**21 215,1**	**16,8**	**1 915,8**
Fruits et légumes	513A	3 694	41 430	39 284	6 361	87 670,1	10 416,3	22,2	1 069,0
Viandes de boucherie	513C	818	9 118	8 661	897	31 546,4	2 482,8	14,8	189,9
Produits à base de viande	513D	324	4 063	3 819	423	7 758,0	970,1	24,8	74,1
Volailles et gibiers	513E	524	4 018	3 188	413	13 026,5	924,0	14,3	64,3
Produits laitiers, œufs, huiles	513G	1 258	15 663	14 574	995	98 502,7	4 466,1	11,7	343,2
Poissons, crustacés, mollusques	513S	923	8 129	7 721	1 062	19 007,8	1 955,8	19,3	175,3
Autres produits alimentaires		**8 967**	**94 455**	**88 374**	**8 781**	**290 123,1**	**29 654,5**	**17,9**	**2 822,4**
Boissons	513J	4 639	39 264	35 904	3 122	87 424,2	13 804,8	26,3	1 272,7
Sucre, chocolat, confiserie	513N	326	3 949	3 697	287	29 419,3	1 614,1	10,9	62,8
Café, thé, cacao, épices	513Q	538	2 193	1 881	195	8 963,0	739,7	15,1	85,9
Alimentaire spécialisé divers	513T	2 097	14 358	13 051	1 616	36 117,4	4 025,8	26,4	540,3
Produits surgelés	513V	630	11 456	11 053	647	24 938,6	2 248,7	17,5	223,5
Alimentaires non spécialisés	513W	732	23 166	22 720	2 914	103 026,9	7 167,8	10,2	634,9
Autres biens de consommation non alimentaire		**21 885**	**150 506**	**136 032**	**16 332**	**279 605,8**	**47 141,6**	**31,6**	**2 354,0**
Textiles	514A	1 139	8 039	7 543	1 110	13 678,7	2 298,2	30,4	99,5
Habillement	514C	4 803	27 908	25 320	3 797	55 779,6	9 100,1	29,7	465,9
Chaussures	514D	488	3 044	2 600	275	7 253,5	1 208,9	31,2	46,5
Appareils électroménagers, radio-télévision	514F	1 442	15 470	14 396	1 086	47 942,4	5 073,1	21,6	264,4
Vaisselle et verrerie de ménage	514H	461	4 293	3 957	411	5 751,2	1 199,3	35,0	75,1
Aménagement de l'habitat	514J	1 493	14 865	14 082	907	18 230,6	4 306,5	41,1	173,6
Parfumerie, produits de beauté	514L	781	7 589	6 993	954	17 650,7	3 269,0	47,9	98,7
Papeterie	514Q	1 382	14 569	13 737	1 474	16 470,6	3 665,1	35,8	142,5
Jouets	514R	584	5 467	4 696	410	12 080,4	1 925,2	38,4	133,5
Autres biens de consommation	514S	9 312	49 262	42 708	5 908	84 768,3	15 096,0	31,5	854,3
Produits pharmaceutiques	**514N**	**2 549**	**35 602**	**33 535**	**4 934**	**122 060,0**	**12 652,9**	**15,7**	**1 537,8**
Combustibles	515A	602	15 576	14 631	950	117 209,8	7 767,5	11,1	898,5
Aménagement de l'habitat		**8 805**	**115 720**	**111 685**	**9 715**	**170 404,0**	**31 183,3**	**28,0**	**2 694,2**
Bois et produits dérivés	515E	1 424	14 379	13 486	1 627	25 241,2	3 700,5	24,6	309,1
Matériaux de construction, appareils sanitaires	515F	5 531	63 969	61 402	5 608	92 488,2	16 554,3	27,4	1 754,4
Quincaillerie	515H	1 197	21 447	21 040	1 518	28 504,9	6 066,2	32,9	344,7
Fournitures de plomberie, chauffage	515J	653	15 925	15 757	962	24 169,7	4 862,3	28,2	286,0
Autres produits intermédiaires		**4 103**	**58 572**	**56 396**	**3 634**	**210 654,2**	**24 128,9**	**18,9**	**1 652,8**
Minerais et métaux	515C	846	19 174	18 988	780	61 802,9	7 284,6	20,1	494,8
Produits chimiques	515L	2 002	28 073	26 749	1 964	110 790,1	12 634,0	17,9	872,7
Autres produits intermédiaires	515N	1 236	11 267	10 618	870	37 733,4	4 186,2	19,8	284,9
Déchets et débris	515Q	19	58	41	20	327,8	24,1	14,5	0,4

N.B- Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-8 (suite et fin)

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont* : temps partiel (1)				
Autres équipements industriels		**19 485**	**187 324**	**177 917**	**12 958**	**304 459,6**	**61 662,9**	**28,7**	**3 646,9**
Machines outils	516A	885	5 754	5 387	468	10 461,8	1 945,1	27,7	89,0
Équipements pour la construction	516C	1 141	12 535	12 003	736	22 864,5	4 258,3	23,1	511,3
Machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	136	1 089	1 059	74	1 761,8	329,1	28,5	20,9
Maréríel électrique et électronique	516J	3 762	45 313	43 926	2 854	89 770,7	15 453,9	25,2	1 179,7
Fournitures, équipements industriels divers	516K	7 129	72 991	69 297	4 251	108 927,2	26 272,4	34,5	1 217,2
Fournitures, équipements du tertiaire	516L	2 839	17 938	16 423	1 803	20 310,8	4 608,1	34,2	238,9
Matériel agricole	516N	3 593	31 704	29 822	2 772	50 362,8	8 796,1	22,9	389,9
Machines de bureau, matériel informatique	**516G**	**6 802**	**68 512**	**64 908**	**4 643**	**116 344,7**	**22 289,4**	**21,8**	**2 017,4**
Autres commerces de gros	**517Z**	**1 681**	**3 942**	**2 694**	**325**	**7 317,2**	**649,7**	**17,5**	**55,7**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-9

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1996

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE DE DÉTAIL		**381 427**	**1 913 176**	**1 532 146**	**538 376**	**1 684 420,9**	**328 795,3**	**30,6**	**47 769,4**
Produits surgelés									
Produits surgelés	521A	291	12 756	12 192	2 637	10 903,6	2 386,5	37,7	325,1
Alimentation générale de petites surfaces et supérettes		**20 932**	**54 111**	**32 972**	**12 574**	**44 425,1**	**7 040,0**	**26,1**	**551,7**
Alimentation générale	521B	17 778	32 520	14 004	6 148	21 042,7	3 698,4	29,1	36,5
Supérettes	521C	3 154	21 591	18 968	6 426	23 382,4	3 341,6	23,2	515,2
Grande surface alimentaire		**4 894**	**457 168**	**444 858**	**152 220**	**730 337,9**	**84 511,5**	**16,8**	**22 288,1**
Supermarchés	521D	4 248	171 130	168 429	59 507	274 966,8	29 089,5	15,8	14 998,0
Magasins populaires	521E	78	17 108	17 064	2 852	23 286,0	3 148,0	22,1	225,1
Hypermarchés	521F	568	268 930	259 365	89 861	432 085,1	52 274,0	17,1	7 065,0
Non spécialisé et non alimentaire		**873**	**37 717**	**29 529**	**10 089**	**27 220,0**	**5 790,7**	**35,2**	**665,0**
Grands magasins	521H	33	32 047	24 749	8 911	22 082,7	4 821,7	35,4	586,6
Autres commerces non spécialisés	521J	840	5 670	4 780	1 178	5 137,3	969,0	34,2	78,4
Alimentaire spécialisé hors tabac		**38 664**	**107 320**	**70 440**	**24 787**	**66 785,9**	**16 038,3**	**38,7**	**1 428,4**
Fruits et légumes	522A	4 253	13 679	9 606	3 352	9 293,9	1 871,7	36,6	1 071,1
Viande, produits à base de viande	522C	19 914	57 060	37 396	12 735	35 872,0	9 258,5	38,9	242,0
Poissons, crustacés, mollusques	522E	2 781	8 394	5 755	2 129	5 353,5	1 280,1	38,3	23,9
Pain, pâtisserie, confiserie	522G	3 102	7 393	4 877	2 362	2 570,1	721,5	49,0	21,6
Boissons	522J	3 164	7 885	5 055	1 065	6 305,2	1 326,6	40,5	37,9
Produits laitiers	522N	1 573	3 193	1 728	611	2 181,6	463,1	34,7	2,7
Alimentaires spécialisés divers	522P	3 877	9 716	6 023	2 533	5 209,6	1 116,8	36,4	29,2
Tabac (sauf café-tabac)	522L	**6 805**	**14 195**	**6 348**	**2 574**	**6 961,3**	**2 750,1**	**59,5**	**40,9**
Pharmacies et articles médicaux		**23 286**	**136 190**	**111 368**	**59 322**	**132 791,5**	**34 753,3**	**32,8**	**1 135,8**
Produits pharmaceutiques	523A	22 528	132 754	108 456	58 614	130 617,9	34 028,7	32,6	1 100,0
Articles médicaux et orthopédiques	523C	758	3 436	2 912	708	2 173,6	724,6	46,1	35,8
Habillement et articles en cuir		**46 063**	**193 738**	**157 099**	**53 345**	**127 113,8**	**30 222,5**	**42,6**	**3 994,7**
Habillement	524C	37 563	153 958	124 311	42 010	97 833,7	23 539,3	43,1	3 618,1
Chaussure	524E	6 142	32 730	27 641	9 845	24 783,7	5 417,1	39,9	320,5
Maroquinerie et articles de voyage	524F	2 358	7 050	5 147	1 490	4 496,4	1 266,1	47,6	56,1
Équipement du foyer		**22 380**	**137 729**	**118 773**	**26 436**	**121 631,4**	**25 804,4**	**37,6**	**3 426,8**
Meubles	524H	6 632	59 416	54 112	10 008	55 573,3	12 351,5	40,9	1 586,2
Équipement du foyer	524J	6 421	19 671	13 845	4 632	11 666,8	2 726,5	43,6	240,3
Électroménager, radio-télévision	524L	9 327	58 642	50 816	11 796	54 391,3	10 726,4	32,8	1 600,3
Aménagement de l'habitat		**27 382**	**120 944**	**94 189**	**24 206**	**84 310,7**	**21 504,0**	**39,4**	**2 673,9**
Textiles	524A	5 735	13 392	8 068	2 352	6 244,8	1 777,2	45,5	54,2
Quincaillerie	524N	6 452	19 415	13 584	3 374	12 951,2	2 997,1	40,4	87,8
Bricolage	524P	1 354	48 775	45 352	8 938	45 502,7	10 831,4	34,1	1 518,6
Revêtements de sol et murs	524U	1 042	5 497	4 735	851	4 095,7	1 172,4	50,1	82,3
Fleurs, plantes	524X	12 799	33 865	22 450	8 691	15 516,3	4 725,9	48,6	931,0
Hygiène, culture, loisirs, sports		**32 661**	**137 739**	**109 121**	**35 522**	**94 834,8**	**24 778,2**	**40,9**	**2 323,7**
Parfumerie, produits de beauté	523E	3 247	20 797	18 366	5 302	16 113,1	3 843,1	34,7	524,2
Livres, journaux, papeterie	524R	14 917	45 718	31 670	10 626	28 487,0	7 554,7	40,8	523,0
Optique, photographie	524T	5 203	25 756	21 678	5 872	15 737,7	5 927,4	56,8	590,3
Articles de sport et de loisir	524W	9 294	45 468	37 407	13 722	34 497,0	7 453,0	36,7	686,2
Autres commerces spécialisés non alimentaires		**34 865**	**100 057**	**68 487**	**21 223**	**77 508,4**	**17 267,0**	**38,7**	**1 237,7**
Horlogerie, bijouterie	524V	5 556	20 423	16 000	4 711	13 160,2	3 603,2	48,9	221,2
Charbons et combustibles	524Y	2 303	13 278	11 118	1 995	25 074,8	4 065,0	24,1	165,3
Autres spécialisés	524Z	14 474	43 872	30 601	10 529	28 585,0	6 639,9	41,4	777,3
Biens d'occasion	525Z	12 532	22 484	10 768	3 988	10 688,4	2 958,9	52,9	73,9

N.B— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-9 (suite et fin)

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1996

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
Vente par correspondance		**1 348**	**24 539**	**21 812**	**4 901**	**38 119,1**	**5 414,0**	**49,0**	**247,9**
Sur catalogue général	526A	218	12 510	11 428	3 002	20 681,2	2 939,6	45,0	120,7
Sur catalogue spécialisé	526B	1 130	12 029	10 384	1 899	17 437,9	2 474,4	53,5	127,2
Commerces de détail hors magasin		**53 867**	**108 339**	**54 407**	**26 658**	**41 601,4**	**11 505,0**	**46,3**	**429,3**
Alimentaire sur marchés	526D	19 861	37 198	17 232	8 881	18 791,2	4 476,0	37,3	17,6
Non alimentaire sur marchés	526E	28 001	35 355	6 895	2 758	10 210,6	2 403,2	42,9	21,4
Vente à domicile	526G	4 432	29 299	25 175	14 284	8 764,8	3 218,7	62,2	188,8
Vente par automate	526H	1 573	6 487	5 105	735	3 834,8	1 407,1	64,0	201,5
Réparation domestique		**14 958**	**33 053**	**19 290**	**3 238**	**8 892,4**	**4 544,1**	**67,3**	**66,4**
Chaussures	527A	4 464	6 445	2 165	486	1 247,5	658,8	76,6	3,0
Matériel électronique grand public	527C	3 299	8 532	5 738	915	2 554,8	1 213,8	59,5	23,6
Appareils électriques domestiques	527D	2 511	8 753	6 482	904	2 703,7	1 399,5	63,4	20,2
Montres, horloges, bijoux	527F	1 052	1 965	925	134	482,2	258,5	72,3	8,1
Autres articles domestiques	527H	3 632	7 358	3 980	799	1 904,2	1 013,5	74,4	11,5
Charcuteries artisanales	151F	**10 728**	**43 215**	**31 143**	**13 033**	**16 887,1**	**6 188,1**	**61,6**	**657,4**
Boulangeries, pâtisseries		**41 430**	**194 366**	**150 118**	**65 611**	**54 096,5**	**28 297,6**	**77,5**	**6 276,6**
Cuisson de produits de boulangerie	158B	3 059	8 715	5 595	2 226	2 420,0	973,8	74,2	49,2
Boulangeries, boulangeries-pâtisseries	158C	32 582	160 199	125 069	54 664	45 061,4	23 956,8	77,8	5 760,0
Pâtisserie	158D	5 789	25 452	19 454	8 721	6 615,1	3 367,0	76,8	467,4

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-10

Commerce et réparation de l'automobile

Année 1996

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE		**71 987**	**457 488**	**398 341**	**65 399**	**622 310,2**	**94 549,7**	**23,7**	**20 503,4**
Commerce de véhicules automobiles	501Z	24 022	229 272	211 552	28 062	461 004,8	53 012,0	17,0	12 717,0
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502Z	30 409	113 979	85 148	23 150	52 676,8	17 955,5	59,9	6 105,4
Commerce de gros, équipements automobiles	503A	2 184	37 639	36 253	1 908	46 529,0	10 303,6	32,9	818,1
Commerce de détail, équipements automobiles	503B	4 597	30 467	27 280	3 272	21 543,9	6 038,8	44,4	675,3
Commerce et réparation de motocycles	504Z	3 951	14 029	10 762	2 586	17 343,9	2 590,8	31,3	93,4
Commerce de détail de carburants	505Z	6 824	32 102	27 346	6 421	23 211,8	4 649,0	35,8	94,2

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-11

Intermédiaires du commerce

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel				
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE		**22 427**	**73 437**	**52 035**	**6 451**	**243 666,9**	**28 894,3**	**7,3**	**1 369,7**
Centrales d'achats		**721**	**16 908**	**16 525**	**935**	**174 101,9**	**13 774,8**	**8,2**	**583,4**
Produits alimentaires	511P	229	7 765	7 690	465	99 853,5	4 067,0	4,6	378,6
Produits non alimentaires	511U	492	9 143	8 835	470	74 248,4	9 707,8	13,3	204,8
Autres intermédiaires		**21 706**	**56 529**	**35 510**	**5 516**	**69 565,0**	**15 119,6**	**3,4**	**786,3**
Produits agricoles bruts	511A	722	1 610	1 087	221	5 398,0	539,8	3,5	8,9
Combustibles, métaux, minéraux, chimie	511C	459	3 599	3 109	145	5 027,2	1 587,5	24,5	277,8
Bois, matériaux de construction	511E	1 037	2 553	1 657	239	1 312,4	669,3	32,2	22,0
Équipement industriel, navire, avion	511G	2 205	6 121	4 446	422	5 411,0	2 263,0	26,5	99,8
Meuble, article ménager, quincaillerie	511J	581	1 437	1 294	218	857,1	350,5	22,4	12,0
Textile, habillement, chaussures, cuir	511L	1 298	3 168	2 083	588	1 484,4	662,0	18,6	11,5
Produits alimentaires non périssables	511N	2 323	9 949	5 097	1 267	12 121,0	1 629,2	7,8	86,2
Autres spécialisés	511R	8 230	18 761	11 638	1 435	30 692,6	5 357,7	5,5	194,4
Non spécialisés	511T	4 851	9 331	5 099	981	7 261,4	2 060,6	16,7	73,7

Chapitre M.02

Services aux entreprises et activités immobilières

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières.
3. Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux entreprises.
5. Investissements des secteurs du crédit-bail.
6. Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.
7. Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement.
8. Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, la croissance des services aux entreprises progresse au même rythme qu'en 1996, soit + 2,8 %.

Les services opérationnels augmentent de 3,8 % en volume. Le travail temporaire, en plein essor depuis la fin 1996, tire l'activité avec ses 23,5 % de croissance annuelle. Le recours aux intérimaires est en très nette hausse dans l'industrie, afin de répondre aux besoins suscités par la reprise. Mais dans les entreprises de services, il continue aussi de progresser avec le développement de l'offre des cadres.

Les activités de location de véhicules automobiles augmentent de 5,1 % et d'autres matériels de transport et d'équipement de 3,4 %. En revanche, la croissance est faible pour les autres services opérationnels soit, + 0,8 %, sans le travail temporaire.

Les services logistiques gardent le même volume de production qu'en 1996; seule l'organisation de foires et salons reste dynamique (+ 3,6 %). L'activité d'épuration des eaux usagées et de traitement des autres déchets stagne depuis trois ans, + 0,5 % en 1997, 0 % en 1996, et - 0,4 % en 1995.

Les services de conseil et assistance progressent de 1,9 % en volume.

Les activités d'architectes, métreurs, géomètres, et celles d'ingénierie renouent de justesse avec la croissance après quatre années de repli. L'ingénierie reste pénalisée pendant plusieurs mois par l'investissement et l'atonie du marché du BTP.

À l'opposé, toujours dopées par les passages à l'an 2000 et à l'euro, les activités informatiques restent dynamiques (+ 4,2 %). Le développement du conseil pour les affaires et la gestion (+ 4,5 % après 5,3 % en 1996) continue de profiter de la préoccupation des entreprises d'optimiser leur appareil productif et les ressources humaines. Les activités de contrôle bénéficient de la complexité croissante des procédés de production et de l'engouement des entreprises pour les normes de qualité .

Les activités de publicité et d'études de marché, marquées par de forts investissements des professionnels des télécommunications, progressent de 3,3 % comme en 1996.

L'activité des postes et télécommunications croît de 3,4 % en volume. Celle de la Poste reste stable tandis que le courrier privé progresse de 4,3 %, ses prix augmentant beaucoup moins qu'en 1996. Malgré l'expansion de la téléphonie mobile et une politique tarifaire se préparant à la concurrence, la croissance des télécommunications publiques se ralentit (+ 3,3 % après + 4,7 % en 1996), alors que les sociétés privées poursuivent leur fort développement (+ 17,3 %).

La production des activités immobilières (hors location) augmente de 3,1 % en volume. Les promoteurs de bâtiments non résidentiels et d'infrastructures ont une activité particulièrement soutenue (+ 5,7 %). Les mises en chantier de bâtiments industriels augmentent fortement en fin d'année et le marché des bureaux haut de gamme se ranime sous la pression d'investisseurs étrangers.

Les promoteurs de logements ont une année en demi-teinte. Par ailleurs, la fin de la baisse des droits de mutation ne pèse pas trop sur l'activité des agences immobilières qui progresse de 4 %.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

L'ensemble des services recensés par l'enquête annuelle d'entreprise de 1996 compte environ 568 500 entreprises.

Exhaustive pour les entreprises de 20 salariés ou plus, l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités (moins de 20 salariés). Le taux de sondage varie de 1/57 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits,...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés pour le financement de l'énergie et économies d'énergie » (SOFERGIE) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3. DÉFINITIONS

Services aux entreprises et activités immobilières (NAF)

Les services marchands présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux activités immobilières et aux services aux entreprises (postes et télécommunications, services de conseils et d'assistance, services opérationnels et recherche et développement).

Activités immobilières (NAF 70)

Elles regroupent la location de biens immobiliers et les activités immobilières hors location immobilière (promotion immobilière de logements, de bureaux, d'infrastructures, activités de marchands de biens immobiliers, agences immobilières et gestion d'immeubles).

Postes et télécommunications (NAF 64)

Ces services comprennent les activités postales exercées par « La Poste » et les activités liées aux télécommunications (transmissions et entretien des réseaux).

Conseils et assistance (NAF 72, 74.1-4)

Les opérations figurant dans cette rubrique regroupent :

- Les activités informatiques exécutées pour le compte de tiers (NAF 72).
- Les services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil pour la gestion) [NAF 74.1 sauf 1E].
- Les administrations d'entreprises (activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social, holding (NAF 74.1J).
- La publicité (gestion des espaces publicitaires, conception et réalisation de campagnes publicitaires, promotion des ventes, publicité directe par mailing, téléphone, etc.) [NAF 74.4], et les études de marché (NAF 74.1E).
- Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle (NAF 74.2E).

Services opérationnels (NAF 71, NAF 74.5-8, NAF-90)

Ces services comprennent :

- La location sans opérateur (NAF 71).

Elle est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. Il n'y a location que sur des biens acquis dans l'intention de les louer. Les activités de location portent sur des biens meubles : machines, équipements, biens personnels et domestiques.

- La sélection et la fourniture de personnel (NAF 74.5) y compris le travail temporaire.

Elle comprend la recherche et la sélection de personnel (descriptions de postes, rédaction de curriculum vitae, etc.) et la fourniture, à des tiers, de personnel recruté et rémunéré par l'agence de travail temporaire.

- La sécurité, le nettoyage et les services divers aux entreprises (NAF 74.6-8).

Ils correspondent aux services de surveillance, aux activités de nettoyage, de photographie et divers services aux entreprises (traduction, etc.).

- Les opérations d'assainissement (NAF 90).

Recherche et développement (NAF 73)

Ces services comprennent les activités de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement expérimental.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

- L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :

— Sociétés de financement des télécommunications

— Sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie)

— Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI)

- L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.

Le crédit-bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

— INSEE.

Publications :

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996, *INSEE-Résultats*, nos 591-593, février 1998.

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats*, no 97 (Économie générale, septembre 1990).

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

Enquête annuelle « Crédit-bail » (annuel), INSEE.

« Les comptes des services en 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 142-143-144, mars 1997.

« Les comptes des services en 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 162-164, février 1998.

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats,* à paraître.

« Les entreprises de services en 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 128-129-130, mai 1997.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE,* à paraître.

« Les services marchands en 1995 », *INSEE-Première,* no 459, juin 1996.

« Les services marchands en 1996 », *INSEE-Première,* no 531, juillet 1997.

« Les services marchands en 1997 », *INSEE-Première*, n°594, juin 1998.

« La France des services », édition 1996, INSEE.

*
* *

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Services aux entreprises		**1 715 482**	**1 843 888**	**1 891 059**	**1 960 975**	**2 129 510**
Postes et télécommunications	**64**	**14 657**	**16 927**	**20 439**	**23 208**	**28 970**
Activités de poste et de courrier	64.1	2 778	4 098	4 853	5 281	5 398
Poste nationale		42	29	20	26	28
Autres activités de courrier		2 736	4 069	4 833	5 255	5 370
Télécommunications	64.2	11 879	12 829	15 586	17 927	23 572
Télécommunications nationales		2 905	3 015	3 150	2 951	3 412
Autres activités de télécommunication		8 974	9 814	12 436	14 976	20 160
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**839 748**	**865 794**	**885 807**	**914 945**	**957 887**
Activités informatiques	72	147 881	153 329	158 205	169 688	188 167
Conseil en systèmes informatiques		33 639	42 153	48 110	52 051	61 181
Réalisation de logiciels		45 837	47 976	50 274	56 574	63 170
Traitement de données		43 232	42 797	40 994	41 114	42 146
Activités de banque de données		4 255	4 582	4 508	5 203	5 780
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		20 918	15 821	14 319	14 746	15 890
Services professionnels	74.1A,C,G	280 776	281 736	282 587	288 000	298 400
Activités juridiques		100 314	100 795	100 029	100 249	101 451
Activités comptables		105 708	105 104	105 726	106 379	107 202
Conseil pour les affaires et la gestion		74 754	75 837	76 832	81 372	89 747
Administration d'entreprises	74.1J	105 029	116 393	117 698	122 834	123 353
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	118 330	122 146	128 508	132 126	137 244
Études de marché et sondages		20 169	19 802	19 975	21 456	21 942
Gestion de supports de publicité		40 005	41 200	46 866	48 017	47 976
Agences, conseil en publicité		58 156	61 144	61 667	62 653	67 326
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	187 732	192 190	198 809	202 297	210 723
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		38 827	38 631	37 229	36 218	36 743
Activités d'architecture		26 180	26 162	25 045	24 508	24 920
Métreurs, géomètres		12 647	12 469	12 184	11 710	11 823
Ingénierie et études techniques		124 290	126 408	131 982	134 645	140 437
Contrôle et analyse technique		24 615	27 151	29 598	31 434	33 543
Contrôle technique automobile		10 396	9 626	9 552	9 259	9 332
Analyse, essais et inspection technique		14 219	17 525	20 046	22 175	24 211
Services opérationnels	**71, 74.5 à 8,90**	**823 776**	**923 022**	**946 032**	**984 148**	**1 103 239**
Location sans opérateur	71	49 502	50 903	50 502	51 771	53 070
Location de véhicules automobiles		10 537	11 326	11 795	12 534	12 409
Location d'autres matériels de transport		4 192	3 939	3 626	3 938	4 161
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		17 990	18 170	18 033	17 960	18 172
Location de machines de bureau et matériel informatique		2 040	2 435	1 887	1 975	1 893
Location de biens personnels et domestiques		14 743	15 033	15 161	15 364	16 435
Sélection et fourniture de personnel	74.5	241 130	316 994	314 856	335 287	428 705
Sélection et mise à disposition de personnel		21 882	27 095	25 601	26 767	30 650
Travail temporaire		219 248	289 899	289 255	308 520	398 055
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	501 352	520 298	543 435	558 091	580 060
Enquêtes et sécurité		64 796	71 134	80 916	86 752	91 738
Activités de nettoyage		252 622	260 932	271 073	281 520	295 157
Activités photographiques		16 829	16 952	17 779	17 727	18 103
Studios et autres activités photographiques		7 368	7 155	7 338	7 445	7 593
Laboratoires de développement et de tirage		9 461	9 797	10 441	10 282	10 510
Services divers aux entreprises, hors activités photo		167 105	171 280	173 667	172 092	175 062
Services de conditionnement à façon		8 173	10 338	11 719	13 018	13 782
Secrétariat et traduction		16 408	16 656	16 739	15 931	16 114
Routage		14 588	14 509	15 427	15 716	15 905
Organisation de foires et de salons		5 726	6 340	7 470	7 767	7 963
Services annexes à la production		122 210	123 437	122 312	119 660	121 298
Assainissement	90	31 792	34 827	37 239	38 999	41 404
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		23 474	25 401	27 182	27 844	29 005
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		8 318	9 426	10 057	11 155	12 399

TABLEAU M.02-1 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Recherche et développement	**73**	**37 301**	**38 145**	**38 781**	**38 674**	**39 414**
Activités immobilières *(r)*		**301 194**	**306 559**	**300 602**	**305 909**	**302 660**
Location de biens immobiliers *(r)*	70.2	104 850	101 828	100 905	103 982	98 728
Location de logements		82 285	80 754	79 529	78 323	76 245
Location immobilière hors logement *(r)*		22 565	21 074	21 376	25 659	22 483
Promotion et gestion immobilières *(r)*	70.1 et 70.3	196 344	204 731	199 697	201 927	203 932
Promotion immobilière de logements		14 689	13 780	12 003	11 329	11 226
Promotion immobilière hors logement		9 824	9 209	8 604	8 181	8 374
Marchands de biens immobiliers		4 031	4 837	5 599	5 675	6 419
Agences immobilières		43 558	44 817	44 715	45 328	46 408
Administration d'immeubles *(r)*		124 242	132 088	128 776	131 414	131 505

TABLEAU M.02-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	1997/1996 %
Services aux entreprises		**148 368**	**153 177**	**156 411**	**159 534**	**164 457**	**3,1**
Postes et télécommunications	**64**	**800**	**881**	**1 034**	**1 142**	**1 301**	**13,9**
Activités de poste et de courrier	64.1	285	342	406	442	475	7,5
Poste nationale		7	5	3	3	4	33,3
Autres activités de courrier		278	337	403	439	471	7,3
Télécommunications	64.2	515	539	628	700	826	18,0
Télécommunications nationales		113	111	127	126	119	– 5,6
Autres activités de télécommunication		402	428	501	574	707	23,2
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**96 637**	**99 561**	**101 274**	**103 125**	**106 511**	**3,3**
Activités informatiques	72	10 490	11 211	11 661	12 228	12 975	6,1
Conseil en systèmes informatiques		2 552	2 987	3 303	3 661	4 036	10,2
Réalisation de logiciels		3 656	3 904	4 156	4 416	4 708	6,6
Traitement de données		2 725	2 677	2 527	2 421	2 406	– 0,6
Activités de banque de données		589	615	588	619	655	5,8
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		968	1 028	1 087	1 111	1 170	5,3
Services professionnels	74.1A,C,G	42 710	43 964	44 589	45 232	46 532	2,9
Activités juridiques		18 659	18 817	18 834	18 898	19 151	1,3
Activités comptables		13 579	13 750	13 897	14 048	14 288	1,7
Conseil pour les affaires et la gestion		10 472	11 397	11 858	12 286	13 093	6,6
Administration d'entreprises	74.1J	6 312	6 898	7 407	7 963	8 486	6,6
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	11 328	11 271	11 273	11 157	11 284	1,1
Études de marché et sondages		2 145	1 986	1 895	1 779	1 773	– 0,3
Gestion de supports de publicité		2 207	2 329	2 469	2 508	2 613	4,2
Agences, conseil en publicité		6 976	6 956	6 909	6 870	6 898	0,4
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	25 797	26 217	26 344	26 545	27 234	2,6
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		10 389	10 315	10 119	10 000	10 018	0,2
Activités d'architecture		7 928	7 896	7 748	7 661	7 688	0,4
Métreurs, géomètres		2 461	2 419	2 371	2 339	2 330	– 0,4
Ingénierie et études techniques		12 129	12 514	12 680	12 795	13 216	3,3
Contrôle et analyse technique		3 279	3 388	3 545	3 750	4 000	6,7
Contrôle technique automobile		2 316	2 284	2 366	2 473	2 603	5,3
Analyse, essais et inspection technique		963	1 104	1 179	1 277	1 397	9,4
Services opérationnels	**71,74.5 à 8,90**	**49 478**	**51 227**	**52 581**	**53 684**	**55 042**	**2,5**
Location sans opérateur	71	5 596	5 836	6 026	6 286	6 477	3,0
Location de véhicules automobiles		1 403	1 459	1 491	1 557	1 602	2,9
Location d'autres matériels de transport		355	368	405	438	450	2,7
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		2 267	2 268	2 271	2 283	2 309	1,1
Location de machines de bureau et matériel informatique		116	136	150	149	157	5,4
Location de biens personnels et domestiques		1 455	1 605	1 709	1 859	1 959	5,4
Sélection et fourniture de personnel	74.5	5 824	5 888	6 195	6 452	6 715	4,1
Sélection et mise à disposition de personnel		1 281	1 332	1 336	1 421	1 534	8,0
Travail temporaire		4 543	4 556	4 859	5 031	5 181	3,0
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	36 730	38 055	38 845	39 320	40 088	2,0
Enquêtes et sécurité		2 170	2 388	2 600	2 692	2 788	3,6
Activités de nettoyage		7 871	8 173	8 414	8 572	8 791	2,6
Activités photographiques		3 578	3 618	3 556	3 501	3 497	– 0,1
Studios et autres activités photographiques		2 260	2 307	2 281	2 290	2 318	1,2
Laboratoires de développement et de tirage		1 318	1 311	1 275	1 211	1 179	– 2,6
Services divers aux entreprises, hors activités photo		23 111	23 876	24 275	24 555	25 012	1,9
Services de conditionnement à façon		462	554	597	627	647	3,2
Secrétariat et traduction		3 403	3 592	3 718	3 685	3 821	3,7
Routage		477	496	514	543	557	2,6
Organisation de foires et de salons		818	859	921	946	980	3,6
Services annexes à la production		17 951	18 375	18 525	18 754	19 007	1,3
Assainissement	90	1 328	1 448	1 515	1 626	1 762	8,4
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		745	814	851	876	898	2,5
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		583	634	664	750	864	15,2

TABLEAU M.02-2 (suite et fin)

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	1997/1996 %
Recherche et développement	**73**	**1 453**	**1 508**	**1 522**	**1 583**	**1 603**	**1,3**
Activités immobilières *(r)*		**118 530**	**125 233**	**127 274**	**130 030**	**129 520**	**– 0,4**
Location de biens immobiliers *(r)*	70.2	39 231	37 504	36 993	37 249	36 131	– 3,0
Location de logements *(r)*		34 613	32 797	32 242	32 064	30 980	– 3,4
Location immobilière hors logement		4 618	4 707	4 751	5 185	5 151	– 0,7
Promotion et gestion immobilières *(r)*	70.1,3	79 299	87 729	90 281	92 781	93 388	0,7
Promotion immobilière de logements		2 669	2 522	2 372	2 229	2 149	– 3,6
Promotion immobilière hors logement		1 905	1 672	1 572	1 517	1 533	1,1
Marchands de biens immobiliers		1 329	1 562	1 718	1 852	2 080	12,3
Agences immobilières		13 082	12 950	12 697	12 744	12 929	1,5
Administration d'immeubles *(r)*		60 314	69 023	71 922	74 439	74 697	0,3

TABLEAU M.02-3

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numéro NAF	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
SERVICES AUX ENTREPRISES		**42 882**	**38 875**	**40 569**	**40 102**	**42 932**	**43 158**	**42 210**	**42 534**
Postes et télécommunications	**64**	**219**	**203**	**197**	**338**	**466**	**495**	**551**	**648**
Activités de poste et de courrier	64.1	142	128	126	229	301	348	335	304
Poste nationale		...	...	...	...	...	...	...	...
Autres activités de courrier		142	128	126	229	301	348	335	304
Télécommunications	64.2	77	75	71	109	165	147	216	344
Télécommunications nationales		...	...	...	...	...	...	...	...
Autres activités de télécommunication		77	75	71	109	165	147	216	344
Conseils et assistance	**72 74.1-4**	**27 748**	**25 261**	**26 375**	**27 193**	**29 067**	**29 596**	**29 006**	**29 583**
Activités informatiques	72	3 358	3 150	3 243	3 768	4 133	4 272	4 499	4 765
Conseil en systèmes informatiques (1)		...	...	...	1 727	1 845	1 946	2 055	2 244
Réalisation de logiciels (1)		...	...	...	1 012	1 233	1 331	1 410	1 497
Traitement de données (1)		...	...	...	430	450	400	410	347
Activités de banque de données (1)		...	...	...	268	256	258	293	336
Entreprise et réparation de machines de bureau et matériel informatique (1)		...	...	...	331	349	337	331	341
Services professionnels	74.1A	10 576	9 839	10 910	11 258	12 036	12 697	12 080	12 067
Activités juridiques		2 609	2 357	2 880	2 707	3 033	3 282	2 671	2 646
Activités comptables		1 483	1 308	1 272	1 248	1 161	1 142	1 056	1 046
Conseil pour les affaires et la gestion		6 484	6 174	6 758	7 303	7 842	8 273	8 353	8 375
Administration d'entreprises	74.1J	2 892	2 701	2 529	2 629	2 899	2 739	2 761	3 154
Publicité et études de marché	74.4, 7	5 042	4 471	4 116	3 984	4 090	3 881	3 689	3 571
Etudes de marché		863	751	555	555	505	416	404	343
Gestion de supports de publicité		1 343	1 191	1 080	1 122	1 159	1 206	1 133	1 106
Agences, conseil en publicité		2 836	2 529	2 481	2 307	2 426	2 259	2 152	2 122
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	5 880	5 100	5 577	5 554	5 909	6 007	5 977	6 026
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		2 509	2 152	2 002	1 964	2 277	2 362	2 291	2 316
Activités d'architecture		2 227	1 904	1 714	1 713	1 998	2 112	2 043	2 038
Métreurs, géomètres		282	248	288	251	279	250	248	278
Ingénierie et études techniques (1)		...	...	...	3 201	3 381	3 340	3 249	3 214
Contrôle et analyse technique (1)		...	...	...	389	251	305	437	496
Contrôle technique automobile (1)		...	...	...	163	116	156	240	235
Analyse, essais, et inspection technique (1)		...	...	...	226	135	149	197	261
Services opérationnels	**71 74.5-8 90**	**14 761**	**13 273**	**13 847**	**12 301**	**13 119**	**12 778**	**12 377**	**11 976**
Location sans opérateur	71	2 280	2 119	2 311	2 203	2 226	2 048	1 991	1 939
Location de véhicules automobiles		341	264	259	231	223	194	193	167
Location d'autres matériels de transport (1)		...	...	...	277	269	262	259	243
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique (1)		...	...	...	640	668	579	582	493
Location de machines de bureau et matériel informatique		20	12	26	32	51	42	34	44
Location de biens personnels et domestiques		857	903	1 000	1 023	1 015	971	923	992
Sélection et fourniture de personnel	74.5	432	383	381	282	250	268	272	238
Sélection et mise à disposition de personnel		266	246	246	210	165	177	176	167
Travail temporaire		166	137	135	72	85	91	96	71
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6-8	11 913	10 668	10 977	9 679	10 502	10 310	9 995	9 630
Enquêtes et sécurité (1)		...	...	...	1 134	1 147	1 172	1 307	1 283
Activités de nettoyage		1 978	1 859	2 056	2 126	2 217	2 092	2 033	1 998
Activités photographiques		1 124	922	940	1 071	1 130	1 122	1 117	987
Studios et autres activités photographiques		881	744	774	929	997	1 019	1 011	884
Laboratoires de développement et de tirage		243	178	166	142	133	103	106	103
Services divers aux entreprises, hors activités photographiques (1)		...	...	...	5 348	6 008	5 924	5 538	5 362
Services de conditionnement à façon (1)		...	...	...	171	152	131	107	117
Secrétariat et traduction (1)		...	...	...	2 151	2 660	2 730	2 275	2 175
Routage (1)		...	...	...	135	127	104	111	104
Organisation de foires et salons (1)		...	...	...	309	343	343	354	353
Services annexes à la production (1)		...	...	...	2 582	2 726	2 616	2 691	2 613
Assainissement	90	136	103	178	137	141	152	119	169
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		64	53	97	49	39	47	31	55
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		72	50	81	88	102	105	88	114
Recherche et développement	**73**	**154**	**138**	**150**	**270**	**280**	**289**	**276**	**327**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.02-3 (suite et fin)

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numéro NAF	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
ACTIVITES IMMOBILIERES	**70.1 à 70.3**	**12 619**	**9 466**	**7 346**	**7 052**	**7 786**	**7 311**	**6 801**	**7 571**
Location de biens immobiliers	70.2	...	...	...	...	...	...	...	...
Location de logements		...	...	...	...	...	...	...	...
Location immobilière hors logement		...	...	...	...	...	...	...	...
Activités immobilières hors location immobilière	70.1, 3	12 619	9 466	7 346	7 052	7 786	7 311	6 801	7 571
Promotion immobilière de logements		1 136	863	680	467	466	374	320	322
Promotion immobilière hors logement		539	454	441	355	379	316	287	604
Marchands de biens immobiliers (1)		...	...	...	2 141	2 112	1 931	1 783	1 746
Agences immobilières (1)		...	...	...	3 660	4 396	4 196	3 985	4 420
Administration d'immeubles		354	265	279	429	433	494	426	479

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.02-4

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (NAF)

Année 1996

Source : INSEE (EAE services) — *Unité* : Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12 : Total	*dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts (1)	Investis-sements	CA hors taxes (2)	Valeur ajoutée hors taxes
Télécommunications et courrier	**64 (3)**	**1 446**	**17 368**	**1 890**	**945**	**3 136**	**5 670**	**25 123**	**6 286**
Activités de courrier (privé)	64.1C	945	5 470	703	759	614	52	2 059	1 104
Télécommunications privées	64.2B	501	11 898	1 187	186	2 522	5 619	23 064	5 183
Activités immobilières	**70 (4)**	**55 226**	**194 192**	**38 801**	**42 257**	**27 451**	**68 546**	**258 364**	**130 465**
Promotion immobilière de logements	70.1A	4 485	10 939	1 795	3 031	2 267	1 519	30 185	6 464
Promotion immobilière de bureaux	70.1B	325	566	33	219	185	383	4 015	– 338
Promotion immobilière d'infrastructures	70.1C	1 974	4 908	744	1 552	1 012	3 871	15 268	4 752
Supports juridiques de programmes	70.1D	1 704	978	318	1 520	150	1 289	5 773	4 054
Marchands de biens immobiliers	70.1F	5 294	3 008	841	4 964	326	1 695	14 179	2 761
Location de logements	70.2A	2 775	79 381	15 632	1 528	9 616	46 152	110 126	70 214
Location de terrains	70.2B	252	133	32	203	12	4	197	46
Location d'autres biens immobiliers	70.2C	6 309	12 136	3 385	3 929	1 472	7 425	22 416	13 682
Agences immobilières	70.3A	27 859	49 914	11 135	22 963	7 039	1 624	35 168	16 194
Administration d'immeubles résidentiels	70.3C	3 526	25 219	4 243	1 869	4 144	3 817	14 416	9 655
Administration d'autres biens immobiliers	70.3D	723	7 010	643	479	1 228	767	6 622	2 980
Location sans opérateur	**71**	**13 474**	**55 600**	**5 291**	**11 037**	**7 447**	**59 200**	**85 081**	**52 073**
Location de véhicules automobiles	71.1Z	1 153	11 612	1 074	568	1 607	26 758	25 324	16 299
Location d'autres matériels de transport terrestre	71.2A	700	4 147	263	495	678	4 815	10 202	4 988
Location de matériel de transport par eau	71.2C	64	20	2	82	3	1 381	317	132
Location d'appareils de transport aérien	71.2E	204	99	21	195	13	241	1 678	1 121
Location de matériel agricole	71.3A	5 089	1 066	321	5 067	111	349	1 192	789
Location de machines et équipements pour la construction	71.3C	954	7 902	594	473	1 159	1 480	7 369	3 435
Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	283	1 645	72	178	340	13 060	12 793	8 650
Location de machines et équipements divers	71.3G	1 303	7 690	768	844	1 164	8 239	14 828	9 919
Location de linge	71.4A	104	12 511	310	28	1 407	1 199	5 808	3 880
Location d'autres biens personnels et domestiques	71.4B	3 620	8 908	1 866	3 107	967	1 677	5 570	2 860
Activités informatiques	**72**	**20 244**	**183 442**	**15 292**	**11 464**	**37 991**	**4 105**	**127 864**	**68 703**
Conseils en configurations informatiques	72.1Z	5 855	49 262	3 803	3 525	10 682	675	32 790	18 493
Réalisation de logiciels	72.2Z	8 679	67 715	5 443	4 836	14 553	1 305	45 148	26 653
Traitement de données	72.3Z	3 796	49 852	4 623	1 973	9 718	1 762	37 197	18 144
Activités de banque de données	72.4Z	575	2 815	482	307	466	58	2 557	1 054
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique	72.5Z	1 339	13 798	941	823	2 572	305	10 173	4 358

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.02-4 (suite et fin)

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (NAF)

Année 1996

Source : INSEE (EAE services) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12 : Total	Effectif salarié au 31-12 : *dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (1)	CA hors taxes (2)	Valeur ajoutée hors taxes
Services fournis principalement aux entreprises	**74**	**224 075**	**1 614 290**	**574 623**	**166 023**	**225 910**	**25 551**	**874 162**	**448 542**
Activités juridiques	74.1A	29 116	105 684	26 546	29 217	14 953	894	66 704	51 306
Activités comptables	74.1C	15 409	111 046	22 143	9 899	19 499	1 020	51 227	38 014
Études de marché et sondages	74.1E	2 656	22 448	11 965	1 905	2 797	208	11 099	5 230
Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	25 405	62 122	12 731	17 800	13 642	1 175	52 104	28 593
Administration d'entreprises	74.1J	17 775	104 685	8 401	1 812	29 363	10 128	184 515	58 265
Activités d'architecture	74.2A	21 372	29 349	8 498	19 447	4 098	327	22 350	14 935
Métreurs, géomètres	74.2B	4 148	12 448	2 653	3 286	1 538	112	5 122	3 991
Ingénierie, études techniques	74.2C	22 366	130 790	11 902	15 254	26 886	3 142	117 936	50 288
Contrôle technique automobile	74.3A	2 329	6 336	881	1 250	751	151	2 539	1 516
Analyses, essais et inspections techniques	74.3B	1 167	31 259	2 806	708	5 091	416	14 244	8 563
Gestion de support de publicité	74.4A	3 760	45 975	21 387	2 487	5 190	738	47 535	11 008
Agences, conseil en publicité	74.4B	12 190	75 461	30 423	7 806	10 340	724	55 156	20 872
Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	1 373	32 208	14 760	591	3 715	127	7 910	5 756
Travail temporaire	74.5B	748	263 332	153 544	85	36 639	233	56 786	53 667
Enquêtes et sécurité	74.6Z	3 065	98 220	22 788	1 854	8 792	509	18 036	13 497
Activités de nettoyage	74.7Z	11 206	286 878	166 321	8 396	16 832	891	34 857	26 908
Studios et autres activités photographiques	74.8A	6 418	9 115	3 258	5 958	914	232	6 882	3 134
Laboratoires de développement et de tirage	74.8B	2 020	13 168	2 127	1 441	1 673	372	7 933	3 324
Services de conditionnement à façon	74.8D	724	12 541	1 633	383	1 337	366	6 168	2 629
Secrétariat et traduction	74.8F	12 005	15 820	4 308	10 818	1 768	247	7 731	4 331
Routage	74.8G	709	16 147	4 129	405	2 375	262	9 748	4 354
Organisation de foires et salons	74.8J	1 119	6 655	987	738	1 208	123	8 538	2 922
Services annexes à la production	74.8K	26 995	122 603	40 432	24 483	16 509	3 156	79 043	35 441
Assainissement, gestion déchets	**90**	**1 279**	**38 601**	**1 885**	**551**	**5 447**	**2 592**	**26 657**	**12 520**
Épuration des eaux usées	90.0A	495	6 478	335	283	900	226	3 849	1 905
Enlèvement et traitement des ordures ménagères	90.0B	517	25 799	1 257	196	3 572	1 843	17 183	8 143
Élimination et traitement des autres déchets	90.0C	267	6 324	293	72	976	523	5 625	2 472

(1) Y compris apports.
(2) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.
(3) Sauf 64.2A « Postes nationales » et 64.1A « Télécommunications nationales ».
(4) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

TABLEAU M.02-5

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

	1994	1995	*r* 1996	1997
Crédit-bail mobilier	35 300	37 300	38 195	38 940
Crédit-bail immobilier	18 800	25 800	20 116	19 402
dont : S.F.T. (2)	100	9	1	–

(1) Hors TVA déductible.
(2) S.F.T. : société de financement des télécommunications.

TABLEAU M.02-6

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1994	1995	*r* 1996	1997
Crédit-bail mobilier				
Agriculture	1 236	1 304	1 795	1 830
Industries extractives	282	410	420	428
Industries manufacturières	10 625	9 912	9 205	9 385
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	71	447	344	350
Construction	2 189	2 757	2 750	2 804
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	5 013	5 366	6 111	6 230
Hôtels et restaurants	282	373	267	273
Transports et communications	6 319	6 446	6 837	6 970
Activités financières	494	447	535	545
Immobilier, location et services aux entreprises	4 307	4 844	5 385	5 491
Administration publique	494	373	458	467
Éducation	212	149	267	273
Santé et action sociale	2 859	3 018	2 750	2 804
Services collectifs, sociaux et personnels	741	1 118	726	740
Autres (activités non précisées)	177	335	344	350
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**
Crédit-bail immobilier				
Agriculture	188	77	80	78
Industries extractives	150	–	–	–
Industries manufacturières	4 324	7 482	5 270	5 083
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	132	310	60	58
Construction	451	542	262	252
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	4 738	6 863	3 299	3 182
Hôtels et restaurants	1 090	929	1 629	1 572
Transports et communications	846	1 574	945	912
Activités financières	714	464	362	349
Immobilier, location et services aux entreprises	5 208	5 237	7 161	6 907
Administration publique	19	52	40	39
Éducation	75	26	–	–
Santé et action sociale	602	980	463	446
Services collectifs, sociaux et personnels	263	1 238	523	504
Autres (activités non précisées)	–	26	20	19
Total	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-7

Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

	1994	1995	*r* 1996	1997
Produits du travail des métaux	212	373	420	428
Machines et équipements	11 155	12 123	13 483	13 746
Machines de bureau	1 624	1 343	1 337	1 363
Ordinateurs et équipements informatiques	6 001	4 327	4 583	4 673
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunication, instruments et matériel de précision	3 389	2 947	3 056	3 115
Produits de l'industrie automobile	10 802	11 414	10 733	10 942
Produits de la construction navale	141	261	229	234
Matériel ferroviaire roulant	106	37	382	389
Produits de la construction aéronautique	282	224	191	195
Meubles	353	709	306	312
Autres et indéterminés	1 236	3 544	3 476	3 544
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-8

Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

	1994	1995	*r* 1996	1997
Achats de terrains				
Magasins et commerces	602	826	1 086	1 048
Usines et entrepôts	564	1 058	583	563
Bureaux	489	258	644	621
Cliniques et hôpitaux	75	129	60	58
Autres	207	568	181	175
Total	**1 936**	**2 838**	**2 555**	**2 464**
Achats de bâtiments existants				
Magasins et commerces	1 579	2 941	2 897	2 794
Usines et entrepôts	2 369	2 374	1 629	1 572
Bureaux	2 294	542	1 831	1 766
Cliniques et hôpitaux	188	310	282	272
Autres	733	800	644	621
Total	**7 163**	**6 966**	**7 282**	**7 024**
Construction et génie civil				
Magasins et commerces	2 275	3 457	1 529	1 475
Usines et entrepôts	3 929	7 895	5 270	5 083
Bureaux	1 485	1 213	1 529	1 475
Cliniques et hôpitaux	583	748	644	621
Autres	1 429	2 683	1 308	1 261
Total	**9 701**	**15 996**	**10 279**	**9 914**
Total général	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Services aux particuliers

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers.
3. Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux particuliers.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, pour la deuxième année consécutive, le volume de la production des services aux particuliers accélére : + 1,9 % au lieu de + 1,3 % en 1996.

Grâce à l'afflux de touristes, l'activité des hôtels-cafés-restaurants atteint + 1,5 % de croissance après une baisse de trois années, juste enrayée en 1996. Le secteur n'a pas enregistré une telle augmentation depuis six ans. Autres bénéficiaires, les agences de voyages affichent une progression de + 8 %, double de celle de l'année précédente, après le léger recul (- 0,6 %) de 1995.

Côté loisirs, la toujours forte progression des activités cinématographiques et de vidéo (+ 7,7 %) n'atteint cependant pas le record de 1996 (+ 9,2 %). Un certain ralentissement touche les activités de radio et de télévision : leur croissance s'établit à + 3,4 % contre + 11,3% en 1996. Les autres activités culturelles, récréatives et sportives qui ont fléchi en 1996 (- 1,4 %) se stabilisent en 1997 (+ 0,1 %). Après une progression de 5,4 % en 1996, les agences de presse consolident leur activité (+ 0,7 %). Au total, les activités culturelles, récréatives et sportives enregistrent un ralentissement sensible après une hausse de 4,6 % en volume en 1996, mais leur augmentation de 2,6 % en 1997 reste un score honorable.

En revanche, la production des services personnels se maintient à un niveau bas, même si ce secteur renoue avec la croissance (+ 0,2 %) pour la première fois depuis 1992. Le recul de la coiffure ralentit (- 1,0 %) et les soins de beauté augmentent faiblement (+ 0,7 %). Par contre, les activités de blanchisserie-teinturerie progressent de 1,8 % par rapport à 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données des tableaux de ce chapitre sont tirées d'une part de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services, d'autre part de l'enquête de l'UNEDIC.

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

Parmi les 568 500 entreprises du champ de l'enquête annuelle d'entreprise dans les services en 1996, près de la moitié relèvent des services aux particuliers.

Exhaustive pour les entreprises de 20 salariés ou plus, l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités (moins de 20 salariés). Le taux de sondage varie de 1/57 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

3. DÉFINITIONS

Activités culturelles, récréatives et sportives (NAF 92) (1)

Elles comprennent :

— les activités de l'audiovisuel : activités cinématographiques et vidéo (NAF 92.1), activités de radio et télévision (NAF 92.2);

— les activités culturelles, récréatives et sportives hors audiovisuel : activités de spectacles y compris les parcs d'attractions et les discothèques (NAF 92.3), agences de presse (NAF 92.4), autres activités culturelles (NAF 92.5), activités sportives (NAF 92.6) et activités récréatives (jeux de hasard et jeux d'argent, etc.) (NAF 92.7).

Agences de voyages (NAF 63)

Elles comprennent la vente de voyages organisés et les services des offices de tourisme (NAF 63.3Z).

Hôtels et restaurants (NAF 55)

Ils comprennent :

— les hôtels de tourisme;

— les autres moyens d'hébergement de courte durée (exploitation de terrains de camping, résidences de vacances, etc.);

— les restaurants;

— les cafés;

— les cantines d'entreprises et les restaurations sous contrat;

— les traiteurs.

Services aux particuliers (NAF)

Les services qui sont présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux hôtels et restaurants, aux agences de voyages, aux activités récréatives et sportives ainsi qu'aux services personnels dont les définitions sont données ci-dessous.

Services personnels et domestiques (NAF 93, NAF 95)

Ils regroupent :

— les services personnels (NAF 93) [blanchisserie, teinturerie, coiffure, etc.];

— les services domestiques (NAF 95) [femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, etc.].

---

(1) Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce;

— INSEE.

Publications :

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats,* septembre 1990.

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

« Les comptes des services en 1995 », *INSEE-Résultats*, nos 142-143-144, mars 1997.

« Les comptes des services en 1996 », *INSEE-Résultats* nos 162-164, janvier 1998.

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats*, à paraître.

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 591-593, février 1998.

« Les entreprises de services en 1995 », *INSEE-Résultats*, système productif, nos 128-129-130, mai 1997.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE*, à paraître.

« Les services marchands en 1995 », *INSEE-Première,* no 459, juin 1996.

« Les services marchands en 1996 », *INSEE-Première*, no 531, juillet 1997 ».

« Les services marchands en 1997 », *INSEE-Première*, no 594, juin 1998 ».

« La France des services », édition 1996, *INSEE.*

*
* *

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Services aux particuliers		**990 712**	**1 013 912**	**1 037 831**	**1 061 881**	**1 094 625**
Hôtels et restaurants	**55**	**592 104**	**607 288**	**620 801**	**633 914**	**652 710**
Hôtels de tourisme		149 746	150 737	150 538	152 784	154 046
Autres moyens d'hébergement de courte durée		54 118	55 534	56 520	55 105	55 313
Restaurants		262 766	273 473	283 556	292 236	305 002
Restauration de type traditionnel		201 049	212 881	221 289	224 737	231 358
Restauration de type rapide		61 717	60 592	62 267	67 499	73 644
Cafés		35 404	36 447	36 954	37 755	38 908
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		81 135	80 144	82 106	83 968	86 717
Traiteurs, organisation de réception		8 935	10 953	11 127	12 066	12 724
Agences de voyages	**63.3Z**	**32 898**	**34 078**	**35 221**	**36 229**	**37 201**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**188 115**	**200 582**	**211 476**	**221 322**	**231 270**
Activités audiovisuelles	92.1,2	34 342	39 497	40 997	44 654	46 626
Production de films		7 587	8 344	9 393	10 617	11 417
Production de films pour la télévision		1 119	1 059	1 341	1 319	1 699
Production de films institutionnels, publicitaires		1 283	1 709	2 132	2 373	2 678
Production de films pour le cinéma		2 185	2 524	2 477	2 609	2 556
Prestations techniques pour cinéma et télévision		3 000	3 052	3 443	4 316	4 484
Distribution de films		1 932	1 964	2 033	2 060	2 129
Projection de films cinématographiques		6 636	6 710	7 084	7 585	8 238
Activités de radio		8 340	10 708	10 937	10 852	10 356
Activités de télévision		9 847	11 771	11 550	13 540	14 486
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	153 773	161 085	170 479	176 668	184 644
Activités de spectacles		38 015	40 728	41 357	43 065	44 636
Manèges forains et parcs d'attraction		2 225	2 969	3 000	3 185	3 413
Bals et discothèques		14 271	14 453	14 752	14 435	15 386
Agences de presse		5 051	5 164	5 312	5 671	6 023
Autres activités culturelles		6 537	6 859	7 557	7 933	7 773
Jeux de hasard et d'argent		12 124	13 058	13 738	14 447	14 665
Activités liées au sport et autres activités récréatives		75 550	77 854	84 763	87 932	92 748
Services personnels et domestiques	**93,95**	**177 595**	**171 964**	**170 333**	**170 416**	**173 444**
Services personnels	93	160 193	160 800	159 697	161 131	164 704
Blanchisserie, teinturerie de gros		8 604	8 777	8 525	8 863	8 896
Blanchisserie, teinturerie de détail		19 513	18 907	18 077	18 129	18 076
Coiffure		100 322	100 920	100 996	100 915	103 307
Soins de beauté et d'entretien corporel		13 605	13 548	13 358	13 721	13 997
Services funéraires		13 352	13 695	13 925	14 671	14 756
Autres services personnels		4 797	4 953	4 816	4 832	5 672
Services domestiques	95	17 402	11 164	10 636	9 285	8 740

TABLEAU M.03-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	1997/1996 %
Services aux particuliers		**208 973**	**209 951**	**214 201**	**216 397**	**220 633**	**2,0**
Hôtels et restaurants	**55**	**109 710**	**112 415**	**114 666**	**116 510**	**118 888**	**2,0**
Hôtels de tourisme		23 121	22 982	22 756	22 660	22 488	– 0,8
Autres moyens d'hébergement de courte durée		7 011	7 076	7 240	7 352	7 365	0,2
Restaurants		52 728	54 945	56 531	57 975	59 942	3,4
Restauration de type traditionnel		46 810	48 168	49 002	49 359	50 233	1,8
Restauration de type rapide		5 918	6 777	7 529	8 616	9 709	12,7
Cafés		15 400	15 825	15 964	16 125	16 393	1,7
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		10 204	10 255	10 775	10 924	11 175	2,3
Traiteurs, organisation de réception		1 246	1 332	1 400	1 474	1 525	3,5
Agences de voyages	**63.3Z**	**5 528**	**5 754**	**5 923**	**6 091**	**6 252**	**2,6**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**31 163**	**33 499**	**35 897**	**36 934**	**38 443**	**4,1**
Activités audiovisuelles	92.1,2	3 586	3 819	3 974	4 142	4 154	0,3
Production de films		1 269	1 452	1 571	1 690	1 699	0,5
Production de films pour la télévision		199	218	229	234	243	3,8
Production de films institutionnels, publicitaires		326	410	490	555	598	7,7
Production de films pour le cinéma		474	539	529	530	502	– 5,3
Prestations techniques pour cinéma et télévision		270	285	323	371	356	– 4,0
Distribution de films		298	288	283	281	296	5,3
Projection de films cinématographiques		972	986	994	1 013	1 022	0,9
Activités de radio		800	811	824	841	814	– 3,2
Activités de télévision		247	282	302	317	323	1,9
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3-7	27 577	29 680	31 923	32 792	34 289	4,6
Activités de spectacle		5 673	6 247	6 653	6 901	7 284	5,5
Manèges forains et parcs d'attraction		481	570	580	564	536	– 5,0
Bals et discothèques		2 742	2 727	2 681	2 616	2 626	0,4
Agences de presse		418	435	455	436	456	4,6
Autres activités culturelles		1 129	1 214	1 285	1 319	1 318	– 0,1
Jeux de hasard et d'argent		557	569	572	573	596	4,0
Activités liées au sport et autres activités récréatives		16 577	17 918	19 697	20 383	21 473	5,3
Services personnels et domestiques	**93,95**	**62 572**	**58 283**	**57 715**	**56 862**	**57 050**	**0,3**
Services personnels	93	49 313	50 025	49 852	50 066	50 610	1,1
Blanchisserie, teinturerie de gros		434	478	482	496	505	1,8
Blanchisserie, teinturerie de détail		6 291	6 206	6 080	6 040	5 937	– 1,7
Coiffure		35 211	35 690	35 602	35 630	36 053	1,2
Soins de beauté et d'entretien corporel		3 169	3 272	3 263	3 310	3 410	3,0
Services funéraires		2 470	2 604	2 664	2 805	2 849	1,6
Autres services personnels		1 738	1 775	1 761	1 785	1 856	4,0
Services domestiques	95	13 259	8 258	7 863	6 796	6 440	– 5,2

TABLEAU M.03-3

Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Activité économique	Numéro NAF	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
SERVICES AUX PARTICULIERS		**50 688**	**45 327**	**47 071**	**48 981**	**52 042**	**51 038**	**50 691**	**50 689**
Hôtels et restaurants	**55**	**32 584**	**28 861**	**29 659**	**30 226**	**31 240**	**30 489**	**30 478**	**30 384**
Hôtels de tourisme		4 700	4 006	3 942	3 625	3 436	3 026	3 000	2 670
Àutres moyens d'hébergement de courte durée		1 385	1 371	1 709	1 695	1 720	1 725	1 571	1 600
Restaurants		19 281	17 374	17 848	18 910	19 812	19 524	19 907	19 911
Restauration de type traditionnel (1)		...	...	...	13 874	14 135	13 621	13 358	13 159
Restauration de type rapide (1)		...	...	...	5 036	5 677	5 903	6 549	6 752
Cafés		6 690	5 669	5 689	5 603	5 857	5 745	5 538	5 772
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		123	103	117	55	36	38	41	45
Traiteurs, organisation de réception		405	338	354	338	379	431	421	386
Agences de voyages	**63.3Z**	**394**	**298**	**363**	**400**	**430**	**391**	**413**	**423**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**8 283**	**7 628**	**8 262**	**9 705**	**10 485**	**10 411**	**10 391**	**10 704**
Activités audiovisuelles	92.1, 2	735	678	765	813	841	838	809	849
Production de films		477	437	483	527	586	597	535	599
Production de films pour la télévision (1)		...	...	...	94	89	103	80	100
Production de films institutionnels, publicitaires (1)		...	...	...	183	195	232	213	234
Production de films pour le cinéma (1)		...	...	...	191	227	197	168	190
Prestations techniques pour cinéma et TV (1)		...	...	...	59	75	65	74	75
Distribution de films		86	74	95	143	141	114	134	123
Projection de films cinématographiques		45	41	46	60	32	36	55	36
Activités de radio		89	89	100	47	33	52	35	39
Activités de télévision		38	37	41	36	49	39	50	52
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à	7 548	6 950	7 497	8 892	9 644	9 573	9 582	9 855
Activités de spectacles	92.7	2 580	2 329	2 523	3 403	3 615	3 842	3 850	3 910
Manèges forains et parcs d'attraction		515	475	460	522	517	569	528	562
Bals et discothèques		1 050	951	940	638	634	628	656	672
Agences de presse		259	192	207	453	495	317	350	321
Autres activités culturelles		59	53	53	53	67	65	57	68
Jeux de hasard et d'argent		102	104	110	180	183	116	104	82
Activités liées au sport et autres activités récréatives		2 983	2 846	3 204	3 643	4 133	4 036	4 037	4 240
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**9 427**	**8 540**	**8 787**	**8 650**	**9 887**	**9 747**	**9 409**	**9 178**
Services personnels	93	9 427	8 540	8 787	8 650	9 887	9 747	9 409	9 178
Blanchisserie, teinturerie de gros		56	43	51	104	140	132	130	120
Blanchisserie, teinturerie de détail		1 429	1 252	1 323	1 083	1 234	1 123	1 058	980
Coiffure		3 689	3 355	3 595	3 707	4 285	4 186	4 078	3 895
Soins de beauté et d'entretien corporel		1 518	1 294	1 238	1 434	1 579	1 698	1 643	1 697
Services funéraires		145	151	177	182	189	177	200	217
Autres services personnels		2 590	2 445	2 403	2 140	2 460	2 431	2 300	2 269
Services domestiques	95	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.03-4

Indicateurs des entreprises de services aux particuliers (NAF)

Année 1996

Source : INSEE (EAE services) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12 : total	Effectif salarié au 31-12 : *dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (1)	(2) Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
Hôtels et restaurants	**55 (3)**	**158 630**	**590 157**	**229 264**	**151 275**	**51 315**	**12 993**	**236 554**	**113 495**
Hôtels avec restaurant	55.1A	18 605	123 451	33 484	16 353	12 768	3 584	54 508	26 379
Hôtels de tourisme	55.1C	6 323	22 048	7 563	4 810	2 095	2 530	12 859	7 409
Hôtels de préfecture	55.1D	3 633	3 487	1 842	3 654	228	1 118	1 763	898
Restauration de type traditionnel	55.3A	70 472	260 082	105 506	67 468	22 020	3 113	96 045	45 392
Restauration de type rapide	55.3B	9 791	52 966	34 523	8 204	3 390	1 064	17 785	7 667
Cafés tabacs	55.4A	13 535	12 742	6 071	16 392	853	346	10 352	5 585
Débits de boisson	55.4B	33 613	26 565	12 406	32 906	1 766	689	15 334	7 464
Cantines et restaurants d'entreprises	55.5A	598	13 091	4 135	135	1 171	53	3 327	1 266
Restauration collective sous contrat	55.5C	230	62 009	16 307	83	5 959	243	20 256	9 581
Traiteurs, organisation de réception	55.5D	1 830	13 716	7 427	1 270	1 064	254	4 324	1 854
Agences de voyages	**63.3Z**	**3 035**	**33 606**	**4 567**	**1 449**	**4 815**	**534**	**53 466**	**8 632**
Services audiovisuels et agences de presse	**92.1, 2 et 4**	**7 093**	**64 459**	**24 586**	**3 695**	**15 096**	**3 499**	**84 118**	**46 707**
Production de films pour la télévision	92.1A	610	4 172	2 432	273	1 352	108	5 129	4 141
Production de films institutionnels, publicitaires	92.1B	1 398	4 830	2 613	877	958	99	4 314	2 063
Production de films pour le cinéma	92.1C	1 225	3 628	2 493	663	1 148	95	4 945	3 804
Prestations techniques pour le cinéma et la télévision	92.1D	752	7 062	2 628	380	1 600	423	5 395	2 993
Distribution de films cinématographiques	92.1F	251	1 320	201	109	387	52	5 932	2 438
Édition et distribution vidéo	92.1G	334	1 453	218	267	283	23	4 767	2 259
Projection de films cinématographiques	92.1J	672	6 743	2 985	292	809	804	4 616	2 193
Activités de radio	92.2A	735	9 759	3 738	306	1 906	219	5 660	2 786
Production de programmes de télévision	92.2B	211	1 868	994	62	631	73	3 459	1 778
Diffusion de programmes de télévision	92.2C	162	18 197	4 918	50	4 588	1 494	36 176	19 939
Agences de presse	92.4Z	743	5 427	1 366	416	1 436	109	3 725	2 313
Services personnels	**93**	**84 079**	**165 403**	**68 278**	**74 531**	**12 335**	**1 923**	**47 360**	**29 729**
Blanchisserie, teinturerie de gros	93.0A	485	6 659	858	295	706	197	2 234	1 395
Blanchisserie, teinturerie de détail	93.0B	10 028	16 242	5 570	9 402	1 250	171	5 490	3 157
Coiffure	93.0D	52 603	111 501	49 791	44 310	7 529	576	24 461	17 410
Soins de beauté et entretien corporel	93.0E	8 161	5 855	2 962	7 881	304	86	2 770	1 444
Soins aux défunts	93.0G	95	321	85	106	41	9	164	89
Pompes funèbres	93.0H	1 782	15 430	5 101	1 662	1 608	667	7 311	3 634
Activités thermales et de thalassothérapie	93.0K	114	3 854	1 108	44	527	147	1 858	1 062
Autres soins corporels	93.0L	1 023	803	338	979	54	16	332	164
Autres services personnels	93.0N	9 788	4 738	2 465	9 852	317	54	2 740	1 375

(1) Y compris apports.
(2) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.
(3) Sauf 55.2 : Autres moyens d'hébergement de courte durée.

Chapitre M.04

Assurances

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graghique. Part de l'assurance vie et non-vie dans plusieurs pays de l'OCDE.

1. Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance.
2. Effectifs du secteur de l'assurance.
3. Évolution des primes d'assurance.
4. Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances.
5. Compte technique simplifié des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes.
6. Compte de résultat technique des entreprises d'assurance non-vie.
7. Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes.
8. Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance non-vie.
9. Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie.
10. Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE.
11. Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE.
12. Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.
13. Répartition des placements d'assurance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances.

1. PRÉSENTATION

Activité des entreprises d'assurance

Depuis le début des années 1980, le secteur des assurances sur la vie a connu en France un développement sans précédent. Il est devenu un acteur financier majeur et le principal collecteur d'épargne de long terme auprès des ménages. Les primes encaissées au titre de l'assurance vie et de la capitalisation ont doublé entre 1990 et 1995. Elles ont augmenté d'environ 12 % entre 1995 et 1996.

En France, ces dernières années, les affaires directes d'assurance vie se partagent essentiellement entre :

- les contrats individuels et « groupes ouverts » en francs ou devises (66 % des affaires directes vie en France) ;
- les assurances collectives en francs ou devises (13 %);
- les contrats en unités de compte (14 %).

En assurance non-vie, l'activité augmente mais beaucoup plus modérément qu'en assurance vie.

En assurance non-vie, les affaires directes en France se partagent entre trois grands risques :

- l'assurance automobile (42 %) ;
- les dommages aux biens (29 %);
- les dommages corporels (27 %).

Enfin, l'assurance emploie, en 1997, près de 208 000 personnes soit 0,8 % environ de la population active.

La réglementation

Deux grands changements réglementaires sont intervenus ces dernières années :

- Création des entreprises mixtes

Auparavant, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Les troisièmes directives européennes d'assurance (1992) ont permis aux entreprises de pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit, les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté a été introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant sont appelées « sociétés mixtes ». La première société mixte est apparue en 1995.

- Introduction d'un nouveau plan comptable

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.

Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique.

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

2. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.

La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la CCA publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La CCA publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat par catégorie comptables simplifiés, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la CCA, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

À compter du 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union Européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent plus, par conséquent, à compter de l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.04-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de la CCA regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la CCA. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.

Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.

Les privatisations récentes de groupes de sociétés nationales (AGF, UAP puis Gan) ont amené la CCA à regrouper dans ses statistiques depuis 1995 les entreprises nationales restantes avec les autres sociétés anonymes.

En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont désormais totalisées par la CCA avec des sociétés anonymes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

3. DÉFINITIONS

Affaires directes

Les opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat d'assurance vie à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.

Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :

– soit aux survivants (tontines en cas de vie);

– soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

– Commission de contrôle des assurances;
– Organismes professionnels;
– Caisse nationale de prévoyance.

Publications :

Rapport d'activité (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Tableaux de synthèse (annuel), Commission de contrôle des assurances;

« L'assurance française en 1995 », Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) [rapport annuel];

Revue *SIGMA,* Compagnie suisse de réassurance;

« Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes,* nº 18, mai 1992;

« Les assurances volontaires des ménages 1983-1991 », *INSEE-Première,* nº 192, mai 1992;

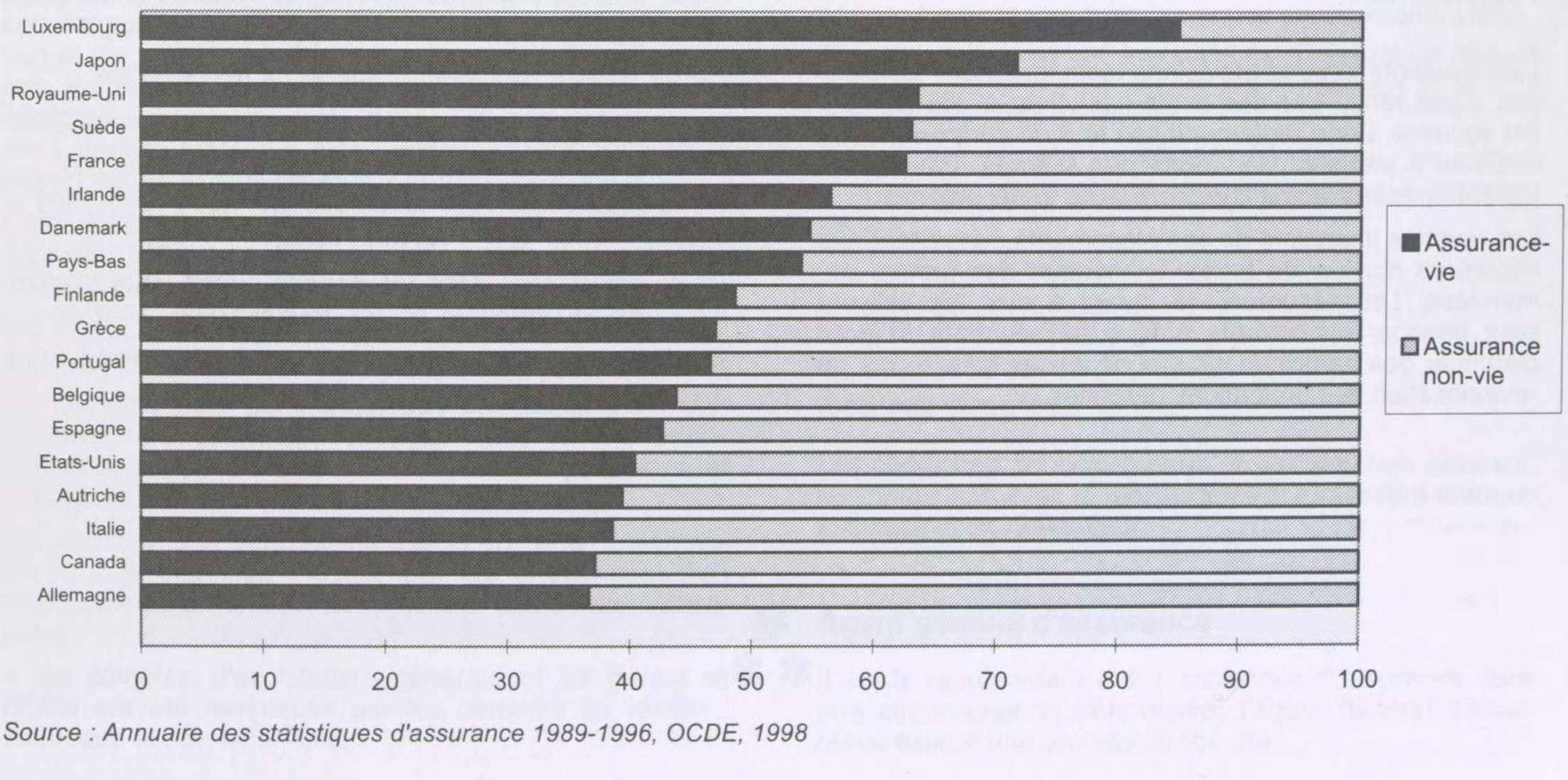
« Les assurances dans les années quatre-vingt : l'envolée », *INSEE-Première*, nº 244, février 1993;

Annuaire des statistiques d'assurance 1989-1996; OCDE.

*
* *

GRAPHIQUE M.04

Part de l'assurance vie et non-vie dans plusieurs pays de l'OCDE



Source : Annuaire des statistiques d'assurance 1989-1996, OCDE, 1998

TABLEAU M.04-1

Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Forme juridique	1995	1996	1997	Variation 1997
Sociétés d'assurance non-vie				
Sociétés nationales	4	3	3	–
Sociétés anonymes	141	145	147	2
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	55	52	50	– 2
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	19	–
Mutuelles locales ou professionnelles	84	82	55	– 27
Mutuelles agricoles	24	24	24	–
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	16	14	– 2
Succursales de l'Espace Économique Européen	80	79	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	306	360	...	...
Divers (3)	1	1	1	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	–
Total	**731**	**782**	**...**	**...**
Sociétés d'assurance sur la vie				
Sociétés nationales	4	3	2	– 1
Sociétés anonymes	110	101	88	– 13
Sociétés d'assurance mutuelle	16	14	14	–
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E	5	5	5	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	4	7	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	63	77	...	...
Sociétés tontinières	2	3	3	–
Total	**204**	**210**	**...**	**...**
Sociétés d'assurance mixtes				
Société nationale	///	///	1	1
Sociétés anonymes	1	12	22	10
Sociétés d'assurance mutuelle	–	2	3	1
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	13	21	...	...
Total	**14**	**35**	**...**	**...**
Sociétés de réassurance				
Sociétés anonymes	20	20	25	5
Société d'assurance mutuelle	1	1	1	–
Total	**21**	**21**	**26**	5

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Organismes professionnels

	1993	1994	1995	1996	1997
Personnels salariés employés par les sociétés d'assurances	122 000	122 000	121 800	135 400	133 100 *p*
Agences générales					
Agents	18 300	17 400	17 400	17 100	16 800
Personnel des agences	48 000	35 000	35 000	35 000	35 000
Total	**66 300**	**52 400**	**52 400**	**52 100**	**51 800**
Cabinets de courtage					
Courtiers	2 400	2 400	2 400	2 400	2 500
Personnels de cabinets de courtage	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Total	**18 400**	**18 400**	**18 400**	**18 400**	**18 500**
Experts	4 400	4 400	4 400	4 400	4 400
Total	**211 100**	**197 200**	**197 000**	**210 300**	**207 800** *p*

TABLEAU M.04-3

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Assurances sur la vie et capitalisation					
Opérations de capitalisation (en francs et en unités de compte)	27 773	28 940	26 336	///	///
Opérations de capitalisation (en francs)	///	///	///	25 169	26 985
Assurances individuelles (en francs et en unités de compte)	76 978	89 808	102 458	–	–
Contrats individuels et groupes ouverts	–	–	–	270 891	315 163
Assurances collectives (y compris groupes ouverts, en francs et en unités de compte)	152 255	199 494	250 573	–	–
Contrats collectifs	–	–	–	73 427	83 796
Contrats en unité de compte (assurances sur la vie et capitalisation)	–	–	–	43 554	36 684
Contrats collectifs relevant de l'article L441-1 (autres affaires avant 1995)	1 464	1 614	1 641	2 078	1 612
Opérations tontinières	305	357	378	438	487
Total des affaires directes en France métropolitaine	**258 775**	**320 213**	**381 386**	**415 557**	**464 727**
Départements et territoires d'Outre-Mer	729	809	964	–	–
Total des affaires directes en France	**259 504**	**321 022**	**382 350**	**415 557**	**464 727**
Acceptations en France	–	–	–	11 472	7 357
Acceptations en France et à l'étranger	5 610	6 387	10 094	–	–
Total des affaires dans l'Union européenne (1)	–	–	–	**1 051**	**728**
Total des affaires hors Union européenne (2)	–	–	–	**66**	**67**
Total des affaires directes à l'étranger	**636**	**484**	**563**	**1 117**	**795**
Total général des opérations d'assurance sur la vie	**265 750**	**327 893**	**393 007**	**428 146**	**472 879**
Évolution des primes en %	**16,8**	**23,4**	**19,9**	**8,9**	**10,4**
Opérations d'assurance non-vie					
Dommages corporels :					
Opérations réalisés par les sociétés vie et mixtes (3)	4 252	4 373	4 371	9 914	14 889
Opérations réalisées par les sociétés non-vie	43 581	45 776	48 051	44 298	40 910
Total des dommages corporels	**47 833**	**50 149**	**52 422**	**54 212**	**55 799**
Automobile	73 489	77 714	82 494	89 116	91 926
Dommages aux biens	48 112	51 390	52 896	56 187	58 984
Garantie légale des catastrophes naturelles	4 196	4 338	4 671	4 899	5 079
Responsabilité civile générale	8 992	9 231	9 401	9 511	10 239
Transports	8 215	9 231	9 257	9 838	9 205
Assurance construction (dommages ouvrages et responsabilité civile décennale)	3 607	3 361	3 082	4 261	4 759
Divers	11 597	12 498	12 899	13 680	13 963
Total des affaires directes en France métropolitaine	**206 041**	**217 912**	**227 122**	**241 704**	**249 954**
Départements et territoires d'Outre-Mer	2 031	2 218	2 211	–	–
Total des affaires directes en France	**208 072**	**220 130**	**229 333**	**241 704**	**249 954**

N.B . Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.04-3 (suite et fin)

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Acceptations en France	–	–	–	40 968	41 592
Acceptations en France et à l'étranger	24 322	27 901	33 641	–	–
Total des affaires dans l'Union européenne (1)	–	–	–	5 302	5 349
Total des affaires hors Union européenne (2)	–	–	–	1 990	2 006
Total des affaires à l'étranger	6 009	7 107	6 476	7 292	7 355
Total général des opérations d'assurance non-vie (3)	238 403	255 138	269 450	289 964	298 901
Évolution des primes d'assurance non-vie en %	7,2	7,0	5,6	7,6	3,1
Total des affaires d'assurance non-vie, vie et capitalisation	504 153	583 031	662 457	718 110	771 780
Évolution de l'ensemble des affaires en %	12,0	15,6	13,6	8,4	7,5

(1) Affaires directes, LPS et acceptations.
(2) Affaires directes et acceptations.
(3) Ce tableau inclut les opérations d'assurance des dommages corporels pratiquées par les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés mixtes. Précédemment elles étaient regroupées avec les opérations d'assurance sur la vie.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Entreprises nationales et Sociétés anonymes	Mutuelles rémunérantes	Mutuelles non rémunérantes	Total des mutuelles	Tontines	Extra communautaires	**Total**
Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes	461 831	•	•	26 909	487	4 917	**494 144**
Sociétés d'assurance non-vie	173 568	29 025	71 448	100 473	•	3 595	**277 636**

TABLEAU M.04-5

Compte technique simplifié des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes

Hors tontines

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Primes	493 657	100,0
Résultat financier du compte technique	172 280	34,9
Autres produits	962	0,2
Charges incombant aux réassureurs	13 094	2,4
Total des ressources	**679 993**	**137,7**
Charges		
Charges des sinistres	205 838	41,7
Charges des provisions techniques	276 310	56,0
Participation aux résultats	142 180	28,8
Frais d'acquisition et d'administration	36 368	7,4
Autres charges techniques	3 411	0,7
Primes cédées aux réassureurs	11 514	2,3
Total des charges	**675 621**	**136,9**
Résultat technique	**4 372**	**0,9**

TABLEAU M.04-6

Compte de résultat technique des entreprises d'assurance non-vie

Y compris les succursales étrangères

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Primes	277 636	100,0
Résultat financier du compte technique	18 186	6,6
Autres produits techniques	2 463	0,9
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	614	0,2
Charges incombant aux réassureurs	40 955	14,8
Total	**339 854**	**122,4**
Charges		
Prestations et frais payés	193 348	69,6
Charges des provisions techniques	20 974	7,6
Participation aux résultats	2 594	0,9
Frais d'acquisition et d'administration	55 036	19,8
Autres charges techniques	7 736	2,8
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	968	0,3
Primes cédées aux réassureurs	48 495	17,5
Total des charges	**329 151**	**118,6**
Résultat technique	**10 703**	**3,9**

TABLEAU M.04-7

Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes

Hors tontines

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Résultat technique	4 372	0,9
Résultat financier du compte non technique	6 146	1,2
Produits exceptionnels et autres produits	1 399	0,3
Total	**11 917**	**2,4**
Charges		
Charges exceptionnelles et charges non techniques	3 068	0,6
Participation des salariés	183	–
Impôts sur les bénéfices	2 846	0,6
Total	**6 097**	**1,2**
Résultat de l'excercice	**5 820**	**1,2**

TABLEAU M.04-8

Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance non-vie

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Résultat technique	10 703	3,9
Résultat financier du compte non technique	5 779	2,1
Autres produits non techniques et produits exceptionnels	3 938	1,4
Total des ressources	**20 420**	**7,4**
Charges		
Autres charges non techniques et charges exceptionnelles	5 953	2,1
Participation des salariés	440	0,2
Impôts sur les bénéfices	3 147	1,1
Total des charges	**9 540**	**3,4**
Résultat de l'excercice	**10 880**	**3,9**

TABLEAU M.04-9

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes :

Actif	Montant	% du total	Passif	Montant	% du total
Placements	2 697 852	92,0	Capitaux propres et passifs subordonnés	123 416	4,2
Part des réassureurs dans les provisions techniques	47 612	1,6	Provisions techniques	2 680 948	91,4
Créances	77 335	2,6	Provisions pour risques et charges	10 865	0,4
Actifs incorporels et autres actifs	21 435	0,7	Dettes	117 495	4,0
Comptes de régularisation et différences de conversion	88 490	3,0			
Total	**2 932 724**	**100,0**	**Total**	**2 932 724**	**100,0**

Bilan simplifié des entreprises d'assurance non vie :

Actif	Montant	% du total	Passif	Montant	% du total
Placements	485 221	73,5	Capitaux propres et passifs subordonnés	129 919	19,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques	70 142	10,6	Provisions techniques	448 310	67,9
Créances	70 149	10,6	Provisions pour risques et charges	14 907	2,3
Actifs incorporels et autres actifs	19 484	2,9	Dettes	67 443	10,2
Comptes de régularisation et différences de conversion	15 583	2,4			
Total	**660 579**	**100,0**	**Total**	**660 579**	**100,0**

TABLEAU M.04-10

Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Union Européenne (UE)	5,63	5,99	6,26	6,72	6,83	6,90	7,22
Allemagne	5,42	5,78	5,84	6,27	6,45	6,55	6,62
Autriche	4,97	4,95	5,02	5,50	5,34	5,49	6,20
Belgique	4,69	4,82	4,97	5,20	5,23	5,42	5,59
Danemark	4,58	4,60	4,84	5,32	5,76	5,97	6,49
Espagne	3,53	3,94	4,09	4,30	5,11	4,81	5,02
Finlande	6,66	7,15	6,62	2,84	2,97	3,37	4,03
France	5,89	6,20	6,62	7,64	8,27	8,56	9,09
Grèce (1)	1,29	1,32	1,46	1,59	1,63	1,65	1,74
Irlande	8,83	8,97	8,16	8,83	9,05	8,45	9,26
Italie	2,61	2,78	3,02	3,24	3,38	3,49	3,56
Luxembourg	4,29	4,61	4,45	4,11	10,81	23,94	21,36
Pays-Bas (2)	7,24	7,06	7,55	7,51	7,85	8,33	9,13
Portugal	3,02	3,22	3,48	3,99	4,23	4,81	5,31
Royaume-Uni (2)	10,41	11,52	12,59	12,90	11,52	11,15	12,06
Suède	5,24	5,66	5,49	6,14	5,79	5,49	5,64
OCDE (3)	7,61	7,71	7,70	8,05	8,14	8,15	8,11
dont : États-Unis	10,19	10,13	10,10	10,28	10,16	10,00	9,85
Japon	8,43	8,20	8,27	8,52	8,48	8,56	8,04
Canada	4,83	5,30	4,96	4,48	4,63	4,77	4,57
Suisse	8,10	8,34	8,67	9,27	9,72	10,37	11,21

(1) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1995, sur la base des primes brutes totales pour l'assurance-vie en 1996.
(3) Uniquement pour les données disponibles.

TABLEAU M.04-11

Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE

Sur la base des primes brutes directes

Source : OCDE %

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Union Européenne (UE)	30,06	31,03	32,59	29,81	29,32	31,07	32,84
Allemagne	7,03	7,36	7,83	7,66	7,69	8,41	8,24
Autriche	0,62	0,60	0,64	0,64	0,62	0,68	0,75
Belgique	0,72	0,71	0,75	0,70	0,70	0,78	0,79
Danemark	0,47	0,44	0,47	0,46	0,49	0,55	0,60
Espagne	1,38	1,54	1,61	1,32	1,44	1,43	1,55
Finlande	0,71	0,64	0,48	0,15	0,17	0,22	0,27
France	**5,57**	**5,51**	**6,01**	**6,11**	**6,41**	**7,01**	**7,39**
Grèce (1)	0,08	0,09	0,10	0,09	0,09	0,10	0,11
Irlande	0,32	0,31	0,29	0,28	0,28	0,29	0,35
Italie	2,26	2,37	2,51	2,04	2,00	2,02	2,29
Luxembourg	0,04	0,04	0,04	0,03	0,09	0,22	0,19
Pays-Bas (2)	1,71	1,61	1,74	1,59	1,63	1,88	1,91
Portugal	0,16	0,18	0,22	0,21	0,21	0,26	0,29
Royaume-Uni (2)	8,04	8,63	8,98	7,78	6,83	6,54	7,36
Suède	0,95	1,00	0,93	0,73	0,67	0,67	0,75
OCDE (3) :							
dont : États-Unis	44,24	42,42	40,84	41,17	39,35	37,03	38,48
Japon	19,82	20,69	20,98	23,29	23,15	23,31	19,55
Canada	2,17	2,29	1,91	1,57	1,46	1,42	1,40
Suisse	1,45	1,43	1,42	1,37	1,46	1,69	1,75

(1) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1994.
(3) Uniquement pour les données disponibles.

TABLEAU M.04-12

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité* : Million de dollars

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Union Européenne (UE)	413 057	456 821	548 875	537 439	581 230	664 811	692 479
Allemagne	91 187	101 772	144 620	151 178	168 405	200 201	196 952
Autriche	8 539	8 837	10 341	11 027	12 120	14 244	16 000
Belgique	9 696	10 204	11 593	11 374	12 349	15 456	15 820
Danemark	6 862	7 045	8 317	8 109	9 758	11 376	12 330
Espagne	18 141	21 692	24 671	21 647	25 696	27 968	30 385
Finlande	9 432	9 195	7 413	2 665	3 115	4 474	5 317
France	**78 389**	**83 356**	**99 446**	**107 310**	**119 250**	**142 117**	**149 288**
Grèce (1)	1 067	1 175	1 429	1 524	1 656	1 925	2 193
Irlande	4 094	4 236	4 739	4 687	4 982	5 684	6 829
Italie	33 107	37 296	43 427	37 089	38 935	42 655	48 248
Luxembourg (2)	444	503	562	527	1 582	4 156	3 632
Pays-Bas	22 710	22 643	26 797	26 650	29 907	36 508	37 120
Portugal	2 079	2 492	3 242	3 321	3 632	4 857	5 584
Royaume-Uni (3)	115 281	132 441	148 184	138 613	138 156	140 200	148 568
Suède (4)	12 029	13 936	14 094	11 718	11 688	12 988	14214
OCDE (5)	1 368 155	1 458 392	1 618 580	1 722 769	1 880 918	2 058 868	2 050 698
dont : États-Unis	606 925	621 413	654 071	705 008	731 673	763 639	795 115
Japon	258 303	286 841	316 159	372 749	406 720	448 219	376 642
Canada	32 445	34 656	31 937	28 037	28 756	30 072	30 249
Suisse	27 312	28 998	32 652	33 731	37 987	45 447	38 967

(1) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(2) Sur la base des primes brutes directes jusqu'à 1993.
(3) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1992.
(4) Sur la base des primes brutes directes pour l'assurance non-vie. Sur la base des primes brutes directes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1990.
(5) Uniquement pour les données disponibles.

TABLEAU M.04-13

Répartition des placements d'assurance

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Année 1996

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Milliard de francs

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie et mixtes	Non-vie	Vie et mixtes	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	117,243	65,055	0,001	0,167
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	255,910	136,254	0,175	0,360
Obligation et titre à revenu fixe (OPCVM inclus)	2 011,242	230,067	0,013	0,212
Prêts et effets assimilés	61,439	12,287	0,001	0,017
Dépôts auprès des cédantes	12,286	22,723	0,589	0,279
Autres placements	43,005	11,814	0,055	0,387
Total	**2 501,125**	**478,200**	**0,834**	**1,422**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs mobilières.

N

Finances

Chapitre N.01

Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Agrégats de monnaie et de placement.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à court terme.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à long terme.

1. Nombre de guichets permanents de banques.
2. Évolution du nombre des établissements relevant de la loi bancaire.
3. Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor Public.
4. Bilan de la Banque de France.
5. Les agrégats de monnaie.
6. Dépôts à vue par réseau.
7. L'endettement intérieur total.
8. Les actifs monétaires détenus par les non-résidents.
9. Créances sur l'économie : catégories de créances.
10. Les crédits à l'économie par objet.
11. Dépôts en devises étrangères détenus par les agents non financiers résidents.
12. Principaux taux d'intérêt débiteurs.
13. Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre.
14. Bilan agrégé des banques dans les DOM et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
15. Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les TOM.
16. Comptes de patrimoine du secteur : ménages.
17. Comptes de patrimoine du secteur : sociétés et quasi-sociétés non financières.
18. Comptes de patrimoine du secteur : administrations publiques.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « Direction des Études et Statistiques monétaires », « Service des Analyses et Statistiques monétaires ».

1. PRÉSENTATION

En 1997, les caractéristiques du financement de l'économie sont les suivantes : légère accélération de la croissance de l'endettement intérieur total (3,5 % après 3,1 % en 1996) avec une reprise du crédit (2,3 % après une contraction de 2,5 % en 1996). Le crédit aux entreprises a très légèrement progressé en 1997, après avoir baissé de 4,4 % en 1996, tandis que le recours aux financements sur les marchés continuait d'être privilégié (monétaire, obligataire et des actions). Par ailleurs, l'autofinancement des investissements des entreprises est demeuré très élevé. Le taux d'épargne financière des ménages s'est redressé allant de pair avec un accroissement de leur flux de placement.

Le maintien des taux d'intérêt à un bas niveau a favorisé la poursuite de la reprise des achats de logement. Les encours des crédits de trésorerie des ménages ont progressé fortement en 1997, augmentant de 8 %, soit un rythme légèrement en retrait par rapport à celui observé en 1996 (+ 8,7 %).

Enfin, compte tenu du bas niveau des rendements à court terme, le processus de réallocation de portefeuille par dégagement des OPCVM monétaires et des dépôts à terme s'est poursuivi.

2. MÉTHODOLOGIE

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit.

Les statistiques permettant de suivre cette activité sont établies par la Banque de France.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale (1).

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

Établissements de crédit et assimilés :

— Banque de France et Fonds de stabilisation des changes :

Banque de France (2);

Fonds de stabilisation de change (2), (3);

— Banques :

Banques « Association Française des Banques » (AFB) non compris NATEXIS;

Banque NATEXIS;

Banques mutualistes ou coopératives :

Banques populaires,

Caisse nationale de crédit agricole (CNCA),

Crédit mutuel,

Caisse centrale de crédit coopératif,

Banque fédérale mutualiste;

Crédits municipaux;

Groupements de banques pour l'émission d'emprunts obligataires (GBPE) (2), (4).

— Caisses d'épargne :

Caisses d'épargne et de prévoyance :

Sociétés financières affiliées au réseau des Caisses d'épargne (CE),

Société centrale des caisses d'épargne pour l'émission et le crédit (SEC),

Société centrale des caisses d'épargne et de prévoyance (SCT);

Caisse nationale d'épargne (La Poste) (2).

— Caisse des dépôts et consignations (CDC) :

Caisse des dépôts (2);

Caisse de garantie pour le logement social (CGLS).

— Sociétés financières et assimilées :

Sociétés financières soumises à des dispositions particulières :

Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),

SOFERGIE,

Sociétés de financement des télécom,

Sociétés de crédit différé,

Sociétés anonymes de crédit différé,

Sociétés anonymes de crédit immobiler (SACI),

Caisse de refinancement hypothécaire;

Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) :

Sociétés de crédit-bail immobilier,

Sociétés de location avec option d'achat,

Sociétés de gestion de moyens de paiements,

Autres sociétés financières;

Maisons de titres;

Sociétés de bourse (2), (5);

Instituts régionaux de participation (IRP) (2), (4);

Sociétés de contrepartie (2), (4).

— Institutions financières spécialisées et assimilées :

Institutions financières spécialisées (IFS) :

Caisse française de développement,

Comptoir des entrepreneurs,

Banque pour le développement des petites et moyennes entreprises (BDPME),

Crédit foncier de France,

Crédit local de France,

MATIF-SA,

Sociétés de développement régional (SDR),

SOCREDOM,

Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) (3),

Société des bourses françaises (SBF);

Institutions financières spécialisées assimilées :

Caisse nationale des autoroutes (CNA) (2),

Caisse nationale des télécommunications (CNT) (2).

— Institutions financières diverses :

Fonds communs de créances (FCC) (2);

Sociétés de caution mutuelle (SCM) (3);

Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires (2), (3);

Autoroutes de France (2), (3);

Comités interprofessionnels du logement (CIL) (2), (3).

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) :

OPCVM court terme (jusqu'en 1993) et monétaires (à compter de 1994) (2), (6);

Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) court terme;

Fonds commun de placement (FCP) court terme;

Autres OPCVM (2), (6) :

SICAV et FCP long terme à vocation générale,

SICAF (3);

FCP Entreprises (3),

FCP à risques (3).

État :

Trésor public (2);

La Poste (comptes courants postaux) (2).

Les agrégats de monnaie et de placement

Depuis la réforme des statistiques monétaires, entrée en vigueur au début de l'année 1991, les OPCVM sont considérés comme des institutions financières à part entière. Leur traitement est analogue à celui des établissements de crédit.

Le décloisonnement des marchés et la montée du phénomène d'innovation financière ont rendu nécessaire pour les autorités monétaires un suivi attentif, non seulement de la monnaie à proprement parler (correspondant aux agrégats M), mais également d'indicateurs représentatifs des autres catégories de placements financiers détenus par les agents non financiers.

Au-delà de M4, les différents placements non monétaires sont classés en trois sous-ensembles distincts, les agrégats de placement, aussi homogènes que possible, en fonction de leurs caractéristiques propres et par ordre de proximité décroissante avec les avoirs monétaires.

Les agrégats de monnaie et de placement recensent exclusivement les avoirs détenus par les agents non financiers résidents.

Les divers postes d'actif du bilan consolidé sont regroupés en grandes rubriques dénommées « contreparties ». Viennent en déduction les engagements non retenus dans M3. Le choix des regroupements au titre des contreparties a pour but de mettre en lumière les principaux « canaux » de la création monétaire au sens de M3.

On peut distinguer d'abord deux contreparties principales : les créances nettes sur l'extérieur et le crédit interne que l'on peut décomposer en créances sur l'État et créances sur le secteur privé (appelées créances sur l'économie).

Viennent ensuite, en déduction dans les contreparties, les ressources stables nettes des établissements de crédit ainsi que l'épargne contractuelle incluse dans P1 (PEL, Livrets d'Épargne Entreprise : LEE, contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé, PEP bancaires).

Enfin, l'ensemble des opérations d'actif et de passif des institutions financières qui ne peuvent être classées dans l'une des rubriques précédentes sont regroupées dans une contrepartie appelée « Divers nets ».

Les comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état des actifs (financiers ou non) et des passifs de chaque secteur institutionnel en fin d'année.

Les actifs non financiers, détenus par les unités résidentes, se composent d'actifs corporels fixes (logements, autres constructions, matériels, cheptel) ou circulants (stocks), d'actifs corporels non reproductibles (terrains non bâtis) et d'actifs incorporels (brevets, fonds de commerce...). Les actifs financiers regroupent principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.

Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette (globale), différence entre le total des actifs détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes.

Les dettes n'incluent pas les actions et autres participations inscrites au passif car elles ne constituent pas à proprement parler une dette exigible par les actionnaires. On peut décomposer la valeur nette entre actions et autres participations d'une part, et valeur nette indépendante d'autre part.

---

(1) Activités métropolitaines des agents financiers dont le siège social est situé en métropole – Monaco inclus – c'est-à-dire à l'exclusion des DOM-TOM pour la Comptabilité Nationale. – Activités métropolitaines des agents financiers dont le siège social est situé sur le territoire de la République française – Monaco inclus – c'est-à-dire DOM-TOM inclus, pour les statistiques monétaires.

(2) Hors loi bancaire.

(3) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

(4) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

(5) Les sociétés de bourse ne sont soumises à la loi bancaire que si elles optent pour le statut de Maison de titres (article 18 de la loi du 24 janvier 1984 modifié par la loi n° 92-665 du 16 juillet 1992).

(6) Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM sont les suivantes : d'une part les OPCVM (SICAV et FCP) « monétaires » et d'autre part, les autres OPCVM, SICAV et FCP, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non résidentes. Il correspond également à la valeur nette indépendante de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes indépendantes des secteurs résidents.

Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...), ni les oeuvres d'art. Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.

Le patrimoine des administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

3. DÉFINITIONS

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

L'agrégat M1

L'agrégat M1 regroupe les moyens de paiement utilisables en France, c'est-à-dire :

— les billets émis par la Banque de France sur le territoire métropolitain et détenus par les agents non financiers;

— les monnaies divisionnaires émises par le Trésor et mises en circulation par la Banque de France;

— les dépôts à vue en francs mobilisables par chèques gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (centres de chèques postaux [CCP]).

Sont exclus les dépôts à vue en devises (car il ne s'agit pas de moyens de paiement utilisables en France et leur détention comporte un risque de perte en capital).

L'agrégat M2

L'agrégat M2 comprend, en plus de M1, les placements à vue en francs rémunérés, dont les taux sont pour la plupart réglementés, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor, et non mobilisables par chèques (comptes sur livrets) :

— les livrets A;

— les livrets A-HLM;

— les livrets bleus;

— les comptes épargne-logement (CEL);

— les CODEVI;

— les livrets d'épargne populaire (LEP);

— les livrets soumis à l'impôt.

— les livrets jeunes.

L'agrégat M3

L'agrégat M3 inclut, outre M2 :

— les placements monétaires en devises;

— tous les placements à terme non négociables sur un marché, gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (les comptes à terme traditionnels, rémérés (1), pensions, ainsi que les bons de caisse, bons d'épargne des établissements de crédit, du Trésor et de La Poste);

— les titres de créances négociables émis par les établissements de crédit et détenus par le public (certificats de dépôt, bons émis par les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ou assimilées et bons à moyen terme négociables), ainsi que les parts de Fonds communs de créances à moins de cinq ans;

— la totalité des parts et titres d'Organismes de placement collectif en valeur mobilières [OPCVM (2)] court terme détenus par les agents non financiers, en tant qu'éléments monétaires inscrits au passif des bilans d'institutions financières.

L'agrégat M4

L'agrégat M4 regroupe, outre M3 :

— les bons du Trésor;

— les billets de trésorerie et les bons à moyen terme négociables émis par les sociétés non financières.

À l'instar des séries monétaires, des contreparties ont été construites et rétropolées en accord avec la nouvelle méthodologie. Dès lors que les OPCVM ne sont pas de simples écrans, mais des intermédiaires financiers, il est justifié de les faire figurer dans un tableau d'équilibre agrégats-contreparties.

---

(1) Vente de titres avec faculté de rachat.

(2) Les agents non financiers peuvent souscrire des titres auprès des organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ceux-ci, selon leur objectif de gestion, peuvent placer les fonds ainsi obtenus soit sur des actifs très liquides (ils rémunèrent alors leurs clients à des taux proches du marché monétaire et se dénomment OPCVM monétaires), soit en privilégiant l'investissement en valeurs mobilières classiques majoritairement obligataires ou composées d'actions. La rémunération beaucoup plus aléatoire des titres détenus par l'agent non financier dépend alors des performances du marché financier.

Les contreparties de M3 sont calculées à partir d'une consolidation des bilans des établissements de crédit situés sur le territoire métropolitain – Monaco inclus – et des OPCVM.

L'agrégat P1

L'agrégat P1 rassemble des placements stables par vocation et non négociables sur un marché, c'est-à-dire :

— les plans d'épargne-logement (PEL);

— les livrets d'épargne-entreprise (LEE);

— les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé;

— certaines réserves techniques d'assurance :

  — les plans d'épargne populaire (PEP);

  — les bons de capitalisation (émis par les entreprises d'assurance).

— Les PEP bancaires.

L'agrégat P2

L'agrégat P2 regroupe :

— les obligations;

— les titres d'OPCVM obligataires;

— les réserves techniques d'assurance représentative de l'assurance-vie.

L'agrégat P3

L'agrégat P3 comprend :

— les actions;

— les titres d'OPCVM actions.

Les créances nettes sur l'extérieur

La contrepartie « Extérieur » mesure l'incidence du solde des transactions courantes de la balance des paiements et du solde des mouvements de capitaux à court et long terme des agents non financiers sur les avoirs monétaires des résidents. Elle englobe tous les postes d'actif et de passif des bilans des institutions financières, concernant les relations avec les non-résidents, qu'ils soient des agents financiers ou non.

Les deux composantes de cette contrepartie sont :

— le solde des créances (avoirs bruts de change, postes d'actif du bilan) et des engagements (postes de passif du bilan) de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur;

— la position (ou solde des créances et engagements) des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur. En ce qui concerne les actifs détenus par les OPCVM, ont été classés dans la contrepartie « Extérieur » :

  — les valeurs mobilières (actions et obligations) étrangères. On suppose qu'il s'agit de titres émis par des non-résidents en devises étrangères, faute d'information sur la nature des devises;

  — les titres courts négociables émis par des non-résidents, ainsi que les avoirs sur des comptes ouverts auprès d'établissements non-résidents;

  — de plus, le montant des titres d'OPCVM détenus par des non-résidents vient en déduction de la contrepartie « Extérieur ».

Le crédit interne regroupe les créances sur l'État et les créances sur l'économie.

Les créances sur l'État

Cette contrepartie retrace l'endettement monétaire de l'État. Elle recense :

— les crédits octroyés à l'État par les établissements de crédit ainsi que les dépôts monétaires gérés par le Trésor ou mis à sa disposition :

  — crédits de la Banque de France : monnaies divisionnaires en stock, concours nets du compte courant au Trésor public, avoirs en CCP;

  — crédits des autres établissements de crédit : avoirs en CCP, dépôts au Trésor, prêts et avances;

  — crédits des ANF (agents non financiers) correspondant au montant des avoirs inclus dans M3 collectés par le Trésor et La Poste.

— les titres émis par l'État acquis par les établissements de crédit et les OPCVM (fonds d'État, bons du Trésor).

Les créances sur l'économie

Il s'agit des financements consentis aux autres agents par les institutions financières. Ces créances se décomposent de la même manière en crédits et titres :

— les crédits – en francs et en devises – comprennent les crédits stricto sensu, les effets à l'encaissement à crédit immédiat, les immobilisations de crédit-bail (non compris les immobilisations non louées, mais y compris les immobilisations en cours) et de location avec option d'achat, les opérations de location simple, exercées à titre complémentaire, les prêts participatifs;

— les titres incluent les titres de placement (obligations hors État et actions) ne donnant pas un droit de contrôle et achetés en vue d'en retirer un revenu direct ou une plus-value, y compris ceux acquis au titre d'interventions sur les marchés secondaires (opérations de trésorerie, activité de contrepartie des établissements de crédit, portefeuille de transactions...) et les billets de trésorerie ainsi que les bons à moyen terme négociables émis par les entreprises.

Le nouveau traitement des OPCVM conduit, en effet, à inclure dans la contrepartie « Créances sur l'économie » les billets de trésorerie ainsi que toutes les valeurs mobilières émises par d'autres agents que l'État et détenues par les OPCVM.

Les divers nets

Cette contrepartie est constituée par des éléments du bilan cumulé des institutions financières qui ne sont inclus ni dans M3, ni dans les contreparties « Extérieur » et

« Crédit interne », ni enfin dans les ressources stables nettes et l'épargne contractuelle, son contenu est donc hétérogène et sa signification économique limitée. Parmi ces éléments figurent notamment : l'encaissement net; le solde des opérations d'actif et de passif entre institutions financières (décalages et en route entre institutions financières, prêts du FDES aux établissements de crédit).

L'endettement intérieur total (EIT)

L'EIT est le total de l'endettement des agents non financiers résidents (État compris), contracté soit auprès des établissements de crédit ou des agents non financiers, soit sur les marchés de capitaux, tant en France qu'à l'étranger.

Il s'agit donc d'une mesure d'encours qui regroupe, sans considération du terme des dettes :

— les crédits distribués par les établissements de crédit résidents;

— les encours d'obligations, de titres participatifs et de titres du marché monétaire (billets de trésorerie, bons du Trésor) dont les émissions ont été effectuées par les agents économiques non financiers résidents;

— les crédits obtenus par les résidents non financiers auprès des banques étrangères;

— l'encours d'obligations et de titres de créances négociables émis par les résidents non financiers sur les marchés internationaux de capitaux.

Il exclut, en revanche, les actions qui ne constituent pas une dette.

L'EIT est ventilé par grandes catégories d'agents et principaux canaux de distribution.

L'épargne contractuelle (classée dans P1)

Présentée dans les contreparties avec un signe négatif, cette rubrique correspond à des ressources non monétaires au sens de M3 sans pour cela pouvoir être qualifiées de stables. Elle comprend les PEL, les LEE, les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé et les PEP bancaires.

Opérations avec les non-résidents

Sont détaillées, à ce titre, les composantes de la position des institutions financières vis-à-vis de la clientèle non résidente dans la contrepartie « Extérieur » de M3 : dépôts de la clientèle non résidente, d'une part, crédits aux non-résidents, d'autre part.

Les ressources stables nettes

Présentées dans les contreparties, avec un signe négatif, les ressources stables des institutions financières sont formées :

— des emprunts obligataires émis sur le marché intérieur (nets des amortissements effectués et hors émissions des titres CODEVI émis et détenus simultanément par les établissements de crédit);

— des emprunts participatifs nets des prêts participatifs consentis à des institutions financières;

— des capitaux propres nets calculés en faisant la balance des fonds propres (capital et dotations, réserves, provisions, report à nouveau), d'une part, et des immobilisations, participations, filiales, frais d'établissement, report à nouveau négatif, d'autre part;

— du montant global des titres d'OPCVM autres que court terme détenus par des résidents, assimilables à des ressources propres et non monétaires, pour ce type d'organisme financier.

Taux d'intérêt

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

Taux directeurs

Les taux directeurs sont ceux de la banque centrale; ce sont les taux auxquels la banque centrale prête aux établissements de crédit et sur lesquels se calquent les taux des prêts que ces mêmes institutions financières se consentent entre elles (ce sont les taux interbancaires). Les taux directeurs sont au nombre de deux :

— les taux sur appel d'offres, qui sont les concours accordés à l'initiative de la banque centrale sous forme de pensions à terme pour des durées variables;

— les pensions à 5 ou 10 jours, qui sont une procédure ouverte en permanence à laquelle les établissements de crédit peuvent avoir recours, chaque fois qu'ils le souhaitent, à condition qu'ils disposent des effets publics ou privés nécessaires à la garantie de l'opération.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France;

— Institut d'émission d'Outre-Mer;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

— Caisse nationale d'épargne.

Publications :

Volume annuel des statistiques monétaires, Banque de France;

Compte rendu des opérations de la Banque de France présenté à M. le président de la République;

Rapport annuel du Conseil national de Crédit;

Rapport annuel de la Commission bancaire;

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne);

Banque de France, statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles;

Les agrégats de monnaie, Banque de France (mensuel et trimestriel);

Les contreparties de M3, Banque de France (trimestriel).

« Le patrimoine national de 1970 à 1992 », *INSEE-Première*, nº 336, août 1994.

« Comptes de patrimoine en base 1980 », Note de base nº 35, INSEE, août 1991.

« Le patrimoine Logement depuis 1950 », *Économie et Statistique,* INSEE, nº 240, février 1991.

« Comptes d'entreprises et comptes nationaux : un rapprochement des diagnostics financiers », *Économie et statistique*, INSEE, nº 268-269, 1993.

« Financements et placements en 1993 », *INSEE-Première*, nº 340, août 1994.

« Le patrimoine à la fin de la vie », *INSEE-Première,* nº 344, octobre 1994.

« L'endettement domestique des ménages », *INSEE-Première*, nº 395, juillet 1995.

« Les évolutions financières en 1994 », *INSEE-Première*, nº 404, septembre 1995.

« La rentabilité des actifs boursiers de 1950 à 1992 », « Le patrimoine de rapport des ménages et ses performances », « La diffusion des produits financiers auprès des ménages en France », *Economie et statistique,* INSEE, nº 281, 1995.

« Le patrimoine des ménages : répartition et concentration », « Héritage et donations », *Données sociales* 1996, INSEE.

« Le patrimoine des Français : comportements et disparités », *Économie et statistique,* INSEE, nº 296-297, 1996.

« Le patrimoine des ménages se diversifie », *INSEE-Première,* nº 454, mai 1996.

« Les évolutions financières en 1996 », *INSEE-Première,* nº 537, juillet 1997.

« Les évolutions financières et la dette publique en 1997 », *INSEE-Première,* n° 580, avril 1998.

« Le patrimoine des ménages début 1998, qui détient quoi ? », *INSEE-Première*, n° 584, mai 1998.

« Le patrimoine national . En 1997 le patrimoine des ménages se compose en majorité d'actifs financiers », *INSEE-Première,* nº 595, juillet 1998.

« Le patrimoine national, sources et méthodes d'évaluation », *INSEE-Méthodes*, nº 41-42-43, 1994.

« Rapport sur les comptes de la Nation » (annuel), *INSEE-Résultats*.

« 25 ans de comptes de patrimoine », *INSEE-Résultats*, nº 348, 1994.

« L'endettement des ménages . Enquête actifs financiers 1992 », *INSEE-Résultats*, série Emploi-Revenus, n° 137, mai 1998.

Disquette « Les comptes de patrimoine », INSEE, 1993 à 1996.

« Taux d'épargne par catégorie de ménage », C. Loisy, *Données sociales* 1999, INSEE.

« Les disparités de patrimoine professionnel des indépendants », C. Cordelier, N. Missègue, *Données sociales* 1999, INSEE.

*
* *

GRAPHIQUE N.01-1

Agrégats de monnaie

M1

Monnaies
Billets
Dépôts à vue en francs

M2

M2 – M1

Livrets soumis à l'impôt
Livrets A et livrets bleus
Livrets d'épargne populaire
Comptes pour le développement industriel
Comptes d'épargne-logement

M3

M3 – M2

Avoirs en devises étrangères
Placements à terme
Titres de créances négociables émis par les établissements de crédit
Titres d'OPCVM monétaires
Parts de fonds communs de créances à moins de 5 ans

M4

M4 – M3

Titres de créances négociables émis par les agents non financiers

Agrégats de placement

P1

Plans d'épargne-logement
Livrets d'épargne-entreprise
Contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé
Plans d'épargne populaire
Bons de capitalisation

P2

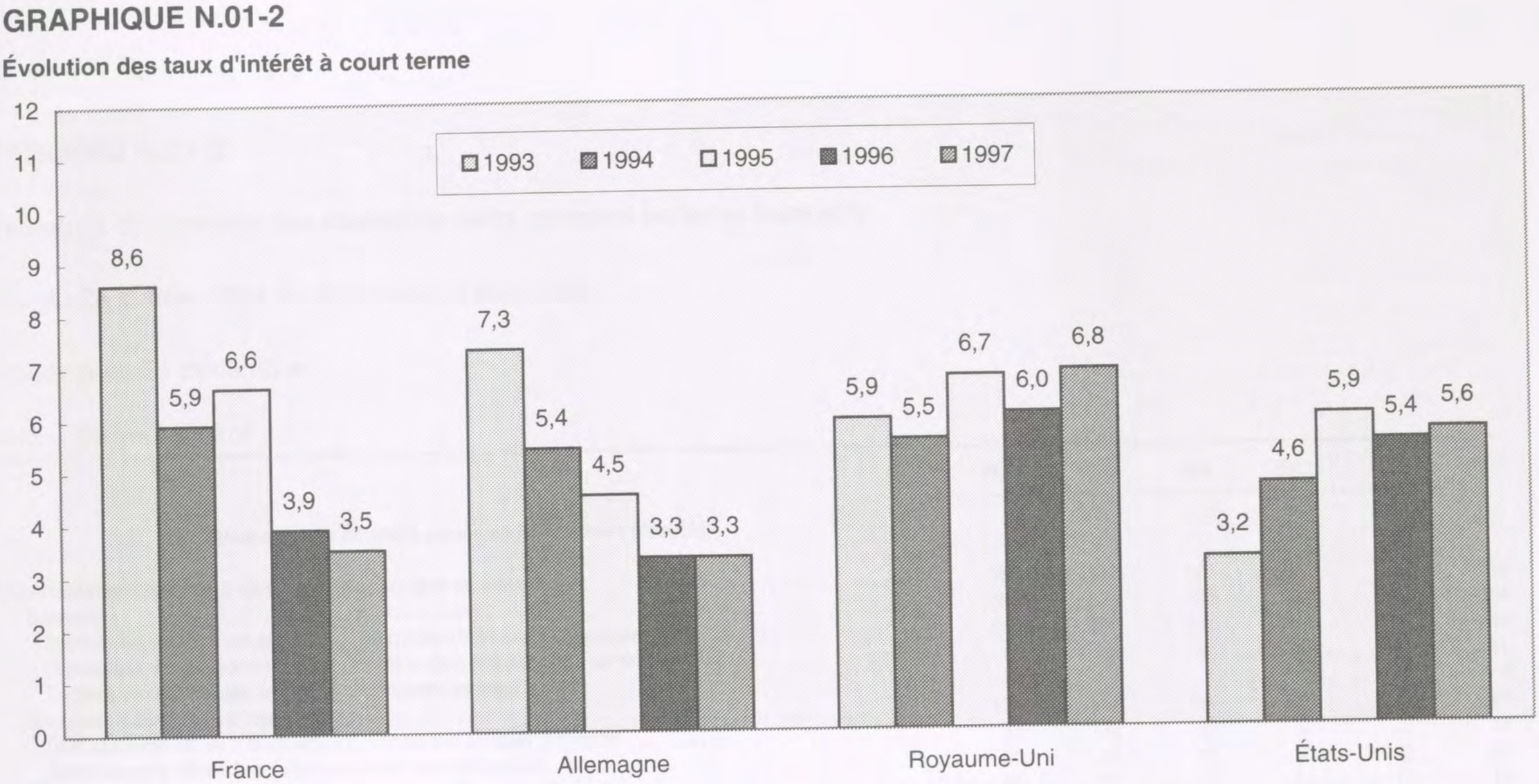
Obligations
Titres d'OPCVM obligations
Réserves d'assurances

P3

Actions
Titres d'OPCVM actions

GRAPHIQUE N.01-2

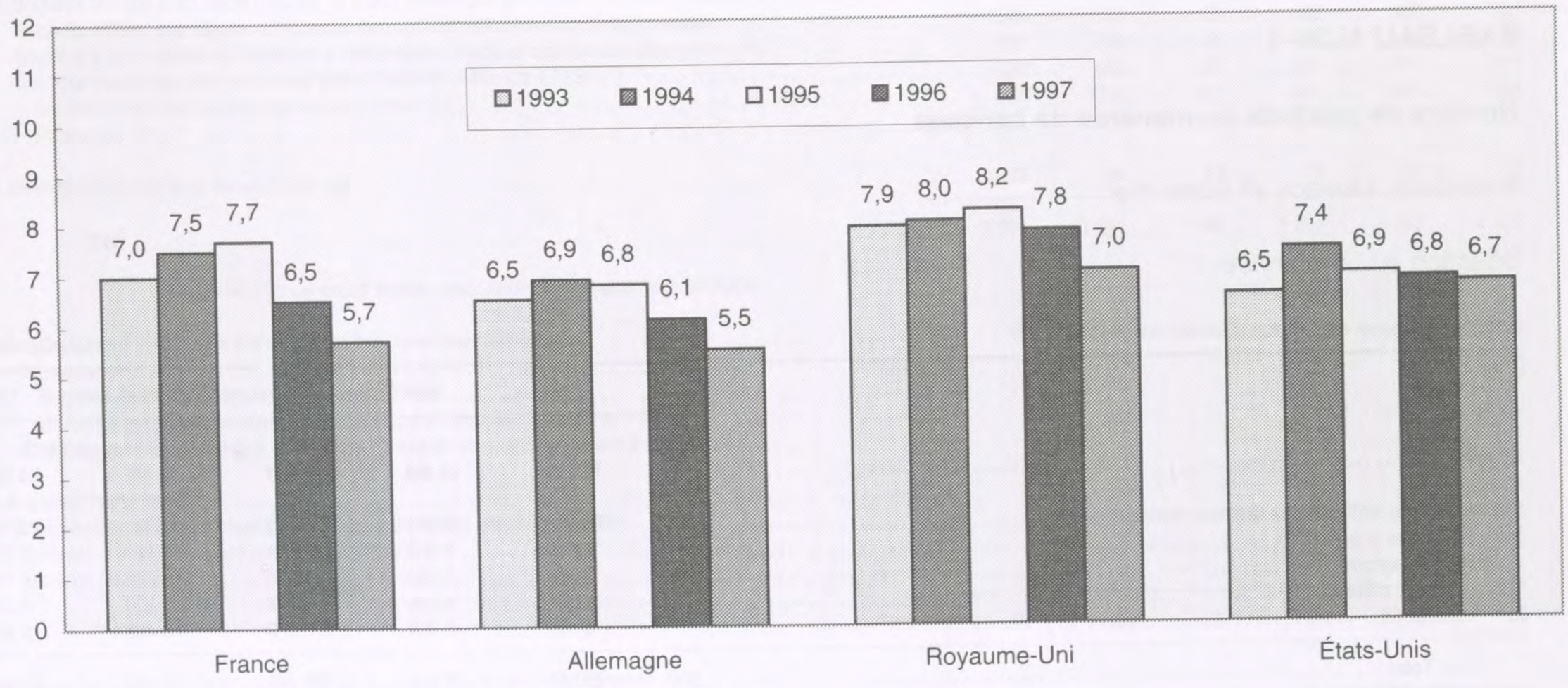
Évolution des taux d'intérêt à court terme



Source : OCDE

GRAPHIQUE N.01-3

Évolution des taux d'intérêt à long terme (1)



(1) Rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire

Source : OCDE

TABLEAU N.01-1

Nombre de guichets permanents de banques

Métropole, Monaco et outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel) *Unité :* Guichet

	1990	1994	1995	1996	1997
Banques	**10 330**	**10 428**	**10 497**	**10 386**	**10 309**
Etablissements affiliés à des organes centraux	**15 412**	**14 961**	**14 982**	**15 048**	**15 155**
Banques populaires	1 620	1 653	1 681	1 735	1 787
Crédit agricole	5 689	5 684	5 678	5 687	5 719
Caisses d'Épargne (1)	4 308	4 260	4 243	4 220	4 220
Autres (2)	3 795	3 364	3 380	3 406	3 429
Total	**25 742**	**25 389**	**25 479**	**25 434**	**25 464**

(1) Chiffres outre-mer non communiqués en ce qui concerne le réseau des caisses d'épargne.
(2) Crédit maritime mutuel, Crédit municipal, Caisse centrale de crédit coopératif, Crédit mutuel et Crédit mutuel agricole et rural.

TABLEAU N.01-2

Évolution du nombre des établissements relevant de la loi bancaire

(Loi du 24 janvier 1984 modifiée titres I et IV bis)

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Établissements de crédit agréés en France (hors Monaco)						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**572**	**561**	**547**	**524**	**515**
Banques	**380**	**371**	**366**	**360**	**341**	**334**
Sociétés de droit français adhérant à l'Association française des banques (AFB)	332	324	321	314	294	289
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à l'AFB	48	46	44	44	43	41
Sociétés de droit français affilliées à des organes centraux	–	1	1	2	4	4
Banques mutualistes ou coopératives	**173**	**146**	**140**	**132**	**129**	**127**
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	32	32	32
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	74	69	61	59	57
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	11	11	11	11
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	32	28	27	27	26	26
Sociétés coopératives de banque adhérant à l'AFB	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	**186**	**35**	**35**	**35**	**34**	**34**
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**
II. Sociétés financières	**1 209**	**1 007**	**969**	**821**	**781**	**677**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	134	125	5	5	5
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (1)	21	8	8	6	7	8
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	10	10	8	8	7
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	19	19	19	19	18	18
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	137	133	132	127	126
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) (1)	196	149	139	131	53	48
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF (1)	639	550	535	520	563	465
Sociétés financières autres que maisons titres (1) (2)	477	394	382	369	423	465
Maisons de titres	162	156	153	151	140	...
III. Institutions financières spécialisées (3)	**32**	**32**	**32**	**31**	**31**	**29**
Total	**2 001**	**1 611**	**1 562**	**1 399**	**1 336**	**1 221**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**17**	**16**	**16**	**19**	**21**
Banques	**13**	**16**	**15**	**15**	**18**	**20**
Sociétés de droit monégasque adhérant à l'AFB	12	13	12	12	15	17
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à l'AFB	1	3	3	3	3	3
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à l'AFB	**–**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**
II. Sociétés financières	**8**	**8**	**8**	**8**	**6**	**5**
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	**8**	**8**	**8**	**8**	**6**	**5**
Sociétés financières autres que maisons titres	7	6	5	6	5	5
Maisons titres	1	2	3	2	1	–
Total	**21**	**25**	**24**	**24**	**25**	**26**

N.B. : Les indications ci-dessous concernent les situations à partir de décembre 1996.
(1) Après un reclassement en 1995 et 1996.
(2) Dont une succursale d'établissement financier ayant son siège à l'étranger.
(3) Dont quatre établissements affiliés au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

TABLEAU N.01-3A

Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor public

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
ACTIF						
Créances sur l'extérieur	**2 861,8**	**4 069,5**	**3 897,0**	**4 073,7**	**4 220,4**	**5 199,4**
Créances de la Banque de France	**407,2**	**350,9**	**372,2**	**345,7**	**308,8**	**335,1**
Créances des autres établissements de crédit	**2 337,5**	**3 439,8**	**3 207,0**	**3 454,8**	**3 582,4**	**4 412,0**
Créances sur l'économie	**565,7**	**885,9**	**856,3**	**926,2**	**1 096,0**	**1 482,1**
En francs	212,8	241,2	234,7	241,2	263,8	311,8
En devises étrangères	352,9	644,7	621,6	685,0	832,3	1 170,3
Créances sur correspondants étrangers	**1 594,9**	**2 380,2**	**2 171,1**	**2 313,3**	**2 208,4**	**2 620,7**
En francs	151,3	738,2	530,8	733,9	662,8	749,9
En devises étrangères	1 443,6	1 642,0	1 640,3	1 579,4	1 545,6	1 870,8
Autres créances	**176,9**	**173,7**	**179,7**	**215,3**	**278,0**	**309,2**
Créances des OPCVM	**117,1**	**278,8**	**317,8**	**273,2**	**329,2**	**452,3**
Créances sur l'État	**1 082,9**	**1 473,3**	**1 749,6**	**1 939,6**	**2 291,3**	**2 476,4**
Crédits	**407,7**	**375,4**	**403,0**	**411,9**	**427,5**	**467,8**
Etablissements de crédit	**55,1**	**37,5**	**51,0**	**42,7**	**38,5**	**34,2**
Monnaies divisionnaires	1,3	1,4	1,7	1,7	1,7	1,7
Avoirs en comptes courants postaux (1)	–	–	–	–	–	–
Dépôts et avances au Trésor public (1)	–	–	–	–	–	–
Concours au Trésor public	38,5	36,0	21,6	19,2	16,8	14,4
La poste	**163,2**	**168,2**	**168,0**	**180,4**	**176,8**	**180,4**
Trésor public	**189,4**	**169,7**	**184,0**	**188,8**	**212,2**	**253,2**
Monnaies divisionnaires en circulation	17,1	17,1	17,8	18,1	18,5	19,0
Dépôts au Trésor public	142,0	137,4	153,6	160,5	184,1	220,2
Bons du Trésor sur formules	30,3	15,2	12,6	10,2	9,6	14,0
Titres	**675,3**	**1 097,9**	**1 346,6**	**1 527,7**	**1 863,8**	**2 008,6**
Établissements de crédit	**352,8**	**465,5**	**744,1**	**904,7**	**1 196,0**	**1 313,3**
Bons	267,0	277,8	467,8	496,8	555,8	632,7
Obligations	85,8	187,7	276,3	407,9	640,2	680,6
OPCVM	**322,4**	**632,4**	**602,5**	**623,0**	**667,8**	**695,3**
Bons	120,2	207,5	396,3	376,1	417,5	404,1
Obligations	202,2	424,9	206,2	246,9	250,3	291,2
Créances sur l'économie	**6 810,2**	**7 330,0**	**7 061,6**	**7 220,1**	**7 266,3**	**7 535,9**
Crédits	**5 932,0**	**6 511,8**	**6 373,1**	**6 517,2**	**6 356,9**	**6 500,8**
Établissements de crédit	5 921,4	6 500,8	6 361,9	6 505,2	6 345,1	6 489,6
P et T	10,6	11,0	11,2	12,0	11,8	11,2
Titres	**878,2**	**818,2**	**688,5**	**703,3**	**909,4**	**1 035,1**
Établissements de crédit	431,9	267,6	236,2	261,2	348,0	345,6
OPCVM	**446,3**	**550,6**	**452,3**	**442,1**	**561,4**	**689,5**
Rubriques déduites des ressources stables	**491,5**	**637,5**	**721,4**	**796,8**	**754,5**	**767,5**
Créances sur les institutions financières résidentes	**4 959,0**	**6 019,4**	**6 154,9**	**6 461,2**	**6 787,6**	**7 119,1**
Créances de la Banque de France	**161,9**	**372,3**	**199,6**	**147,1**	**142,5**	**125,4**
Comptes des autres établissements de crédit (EC)	**3 898,5**	**4 382,4**	**4 716,7**	**5 092,4**	**5 468,0**	**5 804,1**
Comptes ordinaires et à terme	2 919,8	2 631,5	2 850,9	3 189,1	3 260,7	3 609,8
Opérations contre effets et titres	917,9	1 453,6	1 563,5	1 576,7	1 870,8	1 858,7
dont : Certificats de dépôts	–	–	–	–	–	–
Billets de trésorerie (CNT)	–	–	–	–	–	–
Parts de FCC	–	–	–	–	–	–
Titres pour le développement industriel	15,5	12,0	15,3	26,2	33,8	32,0
Obligations émises par institutions financières	45,4	285,4	287,2	300,4	302,7	303,6
Créances des OPCVM	**898,6**	**1 264,7**	**1 238,6**	**1 221,7**	**1 177,1**	**1 189,6**
Autres rubriques d'actif	**1 562,9**	**1 066,7**	**1 218,1**	**1 196,1**	**979,7**	**1 091,3**
OPCVM	**158,7**	**129,6**	**65,7**	**– 5,7**	**32,6**	**– 47,9**
Poste	**3,3**	**3,1**	**2,3**	**2,3**	**2,3**	**2,4**
Établissements de crédit....	**1 400,9**	**934,0**	**1 150,1**	**1 199,5**	**944,8**	**1 136,8**
dont : Opérations d'encaissement (2)	663,8	45,6	13,5	40,2	7,5	24,2
Billets et monnaies en caisse	14,3	14,8	16,0	17,0	18,2	20,0
Avances à l 'IEDEOM et à l 'IEOM (3)	10,6	13,4	14,1	12,3	10,7	9,0
À déduire : créances douteuses des établissements de crédit	**97,2**	**207,6**	**233,4**	**245,1**	**234,3**	**239,5**
Total de l'actif	**17 671,1**	**20 388,8**	**20 569,2**	**21 442,8**	**22 065,5**	**23 950,1**

(1) À partir de 1993, les situations comptables des établissements de crédit ne permettent plus d'isoler les avoirs en CCP et les dépôts et avances du Trésor public, qui sont désormais inclus dans les créances sur institutions financières résidentes.
(2) Selon les nouvelles dispositions comptables, applicables depuis janvier 1993, les effets remis à l'encaissement n'apparaissent plus en comptabilité générale.
(3) IEDEOM : Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEOM : Institut d'émission d'outre-mer.

TABLEAU N.01-3B

Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor public

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
PASSIF						
Engagements envers l'extérieur	**2 919,1**	**3 416,3**	**3 418,4**	**3 465,6**	**3 717,0**	**4 386,3**
Engagement de la Banque de France	252,4	332,1	249,3	219,3	180,7	188,6
Engagements des autres établissements de crédit	2 666,4	3 083,8	3 168,6	3 246,0	3 535,9	4 197,3
Dépôts de la clientèle	**195,6**	**292,6**	**283,7**	**266,7**	**278,7**	**316,1**
Dépôt à vue	**47,1**	**51,1**	**48,9**	**56,2**	**60,1**	**66,9**
En francs	25,1	25,7	27,0	30,6	33,6	32,6
En devises étrangères	21,9	25,4	21,9	25,7	26,5	34,4
Autres dépôts	**148,2**	**241,5**	**234,8**	**210,5**	**218,6**	**249,2**
En francs	37,3	54,3	56,1	58,9	54,0	63,3
En devises étrangères	110,9	187,2	178,6	151,6	164,6	185,8
Titres de créances négociables	**40,8**	**37,8**	**45,5**	**62,0**	**71,5**	**76,7**
Titres court terme émis à l'étranger	**7,1**	**35,7**	**36,6**	**45,9**	**45,4**	**73,6**
Engagements envers correspondants étrangers	**1 958,7**	**1 946,5**	**2 041,4**	**2 046,9**	**2 186,3**	**2 539,9**
En francs	386,3	389,4	400,7	464,3	569,9	561,8
En devises étrangères	1 572,4	1 557,1	1 640,8	1 582,7	1 616,4	1 978,2
Emprunts obligataires	**296,5**	**493,1**	**465,7**	**467,0**	**451,2**	**463,7**
Autres engagements	**167,6**	**277,9**	**295,5**	**357,5**	**485,0**	**689,5**
Parts ordinaires de FCC à moins de 5 ans	—	—	—	—	17,7	37,7
Engagements du Trésor Public	0,1	0,1	0,2	—	0,1	0,1
Engagements des services financiers de La Poste	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Monnaies divisionnaires en circulation	**17,1**	**17,1**	**17,8**	**18,1**	**18,5**	**19,0**
Billets en circulation	**263,3**	**263,6**	**266,7**	**269,0**	**270,4**	**273,0**
Engagements envers l'Etat	**207,0**	**247,8**	**178,2**	**182,2**	**176,3**	**195,0**
Compte courant du Trésor à la BDF	103,7	197,6	123,0	58,3	20,2	43,0
Prêts du FDES	7,8	1,0	1,3	1,5	1,2	0,7
Fonds publics affectés	31,2	40,6	44,6	47,6	47,2	45,7
Dotations et subventions d'Etat (CDC + CGLS)	64,3	8,6	9,3	10,8	11,7	12,1
Titres donnés en pension à l'État	—	—	—	64,0	96,0	93,5
Dépôts des agents non financiers	**3 413,2**	**3 277,8**	**3 429,7**	**3 759,9**	**3 740,4**	**3 946,1**
Dépôts à vue	**1 458,5**	**1 414,1**	**1 454,0**	**1 590,9**	**1 603,7**	**1 730,5**
En francs	1 433,0	1 376,9	1 418,5	1 544,1	1 556,8	1 673,3
dont : Trésor public	136,0	131,4	147,4	153,0	177,9	215,1
P et T	163,1	168,1	167,0	180,3	176,8	180,4
En devises étrangères	25,5	37,2	35,5	46,8	46,9	57,2
Placements à vue en francs	**1 258,6**	**1 228,6**	**1 332,5**	**1 446,2**	**1 548,6**	**1 690,9**
dont : Trésor public (Codevi)	0,6	0,6	0,9	1,2	1,4	1,6
Placement à terme	**696,1**	**635,1**	**643,2**	**722,8**	**588,1**	**524,7**
En francs	**662,6**	**597,1**	**601,3**	**675,5**	**532,9**	**479,2**
dont : Trésor public	35,7	20,6	17,9	16,5	14,4	17,5
dont : Bons sur formules	30,3	15,2	12,6	10,2	9,6	14,0
P et T (Bons)	10,4	11,0	11,2	12,0	11,8	11,2
En devises étrangères	**33,5**	**38,0**	**41,9**	**47,3**	**55,2**	**45,5**
Titre de créances négociables et autres titres courts	**938,7**	**1 457,1**	**1 344,2**	**1 253,8**	**1 160,5**	**1 143,9**
Certificats de dépôt et BMTN	824,2	1 251,7	1 156,5	1 086,2	988,0	960,9
Bons et BMTN des ISF	103,6	170,7	159,8	141,3	125,1	120,2
Billets de trésorerie de la CNT	3,9	5,4	—	—	—	—
Parts ordinaires de FCC à 5 ans	7,0	29,3	27,9	26,3	47,4	62,8
Titre d'OPCVM	**1 942,7**	**2 856,0**	**2 676,9**	**2 554,2**	**2 768,1**	**2 978,7**
Épargne contractuelle (élément de P1)	**538,7**	**872,4**	**1 001,5**	**1 158,6**	**1 398,4**	**1 582,4**
Ressources stables	**2 093,5**	**2 663,4**	**2 677,9**	**2 805,8**	**2 603,8**	**2 555,8**
dont : autres titres d'OPCVM	795,7	1 046,5	1 073,7	1 054,2	1 068,7	1 096,0
Engagements envers institutions financières résidentes (hors ICN)	**3 976,3**	**4 162,8**	**4 247,3**	**4 551,6**	**4 839,3**	**5 296,2**
Autres rubriques du passif	**1 361,5**	**1 154,5**	**1 310,6**	**1 424,0**	**1 372,8**	**1 573,6**
dont : opérations d'encaissement	498,7	23,5	—	—	—	—
Total du passif	**17 671,1**	**20 388,8**	**20 569,2**	**21 442,8**	**22 065,5**	**23 950,1**

TABLEAU N.01-4

Bilan de la Banque de France

Au 31 décembre

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
ACTIF						
Créances sur l'extérieur	407,2	350,9	372,2	345,7	308,8	335,2
Créances sur l'État	63,4	58,3	53,9	40,5	39,3	33,4
Créances sur l'économie	3,6	4,1	4,0	6,0	18,1	19,3
Rubriques déduites des ressources stables	4,2	4,9	5,1	5,0	6,8	6,9
Créances sur les institutions financières résidentes	161,4	372,2	199,6	147,1	142,5	125,4
Autres rubriques d'actif	124,6	80,8	386,8	370,9	35,9	85,5
Total de l'actif	**764,4**	**871,2**	**1 021,5**	**915,2**	**551,4**	**605,7**
PASSIF						
Engagements envers l'extérieur	252,4	332,1	249,3	219,3	180,7	188,6
Billets en circulation	263,3	263,6	266,7	269,0	270,4	273,1
Engagements envers l'État	103,7	197,6	123,0	58,3	20,2	43,0
Dépôts des agents non financiers	4,2	3,2	3,8	4,0	3,5	3,9
Ressources stables	10,9	13,7	14,4	15,1	14,9	16,0
Engagements envers les institutions financières résidentes	78,1	14,2	9,8	30,1	33,2	36,3
Autres rubriques du passif	51,8	46,8	354,5	319,4	28,5	44,8
Total du passif	**764,4**	**871,2**	**1 021,5**	**915,2**	**551,4**	**605,7**

TABLEAU N.01-5

Les agrégats de monnaie

En fin d'année

Source : Banque de France (DESM-SASM) — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Billets et monnaies divisionnaires	257,5	249,3	252,4	255,9	260,8	253,1
Dépôts à vue en francs	1 442,4	1 376,9	1 425,4	1 566,1	1 552,6	1 674,7
M1	**1 697,9**	**1 626,2**	**1 677,8**	**1 822,0**	**1 813,4**	**1 927,8**
Placements à vue en francs	**1 258,5**	**1 228,7**	**1 331,8**	**1 446,0**	**1 548,3**	**1 695,4**
Livrets soumis à l'impôt	197,1	168,4	176,2	181,2	227,3	283,7
Livrets A et livrets bleus	789,2	737,4	774,0	830,2	770,7	797,0
Livrets d'épargne populaire	75,2	79,4	89,2	100,4	170,5	205,7
Livrets jeunes	...	...	...	...	25,3	29,9
Comptes pour le développement industriel	80,3	110,4	155,5	192,8	201,7	217,7
Comptes d'épargne-logement	116,7	133,1	136,9	141,4	152,8	161,4
M2	**2 958,4**	**2 854,9**	**3 009,6**	**3 268,0**	**3 361,7**	**3 623,2**
Dépôts et titres de créances négociables en devises étrangères	**62,3**	**77,0**	**85,7**	**102,0**	**105,4**	**110,0**
Dépôts à vue	...	37,2	35,5	46,8	46,9	57,2
Placements à terme	...	38,0	41,9	47,4	54,8	45,3
Titres de créances négociables	...	1,8	8,3	7,8	3,7	7,5
Placements à terme et titres de créances négociables en francs	**2 015,6**	**2 225,9**	**2 186,4**	**2 130,7**	**1 872,8**	**1 656,8**
Dépôts à terme	284,5	370,9	391,4	483,4	377,5	319,3
Bons de caisse et d'épargne (1)	368,7	226,2	204,7	184,7	163,6	157,6
Titres de créances négociables	264,9	344,9	364,6	373,0	285,8	295,9
Titres d'OPCVM monétaires	1 095,0	1 256,0	1 194,9	1 065,8	1 025,8	872,9
Parts de fonds communs de créances	2,5	27,9	30,8	23,8	20,1	11,1
M3	**5 037,4**	**5 162,3**	**5 281,2**	**5 499,0**	**5 333,0**	**5 383,8**
Titres de créances négociables en francs émis par les ANF (2)	**49,6**	**48,7**	**68,3**	**107,7**	**83,1**	**126,4**
Bons du Trésor en comptes courants	27,7	26,2	44,8	90,0	59,5	107,5
Billets de trésorerie (hors CNT) et BMTN (3)	21,9	22,5	23,5	17,7	23,6	18,8
M4	**5 087,0**	**5 211,0**	**5 349,5**	**5 606,7**	**5 416,1**	**5 510,2**
Pour mémoire :						
M4 - M3	49,6	48,7	68,3	107,7	83,1	126,4
M4 - M2	2 128,6	2 356,1	2 339,9	2 338,7	2 054,1	1 887,0
M4 - M1	3 387,1	3 584,8	3 671,7	3 784,7	3 602,7	3 582,4
M3 - M2	2 078,0	2 307,4	2 271,6	2 231,0	1 971,3	1 760,6
M3 - M1	3 336,4	3 536,1	3 603,4	3 677,0	3 519,6	3 456,0

(1) Ce poste inclut les bons du Trésor et les bons de La Poste sur formules.
(2) Agents non financiers.
(3) BMTN émis par les entreprises.

TABLEAU N.01-6

Dépôts à vue par réseau

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	r 1990	*r* 1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Total des dépôts à vue	**1 433,0**	**1 376,9**	**1 418,5**	**1 544,0**	**1 556,8**	**1 673,3**
Banque de France	**4,2**	**5,3**	**3,8**	**4,0**	**3,5**	**3,9**
Banques	**952,1**	**913,9**	**955,8**	**1 033,6**	**1 011,3**	**1 069,5**
Banques AFB	**571,1**	**536,4**	**550,6**	**583,4**	**569,7**	**612,8**
Banques mutualistes ou coopératives	**380,2**	**377,0**	**404,4**	**449,3**	**440,7**	**455,9**
Banques populaires	84,1	80,2	87,3	101,0	98,3	102,3
Crédit agricole	249,9	247,7	262,4	284,9	280,5	286,1
Crédit mutuel, crédit mutuel agricole et rural (CMAR)	41,8	44,5	48,8	56,1	54,6	59,6
Autres banques (1)	5,3	5,5	6,8	8,2	8,2	8,7
Groupe CDC et caisses d'épargne	**146,4**	**142,7**	**129,4**	**156,8**	**170,1**	**186,5**
Caisse des dépôts et consignations	107,2	91,4	75,0	92,5	106,7	117,6
Caisse d'épargne et de prévoyance	39,2	51,3	54,4	64,3	63,3	68,9
Sociétés financières et maisons de titres	**21,8**	**10,4**	**11,1**	**12,4**	**13,9**	**14,6**
Institutions financières spécialisées	**9,4**	**4,3**	**4,0**	**3,9**	**3,4**	**3,3**
P et T	**163,1**	**168,1**	**167,0**	**180,3**	**176,8**	**180,4**
Trésor public	**136,0**	**131,4**	**147,4**	**153,0**	**177,9**	**215,1**

(1) Crédit maritime + les banques du crédit coopératif + Crédits municipaux.

TABLEAU N.01-7

L'endettement intérieur total

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Endettement intérieur total	**8 377,9**	**9 692,0**	**10 045,5**	**10 539,8**	**10 861,9**	**11 272,5**
État	1 727,8	2 362,1	2 831,2	3 189,9	3 492,4	3 748,7
Sociétés	3 572,8	3 906,9	3 792,9	3 811,5	3 725,4	3 724,0
Ménages	2 392,5	2 475,3	2 496,0	2 513,1	2 591,8	2 689,9
Autres (1)	684,9	947,7	925,4	1 025,3	1 052,3	1 109,9
Crédits	**5 971,8**	**6 511,7**	**6 373,0**	**6 516,9**	**6 356,8**	**6 500,7**
Sociétés	2 925,6	3 117,6	2 999,5	3 021,8	2 887,3	2 892,0
Ménages	2 392,5	2 475,3	2 496,0	2 513,1	2 591,8	2 689,9
Autres (1)	653,6	918,8	877,5	982,0	877,7	918,8
Dette non négociable de l'État (2)	**295,8**	**174,6**	**279,3**	**288,4**	**310,1**	**329,7**
Financements sur les marchés internes (3)	**1 924,7**	**2 771,7**	**3 134,5**	**3 479,1**	**3 912,5**	**4 179,1**
Sur le marché monétaire	**702,2**	**934,7**	**1 078,0**	**1 213,2**	**1 320,5**	**1 437,7**
État	549,9	782,0	926,3	1 061,0	1 091,2	1 208,9
Sociétés	152,2	152,7	151,7	152,2	194,3	193,9
Autres (1)	—	—	—	—	35,0	34,9
Sur le marché obligataire	**1 222,6**	**1 837,0**	**2 056,5**	**2 265,9**	**2 592,0**	**2 741,4**
État	855,3	1 379,7	1 581,2	1 795,3	2 047,3	2 176,0
Sociétés	336,0	428,5	427,5	427,3	454,7	465,6
Autres (1)	31,2	28,8	47,8	43,3	90,0	99,8
Crédits et obligations internationaux	**185,6**	**224,8**	**233,8**	**255,4**	**282,3**	**263,0**

(1) Ce poste regroupe les administrations publiques hors État, les administrations privées et les entreprises d'assurance.
(2) La dette non négociable nette de l'État correspond à la composante « autres créances nettes » de la contrepartie de M3 « créances nettes sur l'État » (total des monnaies divisionnaires, des ressources liées au circuit du Trésor, du net des comptes à la Banque de France et des remises de dettes, Dakar 1 et 2, après déduction des opérations sur titres avec les institutions financières).
(3) Obtenus auprès des résidents et des non-résidents.

TABLEAU N.01-8

Les actifs monétaires détenus par les non-résidents

Source : Banque de France

Unité : Milliard de Francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
DÉPÔTS A VUE	**47,1**	**51,1**	**49,2**	**56,3**	**60,1** *r*	**67,0**
En Francs	**25,2**	**25,8**	**27,2**	**30,6**	**33,7**	**32,6**
dont : Banques AFB	22,7	22,9	22,4	26,9	29,5	28,1
Banques mutualistes ou coopératives	1,3	1,9	2,1	2,4	2,7	3,4
Sociétés financières et maisons de titres	0,9	0,8	2,4	1,2	1,3	1,0
En devises étrangères	**21,9**	**25,4**	**21,9**	**25,7**	**26,5**	**34,4**
dont : Banques AFB	21,4	24,5	21,1	24,6	25,3	33,1
LIVRETS SOUMIS À L'IMPÔT	**3,5**	**4,5**	**5,7**	**6,3**	**11,0**	**15,2**
En Francs	3,5	4,4	5,6	6,2	10,9	15,0
dont : Banques AFB	3,1	3,8	4,9	5,2	9,1	12,6
En devises étrangères	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
COMPTES D'ÉPARGNE-LOGEMENT	**0,3**	**0,6**	**0,7**	**0,7**	**0,7**	**0,9**
DÉPÔTS A TERME	**142,1**	**232,1**	**222,7**	**196,6**	**196,9**	**221,2**
En Francs	**31,3**	**45,0**	**44,3**	**45,2**	**32,7**	**35,6**
dont : Banques AFB	30,3	40,9	40,0	40,9	28,6	23,3
Banques mutualistes ou coopératives	0,7	2,3	2,6	3,0	2,3	2,0
En devises étrangères	**110,8**	**187,1**	**178,4**	**151,4**	**164,2**	**185,6**
dont : Banques AFB	108,4	184,7	172,5	147,3	159,5	180,5
Banques mutualistes ou coopératives	1,2	2,1	5,4	3,4	4,5	5,0
Institutions financières spécialisées	0,4	0,2	0,5	0,4	0,3	—
TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES	**172,8**	**292,0**	**225,5**	**277,7**	**240,1**	**204,7**
En Francs	**161,4**	**281,2**	**208,6**	**237,9**	**197,9**	**163,8**
Bons du trésor	132,1	254,3	180,0	215,7	168,6	128,0
Certificats de dépôt	27,8	24,2	20,8	15,4	12,3	18,1
Bons des ISF	1,6	2,7	7,8	6,8	17,0	17,7
En devises étrangères	**11,4**	**10,8**	**16,9**	**39,8**	**42,2**	**40,9**
Certificats de dépôt	11,4	9,7	16,6	39,6	42,1	39,6
Bons des institutions financières spécialisées	—	1,1	0,3	0,2	0,1	1,3
BONS DE CAISSE ET D'ÉPARGNE	**2,2**	**0,3**	**0,2**	**0,4**	**0,3**	**0,3**
En Francs	**2,2**	**0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**
Banques AFB	2,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
PLAN D'ÉPARGNE-LOGEMENT	**1,2**	**2,7**	**3,4**	**4,0**	**6,1**	**7,9**
Banques AFB	1,2	2,0	2,5	2,9	4,3	5,5
Titres à court terme émis à l'étranger (1)	7,1	35,7	36,6	45,9	45,4	73,6

(1) Commercial paper de la caisse nationale des télécommunications (CNT) émis aux États-Unis et du CEPME au Royaume-Uni, et « schuldschelne » de la BFCE émis en Allemagne (ex-RFA).

TABLEAU N.01-9

Créances sur l'économie : catégories de créances

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — Glissements annuels en %

	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Ensemble	**8,5**	**– 2,1**	**– 2,9**	**2,3**	**0,6**	**3,7**
Crédits	**10,8**	**– 1,6**	**– 1,3**	**2,3**	**– 2,5**	**2,3**
Crédits stricto sensu	10,9	– 1,3	– 1,1	2,6	– 2,3	2,6
Immobilisations de crédit-bail	9,6	– 7,0	– 6,2	– 2,2	– 2,2	– 3,8
Concours à des sociétés immobilières de promotion	2,3	64,1	20,6	3,6	–	– 43,5
Prêts participatifs	**– 0,4**	15,5	– 6,3	– 19,6	– 36,8	36,8
Titres	**– 1,0**	**– 4,7**	**– 15,5**	**2,2**	**29,3**	**13,9**
Banques	**15,6**	**– 6,2**	**– 2,7**	**0,9**	**0,5**	**3,8**
Groupe CDC et Caisses d'épargne	**4,2**	**1,6**	**– 3,4**	**9,5**	**– 4,3**	**7,4**
Sociétés financières et maisons de titres (art. 99)	**10,5**	**– 1,7**	**3,5**	**1,5**	**– 1,3**	**– 3,2**
Institutions financières spécialisées	**4,5**	**– 2,1**	**– 1,1**	**0,7**	**– 5,5**	**– 8,4**
P et T (crédits)	–	**1,8**	**1,8**	**7,1**	**– 1,6**	**– 5,1**
OPCVM (titres)	**– 9,7**	**12,5**	**– 18,3**	**– 2,2**	**26,9**	**23,0**

TABLEAU N.01-10

Les crédits à l'économie par objet

En fin d'année

Source : Banque de France (DESM-SASM) — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Trésorerie des entreprises (1)	**898,1**	**1 074,0**	**960,2**	**1 077,3**	**925,2**	**1 021,0**
dont : trésorerie des sociétés	798,8	813,9	773,6	810,4	758,4	807,3
Crédits de trésorerie à court terme	898,1	828,5	719,0	827,3	667,6	754,7
Crédits de trésorerie à moyen et long terme	–	245,4	241,1	250,0	257,6	266,3
Exportation	**40,5**	**22,2**	**17,9**	**18,2**	**17,2**	**18,6**
Crédits à court terme	24,1	10,0	7,6	7,6	7,1	7,5
Crédits à moyen et long terme	16,4	12,3	10,2	10,6	10,1	11,1
Investissement	**2 071,2**	**2 170,5**	**2 084,2**	**2 072,8**	**2 043,0**	**2 060,4**
Crédits à court terme	58,2	44,8	33,1	27,0	25,1	26,8
Crédits à moyen et long terme	2 013,0	2 125,7	2 051,1	2 045,8	2 017,8	2 033,6
Trésorerie des particuliers	**365,9**	**383,1**	**394,8**	**418,0**	**454,5**	**490,9**
Crédits de trésorerie à court terme	120,3	74,6	73,7	76,7	84,7	92,8
Crédits de trésorerie à moyen et long terme	245,6	308,4	321,1	341,3	369,9	398,1
Habitat	**2 045,9**	**2 203,6**	**2 224,3**	**2 228,6**	**2 270,2**	**2 302,1**
Crédits à l'habitat court terme	143,1	39,1	32,6	26,3	26,2	16,1
Crédits à l'habitat moyen et long terme	1 902,7	2 164,5	2 191,7	2 202,3	2 244,0	2 286,0
Autres crédits (2)	**453,2**	**450,8**	**458,3**	**457,0**	**412,5**	**368,2**

(1) Cette rubrique regroupe la trésorerie des sociétés, la trésorerie des entrepreneurs individuels et la trésorerie des « autres agents résidents ».
(2) Dont créances douteuses ou litigieuses.

TABLEAU N.01-11

Dépôts en devises étrangères détenus par les agents non financiers résidents

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Encours en milliards de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Dépôts à vue	**25,5**	**37,2**	**35,5**	**46,7** *r*	**46,9**	**57,2**
Sociétés	15,9	25,0	26,2	32,8	34,3	45,1
Ménages	1,0	1,8	2,0	2,5	2,8	3,6
Autres agents résidents	4,3	6,7	5,7	8,1	6,1	6,0
Non répartis	4,3	3,7	1,6	3,3	3,7	2,5
Dépôts à terme	**33,5**	**38,0**	**41,9**	**47,3**	**54,8**	**45,3**
Sociétés	25,7	28,7	30,4	34,7	38,2	27,1
Ménages	2,8	6,0	7,1	9,1	12,6	12,8
Autres agents résidents	4,9	3,3	4,4	3,5	4,0	5,4
Non répartis	—	—	—	—	—	—
Titres de créances négociables	3,2	1,8	8,3	7,8	3,7 *r*	7,5

TABLEAU N.01-12

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Sources : Banque de France (bulletin trimestriel)
Conseil national du crédit (Rapport annuel)

En % par an

	1993		1994		1995		1996		1997	
	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy, (1)	31 déc.	Moy, (1)
Opérations sur appel d'offres	6,20	7,59	5,00	5,44	4,45	4,96	3,15	3,60	3,30	3,15
Pensions contre bons du Trésor à 5 ou à 10 jours	7,00	9,14	6,40	6,61	5,85	6,74	4,60	5,05	4,60	4,60
Taux de base bancaire	8,15	8,95	8,25	7,89	7,50	8,12	6,30	6,81	6,55	6,34

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-13

Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Banque de France

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	(1) 1998
COMPTES SUR LIVRET							
Banques (2) :							
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	3,50	3,50	3,00
Crédit mutuel (livret bleu) :							
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	3,50	3,50	3,00
Plafond de dépôt (francs)	90 000	100 000 (3)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Caisses d'épargne :							
1er livret (livret A) :							
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	3,50	3,50	3,00
Plafond de dépôt (francs)	90 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Livret supplémentaire (livret B) :							
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	3,50	3,50	libre
Épargne populaire (4) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt (%)	5,50	5,50	5,50	5,50	4,75	4,75	4,75
Plafond de l'impôt sur le revenu (4) (francs)	...	1 830	1 860	1 890	4 080	4 130	4 130
Plafond de dépôt (francs)	30 000	40 000 (5)	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
CODEVI (6) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt (%)	4,50	4,50	4,50	4,50	3,50	3,50	3,00
Plafond de dépôt (francs)	10 000	20 000 (7)	30 000 (8)	30 000	30 000	30 000	30 000
Livret jeune :							
Taux d'intérêt (%)	...	...	...	...	4,75	4,75	libre (9)
Plafond de dépôt (francs)	...	...	...	...	10 000	10 000	10 000
ÉPARGNE LOGEMENT (banques et caisses d'épargne)							
Compte :							
Taux d'intérêt (%)	2,75	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,00
Plafond de prime (francs) (10)	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Plan :							
Taux d'intérêt (%)	6,00	6,00	5,25	5,25	4,25	4,25	4,00
Plafond de prime (francs) (11)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Plafond de dépôt (francs)	300 000	400 000 (12)	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000

(1) La date d'entrée en vigueur des changements de taux d'intérêt, est le 15 juin 1998, sauf pour le plan d'épargne logement dont la date est le 9 juin 1998.
(2) Hors livret bleu du Crédit Mutuel.
(3) Depuis novembre 1991.
(4) Institué depuis juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(5) Depuis novembre 1991.
(6) Compte pour le développement industriel, institué (loi n° 83-607) depuis octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(7) Du 1er juillet 1993 jusqu'au 31 décembre 1993.
(8) Depuis le 1er janvier 1994.
(9) Sous réserve que le taux d'intérêt soit au moins égal au taux du livret A.
(10) Lors de la réalisation d'un prêt, une prime d'épargne d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée, mais dans la limite d'un plafond.
(11) À l'expiration du contrat, une prime d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée par l'État, mais dans la limite d'un plafond.
(12) Depuis le 1er avril 1992, le plafond est de 400 000 F (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et un plafond de 10 ans a été fixé pour la demande des prêts.

TABLEAU N.01-14

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier de francs

	1996	1997		1996	1997
I. GUADELOUPE					
ACTIF			**PASSIF**		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**4 986 759**	**5 223 919**	**OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE**	**4 181 569**	**4 254 437**
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	474 995	388 389	Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	–	–
Établissements de crédit et institutions financières	4 511 764	4 835 530	Établissements de crédit et institutions financières	3 913 170	3 990 920
Comptes ordinaires	2 451 405	1 494 372	Comptes ordinaires	245 707	268 786
Prêts et comptes à terme	443 181	1 743 108	Emprunts et comptes à terme	99 306	110 768
Opérations avec les réseaux et groupes	1 454 755	1 448 528	Opérations avec les réseaux et groupes	3 487 539	3 512 203
Valeurs reçues en pension	40 000	25 000	Autres	80 618	99 163
Autres opérations	122 423	124 522	Valeurs données en pension ou vendues fermes	268 339	263 517
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**9 491 679**	**9 936 568**	**OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE**	**10 323 847**	**10 589 913**
Créances commerciales	284 865	377 308	Comptes créditeurs de la clientèle	7 339 470	7 441 301
Crédits de trésorerie	1 218 385	1 473 652	Sociétés et entrepreneurs individuels	3 599 158	3 661 385
Crédits à l'équipement	2 308 349	2 337 552	Comptes ordinaires	2 791 307	2 826 203
Crédits à l'habitat	3 646 772	3 727 503	Comptes à terme	807 851	835 182
Comptes ordinaires débiteurs	834 554	872 499	Particuliers	3 097 820	3 084 539
Autres crédits	538 676	499 456	Comptes ordinaires	2 442 394	2 610 925
Créances douteuses nettes	660 078	648 598	Comptes à terme	655 426	473 614
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	1 414 834	1 499 838	Autres	642 492	695 377
			Comptes ordinaires	581 522	647 386
			Comptes à terme	60 970	47 991
			Comptes d'épargne à régime spécial	2 589 233	2 856 498
			Bons de caisse	64 536	46 112
			Créances négociables sur les marchés	319 321	236 322
			Autres dépôts	11 287	9 680
OPÉRATIONS DIVERSES	**1 335 331**	**1 194 458**	**OPÉRATIONS DIVERSES**	**1 097 489**	**1 253 813**
Comptes de régularisation et divers	1 165 884	1 003 671	Comptes de régularisation et divers	511 618	940 088
Opérations sur titres	169 447	190 785	Opérations sur titres	585 871	313 726
VALEURS IMMOBILISÉES	**554 884**	**573 158**	**CAPITAUX PROPRES**	**765 748**	**829 942**
Titres de participation et de filiales	99 713	111 562	Dettes subordonnées, provisions, et fonds pour risques bancaires généraux	439 169	496 451
Immobilisations	326 513	337 412	Réserves	190 775	185 339
Location avec option d'achat	122 354	117 847	Capital	602 707	603 355
Divers	6 304	6 337	Report à nouveau	– 466 846	– 460 139
Actionnaires et associés	–	–	Excédent (+ ou -) et résultat en instance d'approbation	– 6 141	4 936
TOTAL DE L'ACTIF	**16 368 653**	**16 928 103**	**TOTAL DU PASSIF**	**16 368 653**	**16 928 103**

TABLEAU N.01-14 (suite 1)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier de francs

	1996	1997		1996	1997
II. GUYANE					
ACTIF			**PASSIF**		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**556 575**	**688 063**	**OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE**	**417 077**	**387 247**
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	107 003	108 450	Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	–	–
Établissements de crédit et institutions financières	449 572	579 613	Établissements de crédit et institutions financières	375 149	368 932
Comptes ordinaires	234 039	358 410	Comptes ordinaires	91 753	119 230
Prêts et comptes à terme	6 034	1 887	Emprunts et comptes à terme	151 084	124 985
Opérations avec les réseaux et groupes	207 817	214 351	Opérations avec les réseaux et groupes	105 163	98 516
Valeurs reçues en pension	–	3 000	Autres	27 149	26 201
Autres opérations	1 682	1 965	Valeurs données en pension ou vendues fermes	41 928	18 315
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**1 917 901**	**1 542 628**	**OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE**	**2 221 881**	**2 132 242**
Créances commerciales	60 067	42 190	Comptes créditeurs de la clientèle	1 517 622	1 444 808
Crédits de trésorerie	175 679	153 680	Sociétés et entrepreneurs individuels	791 547	792 922
Crédits à l'équipement	301 114	279 937	Comptes ordinaires	688 787	661 765
Crédits à l'habitat	588 196	523 460	Comptes à terme	102 760	131 157
Comptes ordinaires débiteurs	278 641	113 361	Particuliers	496 436	479 358
Autres crédits	120 440	94 330	Comptes ordinaires	412 681	404 673
Créances douteuses nettes	393 764	335 670	Comptes à terme	83 755	74 685
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	1 004 851	1 038 878	Autres	229 639	172 528
			Comptes ordinaires	203 879	157 685
			Comptes à terme	25 760	14 843
			Comptes d'épargne à régime spécial	622 993	629 638
			Bons de caisse	29 950	18 059
			Créances négociables sur les marchés	–	–
			Autres dépôts	51 315	39 737
OPÉRATIONS DIVERSES	**197 642**	**213 012**	**OPÉRATIONS DIVERSES**	**173 533**	**147 692**
Comptes de régularisation et divers	197 436	212 807	Comptes de régularisation et divers	67 397	48 411
Opérations sur titres	206	205	Opérations sur titres	106 136	99 281
VALEURS IMMOBILISÉES	**42 500**	**40 152**	**CAPITAUX PROPRES**	**– 97 873**	**– 183 326**
Titres de participation et de filiales	6 342	6 156	Dettes subordonnées, provisions, et fonds pour risques bancaires généraux	40 307	39 505
Immobilisations	36 158	33 996	Réserves	1 152	1 152
Location avec option d'achat	–	–	Capital	40 831	40 971
Divers	–	–	Report à nouveau	– 54 785	– 187 477
Actionnaires et associés			Excédent (+ ou -) et résultat en instance d'approbation	– 125 378	– 77 477
TOTAL DE L'ACTIF	**2 714 618**	**2 483 855**	**TOTAL DU PASSIF**	**2 714 618**	**2 483 855**

TABLEAU N.01-14 (suite 2)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier de francs

	1996	1997		1996	1997
III. MARTINIQUE					
ACTIF			**PASSIF**		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**4 078 811**	**4 204 249**	**OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE**	**1 984 811**	**1 770 550**
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	441 730	389 208	Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	–	–
Établissements de crédit et institutions financières	3 637 081	3 815 041	Établissements de crédit et institutions financières	1 377 618	1 173 770
Comptes ordinaires	1 046 291	475 556	Comptes ordinaires	469 678	423 974
Prêts et comptes à terme	557 924	915 144	Emprunts et comptes à terme	71 261	141 021
Opérations avec les réseaux et groupes	1 889 985	2 361 059	Opérations avec les réseaux et groupes	697 667	500 127
Valeurs reçues en pension	20 000	–	Autres	139 012	108 648
Autres opérations	122 881	63 282	Valeurs données en pension ou vendues fermes	607 193	596 780
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**11 136 403**	**10 848 435**	**OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE**	**12 775 436**	**13 358 119**
Créances commerciales	202 377	263 025	Comptes créditeurs de la clientèle	6 582 541	6 801 362
Crédits de trésorerie	1 848 305	1 837 420	Sociétés et entrepreneurs individuels	2 573 538	2 770 027
Crédits à l'équipement	2 732 942	2 769 283	Comptes ordinaires	2 085 084	2 331 487
Crédits à l'habitat	3 158 893	3 287 263	Comptes à terme	488 454	438 540
Comptes ordinaires débiteurs	1 613 599	1 060 107	Particuliers	2 728 878	2 738 655
Autres crédits	591 679	604 286	Comptes ordinaires	2 167 874	2 268 794
Créances douteuses nettes	988 608	1 027 051	Comptes à terme	561 004	469 861
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	1 527 831	2 106 767	Autres	1 280 125	1 292 680
			Comptes ordinaires	516 234	588 140
			Comptes à terme	763 891	704 540
			Comptes d'épargne à régime spécial	5 313 691	5 790 062
			Bons de caisse	162 952	119 084
			Créances négociables sur les marchés	529 413	462 347
			Autres dépôts	186 839	185 264
OPÉRATIONS DIVERSES	**1 059 195**	**1 079 441**	**OPÉRATIONS DIVERSES**	**938 804**	**754 084**
Comptes de régularisation et divers	918 353	967 068	Comptes de régularisation et divers	744 304	562 584
Opérations sur titres	140 842	112 373	Opérations sur titres	194 500	191 500
VALEURS IMMOBILISÉES	**569 243**	**530 731**	**CAPITAUX PROPRES**	**1 144 601**	**780 103**
Titres de participation et de filiales	227 331	229 513	Dettes subordonnées, provisions, et fonds pour risques bancaires généraux	564 454	1 032 042
Immobilisations	241 149	177 180	Réserves	247 753	244 898
Location avec option d'achat	89 847	108 128	Capital	746 823	751 460
Actionnaires et associés	10 916	15 910	Report à nouveau	– 497 623	– 1 300 120
			Excédent (+ ou -) et résultat en instance d'approbation	83 194	51 823
TOTAL DE L'ACTIF	**16 843 652**	**16 662 856**	**TOTAL DU PASSIF**	**16 843 652**	**16 662 856**

TABLEAU N.01-14 (suite 3)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier de francs

	1996	1997		1996	1997
IV. RÉUNION					
ACTIF			**PASSIF**		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**2 531 231**	**2 306 436**	**OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE**	**4 216 278**	**3 752 029**
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	272 207	320 988	Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	59 152	29 502
Établissements de crédit et institutions financières	2 259 024	1 985 448	Établissements de crédit et institutions financières	2 914 719	2 462 276
Comptes ordinaires	608 918	659 976	Comptes ordinaires	456 362	469 965
Prêts et comptes à terme	918 788	912 741	Emprunts et comptes à terme	561 933	442 083
Opérations avec les réseaux et groupes	430 149	382 195	Opérations avec les réseaux et groupes	1 793 158	1 402 108
Valeurs reçues en pension	266 300	—	Autres	103 266	148 120
Autres opérations	34 869	30 536	Valeurs données en pension ou vendues fermes	1 242 407	1 260 251
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**19 416 596**	**20 222 569**	**OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE**	**17 174 266**	**18 075 687**
Créances commerciales	679 761	716 507	Comptes créditeurs de la clientèle	8 686 392	8 873 136
Crédits de trésorerie	3 853 264	4 340 729	Sociétés et entrepreneurs individuels	3 773 018	3 949 553
Crédits à l'équipement	5 382 976	5 593 238	Comptes ordinaires	3 207 406	3 173 537
Crédits à l'habitat	6 398 541	6 771 333	Comptes à terme	565 612	776 016
Comptes ordinaires débiteurs	1 212 727	1 031 687	Particuliers	3 795 030	3 904 840
Autres crédits	1 092 424	838 284	Comptes ordinaires	2 705 658	2 872 576
Créances douteuses nettes	796 903	930 791	Comptes à terme	1 089 372	1 032 264
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	1 264 439	1 384 178	Autres	1 118 344	1 018 743
			Comptes ordinaires	809 738	794 301
			Comptes à terme	308 606	224 442
			Comptes d'épargne à régime spécial	6 549 684	7 409 367
			Bons de caisse	675 639	545 304
			Créances négociables sur les marchés	967 582	878 100
			Autres dépôts	294 969	369 780
OPÉRATIONS DIVERSES	**1 152 143**	**1 282 687**	**OPÉRATIONS DIVERSES**	**830 694**	**878 212**
Comptes de régularisation et divers	703 138	789 750	Comptes de régularisation et divers	821 863	866 455
Opérations sur titres	449 005	492 937	Opérations sur titres	8 831	11 757
VALEURS IMMOBILISÉES	**649 201**	**633 349**	**CAPITAUX PROPRES**	**1 528 033**	**1 739 113**
Titres de participation et de filiales	377 721	373 464	Dettes subordonnées, provisions, et fonds pour risques bancaires généraux	314 616	373 595
Immobilisations	271 480	259 885	Réserves	814 012	937 012
Location avec option d'achat	—	—	Capital	398 031	427 000
Actionnaires et associés	—	—	Report à nouveau	1 374	1 506
			Excédent (+ ou -) et résultat en instance d'approbation	—	—
TOTAL DE L'ACTIF	**23 749 171**	**24 445 041**	**TOTAL DU PASSIF**	**23 749 271**	**24 445 041**

TABLEAU N.01-14 (suite 4 et fin)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité* : Millier de francs

	1996	1997
V. SAINT PIERRE ET MIQUELON		
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**393 178**	**182 355**
Caisse, Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	17 707	16 230
Établissements de crédit et institutions financières	375 471	166 125
Comptes ordinaires	142 061	146 481
Prêts et comptes à terme	228 240	18 347
Opérations avec les réseaux et groupes	–	–
Valeurs reçues en pension	–	–
Autres opérations	5 170	1 297
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**284 417**	**341 197**
Créances commerciales	4 258	4 135
Crédits de trésorerie	10 180	22 303
Crédits à l'équipement	73 234	76 728
Crédits à l'habitat	81 658	92 785
Comptes ordinaires débiteurs	53 939	70 209
Autres crédits	45 086	70 689
Créances douteuses nettes	16 062	4 348
Provisions sur créances douteuses (non incluses)	26 174	17 964
OPÉRATIONS DIVERSES	**5 015**	**188 485**
Comptes de régularisation et divers	5 015	8 485
Opérations sur titres	–	180 000
VALEURS IMMOBILISÉES	**9 658**	**9 886**
Titres de participation et de filiales	3 962	4 012
Immobilisations	5 696	5 874
Location avec option d'achat	–	–
Actionnaires et associés	–	–
TOTAL DE L'ACTIF	**692 268**	**721 923**

	1996	1997
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	**55 339**	**69 312**
Institut d'émission, Trésor public, comptes courants postaux	–	–
Établissements de crédit et institutions financières	42 471	47 832
Comptes ordinaires	21 102	27 301
Emprunts et comptes à terme	19 211	19 611
Opérations avec les réseaux et groupes	–	283
Autres	2 158	637
Valeurs données en pension ou vendues fermes	12 868	21 480
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	**550 702**	**557 324**
Comptes créditeurs de la clientèle	398 003	393 756
Sociétés et entrepreneurs individuels	398 003	393 756
Comptes ordinaires	123 835	149 505
Comptes à terme	274 168	244 251
Particuliers	–	–
Comptes ordinaires	–	–
Comptes à terme	–	–
Autres	–	–
Comptes ordinaires	–	–
Comptes à terme	–	–
Comptes d'épargne à régime spécial	124 962	136 481
Bons de caisse	22 350	23 250
Créances négociables sur les marchés	–	–
Autres dépôts	5 387	3 837
OPÉRATIONS DIVERSES	**4 811**	**6 354**
Comptes de régularisation et divers	4 811	6 354
Opérations sur titres	–	–
CAPITAUX PROPRES	**81 416**	**88 933**
Dettes subordonnées, provisions, et fonds pour risques bancaires généraux	6 005	9 135
Réserves	12 660	7 460
Capital	53 204	61 563
Report à nouveau	4 403	4 732
Excédent (+ ou -) et résultat en instance d'approbation	5 144	6 043
TOTAL DU PASSIF	**692 268**	**721 923**

TABLEAU N.01-15

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
I. ILE DE MAYOTTE				
Composantes de M3				
Circulation fiduciaire	**492**	**448**	**655**	**789**
Billets	487	443	649	782
Pièces	5	5	6	7
Dépôts à vue	**173**	**207**	**280**	**266**
Total M1	**665**	**655**	**935**	**1 055**
M2 - M1	**20**	**32**	**66**	**80**
Comptes sur livrets	20	32	66	80
Total M2	**685**	**687**	**1 002**	**1 135**
M3 - M2	**322**	**295**	**519**	**526**
Dépôts à terme	272	240	357	251
Bons et certificats de dépôt	50	55	162	274
Total M3	**1 007**	**982**	**1 521**	**1 660**
Contreparties de M3				
Avoirs hors zone d'émission	**740**	**621**	**894**	**1 005**
Institut d'émission	491	440	650	778
Établissements de crédit locaux	249	181	244	227
Créances sur le Trésor public	**201**	**236**	**397**	**388**
Concours sur ressources monétaires	**66**	**125**	**230**	**268**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**118**	**163**	**265**	**285**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**52**	**38**	**35**	**17**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	– 3	– 14	– 14	– 14
Provisions sur créances douteuses	3	5	4	7
Engagements hors zone d'émission	48	49	45	23
Divers	4	– 2	–	1
Total	**1 007**	**982**	**1 521**	**1 660**

TABLEAU N.01-15 (suite 1)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel)

Unité : Million de francs CFP

	1994	1995	*r* 1996	1997
II. NOUVELLE-CALÉDONIE				
Composantes de M3				
Circulation fiduciaire	**8 789**	**8 899**	**9 001**	**9 414**
Billets	8 023	8 102	8 176	8 545
Pièces	766	797	825	869
Dépôts à vue	**51 440**	**53 554**	**62 496**	**65 444**
Total M1	**60 229**	**62 453**	**71 497**	**74 858**
M2 - M1	**24 303**	**25 514**	**29 560**	**34 815**
Comptes sur livrets	24 303	25 514	29 560	34 815
Total M2	**84 532**	**87 967**	**101 057**	**109 673**
M3 - M2	**76 338**	**79 355**	**65 553**	**64 929**
Dépôts à terme	74 206	77 375	63 612	63 106
Bons et certificats de dépôt	2 132	1 980	1 941	1 823
Total M3	**160 870**	**167 322**	**166 610**	**174 602**
Contreparties de M3				
Avoirs hors zone d'émission	**51 630**	**53 085**	**43 031**	**37 397**
Institut d'émission	5 388	4 132	7 367	8 121
Établissements de crédit locaux	46 242	48 953	35 664	29 276
Créances sur le Trésor public	**6 925**	**7 315**	**7 842**	**7 230**
Concours sur ressources monétaires	**102 315**	**106 922**	**115 737**	**129 975**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**181 786**	**195 302**	**207 175**	**224 212**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**79 471**	**88 380**	**91 438**	**94 237**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	12 785	13 999 *r*	13 477	16 210
Provisions sur créances douteuses	5 192	5 295	6 395	6 646
Engagements hors zone d'émission	54 424	63 172	63 053	65 760
Divers	7 070	5 914 *r*	8 513	5 621
Total	**160 870**	**167 322**	**166 610**	**174 602**

TABLEAU N.01-15 (suite 2)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs CFP

	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
III. POLYNÉSIE FRANCAISE				
Composantes de M3				
Circulation fiduciaire	**6 658**	**6 597**	**6 753**	**6 846**
Billets	5 693	5 675	5 783	5 741
Pièces	965	922	971	1 105
Dépôts à vue	**48 688**	**55 973**	**71 387**	**81 141**
Total M1	**55 346**	**62 570**	**78 140**	**87 987**
M2 - M1	**27 973**	**30 298**	**51 520**	**67 313**
Comptes sur livrets	27 973	30 298	51 520	67 313
Total M2	**83 319**	**92 868**	**129 660**	**155 300**
M3 - M2	**123 762**	**129 524**	**95 854**	**86 155**
Dépôts à terme	101 915	107 041	76 076	65 267
Bons et certificats de dépôt	21 847	22 483	19 779	20 888
Total M3	**207 081**	**222 392**	**225 514**	**241 455**
Contreparties de M3				
Avoirs hors zone d'émission	**76 476**	**90 787**	**79 562**	**72 983**
Institut d'émission	7 220	7 414	11 279	9 102
Établissements de crédit locaux	69 256	83 373	68 283	63 881
Créances sur le Trésor public	**9 767**	**14 758**	**12 607**	**10 354**
Concours sur ressources monétaires	**120 838**	**116 847**	**133 346**	**158 117**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**203 879**	**204 474**	**217 759**	**236 383**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**83 041**	**87 627**	**84 413**	**78 266**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	14 502	17 247	20 430	20 855
Provisions sur créances douteuses	12 510	12 967	12 969	11 887
Engagements hors zone d'émission	51 009	51 772	46 874	43 407
Divers	5 020	5 641	4 140	2 116
Total	**207 081**	**222 392**	**225 514**	**241 455**

TABLEAU N.01-15 (suite 3 et fin)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs CFP

	1994	1995	1996	1997
IV. WALLIS ET FUTUNA				
Composantes de M3				
Circulation fiduciaire	**216**	**273**	**301**	**328**
Billets	214	272	300	327
Pièces	2	1	1	1
Dépôts à vue	**916**	**1 060**	**1 245**	**1 286**
Total M1	**1 132**	**1 333**	**1 546**	**1 614**
M2 - M1	**86**	**79**	**155**	**227**
Comptes sur livrets	86	79	155	227
Total M2	**1 218**	**1 412**	**1 701**	**1 841**
M3 - M2	**1 912**	**2 033**	**1 467**	**1 041**
Dépôts à terme	**1 864**	**1 964**	**1 415**	**1 006**
Banques	1 070	1 119	943	576
Trésor public	794	845	472	430
Bons et certificats de dépôt	48	69	52	35
Total M3	**3 130**	**3 445**	**3 168**	**2 882**
Contreparties de M3				
Avoirs hors zone d'émission	**1 589**	**1 882**	**1 610**	**1 341**
Institut d'émission	262	315	356	358
Établissements de crédit locaux	1 327	1 567	1 254	983
Créances sur le Trésor public	**1 196**	**1 347**	**1 195**	**1 096**
Concours sur ressources monétaires	**345**	**216**	**363**	**445**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**755**	**769**	**939**	**1 085**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**410**	**553**	**577**	**640**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	335	368	406	453
Provisions sur créances douteuses	15	17	13	13
Engagements hors zone d'émission	22	102	77	105
Divers	38	66	81	69
Total	**3 130**	**3 445**	**3 168**	**2 882**

TABLEAU N.01-16

Comptes de patrimoine du secteur : ménages

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**4 747,3**	**10 221,8**	**11 543,0**	**11 765,9**	**12 219,1**	**12 714,3**	**13 129,3**
Stocks	139,8	227,1	195,5	184,8	193,0	191,6	189,6
Actifs fixes hors logement	504,2	875,4	848,0	851,8	866,3	875,1	890,3
Actifs fixes en logement	4 103,3	9 119,3	10 499,5	10 729,3	11 159,8	11 647,6	12 049,4
Actifs corporels non reproductibles	**1 392,8**	**1 498,2**	**1 273,9**	**1 218,8**	**1 166,4**	**1 106,5**	**1 073,2**
Actifs incorporels	**177,9**	**282,1**	**254,7**	**263,5**	**266,8**	**276,2**	**284,0**
Actifs non financiers	**6 318,1**	**12 002,1**	**13 071,6**	**13 248,2**	**13 652,3**	**14 097,0**	**14 486,5**
Moyens de paiement internationaux	45,5	136,2	110,9	121,3	164,7	150,6	180,9
Moyens de règlement en francs	495,8	1 062,2	1 032,6	1 043,6	1 048,3	1 015,7	1 030,9
Autres liquidités	1 232,9	2 397,5	2 831,4	3 099,9	3 438,3	3 703,9	3 976,0
Titres du marché monétaire	—	7,2	46,6	48,9	37,5	13,1	13,1
Obligations	213,5	355,3	595,8	540,6	632,2	545,4	433,4
Actions et autres participations	452,5	3 647,4	5 748,2	4 918,0	4 577,9	5 332,4	6 343,4
Prêts à court terme	263,1	375,9	361,8	345,2	362,0	420,1	484,7
Prêts à moyen et long termes	6,7	18,5	3,2	2,0	2,7	2,1	2,4
Réserves techniques d'assurance	195,5	1 144,6	1 867,7	2 155,9	2 489,0	2 969,8	3 433,0
Actifs financiers	**2 905,5**	**9 144,9**	**12 598,2**	**12 275,5**	**12 752,7**	**14 153,2**	**15 897,7**
Actifs	**9 223,6**	**21 147,0**	**25 669,8**	**25 523,7**	**26 405,0**	**28 250,2**	**30 384,2**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de règlement en francs	—	—	—	—	—	—	—
Autres liquidités	0,3	2,7	2,1	1,6	1,5	1,7	1,8
Titres du marché monétaire	—	—	—	—	—	—	—
Obligations	—	—	—	—	—	—	—
Prêts à court terme	436,6	1 519,7	1 199,1	1 224,5	1 166,9	1 253,1	1 318,7
Prêts à moyen et long termes	793,6	2 167,4	2 447,2	2 442,5	2 472,2	2 549,0	2 622,3
Réserves techniques d'assurance	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**1 230,5**	**3 689,8**	**3 648,4**	**3 668,7**	**3 640,5**	**3 803,8**	**3 942,8**
Valeur nette globale ou valeur nette indépendante	**7 993,1**	**17 457,2**	**22 021,4**	**21 855,0**	**22 764,5**	**24 446,4**	**26 441,4**

TABLEAU N.01-17

Comptes de patrimoine du secteur : sociétés et quasi-sociétés non financières

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**4 210,6**	**8 398,1**	**9 435,3**	**9 614,5**	**9 894,9**	**10 040,9**	**10 225,8**
Stocks	814,4	1 465,7	1 608,0	1 586,6	1 623,8	1 596,8	1 600,2
Actifs fixes hors logement	2 541,4	5 335,4	6 039,6	6 206,5	6 385,4	6 484,2	6 611,4
Actifs fixes en logement	854,8	1 597,0	1 787,7	1 821,4	1 885,7	1 959,9	2 014,2
Actifs corporels non reproductibles	**241,6**	**265,8**	**224,5**	**212,9**	**211,7**	**213,9**	**223,2**
Actifs incorporels	**77,2**	**278,3**	**426,3**	**492,3**	**558,7**	**624,3**	**691,5**
Actifs non financiers	**4 529,4**	**8 942,3**	**10 086,1**	**10 319,7**	**10 665,3**	**10 879,1**	**11 140,5**
Moyens de paiement internationaux	2,3	33,9	106,9	117,3	80,9	94,4	119,5
Moyens de règlement en francs	168,5	381,8	314,3	344,8	433,3	491,5	515,3
Autres liquidités	147,9	378,7	423,5	573,7	419,7	412,9	442,3
Titres du marché monétaire	–	238,6	338,9	401,5	441,1	406,7	503,7
Obligations	21,8	99,6	170,2	221,5	214,2	252,5	220,5
Actions et autres participations	734,4	6 608,8	12 225,4	10 749,8	10 996,9	13 869,5	17 621,9
Prêts à court terme	1 037,0	3 066,9	3 179,0	3 435,1	3 627,6	3 904,8	4 069,7
Prêts à moyen et long termes	113,8	107,3	211,4	234,3	206,3	193,3	174,5
Réserves techniques d'assurance	22,4	66,1	80,3	83,5	87,9	91,1	94,1
Actifs financiers	**2 248,2**	**10 981,7**	**17 049,9**	**16 161,4**	**16 507,8**	**19 716,7**	**23 761,5**
Actifs	**6 777,7**	**19 924,0**	**27 136,0**	**26 481,1**	**27 173,1**	**30 595,8**	**34 902,0**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	–	–	–	–	–	–	–
Moyens de règlement en francs	–	–	–	–	–	–	–
Autres liquidités	85,6	226,1	529,3	690,8	502,2	544,2	579,2
Titres du marché monétaire	–	153,3	153,0	151,1	172,2	222,0	223,5
Obligations	125,3	503,8	765,9	728,4	788,6	808,6	831,9
Prêts à court terme	1 490,4	3 569,5	3 354,1	3 644,0	3 761,3	3 855,6	3 974,3
Prêts à moyen et long termes	806,4	2 128,8	2 726,9	2 723,3	2 680,1	2 654,8	2 601,4
Réserves techniques d'assurance	–	–	–	–	–	–	–
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**2 507,7**	**6 581,6**	**7 529,1**	**7 937,6**	**7 904,4**	**8 085,1**	**8 210,3**
Valeur nette globale	**4 270,0**	**13 342,5**	**19 606,9**	**18 543,5**	**19 268,7**	**22 510,7**	**26 691,7**
Actions et autres participations	1 386,4	8 368,5	14 984,4	13 237,2	13 300,0	17 293,7	21 043,4
Valeur nette indépendante	**2 883,6**	**4 974,0**	**4 622,5**	**5 306,3**	**5 968,7**	**5 217,0**	**5 648,3**

TABLEAU N.01-18

Comptes de patrimoine du secteur : administrations publiques

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**1 202,5**	**2 865,6**	**3 368,8**	**3 479,3**	**3 628,9**	**3 748,7**	**3 871,3**
Stocks	31,4	92,0	88,3	86,6	91,8	94,7	96,2
Actifs fixes hors logement	1 050,6	2 566,0	3 052,3	3 161,4	3 298,6	3 406,8	3 521,2
Actifs fixes en logement	120,6	207,6	228,2	231,3	238,5	247,2	253,9
Actifs corporels non reproductibles	**208,4**	**231,7**	**180,6**	**164,7**	**159,4**	**155,4**	**150,4**
Actifs incorporels	–	–	–	–	–	–	–
Actifs non financiers	**1 411,0**	**3 097,3**	**3 549,4**	**3 644,0**	**3 788,3**	**3 904,1**	**4 021,7**
Moyens de paiement internationaux	1,4	14,2	11,4	10,8	14,8	20,5	38,4
Moyens de règlement en francs	144,3	347,0	411,1	330,9	295,7	247,2	326,2
Autres liquidités	25,7	28,2	35,9	34,3	31,3	43,4	41,1
Titres du marché monétaire	–	–	1,7	1,9	10,8	6,4	10,1
Obligations	52,2	114,3	148,1	143,1	148,2	160,1	141,7
Actions et autres participations	455,6	572,4	817,8	719,4	700,2	638,6	835,3
Prêts à court terme	319,0	627,7	744,5	866,4	1 073,3	1 050,1	1 114,0
Prêts à moyen et long termes	143,0	280,9	388,4	510,9	502,1	507,5	480,7
Réserves techniques d'assurance	0,6	1,8	2,1	2,2	2,0	2,0	2,0
Actifs financiers	**1 141,8**	**1 986,6**	**2 561,0**	**2 619,8**	**2 778,3**	**2 675,7**	**2 989,5**
Actifs	**2 552,8**	**5 083,8**	**6 110,4**	**6 263,8**	**6 566,6**	**6 579,8**	**7 011,2**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	–	–	–	–	–	–	–
Moyens de règlement en francs	182,7	373,0	366,5	391,5	402,8	424,6	447,7
Autres liquidités	68,0	61,7	43,2	50,7	53,4	50,9	54,7
Titres du marché monétaire	83,0	549,7	782,0	926,3	1 061,0	1 167,5	1 313,8
Obligations	200,0	899,5	1 675,3	1 659,0	2 048,2	2 460,1	2 657,8
Prêts à court terme	274,9	575,2	866,1	876,8	1 079,5	938,4	1 009,4
Prêts à moyen et long termes	247,1	592,6	754,3	919,6	922,7	934,8	906,2
Réserves techniques d'assurance	–	–	–	–	–	–	–
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**1 055,7**	**3 051,7**	**4 487,3**	**4 823,9**	**5 567,7**	**5 976,3**	**6 389,6**
Valeur nette globale ou valeur nette indépendante	**1 497,1**	**2 032,2**	**1 623,1**	**1 439,9**	**998,9**	**603,5**	**621,6**

Chapitre N.02

Marché financier, Bourse

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.
2. Capitalisation boursière des valeurs françaises.
3. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.
4. Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons.
5. Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.
6. Cours de l'or, des principales devises et de l'écu en francs à Paris.
7. Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières.
8. Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons.

1. MÉTHODOLOGIE

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires).

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

Indices des cours des valeurs

● Actions françaises.

Les indices des années 1993 à 1997 calculés par la Société des bourses françaises (SBF) sont présentés dans ce chapitre. Pour 1993, ce sont les nouveaux indices élaborés et calculés par la SBF qui se substituent aux anciens indices établis jusqu'à fin 1993 par l'INSEE et la SBF.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances notamment sur la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. L'indice SBF 250, calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture, est ventilé en trois groupes « valeurs industrielles », « services », « sociétés financières », eux-mêmes décomposés en 12 secteurs complétés en 1997 par 19 indices sectoriels spécialisés. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

En mai 1995, la SBF a créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du premier et du second marché.

En 1996, l'indice du second marché a fait l'objet d'une rénovation.

En octobre 1997, la SBF a créé l'indice SBF 80, composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40 et choisies en raison de leur forte liquidité.

Trois types d'indices sont calculés :

— un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs;

— un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance;

— un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici pour les années 1993 à 1997 sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

● Actions étrangères.

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

Actions européennes.

À l'instar de la Bourse de Londres, en 1997, les Bourses de Paris, Francfort, Zurich ont décidé de créer des indices européens; la société Dow-Jones s'est associée à cette opération. La composition de ces indices est la suivante :

Dow-Jones STOXX : environ 660 valeurs de la zone Europe (y.c la Suisse).

Dow-Jones Euro STOXX : environ 330 valeurs des pays de la zone euro au 1er janvier 1999.

Dow-Jones STOXX 50 : 50 valeurs de la zone Europe.

Dow-Jones Euro STOXX 50 : 50 valeurs de la zone euro.

Ces indices d'actions européennes sont constitués depuis février 1998.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

● Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Il existe deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

● Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2. DÉFINITIONS

Bourse

Marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le premier marché (comptant et règlement mensuel), le second marché, le marché libre OTC et le nouveau marché. Au 31 décembre 1997, 376 sociétés sont cotées au premier marché dont 202 au comptant et 174 au règlement mensuel. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992, les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché hors cote

Conformément à la loi de modernisation des activités financières du 2 juillet 1996, (art.34), le marché hors cote a disparu le 1er juillet 1998.

Marché libre OTC

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis en 1971 pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 1997, trente-huit sociétés sont cotées.

Depuis mars 1996, les Bourses de Bruxelles, Paris, Francfort et Amsterdam sont rassemblées dans le GEIE-EURO.NM (groupement européen d'intérêt économique EURO-Nouveau marché), réseau qui vise à regrouper les marchés européens des valeurs de croissance.

En 1997, les nouveaux marchés de chacune de ces bourses ont côté plusieurs sociétés.

Obligations

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne. Au 31 décembre 1997, il comprend 308 sociétés.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Caisse des dépôts et consignations;

Société des bourses françaises;

Banque de France;

Fédération internationale des bourses de valeur.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel);

Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel);

« Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : *Documents administratifs* (annuel);

Rapport annuel du Conseil national du crédit;

Statistiques Boursières mensuelles, Société des bourses françaises;

L'année boursière, Société des bourses françaises (annuel) et version cédérom.

*
* *

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

Sources : Banque de France, Société des bourses françaises — *Unité* : Million de francs

	r 1996			1997		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions et certificats d'investissements	285 966	...	285 966	292 890	...	292 890
Total I	**285 966**	...	**285 966**	**292 890**	...	**292 890**
dont : Valeurs cotées	40 280	...	40 280	52 205	...	52 205
dont : Appel public à l'épargne	39 344	...	39 344	46 006	...	46 006
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Titres obligataires stricto sensu	464 135	210 862	253 273	454 799	377 374	77 425
dont : Emploi de fonds "Codevi"	2 194	582	1 612	2 033	1 232	801
Titres obligataires à caractère action	12 897	2 033	10 864	17 387	7 832	9 555
Total II	**477 032**	**212 895**	**264 137**	**472 186**	**385 206**	**86 980**
dont : Obligations à taux fixe	388 701	147 697	241 004	421 886	303 820	118 066
dont : Obligations à taux non fixe	87 281	65 186	22 095	45 472	81 117	– 35 645
dont : Obligations à coupon zéro	1 050	12	1 038	4 828	269	4 559
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**762 998**	**212 895**	**550 103**	**765 076**	**385 206**	**379 870**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**264 806**	...	**264 806**	**267 483**	...	**267 483**
dont : Grandes entreprises nationales	3 458	...	3 458	9 283	...	9 283
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	261 348	...	261 348	258 200	...	258 200
Institutions financières	**16 409**	...	**16 409**	**7 177**	...	**7 177**
Établissements de crédit et assimilés	14 685	...	14 685	6 817	...	6 817
Banques	11 215	...	11 215	6 221	...	6 221
Banques AFB et BFCE.	...	...	...	...	...	...
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	...	...	...	...	...	...
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	–	...	–	–	...	–
Sociétés financières et assimilées	3 470	...	3 470	596	...	596
Institutions financières spécialisées et assimilés	1 632	...	1 632	163	...	163
Institutions financières diverses	92	...	92	197	...	197
Entreprises d'assurance	**4 676**	...	**4 676**	**18 144**	...	**18 144**
Administrations publiques	**75**	...	**75**	**86**	...	**86**
Administrations publiques locales	75	...	75	86	...	86
Émetteurs étrangers et internationaux	-	...	–	–	...	–
Total	**285 966**	...	**285 966**	**292 890**	...	**292 890**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**55 100**	**27 558**	**27 542**	**46 232**	**34 607**	**11 625**
dont : Grandes entreprises nationales	18 597	16 474	2 123	14 078	15 942	– 1 864
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	36 503	11 084	25 419	32 154	18 665	13 489
Institutions financières	**70 807**	**127 161**	**– 56 354**	**77 626**	**152 036**	**– 74 410**
Établissements de crédit et assimilés	37 693	71 272	– 33 579	51 269	77 635	– 26 366
Banques	22 962	52 274	– 29 312	35 251	55 620	– 20 369
Banques AFB et BFCE	15 442	37 821	– 22 379	21 181	38 675	– 17 494
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	200	617	– 417	1 205	774	431
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	6 212	802	5 410	8 000	2 979	5 021
Sociétés financières et assimilées	8 519	18 196	– 9 677	8 018	19 036	– 11 018
Institutions financières spécialisées et assimilées	33 114	51 765	– 18 651	25 244	70 360	– 45 116
Institutions financières diverses	–	4 124	– 4 124	1 113	4 041	– 2 928
Entreprises d'assurance	**–**	**–**	**–**	**18**	**–**	**18**
Administrations publiques	**351 125**	**56 371**	**294 754**	**348 110**	**193 169**	**154 941**
Administrations publiques centrales et sécurité sociale	349 210	52 816	296 394	346 588	190 801	155 787
Administrations publiques locales	1 915	3 555	– 1 640	1 522	2 368	– 846
Émetteurs étrangers et internationaux	–	**1 805**	**– 1 805**	200	**5 394**	**– 5 194**
Total	**447 032**	**212 895**	**264 137**	**472 186**	**385 206**	**86 980**

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises

Fin d'année

Source : Société des bourses françaises — *Unité* : Milliard de francs

	1981	1990	1993	1994	1995	1996	1997
ACTIONS :							
Premier marché	227,8	1 598,6	2 537,2	2 257,3	2 294,6	2 866,5	3 838,0
Second marché	–	138,9	152,2	155,1	150,6	206,6	218,9
Nouveau marché	///	///	///	///	///	5,0	9,9
Total	**227,8**	**1 737,5**	**2 689,4**	**2 412,4**	**2 445,2**	**3 078,1**	**4 066,8**
OBLIGATIONS :							
Premier marché	604,6	2 589,0	3 869,2	3 684,8	4 125,4	4 599,5	4 671,2
Second marché	–	5,8	7,6	7,6	7,5	6,4	6,3
Nouveau marché	///	///	///	///	///	///	0,1
Total	**604,6**	**2 594,8**	**3 876,8**	**3 692,4**	**4 132,9**	**4 605,9**	**4 677,6**
Total des valeurs	**832,4**	**4 332,3**	**6 566,2**	**6 104,8**	**6 578,1**	**7 684,0**	**8 744,4**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Société des bourses françaises (année boursière) — *Unité* : Milliard de francs

	1981	1990	1993	1994	1995	*r* 1996 (2)	1997 (2)
Actions	46,4	681,7	956,5	1 096,8	1 033,2	1 417,2	2 371,6
Obligations	86,5	3 086,0	7 076,8	6 676,0	5 526,3	6 355,6	4 901,5
Total	**132,9**	**3 767,7**	**8 033,3**	**7 772,8**	**6 559,5**	**7 772,8**	**7 273,1**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

TABLEAU N.02-4

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons

Source : Société des bourses françaises

	1994	1995	1996	1997	Variation 97/96 en %
Base 1000 au 31-12-1987					
CAC 40	1 881,15	1 871,97	2 315,73	2 998,91	+ 29,5
Base 1000 au 31-12-1990					
SBF 120 (1)	1 287,03	1 283,50	1 617,88	2 051,72	+ 26,8
Ensemble SBF 250 (1)	1 250,66	1 232,86	1 561,66	1 944,91	+ 24,5
MIDCAC	1 201,16	999,06	1 355,51	1 588,46	+ 17,2
SECOND MARCHÉ	1 358,22	1 283,00	1 677,97	1 810,11	+ 7,9
Valeurs industrielles	1 405,68	1 389,42	1 773,65	2 174,14	+ 22,6
Énergie	1 441,56	1 415,32	1 824,06	2 766,03	+ 51,6
Produit de base	1 365,42	1 313,10	1 650,49	1 950,09	+ 18,2
Construction	1 483,93	1 352,66	1 548,04	1 887,92	+ 22,0
Biens d'équipement	1 067,69	929,01	1 144,07	1 489,38	+ 30,2
Automobile	1 934,88	1 629,31	1 802,84	2 365,60	+ 31,2
Autres biens de consommation	1 723,44	1 990,43	3 166,50	3 720,99	+ 17,5
Industrie-agro-alimentaire	1 285,38	1 414,58	1 622,43	1 564,02	- 3,6
Services	1 221,69	1 262,80	1 774,56	2 137,19	+ 20,4
Distribution	1 834,13	2 130,70	3 509,91	4 013,84	+ 14,4
Autres services	962,91	911,59	1 115,64	1 389,11	+ 24,5
Sociétés financières	1 036,41	986,84	1 135,26	1 540,53	+ 35,7
Immobilier	790,57	685,67	714,84	725,86	+ 1,5
Services financiers	1 084,74	1 038,87	1 092,49	1 634,41	+ 49,6
Sociétés d'investissement	1 110,24	1 082,35	1 607,25	1 738,09	+ 8,1

(1) Nouveaux indices calculés par la société des bourses françaises (SBF) qui se substituent à ceux calculés par l'INSEE et la SBF. Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (réglement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

Fin d'année

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

%

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Actions cotées (fin de mois)	3,97	2,69	3,20	3,33	2,68	2,20
Obligations cotées (2)						
Emprunts d'État à court terme	10,06	5,16	7,94	5,91	4,79	4,74
Emprunts d'État à long terme	10,00	5,78	8,29	6,70	5,81	5,28
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	5,86	8,37	6,89	5,82	5,45
Secteur public, emprunteurs régionaux	///	///	///	///	///	///
Secteur privé, première signature	10,84	5,98	8,40	6,81	5,84	5,39

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours de l'or, des principales devises et de l'écu en francs à Paris (moyenne annuelle des cotations)

Source : Société des bourses françaises (Cote officielle)

	Unité	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Cours libre de l'or :								
Lingot d'un kg	Franc	91 431,52	67 720,06	65 723,20	68 728,40	61 940,12	63 948,20	62 341,20
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	557,16	411,55	376,20	394,75	355,66	365,20	357,62
Cours de devises étrangères :								
États-Unis	1 USD	8,9880	5,4472	5,6663	5,5518	4,9918	5,1148	5,8375
Canada	1 CAD	6,5873	4,6665	4,3917	4,0673	3,6369	3,7508	4,2174
Allemagne (ex.RFA) (2)	1 DEM	3,0523	3,3694	3,4254	3,4204	3,4827	3,4006	3,3663
Belgique	1 BEF	0,1513	0,1630	0,1639	0,1660	0,1693	0,1652	0,1631
Pays-Bas	1 NLG	2,7065	2,9905	3,0493	3,0499	3,1091	3,0348	2,9911
Italie	1000 ITL	4,5269	4,5440	3,6032	3,4404	3,0666	3,3160	3,4271
Danemark	1 DKK	0,8478	0,8802	0,8739	0,8727	0,8905	0,8824	0,8836
Irlande	1 IEP	9,5050	9,0064	8,2976	8,2966	8,0012	8,1887	8,8473
Royaume-Uni	1 GBP	11,5482	9,6931	8,5064	8,4904	7,8763	7,9297	9,5586
Grèce	100 GRD	5,1619	3,4405	2,4707	2,2873	2,1537	2,1250	2,1374
Espagne	100 ESB	5,2756	5,3438	4,4620	4,1426	4,0033	4,0396	3,9881
Portugal	100 PTE	5,2279	3,8193	3,5293	3,3433	3,3272	3,3168	3,3302
Suisse	1 CHF	3,6616	3,9249	3,8363	4,0599	4,2235	4,1434	4,0230
Japon	100 JPY	3,7676	3,7704	5,1186	5,4296	5,3275	4,7044	4,8345
Communauté européenne	1 XEU	6,7956	6,9273	6,6216	6,5657	6,4499	6,4064	6,5925

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Y compris ex-RDA à partir de 1991.

TABLEAU N.02-7

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin d'année

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur

Unité : Milliard de dollars

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Allemagne	346,9	460,8	499,3	577,4	664,9	825,2
Amsterdam	134,9	182,6	224,5	286,7	375,4	468,9
Hong-kong	172,0	385,0	269,5	303,7	449,2	413,3
Londres	928,4	1 150,6	1 158,0	1 346,6	1 642,6	1 996,2
Nasdaq	618,8	791,7	793,7	1 160,0	1 511,8	1 737,5
New-York Stock Exchange	3 798,2	4 213,0	4 147,9	5 654,8	6 842,0	8 879,6
Paris	349,6	455,5	452,1	500,0	587,0 *r*	676,3
Taïwan	100,2	193,3	247,3	187,2	273,8 *r*	296,8
Tokyo	2 318,9	2 906,3	3 592,2	3 545,3	3 011,2	2 160,6
Toronto	241,9	326,6	315,1	366,3	487,0	567,6
Zurich	189,1	270,9	284,7	398,1	400,3	575,3

TABLEAU N.02-8

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Moyenne annuelle

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

Source : Société des bourses françaises

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (1)
Dow Jones Euro Stoxx	102,13	117,70	133,41	130,51	151,61	207,71	280,43
Dow Jones Euro Stoxx 50	1 028,61	1 206,01	1 363,58	1 387,59	1 657,39	2 320,95	3 068,57
Dow Jones Stoxx	101,38	116,05	130,28	130,25	153,40	210,75	272,51
Dow Jones Stoxx 50	1 024,02	1 195,19	1 321,46	1 374,40	1 642,32	2 348,21	3 109,52

(1) Moyenne de janvier 1998 à octobre 1998.

O

Commerce extérieur, balance des paiements

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Commerce extérieur de la France : échanges FAB-FAB.

Graphique. Commerce extérieur de la France : soldes FAB-FAB.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB.
2. Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde.
3. Commerce extérieur de la France par zone géo-économique.
4. Commerce extérieur de la France par pays.
5. Commerce extérieur de la France par produit.
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique.

7A. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

7B. Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de 1980).
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.
10. Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.
11. Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur.
12. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients.
13. Guadeloupe : principaux produits exportés.
14. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients.
15. Guyane : principaux produits exportés.
16. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients.
17. Martinique : principaux produits exportés.
18. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients.
19. Réunion : principaux produits exportés.
20. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients.
21. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés.
22. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients.
23. Polynésie française : principaux produits importés et exportés.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Échanges extérieurs » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, l'excédent du commerce extérieur de biens de la France (y compris les DOM) progresse de nouveau vivement. Le solde, hors matériel militaire, atteint le niveau record de 95,7 milliards de F en données CAF/FAB après 23,3 milliards de F en 1996 (cf. tableau O.05). La progression du solde va de pair avec une croissance rapide des flux, nos exportations augmentant beaucoup plus rapidement (+ 14 %) que les importations (+ 9,1 %). Le dynamisme de la demande mondiale et l'accroissement de la compétitivité des produits français dans un contexte de change favorable expliquent cette évolution.

En 1997, nos principaux partenaires connaissent une forte croissance (+ 2,9 % pour les pays de l'OCDE, après 2,6 % en 1996). Le commerce mondial progresse aussi à un rythme très élevé (+ 9,5 % en volume selon l'estimation de l'Organisation mondiale du commerce, ce qui constitue la deuxième performance depuis vingt ans). Nos exportations augmentent encore plus vite que la demande mondiale, grâce à une amélioration substantielle de la compétitivité des produits français. La hausse du dollar (+ 14 % en moyenne annuelle), de la livre (+ 20 %) et de la lire (+ 3 %) s'est traduite par une baisse du taux de change effectif du franc. La hausse modérée des prix à l'exportation (+ 1,3 % en moyenne annuelle) masque des évolutions contrastées selon la destination des produits : les prix en francs de nos produits augmentent à destination du Royaume-Uni et des États-Unis, alors qu'ils sont orientés à la baisse vers nos partenaires d'Europe continentale. L'appréciation du dollar et de la livre a également un impact au second semestre sur le prix des produits importés, en particulier pour les produits manufacturés et les produits agricoles. Les termes de l'échange (prix à l'exportation / prix à l'importation) restent stables en moyenne annuelle.

Tous les secteurs contribuent à l'amélioration du solde, à l'exception de l'énergie et des matières premières minérales.

En 1997, l'excédent agro-alimentaire s'améliore de 12,8 milliards de F, avec une vive progression des ventes de la viticulture, d'oléagineux et de viande fraîche.

Le solde énergétique enregistre une nouvelle dégradation de 6,7 milliards de F. Les prix de l'énergie importée augmentent, la hausse du dollar l'emportant sur la baisse des cours des produits pétroliers. Les exportations d'énergie électrique stagnent.

L'excédent des produits manufacturés s'accroît fortement (+ 66,6 milliards de F). La progression la plus vive concerne l'automobile, du fait de la vigueur de la demande étrangère (primes gouvernementales en Italie et en Espagne) et du recul du marché français après la fin des primes à la casse. Les ventes de biens d'équipement professionnel sont également en forte croissance, grâce aux performances des secteurs de la construction aéronautique et du matériel professionnel électronique. Les échanges extérieurs de téléphones cellulaires ont plus que doublé par rapport à 1996, dégageant à eux seuls un excédent de 4,5 milliards. Le solde des biens de consommation courante poursuit son redressement. Les exportations ont une croissance plus rapide (+ 13,8 %) que les importations (+ 10,6 %), en particulier pour les produits pharmaceutiques.

L'Union européenne reste de loin notre premier partenaire et la principale source de notre excédent. Cependant, les échanges se développent à un rythme plus rapide avec les pays tiers.

L'excédent avec les pays de l'Union européenne s'améliore de 57,6 milliards de F. La consolidation de la croissance dans les pays de l'Union et le taux de change favorable (hausse de la lire et de la livre) dynamisent les exportations, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'équipement professionnel. La progression des exportations est vive vers le Royaume-Uni (+ 21,2 %) et l'Espagne (+ 14,6 %), pays avec lesquels la France enregistre ses plus gros excédents. L'évolution est plus modérée avec la Belgique et surtout l'Allemagne (+ 4,5 %). Les importations d'origine communautaire progressent modérement (+ 5,9 %), l'automobile étant en net recul (- 14 %).

Le déficit avec les autres pays de l'OCDE reste stable, avec des flux d'échange en vive croissance. Malgré la progression de nos exportations (+ 24,8 %), les États-Unis restent notre premier déficit bilatéral. Le déficit avec le Japon s'aggrave, l'augmentation de nos exportations (+ 4 %) étant limitée par la stagnation de la demande intérieure de ce pays.

Le solde avec les pays de l'Est devient excédentaire, grâce à la forte croissance des exportations (+ 33,2 %) stiumulées par les ventes de biens d'équipement professionnel et d'automobiles.

Nos échanges avec les pays en développement rapide d'Asie représentent environ 6 % de notre commerce, à l'importation comme à l'exportation. En 1997, le solde avec ces pays redevient excédentaire, avec des exportations très dynamiques (+ 36,3 %). L'amélioration est concentrée sur les biens d'équipement professionnel, en particulier l'aéronautique. Les effets de la crise monétaire et boursière asiatique ne sont pas encore perceptibles fin 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour ce qui concerne les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations d'échanges de biens sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont

intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

À compter du 1er janvier 1988 le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises qui a été institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur a été appliqué au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à toutes sortes de demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons dans le cadre de la Communauté économique européenne il est fait usage de la Nomenclature combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ;

— en ce qui concerne les comparaisons internationales en général, c'est la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision, qui est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres), correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, ou encore le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont est issue la nomenclature combinée;

— enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entré commerce extérieur et production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont la NAP 600 (Nomenclature officielle d'activités et de produits, niveau 600) et ses regroupements NAP 40, NAP 15, et la NEC (Nomenclature d'études conjoncturelles).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (cette méthode a été rénovée et mise en place en janvier 1994), au niveau 600 pour les importations et les exportations, par zone géoécononomique dont la finesse s'est accrue depuis la rénovation : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.) sont dorénavant distingués, le Japon et les USA sont isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE est découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les agrégations successives sont calculées en NAP 100, NAP 40, NAP 15, selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données, établies au niveau de détail de la NAP 600, sont publiées sous une forme agrégée (NAP 40, NAP 15) dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation.*

Contenu des données statistiques

Deux systèmes de comptabilisation des échanges sont définis au plan mondial : le système du commerce spécial et le système du commerce général. Ils sont utilisés en France de la manière suivante :

● Le système du commerce spécial qui permet d'élaborer la balance commerciale et l'ensemble des statistiques de commerce extérieur comptabilise :

— à l'importation les marchandises qui pénètrent sur le *territoire statistique* pour y être mises à la consommation, placées sous un régime douanier de perfectionnement « actif » ou qui sont réimportées à l'issue du perfectionnement « passif »;

— à l'exportation les marchandises nationales ou nationalisées qui quittent le *territoire statistique,* les produits réexportés en suite de perfectionnement «actif» et ceux qui sont exportés pour un perfectionnement «passif».

Toutefois, une dérogation existe pour les produits pétroliers qui, pour des raisons techniques, sont comptabilisés dans la balance commerciale et les statistiques de commerce extérieur en commerce général.

● Le système du commerce général qui sert à l'établissement des statistiques de transport du commerce extérieur conduit à reprendre :

— à l'importation toutes les marchandises qui entrent sur le *territoire statistique,* y compris celles qui y sont simplement entreposées (à l'exclusion des marchandises en transit direct);

— à l'exportation toutes les marchandises quittant le *territoire statistique,* qu'il s'agisse de marchandises nationales ou nationalisées directement exportées ou de marchandises réexportées en suite des régimes de perfectionnement actif, d'admission temporaire, d'entrepôt.

La ventilation des opérations dans ces différents champs est réalisée grâce à l'information «régime» qui est reprise sur chaque déclaration en douane.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

— les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime;

— les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime;

— les livraisons à l'avitaillement;

— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports;

— le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé;

— l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal;

— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.).

Valeur et masse des marchandises

À l'importation, comme à l'exportation, les marchandises sont, en principe, prises en charge sur la base de la masse nette.

À l'importation, dans le cas de marchandises taxées ad valorem et pour lesquelles le contenant est déclaré au droit du contenu, c'est la masse nette de la marchandise qui est retenue comme base de dépouillement, le poids des emballages étant négligé.

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du commerce extérieur est une valeur franco-frontière nationale fondée :

— pour les échanges avec les pays tiers :
  — à l'importation, sur le règlement 1224/80 du Conseil des communautés européennes,
  — à l'exportation, sur l'article 36 du Code des douanes;

— pour les échanges intracommunautaires, à l'introduction comme à l'expédition, sur la base d'imposition déterminée à des fins fiscales, conformément à la sixième directive 77-388 (CEE) de juin 1977.

Spécification par tableau

● Résultats d'ensemble

Ce tableau est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

● Résultats par pays ou zone géo-économique

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

● Résultats en valeur par produit

La nomenclature utilisée est la NEC 2 (nomenclature pour les études conjoncturelles, à 12 positions). À partir de 1988, la DGDDI utilise la nouvelle table de passage dite «agrégée» entre la nomenclature douanière (NGP 9) et la nomenclature officielle de produit (NAP 600).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géo-économiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1980.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géo-économique au niveau NAP 600, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

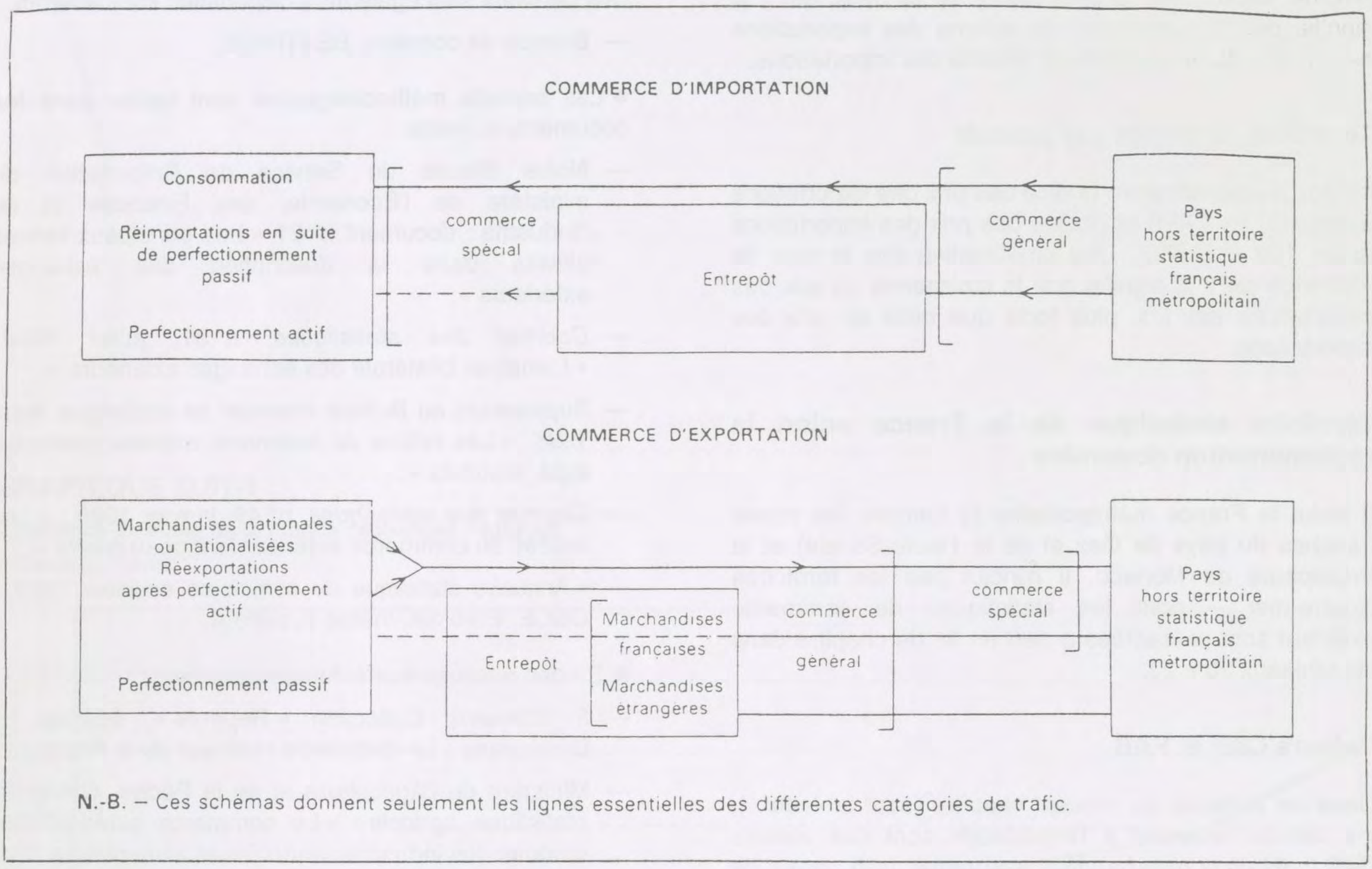
Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 8 à 11 sont issus des comptes nationaux trimestriels à prix constants 1980. Ces nouvelles séries sont calées sur les comptes nationaux annuels jusqu'en 1990. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision.



N.-B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

3. DÉFINITIONS

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taïwan, Hong-Kong.

OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Union européenne

France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Portugal, Suède, Finlande, Autriche.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF aux prix de 1980 à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de 1980).

Taux de croissance année par année des parts de marché des produits manufacturés français par zone

Il s'agit de l'évolution, année par année, du volume de nos exportations vers la zone rapporté à la demande en volume de la zone (prix de 1980). Cette demande est représentée par les importations de produits manufacturés d'un groupe de pays représentatifs de la zone.

Taux de croissance en volume et indice de prix par zone géographique

Les taux de croissance en volume représentent l'évolution année par année du volume des échanges au prix de 1980.

Ces taux et indices sont modifiés pour être cohérents avec la comptabilité nationale aux prix de 1980.

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB aux prix de 1980 et le volume des importations CAF aux

prix de 1980. Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1% plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1980) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1980). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et la Principauté de Monaco. Il n'inclut pas les territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre dans les tableaux 20 à 23.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exportation la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Publications :

● Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Citons les brochures suivantes :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NC8 et par pays*

— *Annuaire abrégé.*

Ces résultats sont également disponibles sur Cédérom.

— Banque de données, BÉATRICE.

● Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs »;

— *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs »;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats »;

— *Courrier des statistiques,* n° 49, janvier 1989 : « Les indices du commerce extérieur font peau neuve »;

— '« Annuaire statistique du commerce extérieur 1989 ». OSCE. Eurostat, thème 6, série A.

● Études relatives aux échanges extérieurs :

— F. Milewski. Collection « Repères », éditions La Découverte : *Le commerce extérieur de la France*;

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, *Cahier de statistique agricole* : « Le commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires dans l'UE »;

— *Économie et statistique,* n^{os} 217-218, janvier-février 1989 : « La France dans la perspective du grand marché européen »;

— *Économie et statistique,* n° 227, décembre 1989 : « L'image des produits français de grande consommation à l'étranger »;

— *Économie et statistique,* n° 228, janvier 1990 : « Le rôle de l'offre dans la dégradation du commerce extérieur français »;

— *Économie et statistique,* n° 253, avril 1992, « Les performances extérieures de la France et de l'Allemagne : le rôle de l'investissement », « Le commerce extérieur de la Communauté européenne »;

— *Économie et statistique,* n° 279-280, septembre-octobre, 1994, « Ouvertures à l'Est et au Sud ».

— « Un demi-siècle d'échanges extérieurs », *INSEE-Première,* n° 495, novembre 1996.

— « Les échanges extérieurs de la France en 1996 », *INSEE-Première,* n° 524, juin 1997.

— « Le Commerce extérieur agro-alimentaire de la France et de l'Union européenne », *INSEE-Première,* n° 540, septembre 1997.

— « Le commerce extérieur avec les pays d'Asie touchés par la crise », *INSEE-Première,* n° 583, mai 1998.

— « Les échanges extérieurs de la France en 1997 », *INSEE-Première,* n° 589, juin 1998.

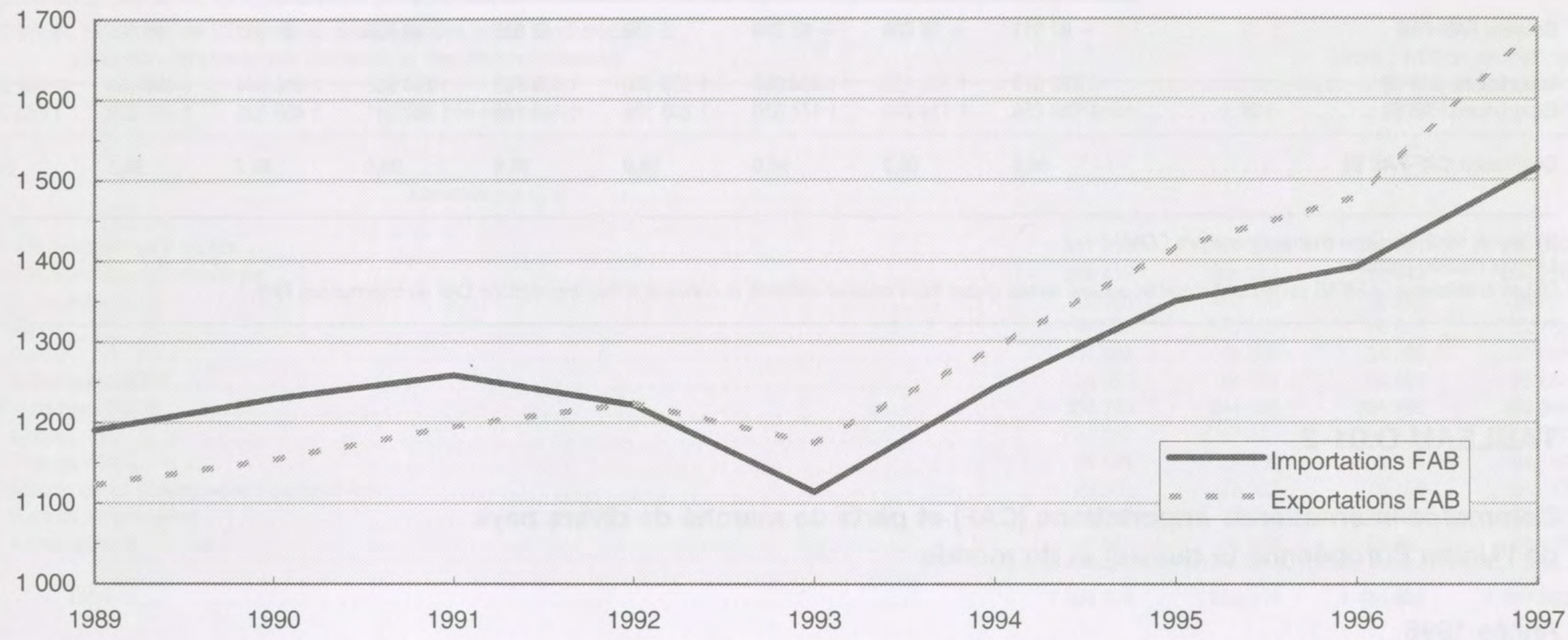
— « Le commerce extérieur industriel de la France, 1980-1996 », *Synthèses,* n^{os} 12-13, INSEE, novembre 1997.

*
* *

GRAPHIQUE O.01-1

Commerce extérieur de la France : échanges FAB/FAB

Milliards de Francs

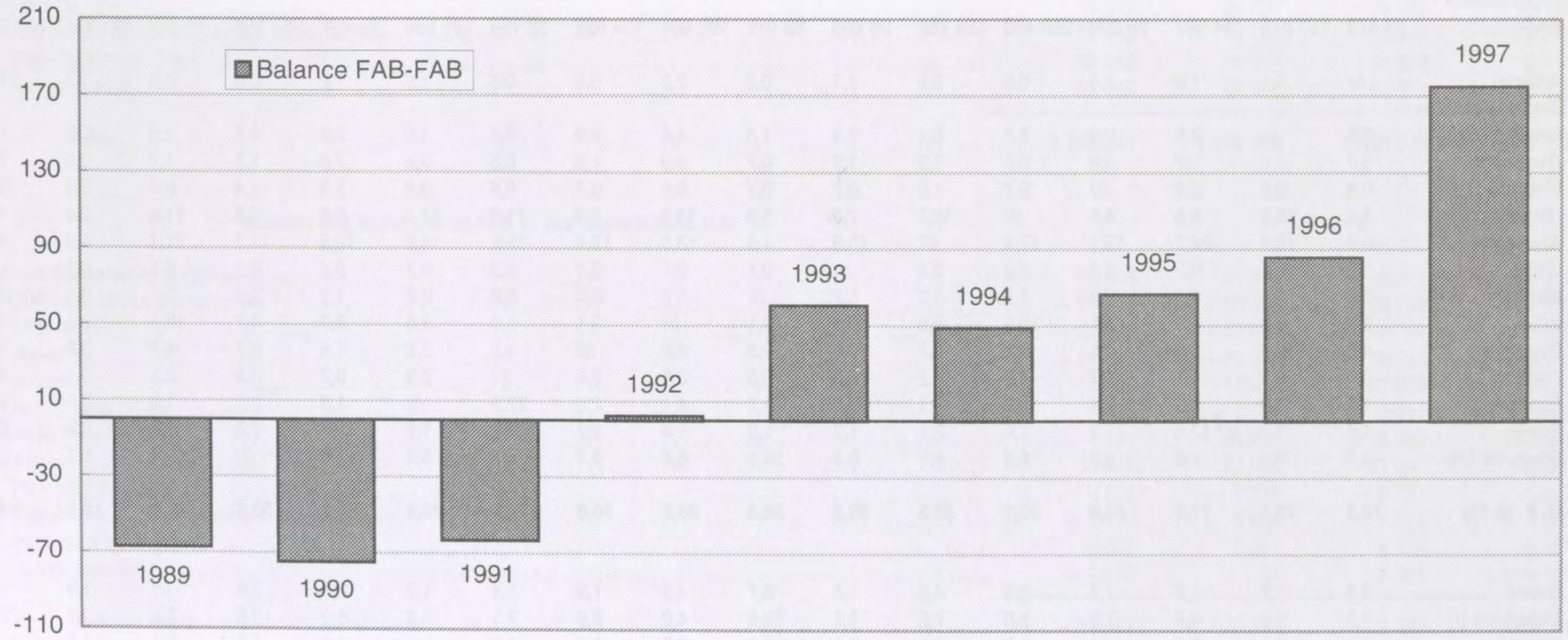


Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Douanes et des Droits indirects)

GRAPHIQUE O.01-2

Commerce extérieur de la France : soldes FAB/FAB

Milliards de Francs



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Douanes et des Droits indirects)

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB

France entière (1)

Y compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Importations FAB	1 190 295	1 229 215	1 258 338	1 221 531	1 114 163	1 243 699	1 350 092	1 392 380	1 515 137
Exportations FAB	1 122 984	1 154 209	1 195 029	1 224 019	1 174 702	1 292 419	1 416 439	1 478 075	1 689 991
Balance FAB-FAB	**– 67 311**	**– 75 006**	**– 63 309**	**2 488**	**60 539**	**48 720**	**66 347**	**85 695**	**174 854**
Importations CAF (2)	1 222 010	1 273 459	1 304 688	1 270 486	1 158 865	1 296 508	1 399 744	1 436 689	1 567 983
Exportations FAB (2)	1 082 258	1 119 249	1 174 520	1 203 195	1 160 165	1 282 041	1 409 505	1 460 010	1 663 727
Coefficient CAF-FAB (3)	**96,5**	**96,3**	**96,0**	**96,0**	**95,8**	**95,8**	**96,7**	**96,7**	**96,7**

(1) Depuis 1988, nouveau champ : y compris DOM.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union Européenne (à quinze) et du monde

Année 1996

Source : Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) — *Unité* : Million de dollars

Pays importateurs / Pays exportateurs	Autriche	Belgique Luxembourg	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Irlande	Italie	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Suède	Royaume Uni	Suisse	États-Unis	Japon
	Part de marché de chaque pays exportateur (en %) dans les importations de																
Importations CAF	67 573	157 915	44 981	30 690	280 493	458 752	26 605	35 012	192 964	133 922	35 185	121 866	64 425	287 168	78 207	791 315	349 162
Autriche	///	0,6	1,0	1,1	0,8	3,9	1,1	0,2	2,3	0,8	0,6	1,0	1,2	0,6	4,0	0,3	0,3
Belgique et Luxembourg (UEBL)	2,5	///	3,5	2,9	8,5	6,4	3,4	1,3	4,8	9,9	3,3	3,5	3,8	4,7	3,5	0,9	0,7
Danemark	0,7	0,6	///	3,5	0,9	1,9	1,3	0,7	0,9	1,0	0,8	0,8	7,8	1,3	1,1	0,3	0,5
Finlande	0,6	0,6	2,8	///	0,7	1,0	0,7	0,7	0,5	0,7	0,5	0,8	5,8	1,4	0,6	0,3	0,3
France	**4,5**	**15,3**	**5,5**	**4,5**	**///**	**10,7**	**7,8**	**3,8**	**13,5**	**6,6**	**11,2**	**17,8**	**5,8**	**9,6**	**11,6**	**2,4**	**1,8**
Allemagne	46,9	19,9	22,7	15,1	17,4	///	13,9	7,3	18,5	19,4	15,5	14,8	19,5	14,7	31,4	4,9	4,1
Grèce	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2	0,4	///	0,1	0,7	0,1	0,2	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1	–
Irlande	0,4	1,5	1,2	0,8	1,4	1,2	0,8	///	1,0	0,9	0,6	0,9	1,2	3,9	1,1	0,6	0,6
Italie	8,3	4,2	4,5	4,1	10,2	8,5	16,5	2,1	///	3,1	8,4	9,5	3,3	4,7	10,7	2,3	1,9
Pays-Bas	4,6	18,6	7,4	3,5	5,2	8,8	6,0	2,9	6,0	///	4,5	3,9	7,8	6,7	4,7	0,8	0,6
Portugal	0,3	0,5	1,1	0,7	1,2	1,2	0,4	0,3	0,5	0,5	///	2,9	0,7	0,8	0,5	0,1	0,1
Espagne	1,1	1,8	1,3	1,4	6,9	3,3	3,2	1,2	4,1	2,0	22,7	///	1,3	2,7	1,6	0,5	0,4
Suède	1,4	2,6	12,3	11,9	1,4	2,1	1,2	1,2	1,4	2,7	1,2	1,5	///	2,6	1,6	0,9	0,8
Royaume-Uni	2,7	9,1	7,6	8,8	8,3	6,9	6,3	34,8	6,6	9,1	6,7	8,3	10,6	///	6,4	3,7	2,1
U. E. (à 15)	**74,2**	**75,4**	**71,1**	**58,6**	**63,1**	**56,3**	**62,6**	**56,6**	**60,8**	**56,8**	**76,2**	**66,1**	**69,0**	**53,9**	**78,9**	**18,1**	**14,2**
Suisse	3,8	1,3	1,6	1,7	2,5	4,0	1,8	0,7	4,3	1,3	1,4	1,3	2,0	2,9	///	1,0	1,0
États-Unis (1)	3,3	6,2	4,8	7,3	8,0	7,2	3,5	15,8	4,9	9,9	3,1	6,3	6,0	12,5	7,2	///	22,9
Japon	1,5	2,4	3,2	5,1	3,2	5,0	3,4	5,5	0,6	4,3	2,2	2,8	2,4	4,9	2,7	14,6	///

(1) Chiffres FAB pour les importations des États-Unis.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique

France entière (1)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
(Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unité : Million de francs

Zone géo-économique	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Importations CAF				
Union Européenne à quinze	**811 953**	**895 722**	**906 351**	**960 060**
OCDE hors Union Européenne	**249 812**	**259 084**	**265 543**	**308 279**
États-Unis	113 185	110 750	115 235	136 482
Japon	47 760	48 877	46 223	52 185
Suisse	31 886	35 399	34 999	36 928
Autres pays OCDE	56 981	64 058	69 086	82 684
Monde hors OCDE	**234 743**	**244 938**	**264 795**	**299 644**
Afrique	57 887	57 415	61 633	67 320
Pays de l'Est	26 541	29 109	33 418	34 152
Économies en développement rapide d'Asie	63 900	70 232	79 154	94 327
Pays du Moyen-Orient	29 754	28 759	30 600	33 753
Autres pays (2)	56 661	59 423	59 990	70 092
Total	**1 296 508**	**1 399 744**	**1 436 689**	**1 567 983**
Exportations FAB				
Union Européenne à quinze	**824 438**	**907 696**	**933 038**	**1 044 375**
OCDE hors Union Européenne	**223 041**	**228 189**	**245 284**	**289 444**
États-Unis	90 922	83 746	88 528	110 510
Japon	25 450	27 961	27 437	28 540
Suisse	48 831	55 038	56 622	58 084
Autres pays OCDE	57 838	61 444	72 697	92 310
Monde hors OCDE	**234 562**	**273 620**	**281 688**	**329 908**
Afrique	70 936	80 423	82 914	87 946
Pays de l'Est	17 518	20 894	26 831	35 749
Économies en développement rapide d'Asie	57 730	76 733	72 463	98 747
Pays du Moyen-Orient	36 262	36 110	34 929	42 114
Autres pays (2)	52 116	59 460	64 551	65 352
Total	**1 282 041**	**1 409 505**	**1 460 010**	**1 663 727**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Union Européenne à quinze	**12 485**	**11 974**	**26 687**	**84 315**
OCDE hors Union Européenne	**– 26 771**	**– 30 895**	**– 20 259**	**– 18 835**
États-Unis	– 22 263	– 27 004	– 26 707	– 25 972
Japon	– 22 310	– 20 916	– 18 786	– 23 645
Suisse	16 945	19 639	21 623	21 156
Autres pays OCDE	857	– 2 614	3 611	9 626
Monde hors OCDE	**– 181**	**28 682**	**16 893**	**30 264**
Afrique	13 049	23 008	21 281	20 626
Pays de l'Est	– 9 023	– 8 215	– 6 587	1 597
Économies en développement rapide d'Asie	– 6 170	6 501	– 6 691	4 420
Pays du Moyen-Orient	6 508	7 351	4 329	8 361
Autres pays (2)	– 4 545	37	4 561	– 4 740
Balance totale	**– 14 467**	**9 761**	**23 321**	**95 744**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) Y compris TOM.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**903 650**	**919 980**	**997 292**	**1 018 227**	**1 020 151**	**1 061 949**	**1 085 904**	**1 195 012**
dont : Belgique et Luxembourg	119 488	114 986	124 936	122 868	121 416	125 110	125 885	134 205
Pays-Bas	66 204	60 654	76 293	67 232	74 869	67 365	79 001	77 969
Allemagne (3)	230 263	223 241	259 197	251 849	249 540	252 817	259 973	264 305
Italie	131 556	122 192	141 238	137 632	147 032	135 937	153 400	154 157
Royaume-Uni	103 176	128 940	111 223	132 286	119 888	138 569	132 822	167 967
Irlande	15 569	8 000	17 822	7 255	19 989	7 480	24 036	10 759
Danemark	11 528	11 490	12 367	12 801	12 602	13 311	13 256	14 633
Grèce	2 863	9 366	3 116	10 856	3 068	11 749	2 672	14 249
Portugal	14 820	19 487	15 811	20 076	16 704	20 262	17 858	23 481
Espagne	78 694	92 596	90 689	103 988	99 242	116 406	104 230	133 393
Norvège	17 364	5 425	19 048	5 789	23 775	6 209	28 407	9 293
Suède	17 230	14 850	20 655	18 459	20 263	20 978	22 680	24 233
Finlande	9 153	4 520	10 719	5 693	9 910	6 836	11 801	7 657
Autriche	11 411	14 115	11 656	16 701	11 828	16 218	12 446	17 367
Suisse	31 886	48 831	35 399	55 038	34 999	56 622	36 928	58 084
Andorre	83	1 731	82	1 733	87	1 648	117	1 740
Malte	869	984	905	1 213	1 088	2 086	1 271	2 384
Turquie	5 185	7 657	5 750	9 150	6 084	13 080	7 597	16 699
Pologne	4 543	5 316	5 140	7 022	6 650	10 537	7 331	13 589
République Tchèque	1 931	3 779	2 382	4 854	2 944	6 432	3 941	6 986
Slovaquie	708	709	935	1 196	1 130	1 821	1 393	2 222
Hongrie	2 268	2 839	2 645	3 173	3 497	3 734	4 892	5 394
Roumanie	1 836	1 921	2 293	2 415	2 633	2 812	3 025	3 586
Bulgarie	869	792	947	889	851	855	1 088	964
Russie	15 598	6 710	17 449	8 350	20 656	10 247	20 355	14 788
Slovénie	3 621	3 511	3 848	3 664	4 230	4 568	3 273	5 812
Croatie	649	715	593	904	490	974	534	1 272
Macédoine	307	286	310	297	98	314	88	263
AFRIQUE	**57 887**	**70 936**	**57 415**	**80 423**	**61 633**	**82 914**	**67 320**	**87 946**
dont : Maroc	11 888	12 039	12 969	12 918	13 150	12 267	14 343	14 222
Algérie	8 285	13 356	7 539	14 236	8 806	12 591	12 641	13 359
Tunisie	6 688	9 851	7 270	9 816	7 751	9 566	8 626	11 674
Libye	2 340	1 408	1 569	1 434	2 316	1 629	2 808	2 080
Égypte	1 301	4 764	1 262	5 927	1 237	7 280	1 391	8 346
Soudan	167	323	145	385	109	360	168	393
Mauritanie	403	762	404	688	402	942	507	845
Mali	46	530	38	866	28	1 010	46	1 062
Burkina Faso	142	474	150	674	106	801	126	908
Niger	469	470	689	473	55	452	114	499
Sénégal	1 035	2 002	982	2 302	929	2 775	876	2 743
Guinée	199	764	250	817	400	851	284	968
Libéria	7	153	144	1 781	44	1 683	669	370
Côte-d'Ivoire	3 619	2 945	4 585	4 679	4 161	4 099	4 520	4 587
Ghana	524	370	688	408	714	589	751	860
Togo	95	426	125	564	49	527	100	707
Bénin (Dahomey)	25	659	29	956	29	866	28	1 018
Nigéria	6 032	2 536	3 892	2 096	7 108	2 592	4 146	2 674
Cameroun	2 548	1 682	2 789	2 161	2 077	2 086	1 954	2 553
République Centrafricaine	47	287	76	297	26	253	49	276
Gabon	2 254	1 632	1 721	1 852	1 281	2 009	1 599	2 351
Congo	394	997	494	1 233	539	4 873	367	1 017
Zaïre	193	172	209	241	146	261	123	227
Angola	676	758	446	1 913	739	793	1 058	691
Éthiopie	93	307	117	296	103	285	178	193
Djibouti	4	286	3	251	3	257	12	307
Kenya	409	485	414	640	384	765	480	682
Madagascar	1 272	1 085	1 445	1 176	1 612	1 273	1 611	1 434
Ile Maurice	1 783	2 568	1 809	1 775	1 933	1 868	1 939	2 166
Zambie	273	66	281	122	152	78	472	65
Zimbabwe	201	246	191	306	160	349	213	343
Afrique du Sud (République d')	3 269	4 584	3 539	5 026	3 982	4 564	4 021	5 891

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**149 062**	**130 754**	**149 730**	**121 814**	**151 778**	**129 305**	**177 889**	**164 160**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	113 185	90 922	110 750	83 746	115 235	88 528	136 482	110 510
Canada	8 990	9 082	10 517	9 375	9 260	9 815	9 975	13 875
Mexique	3 024	7 528	2 557	4 479	2 594	4 366	2 979	6 317
Panama	60	570	659	604	782	1 090	165	1 031
Cuba	251	739	289	740	257	985	284	1 296
Bahamas	195	213	229	243	574	306	242	148
Jamaïque	453	126	407	179	506	362	401	764
Trinidad et Tobago	829	73	1 180	94	738	95	1 060	116
Colombie	1 343	1 470	1 559	1 578	1 650	1 366	1 850	2 670
Vénézuela	647	1 603	667	1 539	1 044	1 413	1 286	1 909
Équateur	730	325	738	770	713	264	819	578
Pérou	734	428	756	614	815	585	850	778
Brésil	10 806	5 362	10 296	7 049	9 414	7 731	11 545	9 265
Chili	3 085	1 961	3 693	1 999	2 987	2 603	3 513	2 773
Uruguay	208	1 390	189	683	200	824	225	998
Argentine	2 077	5 987	2 504	5 105	2 534	6 441	2 774	7 425
ASIE	**160 710**	**141 188**	**170 165**	**161 818**	**177 846**	**159 553**	**206 701**	**191 819**
dont : Chypre	108	832	299	837	296	786	118	938
Liban	188	2 842	189	3 091	209	3 335	215	4 769
Syrie	2 025	1 456	2 099	1 026	2 203	1 368	2 996	1 232
Iran	5 741	4 515	6 932	2 822	6 601	3 444	5 414	4 302
Israël	3 864	5 598	4 492	5 630	4 320	5 896	4 432	6 137
Jordanie	17	1 119	25	1 068	39	1 458	34	921
Arabie saoudite	15 655	7 303	12 943	6 630	14 877	7 228	15 399	8 671
Koweit	536	2 353	736	3 806	680	1 453	756	1 586
Qatar	21	712	1	1 145	3	1 384	36	2 943
Émirats arabes unis (4)	534	4 756	441	6 412	364	5 452	371	6 089
Oman	84	3 469	34	2 429	249	1 309	35	796
Yémen (5)	484	609	28	696	160	1 228	329	2 230
Pakistan	1 950	2 653	1 890	1 547	1 766	1 606	1 778	1 653
Inde	5 103	4 459	5 807	5 262	5 870	5 491	6 430	5 024
Bangladesh	1 249	412	1 354	596	1 593	1 285	2 057	572
Sri Lanka	798	1 502	675	769	841	228	883	405
Thaïlande	6 607	4 995	6 995	8 535	7 711	5 021	8 367	5 548
Viêt-Nam	1 283	1 573	1 556	1 604	1 921	3 834	2 845	2 547
Indonésie	4 554	4 169	4 623	5 174	5 255	6 516	6 085	8 689
Malaysia (6)	6 162	5 904	7 554	11 896	7 737	6 830	8 404	7 301
Bruneï	6	892	12	500	6	879	16	194
Singapour	8 677	8 004	9 601	8 979	11 523	12 871	13 442	15 384
Philippines	1 525	1 876	1 657	1 832	1 632	2 513	1 881	10 403
Chine	23 047	11 987	26 499	13 186	31 119	12 406	38 855	20 026
Corée du Sud	7 642	9 410	9 752	9 813	8 505	10 102	10 601	11 157
Japon	47 760	25 540	48 877	27 961	46 223	27 437	52 185	28 540
Taïwan	10 052	7 848	10 050	8 394	10 872	8 305	13 308	14 216
Hong-Kong	3 276	12 946	3 253	18 737	3 304	18 001	3 985	17 181
Macao	937	50	843	46	865	557	1 063	87
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**5 875**	**10 481**	**6 340**	**11 638**	**5 989**	**12 510**	**7 273**	**14 337**
dont : Australie	4 218	5 803	4 496	6 279	3 937	7 167	4 954	7 662
Nouvelle-Zélande	1 094	795	1 125	1 222	1 164	974	1 303	997
Nouvelle-Calédonie	495	1 966	655	2 075	828	2 097	840	2 380
Polynésie française	23	1 659	27	1 724	26	1 928	123	2 107
DIVERS (7)	**19 324**	**8 702**	**18 802**	**15 585**	**19 292**	**13 779**	**22 896**	**10 453**
Monde	**1 296 508**	**1 282 041**	**1 399 744**	**1 409 505**	**1 436 689**	**1 460 010**	**1 567 983**	**1 663 727**

(1) Y compris DOM.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(3) Y compris ex-RDA .
(4) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(5) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
(6) La Malaysia comprend la Malaysia orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaysia occidentale (la péninsule Malaise).
(7) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit (1)

France entière (2)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

Produit	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	54 046	55 729	54 930	57 881
Produits des industries agricoles et alimentaires	103 678	108 302	108 872	114 705
Produits énergétiques	98 031	93 803	115 798	126 176
Matières premières minérales	6 922	7 327	7 022	8 087
Métaux et produits du travail des métaux	112 824	131 204	121 523	133 222
Produits chimiques et demi-produits divers	204 693	231 465	225 678	247 621
Biens d'équipement professionnel	313 429	342 554	363 101	422 034
Électroménager ; électronique grand public	33 008	34 971	33 278	35 066
Équipement auto des ménages	80 086	82 986	93 224	80 985
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	69 447	78 331	75 425	78 599
Bien de consommation courante	215 891	227 253	233 520	258 265
Divers	4 453	5 819	4 318	5 342
Total	**1 296 508**	**1 399 744**	**1 436 689**	**1 567 983**
Exportations FAB				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	72 383	76 252	79 706	87 590
Produits des industries agricoles et alimentaires	126 039	134 527	135 673	149 483
Produits énergétiques	30 957	33 127	36 781	40 452
Matières premières minérales	1 543	1 563	1 544	1 493
Métaux et produits du travail des métaux	107 844	122 729	122 030	134 444
Produits chimiques et demi-produits divers	197 867	223 376	223 869	250 463
Biens d'équipement professionnel	340 409	391 387	410 955	486 441
Électroménager ; électronique grand public	23 324	25 500	26 702	29 366
Équipement auto des ménages	83 600	81 533	90 194	111 571
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	92 540	99 997	102 676	111 112
Bien de consommation courante	198 343	211 362	223 077	253 829
Divers	7 192	8 152	6 803	7 483
Total	**1 282 041**	**1 409 505**	**1 460 010**	**1 663 727**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	18 337	20 523	24 776	29 709
Produits des industries agricoles et alimentaires	22 361	26 225	26 801	34 778
Produits énergétiques	– 67 074	– 60 676	– 79 017	– 85 724
Matières premières minérales	– 5 379	– 5 764	– 5 478	– 6 594
Métaux et produits du travail des métaux	– 4 980	– 8 475	507	1 222
Produits chimiques et demi-produits divers	– 6 826	– 8 089	– 1 809	2 842
Biens d'équipement professionnel	26 980	48 833	47 854	64 407
Électroménager ; électronique grand public	– 9 684	– 9 471	– 6 576	– 5 700
Équipement auto des ménages	3 514	– 1 453	– 3 030	30 586
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	23 093	21 666	27 251	32 513
Biens de consommation courante	– 17 548	– 15 891	– 10 443	– 4 436
Divers	2 739	2 333	2 485	2 141
Balance totale	**– 14 467**	**9 761**	**23 321**	**95 744**

(1) Du fait des arrondis, les lignes «Total» ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque produit.
(2) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique

France entière (1)

Année 1997 (non compris matériel militaire)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million de francs

Produit	Zones géo-économiques										**Total**
	Union Européenne à quinze	OCDE hors Union Européenne				Monde hors OCDE					
		États-Unis	Japon	Suisse	Autres OCDE	Afrique	Pays de l'Est	Économies en développement rapide d'Asie	Pays du Moyen-Orient	Autres pays	
Importations CAF											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	28 699	2 517	14	96	4 611	9 524	1 279	2 237	1 200	7 704	**57 881**
Produits des industries agricoles et alimentaires	87 575	2 388	33	1 267	4 895	4 862	895	2 964	537	9 289	**114 705**
Produits énergétiques	31 813	2 147	43	350	23 608	22 481	15 423	840	27 159	2 312	**126 176**
Matières premières minérales	2 621	128	4	61	1 732	1 746	29	103	100	1 563	**8 087**
Métaux et produits du travail des métaux	95 928	6 020	1 494	3 477	5 851	3 293	5 207	3 197	218	8 537	**133 222**
Produits chimiques et demi-produits divers	185 450	19 470	4 786	11 426	7 468	2 330	2 519	7 592	1 453	5 127	**247 621**
Biens d'équipement professionnel	217 015	85 976	28 581	11 843	16 778	4 711	1 386	39 884	1 647	14 213	**422 034**
Électroménager, électronique grand public	20 678	1 132	3 305	223	2 923	58	448	5 999	43	257	**35 066**
Équipement automobile des ménages	69 074	535	5 936	16	2 116	11	1 373	437	3	1 484	**80 985**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	69 446	1 912	2 269	452	1 506	264	526	980	28	1 216	**78 599**
Biens de consommation courante	147 623	14 172	5 715	7 569	10 900	17 858	4 843	30 064	1 327	18 194	**258 265**
Divers	4 138	85	5	148	296	182	224	30	38	196	**5 342**
Total	**960 060**	**136 482**	**52 185**	**36 928**	**82 684**	**67 320**	**34 152**	**94 327**	**33 753**	**70 092**	**1 567 983**
Exportations FAB											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	66 517	3 235	1 675	2 552	2 485	4 829	649	2 262	1 944	1 442	**87 590**
Produits des industries agricoles et alimentaires	104 051	6 622	3 475	2 949	4 768	8 279	5 480	5 053	5 716	3 090	**149 483**
Produits énergétiques	24 641	1 326	63	8 205	1 236	1 938	326	255	971	1 491	**40 452**
Matières premières minérales	1 135	24	7	110	63	66	2	51	16	19	**1 493**
Métaux et produits du travail des métaux	91 664	9 422	2 631	3 894	7 768	6 093	1 738	3 879	2 979	4 376	**134 444**
Produits chimiques et demi-produits divers	172 758	15 807	4 184	10 107	13 706	9 208	3 956	8 731	4 424	7 582	**250 463**
Biens d'équipement professionnel	233 790	51 972	5 826	11 565	35 749	28 692	8 865	63 617	15 173	31 192	**486 441**
Électroménager, électronique grand public	21 777	676	112	548	1 406	650	2 273	691	839	394	**29 366**
Équipement automobile des ménages	93 335	52	442	3 056	4 345	3 103	2 048	1 204	1 558	2 428	**111 571**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	83 863	5 656	391	872	5 111	5 430	2 440	2 184	831	4 334	**111 112**
Biens de consommation courante	144 241	15 519	9 703	14 024	15 593	19 451	7 964	10 722	7 658	8 954	**253 829**
Divers	6 603	199	31	202	80	207	8	98	5	50	**7 483**
Total	**1 044 375**	**110 510**	**28 540**	**58 084**	**92 310**	**87 946**	**35 749**	**98 747**	**42 114**	**65 352**	**1 663 727**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1994	1995	1996	1997
IMPORTATIONS					
Total (3)		**163,7**	**172,8**	**177,8**	**193,8**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	193,7	209,0	214,2	238,2
NIVEAU 15 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	160,1	153,7	158,8	160,5
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	202,5	210,1	205,4	213,9
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	91,5	89,7	96,5	100,2
Biens intermédiaires	U 04	182,4	197,4	197,1	219,8
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	208,2	229,7	249,8	289,0
Électroménager	U 05 B (3)	223,6	250,1	195,8	205,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	189,0	199,2	207,4	200,4
Biens de consommation courante	U 06	196,6	203,6	207,1	231,3
NIVEAU 40 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	160,1	153,7	158,8	160,5
Viandes et produits laitiers	T 02	183,3	187,8	164,3	165,6
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	213,8	223,3	229,7	242,2
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	40,7	40,8	46,1	46,3
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	95,3	93,2	100,3	104,0
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	137,3	149,6	139,7	161,6
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	150,9	174,3	173,1	189,8
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	113,1	117,3	112,9	123,0
Produits de l'industrie du verre	T 10	194,0	208,3	204,3	233,2
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	226,7	238,6	244,6	271,0
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	272,8	302,3	307,5	347,0
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	176,7	188,8	189,3	200,6
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	150,2	166,2	173,1	182,8
Matériel électrique	T 15 A (3)	263,5	294,0	327,5	372,6
Électroménager	T 15 B (3)	223,6	250,1	195,8	205,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	189,0	199,2	207,4	200,4
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	319,8	341,1	384,1	571,3
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	212,5	213,1	219,9	245,1
Cuirs et chaussures	T 19	191,6	197,6	198,3	226,3
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	137,5	142,0	142,5	159,1
Papier, carton	T 21	203,4	213,1	204,1	235,5
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	203,5	218,5	216,2	228,4
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	243,4	265,8	275,8	309,0

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7A (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1994	1995	1996	1997
EXPORTATIONS					
Total (3)		**170,2**	**183,6**	**191,1**	**212,4**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	169,7	185,0	192,8	216,0
NIVEAU 15 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	203,4	212,5	214,8	234,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	201,7	212,8	212,5	224,0
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	102,2	106,0	130,6	145,0
Biens intermédiaires	U 04	177,2	194,2	201,0	221,1
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	170,5	193,7	204,5	237,6
Électroménager	U 05 B (3)	290,6	330,7	275,6	280,6
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	131,7	135,7	145,4	163,7
Biens de consommation courante	U 06	178,9	188,0	196,8	215,2
NIVEAU 40 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	203,4	212,5	214,8	234,2
Viandes et produits laitiers	T 02	214,2	220,5	215,8	225,4
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	194,4	208,4	210,6	223,2
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	74,9	61,4	53,8	48,2
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	79,4	71,9	99,5	118,1
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	126,7	135,2	132,3	153,8
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	169,5	198,0	213,5	202,9
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	145,3	155,8	163,5	173,3
Produits de l'industrie du verre	T 10	155,1	164,3	171,7	194,9
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	222,5	242,1	251,0	277,4
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	206,3	227,5	242,5	269,6
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	131,2	148,3	153,5	166,0
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	116,4	132,1	141,2	147,9
Matériel électrique	T 15 A (3)	247,9	295,4	334,2	400,2
Électroménager	T 15 B (3)	290,6	330,7	275,6	280,6
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	131,7	135,7	145,4	163,7
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	154,0	172,0	137,3	177,0
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	172,4	177,3	183,4	200,5
Cuirs et chaussures	T 19	148,2	148,9	151,8	160,2
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	161,2	166,0	175,9	193,3
Papier, carton	T 21	298,1	306,1	297,0	343,1
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	183,9	191,9	193,0	195,5
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	176,9	201,3	214,6	242,1

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996	1997
IMPORTATIONS						
Total (3)		**134,3**	**137,4**	**140,2**	**140,6**	**142,8**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	149,1	153,0	155,3	154,9	155,1
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	115,7	122,7	130,0	123,6	129,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	134,7	134,5	135,2	137,3	141,3
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	75,5	70,2	69,0	78,5	83,4
Biens intermédiaires	U 04	125,3	129,4	137,2	132,4	131,1
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	154,7	160,8	158,1	158,4	162,7
Électroménager	U 05 B (3)	136,5	137,5	129,3	133,8	135,3
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	219,5	220,4	225,4	226,6	225,1
Biens de consommation courante	U 06	153,1	153,4	154,7	156,4	158,2
NIVEAU 40 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	115,7	122,7	130,0	123,6	129,6
Viandes et produits laitiers	T 02	134,7	133,9	132,1	135,7	140,3
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	134,8	134,8	136,7	138,0	141,7
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	127,4	132,6	122,7	121,6	130,3
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	73,3	68,0	67,0	76,8	81,7
Électricité, gaz, eau et chauffage urbain	T 06	160,6	152,1	175,1	193,7	188,1
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	122,0	124,5	135,3	125,8	122,5
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	89,6	101,1	109,1	103,1	106,4
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	147,5	147,8	147,0	150,0	151,1
Produits de l'industrie du verre	T 10	165,9	164,8	168,1	167,8	162,8
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	120,7	124,8	132,1	127,7	127,0
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	168,5	169,4	171,7	174,1	174,6
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	164,7	167,4	169,7	171,1	173,1
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	151,2	156,3	159,2	164,2	166,7
Matériel électrique	T 15 A (3)	160,8	165,2	167,6	166,8	175,8
Électroménager	T 15 B (3)	136,5	137,5	129,3	133,8	135,3
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	219,5	220,4	225,4	226,6	225,1
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	146,5	159,7	124,2	116,6	121,0
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	141,6	142,2	143,5	144,7	147,2
Cuirs et chaussures	T 19	158,6	161,0	159,8	163,5	165,9
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	155,3	155,1	150,9	152,4	154,6
Papier, carton	T 21	136,5	137,3	157,9	149,3	142,0
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	171,3	165,4	175,1	176,1	175,7
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	142,7	140,5	142,5	138,9	136,7

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série « année 1993 » a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7B (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996	1997
EXPORTATIONS						
Total (3)		**156,3**	**160,2**	**163,1**	**162,7**	**164,8**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	163,7	166,7	169,1	168,6	170,9
NIVEAU 15 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	125,1	126,4	127,5	131,1	131,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	137,3	142,5	144,0	145,9	147,8
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	135,7	137,6	143,4	130,4	128,7
Biens intermédiaires	U 04	132,2	135,1	139,8	135,5	135,9
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	184,6	184,4	184,7	185,9	189,3
Électroménager	U 05 B (3)	153,5	151,0	148,8	155,0	155,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	203,8	213,2	214,5	213,1	,214,7
Biens de consommation courante	U 06	165,3	171,4	173,6	174,3	176,8
NIVEAU 40 B						
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	125,1	126,4	127,5	131,1	131,7
Viandes et produits laitiers	T 02	139,2	139,5	139,6	141,2	142,5
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	136,1	144,5	146,8	148,7	150,9
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	153,8	156,8	171,8	160,6	148,8
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	87,7	84,7	88,4	85,3	88,5
Électricité, gaz, eau et chauffage urbain	T 06	269,2	261,6	269,3	267,5	259,0
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	120,9	122,8	130,4	126,5	124,3
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	113,6	116,4	119,1	112,1	123,0
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	170,5	168,9	165,2	162,7	157,4
Produits de l'industrie du verre	T 10	173,8	173,6	172,4	169,2	164,8
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	116,7	119,6	125,4	120,1	122,4
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	201,0	208,6	207,8	212,0	218,4
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	176,2	176,3	174,0	177,7	176,6
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	192,4	197,6	196,3	195,5	202,3
Matériel électrique	T 15 A (3)	153,5	153,6	152,3	153,2	155,2
Électroménager	T 15 B (3)	153,5	151,0	148,8	155,0	155,4
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	203,8	213,2	214,5	213,1	214,7
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	237,2	275,0	265,9	310,1	310,7
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	138,4	142,1	144,3	141,5	142,4
Cuirs et chaussures	T 19	190,4	195,7	200,4	201,6	201,4
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	154,8	165,7	163,6	161,3	157,4
Papier, carton	T 21	132,4	133,4	153,7	149,0	139,7
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	152,3	152,1	164,0	167,8	176,1
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	165,2	169,6	163,9	162,5	159,5

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série « année 1993 » a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de 1980)

Source : INSEE

%

Produit	1990	1992	1993	1994	1995	(2) *r* * 1996	(2) * 1997
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	154,2	151,3	154,5	129,7	134,8	134,2	143,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	115,4	119,9	130,0	126,8	127,8	128,2	135,7
Produits énergétiques	21,0	20,9	22,9	21,9	22,2	23,5	25,3
Produits manufacturés : (3)	89,1	94,6	96,6	96,8	97,7	101,1	104,2
Biens intermédiaires (4)	84,1	87,5	93,7	92,2	92,6	96,2	95,4
Biens d'équipement professionnel (3)	94,8	102,2	103,1	106,2	109,2	110,9	115,3
Électroménager, électronique grand public	43,4	51,2	50,1	50,0	52,5	58,0	58,6
Automobiles et matériel de transport terrestre (5)	123,4	137,7	135,6	129,5	125,8	130,2	153,3
Biens de consommation courante	82,6	86,0	86,4	87,4	88,0	90,5	91,6
Ensemble (3)	**83,6**	**87,9**	**90,7**	**89,9**	**91,8**	**94,1**	**98,1**

(1) Les importations étant CAF et les exportations FAB, un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.
(4) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(5) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE

Base 100 en 1980

Produit	1990	1992	1993	1994	1995	(2) *r* * 1996	(2) * 1997
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	109,1	109,6	109,8	102,8	100,9	108,1	103,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	102,2	100,5	96,0	99,2	101,1	100,6	99,0
Produits énergétiques	119,0	141,0	149,4	155,7	169,4	143,3	133,7
Produits manufacturés : (3)	106,0	106,1	108,4	108,0	107,2	106,4	108,6
Biens intermédiaires (4)	103,6	105,5	106,5	104,9	103,5	103,4	105,4
Biens d'équipement professionnel (3)	108,0	108,1	111,2	107,9	107,0	106,7	106,8
Électroménager, électronique grand public	134,2	137,6	139,9	140,9	141,2	140,3	144,0
Automobiles et matériel de transport terrestre (5)	96,5	89,6	89,9	93,4	92,2	90,5	93,1
Biens de consommation courante	102,2	101,8	106,8	109,8	110,9	109,9	111,0
Ensemble (3)	**110,2**	**111,9**	**113,3**	**113,5**	**112,6**	**111,2**	**111,8**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations, par référence à 1980.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.
(4) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(5) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique

Source : INSEE — Base 100 en 1980

	1990	1992	1993	1994	■ 1995	1996	1997
IMPORTATIONS CAF							
Total des produits	**147,2**	**139,9**	**134,3**	**137,4**	**140,2**	**140,6**	**142,8**
Union Européenne (1)	159,2	153,4	145,4	148,3	151,8	151,0	150,7
OCDE hors UE	150,0	141,1	143,2	146,5	143,9	143,5	147,9
Reste du monde	117,6	109,9	104,8	106,2	110,1	114,3	119,4
Produits manufacturés	**160,4**	**154,7**	**149,1**	**153,0**	**155,3**	**154,9**	**155,1**
Union Européenne (1)	165,3	160,2	152,2	155,9	159,0	157,8	156,7
OCDE hors UE	158,4	151,2	154,4	159,7	160,6	160,1	161,7
Reste du monde	143,2	139,0	131,2	133,8	136,3	138,8	141,4
EXPORTATIONS FAB							
Total des produits	**166,3**	**159,7**	**156,3**	**160,2**	**163,1**	**162,7**	**164,8**
Union Européenne (1)	162,2	157,8	153,3	157,0	160,0	159,5	161,9
OCDE hors UE	175,2	173,2	170,5	174,4	173,3	172,2	173,1
Reste du monde	171,8	155,9	154,1	158,4	165,8	166,0	167,3
Produits manufacturés	**173,1**	**165,9**	**163,7**	**166,7**	**169,1**	**168,6**	**170,9**
Union Européenne (1)	166,4	161,7	158,4	162,3	165,6	164,8	168,0
OCDE hors UE	179,9	175,8	173,3	176,9	173,7	174,5	175,1
Reste du monde	186,0	170,3	169,8	171,8	175,5	175,1	176,1

(1) Union Européenne à douze pour les séries des années 1990 à 1994, Union Européenne à quinze à partir de 1995.

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur (1)

Source : INSEE — %

Produit	1990	1992	1993	1994	1995	(2) *r* * 1996	(2) * 1997
Biens intermédiaires	35,1	37,1	37,9	39,6	41,7	41,9	43,2
Biens d'équipement professionnel (3)	42,4	45,9	45,2	47,4	50,1	52,1	58,5
Électroménager, électronique grand public	61,5	64,9	66,2	64,2	65,6	63,8	65,6
Automobiles et matériel de transport terrestre	38,9	39,1	40,1	41,1	40,6	42,5	41,3
Biens de consommation courante	28,5	29,8	30,3	30,3	31,2	32,3	34,5
Total (3)	**36,4**	**38,2**	**38,6**	**39,7**	**41,5**	**42,6**	**45,1**

(1) Voir définition.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-12

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 066 157**	**8 606 962**	**1 301 078**	**9 590 469**	**1 320 792**	**9 981 745**	**1 376 034**	**10 236 591**
dont : France métropolitaine	524 867	5 736 417	477 378	6 097 850	514 664	6 395 035	478 670	6 435 710
Martinique	190 484	223 648	258 042	235 886	49 600	89 987	46 443	114 012
Allemagne	8 724	332 374	7 919	323 736	10 948	453 833	9 792	445 467
États-Unis	24 627	258 911	22 143	311 315	25 758	369 913	21 243	315 426
Italie	18 219	308 840	19 115	324 733	22 140	380 544	23 281	395 013
Japon	2 317	206 075	2 658	218 136	4 119	233 920	3 272	247 596
Trinidad et Tobago	21 303	44 526	52 625	358 260	120 838	166 650	109 379	189 282
Espagne	8 480	126 392	13 553	174 713	14 516	173 779	18 142	190 162
Royaume-Uni	2 760	118 840	3 974	129 946	4 293	156 367	5 108	151 735
Belgique et Luxembourg (UEBL)	19 897	162 463	17 630	156 434	20 754	149 827	24 373	161 844
Curaçao	11 232	13 502	88 550	96 887	128 568	155 278	115 956	212 588
EXPORTATIONS	**225 318**	**845 668**	**145 170**	**807 903**	**161 308**	**725 350**	**222 135**	**819 399**
dont : France métropolitaine	146 426	639 451	95 488	530 065	93 739	385 947	145 237	497 164
Martinique	31 496	113 420	19 788	84 723	29 605	171 765	23 916	152 244
Guyane	5 777	20 531	4 985	17 912	4 372	17 531	6 165	20 551
Italie	44	1 232	233	36 761	7 231	67 274	10 915	21 747
Belgique et Luxembourg	165	14 995	1 224	22 543	430	20 901	684	23 037
Royaume-Uni	1 817	12 248	6 192	18 541	8 004	16 150	8 998	18 747
États-Unis	6 430	17 657	533	26 114	2 479	6 753	11 111	36 564

TABLEAU O.01-13

Guadeloupe : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et des Droits indirects)

Produit	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	87 809	184 861	67 303	205 140	63 565	123 860	101 436	179 691
Farine de froment ou de méteil	24 232	54 885	16 969	37 064	19 314	43 314	16 978	35 338
Sucres	51 346	176 466	26 209	92 474	37 206	133 865	56 314	193 878
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	38 368	34 014	39 927	35 642	38 207	34 262	50 808	40 217
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	...	152 363	...	137 947	...	60 874	...	50 725
Melons et papayes frais	2 065	33 934	1 184	24 754	1 629	28 202	2 301	33 752

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-14

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**442 258**	**3 183 833**	**417 379**	**3 292 821**	**360 089**	**3 175 169**	**348 955**	**3 640 430**
dont : France métropolitaine	110 730	2 059 921	110 753	2 028 153	108 633	2 024 267	106 506	1 889 899
Italie	2 778	65 935	4 424	82 037	4 178	74 709	4 082	72 200
Belgique et Luxembourg	4 866	42 028	4 114	41 067	3 790	37 014	3 906	42 206
États-Unis	2 730	68 337	6 013	106 531	2 565	72 524	3 087	519 927
Allemagne	2 158	56 182	1 774	82 220	1 534	53 158	1 727	58 276
Trinidad et Tobago	237 127	276 619	188 629	232 612	156 867	211 509	136 306	218 888
Pays-Bas	5 762	61 471	7 839	69 184	6 629	65 138	6 156	66 482
Japon	877	64 140	675	56 521	823	59 863	801	59 002
EXPORTATIONS	**26 957**	**764 294**	**30 900**	**729 619**	**31 692**	**858 685**	**31 870**	**915 652**
dont : France métropolitaine	8 279	527 115	6 702	476 682	4 532	556 902	6 958	567 280
Suisse	–	–	1	41 328	–	17 704	46	66 529
Espagne	185	5 726	1 740	13 749	11 792	40 119	8 730	54 828
Guadeloupe	9 212	56 844	11 442	67 265	8 338	55 967	7 769	49 567
Brésil	122	16 601	81	13 876	25	32 775	122	47 649
Martinique	4 647	43 069	4 315	43 252	2 323	40 248	5 129	44 477
États-Unis	539	41 478	471	8 295	561	14 929	662	21 352

TABLEAU O.01-15

Guyane : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produit	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Crustacés	3 836	173 240	3 693	175 168	3 764	174 959	3 756	177 429
Or (en kg)	1 975	92 876	2 695	127 751	3 150	183 971	8 370	250 896
Riz	10 868	39 793	13 619	51 079	18 885	59 997	15 617	51 777
Parties de véhicules aériens et spatiaux	5	4 349	185 *r*	51 324 *r*	498	134 302	354	220 489

TABLEAU O.01-16

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 631 926**	**9 112 239**	**1 641 190**	**9 834 059**	**1 670 208**	**10 073 340**	**1 641 106**	**9 957 520**
dont : France métropolitaine	446 743	5 596 369	413 019	6 172 620	420 928	6 269 329	381 261	6 178 912
Allemagne	9 775	293 520	15 914	320 577	9 487	328 035	9 844	351 976
Royaume-Uni	247 645	287 186	89 054	189 810	85 067	202 724	2 881	108 255
États-Unis	20 623	250 637	29 658	281 702	41 994	301 124	23 973	263 602
Italie	16 097	318 221	19 444	365 512	20 070	415 454	19 267	350 083
Japon	2 171	192 364	2 687	217 893	2 737	197 119	2 328	180 328
Trinidad et Tobago	91 414	97 811	152 650	150 172	56 642	92 785	93 752	159 582
Vénézuela	69 738	63 847	81 090	59 265	463 206	385 684	710 208	607 844
EXPORTATIONS	**715 738**	**1 231 806**	**682 895**	**1 239 696**	**892 880**	**1 259 446**	**977 462**	**1 263 348**
dont : France métropolitaine	139 035	544 531	309 030	748 650	137 912	561 703	183 341	569 668
Guadeloupe	459 265	519 565	118 764	150 104	459 266	401 246	472 173	357 199
Guyane	5 810	33 363	6 971	37 090	7 106	41 338	12 958	54 752
Belgique et Luxembourg	25 433	58 491	40 739	114 019	45 541	100 619	40 389	76 359
Royaume-Uni	7 284	23 626	33 930	95 266	35 201	78 184	58 617	110 450

TABLEAU O.01-17

Martinique : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produit	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	153 325	339 367	189 421	520 046	195 009	401 317	253 122	462 185
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	...	57 194	...	92 384	...	77 545	...	74 431
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	80 036	115 932	85 118	117 837	83 030	123 063	84 676	126 708
Produits pétroliers raffinés	386 908	350 413	272 210	214 519	272 194	216 303	229 638	201 858
Eaux aromatisées ou édulcorées	14 270	70 525	7 850	35 891	14 505	67 190	19 663	78 805
Melons et papayes frais	1 600	29 025	1 608	19 929	1 605	17 097	1 095	14 670

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-18

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1994		*r* 1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 828 378**	**13 058 943**	**2 051 502**	**13 546 936**	**2 027 592**	**14 240 126**	**2 015 464**	**14 310 219**
dont : France métropolitaine	680 614	8 715 605	741 725	8 983 220	723 715	9 337 405	624 579	9 101 069
Afrique du Sud	220 544	252 688	240 489	284 672	272 646	291 683	224 171	292 091
Allemagne	11 389	357 893	12 998	379 845	15 360	466 106	17 153	490 654
Bahreïn	374 510	459 013	353 903	417 119	370 317	519 262	329 547	488 898
Italie	38 553	416 440	37 921	478 243	38 131	515 615	31 210	474 817
Japon	2 956	235 672	3 951	286 630	4 697	299 030	5 204	313 282
Belgique et Luxembourg	41 060	283 263	47 116	293 630	39 215	301 608	44 590	287 897
Espagne	26 711	131 215	71 699	214 139	27 292	210 586	41 738	254 871
États-Unis	1 250	249 218	1 168	74 742	2 315	94 651	1 752	311 301
EXPORTATIONS	**218 375**	**954 858**	**218 770**	**1 037 714**	**238 036**	**1 071 162**	**270 957**	**1 253 559**
dont : France métropolitaine	186 376	709 027	175 414	779 483	204 707	808 467	208 733	901 240
Japon	1 368	59 445	1 274	63 213	1 356	56 098	1 714	67 379
Madagascar	5 747	31 935	7 168	33 676	6 922	34 062	12 169	64 398
Mayotte	3 269	36 753	4 144	41 652	4 015	48 711	4 258	51 323
Belgique et Luxembourg	746	3 716	2 932	11 966	1 957	7 683	14 097	51 007
Royaume-Uni	4 371	17 763	4 798	20 622	6 378	26 621	6 491	26 736
Île Maurice	1 119	19 052	5 329	20 225	5 295	36 247	6 472	34 298

TABLEAU O.01-19

Réunion : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produit	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Sucre	155 507	574 738	175 281	652 991	183 074	686 482	216 097	809 089
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	46 537	28 518	46 479	25 551	41 149	24 970	45 367	26 163
Crustacés	391	39 303	423	43 614	361	29 884	275	29 870
Voitures de tourisme	1 269	27 815	1 562	29 976	2 270	34 342	3 070	43 904
Poissons congelés	1 053	20 909	1 128	27 090	1 372	41 515	1 850	47 119

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-20

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 028 527**	**87 306**	**1 068 176**	**86 896**	**1 082 700**	**92 526**	**1 156 100**	**98 561**
dont : France métropolitaine	97 199	38 148	97 520	38 769	93 798	38 557	103 210	41 510
Allemagne	4 585	3 200	3 749	2 990	3 279	2 819	4 766	3 592
Australie	380 367	10 348	392 765	11 075	423 948	12 264	454 400	13 005
États-Unis	65 935	3 984	15 847	3 654	7 983	4 289	15 809	5 182
Italie	7 169	2 470	8 295	2 683	7 860	3 026	8 145	3 030
Japon	72 877	4 175	91 542	3 751	76 535	4 270	92 320	4 192
Nouvelle-Zélande	79 818	4 947	43 078	5 109	67 282	6 147	40 600	5 128
Singapour	238 046	4 089	311 365	4 215	303 035	4 313	330 271	5 337
EXPORTATIONS	**3 326 660**	**36 209**	**4 766 000**	**51 251**	**3 831 839**	**45 228**	**5 674 014**	**55 538**
dont : France métropolitaine	45 927	10 029	51 294	14 546	26 697	13 669	48 493	15 640
Allemagne	16 190	2 746	11 589	2 172	2 391	1 032	5 194	1 039
États-Unis	10 708	1 743	471 020	4 050	750 398	4 205	1 070 789	5 656
Inde	2 931	486	1 712	325	619	242	1 408	271
Japon	1 484 943	9 800	2 041 429	13 631	1 148 122	10 039	2 343 376	14 716
Singapour	16	75	21	21	7	10	4	11
UEBL	3 874	648	6 850	1 257	1 468	563	1 105	249
Wallis et Futuna	1 301	443	1 189	477	1 211	466	2 139	557
Australie	1 716 928	3 053	2 036 195	3 397	1 782 945	3 462	2 077 171	3 675

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-21

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : million de francs CFP (2)

Produit	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	8 171	371	9 929	424	8 593	407	7 252	364
Farine de froment	352	19	502	24	244	13	332	16
Sucres	6 737	367	6 738	342	7 032	356	6 696	367
Vins (hectolitres)	43 262	1 060	42 467	1 104	43 462	1 085	43 101	1 109
Ciments et clinkers	80 710	438	83 691	413	68 206	363	84 065	512
Combustibles minéraux solides et produits pétroliers	660 136	8 257	689 285	7 845	750 214	8 549	781 791	10 649
EXPORTATIONS								
Minerai de nickel (1 000 tonnes)	3 164	6 833	4 589	11 532	4 759	12 357	5 391	14 792
Mattes de nickel	13 400	4 814	14 500	6 889	14 900	6 567	14 900	7 182
Fontes de nickel	145 200	23 353	148 600	29 382	143 800	27 777	158 200	31 157

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-22

Polynésie Française : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie) Valeur : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1994		1995		*r* 1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**563 397**	**87 866**	**594 601**	**92 634**	**579 618**	**94 550**	**624 172**	**99 339**
dont : France métropolitaine	100 940	39 313	109 108	42 345	100 190	40 524	109 652	37 646
Allemagne	3 483	2 808	3 961	2 895	3 802	2 967	3 739	2 807
Australie	144 227	5 998	200 458	6 818	193 381	6 740	196 613	7 826
États-Unis	102 097	12 245	107 000	12 241	96 140	13 213	112 897	16 893
Italie	8 345	2 657	7 607	2 588	8 595	3 184	8 329	3 182
Japon	2 771	3 541	2 564	3 357	2 767	3 388	5 231	4 189
Nouvelle-Zélande	145 464	6 516	94 406	5 987	85 763	6 364	94 838	7 283
Pays-Bas	8 967	1 208	8 825	1 223	4 643	1 073	4 774	1 104
Singapour	8 031	1 405	5 017	809	20 790	1 824	2 966	690
Malaisie	827	387	648	370	818	449	696	452
EXPORTATIONS	**11 029**	**22 288**	**12 145**	**19 252**	**21 142**	**23 433**	**13 112**	**23 804**
dont : France métropolitaine	1 320	7 292	2 496	6 171	3 005	5 313	3 110	7 615
États-Unis	2 659	1 875	121	1 998	263	2 224	2 144	3 734
Italie	92	36	43	17	62	112	121	74
Nouvelle-Calédonie	149	271	148	343	230	710	294	402
Japon	337	10 203	442	7 101	360	10 353	1 154	8 816

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie) Valeur : million de francs CFP (2)

Produit	1994		1995		1996		1997	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	7 957	439	8 633	430	7 410	468	9 499	648
Farine de froment	16 611	479	17 134	612	15 146	647	15 652	577
Sucres	7 452	359	7 587	402	6 927	394	7 828	360
Ciments hydrauliques	81 401	882	88 043	1 232	76 112	1 071	91 982	1 257
Produits pétroliers	224 960	5 145	234 272	5 004	231 263	5 239	236 352	6 312
EXPORTATIONS								
Huile de coprah	7 744	375	5 528	267	6 828	404	6 060	392
Perles de culture (kilogrammes)	3 298	11 967	4 202	9 657	6 166	14 455	5 628	14 658

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution des soldes de la balance des paiements.
2. Balance des paiements.
3. Règlements bilatéraux entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP.
4. Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc.
5. Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.
6. Règlements entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes.
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A. Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B. Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9. Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la Direction générale des services étrangers de la Banque de France.

1. PRÉSENTATION

Les grands traits de la balance des paiements en 1997

1.1. Les grands traits

En 1997, le compte de transactions courantes de la France enregistre un excédent de 230,1 milliards de F, soit une progression de plus de 100 milliards de F par rapport à 1996. En valeur absolue, cet excédent est le plus important des pays du G7 après le Japon. Depuis 1992, la succession de soldes courants positifs croissants démontre non seulement un surcroît d'épargne nationale sur l'investissement mais aussi et surtout depuis 1996 la bonne compétitivité des entreprises exportatrices sur les marchés mondiaux.

Principale composante de l'excédent du compte de transactions courantes, l'excédent commercial atteint 174,8 milliards de F en données douanières FAB/FAB, après 93,1 milliards de F en 1996 et 67,2 milliards de F en 1995.

En données balance des paiements, c'est-à-dire après corrections, notamment territoriales, le solde des échanges de biens, positif depuis 1992, s'établit à 164,3 milliards de F, après 76,5 milliards de F en 1996 et 54,9 milliards de F en 1995.

Les échanges de services continuent de faire preuve de dynamisme et dégagent un excédent de 102,6 milliards de F en 1997, grâce notamment à l'amélioration sensible du solde des voyages. Le solde négatif des transferts courants s'accentue nettement en 1997 par suite des reversements accrus au budget communautaire découlant de la reprise de l'activité économique. Les revenus dégagent un excédent de 19,2 milliards de F, contre un déficit de 10 milliards de F en 1996.

Le compte de capital est excédentaire à hauteur de 8,6 milliards de F.

Contrepartie de la capacité de financement vis-à-vis de l'extérieur exprimée par l'excédent des comptes de transactions courantes et de capital, et en raison d'erreurs et omissions nettes positives de 25,7 milliards de F, les flux financiers se traduisent par des placements nets à l'étranger de 264,4 milliards de F, plus de deux fois supérieurs à ceux de 1996 qui avaient atteint 115,9 milliards de F, après 40,4 milliards de F en 1995.

Comme en 1996, les investissements directs sont à l'origine de sorties nettes, à hauteur de 72,4 milliards de F en 1997 (43,3 milliards de F en 1996). Les investissements directs français à l'étranger augmentent de 52 milliards de F et placent la France au quatrième rang des pays investisseurs, avec 207,7 milliards de F, tandis que les investissements directs étrangers en France progressent de 23 milliards de F, soit 135,3 milliards de F, ce qui traduit l'attractivité de la France, qui se situe au troisième rang des pays d'accueil à la veille de l'introduction de la monnaie unique.

Les placements nets à l'étranger liés aux investissements de portefeuille s'établissent à 149,1 milliards de F, après un record de 309 milliards de F en 1996. Les résidents ont accentué leurs achats de titres étrangers, tandis que les non-résidents, qui avaient revendu des valeurs françaises pour 37,6 milliards de F en 1996, se sont portés acquéreurs de titres français à hauteur de 266,2 milliards de F.

Les autres investissements (dépôts / crédits), essentiellement du secteur bancaire, se soldent par des sorties nettes de 8,6 milliards de F alors qu'ils avaient dégagé des entrées nettes de 237,6 milliards de F en 1996.

Enfin, sur l'année, les avoirs de réserve augmentent sensiblement, de 34,3 milliards de F.

Grâce aux excédents du compte des transactions courantes et à la progression des cours de Bourse, la position extérieure de la France en valeur de marché devient créditrice à fin 1997 et s'établit à 504,8 milliards de F, contre – 31,7 milliards de F à fin 1996 (chiffres révisés).

1.2. Les transactions courantes : doublement de l'excédent

L'excédent du compte des transactions courantes atteint 230,1 milliards de F en 1997, soit 2,8 % du PIB, après 105 milliards de F en 1996 et 1,3 % du PIB. Une telle situation se rencontre aussi dans d'autres pays d'Europe, notamment en Italie où l'excédent des transactions courantes rapporté au PIB atteint 3,2 % et en Finlande 5,4 %. L'excédent du commerce extérieur en données douanières FAB/FAB progresse encore nettement et s'élève à 174,8 milliards de F, après 93,1 milliards de F en 1996 et 67,2 milliards de F en 1995. En méthodologie balance des paiements, c'est-à-dire après prise en compte de diverses corrections, l'excédent s'établit à 164,3 milliards de F, après 76,5 milliards de F en 1996 et 54,9 milliards de F en 1995. Ces excellents résultats sont attestés aussi par la place de la France comme quatrième exportateur mondial de marchandises.

Le contexte international a été favorable aux exportations françaises avec l'appréciation du dollar et de la livre sterling, une compétitivité avérée et une demande extérieure soutenue. Les ventes progressent ainsi de 10 % en valeur par rapport à l'année précédente, contre 2,4 % pour les importations. La hausse de l'excédent des échanges industriels est principalement due aux biens d'équipement professionnel et au matériel de transport terrestre. Le solde agro-alimentaire atteint un record grâce aux ventes de vins et d'alcools, lait et produits laitiers, viande, sucre et oléagineux, tandis que les exportations de céréales se tassent. Les termes de l'échange sont restés stables, si bien que l'excédent provient de l'augmentation des quantités exportées. L'alourdissement de la facture énergétique est resté limité, la baisse des cours du pétrole brut ayant compensé l'enchérissement du dollar.

Les échanges de biens avec les pays de l'Union européenne, qui représentent 62,8 % des exportations et 61,0 % des importations, se traduisent par un excédent de 89,1 milliards de F (contre 28,1 milliards de F en 1996). Le solde bilatéral est particulièrement en notre faveur avec le Royaume-Uni, l'Espagne, la Grèce, l'UEBL, l'Allemagne et l'Autriche. Par contre, les échanges avec l'Irlande restent très déficitaires et le déficit vis-à-vis de l'OCDE hors Union européenne est stable. Le solde des échanges avec les pays d'Asie à développement rapide est redevenu positif ; la crise asiatique n'a

pas eu d'incidence marquée sur le commerce extérieur, même en fin d'année.

L'excédent dégagé par les services (hors voyages) augmente sensiblement et atteint 35,9 milliards de F en 1997, après 23 milliards de F en 1996. Les points forts à l'exportation demeurent les services de construction, les services techniques et le négoce international, dont le solde positif double par rapport à 1996. La France reste déficitaire dans les échanges de services audiovisuels ou les redevances et droits de licence, malgré une amélioration des recettes sur ce dernier poste. Le déficit en matière de transport se réduit légèrement (de 2,3 milliards de F en 1996 à 2,1 milliards de F en 1997), grâce au quasi-équilibre du transport aérien, et les services d'assurances retrouvent un solde positif.

L'excédent des voyages progresse à 66,7 milliards de F, après 54,3 milliards de F en 1996 et 55,9 milliards de F en 1995. Les recettes augmentent sous l'effet notamment du décalage conjoncturel positif avec nos partenaires (plus forte croissance économique qu'en France) et de la vigueur du dollar et de la livre sterling; elles s'établissent à 163,5 milliards de F (contre 145,1 milliards de F en 1996), plaçant la France au troisième rang derrière les États-Unis et l'Italie. La hausse des dépenses touristiques des français à l'étranger ralentit, sauf vers les pays de la CEI.

Le retournement du solde des revenus (19,2 milliards de F, contre – 10,1 milliards de F en 1996) montre que les placements à l'étranger effectués grâce aux excédents de transactions courantes accumulés dans le passé commencent à produire des fruits. Les revenus des investissements dégagent un solde positif de 8,3 milliards de F, alors qu'ils étaient négatifs à hauteur de 20,7 milliards de F en 1996. Les revenus d'investissements directs progressent pour atteindre 33,1 milliards de F, contre 24,6 milliards de F en 1996. Le déficit des revenus d'investissements de portefeuille continue de se réduire sensiblement, sous l'effet de la progression des placements à l'étranger des résidents et de la baisse des taux d'intérêt sur les titres en francs ; le solde négatif revient de 75,1 milliards de F en 1995 à 66,2 milliards de F en 1996 et à 49 milliards de F en 1997.

Les transferts courants, qui retracent pour l'essentiel les échanges financiers avec les institutions de l'Union européenne, enregistrent un creusement marqué de leur déficit à 56 milliards de F, contre 44,8 milliards de F en 1996, principalement sous l'effet d'une augmentation de la contribution nette au budget européen, mais aussi d'un doublement du déficit des transferts courants des autres secteurs.

1.3. Les transferts en capital : croissance de l'excédent

Ce poste dégage un excédent de 8,7 milliards de F en 1997, après 6,4 milliards de F en 1996, notamment grâce à une augmentation des recettes en provenance du Fonds européen de Développement régional (FEDER) et du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (FEOGA). Les abandons de créances des prêteurs publics français à l'égard de l'étranger se montent à – 1,8 milliard de F, contre – 0,7 milliard de F en 1996.

1.4. Le compte financier : accélération de l'internationalisation de l'épargne nationale

Contrepartie, hors erreurs et omissions, de l'excédent du compte de transactions courantes et du compte de capital, le compte financier enregistre un solde de – 264,4 milliards de F.

Les investissements directs : la France est un acteur essentiel à l'échelle internationale

Les investissements directs français à l'étranger augmentent d'un tiers (207,7 milliards de F, après 155,6 milliards de F en 1996 et 78,6 milliards de F en 1995), avec un net renforcement des opérations en capital, c'est-à-dire des prises de participation ou de contrôle, ce qui montre le caractère durable des implantations à l'étranger. L'Union européenne accueille 52,4 % des investissements directs français à l'étranger. Par ailleurs, la part des États-Unis progresse, passant de 20 % en 1996 à 23,8 % en 1997.

Les investissements directs étrangers en France augmentent de 20 %, de 112,3 milliards de F en 1996 à 135,3 milliards de F en 1997, ce qui maintient la France au troisième rang des pays d'accueil ; les investissements ont été importants, notamment dans les secteurs des services aux entreprises, des industries manufacturières et de l'intermédiation financière. Les pays partenaires de l'Union européenne réalisent 71,5 % du total des investissements directs étrangers en France, dont 28,8 % pour le Royaume-Uni.

Les États-Unis sont la première destination des investissements nets de la France, suivis par les pays de l'Union européenne. Comme en 1996, les investissements directs français en Allemagne sont supérieurs aux investissements directs allemands en France.

À l'instar de l'ensemble des pays du G7, la France est en position d'investisseur net à l'étranger, à hauteur de 72,4 milliards de F et au quatrième rang des investisseurs nets du G7.

Les investissements de portefeuille : fort accroissement de la diversification des portefeuilles de résidents et retour marqué des non-résidents sur les valeurs françaises

En 1997, les placements nets à l'étranger s'élèvent à 149,1 milliards de F, contre 309 milliards de F en 1996. Les investissements des résidents à l'étranger augmentent à nouveau fortement (415,2 milliards de F, contre 271,4 milliards de F en 1996 et 33,1 milliards de F en 1995). Toutes les formes de placements (les actions, les instruments du marché monétaire, les obligations et les produits dérivés) enregistrent des progrès sensibles.
Les non-résidents, vendeurs nets en 1996, notamment sur les obligations, reviennent massivement sur le marché français (266,2 milliards de F, contre – 37,6 milliards de F en 1996 et 64,3 milliards de F en 1995), notamment au quatrième trimestre. Ce mouvement bénéficie particulièrement aux obligations (achats de 95,2 milliards de F, contre des ventes de 128,6 milliards de F en 1996) et aux instruments du marché monétaire (achats de

42,9 milliards de F contre des ventes de 11,7 milliards de F en 1996). L'orientation favorable des indices boursiers en Europe ainsi que les turbulences sur les marchés asiatiques en fin d'année, incitent les investisseurs à rechercher des placements liquides et sûrs, ce dont le marché financier français a tiré profit.

Les autres investissements (dépôts-crédits) : retournement du solde par rapport à 1996

Les autres investissements se soldent par un quasi-équilibre (– 8,6 milliards de F, contre des entrées de 237,6 milliards de F en 1996). Les créances sur l'étranger augmentent substantiellement (304,8 milliards de F), ainsi que les engagements (296,2 milliards de F). Le secteur bancaire est à l'origine des principaux mouvements puisque ses opérations se soldent par des sorties nettes de 39,8 milliards de F alors que 224,6 milliards de F d'entrées de fonds avaient été enregistrées en 1996, les opérations de couverture de portefeuille étant plus neutres que les années précédentes, compte tenu du rééquilibrage des flux de portefeuille en 1997. Les autres secteurs reçoivent des prêts et placements de l'étranger à hauteur de 22 milliards de F, principalement à court terme.

Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve progressent de 34,3 milliards de F, après 1,2 milliard de F en 1996 et 3,6 milliards de F en 1995.

1.5. La position extérieure

Pour la première fois depuis l'établissement de la position extérieure complète de la France, soit depuis la fin de 1990, la position extérieure de la France affiche un solde créditeur. Celui-ci se monte à 504,8 milliards de F fin 1997, selon une estimation provisoire, alors qu'elle était débitrice de 31,7 milliards de F à fin 1996 (chiffres révisés).

Ainsi qu'il a déjà été mentionné, ce phénomène est la conséquence logique de l'accumulation des excédents du compte de transactions courantes et de l'augmentation correspondante des placements nets des résidents à l'étranger. Les évolutions favorables des cours de change et de bourse, les bourses étrangères ayant en moyenne davantage progressé que la Bourse de Paris, renforcent les effets de ces placements nets à l'étranger.

Tous les postes contribuent à ce solde créditeur :

– les créances nettes des investissements directs progressent de 404,9 milliards de F pour atteindre 619,2 milliards de F à fin 1997, notamment grâce aux effets de l'appréciation des bourses étrangères ;

– le solde débiteur des investissements de portefeuille revient de 884 milliards de F à 809,2 milliards de F à fin 1997. Cette variation inférieure aux flux nets de balance des paiements reflète un effet de valorisation différencié sur les stocks, le portefeuille en valeurs françaises détenu par les non-résidents ayant bénéficié, en dépit d'une moindre progression de la Bourse française, d'une valorisation supérieure compte tenu de son montant largement plus important que celui détenu par les résidents ;

– le solde positif des autres investissements atteint 361,8 milliards de F à fin 1997, contre 337,8 milliards de F un an auparavant ;

– à fin 1997, les avoirs de réserve progressent de 32,8 milliards de F pour atteindre 333 milliards de F.

N.B. : Remarque sur la présentation précédente :

La présentation d'exposition, ci-avant, tient compte des modifications de structure de la Balance mises en œuvre dès 1996, pour tenir compte plus complètement des nouvelles normes issues du V^{e} manuel du FMI. L'évolution la plus significative pour la méthodologie de la balance officielle concerne le cadre territorial. En vue d'un rapprochement plus direct avec le nouveau cadre de la comptabilité nationale, en raison des décisions prises au niveau européen (directive dite PNB), les Territoires d'outre-mer sont désormais considérés comme faisant partie de l'extérieur, ce qui modifie l'évaluation chiffrée de nombreuses lignes de la balance.

Ainsi au **1er janvier 1997,** ont été opérés des reclassements dans le compte des transactions courantes, tandis que le compte financier était réorganisé de fond en comble pour tenir compte de la disparition de la distinction court terme - long terme. Le nouveau cadre de la Balance des paiements qui en résulte est présenté ci-après.

En ce qui concerne les transactions courantes, les réaménagements ont eu une incidence sur le solde.

En matière de nomenclature de secteurs institutionnels, l'éclatement du secteur officiel entre Autorités monétaires (Banque de France et Fonds de Stabilisation des Changes) et secteur des administrations publiques, afin de rapprocher les secteurs de la balance des paiements avec ceux de la comptabilité nationale, se traduit essentiellement par la mise en évidence des avoirs de réserve (bruts) au titre des autorités monétaires. Par ailleurs, le secteur privé non bancaire change de nom et devient Autres secteurs (agents non financiers, ménages...).

Nomenclature antérieure à 1996	Nouvelle nomenclature conforme au Manuel du FMI
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES**
BIENS	**BIENS**
Marchandises générales	Marchandises générales
données douanières Fab/fab	données douanières
total des corrections	corrections
	Avitaillement
Travail à façon et réparations	Travail à façon et réparations
SERVICES	**SERVICES**
Transports	Transports
transports maritimes	maritimes
transports non maritimes	aériens
	autres
Voyages	Voyages
	Services de communication
Services de construction	Services de construction
Services d'assurances	Services d' assurances
	Services financiers
	Services d'informatique et d'information
Redevances et droits de licences (y.c. brevets)	Redevances et droits de licence
	Autres services aux entreprises
Négoce international	négoce international
Services commerciaux	autres services commerciaux
Services techniques	locations
Services administratifs entre affiliés	services divers aux entreprises
	Services personnels, culturels et récréatifs
	services audiovisuels et annexes
	autres services personnels
Services des administrations publiques	Services des administrations publiques
Autres services	
AUTRES BIENS ET SERVICES	**AUTRES BIENS ET SERVICES**
REVENUS	**REVENUS**
Rémunérations des salariés	Rémunérations des salariés
Revenus des investissements	Revenus des investissements
	Investissements directs
	Investissements de portefeuille
	Autres
TRANSFERTS COURANTS	**TRANSFERTS COURANTS**
Secteur des administrations publiques	Secteur des administrations publiques
Autres secteurs	Autres secteurs
envois de fonds des travailleurs	envois de fonds des travailleurs
autres opérations	autres transferts
COMPTE DE CAPITAL	**COMPTE DE CAPITAL**
	Transferts en capital
	Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)
COMPTE FINANCIER	**COMPTE FINANCIER**
FLUX FINANCIERS (hors avoirs de réserve)	
LONG TERME	
Investissements directs	**INVESTISSEMENTS DIRECTS**
Français à l'étranger	Français à l'étranger
	Capital social
	Bénéfices réinvestis
	Autres opérations
Étrangers en France	Étrangers en France
	Capital social
	Bénéfices réinvestis
	Autres opérations
Investissements de portefeuille	**INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE**
Résidents sur titres étrangers	Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)
	Actions et titres d'OPCVM
	Obligations et assimilés

Nomenclature antérieure à 1996	Nouvelle nomenclature conforme au Manuel du FMI
	Instruments du marché monétaire
	Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)
Non-résidents sur titres français	Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)
	Actions et titres d'OPCVM
	Obligations et assimilés
	Instruments du marché monétaire
Instruments conditionnels	Produits financiers dérivés (cf 3.2.1.4.)
Autres investissements	**AUTRES INVESTISSEMENTS**
	Avoirs
	Crédits commerciaux
	Prêts
Secteur des administrations publiques	Autorités monétaires
Secteur bancaire	Administrations publiques
Autres secteurs	Secteur bancaire
	Autres secteurs
COURT TERME *(hors avoirs de réserve)*	Autres avoirs
Secteurs des autorités monétaires	Administrations publiques
et des administrations publiques	Autres
Secteur bancaire	Engagements (même structure que les avoirs)
Autres secteurs	
AVOIRS DE RÉSERVE (bruts)	**AVOIRS DE RÉSERVE**
	Or
	Avoirs en Droits de tirages spéciaux
	Position de réserve au FMI
Devises étrangères	Devises étrangères
	Créances sur l'IME
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**ERREURS ET OMISSIONS NETTES**

Nota. – Pour plus de renseignements sur ces modifications, consulter le Rapport annuel de la Balance des paiements et de la position extérieure de la France de l'année 1997, publié en septembre 1998, troisième partie.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Règles de présentation et d'établissement

2.1.1. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif - inscrit en crédit - traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents, ...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

Les opérations sont classées comme l'indique le tableau précédent.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

2.1.2. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Il est désormais introduit les bénéfices réinvestis, qui viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

2.2. Les résultats

2.2.1. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public);

— le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, ..., Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers);

— le secteur des autorités monétaires: Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres;

— le secteur privé non bancaire renommé Autres secteurs (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier);

— les clients non résidents (autres agents non résidents).

2.2.2. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le V^{e} Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

2.2.3. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire;

— de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non résidents;

— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE);

— d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises;

— d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 320 entreprises (780 déclarants directs généraux, 1 490 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 250 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM, l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents;

— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile un milliard de F et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects (1).

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte désormais des conséquences de la mise en place du marché unique européen à partir du 1er janvier 1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne. Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, dont celle du cadre financier douanier nécessaire au bon fonctionnement du modèle mis au point par la Banque de France.

Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mis en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation et également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles (ensemble des opérations portant sur les échanges de service et les revenus de facteurs). Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services »

2.2.4. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération. Elle sera établie en Euros à partir de 1999.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

2.2.5. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

2.2.6. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions, courantes, financement,...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément entraîner comme conclusion que les résultats sont mauvais ou bons, comme c'est parfois le cas.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

— certains sont tirés directement de la présentation de la balances des paiements - Solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme;

— d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale - solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation;

— enfin, le Solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel approxime la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3. DÉFINITIONS

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

---

(1) Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : désormais, les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-Mer (pas les territoires d'Outre-Mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est désormais en cohérence avec celui du territoire Douanier.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers - Direction de la balance des paiements).

Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger (1).

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France (2).

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Pays du G7

Canada, Étas-Unis, France, Italie, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Japon.

Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France (2), à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non résidents quelle que soit la durée de leur mission ;

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident ;

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non résidentes énumérées au b et c ci-dessus ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Compte de Transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),

Services,

Revenus des facteurs,

Autres biens et services (redressement statistique global sur les postes IA et IB),

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de Capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques.).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés), et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédits commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France.

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France):

- Au débit les opérations afférentes :

— à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques;

— à la souscription d'actions en nombre suffisant , lors de la constitution de sociétés non résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier;

— à l'achat d'action de sociétés non résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier;

— à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers);

— aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons mères et filiales;

— au maintien dans la société non résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

---

(1) Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

2) Par « France » il faut entendre désormais la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

● Au crédit, la liquidation de ces investissements.

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent, en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France : Direction de la balance des paiements.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction du Trésor.

— Fonds monétaire international (FMI)

— UE : Office statistique des Communautés européennes.

Publications :

— « La balance française des paiements en termes de transactions ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973.

— « Dix ans de balance des paiements de la France 1984-1993 ». *Bulletin de la Banque de France,* supplément « études » du quatrième trimestre 1994.

— « Le V^e^ manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 14, février 1995.

— « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 17 mai 1995.

— *Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 1997...*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

— « Obligations statistiques pour l'Union Monétaire », *Bulletin de la Banque de France,* n° 36, décembre 1996.

— « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 40, avril 1997.

— « Les balances des paiements nationales en Union monétaire ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 55, juillet 1998.

— « Balance des paiements de la France », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin de l'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.

— « Balance of payments statistics », Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

*
* *

TABLEAU O.02-1

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1994	1995	1996	1997
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**41 038**	**54 494**	**104 984**	**230 117**
1-1. Biens	**39 598**	**54 922**	**76 515**	**164 298**
Marchandises générales	31 141	46 563	65 853	154 741
Données douanières	49 087	67 183	93 075	174 854
Corrections	– 17 946	– 20 620	– 27 222	– 20 113
Avitaillement	1 302	1 778	1 636	2 096
Travail à façon et réparations	7 155	6 581	9 026	7 461
1-2. Services	**69 896**	**71 564**	**77 281**	**102 623**
Transports	– 4 403	– 3 919	– 2 306	– 2 158
Maritimes	– 6 527	– 5 456	– 6 082	– 7 852
Aériens	– 2 972	– 2 564	– 1 811	– 285
Autres	5 096	4 101	5 587	5 979
Voyages	60 542	55 894	54 287	66 732
Services de communication	– 227	329	842	– 183
Services de construction	7 935	10 332	12 411	12 285
Services d'assurances	2 256	1 379	– 418	1 415
Services financiers	931	987	834	482
Services d'informatique et d'information	– 1 218	– 778	138	211
Redevances et droits de licence	– 2 081	– 2 320	– 3 930	– 2 517
Autres services aux entreprises	11 755	13 533	21 216	32 742
Négoce international	5 215	8 612	10 753	21 307
Autres services commerciaux	– 7 071	– 7 071	– 6 714	– 7 089
Locations	– 1 421	– 1 555	– 819	– 481
Services divers aux entreprises	15 032	13 547	17 996	19 005
Services personnels, culturels et récréatifs	– 1 922	– 812	– 2 139	– 2 379
Services des administrations publiques	– 3 672	– 3 061	– 3 654	– 4 007
1-3. Autres biens et services	**29 051**	**17 909**	**5 965**	**...**
1-4. Revenus	**– 33 785**	**– 40 954**	**– 10 019**	**19 161**
1-4-1. Rémunérations des salariés	9 185	8 936	10 659	10 844
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 42 970	– 49 890	– 20 678	8 317
Investissements directs	19 346	– 3 390	24 554	33 132
Investissements de portefeuille	– 76 896	– 75 104	– 66 242	– 48 979
Autres	14 580	28 604	21 010	24 164
1-5. Transferts courants	**– 63 722**	**– 48 947**	**– 44 758**	**– 55 965**
Secteur des administrations publiques	– 59 749	– 49 718	– 40 301	– 46 836
Autres transferts	– 3 973	771	– 4 457	– 9 129
Envois de fonds des travailleurs	– 7 145	– 6 799	– 6 834	– 7 821
Autres transferts	3 172	7 570	2 377	– 1 308
2. COMPTE DE CAPITAL	**– 22 196**	**2 634**	**6 295**	**8 564**
2-1. Transferts en capital	**– 22 053**	**3 069**	**6 389**	**8 692**
Remises de dettes des administrations publiques	– 22 547	– 450	– 681	– 1 785
Autres transferts des administrations publiques	2 575	3 203	6 651	10 453
Remises de dettes des autres secteurs	– 2 491	– 10	135	– 341
Autres transferts des autres secteurs	410	326	284	365
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 143**	**– 435**	**– 94**	**– 128**
3. COMPTE FINANCIER	**– 41 445**	**– 40 381**	**– 115 872**	**– 264 400**
3-1. Investissements directs	**– 48 845**	**39 527**	**– 43 275**	**– 72 436**
Français à l'étranger	**– 135 317**	**– 78 645**	**– 155 615**	**– 207 688**
Capital social	– 55 527	– 40 004	– 78 012	– 105 456
Bénéfices réinvestis	– 8 131	15 268	– 6 998	– 10 920
Autres opérations	– 71 659	– 53 909	– 70 605	– 91 312
Étrangers en France	**86 472**	**118 172**	**112 340**	**135 252**
Capital social	51 029	59 029	51 144	75 924
Bénéfices réinvestis	– 4 604	– 3 582	– 5 398	3 120
Autres opérations	40 047	62 725	66 594	56 208

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1994	1995	1996	1997
3-2. Investissements de portefeuille	**– 284 023**	**31 192**	**– 308 995**	**– 149 078**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 124 295**	**– 33 133**	**– 231 414**	**– 415 255**
3-2-1-1. Actions	...	9 288	– 5 546	– 58 044
Secteur bancaire	...	–	– 4 107	– 20 358
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	9 288	– 1 439	– 37 686
3-2-1-2. Obligations et assimilés	...	– 78 337	– 230 427	– 259 721
Secteur bancaire	...	–	– 120 598	– 147 921
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	– 78 337	– 109 829	– 111 800
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	...	31 023	– 2 297	– 40 349
Secteur bancaire	...	39 735	21	85
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	– 8 712	– 2 318	– 40 434
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	...	4 893	6 856	– 57 141
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**– 159 728**	**64 325**	**– 77 581**	**266 177**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	...	33 800	62 738	68 970
Secteur bancaire	...	–	3 350	6 853
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	33 800	59 388	62 117
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	13 615	– 128 616	95 163
Secteur des administrations publiques	...	–	– 130 609	32 574
Secteur bancaire	...	–	– 5 148	26 438
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	13 615	7 141	36 151
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	...	16 910	– 11 703	42 864
Secteur des administrations publiques	...	–	8 326	38 729
Secteur bancaire	...	9 340	– 7 818	– 4 097
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	7 570	– 12 211	8 232
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	...	59 180
3-3. Autres investissements	**304 928**	**– 107 452**	**237 627**	**– 8 607**
3-3-1. Avoirs	**141 067**	**– 205 928**	**136 858**	**– 304 794**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	– 23 494	– 32 848	– 26 063	– 58 941
3-3-1-2. Prêts	166 591	– 170 669	159 783	– 253 667
Autorités monétaires	– 1 385	2 411	654	– 2 395
Administrations publiques	19 005	– 370	8 351	8 654
Secteur bancaire	141 048	– 220 072	147 444	– 274 658
Autres secteurs	7 923	47 362	3 334	14 732
3-3-1-3. Autres avoirs	– 2 030	– 2 411	3 138	7 814
Administrations publiques	– 2 863	– 2 944	– 2 559	– 1 843
Autres secteurs	833	533	5 697	9 657
3-3-2. Engagements	**163 861**	**98 476**	**100 769**	**296 187**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	32 454	14 054	11 251	12 523
3-3-2-2. Prêts	129 740	83 355	93 478	285 777
Autorités monétaires	– 85 098	1 204	1 552	765
Administrations publiques	17 212	5 006	313	28 109
Secteur bancaire	175 403	73 005	77 202	234 865
Autres secteurs	22 223	4 140	14 411	22 038
3-3-2-3. Autres engagements	1 667	1 067	– 3 960	– 2 113
Administrations publiques	–	–	–	–
Autres secteurs	1 667	1 067	– 3 960	– 2 113
3-4. Avoirs de réserve	**– 13 505**	**– 3 648**	**– 1 229**	**– 34 279**
Or	–	–	–	–
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 59	– 3 068	– 289	– 297
Position de réserve au FMI	444	– 1 729	– 157	– 2 003
Devises étrangères	– 13 890	1 149	– 783	– 31 979
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**22 603**	**– 16 747**	**4 593**	**25 719**

(1) Soldes : recettes - dépenses.

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1996			1997		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**2 230 887**	**2 125 903**	**104 984**	**2 562 468**	**2 332 351**	**230 117**
1-1. Biens	**1 441 872**	**1 365 357**	**76 515**	**1 658 118**	**1 493 820**	**164 298**
Marchandises générales	1 388 894	1 323 041	**65 853**	1 609 263	1 454 522	**154 741**
Données douanières	1 471 241	1 378 166	**93 075**	1 689 991	1 515 137	**174 854**
Corrections	– 82 347	– 55 125	**– 27 222**	– 80 728	– 60 615	**– 20 113**
Avitaillement	3 780	2 144	**1 636**	4 170	2 074	**2 096**
Travail à façon et réparations	49 198	40 172	**9 026**	44 685	37 224	**7 461**
1-2. Services	**418 795**	**341 514**	**77 281**	**474 543**	**371 920**	**102 623**
Transports	103 172	105 478	**– 2 306**	112 719	114 877	**– 2 158**
Maritimes	16 960	23 042	**– 6 082**	16 783	24 635	**– 7 852**
Aériens	45 486	47 297	**– 1 811**	50 801	51 086	**– 285**
Autres	40 726	35 139	**5 587**	45 135	39 156	**5 979**
Voyages	145 076	90 789	**54 287**	163 488	96 756	**66 732**
Services de communication	2 977	2 135	**842**	3 742	3 925	**– 183**
Services de construction	19 374	6 963	**12 411**	23 097	10 812	**12 285**
Services d'assurances	7 620	8 038	**– 418**	8 289	6 874	**1 415**
Services financiers	9 613	8 779	**834**	9 850	9 368	**482**
Services d'informatique et d'information	2 606	2 468	**138**	3 224	3 013	**211**
Redevances et droits de licence	9 639	13 569	**– 3 930**	11 927	14 444	**– 2 517**
Autres services aux entreprises	106 633	85 417	**21 216**	124 877	92 135	**32 742**
Négoce international	10 753	–	**10 753**	21 307	–	**21 307**
Autres services commerciaux	10 275	16 989	**– 6 714**	11 260	18 349	**– 7 089**
Locations	3 259	4 078	**– 819**	3 301	3 782	**– 481**
Services divers aux entreprises	82 346	64 350	**17 996**	89 009	70 004	**19 005**
Services personnels, culturels et récréatifs	7 254	9 393	**– 2 139**	8 225	10 604	**– 2 379**
Services des administrations publiques	4 831	8 485	**– 3 654**	5 105	9 112	**– 4 007**
1-3. Autres biens et services	**8 544**	**2 579**	**5 965**	**...**	**...**	**...**
1-4. Revenus	**249 480**	**259 499**	**– 10 019**	**312 306**	**293 145**	**19 161**
1-4-1. Rémunérations des salariés	17 062	6 403	**10 659**	17 525	6 681	**10 844**
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	232 418	253 096	**– 20 678**	294 781	286 464	**8 317**
Investissements directs	39 382	14 828	**24 554**	57 969	24 837	**33 132**
Investissements de portefeuille	60 759	127 001	**– 66 242**	87 292	136 271	**– 48 979**
Autres	132 277	111 267	**21 010**	149 520	125 356	**24 164**
1-5. Transferts courants	**112 196**	**156 954**	**– 44 758**	**117 501**	**173 466**	**– 55 965**
Secteur des administrations publiques	75 609	115 910	**– 40 301**	79 063	125 899	**– 46 836**
Autres secteurs	36 587	41 044	**– 4 457**	38 438	47 567	**– 9 129**
Envois de fonds des travailleurs	8 849	15 683	**– 6 834**	9 069	16 890	**– 7 821**
Autres transferts	27 738	25 361	**2 377**	29 369	30 677	**– 1 308**
2. COMPTE DE CAPITAL	**9 619**	**3 324**	**6 295**	**13 927**	**5 363**	**8 564**
2-1. Transferts en capital	**9 212**	**2 823**	**6 389**	**13 565**	**4 873**	**8 692**
Remises de dettes des administrations publiques	–	681	**– 681**	–	1 785	**– 1 785**
Autres transferts des administrations publiques	7 851	1 200	**6 651**	11 653	1 200	**10 453**
Remises de dettes des autres secteurs	340	205	**135**	739	1 080	**– 341**
Autres transferts des autres secteurs	1 021	737	**284**	1 173	808	**365**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**407**	**501**	**– 94**	**362**	**490**	**– 128**
3. COMPTE FINANCIER	**12 833 331**	**12 949 203**	**– 115 872**	**16 490 607**	**16 755 007**	**– 264 400**
3-1. Investissements directs	**855 964**	**899 239**	**– 43 275**	**1 177 163**	**1 249 599**	**– 72 436**
Français à l'étranger	**410 841**	**566 456**	**– 155 615**	**493 089**	**700 777**	**– 207 688**
Capital social	34 183	112 195	**– 78 012**	44 825	150 281	**– 105 456**
Bénéfices réinvestis	–	6 998	**– 6 998**	–	10 920	**– 10 920**
Autres opérations	376 658	447 263	**– 70 605**	448 264	539 576	**– 91 312**
Étrangers en France	**445 123**	**332 783**	**112 340**	**684 074**	**548 822**	**135 252**
Capital social	69 575	18 431	**51 144**	87 624	11 700	**75 924**
Bénéfices réinvestis	–	5 398	**– 5 398**	3 120	–	**3 120**
Autres opérations	375 548	308 954	**66 594**	593 330	537 122	**56 208**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1996			1997		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**11 707 158**	**12 016 153**	**– 308 995**	**14 982 101**	**15 131 179**	**– 149 078**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**7 748 855**	**7 980 269**	**– 231 414**	**10 610 879**	**11 026 134**	**– 415 255**
3-2-1-1. Actions	494 271	499 817	**– 5 546**	767 067	825 111	**– 58 044**
Secteur bancaire	–	4 107	**– 4 107**	–	20 358	**– 20 358**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	27 511	28 950	**– 1 439**	17 593	55 279	**– 37 686**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	5 370 366	5 600 793	**– 230 427**	7 432 488	7 692 209	**– 259 721**
Secteur bancaire	–	120 598	**– 120 598**	–	147 921	**– 147 921**
Autres secteurs	–	109 829	**– 109 829**	–	111 800	**– 111 800**
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	1 873 747	1 876 044	**– 2 297**	2 231 139	2 271 488	**– 40 349**
Secteur bancaire	21	–	**21**	85	–	**85**
Autres secteurs	26 657	28 975	**– 2 318**	5 635	46 069	**– 40 434**
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	6 856	–	**6 856**	180 185	237 326	**– 57 141**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**3 958 303**	**4 035 884**	**– 77 581**	**4 371 222**	**4 105 045**	**266 177**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	817 882	755 144	**62 738**	1 279 872	1 210 902	**68 970**
Secteur bancaire	64 075	60 725	**3 350**	109 242	102 389	**6 853**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	753 807	694 419	**59 388**	1 170 630	1 108 513	**62 117**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 652 922	2 781 538	**– 128 616**	2 449 552	2 354 389	**95 163**
Secteur des administrations publiques	2 312 274	2 442 883	**– 130 609**	2 032 258	1 999 684	**32 574**
Secteur bancaire	220 242	225 390	**– 5 148**	264 658	238 220	**26 438**
Autres secteurs	120 406	113 265	**7 141**	152 636	116 485	**36 151**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	487 499	499 202	**– 11 703**	529 954	487 090	**42 864**
Secteur des administrations publiques	262 679	254 353	**8 326**	298 136	259 407	**38 729**
Secteur bancaire	151 936	159 754	**– 7 818**	121 632	125 729	**– 4 097**
Autres secteurs	72 884	85 095	**– 12 211**	110 186	101 954	**8 232**
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	...	111 844	52 664	**59 180**
3-3. Autres investissements	**270 209**	**32 582**	**237 627**	**331 343**	**339 950**	**– 8 607**
3-3-1. Avoirs	**165 480**	**28 622**	**136 858**	**33 043**	**337 837**	**– 304 794**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	–	26 063	**– 26 063**	–	58 941	**– 58 941**
3-3-1-2. Prêts	159 783	–	**159 783**	23 386	277 053	**– 253 667**
Autorités monétaires	654	–	**654**	–	2 395	**– 2 395**
Administrations publiques	8 351	–	**8 351**	8 654	–	**8 654**
Secteur bancaire	147 444	–	**147 444**	–	274 658	**– 274 658**
Autres secteurs	3 334	–	**3 334**	14 732	–	**14 732**
3-3-1-3. Autres avoirs	5 697	2 559	**3 138**	9 657	1 843	**7 814**
Administrations publiques	–	2 559	**– 2 559**	–	1 843	**– 1 843**
Autres secteurs	5 697	–	**5 697**	9 657	–	**9 657**
3-3-2. Engagements	**104 729**	**3 960**	**100 769**	**298 300**	**2 113**	**296 187**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	11 251	–	**11 251**	12 523	–	**12 523**
3-3-2-2. Prêts	93 478	–	**93 478**	285 777	–	**285 777**
Autorités monétaires	1 552	–	**1 552**	765	–	**765**
Administrations publiques	313	–	**313**	28 109	–	**28 109**
Secteur bancaire	77 202	–	**77 202**	234 865	–	**234 865**
Autres secteurs	14 411	–	**14 411**	22 038	–	**22 038**
3-3-2-3. Autres engagements	–	3 960	**– 3 960**	–	2 113	**– 2 113**
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**1 229**	**– 1 229**	**–**	**34 279**	**– 34 279**
Or	–	–	**–**	–	–	**–**
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	289	**– 289**	–	297	**– 297**
Position de réserve au FMI	–	157	**– 157**	–	2 003	**– 2 003**
Devises étrangères	–	783	**– 783**	–	31 979	**– 31 979**
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	**–**	–	–	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**4 593**	**–**	**4 593**	**25 179**	**–**	**25 179**
TOTAL GÉNÉRAL	**15 078 430**	**15 078 430**	**–**	**19 092 721**	**19 092 721**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie (V[e] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-3

Règlements bilatéraux (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP

Année 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	Pays membres de l'UE		OCDE		Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**1 779 512**	**1 787 452**	**2 565 230**	**2 453 723**	**82 963**	**99 884**
1-1. Biens	**1 025 773**	**1 021 936**	**1 385 229**	**1 353 513**	**47 283**	**46 396**
Marchandises générales	1 017 672	1 018 417	1 371 206	1 347 975	47 040	46 338
Avitaillement	2 353	461	3 487	1 647	24	49
Travail à façon et réparations	5 748	3 058	10 536	3 891	219	9
1-2. Services	**301 383**	**252 209**	**521 836**	**394 962**	**26 985**	**49 496**
Transports	40 280	41 427	66 462	62 489	3 229	3 231
Voyages	77 302	49 800	147 245	80 358	6 859	1 767
Services de communication	2 061	2 201	2 997	2 825	44	30
Services de construction	3 964	3 403	7 139	6 194	5 129	1 751
Services d'assurances	18 699	18 165	29 286	28 146	263	182
Services financiers	5 639	5 353	8 746	8 530	192	77
Services d'informatique et d'information	1 321	946	3 042	3 003	27	1
Redevances et droits de licence	5 490	5 578	10 527	14 051	100	44
Autres services aux entreprises	141 063	118 479	236 852	176 063	10 907	41 973
Services personnels, culturels et récréatifs	3 799	4 927	7 471	10 102	78	67
Services des administrations publiques	1 765	1 930	2 069	3 201	157	373
1-4. Revenus	**355 535**	**381 755**	**545 781**	**562 698**	**8 140**	**1 923**
1-4-1. Rémunérations des salariés	6 251	4 443	12 403	5 901	431	123
1-4-2. Revenus des investissements	349 284	377 312	533 378	556 797	7 709	1 800
1-5. Transferts courants	**96 821**	**131 552**	**112 384**	**142 550**	**555**	**2 069**
Secteur des administrations publiques	75 580	104 720	78 281	107 038	63	673
Autres secteurs	21 241	26 832	34 103	35 512	492	1 396
2. COMPTE DE CAPITAL	**13 232**	**880**	**13 821**	**1 441**	**9**	**26**
3. COMPTE FINANCIER	**11 656 183**	**11 743 587**	**15 829 803**	**16 005 648**	**167 151**	**160 762**
3-1. Investissements directs	**908 918**	**917 634**	**1 137 455**	**833 038**	**5 470**	**6 684**
Français à l'étranger	369 096	472 236	466 082	632 125	3 378	6 225
Étrangers en France	539 822	445 398	671 373	545 518	2 092	459
3-2. Investissements de portefeuille	**10 542 584**	**10 610 478**	**14 429 398**	**14 588 109**	**153 457**	**151 443**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**7 149 175**	**7 390 669**	**10 348 044**	**10 712 880**	**11 300**	**10 760**
3-2-1-1. Actions	368 617	393 147	701 075	757 289	1 509	1 622
3-2-1-2. Obligations	4 916 755	5 064 196	7 301 531	7 532 305	9 720	9 096
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	1 749 478	1 787 697	2 175 285	2 216 012	59	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	114 325	145 629	170 153	207 274	12	42
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**3 393 409**	**3 219 809**	**4 081 354**	**3 875 229**	**142 157**	**140 683**
3-2-2-1. Actions	1 000 711	938 272	1 233 012	1 161 950	20 488	19 756
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 034 936	1 962 014	2 298 063	2 229 729	97 444	96 563
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	298 849	292 976	469 791	443 677	24 223	24 364
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	58 913	26 547	80 488	39 873	2	–
3-3. Autres investissements	**204 681**	**210 193**	**262 950**	**207 913**	**8 224**	**2 635**
3-3-1. Avoirs	**33 611**	**208 748**	**25 447**	**205 809**	**7 734**	**621**
3-3-1-2. Prêts	23 138	208 748	16 038	205 809	7 734	609
3-3-1-3. Autres avoirs	6 473	–	9 409	–	–	12
3-3-2. Engagements	**171 070**	**1 445**	**237 503**	**2 104**	**490**	**2 014**
3-3-2-2. Prêts	171 070	62	237 503	54	490	2 014
3-3-2-3. Autres engagements	–	1 383	–	2 050	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**5 282**	**–**	**31 983**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**82 992**	**–**	**51 958**	**–**	**10 549**	**–**
TOTAL	**13 531 919**	**13 531 919**	**18 460 812**	**18 460 812**	**260 672**	**260 672**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie - version 1997 (V[e] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-4

Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc (1)

Année 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	Pays du Maghreb		Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**42 337**	**49 227**	**47 920**	**43 133**
1-1. Biens	**23 802**	**25 511**	**20 137**	**10 327**
Marchandises générales	23 664	25 478	19 893	10 299
Avitaillement	95	3	25	18
Travail à façon et réparations	43	30	219	10
1-2. Services	**13 407**	**14 234**	**464 073**	**26 510**
Transports	1 913	3 978	2 791	2 105
Voyages	5 152	5 475	2 749	1 228
Services de communication	20	88	23	148
Services de construction	775	310	1 736	481
Services d'assurances	169	119	263	91
Services financiers	69	46	96	39
Services d'informatique et d'information	12	–	4	–
Redevances et droits de licence	52	28	105	15
Autres services aux entreprises	4 896	3 927	9 486	21 136
Services personnels, culturels et récréatifs	99	27	134	40
Services des administrations publiques	250	236	610	1 227
1-4. Revenus	**4 565**	**863**	**9 159**	**1 372**
1-4-1. Rémunérations des salariés	425	145	2 501	119
1-4-2. Revenus des investissements	4 140	718	6 658	1 253
1-5. Transferts courants	**563**	**8 619**	**627**	**4 924**
Secteur des administrations publiques	80	2 281	51	3 927
Autres secteurs	483	6 338	576	997
2. COMPTE DE CAPITAL	**13**	**320**	**15**	**2 230**
3. COMPTE FINANCIER	**13 667**	**6 017**	**17 428**	**16 409**
3-1. Investissements directs	**793**	**719**	**1 728**	**3 640**
Français à l'étranger	514	667	1 135	3 550
Étrangers en France	279	52	593	90
3-2. Investissements de portefeuille	**5 770**	**3 936**	**11 870**	**11 997**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**506**	**1 204**	**320**	**335**
3-2-1-1. Actions	242	177	314	323
3-2-1-2. Obligations	262	1 024	–	–
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	–	–	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	2	3	6	12
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**5 264**	**2 732**	**11 550**	**11 662**
3-2-2-1. Actions	1 368	1 230	5 788	5 836
3-2-2-2. Obligations et assimilés	329	372	1 215	1 348
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	3 567	1 130	4 545	4 478
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	–	–	2	–
3-3. Autres investissements	**7 104**	**1 362**	**3 830**	**772**
3-3-1. Avoirs	**4 413**	**1 139**	**2 096**	**772**
3-3-1-2. Prêts	4 413	1 137	2 096	759
3-3-1-3. Autres avoirs	–	2	–	13
3-3-2. Engagements	**2 691**	**223**	**1 734**	**–**
3-3-2-2. Prêts	2 691	223	1 734	–
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**–**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**–**	**453**	**–**	**3 591**
TOTAL	**56 017**	**56 017**	**65 363**	**65 363**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie - version 1997 (V[ème] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

	1993	1994	1995	1996	1997
Total des opérations avec l'Union européenne (hors FED) (1)	**– 11 558**	**– 22 240**	**– 14 741**	**– 6 683**	**– 10 452**
Total des recettes	**66 304**	**61 212**	**64 308**	**74 915**	**77 710**
dont : FEOGA-Orientation (2)	2 258	3 123	1 625	3 334	3 447
FEOGA-Garanties (2)	54 349	52 867	54 699	61 977	60 147
FSE (3)	4 391	2 676	4 144	4 088	4 731
FEDER (4)	4 586	1 852	2 778	4 517	8 206
Total des contributions	**77 862**	**83 452**	**79 049**	**81 598**	**88 162**
dont : Versement TVA	45 178	43 648	47 057	41 887	41 462
Versement PNB	20 089	23 003	16 299	23 698	31 497
Droits de douanes	10 368	9 725	9 960	8 988	9 357
Cotisation sucrière	2 129	2 591	2 441	2 141	2 029
Fonds européen de développement (net)	**– 2 455**	**– 2 837**	**– 2 536**	**– 1 433**	**– 1 930**
Impôts, taxes et divers	**406**	**204**	**384**	**472**	**729**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 13 607**	**– 24 873**	**– 16 893**	**– 7 644**	**– 11 653**
Total des recettes	66 765	61 529	64 787	75 473	85 314
Total des contributions	80 372	86 402	81 680	83 117	96 972
Recettes du Gouvernement français (5)	**1 250**	**1 233**	**1 240**	**1 112**	**1 139**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 12 357**	**– 23 640**	**– 15 653**	**– 6 532**	**– 10 514**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douanes : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Règlements entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes

Année 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total	*dont :*			**Total**	*dont :*		
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union Européenne :								
Allemagne	**8 182**	– 25 133	26 086	1 766	**19 935**	– 4 447	– 5 753	32 214
Autriche	**3 537**	3 730	238	– 393	**– 8 474**	255	– 892	– 7 837
U.E.B.L (2)	**– 43 876**	– 15 954	8 016	– 36 371	**– 45 583**	– 9 873	– 19 095	– 16 615
Danemark	**79**	532	66	– 513	**– 1 194**	237	1 374	– 2 805
Espagne	**7 685**	15 914	– 12 093	8 151	**– 27 535**	– 5 873	– 5 859	– 15 803
Finlande	**– 545**	– 1 565	701	203	**2 470**	847	– 4 847	6 470
Grèce	**7 535**	8 424	– 1 188	224	**– 3 572**	– 231	– 4 735	1 394
Irlande	**– 2 155**	– 5 492	1 147	1 590	**15 234**	10 280	– 509	5 463
Italie	**1 779**	– 6 207	5 088	4 356	**– 27 238**	– 5 449	– 42 859	21 070
Pays-Bas	**1 812**	– 4 622	3 489	2 608	**– 55 530**	6 320	– 36 988	– 24 861
Portugal	**– 1 286**	5 252	1 685	1 143	**– 13 016**	238	– 7 000	– 6 254
Royaume-Uni	**24 453**	19 615	12 472	– 8 429	**84 879**	– 980	74 202	11 657
Suède	**6 786**	4 898	525	1 047	**– 7 987**	– 19	– 557	– 7 411
Australie	**1 889**	1 289	144	– 516	**– 3 529**	378	– 2 875	– 1 032
Canada	**5 502**	2 018	2 802	807	**– 13 007**	– 539	– 19 801	7 333
États-Unis	**60 570**	27 292	24 524	8 898	**– 185 374**	– 31 672	– 39 766	– 87 297
Islande	**– 514**	– 361	– 170	16	**– 344**	71	– 254	– 161
Japon	**15 882**	90	10 222	3 322	**140 641**	1 201	– 8 586	148 488
Norvège	**– 26 742**	– 20 028	– 7 826	1 076	**2 852**	193	3 421	– 762
Nouvelle-Zélande	**– 40**	– 119	107	– 28	**– 1 280**	333	2 883	1 270
Suisse	**42 958**	– 3 661	46 913	– 7 700	**– 23 695**	2 193	– 21 676	– 4 612
Turquie	**8 333**	7 801	143	884	**– 150**	– 494	998	– 654

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Milliard de francs

Pays	r 1991	r 1992	r 1993	r 1994	r 1995	1996
U.E.B.L. (1) :						
Compte de transactions courantes	26,78	35,20	63,64	69,79	73,36	73,60
Compte de capital	–	–	–	–	1,88	1,30
Compte financier	– 17,80	– 41,32	– 76,81	– 56,53	– 61,76	– 67,69
Avoirs de réserves (bruts)	– 3,29	– 3,01	12,02	– 1,22	– 2,54	– 0,41
Erreurs et omissions (nettes)	– 5,68	9,13	1,16	– 12,04	– 10,94	– 6,80
Danemark :						
Compte de transactions courantes	11,19	22,23	27,36	17,71	8,02	9,82
Compte de capital	–	–	–	–	–	–
Compte financier	– 17,51	2,24	– 37,07	– 31,35	– 0,92	15,52
Avoirs de réserves (bruts)	18,64	– 21,57	3,21	10,28	– 12,47	– 18,23
Erreurs et omissions (nettes)	– 12,32	– 2,90	6,49	3,36	5,37	– 7,11
France :						
Compte de transactions courantes	– 36,78	20,61	50,91	39,05	82,08	104,92
Compte de capital	– 0,15	3,50	0,15	– 25,77	– 0,57	– 0,79
Compte financier	– 17,30	– 42,54	– 94,43	– 21,84	– 102,25	– 130,07
Avoirs de réserves (bruts)	29,31	8,34	28,35	– 13,59	– 3,55	– 1,22
Erreurs et omissions (nettes)	24,92	10,08	15,02	22,15	24,30	27,16
Allemagne :						
Compte de transactions courantes	– 100,88	– 102,65	– 79,96	– 117,87	– 117,45	– 66,86
Compte de capital	– 3,67	3,18	2,77	0,83	– 3,24	– 0,10
Compte financier	29,45	274,22	91,80	162,78	230,21	72,54
Avoirs de réserves (bruts)	34,87	– 196,82	80,42	11,33	– 36,04	6,14
Erreurs et omissions (nettes)	40,23	22,08	– 95,03	– 57,07	73,47	– 11,71
Grèce :						
Compte de transactions courantes	– 8,88	– 11,33	– 4,23	– 0,81	– 14,30	– 23,30
Compte de capital	–	–	–	–	–	–
Compte financier	22,35	13,86	27,28	38,33	15,78	44,29
Avoirs de réserves (bruts)	– 12,44	1,98	– 19,48	– 35,03	0,11	– 21,56
Erreurs et omissions (nettes)	– 1,03	– 4,52	– 3,57	– 2,49	– 1,60	0,57
Irlande :						
Compte de transactions courantes	1,60	3,21	10,00	8,76	8,59	7,17
Compte de capital	3,39	4,17	4,39	2,15	4,08	4,02
Compte financier	– 11,30	– 20,97	– 5,10	– 22,00	– 0,16	– 14,73
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,61	11,47	– 15,06	0,98	– 11,68	0,27
Erreurs et omissions (nettes)	8,91	2,13	5,78	10,12	– 0,83	3,28
Italie :						
Compte de transactions courantes	– 139,64	– 159,30	46,88	73,35	125,46	209,94
Compte de capital	3,32	4,27	9,34	5,71	8,34	0,34
Compte financier	136,61	61,19	29,79	– 78,89	– 14,42	– 38,28
Avoirs de réserves (bruts)	37,90	127,01	17,75	– 8,74	– 14,00	– 60,91
Erreurs et omissions (nettes)	– 38,19	– 33,17	– 103,76	8,58	– 105,39	– 111,09
Pays-Bas :						
Compte de transactions courantes	44,22	39,26	76,60	100,62	118,27	104,43
Compte de capital	– 1,59	– 3,34	– 4,04	– 5,55	– 6,06	– 10,20
Compte financier	– 33,46	– 39,88	– 55,11	– 49,04	– 82,96	– 27,09
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,85	– 32,39	– 37,61	– 2,78	9,54	29,13
Erreurs et omissions (nettes)	– 6,31	36,35	20,16	– 43,26	– 38,79	– 96,27
Royaume-Uni :						
Compte de transactions courantes	– 80,46	– 97,14	– 87,84	– 12,99	– 29,25	– 2,30
Compte de capital	–	–	–	–	–	–
Compte financier	152,68	1,64	132,46	– 19,99	11,48	– 18,06
Avoirs de réserves (bruts)	– 74,76	39,39	– 30,81	– 8,22	4,24	2,30
Erreurs et omissions (nettes)	2,54	56,11	– 13,82	41,20	13,53	18,06

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Milliard de francs

Pays	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Espagne :						
Compte de transactions courantes	− 111,70	− 112,69	− 32,66	− 37,85	5,78	8,98
Compte de capital	17,86	18,44	16,53	14,50	31,38	32,56
Compte financier	180,63	31,55	− 1,58	30,36	− 38,44	100,72
Avoirs de réserves (bruts)	− 80,72	94,28	27,23	− 0,28	32,02	− 124,19
Erreurs et omissions (nettes)	− 6,07	− 31,58	− 9,51	− 6,73	− 30,74	− 18,07
Portugal :						
Compte de transactions courantes	− 4,04	− 0,97	1,32	− 10,49	3,61	− 13,59
Compte de capital	−	−	−	−	−	−
Compte financier	25,60	− 5,03	− 17,18	4,70	17,64	27,93
Avoirs de réserves (bruts)	− 32,23	0,83	16,13	7,94	1,49	− 2,28
Erreurs et omissions (nettes)	10,67	5,18	− 0,27	− 2,14	− 15,52	− 12,06
Suisse :						
Compte de transactions courantes	58,53	75,36	101,42	97,55	109,21	104,71
Compte de capital	− 0,27	− 0,23	− 0,75	− 0,81	− 0,66	− 0,63
Compte financier	− 65,89	− 81,37	− 107,97	− 92,16	− 76,99	− 119,29
Avoirs de réserves (bruts)	− 5,49	− 23,20	− 2,27	− 5,90	− 0,26	− 14,05
Erreurs et omissions (nettes)	13,12	29,44	9,58	1,32	− 31,29	29,26
Canada :						
Compte de transactions courantes	− 125,10	− 111,24	− 123,22	− 81,75	− 26,48	14,36
Compte de capital	31,57	37,61	46,96	41,64	24,72	30,28
Compte financier	85,02	33,05	111,70	32,07	0,99	− 28,11
Avoirs de réserves (bruts)	10,43	25,34	− 5,12	2,18	− 13,53	− 28,13
Erreurs et omissions (nettes)	− 1,91	15,24	− 30,32	5,87	14,29	11,59
États-Unis :						
Compte de transactions courantes	− 32,89	− 299,89	− 512,92	− 738,03	− 644,85	− 760,83
Compte de capital	1,58	2,28	− 1,13	− 3,33	0,50	2,66
Compte financier	258,75	507,89	489,92	729,92	767,54	964,07
Avoirs de réserves (bruts)	32,50	20,75	− 7,82	29,70	− 48,67	34,12
Erreurs et omissions (nettes)	− 259,93	− 231,02	31,94	− 18,27	− 74,52	− 240,02
Japon :						
Compte de transactions courantes	348,88	575,85	673,40	666,35	568,03	337,01
Compte de capital	− 6,14	− 6,65	− 7,47	− 9,46	− 11,41	− 16,83
Compte financier	− 346,11	− 512,98	− 522,86	− 435,38	− 327,29	− 143,75
Avoirs de réserves (bruts)	42,92	− 3,17	− 140,52	− 129,27	− 299,82	− 179,76
Erreurs et omissions (nettes)	− 39,54	− 53,05	− 2,56	− 92,23	70,49	3,33

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Secteur économique (2)	1990	1992	1993	1994	1995	■ 1996	1997
1. Agriculture et pêche	**– 121**	**– 97**	**– 29**	**39**	**– 7**	**– 41**	**– 85**
2. Mines et carrières	**– 6 589**	**– 3 549**	**– 6 611**	**– 5 632**	**– 4 154**	**– 185**	**– 438**
Houille, pétrole, gaz	– 5 959	– 3 508	– 6 534	– 5 679	– 3 519	35	– 301
Autres produits issus de l'extraction	– 630	– 41	– 77	47	– 635	– 220	– 137
3. Produits manufacturés	**– 56 570**	**– 36 689**	**– 17 566**	**– 20 721**	**– 18 426**	**– 43 140**	**– 53 622**
Produits alimentaires	– 11 913	– 8 111	– 2 867	– 2 609	– 2 695	– 5 236	– 8 989
Textiles et habillement	– 1 612	– 1 117	– 294	– 557	– 810	– 779	– 958
Bois, édition et imprimerie	– 2 974	– 720	– 651	83	– 568	– 2 393	– 995
Produits pétroliers raffinés et autres	– 83	– 541	– 267	– 390	– 184	– 2 314	– 3 158
Produits chimiques	– 14 263	– 5 297	260	– 10 487	– 6 066	– 22 477	– 15 160
Caoutchouc et matières plastiques	– 418	– 364	– 508	– 106	– 3 507	– 1 602	– 924
Métaux ferreux et non ferreux	– 5 345	– 1 375	– 1 696	– 333	– 609	– 2 548	– 1 577
Construction mécanique	– 1 347	– 564	– 112	– 1 447	– 456	– 1 131	– 4 599
Équipement bureau et informatique	– 1 380	– 2 145	– 261	– 115	– 758	5	3 507
Matériel de communication	– 9 246	– 15 078	– 5 856	– 7 400	– 1 790	– 2 317	6 913
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 3 678	1 503	– 896	4 330	– 811	4 342	– 9 457
Autres produits manufacturés	– 4 311	– 2 880	– 4 418	– 1 690	– 172	– 6 690	– 18 225
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 1 520**	**– 612**	**– 1 000**	**– 2 781**	**– 3 943**	**– 4 369**	**– 569**
5. Bâtiment et génie civil	**– 2 203**	**– 1 279**	**– 2 118**	**– 1 624**	**– 1 133**	**– 3 587**	**– 4 472**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 7 519**	**– 8 494**	**– 4 650**	**– 2 806**	**– 2 828**	**– 26 284**	**– 26 304**
7. Restauration et hébergement	**– 7 762**	**– 4 746**	**– 247**	**– 273**	**– 1 797**	**– 2 468**	**– 1 384**
8. Transports et communications	**– 1 023**	**– 1 846**	**– 647**	**– 1 735**	**– 889**	**– 2 518**	**– 5 881**
Transports intérieurs	– 112	– 336	– 345	– 91	– 68	– 56	– 860
Transports maritimes et cabotage	– 69	– 427	– 198	– 954	– 113	– 403	78
Transport aérien	– 78	– 362	37	– 149	685	37	399
Télécommunications	– 255	– 60	– 106	– 476	– 452	– 1 983	– 4 951
Autres transports et communications	– 509	– 661	– 35	– 65	– 941	– 113	– 547
9. Intermédiation financière	**– 42 824**	**– 23 945**	**– 19 798**	**– 11 674**	**– 9 809**	**– 14 306**	**– 13 261**
Intermédiation monétaire	...	...	...	...	...	– 4 513	– 12 177
Autre intermédiation financière	– 29 012	– 19 641	– 15 619	– 3 582	– 10 350	– 8 087	4 044
Assurances et activités annexes	– 13 812	– 4 304	– 4 179	– 8 092	541	– 1 241	– 397
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 20 171**	**– 16 693**	**– 15 517**	**– 12 547**	**– 9 637**	**– 48 357**	**– 83 074**
Opérations immobilières	– 2 942	– 1 034	– 687	– 1 024	– 702	– 908	– 67
Informatique	...	...	...	...	...	– 528	– 2 103
Recherche et développement	...	...	...	...	...	– 439	– 553
Autres activités commerciales	– 6 852	– 10 751	– 11 087	– 7 466	– 2 733	– 43 684	– 79 901
Publicité	...	...	...	...	...	– 357	– 290
Autres activités immobilières et commerciales	– 10 377	– 4 908	– 3 743	– 4 057	– 6 202	– 2 441	– 160
11. Autres services	**– 58**	**– 41**	**– 90**	**– 8**	**– 16**	**– 1 001**	**– 9 535**
12. Montants non ventilés	**– 1 188**	**– 1 441**	**– 670**	**– 647**	**– 545**	**– 2 361**	**1 857**
TOTAL	**– 147 548**	**– 99 432**	**– 68 943**	**– 60 409**	**– 53 184**	**– 148 617**	**– 196 768**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Secteur économique (2)	1990	1992	1993	1994	1995	■ 1996	1997
1. Agriculture et pêche	**58**	**44**	**126**	**124**	**26**	**108**	**– 5**
2. Mines et carrières	**21**	**67**	**212**	**– 34**	**181**	**– 170**	**92**
Houille, pétrole, gaz	11	63	163	– 18	–	– 247	62
Autres produits issus de l'extraction	10	4	49	– 16	181	77	30
3. Produits manufacturés	**9 463**	**27 937**	**15 112**	**13 898**	**19 170**	**21 478**	**28 202**
Produits alimentaires	1 200	9 139	4 763	1 729	362	1 022	2 781
Textiles et habillement	251	981	445	591	505	864	1 336
Bois, édition et imprimerie	3 767	907	596	1 277	1 669	1 080	– 12
Produits pétroliers raffinés et autres	261	1 986	9	– 99	2 287	81	– 1 319
Produits chimiques	2 924	3 416	2 899	2 895	7 060	10 130	6 519
Caoutchouc et matières plastiques	457	335	2 795	546	671	– 975	2 175
Métaux ferreux et non ferreux	1 096	443	437	2 180	874	– 183	2 377
Construction mécanique	– 1 220	806	2 117	2 149	1 786	1 892	4 394
Équipement bureau et informatique	– 135	1 796	– 953	57	789	796	– 1 602
Matériel de communication	– 210	7 478	1 623	874	1 682	4 500	– 2 266
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	840	– 786	– 659	778	453	640	3 681
Autres produits manufacturés	232	1 436	1 040	921	1 032	1 631	10 138
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 14**	**– 17**	**–**	**– 25**	**– 1**	**956**	**– 5 143**
5. Bâtiment et génie civil	**– 28**	**246**	**132**	**202**	**109**	**3 531**	**3 923**
6. Récupération, réparation, commerce	**8 210**	**5 614**	**5 829**	**2 381**	**3 692**	**17 288**	**11 073**
7. Restauration et hébergement	**221**	**676**	**316**	**151**	**318**	**174**	**1 850**
8. Transports et communications	**616**	**910**	**719**	**1 025**	**1 213**	**4 502**	**4 021**
Transports intérieurs	253	396	459	309	582	127	– 30
Transports maritimes et cabotage	108	82	125	318	22	161	148
Transport aérien	– 2	222	127	30	19	366	340
Télécommunications	2	36	74	234	385	2 995	2 794
Autres transports et communications	255	174	– 66	134	205	853	769
9. Intermédiation financière	**15 957**	**22 757**	**16 991**	**13 470**	**15 665**	**15 874**	**28 395**
Intermédiation monétaire	...	...	...	...	...	224	2 257
Autre intermédiation financière	11 965	21 569	15 755	2 272	15 998	10 875	15 792
Assurances et activités annexes	3 992	1 188	1 236	11 198	– 333	2 399	6 775
10. Opérations immobilières et commerciales	**11 327**	**24 929**	**28 734**	**28 283**	**25 386**	**50 831**	**54 723**
Opérations immobilières	7 198	9 601	8 164	8 325	7 229	5 469	3 792
Informatique	...	...	...	...	...	1 431	660
Recherche et développement	...	...	...	...	...	408	474
Autres activités commerciales	2 311	13 456	14 449	10 573	11 943	34 972	45 993
Publicité	...	...	...	...	...	376	561
Autres activités immobilières et commerciales	1 818	1 872	6 121	9 385	6 214	8 175	3 243
11. Autres services	**48**	**7**	**25**	**– 21**	**87**	**206**	**714**
12. Montants non ventilés	**3 396**	**1 117**	**1 125**	**1 517**	**881**	**2 975**	**4 287**
TOTAL	**49 275**	**84 287**	**69 321**	**60 971**	**66 727**	**117 753**	**132 132**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	■ 1996	1997
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)								
Investissements français en UE	– 99 160	– 61 233	– 81 164	– 38 206	– 33 086	– 24 578	– 75 836	– 103 140
Investissements UE en France	25 956	32 581	54 948	49 604	44 110	39 930	85 208	94 424
ALLEMAGNE								
Investissements français en Allemagne	– 11 593	– 8 408	– 12 209	– 6 056	– 5 745	– 5 573	– 13 422	– 24 183
Investissements allemands en France	6 602	9 986	6 655	7 859	5 225	8 957	6 951	19 736
U.E.B.L. (3)								
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 10 520	– 9 443	– 18 791	– 2 571	– 7 751	– 5 554	– 19 264	– 21 113
Investissements U.E.B.L. en France	4 509	5 992	14 959	10 980	7 293	3 277	20 057	11 240
DANEMARK								
Investissements français au Danemark	– 37	– 200	– 127	– 105	25	– 411	695	– 283
Investissements danois en France	247	369	598	199	361	233	313	520
ESPAGNE								
Investissements français en Espagne	– 15 924	– 14 969	– 9 758	– 8 114	– 5 354	– 2 387	– 5 311	– 7 633
Investissements espagnols en France	321	172	615	1 362	108	– 1 197	1 567	1 760
GRÈCE								
Investissements français en Grèce	– 696	– 230	– 200	– 278	– 531	– 198	– 354	– 379
Investissements grecs en France	22	– 5	21	31	25	13	– 519	148
IRLANDE								
Investissements français en Irlande	– 274	– 893	– 451	– 570	– 813	– 955	– 1 516	6 765
Investissements irlandais en France	240	177	197	325	1 727	175	3 799	3 515
ITALIE								
Investissements français en Italie	– 9 481	– 7 663	– 10 179	– 6 196	– 5 396	– 3 870	– 11 312	– 11 590
Investissements italiens en France	4 594	5 085	15 900	8 370	2 533	1 696	4 593	6 141
PAYS–BAS								
Investissements français aux Pays-Bas	– 22 008	– 8 653	– 19 758	– 7 118	– 5 624	– 2 506	– 11 939	– 5 757
Investissements des Pays-Bas en France	5 842	7 363	10 878	5 902	2 591	9 114	19 785	12 077
PORTUGAL								
Investissements français au Portugal	– 1 963	– 1 316	– 1 357	– 1 040	– 651	– 77	– 1 254	– 403
Investissements portugais en France	9	– 53	14	14	86	25	406	641
ROYAUME-UNI								
Investissements français au Royaume-Uni	– 27 693	– 9 628	– 8 352	– 6 218	– 1 245	– 2 697	– 8 469	– 39 009
Investissements du Royaume-Uni en France	4 619	3 474	5 108	14 554	24 163	16 074	21 618	38 029
SUISSE								
Investissements français en Suisse	– 3 629	– 1 879	– 1 754	– 1 463	955	– 1 826	– 2 819	– 10 250
Investissements suisses en France	2 492	2 576	5 837	7 516	5 606	1 466	9 750	12 443
ÉTATS-UNIS								
Investissements français aux États-Unis	– 31 771	– 30 009	– 6 764	– 9 616	– 17 144	– 9 430	– 29 664	– 48 861
Investissements des États-Unis en France	6 434	5 585	14 409	4 468	6 587	20 135	17 095	15 189
CANADA								
Investissements français au Canada	– 1 597	– 3 073	– 1 129	– 14	– 990	– 455	– 2 438	– 1 097
Investissements canadiens en France	353	660	1 150	698	– 84	260	2 118	558
JAPON								
Investissements français au Japon	– 168	– 159	– 586	– 303	– 298	– 147	– 968	– 321
Investissements japonais en France	6 506	3 093	2 396	1 955	954	854	521	1 522

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15, depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

P

Administration et vie publique

Chapitre P.01

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie.
2. Les moyens de la Justice.
3. L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés.
4. Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire. Procédures au fond. Juridictions de première instance.
5. Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale).
6. Les juges d'instruction (Justice pénale).
7. Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale).
8. Les condamnations portées au casier judiciaire national (Justice pénale).
9. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
10. L'administration pénitentiaire : le milieu fermé.
11. L'administration pénitentiaire : le milieu ouvert.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

1. MÉTHODOLOGIE

L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, contrôle de l'immigration et lutte contre l'emploi des clandestins, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatée.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont issues des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « cadres du parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orienté par le Parquet et traité au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^{e} classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert publiées ici sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2. DÉFINITIONS

- **La cour de cassation**

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- **Les cours d'appel**

L'appel tend à faire réformer ou annuler par une cour d'appel (chambres civiles) un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- **Les tribunaux de grande instance**

Ils ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L. 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.

● **Les tribunaux d'instance**

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 30 000 francs. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

● **Les tribunaux paritaires des baux ruraux**

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

● **Les conseils de prud'hommes**

Ils règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges, on dit qu'il y a départition et c'est le juge d'instance qui tranche.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

● **Les tribunaux de commerce**

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

● **L'ordonnance de référé**

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

● **Le juge aux affaires familiales**

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

● **Le juge de l'exécution**

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991 réformant les procédures d'exécution a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le Nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994.

● **Le Parquet**

Le ministère public auquel est confié l'action publique décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de procéder à un classement sans suite. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction selon la gravité et la complexité des faits.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal correctionnel. Elle suppose d'une part que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. **La convocation par procès-verbal** est notifiée au prévenu devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

● **L'instruction**

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance est saisi des affaires pénales les plus complexes, obligatoirement pour les crimes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation

Elle a pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...).

La détention provisoire

Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- **Les cours d'assises**

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort parmi la population. Les arrêtés de cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel.

- **Les tribunaux correctionnels**

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- **Les tribunaux de police**

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme *l'amende forfaitaire majorée* et *l'ordonnance pénale.*

- **Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national**

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- **Les infractions**

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes volontaires ou non à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les attentats aux moeurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- **Les peines privatives de liberté**

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Nouveau Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n°75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré, et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives suscep-

tibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

● Le milieu fermé

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

● La contrainte par corps

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

● Le milieu ouvert

Le comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL)

C'est un service de l'administration pénitentiaire placé auprès de chaque tribunal de grande instance, sous l'autorité du juge de l'application des peines.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.

La libération conditionnelle

Les condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge d'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas 3 ans, et sur décision du ministre de la Justice au delà.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Justice.

— Ministère de l'Intérieur.

Publications :

Les chiffres clés de la Justice, octobre 1998, ministère de la Justice.

Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).

Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire, La Documentation française (annuel).

Info-Stat Justice, ministère de la Justice (mensuel).

Études et Statistiques, Justice, ministère de la Justice (trimestriel).

Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française (annuel).

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel).

*
* *

TABLEAU P.01-1

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : nombre

	1993	1994	1995	1996	1997
Vols (y compris recels)	**2 640 417**	**2 573 074**	**2 400 644**	**2 331 000**	**2 244 301**
Vols à main armée	11 211	10 243	9 147	9 428	8 295
Autres vols avec violences	60 898	63 067	65 430	70 031	72 203
Cambriolages	468 524	468 903	433 320	436 414	407 385
Vols avec entrée par ruse	14 966	15 998	17 004	16 012	13 809
Vols d'automobiles	384 574	369 551	351 509	345 625	322 783
Vols de véhicules motorisés à deux roues	122 314	114 628	102 016	98 142	94 577
Vols à la roulotte	773 000	713 251	554 626	510 952	489 152
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	106 815	108 186	190 614	194 003	182 949
Autres vols simples	663 871	671 382	640 259	616 069	617 767
Recels	34 244	37 865	36 719	34 324	35 381
Infractions économiques et financières	**409 246**	**440 179**	**357 104**	**310 910**	**295 511**
Escroqueries, faux et contrefaçons	327 461	355 295	294 497	262 724	253 038
dont : Escroqueries et abus de confiance	108 300	118 509	90 068	84 014	84 233
Falsification, usage de chèques volés	143 200	153 077	140 532	136 221	126 815
Falsification, usage de cartes de crédit	32 568	34 886	28 295	27 477	27 860
Faux et contrefaçons (2)	40 328	43 395	29 034	11 738	11 529
Fausse monnaie	3 065	5 428	6 568	3 274	2 601
Délinquance économique et financière	62 584	66 784	43 887	26 806	24 758
dont : Banqueroutes, abus de confiance	11 012	6 238	3 941	2 984	2 587
Fraudes fiscales	2 075	2 042	1 069	723	660
Travail clandestin (3)	///	///	14 624	10 503	10 545
Emploi d'étranger sans titre de travai (3)	///	///	1 363	944	771
Marchandage, prêt de main-d'œuvre (3)	///	///	1 099	374	314
Autres délits économiques	40 795	50 181	15 307	6 206	4 791
Infractions à la législation sur les chèques (4) [sauf falsifications,usages de chèques volés]	19 201	18 100	18 720	21 380	17 715
Crimes et délits contre les personnes	**152 764**	**175 374**	**191 180**	**198 155**	**214 975**
Homicides	2 818	2 696	2 563	2 385	2 085
dont : Tentatives	1 299	1 290	1 227	1 214	1 122
Homicides de mineurs de moins de 15 ans	///	///	80	85	68
Coups et blessures volontaires	56 964	63 435	71 095	75 425	81 910
dont : Coups et blessures volontaires suivis de mort	233	296	419	370	274
Autres atteintes contre les personnes	35 310	46 053	51 708	52 765	57 815
dont : Menaces et chantages	19 490	26 005	30 168	32 772	36 769
Atteintes à la dignité et à la personnalité	7 161	10 862	13 011	11 681	12 961
Atteintes aux mœurs	26 569	29 279	29 123	29 628	35 090
dont : Proxénétisme	679	627	533	474	503
Viols	5 605	6 526	7 350	7 191	8 213
dont : Sur mineur(e)s (3)	///	///	4 526	4 369	5 065
Agressions sexuelles	11 192	12 661	11 503	12 056	13 923
dont : Sur mineur(e)s (3)	///	///	6 197	7 076	9 412
Infractions contre la famille et l'enfant	31 103	33 911	36 691	37 952	38 075

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU P.01-1 (suite et fin)

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : nombre

	1993	1994	1995	1996	1997
Autres infractions (dont stupéfiants)	**679 467**	**730 381**	**716 392**	**719 552**	**738 655**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	64 841	70 735	79 052	79 617	86 961
dont : Trafic, revente sans usage	9 010	8 714	5 661	5 158	8 300
Usage, revente	13 340	13 837	12 098	12 424	12 115
Consommation	39 527	45 178	54 850	57 981	63 003
Délits à la police des étrangers	49 777	55 549	53 429	47 029	47 021
Destruction, dégradations contre les biens publics et privés	419 961	435 107	440 591	468 515	476 133
dont : Attentats par explosifs contre les biens publics et privés	599	605	613	618	520
Incendies volontaires contre les biens publics et privés	15 015	15 600	18 388	20 521	21 433
Dégradations de véhicules privés	269 931	273 858	268 252	277 979	274 496
Autres destructions	134 416	145 044	153 338	169 397	179 684
Délits divers	144 888	168 990	143 320	124 391	128 540
dont : Faux documents d'identité ou administratifs	15 026	14 214	13 325	9 520	9 237
Outrages, violences à dépositaires de l'autorité	24 925	29 321	29 778	29 100	31 506
Port ou détention d'armes prohibées	16 569	18 933	18 623	18 174	18 963
Hygiène et santé	5 065	10 027	5 917	2 703	2 839
Pêche, chasse, environnement (3)	6 934	7 937	7 699	5 560	5 521
dont : Atteintes à l'environnement	///	///	4 076	3 345	3 552
Destructions, cruautés envers les animaux	3 153	2 603	2 589	2 533	2 611
Autres délits divers non spécifiés (5)	64 785	77 404	63 203	54 939	55 853
Total des crimes et délits (sauf circulation routière) :	**3 881 894**	**3 919 008**	**3 665 320**	**3 559 617**	**3 493 442**
Nombre de français mis en cause	553 656	624 076	640 435	662 531	655 309
Nombre d'étrangers mis en cause	136 799	151 625	152 958	142 124	142 053
Nombre d'hommes majeurs	507 966	566 647	566 508	562 454	548 118
Nombre d'hommes mineurs	83 726	98 934	113 987	129 573	138 263
Nombre de femmes majeures	89 577	99 716	100 652	98 377	94 807
Nombre de femmes mineures	9 186	10 404	12 246	14 251	16 174

(1) La qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement. Les statistiques de la police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou tentés, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales.
(2) Cette rubrique regroupe les contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales, les contrefaçons littéraires et artistiques, les faux en écriture publique et authentique ainsi que les autres faux.
(3) Ces rubriques ne sont disponibles que depuis le 1er janvier 1995, date à laquelle elles ont pu être isolées au sein de la nomenclature statistique.
(4) Les émissions de chèques sans provisions ont été dépénalisées par la loi du 30 décembre 1991.
(5) Ce poste recouvre des délits qui ne sont pas isolés dans la nomenclature statistique et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.01-2

Les moyens de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

Effectifs budgétaires	1990	1993	1994	1995	1996
Administration centrale et services extérieurs					
Ensemble (1)	**2 516**	**1 800**	**1 814**	**1 800**	**1 806**
dont : magistrats	159	164	164	169	171
Services judiciaires					
Ensemble	**24 045**	**24 558**	**24 590**	**24 668**	**25 194**
Magistrats	5 850	5 928	5 974	6 029	6 087
Fonctionnaires	18 195	18 630	18 616	18 639	19 107
dont : greffiers en chef et greffiers	6 213	7 272	7 499	7 762	7 879
Administration pénitentiaire					
Ensemble (1)	**20 633**	**23 071**	**23 476**	**23 899**	**24 619**
dont : personnel de surveillance	16 944	18 470	18 795	19 146	19 622
Protection judiciaire de la jeunesse					
Ensemble	**5 545**	**5 894**	**5 889**	**5 978**	**6 085**
dont : personnel éducatif	3 046	3 203	3 213	3 265	3 326
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs					
Ensemble (2)	**1 016**	**1 834**	**1 884**	**1 961**	**2 016**
dont : magistrats (2)	729	789	800	822	842
Commission nationale de l'informatique et des libertés					
Ensemble	**37**	**50**	**54**	**55**	**55**
Ensemble des effectifs budgétaires (2)	**53 792**	**57 207**	**57 707**	**58 361**	**59 775**
dont : magistrats (2)	6 738	6 881	6 938	7 020	7 100

(1) Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale ont été transférés en 1993 dans les directions d'affectation (essentiellement Administration pénitentiaire).
(2) Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice sont comptabilisés dans ces rubriques.

TABLEAU P.01-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés

France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
La Cour de cassation					
Affaires nouvelles	19 395	19 962	19 115	19 969	20 275
Affaires terminées	18 613	18 569	18 456	21 499	20 420
dont : Cassation	3 602	4 064	3 777	5 300	4 182
Rejet de la demande	7 301	7 094	7 691	8 475	8 085
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 455	2 914	3 373	3 410
Les cours d'appel					
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	204 935	218 880	220 066	219 271
Affaires terminées	169 010	179 585	187 246	198 754	203 740
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	119 957	126 920	135 023	133 536
Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	90 881	96 197	102 720	100 819
Infirmation de la décision attaquée	26 997	29 076	30 723	32 303	32 717
Autres décisions (radiation, désistement, jonction,...)	53 477	59 628	60 326	63 731	70 204
Les tribunaux de grande instance (1)					
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	566 723	658 042	660 189	676 282
dont : Droit de la famille	271 958	311 739	368 816	374 866	391 307
Affaires terminées	463 075	532 494	610 234	645 319	659 153
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	116 950	121 622	125 991	124 729
Référés	95 886	125 752	120 999	126 501	126 772
Les tribunaux d'instance (1)					
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	563 300	513 490	483 909	479 760
dont : droit des contrats	283 126	305 152	291 224	273 305	272 239
Affaires terminées	501 578	556 189	505 690	491 021	456 566
Référés	87 910	90 918	89 032	83 962	82 894
Les tribunaux paritaires des baux ruraux					
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 778	3 663	3 614	3 833
Affaires terminées	4 576	3 686	3 720	3 807	3 580
Référés	325	213	216	209	193
Les conseils de prud'hommes					
Nombre de conseils de prud'hommes	281	281	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	172 001	167 809	157 542	167 894
Affaires terminées	145 935	163 073	168 250	166 593	160 536
Référés	40 822	52 155	51 856	51 384	51 411
Les tribunaux de commerce					
Nombre de tribunaux de commerce	229	229	229	229	229
Affaires nouvelles	275 651	...	...	...	...
dont : droit des affaires	88 907	...	...	...	...
droit des contrats	113 609	...	...	...	...
Affaires terminées	233 314	297 746	254 858	282 070	269 350
Référés	49 831	62 945	55 066	54 158	51 033

(1) La comparabilité des années 1993 à 1996 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU P.01-4

Affaires civiles nouvelles (1) selon leur nature d'affaire.
Procédures au fond - Juridictions de première instance

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire général civil)

Nature d'affaire	1990	1993	1994	1995	1996
Total des affaires nouvelles (CA,TGI, TI, TPBR, TC, CPH) (2)	**1 622 719**	**1 808 485**	**1 816 764**	**1 807 390**	**1 816 390**
Droit des personnes	5,4	5,7	6,0	6,3	7,1
Droit de la famille	21,4	21,2	22,6	22,9	23,8
Droit des affaires	11,6	13,0	12,8	13,2	12,8
Droit des contrats	34,3	33,0	30,4	29,7	29,1
Droit de la responsabilité	3,1	2,8	2,7	2,7	2,8
Droit des biens	2,5	2,6	2,6	2,5	2,6
Droit social	15,0	15,6	15,1	14,7	15,1
Autre et non déterminé	6,7	6,1	7,8	8,0	6,7
Total (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) À partir de 1993, affaires terminées pour les tribunaux de commerce.
(2) CA : cour d'appel, TGI : tribunaux de grande instance, TI : tribunaux d'instance, TPBR : tribunaux paritaires des baux ruraux, TC : tribunaux de commerce, CPH : conseils de prud'hommes.

TABLEAU P.01-5

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du parquet) — *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
LES PARQUETS					
Nombre de parquets	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 324 236**	**5 399 740**	**5 191 255**	**5 185 495**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 239 188	3 187 648	3 016 633	3 188 915
Crimes	12 851	14 637	15 128	14 432	15 644
Délits	4 837 801	4 989 777	5 056 817	4 832 977	4 763 622
Contraventions de 5ème classe	393 581	319 822	327 795	343 846	406 229
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**3 748 145**	**4 113 704** *r*	**4 195 238** *r*	**4 079 096** *r*	**4 024 544**
Affaires poursuivies	**703 831**	**597 109**	**612 674**	**553 731**	**590 235**
Transmission au juge d'instruction	53 652	47 844	49 515	44 554	43 671
Transmission au juge des enfants	44 749	34 785	39 535	39 207	45 276
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	383 438	392 838	373 660	372 120
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	131 042	130 786	96 310	129 168
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC					
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**13 140 760**	**14 812 378**	**14 592 269**	**12 755 874**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	11 527 256	13 224 720	13 335 232	11 842 126
Autre procédure	1 875 304	1 613 504	1 587 658	1 257 037	913 748
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**1 237 342**	**808 594**	**2 407 811**	**1 203 973**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**10 736 571**	**13 312 499**	**11 111 877**	**10 541 840**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	9 528 047	12 230 299	10 306 201	9 874 394
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	1 208 524	1 082 200	805 676	667 446

TABLEAU P.01-6

Les juges d'instruction (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	563	563	567	574
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**42 320**	**46 626**	**46 111**	**44 879**
dont : l'infraction principale est un crime	4 902	5 318	6 026	5 551	5 764
affaires terminées sans mis en examen	9 751	9 261	9 655	10 645	9 195
Nombre de mis en examen dans les affaires terminées	73 649	60 067	68 353	63 942	64 887
Décision de clôture					
dont : ordonnance de non-lieu	8 186	7 112	8 458	7 801	8 409
transmission à la chambre d'accusation pour majeurs	2 391	2 447	2 638	2 865	2 920
transmission à la chambre d'accusation pour mineurs	156	104	97	135	146
transmission au tribunal correctionnel	50 634	42 141	47 293	43 939	44 051
dessaisissement, jonction	4 940	2 753	3 733	3 585	2 988
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année...	19 435	18 137	21 165	18 042	19 461
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année...	29 317	25 074	28 746	23 979	23 990
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**13,5**	**14,6**	**15,2**	**15,9**
dont : crime (1)	14,1	15,5	16,1	16,4	16,5

(1) Qualification de l'infraction principale.

TABLEAU P.01-7

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale)

France entière

Sources : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national)

	1990	1993	1994	1995	1996
Les cours d'assises					
Nombre de cours d'assises	102	102	102	102	102
Acquittements	**142**	**156**	**134**	**136**	**132**
Cours d'assises pour majeurs	140	144	123	130	122
Cours d'assises pour mineurs	2	12	11	6	10
Condamnations	**2 722**	**2 776**	**2 718**	**2 777** *r*	**2 819**
Cours d'assises pour majeurs	2 567	2 554	2 528	2 619 *r*	2 634
Cours d'assises pour mineurs	155	222	190	158 *r*	185
Les tribunaux correctionnels					
Nombre de tribunaux correctionnels	186	186	186	186	186
Mesures de sûreté prononcées :					
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	5 202	4 392	4 811	3 829
Mandats de dépôt prononcés	24 207	31 794	31 753	27 902	21 826
Décisions prononcées :					
Relaxes	20 378	20 440	18 177	17 854	18 377
Condamnations	410 134	394 164	369 576	313 034 *r*	366 207
Les tribunaux de police					
Nombres de tribunaux de police	460	460	460	460	460
Affaires traitées	**1 588 882**	**1 346 367**	**1 235 833**	**902 097**	**798 706**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	1 212 901	1 099 310	802 085	678 983
Contraventions de 5ème classe	153 162	133 466	136 523	100 012	119 723
Mode de jugement :					
Jugements	464 237	374 604	362 850	309 316	280 344
Ordonnances pénales	1 124 645	971 763	872 983	592 781	518 362
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	21 279	15 123	40 184	17 752	11 497
Condamnations	951 839	545 162	1 033 407	754 092	435 353
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	4 670	4 294	4 114	5 278	3 918
Condamnations	97 255	89 482	68 836	26 510 *r*	81 617

TABLEAU P.01-8

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	(1) 1995	*p* 1996
Condamnations pour crime	2 607	2 661	2 609	2 703	2 745
Condamnations pour délit	469 137	448 840	410 077	342 945	410 899
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	96 931	74 293	28 495	85 773
Total des condamnations	**577 170**	**548 432**	**486 979**	**374 143**	**499 417**
Nature de l'infraction					
Atteintes à la personne	99 544	95 025	86 173	66 649	89 955
Atteintes aux biens	169 997	172 077	140 912	95 456	144 421
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	167 358	157 215	137 841	167 404
Infractions à la législation économique et financière	61 083	27 735	25 541	16 606	23 237
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	17 160	14 841	14 093	16 274
Atteintes à la sûreté publique	27 655	28 128	26 489	16 144	21 671
Atteintes à la santé	20 945	22 945	21 131	20 981	24 042
Atteintes à l'ordre public général	6 215	6 267	5 075	5 359	7 604
Atteintes à l'environnement	10 501	11 568	9 600	1 007	4 801
Autres infractions	386	169	2	7	8
Nature de la peine					
Peines privatives de liberté	**316 567**	**332 713**	**282 937**	**240 199**	**280 251**
Réclusion criminelle	1 852	1 890	1 203	1 185	1 149
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	105 044	118 176	106 134	92 198	97 790
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	212 647	175 600	146 816	181 312
Amende	**190 268**	**154 703**	**137 245**	**80 030**	**145 396**
Peine de substitution	**37 250**	**34 698**	**49 383**	**45 921**	**53 306**
dont : travail d'intérêt général	5 705	6 240	10 638	11 364	11 972
Mesure éducative	**22 527**	**17 993**	**10 168**	**4 765**	**13 382**
Dispense de peine	**10 556**	**8 319**	**7 246**	**3 228**	**7 082**
Caractéristiques des condamnés					
Sexe :					
Hommes	505 737	491 708	438 410	341 401	450 781
Femmes	71 433	56 724	48 569	32 742	48 636
Âge :					
Moins de 16 ans	15 678	15 027	10 797	3 783	10 102
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	17 691	7 568	6 197	14 021
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	54 027	42 416	22 535	35 005
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	120 671	107 174	81 088	107 313
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	92 751	84 241	66 781	84 280
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	127 526	119 623	97 122	123 319
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	107 772	102 440	85 849	111 821
60 ans et plus	12 845	12 967	12 720	10 788	13 556
Nationalité :					
Français	458 241	427 515	383 126	304 805	399 323
Étrangers	80 168	82 789	74 420	55 965	73 116
Non déclarée	38 761	38 128	29 433	13 373	26 978

(1) L' amnistie présidentielle de 1995 (loi n° 95-884 du 3 août 1995) a entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995.

TABLEAU P.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**127 511**	**131 086**	**135 775**	**141 443**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	28 106	30 430	32 325	35 656
Secteur associatif habilité	88 505	99 405	100 656	103 450	105 787
Régime juridique de prise en charge					
Mineurs en danger	107 458	110 956	111 908	114 900	116 490
Jeunes majeurs	4 232	4 943	5 002	5 050	4 980
Mineurs délinquants	11 153	11 612	14 176	15 825	19 973
Caractéristiques des jeunes pris en charge					
Sexe :					
Garçons	70 205	73 215	76 530	79 618	84 526
Filles	52 638	54 296	54 556	56 157	56 917
Âge :					
Moins de 10 ans	46 077	46 712	46 098	46 216	46 346
De 10 ans à moins de 13 ans	18 426	21 211	20 977	21 079	21 708
De 13 ans à moins de 16 ans	25 476	27 051	29 086	31 806	33 889
De 16 ans à moins de 18 ans	26 368	25 182	25 698	27 651	30 475
De 18 ans à moins de 21 ans	6 496	7 355	9 227	9 023	9 025

TABLEAU P.01-10

L'administration pénitentiaire

Le milieu fermé : la population carcérale

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**45 420**	**52 551**	**53 935**	**55 062**	**54 269**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM)					
Prévenus	20 580	20 959	23 076	21 917	22 521
Condamnés	24 840	31 592	30 859	33 145	31 748
Sexe (1) :					
Hommes	41 944	48 133	49 489	50 525	49 496
Femmes	1 969	2 107	2 134	2 133	2 144
Âge (1) :					
Moins de 16 ans	24	29	34	33	72
De 16 ans à moins de 18 ans	500	484	499	481	504
De 18 ans à moins de 21 ans	4 433	4 649	4 412	4 062	4 202
De 21 ans à moins de 25 ans	8 912	9 854	9 715	9 373	8 628
De 25 ans à moins de 30 ans	10 396	11 817	11 702	11 770	10 965
De 30 ans à moins de 40 ans	11 992	13 928	14 481	15 342	14 928
De 40 ans à moins de 50 ans	5 483	6 787	7 618	7 967	8 171
De 50 ans à moins de 60 ans	1 744	2 071	2 383	2 762	3 112
60 ans et plus	429	621	779	868	1 058
Nationalité (1) :					
Français	30 887	34 721	36 644	37 358	36 871
Étrangers	12 937	15 477	14 933	15 253	14 706
Non déclarée	89	42	46	47	63
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction (1) :					
Atteintes à la personne	**7 355**	**9 050**	**9 465**	**10 457**	**10 610**
Homicides volontaires	2 808	3 103	2 925	3 038	3 044
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	1 278	1 575	1 897	2 028	1 969
Homicides et blessures involontaires	374	420	637	774	539
Viols, attentats à la pudeur	2 413	3 711	3 786	4 418	4 823
Proxénétisme	482	241	220	199	235
Atteintes aux biens	**9 119**	**10 779**	**10 296**	**10 890**	**10 010**
Vols qualifiés	2 299	2 483	2 778	2 916	3 203
Autres vols	5 292	6 607	5 936	6 340	5 444
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 528	1 689	1 582	1 634	1 363
Atteintes à la santé publique					
Infractions à la législation sur les stupéfiants	**4 211**	**6 383**	**6 118**	**6 550**	**6 150**
Autres infractions	**3 319**	**4 002**	**3 585**	**3 862**	**3 504**
Peine prononcée					
Réclusion criminelle	**6 248**	**7 256**	**7 154**	**6 953**	**6 569**
5 ans à moins de 10 ans	2 760	2 941	2 602	1 770	1 293
10 ans à moins de 10 ans	3 062	3 833	3 885	4 290	4 371
20 ans à 30 ans	///	///	171	383	393
Perpétuité	426	482	496	510	512
Emprisonnement	**17 549**	**22 678**	**22 012**	**24 556**	**23 464**
Moins de 3 mois	1 144	1 206			
3 mois à moins de 6 mois	2 500	3 456	3 876	4 528	3 589
6 mois à moins d'1an	3 178	4 583	4 097	4 949	4 300
1 an à moins de 3 ans	5 794	7 319	7 127	7 247	7 102
3 ans à moins de 5 ans	2 925	3 575	3 838	3 987	3 912
5 ans et plus	2 008	2 539	3 074	3 845	4 561
Contrainte par corps	**207**	**280**	**298**	**250**	**241**

(1) Métropole uniquement.

TABLEAU P.01-11

L'Administration pénitentiaire

Le milieu ouvert

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) *Unité :* Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996
La population prise en charge par les CPAL (1)					
Population au 31 décembre	105 814	98 286	102 254	105 222	117 061
Les mesures prises en charge par les CPAL					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	115 672	109 303	116 980	118 106	130 345
dont : sursis avec mise à l'épreuve	82 182	87 446	87 776	86 594	96 523
libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux	1 119	696	652	654	557
libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 499	3 883	4 401	4 435	4 799
travail d'intérêt général	7 707	13 069	18 928	20 903	22 812
contrôle judiciaire	1 510	2 467	2 650	2 807	2 499
article L51 du code du service national	1 495	1 169	1 397	1 203	1 187

(1) CPAL = Comités de probation et d'assistance aux libérés.

Chapitre P.02

Finances publiques

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. L'exécution des lois de finances.
2. Dette publique.
3. Les prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total.
4. Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.
5. Les dépenses du budget général.
6. Les recettes fiscales du budget général.
7. Impôts directs par nature d'impôt. Versements effectués ou rôles émis.
8. Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu.
9. Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.
10. Régions : opérations de fonctionnement.
11. Régions : opérations d'investissement.
12. Départements : opérations de fonctionnement.
13. Départements : opérations d'investissement.
14. Communes : opérations de fonctionnement.
15. Communes : opérations d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction générale des Impôts, la Direction de la Comptabilité publique et la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. MÉTHODOLOGIE

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.*

L'exécution des budgets 1996 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

1) En produits

— les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers;

2) En charges

— les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

1) En recettes

— « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement;

— des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

— les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations);

— les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux.
Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor.
Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des régions, des départements, des communes et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. DÉFINITIONS

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde comprend en conséquence les dotations pour amortissements et provisions et le prélèvement sur la section de fonctionnement mais non les travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. Il constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités locales (régime administratif)

On désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle a priori, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 qui lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes étrangères à celles des régions du continent. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires en ce sens que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

— la totalité des revenus d'activité;

— la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement,...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement);

— la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5% à 0,75%).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette publique

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.

Le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement libre d'emploi est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Île-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

— d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable;

— d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.

Son montant est prélevé avec une garantie de progression minimale sur les recettes de TVA, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus de deux ans contractés pendant l'exercice pour les départements et les régions et à plus d'un an pour les communes.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins de deux ans (départements et régions) et à moins d'un an (communes), qui font partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

- Initiale. Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
- Rectificative (appelée aussi « collectif »). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
- De règlement. Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts perçus par l'État y compris ceux reversés aux collectivités locales ou à la Communauté européenne, ainsi que les cotisations sociales effectives versées par les assurés ou leurs employeurs afin d'acquérir ou de maintenir des droits et prestations. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

● Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

— Direction générale des Impôts.

— Direction de la Comptabilité publique.

— Direction générale de l'INSEE.

Publications :

Notes bleues de Bercy, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport du conseil des Impôts (annuel);

Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« Les finances des collectivités territoriales, 1995 » ministère de l'Économie et des Finances , direction de la Comptabilité publique.

« Les comptes des collectivités locales », décembre 1997 et juillet 1998, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

« Les évolutions financières et la dette publique en 1997 », *INSEE-première*, n° 580, avril 1998.

« Les comptes des administrations publiques en 1997 », *INSEE-première,* n° 581, avril 1998.

*
* *

TABLEAU P.02-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Unité : Million de francs

	1985	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	1995	1996	1997
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général :									
Dépenses	1 058 790	1 281 924	1 335 610	1 425 155	1 502 845	1 552 548	1 596 764	1 642 041	1 655 436
Recettes	904 286	1 185 523	1 223 119	1 218 250	1 209 285	1 277 021	1 292 762	1 345 393	1 386 210
Solde	**– 154 504**	**– 96 401**	**– 112 491**	**– 206 905**	**– 293 560**	**– 275 527**	**– 304 002**	**– 296 648**	**– 269 226**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	11 025	13 116	13 262	15 010	44 835	29 001	40 103	34 137	87 277
Recettes	11 438	14 404	14 014	15 460	45 578	28 640	42 197	36 009	89 255
Solde	**413**	**1 288**	**752**	**450**	**743**	**– 361**	**2 094**	**1 873**	**1 978**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	1 069 815	1 295 040	1 348 872	1 440 165	1 547 680	1 581 549	1 636 867	1 676 178	1 742 713
Recettes	915 724	1 199 927	1 237 133	1 233 710	1 254 863	1 305 661	1 334 959	1 381 402	1 475 465
Solde	**– 154 091**	**– 95 113**	**– 111 739**	**– 206 455**	**– 292 817**	**– 275 888**	**– 301 908**	**– 294 776**	**– 267 248**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 5 320**	**– 2 618**	**– 18 958**	**– 15 598**	**– 22 933**	**– 23 719**	**– 20 773**	**295**	**336**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 159 411**	**– 97 731**	**– 130 697**	**– 222 053**	**– 315 750**	**– 299 607**	**– 322 681**	**– 294 481**	**– 266 911**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 153 285**	**– 93 151**	**– 131 747**	**– 226 310**	**– 315 649**	**– 299 083**	**– 322 956**	**– 295 421**	**– 267 711**

(1) Hors FMI, remboursements et dégrèvements fiscaux 1997 : 265 595 millions de francs.

TABLEAU P.02-2

Dette publique

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction du Trésor

Unité : Milliard de francs

	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Dette négociable	703,0	1 367,6	1 776,4	2 133,6	2 480,4	2 825,7	3 111,5	3 381,5
Dette à long terme	366,0	817,7	1 062,0	1 352,5	1 560,0	1 773,6	2 021,6	2 172,6
dont : Obligations assimilables du Trésor (OAT)	72,0	662,0	982,4	1 215,3	1 531,1	1 655,2	2 008,9	2 162,5
dont : Dette extérieure	0,1	0,2	–	–	–	–	–	–
Bons du Trésor à court et moyen terme	337,0	549,9	714,7	781,0	920,4	1 052,1	1 089,9	1 208,9
dont : Bons du Trésor en comptes courants à moyen terme (BTAN à 2 et 5 ans)	–	406,6	456,2	592,2	681,6	760,4	819,3	938,4
Dette non négociable	364,6	414,8	334,7	328,2	424,2	425,6	413,3	413,7
Engagements de l'État et dette d'organismes supprimés prise en charge par l'État	44,5	79,6	50,2	77,6	74,9	68,5	54,7	37,0
Bons du trésor sur formules	36,2	30,3	19,1	15,2	12,6	10,2	9,6	14,0
Bons souscrits par des organismes internationaux	36,9	38,2	55,4	57,9	62,6	59,0	57,1	56,4
Dépôts des correspondants du Trésor	274,4	323,3	304,4	324,8	362,7	382,6	395,3	414,4
Situation nette du Trésor à la Banque de France	– 55,1	– 73,9	– 108,1	– 161,7	– 101,5	– 108,5	– 117,1	– 123,6
Divers	27,7	17,3	13,7	14,4	12,9	13,3	13,7	15,4
Total de la dette publique	**1 067,6**	**1 782,4**	**2 111,4**	**2 461,7**	**2 904,5**	**3 251,3**	**3 524,8**	**3 795,2**

TABLEAU P.02-3

Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total

Source : Projet de loi de finances pour 1999 %

	1985	1990	1993	*r* 1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Prélèvements destinés aux organismes de Sécurité Sociale, au FSV et à la CADES (1)	**20,1**	**20,1**	**21,1**	**21,3**	**21,5**	**22,1**	**22,3**	**22,4**	**22,5**
Dont : Cotisations sociales	19,3	19,3	19,6	19,1	19,3	19,7	19,2	17,2	17,1
Impôts, y compris la CSG et la CRDS	0,8	0,8	1,5	2,1	2,2	2,4	3,1	5,2	5,4
Impôts hors Sécurité sociale (2)	**24,4**	**23,6**	**22,8**	**22,8**	**23,1**	**23,5**	**23,8**	**23,5**	**23,2**
Dont : État	17,6	16,3	14,7	14,6	14,9	15,2	15,2	15,0	14,9
Collectivités locales	5,7	6,1	6,8	6,8	6,8	7,0	7,2	7,1	7,0
CEE	0,8	0,9	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Total	**44,5**	**43,7**	**43,9**	**44,1**	**44,6**	**45,6**	**46,1**	**45,9**	**45,7**
Produit intérieur brut total (en milliards de francs)	**4 700,1**	**6 509,5**	**7 077,1**	**7 389,7**	**7 662,4**	**7 871,7**	**8 137,1**	**8 495,9**	**8 821,4**

(1) À partir de 1994, le fonds de solidarité vieillesse (FSV) est créé et recueille une partie de la CSG ainsi que les droits sur les alcools. La CADES, créée en 1996, recueille la CRDS.
(2) Cette décomposition ne prend pas en compte les prélèvements destinés aux organismes divers d'administration centrale (hors CADES), qui représentent selon les années 0,2 à 0,3 point de PIB.

TABLEAU P.02-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-1997 % du PIB

	1985	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Allemagne (1)	38,1	36,7	38,2	39,0	39,0	39,2	39,2	38,1	37,5
Belgique	48,1	44,0	44,1	44,3	44,9	46,0	46,0	46,0	46,5
Danemark	49,0	48,7	48,8	49,2	50,4	51,9	51,4	52,2	...
Espagne	28,8	34,2	34,7	35,6	34,7	34,7	34,0	33,7	35,3
France	**44,5**	**43,7**	**43,9**	**43,7**	**43,9**	**44,1**	**44,5**	**45,7**	**46,1**
Grèce	35,1	37,1	37,6	39,0	39,5	40,2	40,8	40,6	...
Irlande	36,1	34,8	35,2	35,4	35,4	36,1	33,8	33,7	34,8
Italie	34,5	39,2	39,7	42,1	43,8	41,7	41,3	43,2	44,9
Luxembourg	47,4	43,4	42,6	41,8	43,9	44,3	44,1	44,7	45,6
Pays-Bas	44,1	44,6	47,2	46,8	47,5	44,7	43,8	43,3	43,4
Portugal	31,6	30,9	32,2	34,4	32,4	33,8	34,9	34,9	34,5
Royaume-Uni	37,9	36,5	35,6	35,1	33,5	34,5	35,6	36,0	35,3
Suède	50,0	55,6	53,7	51,0	50,1	50,8	49,5	52,0	53,3
États-Unis	28,7	26,7	26,8	26,7	27,0	27,5	27,9	28,5	...
Japon	27,6	31,3	30,8	29,2	29,1	27,8	28,5	28,4	...
Moyenne UE 15	39,6	41,0	41,4	41,8	41,9	42,2	41,8	42,4	...
Ensemble OCDE	36,9	36,1	36,6	36,9	37,3	37,5	37,3	37,7	...

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU P.02-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million de francs courants

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Dépenses ordinaires :									
Dette publique	98 390	150 938	161 791	188 552	209 706	216 791	247 880	244 681	249 890
Pouvoirs publics	2 587	3 492	3 505	3 606	3 779	3 826	3 963	4 196	4 302
Rémunérations et charges sociales	274 120	339 738	354 452	372 143	393 394	409 914	424 049	436 853	446 851
dont : civiles	220 042	277 110	288 333	304 601	321 951	335 301	346 951	359 146	367 850
Pensions	96 300	123 184	129 588	136 831	144 874	150 033	158 052	164 920	170 757
Subventions de fonctionnement	31 044	34 777	38 822	42 258	44 668	46 938	48 779	50 530	51 912
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	50 128	68 030	71 179	74 719	75 112	76 511	73 886	75 268	70 995
Interventions économiques	123 893	111 339	116 514	125 148	133 230	158 607	170 029	175 517	179 639
Interventions sociales	163 905	164 852	166 287	173 668	185 125	182 014	178 715	182 223	187 563
Autres interventions	67 387	96 510	102 537	110 621	114 495	114 546	115 015	121 308	118 036
Total des dépenses ordinaires	**907 754**	**1 092 860**	**1 144 675**	**1 227 546**	**1 304 383**	**1 359 181**	**1 420 368**	**1 455 496**	**1 479 946**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	31 043	35 616	30 038	26 941	28 184	25 453	24 863	28 968	25 396
Subventions d'investissements civils	53 552	57 972	67 501	76 781	81 609	79 438	76 804	79 579	74 101
Réparations des dommages de guerre	11	2	5	2	3	1	–	–	–
Équipement militaire	66 430	95 474	93 391	93 885	88 866	88 476	74 729	79 998	75 993
Total des dépenses en capital	**151 036**	**189 064**	**190 935**	**197 609**	**198 462**	**193 368**	**176 396**	**188 545**	**175 490**
Total du budget général	**1 058 790**	**1 281 924**	**1 335 610**	**1 425 155**	**1 502 845**	**1 552 549**	**1 596 764**	**1 642 041**	**1 655 436**

TABLEAU P.02-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million de francs

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	1996	1997
Impôts directs									
Impôt sur le revenu	211 248	263 004	303 514	307 138	309 770	295 628	297 069	314 136	293 447
Autres impôts perçus par voie de rôles	18 206	22 936	28 148	31 421	35 011	42 581	51 406	37 940	49 055
Impôt sur les sociétés	87 579	166 545	154 441	135 844	127 229	134 410	150 856	171 700	201 956
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	34 068	31 504	27 988	22 661	20 726	16 564	14 903	16 315	15 955
Taxes sur les salaires	24 815	33 040	34 146	37 110	39 285	40 788	44 435	44 155	45 895
Autres impôts directs	12 918	14 778	14 688	14 946	14 731	15 591	17 105	19 279	20 375
Total	**388 834**	**531 807**	**562 925**	**549 120**	**546 752**	**545 562**	**575 774**	**603 525**	**626 683**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	51 135	77 627	79 198	78 537	78 544	80 654	80 095	85 443	94 799
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	83 177	114 824	117 786	118 905	126 425	141 143	143 337	148 384	150 753
Autres produits des douanes	11 016	11 709	12 775	11 588	11 697	11 174	11 462	10 122	11 264
Taxe sur la valeur ajoutée	452 819	625 411	641 927	654 338	622 254	645 496	669 217	728 244	755 403
Droits de consommation sur les tabacs	14 832	19 334	23 479	26 132	27 736	38 306	41 239	41 975	40 733
Autres droits indirects	12 745	14 334	14 786	15 105	16 224	2 911	2 741	2 432	2 561
Total	**625 724**	**863 239**	**889 951**	**904 605**	**882 880**	**919 684**	**948 091**	**1 016 600**	**1 055 512**
Total des recettes fiscales brutes	**1 014 558**	**1 395 046**	**1 452 876**	**1 453 725**	**1 429 632**	**1 465 246**	**1 523 865**	**1 620 125**	**1 682 195**
Remboursement et dégrévements fiscaux	– 98 780	– 189 440	– 224 561	– 238 116	– 220 528	– 210 812	– 222 184	– 260 547	– 265 595
Total des recettes fiscales nettes	**915 778**	**1 205 606**	**1 228 315**	**1 215 609**	**1 209 104**	**1 254 434**	**1 301 681**	**1 359 578**	**1 416 600**

TABLEAU P.02-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis

France entière

Source : Direction générale des impôts — *Unité* : Million de francs

	1990	1994	1995	1996	1997
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT					
Impôt sur le revenu	**280 306**	**295 126**	**297 387**	**306 077**	**285 282**
Rôles établis au titre de l'année précédente	257 701	274 226	276 243	283 910	264 592
Rôles établis au titre des années antérieures	22 605	20 593	20 902	21 917	20 468
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	–	307	242	250	222
Impôt sur les sociétés	**179 060**	**153 467**	**170 984**	**194 285**	**225 507**
Impôts divers	**34 318**	**47 483**	**51 795**	**54 358**	**62 729**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	33 064	41 396	44 787	44 540	46 401
Autres impôts (1)	1 254	6 087	7 008	9 818	16 328
Produits divers du budget (2)	**780**	**651**	**553**	**591**	**749**
Total des impôts directs d'État	**494 464**	**496 727**	**520 719**	**555 311**	**574 267**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX					
Taxes principales (3)	**188 096**	**262 527**	**276 017**	**295 686**	**309 663**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	45 945	66 732	71 184	77 127	81 157
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	7 697	6 180	5 666	5 212	5 245
Taxe d'habitation	47 343	57 541	60 479	64 746	67 512
Taxe professionnelle	87 111	132 074	138 688	148 601	155 749
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes ou de divers établissements ou fonds (3)	**20 628**	**25 760**	**27 481**	**29 265**	**30 903**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**14 559**	**21 956**	**23 854**	**25 602**	**26 898**
Total des impôts directs locaux	**223 283**	**310 243**	**327 352**	**350 553**	**367 464**
Total impôts directs	**717 747**	**806 970**	**848 071**	**905 864**	**941 731**

(1) Y compris les impositions de La Poste et de France Télécom à compter de 1994 et la contribution au financement des aides à la pierre en 1997.
(2) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(3) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU P.02-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu

Répartition par tranche d'imposition

Année 1995 (1)

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Tranches de revenu net imposable (en F)	Total des revenus déclarés		Charges déclarées (2)		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40 009	6 304	324 773	240	5 607	1 088	189 609	53 014	9 600 826
4 0010 à 50 009	54 590	123 215	758	1 997	36 016	78 773	778 224	1 773 985
50 010 à 60 009	99 012	95 507	1 439	1 598	66 864	63 442	1 206 933	1 152 317
60 010 à 70 009	134 020	92 386	1 969	1 348	90 545	61 707	1 390 362	956 357
70 010 à 80 009	155 606	65 640	2 330	806	105 352	44 515	1 405 518	596 019
80 010 à 90 009	157 489	45 884	2 381	453	107 159	31 572	1 263 607	373 227
90 010 à 100 009	140 400	28 676	2 190	238	96 972	19 977	1 018 520	210 922
100 010 à 125 009	390 376	46 298	5 167	316	271 215	32 353	2 424 401	293 488
125 010 à 150 009	342 021	17 607	4 189	126	238 688	12 374	1 744 859	91 379
150 010 à 200 009	498 772	10 704	5 782	94	349 663	7 597	2 034 867	45 040
200 010 à 250 009	295 314	3 364	3 179	34	208 491	2 458	939 611	11 178
250 010 à 500 009	465 657	2 409	4 612	22	328 915	1 805	1 010 150	5 877
Plus de 500 009	260 759	203	2 213	2	180 186	167	204 178	271
Total	**3 000 320**	**856 666**	**36 449**	**12 641**	**2 081 154**	**546 349**	**15 474 244**	**15 110 886**

(1) Situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.
(2) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU P.02-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Année des revenus (1)	1990	1992	1993	1994	1995
Revenus nets imposables :					
imposables	1 767 665	1 911 147	1 956 012	1 998 302	2 081 154
non imposables	483 177	523 717	532 973	545 998	546 349
Nombre de contribuables :					
imposables	14 296 524	14 753 713	14 907 267	14 990 137	15 474 244
non imposables	13 732 940	14 298 409	14 650 903	15 048 099	15 110 886
Montant de l'impôt net	277 332	285 651	270 532	272 536	280 785

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.

TABLEAU P.02-10

Régions : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1996
Charges					
Achats et charges externes	1 413	1 547	1 699	1 763	1 953
Frais de personnel	1 215	1 375	1 504	1 745	1 923
Impôts et taxes, reversements et restitutions	886	176	180	35	36
Transferts versés (1)	12 974	14 607	15 995	18 840	20 892
Charges financières	2 914	3 967	4 190	4 194	4 333
dont : intérêts des emprunts	2 736	3 675	3 633	3 692	3 610
Autres charges diverses	628	686	716	827	970
Total des charges	**20 030**	**22 359**	**24 283**	**27 404**	**30 106**
Autofinancement brut	**18 988**	**20 395**	**24 006**	**23 829**	**26 000**
Produits					
Transferts reçus (2)	9 230	10 484	11 485	13 035	15 088
dont : participations de l'État hors DGF-DGD	3 591	3 616	4 423	5 767	7 138
DGF-DGD	4 728	5 944	6 218	6 250	6 642
Impôts et taxes	29 006	31 374	35 986	37 573	39 955
dont : impôts locaux	14 773	17 442	20 285	21 754	23 431
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	14 233	13 931	15 701	15 819	16 254
Ventes, prestations et autres produits	5	6	9	9	11
Autres produits courants non financiers	217	267	390	256	568
Produits courants financiers	533	524	400	309	428
Produits exceptionnels	26	100	20	52	55
Total des produits	**39 018**	**42 754**	**48 289**	**51 234**	**56 106**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y. compris la dotation générale de décentralisation , les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-11

Régions : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	16 446	15 330	15 815	14 278	15 666
Dépenses définitives d'investissement	34 880	34 503	35 536	33 817	35 809
Dépenses totales d'investissement	**38 534**	**40 253**	**42 354**	**40 697**	**43 690**
Variation du fonds de roulement	**894** *r*	**599**	**367**	**– 436**	**1 176**
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	7 704	8 785	7 710	7 525	8 008
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	1 665	2 115	2 328	2 230	2 251
dotation régionale d'équipement scolaire	2 513	3 008	2 787	3 114	3 107
subventions et participations d'équipement reçues	2 442	1 889	1 635	1 426	1 554
Recettes réelles d'investissement	20 440	20 456	18 715	16 432	18 867
Autofinancement brut	18 988 *r*	20 395 *r*	24 006	23 829	26 000
Recettes totales d'investissement	**39 428** *r*	**40 852**	**42 721**	**40 261**	**44 866**

TABLEAU P.02-12

Départements : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Charges					
Achats et charges externes	57 077	59 435	62 998	65 180	69 301
Frais de personnel	17 075	18 681	19 543	21 263	22 321
Impôts et taxes, reversements et restitutions	459	487	532	548	1 048
Transferts versés (1)	38 350	39 847	41 868	43 143	43 720
Charges financières	8 826	9 984	10 173	9 647	9 652
dont : intérêts des emprunts	8 668	9 709	9 623	9 380	9 272
Charges exceptionnelles	2 120	2 300	2 494	2 429	2 615
Charges à déduire	− 42	− 44	− 31	− 70	− 68
Total des charges	**123 865**	**130 690**	**137 577**	**142 140**	**148 591**
Autofinancement brut	**30 987**	**30 566**	**32 211**	**33 569**	**35 570**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	1 145	656	737	663	656
Transferts reçus (2)	49 349	50 873	52 789 *r*	54 449	56 494
dont : dotations de l'État hors DGD et DDFP	14 256	14 846	15 186	15 407	16 173
Impôts et taxes	101 360	106 792	113 570	117 792	124 199
dont : impôts locaux	61 721	66 785	71 871	75 969	81 075
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	39 639	40 007	41 700	41 823	43 123
Autres produits courants non financiers	1 774	1 658	1 697	1 845	1 792
Produits courants financiers	841	795	628	629	679
Produits exceptionnels	383	482	356	330	342
Total des produits	**154 852**	**161 256**	**169 788**	**175 709**	**184 161**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotation globale de fonctionnement y. compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.

TABLEAU P.02-13

Départements : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	36 437	34 409	33 669	33 263	30 981
Dépenses définitives d'investissement	61 163	58 411	57 461	56 077	53 393
Dépenses totales d'investissement	**74 828**	**76 686**	**82 809**	**77 681**	**79 641**
Variation du fonds de roulement	− 3 229	518	1 570	− 97	830
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	14 696	15 365	15 498	14 996	14 425
dont : fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	4 431	5 036	5 088	4 919	4 703
dotation globale d'équipement	2 072	2 229	2 162	2 131	2 128
dotation départementale d'équipement des collèges	1 052	1 340	1 294	1 465	1 468
subventions et participations d'équipement reçues	5 871	5 639	5 616	5 450	4 915
Recettes réelles d'investissement	40 611	46 638	52 168	44 016	44 901
Autofinancement brut	30 987	30 566	32 211	33 569	35 570
Recettes totales d'investissement	**71 598**	**77 204**	**84 379**	**77 585**	**80 471**

TABLEAU P.02-14

Communes : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Charges					
Achats et charges externes	62 507	66 447	66 256	68 428	72 323
Frais de personnel	109 795	116 175	120 224	129 637	134 446
Impôts et taxes, reversements et restitutions	2 527	2 647	3 284	3 366	3 473
Transferts versés (1)	50 747	54 658	60 401	62 398	62 543
Charges financières	31 226	31 989	30 043	27 891	27 763
Charges exceptionnelles	2 734	3 068	3 872	3 599	4 274
Charges à déduire	– 1 518	– 1 578	– 1 636	– 1 704	– 1 523
Total des charges	**258 096**	**273 465**	**282 443**	**293 616**	**303 299**
Autofinancement brut	**43 095**	**42 797**	**45 284**	**44 043**	**52 329**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	32 483	33 533	35 537	36 121	36 333
Transferts reçus (2)	91 812	94 721	95 196	96 255	101 151
dont : dotations de l'État hors DGD	74 909	76 975	79 585	79 766	83 558
Impôts et taxes	173 191	184 813	195 072	203 254	215 562
dont : impôts locaux	130 581	139 916	149 087	153 390	163 378
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts indirects et autres taxes	42 610	44 897	45 960	49 818	49 530
Produits courants financiers	2 710	2 168	1 342	1 116	1 043
Produits exceptionnels	995	1 027	1 291	913	1 539
Total des produits	**301 191**	**316 262**	**327 728**	**337 659**	**355 629**

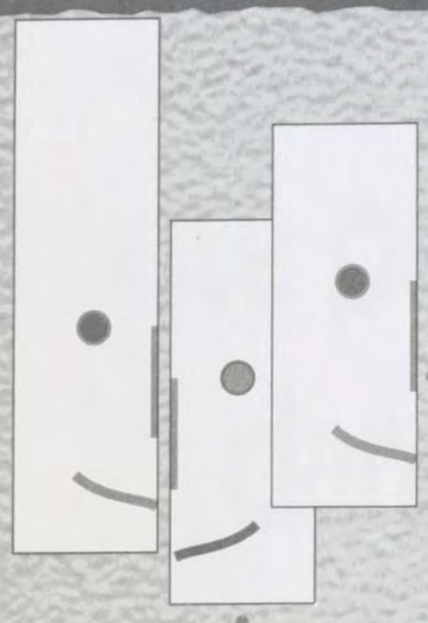
(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-15

Communes : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	97 102	92 044	91 316	88 445	76 891
Dépenses définitives d' investissement	103 770	99 972	100 904 *r*	96 122	85 517
Dépenses totales d'investissement	**138 046**	**139 302**	**150 526**	**140 403**	**135 691**
Variation du fonds de roulement	– 848	846	5 024	– 5 005	6 532
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	47 970	48 878	47 984	43 882	40 814
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	11 453	12 480	12 335	11 581	11 540
dotation globale d'équipement	2 276	2 524	2 257	2 232	1 759
subventions et participations d'équipement reçues	20 266	20 242	19 167	17 795	16 449
Recettes réelles d'investissement	94 103	97 351	110 265	91 355	89 893
Autofinancement brut	43 095	42 797	45 284 *r*	44 043	52 329
Recettes totales d'investissement	**137 197**	**140 148**	**155 550**	**135 398**	**142 223**



L'information dont vous avez besoin se trouve à l'INSEE

L'ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR VOTRE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL !



Vous souhaitez cibler avec précision les entreprises ? Prospecter de nouveaux clients ?
Actualiser vos fichiers ? Étudier un marché ?

La réponse à vos questions se trouve dans notre base de données **SIRENE®**.

Elle est exhaustive : vous y trouverez les données économiques et juridiques sur les 4 millions d'entreprises et établissements situés sur le territoire français.

Elle est mise à jour quotidiennement : elle vous apportera des informations sur les créations d'entreprises et leurs modifications.

Alors, pensez à utiliser SIRENE® pour mener et réussir vos actions commerciales !

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

AdGENCY : 01 42 60 54 23

DEMANDE DE DOCUMENTATION SIRENE

Je souhaite :

❑ recevoir une documentation gratuite sur **SIRENE®**

❑ être contacté pour des informations sur ce produit

Société : _____

❑ Mme ❑ M. Prénom : _____

Nom : _____

Service/Fonction : _____

Adresse société : _____

_____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

À retourner à : INSEE - Marketing, Promotion, Vente - Timbre H531
18, Bd Adolphe Pinard - 75675 Paris cedex 14, ou à faxer au 01 41 17 62 04.

"Est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, qui vit en France".

(définition retenue par le Haut Conseil à l'intégration en 1990)

L'INSEE brosse le portrait social de la population des immigrés :

histoire et motifs de l'immigration,
vie familiale, éducation, parents et système scolaire, emploi, chômage,
trajectoires professionnelles,
conditions de vie...

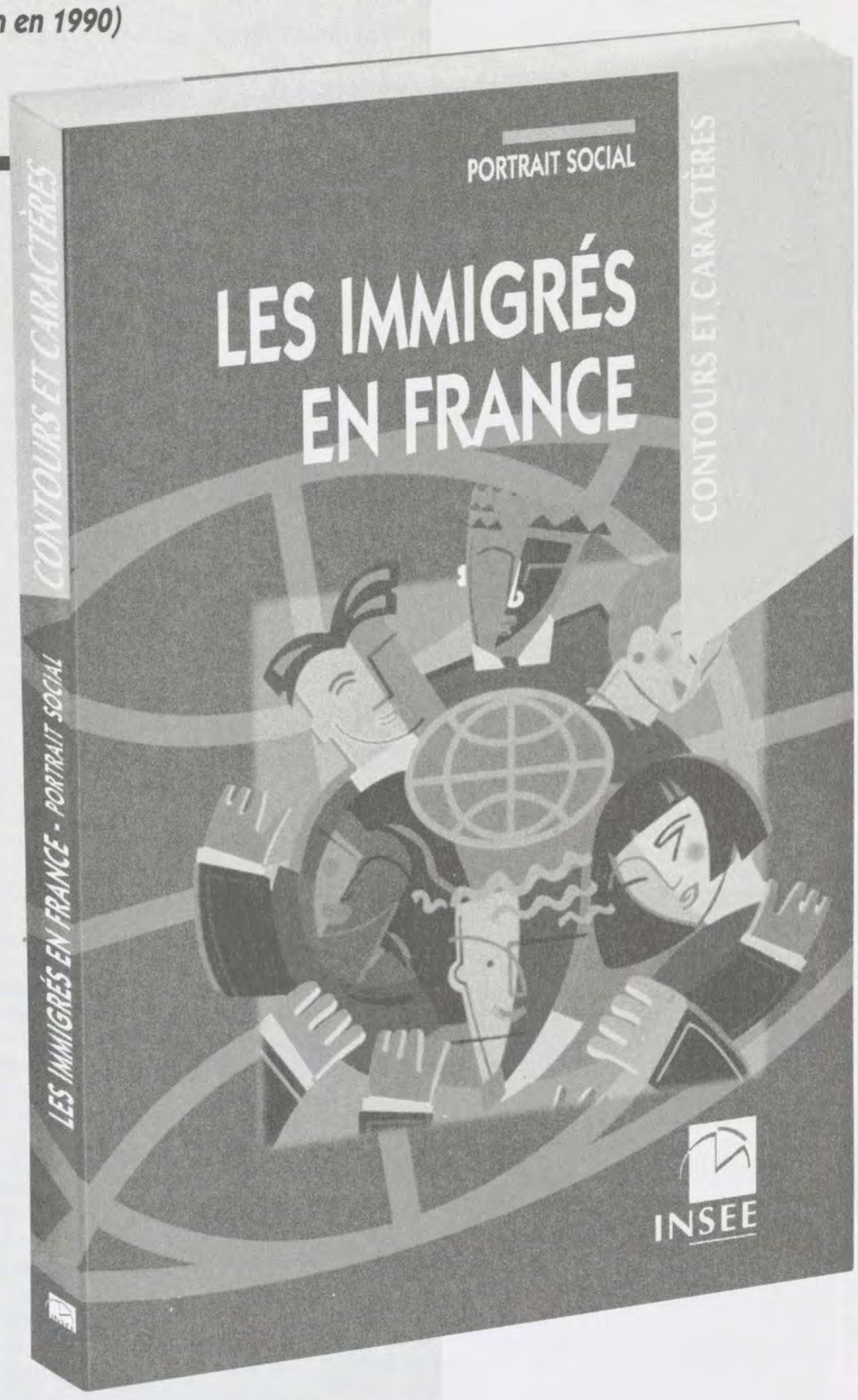
Un ouvrage complet et objectif

144 pages - format 16 x 24 : **78 FF***

En vente :
- en librairie
  (Diffuseur Distributeur : Saint-Germain Services Paris)
- dans les Directions Régionales de l'INSEE
- sur Minitel : 3615 INSEE (1,01 FF la minute)
- par correspondance à :
  Service Vente par correspondance
  INSEE Info Service - 195, rue de Bercy - Tour Gamma A
  75582 Paris Cedex 12

Collection Contours et Caractères

Déjà parus :
Les jeunes,
les enfants de moins de 6 ans,
les personnes âgées,
les agriculteurs,
les étrangers en France,
les familles monoparentales,
les femmes.



L'INSEE VOUS INFORME 24 H SUR 24

au 08 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
(2,23 FF la minute)

sur Minitel : 3615 INSEE
(1,01 FF la minute)

ou : 3617 INSEE
pour recevoir les informations statistiques par télécopie
(5,57 FF la minute)

Février 1997 créations

Bon de commande

à retourner à : **Service Vente par correspondance - INSEE - Info Service** - 195, rue de Bercy - Tour Gamma A - 75582 Paris Cedex 12

RECEVEZ GRATUITEMENT LE CATALOGUE DES PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE

• *en écrivant à :* **INSEE - DG - Unité Communication Externe -Timbre H533**
18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris - CEDEX 14

❑ Je commande ..... exemplaire(s) de l'ouvrage
"Les Immigrés en France"- Édition 1997"
au prix unitaire de **78 FF***

** majoré des frais d'expédition : France 15 FF par envoi - Étranger 30 FF*

Nom ..... Prénom .....
Fonction ..... Société .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays .....
Téléphone ..... Télécopie .....

• Ci-joint mon règlement de ..... FF* (libellé en FF) à l'ordre de l'INSEE

❑ **par chèque** ❑ **par carte bancaire :** ❑ Visa, ❑ Mastercard, ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)* Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration |_|_|_|_|

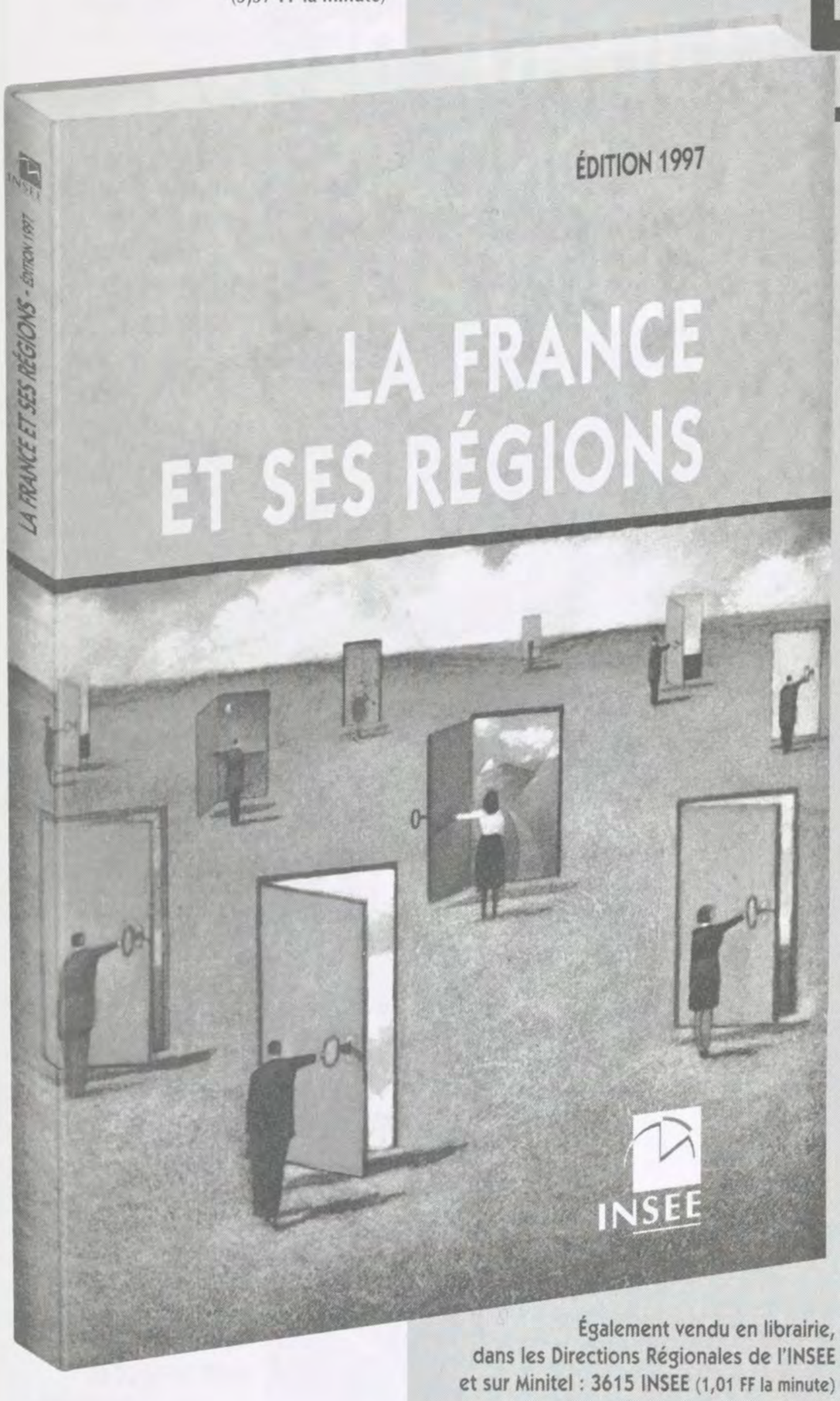
Date : ..... Signature obligatoire :

INSEE

L'INSEE VOUS INFORME
24 H SUR 24
au 08 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
(2,23 FF la minute)
sur Minitel : 3615 INSEE
(1,01 FF la minute)
ou : 3617 INSEE
pour recevoir les informations
statistiques par télécopie
(5,57 FF la minute)

LA FRANCE ET SES RÉGIONS - ÉDITION 1997 - 4È ÉDITION

TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LES RÉGIONS !



Également vendu en librairie,
dans les Directions Régionales de l'INSEE
et sur Minitel : 3615 INSEE (1,01 FF la minute)

Diffuseur Distributeur
Saint-Germain Services Paris

Pour chaque région :

- la situation économique et sociale,
- les spécificités, les forces, les faiblesses,
- 14 grands thèmes étudiés :
population, formation, emploi,
conditions de vie, santé, pauvreté,
développement économique, agriculture,
industrie, services,culture, environnement,
justice, administrations locales,
- les performances dans le contexte
des régions européennes.

Un ouvrage indispensable :

- aux enseignants et aux étudiants pour
connaître les réalités régionales,
- aux chefs d'entreprises pour une gestion plus
performante de leurs implantations locales,
- aux acteurs locaux pour guider
leurs décisions,
- et à chacun d'entre nous
pour comprendre son environnement.

250 pages - format 16 x 24 cm : **89 FF**

Février 1997 creations

Bon de commande

à retourner à : **Service Vente par correspondance - INSEE - Info Service** - 195, rue de Bercy - Tour Gamma A - 75582 Paris Cedex 12

RECEVEZ GRATUITEMENT LE CATALOGUE DES PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE
• *en écrivant à :* INSEE - DG - Unité Communication Externe -Timbre H533- (FSRa)
18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris - CEDEX 14

❑ Je commande ..... exemplaire(s) de l'ouvrage
"La France et ses Régions - Édition 1997"
au prix unitaire de **89 FF***
** majoré des frais d'expédition : France 15 FF par envoi - Étranger 30 FF*

Nom ..... Prénom .....
Fonction ..... Société .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays .....
Téléphone ..... Télécopie .....

• Ci-joint mon règlement de ..... FF* (libellé en FF) à l'ordre de l'INSEE

❑ par chèque ❑ par carte bancaire : ❑ Visa, ❑ Mastercard, ❑ Eurocard (seules cartes acceptées) Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration |_|_|_|_|

Date : ..... Signature obligatoire :

INSEE

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

MENTION
TRÈS BIEN

79 FF - 204 pages
Également disponible en librairie.

1998-1999

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Territoire
Population
Société
Modes de vie
Emploi
Revenus
Économie
Finances
Système
productif
Échanges
extérieurs



INSEE

Besoin de chiffres fiables et récents ? Besoin d'analyses claires et concises sur l'économie et la société française ?
Ne vous dispersez pas, allez à l'essentiel !

L'INSEE a réuni pour vous en un seul volume toutes les données économiques et sociales disponibles sur la France.
Ce sont les "Tableaux de l'Économie Française".
Vous y trouverez les chiffres les plus récents, les plus fiables et les mieux documentés.
Ne cherchez plus, vous avez enfin trouvé votre outil de référence pour décider, pour travailler ou simplement pour apprendre. À un prix très attractif. Commandez les "Tableaux de l'Économie Française" dès aujourd'hui.

INSEE

L'INSEE vous informe,
24 h sur 24 h :
pour toute la France,
le **08 36 68 07 60***
indices, informations,
adresses utiles
*2,23 F la minute

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre paiement à Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Je commande.....ouvrage(s) "Tableaux de l'Économie Française 1998/1999"

Ci-joint mon règlement de.....FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 15 FF, Étranger : 30 FF*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

Société : _____

❑ Mme ❑ M. Nom : _____

Prénom : _____

Service/Fonction : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE (Bétail et volailles) I04, 2, 3
ACCIDENTS
- Avion L05 11
- Chemin de fer L01 7
- Industriels A02 16
- Mer L04 9
- RATP L01 9
- Route L02 11, 12

ACCIDENTS DU TRAVAIL ..... C02 9 à 11
- Prestations versées C04 3, 4

ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) D03 10
ACIER ..... K14 1 à 3
ACTIFS
- Agricoles I01 4
- Financiers ..... N01 16 à 18
- Monétaires N01 8
- Population ..... C01 1, 8 et 20

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... N02 1 à 5
- Cours N02 5, 6
- Émission N02 1, 2
- Taux de rendement N02 5

ACTIVITÉ
- Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) ..... M03 1 à 4
- Entreprises ..... G02 3 à 7
- Officiers du Ministère public (nombre) P01 5
- Parquets (Nombre) P01 5
- Taux d' — C01 2, 21

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ..... P01 10 et 11
AÉRONAUTIQUE K07 6, 7
AÉRONEF L05 4
AÉROPORT ..... L05 8 à 10
AFFAIRES CIVILES TERMINÉES (Nombres) P01 4
ÂGE
- Moyen des mères B02 5, 8
- Population par — ..... B01 1 à 3, 5 à 9, 11 à 13

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises E03 1
- Effectifs ..... M03 1 à 4

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs ..... C01 13 à 16
- Rémunération (Taux de —) ..... C03 18 à 21

AGGLOMÉRATION A01 7, 8
AGRÉGATS
- Comptabilité nationale ..... G01 et G03
- De monnaie N01 5, 14, 15
- De placement N01 3, 14, 15

AGRICULTURE I01
- Commerce extérieur I01 22
- Comptes de la branche I01 23, 24
- Indices de prix agricoles ..... H03 1 à 3

AGRO-ALIMENTAIRE I04
AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires C04 10
- Dépenses d' — C04 9

AIRES URBAINES A01 12
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) I04
ALIMENTATION
- Dépenses d' — ..... D01 1 à 3
- Indice des prix ..... H01 2 à 4
- Prix H02 1
- Production I04

ALIMENTATION POUR ANIMAUX
- Indices de prix H03 3
- Production I04 18

ALLOCATIONS
- Familiales (Bénéficiaires et montants) C04 14
- Logement ..... C04 13 et 14

ALUMINIUM K14 4, 5
AMEUBLEMENT
- Indices de prix ..... H01 3 et H03 4
- Industrie de l' — K05 1, 2

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — H03 1
- Production animale I01 20, 21, 24

APPAREIL PRODUCTIF G02
APPRENTI F01 1, 14, 17
ARCHÉOLOGIE E02 11
ARMÉE (Effectifs) C01 13
ARMES (Et munitions) K08 1
ART E02
ARTICLES DE BUREAU K09 1, 2
ARTICLES DE SPORT ET DE CAMPING K05 3, 4
ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHASSE (En cuir) K02 3, 6
ASSURANCES M04
- Capitalisation M04 3
- Maladie, volume d'actes remboursés D03 4
- Maladie C04 7
- Non-vie ..... M04 1, 3, 4, 8, 9 et 13
- Vie ..... M04 1, 3 à 5, 7, 9, 13

AUDIOTEL L06 7
AUDIOVISUEL
- Budget du secteur public E01 6, 10
- Dépenses publicitaires des entreprises E01 10

AUTOBUS, AUTOCAR L02 5, 7
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) ..... G01 9 et G03 5
AUTOMOBILE
- Achat ..... D01 1 à 3
- Commerce et réparation M01 10
- Construction K06 1, 2
- Équipements ..... D01 7 et K06 1, 2
- Immatriculations L02 5, 6
- Indices de prix H01 3

AVION L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ..... F01 11 à 13
BALANCE DES PAIEMENTS O02
- Comparaisons internationales O02 7
- Investissements directs en flux O02 8

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR O01 1, 3, 5
BANQUE N01 1
BATEAU
- Commerce L04 4, 6
- Construction navale K07 1, 2
- Fluvial L03 4
- Pêche I03 1
- Plaisance ..... E05 6 à 8 et K07 3

BÂTIMENT
- Agricole K16 8
- Autre que logement K16 8
- Données générales ..... K16 1 à 4
- Industriel K16 8

BÉNÉFICE RÉEL (Entreprises au —) ..... G02 11 à 13
BIBLIOTHÈQUE E02 16, 17, 24
BIENS CULTURELS E02 23
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix de vente industriel H03 4

BIENS DURABLES
- Consommation, équipement D01 2, 3
- Électroménager K05 5, 6

BIENS INTERMÉDIAIRES (Indices de prix de vente industriel) ... H03 4
BIÈRE I04 23
BIJOUTERIE K05 3, 4
BILAN (Voir aussi au mot principal)
- Banque de France N01 4
- De l'énergie J01 1

Des entreprises G02 13
Institutions financières et Trésor public N01 3
Sociétés d'assurance M04 9
Touristique (Avec l'étranger) E03 10
BITUMES J03 4
BOIS I02, K12
Bilan de la matière bois I02 13
Exploitation forestière I02 8, 9, 10, 12
Industrie du ..... K05 1, 2 et K12 1, 2
Production ..... I02 6, 7, 9 à 11, 13
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K12
BOISEMENT I02 5
BOISSON
Consommation des ménages ..... D01 1 et 3
Indices de prix H01 3, 4
Prix de vente au détail H02 1
Production alcoolisée ..... I04 22 à 24
Production non alcoolisée I04 25
BONNETERIE K11 1, 2
BONS DU TRÉSOR P02 2
En portefeuille N01 5, 8
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2, 3, 6, 7
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 6
Redevance F03 6, 7
BROSSERIE K05 3, 4
BUDGET P02 5, 6
Ménages D01 8
BUREAU DE POSTE L06 3

C

CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAFÉ (Brûlerie et torréfaction) I04 19
CAISSE D'ÉPARGNE N01 13
CAMIONS
Parc et immatriculations de — L02 7
Production de — K06 1, 2
CAMPING-CARAVANING E03 3, 4, 5, 8
CAOUTCHOUC K13 5, 6
CAPACITÉ DE FINANCEMENT ..... G01 7, 8 et G03 5
CAPACITÉ DE PRODUCTION (Taux d'utilisation) G03 1, 3
CAPITAL
Compte de — ..... O02 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 13
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 2, 7
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix ..... H01 3 et H02 1
CARTON K12 3, 4
CASINOS E05 5
CASSETTE ..... E02 16 à 18
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 16
Population par — B01 10, 11, 14, 12
Propriétaires — locataires par — D02 8
Résidences principales selon le confort et la — D02 3
Revenus par — C03 14, 16, 22, 23
Salariés par — C02 4, 5
CÉLIBATAIRE ..... B01 2, B02 9, 10 et 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE J04 2, 4
Consommation de combustibles J04 4
Effectifs J04 7
CENTRE CULTUREL E02 8, 9
CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION E04 15
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ..... E04 2, 3, 5 à 7
CENTRE POMPIDOU E02 8, 9
CÉRÉALES
Production de — I01 15
CHAÎNES (Hi-fi) D01 4, 5
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES (Genre de programmes des —) E01 11
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHAMPAGNE I04 23
CHANTIER
Du BTP selon le type d'ouvrage K16 3, 4
Naval K07 1, 2
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J02 6 à 8
Effectif J02 5
Exportations J02 1
Importations J02 1, 3
Production J02 1, 6
CHARCUTERIE I04 4
CHASSE E05 10
Plan de — A02 5
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3, 7
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ..... K07 4, 5 et L01 3
CHEPTEL I01 14, 20
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) H02 4
CHERCHEUR F02 3, 5, 8
CHIFFRE D'AFFAIRES
Par activité (Indice) G02 15
Commerce M01 4
Entreprises ..... G02 10 à 14
À l'exportation ..... G02 11 et K01 2
CHIMIE DE BASE K13 1, 2
CHOCOLATERIE I04 20
CHÔMAGE (Par sexe et âge) C01 3
CHÔMEURS C01 1
CHSCT (Établissement ayant un —) C02 19, 20
CIDRE I04 23
CIMENT K10 7, 8
CINÉMA E02 19, 20, 24
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) L02 11, 12
CITÉ (Entrées à la — des sciences et de l'industrie) E02 10
CLASSES
Nombre de — F01 4, 7
Préparatoires aux grandes écoles F01 20, 22, 23
Supérieures F01 22, 24
CLIMAT SOCIAL (dans les établissements) C02 12
CLUB SPORTIF ..... E04 8 à 12
CODEVI ..... N01 13 et N02 1
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Disponibilité monétaire N01 14
Effectifs C01 19
Population A01 4, 6, B01 7
Superficie A01 6
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) F01 7, 8
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) ..... J01 et J02 4
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 14
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE
Activité artisanale ..... M01 5 et 7
De détail ..... M01 4 à 7 et 9
De gros ..... M01 4 et 8
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 4
Par produit ..... O01 5 à 7, 9 et 11
Produits agricoles I01 22
Produits agro-alimentaires I04 27
Produits de la pêche I03 4, 5
Produits forestiers I02 12
Par zone O01 3, 6, 10
COMMERCE INTÉRIEUR M01
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
(Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement P02 14, 15
Population ..... A01 5, 8 à 11
COMMUNICATION E01
Autres moyens de — L06 7
D'entreprise L06 8
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES K15 1, 2
COMPTABILITÉ NATIONALE G01, G03
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4
Financier ..... O02 1 à 4
De transactions courantes ..... O02 1 à 4
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE DE L'ENSEMBLE DES RÉGIMES C04 1
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 23, 24
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) ..... M04 6 à 8
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 12
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 14
CONCERT (Musique) E02 24
CONCOURS PUBLICS A L'AGRICULTURE I01 13

CONDAMNATION P01 8
CONDITIONS DE TRAVAIL C02
Contraintes C02 6
CONFLITS DU TRAVAIL C02 2, 3
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 3
De charbon J02 1, 4, 7, 8
D'électricité J04 1, 6, 10
D'énergie J01 1, 4, 6, 9, 10
Finale G01 1, 2, 7, 10
De gaz J05 1, 3, 6, 7
Par habitant G01 8
Médicale D03 1
Des ménages ..... D01 1 à 5
De produits pétroliers J03 5, 7, 8
CONSTRUCTION
Aéronautique K07 6, 7
Comparaisons internationales K16 10
Électrique et électronique K09 1, 2
Indice du coût de la — H03 5
Logement K16
Matériaux de — K10 7, 8
Mécanique K08 3, 4
Navale K07 1, 2
CONTRAT
À durée déterminée C01 10
Emploi-solidarité C01 19
CONTRAVENTION P01 7
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ..... C03 8 et P02 3
CORPS GRAS I04 10, 11
COURRIER (Transport du —) L06 4
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2
COÛT
Annuel du logement D02 7
Construction (Indice du —) H03 5
Main d'œuvre ..... C03 22 à 24
Salarial G03 4
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉANCE N01 9
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
De services aux entreprises M02 3
De services aux particuliers M03 3
CRÉDIT
Agricole I01 12
Créances sur l'économie ..... N01 9 et 10
Crédit-bail ..... M02 5 à 8
Établissement de — N01 2
Interne N01 10
Logement K16 12
CRÈMES GLACÉES, GLACES ET SORBETS I04 14
CRIME P01 8
CUIR (Industrie du —) ..... K02 3, 5 à 7
CULTURE E02
CULTUREL (Fréquentation des lieux) E02 24
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 16, 24

D

DÉCÈS ..... B02 1, 12 à 17, 21 à 24
Par causes D03 14, 16, 17
Prestations sociales versées C04 7
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
Commerce M01 2
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 15 et 16
DÉLINQUANT P01 8
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) C01 12
DÉMOGRAPHIE B01, B02, B03, B04
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Indicateurs synthétiques B02 3
DENSITÉ DE POPULATION A01 2, 5, 6, 7, 9
DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement P02 12, 13
Population A01 3, 5
Superficie A01 5
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs C01 20
Bureau de poste L06 3
Caractéristiques principales de l'agriculture I01 27
Chômage C01 21
Commerce extérieur ..... O01 12 à 19
Comptabilité nationale ..... G01 10 et 11
Démographie B02 21
Électricité J04 8
Épargne ..... N01 14 et 15
Étrangers B03 8
Exploitations agricoles I01 25
Exploitations forestières I02 10
Indices de prix H01 6, 7
Logement K16 10
Ménages B04 6, 7
Monnaie, crédit ..... N01 14 et 15
Plaisance (Immatriculations) E05 8
Population B01 6, 18
Superficie forestière I02 3
Transport aérien L05 6
Transport maritime L04 7
Utilisation du territoire I01 26
DÉPENSE
Pour l'emploi C01 18
Santé ..... D03 1 à 3 et 6
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) B01 16
DÉPÔT
À vue N01 6
Légal E02 12
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) F03 5
DETTE PUBLIQUE P02 2
DETTE SOCIALE
Caisse d'amortissement de la — (CADES) P02 3
Contributions pour le remboursement de la — (CRDS) ..... P02 3 et C03 8
DEVIS CNC
Production aidée par genre E01 9
Production de films E01 7
DEVISES (Cours des) N02 6
DIPLÔME F01 12, 13, 16, 19, 22, 26, 27
Animateur E04 1, 4
Au recensement B01 8, 9
Directeur E04 4
DISQUE COMPACT ..... E02 17 à 18
DIVORCE B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 21, 22, 24
DONNEUR D'ORDRES K01 11
DURÉE DU TRAVAIL (Par branche) C02 1

E

EAU
Consommation, pollution ..... A02 10 à 15 et 20
De boisson (Production) I04 25
ÉCHANGES EXTÉRIEURS ..... G03 6 et O01
ÉCOLES
Maternelles et primaires F01 4, 5
Supérieures F01 19, 20, 23
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) J01 7
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION K03
Livres ..... E02 12 à 15
Presse (Chiffres clés) E01 1, 2
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION K03
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) E04 14
ÉDUCATION F01
Budget F01 30, 31
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ..... C01 13 à 16
Par branche d'activité C03 5, 6
Budgétaire de la justice P01 2
Des entreprises ..... G02 9 à 10
Féminin de l'État C01 16
De la fonction publique territoriale C01 19
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) C02 14
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J04 9, 10
Consommation des ménages D01 3, J04 1
Production J01 1, 2, J04 1, 3, 9
Tarifs à Paris H02 3
ÉLÈVES ..... F01 1, 3 à 10
Par origine sociale F01 24, 25
De terminale F01 10, 11
EMPLOI
Biens et services G01 1, 2, 10
Intérieur K01 1
ENDETTEMENT INTÉRIEUR N01 7

ÉNERGIE
Bilan ... J01
Comparaisons internationales ... J01 8 à 11
Économies d' — ... J01 7
Exportations ... J01 1
Grandeurs caractéristiques ... J01 2
Importations ... J01 1
Nucléaire ... J04 1 à 3
Primaire ... J01 1, 3, 4, 8, 9,10
Prix ... H02 1 à 3
ENFANT
Légitime ... B02 1, 4 à 7
Naturel ... B02 4, 5, 7
ENGRAIS ... I01 9, 27
Indice de prix ... H03 3
ENSEIGNANTS ... F01 28, 29
ENSEIGNEMENT ... F01
Agricole ... F01 15
Art, musique, histoire de l'art ... E02 22
Différents niveaux ... F01 8 à 10, 11, 14, 20 à 22, 27
Sanitaire et social ... F01 16
Supérieur ... F01 20, 22, 23, 26
ENTREPRISES
Par activité ... G02 14, 15 et 19
Artisanales ... G02 19
Assurances ... M04 1
Du commerce ... G02 2
Forme juridique ... G02 5, 7, 9 et 19
Des groupes ... G02 16 à 18
De l'industrie ... G02 2
Nombre d' — ... G02 1, 3, 9 à 11, 14
Des services ... G02 2
Selon régime fiscal ... G02 9, 10
Transport routier ... L02 1, 2
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes ... K01 14
PMI ... K01 14, 15
Principales évolutions ... K01 5B
Principales grandeurs ... K01 14
Par secteur ... K01 2, 5
ENVIRONNEMENT ... A02
Dépense ... A02 19 à 21
ÉPARGNE ... N01 5, 8, 13 à 15
Brute ... G01 7
Taux d' — ... G01 9
ÉPURATION ... A02 14, 18
ÉQUIPEMENT
Culturel ... E02
Électroménager ... K05 5, 6
Indices de prix de vente industriels ... H03 4
Ménages ... D01 4, 5, 7
Sanitaire ... D03 11
Touristique ... E03 2, 3
ESPACES NATURELS ... A02 3A
ESPÈCES DE VERTÉBRÉS (État des —) ... A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Commerciaux ... M01 1
De crédit ... N01 2
Employeurs (Services aux entreprises) ... M02 2
Enseignement ... F01 7, 15
Hospitaliers (Équipement et activité) ... D03 9, 11
Tourisme ... E03 2, 3
ÉTAT
Dépenses ... P02 1, 5
Recettes ... P02 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL ... B01 2 et B02 9, 10, 12
ÉTAT-CIVIL ... B02
ÉTRANGERS ... B03
Par activité économique ... B03 4, 8
Par âge ... B03 2, 8
Par catégorie socioprofessionnelle ... B03 3
Famille ... B03 5
Fécondité ... B02 7
Natalité des — ... B02 7
Nationalités ... B03 1, 2, 3, 5
Permanents ... B02 19, 20
Salariés ... B02 18 et B03 3, 4
Par sexe ... B03 2, 4, 8
Vacances à l' — ... E03 6
ÉTUDIANTS ... F01 1, 20, 21, 23 à 25
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION ... G01 7 et G03 5
EXCÉDENT NATUREL ... B02 1, 21 à 24
EXPLOITATION
Agricole ... I01 1 à 3, 11, 25
Compte d' — ... G02 12
Forestière ... I02 8, 9, 10, 12
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale ... G01 1, 2, 10 et G03 6
D'électricité ... J04 1
EXPOSITION ARTISTIQUE ... E02 6, 7, 8, 9

F

FACTEURS DE PRODUCTION ... G03 1
Par grandes branches ... G03 3
FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle ... B04 5
Monoparentales ... B04 5, 7
Nombre d'enfants ... B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) ... K01 6 et G01 1, 2, 7, 10, 12
Comptabilité nationale ... G01 1, 2, 7, 10
FÉCONDITÉ ... B02 2, 3
FÉDÉRATION SPORTIVE ... E04 8 à 13
FER (Production des mines de —) ... K10 1, 2
FERRO-ALLIAGE ... K14 1, 3
FERROVIAIRE
Matériel — ... K07 4, 5
Transport — ... L01
FILM
Cinéma ... E02 19, 20
Coût ... E01 8
Devis CNC ... E01 7, 9
Télévision ... E01 9, 11, 13
FILS ET FIBRES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES ... K13 5
FINANCES
Marché financier ... N02
Publiques ... P02
FIOUL ... J03 4
FLOTTE
Aérienne ... L05 3
Commerciale ... L04 3
Fluviale ... L03 4
Pêche ... I03 1
Plaisance ... E05 6, 7
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) ... C03 19 à 21
FONDERIE (Et travail des métaux) ... K14 6, 7
Production ... K14 7
FONTE ... K14 7
FORÊT ... I02
Incendies de ... I02 4
FORMATION ... F01
Professionnelle continue ... F01 17, 18
FORME JURIDIQUE (Entreprises suivant leur —) ... G02 7, 9 et 19
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES ... E02 11
FRAIS DE PERSONNEL (Entreprise) ... G02 12
FRANCE TÉLÉCOM ... L06
Personnel ... L06 5
Résultats consolidés ... L06 9
FRUITS
Conserves ... I04 8, 9
Consommation des ménages ... D01 1, 3
Indices des prix à la production et de gros ... H03 1
Prix, indices de prix ... H01 3 et H02 1
Production ... I01 19, 22, 24

G

GAINS SALARIAUX ... C03 11 à 12
GANT ... K02 2
GAZ ... J05
Bilan de l'énergie ... J01 1
Comparaisons internationales ... J05 5, 6, 7, 8
De France (Effectif) ... J05 4
Tarifs à Paris ... H02 2
GAZODUC (Transport du gaz) ... J05 2
GAZOLE
Livraisons ... J03 4
Prix et indice de prix ... H01 3 et H02 1
GÎTES RURAUX ... E03 3
GRAIN ... I04 15, 16
GRANDES SURFACES (Commerce) ... M01 1
GRÈVES ... C02 2

GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 16 à 18
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN
(GAEC) I01 11
GUICHET BANCAIRE N01 1

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix H01 3, 4
Industrie de l' — K02 1, 2
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — C04 9, 10
Établissements pour — D03 12
HÉBERGEMENT E03 3, 4, 5
HÉLICOPTÈRE L05 4
HIPPISME E05 1, 2
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
Équipements D03 11
Établissements D03 9
HORLOGERIE
(ET MATÉRIEL OPTIQUE ET PHOTOGRAPHIQUE) K05 7, 8
HÔTEL
Hôtellerie homologuée E03 2
Indices de prix H01 4
Salariés M03 1, 4
HOUILLÈRES
Effectif J02 5
Production J02 2
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2, 3
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMMATRICULATIONS
De véhicules L02 5, 6
IMMEUBLE D02 6
IMMIGRANTS (Type de procédure) B02 18
IMMIGRÉS
Par âge B03 10
Par pays d'origine B03 9
Par sexe B03 9, 10
IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale ..... G01 1, 2, 10 et G03 6
De gaz J05 1
IMPÔT P02 7, 8, 9
Sur le revenu P02 8,9
IMPRIMERIE K03 1, 2
INCENDIES DE FORÊTS I02 4
INDEMNITÉS (catastrophes) A02 17
INDICATEUR (Des entreprises) M02 4
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
Administrations publiques G03 7
Économiques G03 1
Ménages G03 5
Sociétés non financières G03 5
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICE (Voir aussi au mot principal)
De chiffre d'affaires par activité G02 15
Coût de la construction H03 5
De peuplement D02 5
Prix agricoles à la production H03 1
De production industrielle G03 1
Des traitements des fonctionnaires C03 21
Prix ..... H01 et H03
INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS
Hors IAA H03 4B
IAA H03 4A
INDICES (Voir aussi au mot principal)
Boursiers N02 4, 8
Commerce extérieur (Valeur) O01 7B, 10
Commerce extérieur (Volume) O01 7A
De production industrielle ..... G03 1 et K01 3
INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION H01
Pays étrangers H01 1
INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉ (IPCH) . H01 1
INDICES DE PRIX D'ACHAT DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE
(Voir IPAMPA)
INDUSTRIE
Données générales K01
Évolution par branche K01 1
Indices de prix industriels H03 3, 4
Pharmaceutique K04 1, 2
INDUSTRIE DU POISSON
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 6, 7
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires, production). I04 12, 13
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) I04 19, 20
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 17, 18
INDUSTRIES DES BOISSONS
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 21, 22
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 8, 9
INDUSTRIES DES VIANDES
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 1, 4
INFORMATION E01
INFRACTIONS P01 1
INSERTION (contrat) C04 20
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 19
INSTITUTEUR F01 28, 29
INTÉRIM C01 10
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 11
INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE (IVG) C04 9, 10
INVESTISSEMENT
Direct (en flux) O02 8, 9
Des entreprises G02 11
Immatériel K01 8
Industriel K01 6, 12
International K01 9, 12, O02 9
Logement ..... K16 10 à 12
Matériel K01 8
Productif K01 6, 9, 12
Par secteur ..... K01 7, O02 8 à 9
Des sociétés (Taux d' —) G02 9
IPAMPA H03 3
IPCH (Voir INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉ)
ITINÉRIS (Téléphones mobiles) L06 7

J

JEUNESSE
Juridiction de la — P01 9
Et sports E04
JEUX K05 3, 4
D'argent ..... E05 3 à 5
JOUET K05 3, 4
JOURNAUX ..... E01 1 à 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 7, 8
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) P01 6
JURIDICTION CIVILE (Activité) P01 3
JUS DE FRUITS I04 8, 25
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE P01

L

LAIT
Consommation des ménages D01 1, 3
Production, chiffre d'affaires ..... I04 12 et 13
LANDAU K05 3, 4
LAVE-VAISSELLE (Équipement) ..... D01 3 à 5, 7
LECTURE E02 26
LÉGUMES
Conserves I04 8, 9, 19
Consommation des ménages D01 1, 3
Indice des prix à la production et des prix de gros H03 1, 2
Prix et indices de prix à la consommation ..... H01 3, 4 et H02 1
LICENCE SPORTIVE ..... E04 8 à 13
LICENCIEMENT C02 21
LIEU D'ACHAT (Commerce) M01 5
LIGNES
Aériennes L05 6
Électriques J04 5
Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) ..... E02 12 à 15
LIVRET JEUNE N01 13
LOCATAIRE D02 2

LOGEMENT D02, K16
Ancienneté D02 4
Autorisé ..... K16 5 à 8
Budget des ménages D01 1, 2
Commencé K16 9
Confort D02 3
Indice du coût de la construction H03 5
Indices de prix H01 3, 4
Neuf K16 4, 11, 13
Nombre de personnes par logement et par pièce D02 6
Parc locatif social K16 14
Prêts au — K16 12
Vacant D02 1
Ventes-stocks K16 13
LOI DE FINANCES (Exécution) P02 1
LOISIRS ..... E04 et E05
Centre de ..... E04 5 à 7
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS ET CHARGES (Indices de prix) ..... H01 2 à 4
LUNETTES (Production) K05 7, 8

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) G01 15
MACHINE AGRICOLE ..... I01 8 et K08 3, 4
Construction de — K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MACHINE OUTIL K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MAGNÉTOSCOPE D01 4, 5, 7
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle D02 4
MALADIE
Assurance C04 7
Longue D03 13
Professionnelle C02 8
MANDATS POSTAUX (Tarifs) H02 4
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5, 6, 9, 10
Trafic ferroviaire L01 5, 6
Trafic maritime L04 5, 6, 7
MARCHÉ
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2
MARIAGE ..... B02 1, 9 à 11, 21
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MAROQUINERIE K02 3, 6
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE ..... N01 5, 14 et 15
MASSE SALARIALE C03 5
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K10 7, 8
MATÉRIEL
Agricole ..... I01 8 et K08 3, 4
Électrique K15 1, 2
Ferroviaire L01 3
Informatique K09 1, 2
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 7, 13, 14
MATIÈRES PLASTIQUES (Industrie des) K13 5, 7
MÉCANIQUE (Industrie) K08 3, 4
MÉDECIN D03 5
MÉDIAS E01
MÉNAGE B04
Âge de la personne de référence B04 4
DOM B04 6, 7
Équipement D01 4, 5, 7
Nombre de — B04 1
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Projection du nombre de — B04 1
Revenu C03 1
Structure du — B04 4
MER
Interventions et accidents en — ..... E05 9 et L04 9
Produits de la — ..... I03 3 à 5
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K14
MÉTAUX
Précieux K14 4, 5
Travail des — ..... K14 6 à 8
MÉTÉOROLOGIE (Climatologie) A02 1
MÉTHANIER K07 2
MEUBLES (Fabrication de) K05 1, 2
MICRO-ONDES D01 4, 5, 7
MICRO-ORDINATEURS (Portables) D01 4, 5
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
Extraction et préparation de — K10 1, 2
De fer et sidérurgie K14 1, 2
Métaux et demi-produits non ferreux K10 1, 2
Métaux ferreux K14 1, 2
MINÉRAUX DIVERS K10 3, 4
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTÈRES (Effectifs des —) ..... C01 13 à 16
MINITEL (Voir aussi VIDÉOTEX) L06 7
Tarifs H02 5
MOBILES (Abonnés aux téléphones) L06 7
MONNAIE ..... N01 5, 14 et 15
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1 à 4, 24
MORT-NÉS ..... B02 1, 4 et 21
MORTALITÉ ..... B02 2, 13 à 17, 21 à 24
Causes de décès D03 14, 16, 17
Infantile ..... B02 2, 13, 17, 21 à 23 et D03 16
Tables de — B02 15, 16
Taux de — ..... B02 2, 13, 14, 17, 21 à 24
MOTOCYCLE (Production) K07 4
MUSÉE ..... E02 5 à 8, 24

N

NAISSANCES ..... B02 1, 4 à 8, 21 à 24
NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated). N02
NATALITÉ ..... B02 2, 17, 21 à 24
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) ..... B02 7, 10, 17 et B03
Acquisition, perte B03 6, 7
Données démographiques B02 7, 17
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 16
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculation) E05 7, 8
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 21 à 24
NON SALARIÉ C01 1
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 3
Production brute d'électricité J04 9
Production d'électricité thermique classique ..... J04 1 à 3
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUMÉRIS L06 8
NUPTIALITÉ B02 2, 3, 11, 17, 21

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1 à 3, 5
OPEP J03 6
OPÉRATIONS DES RÉSIDENTS N01 11
OPVCM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... N01 3, 5 et 9
OR (Cours de l' —) N02 6
ORDURES MÉNAGÈRES A02 18

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTON K12 3, 4
PARACHIMIE K13 3, 4
PARC
Automobile (Des ménages) D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02 7
PARCS NATURELS NATIONAUX A02 2
PARFUMS (Et produits de toilette) K04 3, 4
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC P01 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 13
PARTS DE MARCHÉ
Commerce extérieur O01 11
Par pays O01 2
PÂTE À PAPIER K12 3, 4
PATRIMOINE
Des administrations publiques locales N01 18

Des ménages ... N01 16
Des sociétés non financières ... N01 17
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UE et CEE)
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture ... I01 2, 14
Assurances ... M04 10 à 12
Balance des paiements ... O02 7
Comptabilité nationale ... G01 12, 13
Population, superficie, densité ... A01 2
Production industrielle ... K01 4
Recherche-développement ... F02 4
Taux de chômage ... C01 4
Trafic aérien ... L05 10
Trafic maritime ... L04 6
PEAUX (Collecte de —) ... K02 3, 4
PÊCHE
Loisir ... E05 10
Maritime ... I03
PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE (Commerce extérieur) ... O01 12
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) ... C02 6
PENSION DE VIEILLESSE ... C04 15 à 18
PÉPINIÈRE ... I02 6
PERFORMANCE DES ENTREPRISES ... G02 15
PERSONNEL
Hospitalier (Effectifs) ... D03 7
De la marine de commerce ... L04 2
Navigant et à terre ... L03 2
Sanitaire et social ... D03 7, 8
Transports aériens ... L05 1, 2
PÉTROLE ... J03
Bilan de l'énergie ... J01 1
Comparaisons internationales ... J03 6 à 9
Déstockage ... J03 1
Production ... J03 1, 6, 9
Stockage ... J03 1
PHARMACIE
Indices de prix de détail des spécialités vendues en — ... H01 5
Production industrielle ... K04 1, 2
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN ... K04
PHARMACIEN ... D03 5
PHONOGRAMME ... E02 16 à 18
PIB
Contributions à la croissance du — ... G03 2
Par habitant ... G01 8, 11
Taux de croissance ... G01 14 et G03 1
PIÈCES (Nombre par logement) ... D02 6
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) ... M04 13
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT ... N01 8, 13 à 15
PLATS PRÉPARÉS APPERTISÉS ET SURGELÉS (production) ... I04 5
PLOMB ... K14 5
PMI (Évolution de la part des — dans l'industrie manufacturière) ... K01 15
PNEUMATIQUE (Production) ... K13 5, 6
POISSON
Espèces débarquées ... I03 3
Indices de prix ... H01 3 et H02 1
POLLUTION ... A02 21
Atmosphérique ... A02 6 à 9
Dépenses ... A02 21
Des eaux continentales ... A02 11
Industrielle de l'eau ... A02 10 à 15,
De la mer ... A02 12
POMPES-COMPRESSEURS ... K08 3, 4
POPULATION ... A01 et B01 à B04
Par âge ... B01 1 à 3, 5, 11, 13
Des agglomérations ... A01 7, 8
Par catégorie socioprofessionnelle ... B01 10 à 12, 14
Des collectivités ... B04 3
Des communes ... A01 5, 8 à 11
Comparaisons internationales ... B01 4, B02 17
Des départements ... A01 3, 5
Des DOM ... B01 6, 12, 15, B02 21
État matrimonial ... B01 2
Des habitations mobiles ... B04 3
Mouvement naturel ... B02 1, 2, 21 à 24
Non réintégrée ... B04 3
Des pays étrangers ... A01 2
Des régions ... A01 3, 5
Réintégrée ... B04 3
Résidente occupée ... C01 5
Par sexe ... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
Salariée ... C01 6 et 7
Solde migratoire ... B02 1
Des TOM ... A01 4, 6, B01 7 et B02 22 à 24
Urbaine — rurale ... A01 8, 11
POPULATION ACTIVE ... B01 8, 9, 12, 15, B03 3 et C01
Par activité ... B01 12
Ayant un emploi (Par statut) ... B01 13, 14
Par statut ... B01 8, 9, 15
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE ... I01 5
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ... F01 1 à 3, 5, 6, 8 à 10, 14 à 16, 20 à 23
PORTS MARITIMES
Mondiaux ... L04 6, 8
Trafic des — ... L04 6
POSTE ... L06
Effectif ... L06 1
Tarifs ... H02 4
POUSSETTE ... K05 3, 4
PRATIQUES ARTISTIQUES ... E02 25
PRATIQUES AUDIOVISUELLES ... E02 27
PRÉCIPITATIONS ... A02 1
PRÉLÈVEMENTS
Eau ... A02 13
Obligatoires (Taux) ... G03 5
Obligatoires ... P02 3, 4
Supplémentaires ... E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales) ... C03 8
PRÉRETRAITE (Montants) ... C04 3
PRESSE ... E01 2 à 4 et K03 1, 2
PRESTATIONS
Familiales ... C04 11 à 14
Maladies ... C04 8
Sociales ... C04 2, 3, 4
Versées par l'ensemble des régimes ... C04 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) ... C04 18
PRÊTS ... N01 9 et 10
Au logement ... K16 12
PRIME D'ASSURANCE ... M04 3, 4, 10 à 12
PRIX
Agricoles (Indices) ... H03 1
Commerce extérieur ... G03 4
À la consommation (Indices) ... H01
À la consommation (Voir aussi COÛT) ... H02
De gros alimentaires (Indices) ... H03 2
De vente industriels (Indices) ... H03
Terres agricoles ... I01 7
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole ... I01 14 à 21, 27
Agro-alimentaire ... I04 1 à 26
Capacité de — ... G03 3
Énergie ... J01 1, 3, 8
Forestière ... I02 7, 9, 10, 11, 13
De gaz ... J05 1, 5, 8
Glaces et sorbets ... I04 14
Indices des prix agricoles à la — ... H03 1
Industrielle (indices de la —) ... G03 1 et K01 3, 4
PRODUCTIVITÉ ... G03 1, 3
PRODUIT
Commerce extérieur par — ... O01 5 à 7, 9, 10
Métalliques ... K14 6, 8
Pétrolier (Importation) ... J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) ... J03 4
PRODUITS ÉNERGÉTIQUES
Indices de prix de vente industriels ... H03 4
PRODUITS MANUFACTURÉS (Indices de prix) ... H01 2 à 4
PROFESSEUR ... F01 28, 29
PROFESSIONS (Artistiques et littéraires) ... E02 28
PROFESSIONS
De santé (Effectif et densité) ... D03 5
Sociales ... D03 5, 8
PROPRIÉTAIRE ... D02 2
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ... F03
PROTECTION SOCIALE ... C04 2 à 4
En Europe (Dépenses) ... C04 5
En Europe (Recettes) ... C04 6
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) ... E01 10
PUISSANCE (Des centrales électriques) ... J04 2

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) ... E01 12
RADIOMESSAGERIE ... L06 7
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE ... J03 3

RANDONNÉES (Pédestres) E03 9
RATIOS (Comptabilité nationale) ..... G01 9 et G03 5
RATP L01 8, 9
Tarifs H02 7
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 6
RECHERCHE (Par branche) F02 7, 8
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT F02
Dépenses F02 1, 2, 5, 6, 7
Entreprises F02 5
Financement F02 2
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 5, 6
RÉGION (Population, superficie, densité) A01 3, 5
RÉGIONS (Fonctionnement, investissement) P02 10, 11
RÈGLEMENT
Par pays ..... O02 3 à 6
Par zone O02 3, 4
REMEMBREMENT I01 10
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE) G03 5
Épargne N01 13
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE D01 4, 5
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ..... C02 21 et 22
REPRISES (D'entreprises) G02 6
RER (Voir RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL)
RÉSEAU
Métro L01 8, 9
Routier L02 4
Téléinformatique L06 10
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER) L01 8, 9
RÉSERVES
Charbon J02 6
Gaz J05 5
Naturelles A02 3
Pétrole J03 6
RÉSIDENCE (Tourisme de—) E03 4
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE ..... D02 1 à 6
RESSOURCES (Biens et services) G01 1, 2, 10
RESTAURANTS
Indices de prix H01 3
Salariés M03 1, 4
RÉSULTAT (Compte de —) G02 12
RETRAITE ..... C04 15 à 17
REVENU C03 1, 4
Complément de — C04 13, 14
Disponible ..... G01 5, 6, 7 et G03 5
Par habitant G01 8
Et salaire C03
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) ..... C04 21 à 23
RÉVERSION (Pension de —) C04 16

S

SALAIRE ..... C03 5, 6 et G03 4
Annuel ..... C03 6, 17 et 18
Par déciles C03 7
Taux de — ..... C03 13 à 16, 18
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) ..... C01 1 et 13
Des activités immobilières M02 1
Commerce M01 3
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des entreprises de service M02 1
Au SMIC C03 10
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 16
Service de — (Indices de prix) ..... H01 2 à 4
SAVONS ET DÉTERGENTS K04 3, 4
SCIERIE I02 8, 11, 12
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 10
Professionnel F01 9
SECOND DEGRÉ ..... F01 6 à 8, 12
SECTEUR
D'entreprises (Services aux entreprises) ..... M02 1 à 4
Groupes d'entreprises ..... G02 16 à 18
SECTIONS SPORTIVES ..... E04 8 à 12, 15
SÉCURITÉ SOCIALE C04 2
SÉJOURS DE VACANCES (À l'étranger) E03 6
SERVICES
Aux entreprises et activités immobilières M02
Indices de prix ..... H01 2 à 4
Aux particuliers M03
Prix et tarifs H02
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) ..... M03 1 à 4
SERVICES POSTAUX H02 4
SERVICES PUBLICS (Tarifs et indices de prix) ..... H01 2, 3 et H02
SEXE (Population par —) ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
SIDA D03 15
SIDÉRURGIE (Production) K14 2
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A02 3
SMIC ..... C03 9, 10 et G03 4
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurances M04 1
Financières N01 2
Et quasi-sociétés G01 1, 5
SOINS PERSONNELS (Prix de détail) H02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 27
SOUS-TRAITANCE K01 10, 11
Confiée K01 10, 11
De capacité K01 11
Industrielle K01 11
SPORT E04
De haut niveau E04 15, 16
STATUT
Fonction publique (Effectif par —) ..... C01 15, et 16
Occupation des logements D02 2
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
Industrielle K01 2
De la population B01
SUCRE
Consommation des ménages D01 3
Fabrication I04 20
SUPERFICIE
Des exploitations agricoles I01 1, 2, 25
Forestière I02 1, 2, 3
Pays étrangers A01 2
Régions A01 5
Territoires d'outre mer A01 6
Zones naturelles protégées A02 3
SYNDICAT
Délégués syndicaux ..... C02 16 à 18, 20
Élections aux comités d'entreprises C02 14
Rôle des — C02 13

T

TABAC (Production) I04 26
TAILLE (Entreprise et établissement) G02 3, 4,
TARIFS
Indices de prix H01 2, 3
Services publics ..... H02 2 à 5
Taxis H02 6
TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement ..... G01 9 et G03 6
Chômage C01 4, 17, 21
De couverture ..... G03 6 et O01 8
De croissance du PIB G03 1, 2
Épargne des ménages ..... G01 7, 9 et G03 5
Indépendance énergétique J01 5, 11
Intérêt N01 12
Investissement des sociétés non financières G03 5
Mortalité ..... B02 17, 21 à 24
Mortalité infantile ..... B02 2, 13, 14, 21 à 23
Natalité ..... B02 2, 17, 21 à 24
Nuptialité B02 2, 3, 11, 17, 21
Prélèvements obligatoires G01 9
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 13
Salaire ..... C03 13 à 16, 18 et G03 4
Salaire ouvrier G03 4
Utilisation des capacités productives G03 3
TAXE P02 6, 7
TAXIS (Tarifs à Paris) H02 6
TECHNOLOGIES (Utilisateurs de nouvelles —) C02 7
TÉLÉCOMMUNICATIONS L06
Tarifs H02 5
TÉLÉINFORMATIQUE L06 8
TÉLÉPHONE L06 6, 7
Portable D01 4, 5

Trafic international L06 10
TÉLÉTEL L06 7
TÉLÉVISION ..... E01 5, 9 à 13
Achat des ménages D01 2, 3
Construction K05 5, 6
Durée d'écoute quotidienne E01 12
Émissions par genre et chaîne E01 11, 13
Production aidée par genre E01 9
Redevance E01 5, 6
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7
TEMPÉRATURE A02 1
TEMPS PARTIEL C01 8
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) ..... G03 6 et O01
TERRES ARABLES I01 6, 26
TERRES LABOURABLES I01 7
TERRITOIRE A01
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)
Démographie ..... B02 22 à 24
Indices de prix H01 6, 7
Monnaie N01 15
Superficie, population ..... A01 4, 6 et B01 7
Transport aérien L05 6
TEXTILE
Artificiel et synthétique K11 1, 2
Indices de prix H01 3, 4
Industrie K11 1, 2
Naturel (coton, soie, laine) K11 1, 2
THÉÂTRE E02 21, 24
TIRAGE (Presse) E01 1
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOUR EIFFEL (Entrées) E02 4
TOURISME E03
International E03 12
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles I01 8
Immatriculation de — L02 5
Indices de prix des — H03 3
Routiers K06 1, 2
TRAFIC
Aérien ..... L05 5 à 10
Ferroviaire ..... L01 4 à 6
Fluvial L03 5, 6
Maritime ..... L04 4 à 7
Portuaire L04 5, 6, 8
Postal L06 4
Routier (Marchandise et voyageurs) ..... L02 1, 2, 8 à 10
Téléphonique L06 10
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) ..... C03 17 à 21
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5
TRANSPAC L06 8
TRANSPORTS
Aériens ..... L05 1 à 3
Ferroviaires ..... L01 4 à 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix H01 3, 4
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Maritimes L04
Navigation intérieure L03
Routiers ..... L02 1 à 3 et 8 à 10
Terrestres (Construction de matériel) ..... K06 1,2 et K07 4, 5
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 3
Urbains et routiers de voyageurs L02 2
Urbains RATP L01 8
TRANSPORTS EN COMMUN (RATP) L01 8, 9
Tarif H02 7
TRAVAIL
Durée du — C02 1
Marché du — C01 11
Mécanique du bois K12 1, 2
Des métaux K14 6, 8
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée ..... C01 9 et 10
TRAVAILLEURS ..... B02 18 à 20
Permanents B02 18
TRAVAUX PUBLICS K16 1, 2
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et effectif) P01 7
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et effectif) P01 7

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Critères de convergence de l' —
au sens du Taité de Maastricht G01 15
Effectifs animaux I01 14
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Production agricole I01 14
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
UNIVERSITÉS F01 21, 25
UTILISATION DU SOL
Forêt ..... I02 1 à 3, 5
Répartition territoriale A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 6, 26

V

VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
VALEUR AJOUTÉE
Par branche ..... G01 3, G03 1 et K01 1
Par secteur institutionnel G01 7
Taux de croissance G01 4
VALEUR MOBILIÈRE (Bourse) N02 1, 3, 4, 8
VALEUR MOBILIÈRE (Entreprises d'assurance) M04 13
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 7
VANNERIE K12 1
VÉGÉTAUX
Indices de prix H03 1
Productions de — ..... I01 14 à 19, 24, 27
VÉHICULES
Automobiles (Production) K06 2
Indices de prix H01 3
Parc des — L06 2
Utilitaires (Immatriculations) L02 6
VENTES (Commerce) M01 6, 7
VERRE K10 5, 6
VEUF B01 2, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 3
Prix de détail, indice de prix ..... H01 3 et H02 1
Production I04 1, 2
VIDÉOGRAMME E02 16, 17
VIDÉOTEX L06 7
VIEILLESSE (Pension) ..... C04 15 à 17
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 5, 7 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix ..... H01 3 et H02 1
Production ..... I01 17 et I04 14 à 16
VOIES NAVIGABLES L03
VOITURE
Équipement en première — D01 4, 5
Équipement en deuxième — D01 4, 5
VOLAILLES I04 3
VOYAGES (Personnels) ..... E03 4 à 9
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 8, 10
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 10
Transports routiers de — L02 2, 10

Z

ZINC K14 4, 5
ZONE NATURELLE A02 2

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 45 56 51 00. www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Service juridique et technique de l'information et de la communication. Département statistique 69, rue de Varenne. 75348 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 75 80 00. www.documentation@sjti.premier-ministre.gouv.fr	Tableaux statistiques de la presse *(annuel)*. Chiffres clés de la presse *(annuel)*.
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère)....	Direction des Affaires financières et économiques. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 251, rue de Vaugirard. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 49 55 85 05.	AGRESTE, la statistique agricole : – Agreste-Primeur : les premiers résultats; – données chiffrées : résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA et de l'Agriculture. – conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; – les « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études »; – graph-agri : annuaire de graphiques agricoles *(annuel)*; – annuaire de statistique agricole : quatre tomes. Statistiques forestières *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries : principaux résultats *(annuel)*. Récolte de bois et de sciages *(annuel)*.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 47 25.	
	Direction des pêches maritimes et des cultures marines : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 44 49 80 00.	
	Site internet du ministère : www.agriculture.gouv.fr	
	Service des Haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 09 24 00.	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres. 45290 Nogent-sur-Vernisson. Tél. : 02 38 28 18 00. www.ifn.fr	Inventaire forestier national : résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé. 75012 PARIS. Tél. : 01 40 19 58 00. www.onf.fr	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère).	Direction de l'eau; Direction de la nature et des paysages; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur. 75302 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 19 20 21. www.environnement.gouv.fr	Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (résultats annuels). État de l'assainissement des collectivités locales. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)*. État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (*annuel*).
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis-Vicat. 75015 PARIS. Tél. : 01 47 65 20 00. www.ademe.fr	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère) *[suite]*		
• *Conseil supérieur de la pêche :* Établissement public national à caractère administratif.	134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 02 20 20. www.dgcpsp@csp-paris.environnement.gouv.fr	
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	17, rue des Huguenots. 45058 ORLÉANS CEDEX 01. Tél. : 02 38 79 78 78.	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel).* Les données de l'environnement *(mensuel).*
• *Office national de la chasse :* Établissement public à caractère administratif.	85 *bis*, avenue de Wagram. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 15 17 17. www.onc.gouv.fr	
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale - Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00. www.culture.fr	Chiffres clés 19.. : statistiques de la culture *(annuel).* Développement culturel *(5 numéros par an).*
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : 01 40 27 60 00.	
	Direction du livre et de la lecture : 27, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction de la musique et de la danse : 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	Mesures *(plusieurs numéros par an).*
	Direction du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : 01 44 34 34 40. www.cnc.fr	CNC info.
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Direction des relations avec les publics et de la Communication : Télédoc : 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel).*
	Direction de la Comptabilité publique : Télédoc : 330. 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Compte de la dette publique *(annuel).* Les finances des collectivités locales : – les finances des collectivités territoriales; – les comptes des régions; – les comptes des départements; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction de l'informatique, des statistiques et des études économiques) : 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 40 04 04 04.	Annuaire abrégé *(annuel).* Statistiques du commerce extérieur de la France : – résultats trimestriels et annuels; – importations-exportations en SH *(annuel)*; – résultats régionalisés *(annuel).* Statistiques du commerce extérieur : abrégé *(annuel).* Tableau général des transports *(annuel).* Le transport du commerce extérieur *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*	Direction générale des impôts : Télédoc : 930. 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Annuaire statistique *(annuel).*
	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 41 17 50 50. www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1). Économie et statistique *(mensuel).* Bulletin mensuel de statistique. INSEE Résultats. INSEE Première. INSEE Méthodes. Données sociales. Tableaux de l'économie française. La France et ses régions. France, portrait social.
	INSEE Info Service : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 41 17 66 11.	Publications, disquettes et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.
	Direction de la prévision : Télédoc : 653. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Économie et Prévision *(5 numéros par an).*
	Direction du Trésor : Télédoc : 230. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Balance des paiements de la France *[annuel]* (2). Rapport du Fonds de développement économique et social *(annuel).*
	Site Internet du ministère : www.finances.gouv.fr	
• *Industrie*	Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 36 36.	Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel).* Chiffres clés données : Premiers résultats de l'EAE *(annuel).* Chiffres clés référence : Résultats détaillés de l'EAE [3 tomes] *(annuel).* Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel).* Les investissements anti pollution *(annuel).* L'industrie française *(annuel).* Chiffres clés analyse : Industrie française et mondialisation. Bulletin mensuel de statistique industrielle Le 4 pages des statistiques industrielles.
	Direction générale des stratégies industrielles des Postes et des télécommunications (DGSIPT) - Services des industries de base et des biens d'équipement (SERIBE) - Sous-direction des constructions automobile, ferroviaire et navale : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 33 03. Site Internet : www.industrie.gouv.fr	Statistiques de construction navale *(annuel).*
• *Institut national de la propriété industrielle.* Établissement public de l'État	26 *bis,* rue de Saint-Petersbourg. 75800 PARIS CEDEX 08 Tél. : 01 53 04 53 04. www.inpi.fr	Bulletin officiel de la propriété industrielle.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie. 97-99, rue de Grenelle. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 33 03.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel).* L'énergie [Les chiffres clés] *(annuel).* Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel).* Bilans de l'énergie *(annuel).* L'Énergie dans les régions.

(1) Disponible pour le public : « INSEE-Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « L'Économie française », INSEE, le livre de poche.
(2) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		
• *Énergie [suite]*	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : Direction des matières premières et des hydrocarbures (DIMAH). 97-99, rue de Grenelle. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (1). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (2). L'activité pétrolière *(annuel).*
• *École nationale supérieure des mines de Paris (établissement public à caractère administratif)*.....	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06. Tél. : 01 40 51 90 00. www.ensmp.fr	
• *Cité des Sciences et de l'Industrie* ...	30, avenue Corentin Cariou. 75019 PARIS.	
• *La Poste (Exploitant public)*	Direction générale Direction de la Communication : 4, quai du Point-du-Jour. 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX. Tél. : 01 41 41 66 66. www.la poste.fr	Les chiffres clés de La Poste *(annuel).* Rapport financier *(annuel).*
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services : Tour Mattei. 207, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17. Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	Comptes commerciaux de la Nation. INSEE-Résultats. La France des commerces *(annuel)* La France de l'artisanat. Chiffres clés *(annuel).*
• *Commission de contrôle des assurances (CCA).* *Autorité administrative indépendante.*	54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 55 07 41 41.	Rapport d'activité sur la commission *(annuel).* Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : 01 42 98 95 00.	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (3).
• *Impôts (Conseil des)* ..... Placé auprès de la Cour des Comptes	*Même adresse.* Tél. : 01 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (3).
ÉDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère).	www.éducation.gouv.fr	Page d'accueil : Le système éducatif français. Évaluation et statistiques de l'Éducation.
	Direction de la programmation et du développement (DPD) : 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS. Tél. : 01 55 55 65 40.	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel).*
	Sous-direction des études statistiques (SDESE) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : 01 55 55 73 58.	Éducation et formation *(trimestriel).* Dossiers éducation et formations. Notes d'informations *(hebdomadaire).* L'état de l'école *(annuel).* Géographie de l'école *(annuel).* Tableaux statistiques : 1° Série jaune : maternelles, élémentaires, spéciales; 2° Série verte : secondaire; 3° Série orange : technique et formation professionnelle; 4° Série rose : supérieur (universités et grandes écoles); 5° Série blanche : les personnels (coûts et dépenses), les statistiques diverses.

(1) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(2) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.
(3) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère) *[suite]*	Bureau des études statistiques sur la recherche. DPD-C3, 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS.	Rapport annexe au projet de la loi de finances pour 1999 : état de la recherche et du développement technologique. Recherche et développement dans les organismes publics (résultats 1996). Recherche et développement dans les entreprises (résultats 1996).
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) [Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel].	57, rue Cuvier. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01 40 79 30 00. www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) [Établissement public national à caractère administratif].	B.P. 86 - Lognes. 77423 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02. Tél. : 01 64 80 35 00.	Avenirs *(mensuel).*
EMPLOI ET SOLIDARITÉ (Ministère).	Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) : 1, place de Fontenoy. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 44 38 38 38.	Bulletin mensuel des statistiques du travail. Dossiers statistiques. Travail et emploi *(trimestriel).* Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriels)* Revue française des Affaires sociales. Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
	Direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques en matière de Santé et de Solidarité : 11, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75696 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 44 36 90 00.	Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé »]. Compte de la protection sociale.
	Délégation Interministérielle du revenu minimum d'insertion : 7, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75696 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 44 36 90 10.	
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ). [Établissement public à caractère administratif].	10, place de la Joliette, BP 176. 13474 MARSEILLE CEDEX 02. Tél. : 04 91 13 28 28. www.cereq.fr	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois [ROME] (4 tomes) (1). Formation-emploi *[trimestriel]* 01. La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document) *[annuel].* CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel).* « Études » et « Documents ».
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 44 23 60 00. www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel).* INSERM actualités *(mensuel).*
• *Institut national d'études démographiques* (INED). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	133, boulevard Davout. 75980 PARIS CEDEX 20. Tél. : 01 56 06 20 00. www.ined.fr	Population et sociétés *(mensuel).* Population *(bimestriel).*
• *Offices des migrations internationales* (OMI). [Établissement public de l'État].	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 53 69 53 70.	OMISTATS : Annuaire des migrations *(annuel).*
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT (Ministère)	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX 15. Tél. : 01 40 81 21 22.	
	Direction des affaires économiques et internationales. Service économique et statistique : Tour Pascal B. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22. Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Statistiques de la construction *(trimestriel).* Statistiques et études générales. Notes vertes économiques. Le compte du logement. Rapport à la commission des comptes du logement *(annuel).* Note de conjoncture *(mensuelle).* Mémento de statistiques des transports *(annuel).*

(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 40 15 70 00.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT (Ministère) *[suite]*		Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport. • *Notes de synthèse (mensuel).* • *Les transports en ... (annuel).* Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation. Le marché des véhicules : fichier central des automobiles : parc et immatriculations *(annuel).* L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel).* Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises). Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel).*
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile 48, rue Camille-Desmoulins. 92452 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX. Tél. : 01 41 09 43 21.	Bulletin statistique de la DGAC *(annuel).*
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 40 81 21 22.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel).*
	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : 3, place de Fontenoy. 75700 Paris. Tél. : 01 44 49 80 00. www.equipement.gouv.fr/france.ocean	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel).*
	Centre administratif des affaires maritimes : BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. 02 99 19 60 00.	Statistiques maritimes françaises. La plaisance en quelques chiffres *(annuel).* Statistiques plaisance *(annuel).*
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22	Bilan annuel : statistiques et commentaires *(annuel).*
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. B.P. 100. 92225 BAGNEUX CEDEX. Tél. : 01 46 11 31 31.	Données de base : circulation, sécurité (disquette). Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Météo France* ..... (Établissement public à caractère administratif)	Service central d'exploitation de la météorologie : 1, quai Branly. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 44 37 36 00.	
	Service central d'exploitation de la météorologie ; 42, avenue Gaspard-Coriolis. 31057 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 05 61 07 80 80. www.meteo.fr	
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 45 56 71 71.	Mémento du tourisme *(annuel).* Les données économiques du tourisme.
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques) : 32, rue de Babylone. 75007 Paris. Tél. : 01 42 75 80 00. www.fonction publique.gouv.fr	La fonction publique de l'État en 19.. *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INTÉRIEUR (Ministère)	Direction générale des collectivités locales (service des statistiques, des études et des techniques locales) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 40 07 60 60 et 01 49 27 49 27.	Collection décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel)*, 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu. Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis,* place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 49 27 49 27.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel).*
	Direction de la sécurité civile : 18, rue Ernest-Cognacq. 92300 LEVALLOIS-PERRET. Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60. Site Internet du Ministère : www.intérieur.gouv.fr	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel).*
JEUNESSE ET SPORTS (Ministère)	Direction de l'administration générale (bureau de la coordination et de la modernisation administrative) : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 40 45 90 00. www.jeunesse-sports.gouv.fr	Statistiques jeunesse et sports. Licences sportives et sections de clubs *(annuel).* Chiffres clés *(trimestriel).*
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (sous-direction de la statistique, des études et de la documentation).	Annuaire statistique de la justice. Chiffres clés de la justice *(annuel).* Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation.
	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse.	Établissements et services du secteur justice *(annuel).* Bilan statistique *(annuel).*
	Direction de l'administration pénitentiaire : 13, place Vendôme. 75001 PARIS CEDEX 01. Tél. : 01 44 77 60 60. www.justice.gouv.fr	Rapport annuel de l'administration pénitentiaire. Rapport annuel de la Cour de cassation à M. le garde des Sceaux.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 53 73 22 22.	

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROSTAT ..... *Office statistique des communautés européennes* [OSCE]	Bureau d'information L2920 Luxembourg Tél. : 00 352 4301 34567	Les publications, les disquettes et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data Shop Eurostat Paris INSEE INFO Service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (01) 1 53 17 88 44 Fax : + 33 (01) 1 53 17 88 22 E. mail : DataShop@dg75iisa.insee.atlas.fr
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques 2, rue André Pascal, 75016 PARIS Tél. : 01 45 24 82 00.	
Organisation mondiale de la Santé [OMS]	Palais des Nations, 20, avenue Appia, 1211, CH Genève, Suisse.	
Organisation des Nations unies [ONU]	Centre d'information 1, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : 01 43 06 48 39. www.onu.fr	
Population reference bureau [PRB].....	1875 Connecticut Ave., NW, suite 520, Washington, DC 20 009-5728 USA.	

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice
Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie
Ministère de l'Intérieur
Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de la Défense
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement
Ministère des Relations avec le Parlement
Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation
Ministère de la Jeunesse et des Sports

AUTRES ORGANISMES

Artisanat
Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance
Caisse nationale de prévoyance (CNP)
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel
Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André-Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00
France 2
22, avenue Montaigne - 75387 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 21 42 42
France 3
7, esplanade Henry-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 30 30
France 3 - (Île-de-France)
66, rue Jean-Bleuzen - 92170 Vanves
Tél. : 01 41 09 33 33
Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00
La Sept
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 44 14 77 77
Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92532 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58
Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 42 30 22 22
Radio-France internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 42 30 12 12
Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00
Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00
Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00
Télévision française 1 (TF1)
1, quai du Point-du-Jour - 92656 Boulogne Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34 ou 01 41 41 09 09

Bâtiment, travaux publics
Fédération française du bâtiment (FFB)
9, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00
Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques
Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16
Syndicat national du caoutchouc, des plastiques et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon
Charbonnages de France
100, avenue Albert I[er] - BP 220 - 92503 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00
Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chasse
Office national de la chasse
85 *bis,* avenue de Wagram - 75017 Paris
Tél. : 01 44 15 17 17

Chimie de base
Union des industries chimiques (UIC)
Le Diamant A - 92909 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 46 53 11 00

Construction aéronautique
Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique
Fédération des industries électriques et de communications électroniques (FIEEC)
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70
Syndicat de l'industrie des technologies de l'information
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél : 01 45 05 71 05

Construction mécanique
Association française des constructeurs de pompes (AFCP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 98
Association française des industries de la robinetterie (AFIR)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 98
Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
90, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00
Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire (FABRILABO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 97
Association française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91
Fédération française des industries de l'image
5 *bis,* rue Jacquemont - 75017 Paris
Tél. : 01 40 25 96 65
Groupement des fabricants de matériels de chauffage central par l'eau chaude (GFCC)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64
Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
Maison de la mécanique
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 00
Syndicat des constructeurs de compresseurs
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 49

Union des constructeurs de l'industrie des procédés chimiques et alimentaires (UCIP)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) - Maison de la mécanique
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 71

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 81

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement pour la construction, les infrastructures de la métallurgie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75013 Paris
Tél. : 01 53 79 59 59
58, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 47 03 81 26

Centre national de la cinématographie (CNC)
12, rue de Lübeck - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 34 34 40

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

Énergie

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
27, rue Louis-Vicat - 75737 Paris Cedex 15
Tél. : 01 47 65 20 00

Centre d'étude et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
36, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Finances et bourse

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 40 49 56 78

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP)
27-29, rue de la Tombe-Issoire - 75673 Paris
Tél. : 01 40 78 40 78

Commission bancaire
73, rue de Richelieu et 115, rue de Réaumur
75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Commission des opérations de bourse (COB)
17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
Tél. : 01 53 45 60 00

Secrétariat général du Conseil national du crédit,
Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75049 Paris Cedex 01
Tél. : 01 42 92 27 10

Société des bourses françaises
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixation mécanique
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 03 76

Fédération des industries mécaniques
39, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat général des fondeurs de France (SGFF)
45, rue Louis-Blanc 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 79

Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17

Union nationale des industries de la quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Gaz

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA)
41 *bis,* boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 64 00

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
Place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Bureau interprofessionnel du pruneau
2, rue des Magnolias - 47303 Villeneuve-sur-Lot
Tél. : 05 53 41 55 55

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Association des malteurs de France
33, rue du Louvre - 75002 Paris
Tél. : 01 53 00 94 50

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 23 01

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité français de la semoulerie industrielle (CFSI)
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 39 00

Confédération nationale des glaciers de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Conseil national des vins aromatisés (CNVA)
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 33

Chambre syndicale des fabricants aliments
chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole-de-la-Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
34, rue de Saint-Pétersbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale de la coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production
et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières
34, rue de Saint-Pétersbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

Fédération nationale des producteurs de rhum (FENARUM)
4, rue A.-Houssaye - 75008 Paris
Tél. : 01 45 62 53 29

Fédération nationale des syndicats de confituriers
et de conserveurs de fruits
3, rue de Logelbach - 75847 Paris Cedex 17
Tél. : 01 42 27 77 12 ou 01 42 27 43 02

Fédération nationale des producteurs
de pomme de terre industrielle (FNPTI)
9, rue d'Athènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 60

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 44 77 85 85

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 20 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs
et allumettes (SEITA)
53, Quai d'Orsay - 75347 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 61 50

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, chemin de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires
de France
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 95 44

Syndicat de la Vittellerie française
34, Boulevard de Sébastopol - 75004 Paris
Tél. : 01 53 01 90 20

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux
de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
45, rue de Richelieu - 75001 Paris
Tél. : 01 42 61 72 94

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés
et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 *bis,* boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres,
épices, arômates et vanille
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
40, avenue des Terroirs de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
34, rue de Saint-Pétersbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des producteurs français de spiritueux
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 25

Union des syndicats des industries des produits amylacés
et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale des producteurs de jus de fruits
10, rue de Liège - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 31 16

Union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de la Réunion,
46, rue de La Bourdonnais, BP 57- 97462 Saint-Denis
Tél. : 0 262 90 45 00

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
13, rue Saint-Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

Industrie du bois et de l'ameublement

Chambre syndicale nationale de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 85 44 33

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Fédération nationale du bois
6, rue François Ier - 75008 Paris
Tél. : 01 42 60 30 27

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 *bis,* avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 26 42

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis,* place des Reflets - La Défense 2
92077 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 42 91 52 91

International

Sources d'Europe
Socle de la Grande Arche - 92054 Paris La Défense
Tél. : 01 41 25 12 12

Fonds monétaire international (FMI)
Bureau européen à Paris
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 01 40 69 30 70

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2, rue André-Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 24 82 00

Organisation des Nations-Unies (ONU)
Centre d'information - 1, rue Miollis - 75015 Paris
Tél. : 01 43 06 48 39

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
15, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris
Tél. : 01 45 00 18 56

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de La Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération des industries ferroviaires
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
ZAC du Pont Tournant - 173-179, boulevard Félix-Faure
93300 Aubervilliers
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national des fabricants d'étirés et profilés pleins en acier (ETIRAGE)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Syndicat national du laminage à froid du feuillard d'acier (SNLS)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 70

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 75

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association française interprofessionnelle du cadmium
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 59

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
8, place du Général-Catroux - 75017 Paris
Tél. : 01 44 15 83 83

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussman - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 75 01 01

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM)
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
Tour Corosa - 3, rue E. et A.-Peugeot - BP 282 -
92505 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 16 94 60

Elf-Aquitaine
Tour-Elf - 2, place de la Coupole - La Défense 6
92078 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 44 45 46

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé - Transferts sociaux

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14
Tél. : 01 42 79 30 30

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
23, rue Daviel - 75634 Paris Cedex 13
Tél. : 01 45 65 52 52

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
101, rue de Tolbiac - 75654 Paris Cedex 13
Tél. : 01 44 23 60 00

Union des caisses centrales de la mutualité agricole (UCCMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 82

Textiles et habillement

Comité central de la laine et des fibres associées
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E.-Van-Nieuwenhuysen - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq-en-Barœul Cedex
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, montée de Choulans - 69323 Lyon Cedex 05
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat des producteurs français de ficelles, cordages et filets (FICCORFIL)
26, rue la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 00 76

Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs
21, rue du Général-Foy - 75008 Paris
Tél. : 01 45 22 18 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Barœul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
88, rue Saint-Lazare - 75436 Paris Cedex 09
Tél. : 01 53 25 60 00

Voies navigables de France (VNF)
175, rue Ludovic-Bouteleux - BP 820 - 62408 Béthune
Tél. : 03 21 63 24 24

Divers

Conseil économique et social
1, avenue d'Iéna - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 60 00

Journal officiel
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

INSEE

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION

INSEE ACTUALITES

"INSEE ACTUALITÉS magazine" est un catalogue trimestriel des nouveautés de l'INSEE : publications, banques de données... ; il est adressé à toute personne ou organisme désireux de suivre l'actualité de l'INSEE.

Abonnement gratuit sur simple demande à :
Insee - Direction générale
Abonnement à Insee Actualités - Timbre H533
18 bd A. Pinard - 75675 Paris cedex 14

BLOC-NOTES DE INSEE INFO SERVICE

A la fois un répertoire et un guide de l'information économique. Le "thème du mois" fournit des repères sur un sujet d'actualité.

Abonnement 1 an (11 numéros)
France : 195 FF - Europe : 244 FF - Reste du monde : 364 FF
29,73 euros 37,20 euros 55,49 euros

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an cette revue interministérielle vous informe sur l'ensemble des activités du système statistique public et sur l'évolution des outils et des méthodes.

Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 135 FF - Europe : 169 FF - Reste du monde : 234 FF
20,58 euros 25,76 euros 35,67 euros

LES PÉRIODIQUES

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

10 000 séries mensuelles, trimestrielles et annuelles concernant l'ensemble de la vie économique, complétées par les séries rétrospectives des principaux indices et par le bilan démographique.

Abonnement 1 an (12 numéros)
France : 364 FF - Europe : 455 FF - Reste du monde : 584 FF
55,49 euros 69,36 euros 89,03 euros

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Chaque numéro est un recueil d'articles sur un grand thème du débat social proposant des commentaires, des tableaux et des graphiques ainsi qu'une bibliographie.

Abonnement 1 an (10 numéros)
France : 414 FF - Europe : 518 FF - Reste du monde : 633 FF
63,11 euros 78,97 euros 96,50 euros

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Ce trimestriel publie des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 517 FF - Europe : 646 FF - Reste du monde : 691 FF
78,82 euros 98,48 euros 105,34 euros
Pour les particuliers :
France : 188 FF - Europe : 235 FF - Reste du monde : 278 FF
28,66 euros 35,83 euros 42,38 euros

INSEE MÉTHODES

La méthodologie des travaux de l'INSEE et les modèles.

Abonnement (10 numéros)
France : 728 FF - Europe : 910 FF - Reste du monde : 1 103 FF
110,98 euros 138,73 euros 168,15 euros

INSEE PREMIÈRE

Le "4 pages" qui, chaque semaine, présente les analyses et les commentaires des experts de l'INSEE sur un thème de l'actualité économique et sociale.

Abonnement (60 numéros)
France : 530 FF - Europe : 663 FF - Reste du monde : 827 FF
80,80 euros 101,07 euros 126,08 euros

INSEE RÉSULTATS

Cette série présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques menées par l'INSEE.
Elle s'articule en 5 thèmes :

Économie générale (20 numéros)
France : 1 454 FF - Europe : 1 818 FF - Reste du monde : 2 075 FF
221,66 euros 277,15 euros 316,33 euros

Démographie - Société (7 numéros)
France : 509 FF - Europe : 636 FF - Reste du monde : 726 FF
77,60 euros 96,96 euros 110,68 euros

Consommation - Modes de vie (10 numéros)
France : 728 FF - Europe : 910 FF - Reste du monde : 1 050 FF
110,98 euros 138,73 euros 160,07 euros

Système productif (15 numéros)
France : 1 091 FF - Europe : 1 364 FF - Reste du monde : 1 557 FF
166,32 euros 207,94 euros 237,36 euros

Emploi - Revenus (18 numéros)
France : 1 308 FF - Europe : 1 635 FF - Reste du monde : 1 860 FF
199,40 euros 249,25 euros 283,56 euros

Ensemble des 5 thèmes (70 numéros)
France : 5 090 FF - Europe : 6 363 FF - Reste du monde : 7 259 FF
775,97 euros 970,03 euros 1 106,63 euros

INSEE

TARIF 1999 — LES PUBLICATIONS

COLLECTION SYSTÈME STATISTIQUE PUBLIC

RECUEIL D'ÉTUDES SOCIALES

Une sélection d'études sur l'actualité sociale les plus récemment publiées par différents organismes publics français d'études et de statistiques.

Abonnement 1 an (3 numéros)
France : 315 FF - Europe : 394 FF - Reste du monde : 421 FF
48,02 euros 60,06 euros 64,18 euros

SYNTHÈSES

Cette nouvelle collection présente des études et des enquêtes faites par les organismes du système statistique public.

Abonnement 1 an (6 numéros)
France : 436 FF - Europe : 545 FF - Reste du monde : 623 FF
66,47 euros 83,08 euros 94,98 euros

LA CONJONCTURE
COLLECTION "INSEE CONJONCTURE"

INFORMATIONS RAPIDES

Série de 350 numéros par an, présentant dès leur disponibilité les derniers indices et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture de l'INSEE.

Elle inclut les 105 numéros des "Principaux indicateurs" (chiffres essentiels de l'économie) qui peuvent faire l'objet d'un abonnement à part par courrier ou par télécopie.

Abonnement
Principaux Indicateurs (105 numéros par an):
. par télécopie :
France : 2 000 FF - Europe : 2 500 FF - Reste du monde : 3 000 FF
304,90 euros 381,12 euros 457,35 euros
. par courrier :
France : 830 FF - Europe : 1 038 FF - Reste du monde : 1 288 FF
126,53 euros 158,24 euros 196,35 euros

Abonnement Informations Rapides (245 numéros par courrier) + les principaux Indicateurs par télécopie :
France : 2 950 FF - Europe : 3 688 FF - Reste du monde : 4 563 FF
449,72 euros 562,23 euros 695,62 euros
Abonnement à l'ensemble de la série par courrier :
France : 1 750 FF - Europe : 2 188 FF - Reste du monde : 2 691 FF
266,79 euros 333,56 euros 410,24 euros

NOTE DE CONJONCTURE

Trois notes de synthèse et un point de conjoncture pour suivre la situation et les perspectives à moyen terme de l'économie française. Le supplément "Séries longues" donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an (3 notes + 1 point + 1 supplément Séries longues)
France : 210 FF - Europe : 263 FF - Reste du monde : 309 FF
32,01 euros 40,09 euros 47,11 euros

TABLEAU DE BORD HEBDOMADAIRE

Un panorama complet et actualisé de la conjoncture économique française et internationale. Le supplément "Série longues " donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an (50 numéros + 1 supplément Séries longues)
France : 1 500 FF - Europe : 1 875 FF - Reste du monde : 2 375 FF
228,67 euros 285,84 euros 362,07 euros

CONJONCTURE IN FRANCE

Deux fois par an une synthèse de la conjoncture économique de la France rédigée en anglais.

Abonnement 1 an (2 numéros)
France : 50 FF - Europe : 63 FF - Reste du monde : 75 FF
7,62 euros 9,60 euros 11,43 euros

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE
DIRECTION DE LA PRÉVISION

Deux fois par an, un panorama de la conjoncture mondiale dressé par la Direction de la Prévision. En supplément, deux points de conjoncture internationale.

Abonnement 1 an (2 notes + 2 points)
France : 155 FF - Europe : 194 FF - Reste du monde : 245 FF
23,63 euros 29,58 euros 37,35 euros

BULLETIN D'ABONNEMENT

A RETOURNER A : INSEE - CNGP BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex 01
Tél. : 03 22 92 73 22 - Fax : 03 22 97 92 95

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Nom ou raison sociale : . . . . . .
Activité : . . . . . Tél : . . . . . Fax : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .

Je règle un montant de .....FF * (total des abonnements) par : ☐ **chèque** (à l'ordre de l'Insee).
☐ **Carte bancaire.** ☐ Visa ☐ Mastercard ☐ Eurocard ***(seules cartes acceptées)***

Carte N° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Expire au : |_|_| |_|_|

Date : **Signature obligatoire :**

**pour l'Europe libellé en FF ou en euros.*
N.B. : Toute commande par fax devra être obligatoirement confirmée par courrier.

L'INSEE DANS VOTRE RÉGION

VOUS Y TROUVEREZ :

- Salle de documentation en libre consultation
- Bureau de vente des publications de l'INSEE
- Adresses des entreprises et établissements (SIRENE).
- Accès au fonds documentaire et aux banques de données de l'INSEE.
- Travaux à la demande...



LE SERVICE INSEE 24H/24

08 36 68 07 60 (2,23 F/mn)

- **indices**
- **informations**
- **adresses**

et sur Minitel

36.15 INSEE (1,01F/mn)
36.17 INSEE ***les informations directement chez vous par télécopie*** (5,57F/mn)

ALSACE

Cité administrative GAUJOT
14, rue du Maréchal Juin,
67084 STRASBOURG CEDEX
Tél. : 03 88 52 40 40

AQUITAINE

33, rue de Saget,
33076 BORDEAUX CEDEX
Tél. : 05 57 95 04 00

AUVERGNE

3, place Charles de Gaulle, BP 120,
63403 CHAMALIERES CEDEX
Tél. : 04 73 31 82 00

BOURGOGNE

2, rue Hoche, BP 1509,
21035 DIJON CEDEX
Tél. : 03 80 40 67 48

BRETAGNE

"Le Colbert",
36, place du Colombier,
35082 RENNES CEDEX
Tél. : 02 99 29 33 33

CENTRE

43, avenue de Paris, BP 6719,
45067 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 69 53 35

CHAMPAGNE-ARDENNE

10, rue Edouard Mignot,
51079 REIMS CEDEX
Tél. : 03 26 48 61 00

CORSE

Résidence Cardo,
rue des Magnolias,
BP 907,
20700 AJACCIO CEDEX 9
Tél. : 04 95 23 54 50

FRANCHE-COMTÉ

Immeuble "Le Major",
83, rue de Dôle,
BP 1997,
25020 BESANCON CEDEX
Tél. : 03 81 41 61 66

ILE-DE-FRANCE

INSEE Info Service,
accueil, librairie, consultation,
travaux sur mesure et sur rendez-vous
Tour "Gamma A",
195, rue de Bercy,
75582 PARIS CEDEX 12
Tél. : 01 41 17 66 11

Direction Régionale
7, rue Stephenson,
Montigny-le-Bretonneux
78188 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX
Tél. : 01 30 96 90 99

LANGUEDOC-ROUSSILLON

274, allée Henri II de Montmorency,
"Le Polygone",
34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. : 04 67 15 71 11

LIMOUSIN

50, avenue Garibaldi,
87031 LIMOGES CEDEX
Tél. : 05 55 45 20 07

LORRAINE

15, rue du Général Hulot, BP 3846,
54029 NANCY CEDEX
Tél. : 03 83 91 85 85

MIDI-PYRÉNÉES

36, rue des 36 ponts,
31054 TOULOUSE CEDEX
Tél. : 05 61 36 61 13

NORD - PAS-DE-CALAIS

130, avenue du Président J.-F. Kennedy,
BP 769, 59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 62 86 33

BASSE-NORMANDIE

93-95, rue de Geôle,
14052 CAEN CEDEX
Tél. : 02 31 15 11 11

HAUTE-NORMANDIE

8, quai de la Bourse,
76037 ROUEN CEDEX
Tél. : 02 35 52 49 94

PAYS DE LA LOIRE

105, rue des Français Libres, BP 67401,
44274 NANTES CEDEX 02
Tél. : 02 40 41 79 80

PICARDIE

1, rue Vincent Auriol,
80040 AMIENS CEDEX 1
Tél. : 03 22 91 39 39

POITOU-CHARENTES

5, rue Sainte Catherine, BP 557
86020 POITIERS CEDEX
Tél. : 05 49 30 01 01

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

17, rue Menpenti,
13387 MARSEILLE CEDEX 10
Tél. : 04 91 17 59 50

RHÔNE-ALPES

165, rue Garibaldi, BP 3196,
69401 LYON CEDEX 03,
(Cité administrative de la Part-Dieu)
Tél. : 04 78 63 22 02

EN OUTRE - MER :

ANTILLES-GUYANE

Direction Inter-Régionale
41, rue Bébian
BP 300
97158 POINTE-A-PITRE CEDEX
Tél. : 0 590 21 47 07

GUADELOUPE

Service Régional
Rue Paul Lacavé, BP 96,
97102 BASSE-TERRE
Tél. : 0 590 99 36 36

GUYANE

Service Régional
1, rue Maillard Dumesle, BP 6017,
97306 CAYENNE CEDEX
Tél. : 0 594 31 61 00

MARTINIQUE

Service Régional, Centre Delgrès
Boulevard de la Pointe des Sables
Les Hauts de Dillon, BP 641
97262 FORT DE FRANCE CEDEX
Tél. : 0 596 60 73 60

RÉUNION

Direction Régionale,
15, rue de l'Ecole, BP 13,
97408 ST DENIS MESSAG CEDEX 9
Tél. : 0 262 48 89 21

INSEE - DIRECTION GÉNÉRALE
Unité Communication Externe
Timbre H501 - 18, bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14 - FRANCE

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Tél. renseignements : 01 41 17 66 11
Tél. administration : 01 41 17 50 50

Achevé d'imprimer - Février 1999

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 8 024473 1 △

Le Directeur de la publication : P. CHAMPSAUR, directeur général de l'INSEE

ASF

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1999

Résultats de 1997

Avec la collaboration des services statistiques des ministères

ISSN : 0066-3654
ISBN : 2-11-066-796-6
Code SAGE : ASF102
Prix : 590 FF
89,95 €

9 782110 667960

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT
Chapitre
Page
A.01
Territoire et population
A.02
Environnement
B. DEMOGRAPHIE
B.01
Structure de la population
B.02
Mouvement de la population
B.03
Étrangers et immigrés
B.04
Ménages
C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES
C.01
Population active, emploi
C.02
Conditions de travail
C.03
Revenus et salaires
C.04
Transferts sociaux
D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE
D.01
Consommation et modes de vie des ménages
D.02
Logement
D.03
Santé
E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS
E.01
Communication
E.02
Culture
E.03
Tourisme
E.04
Jeunesse et sports
E.05
Loisirs divers
F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE
F.01
Enseignement et formation
F.02
Recherche et développement expérimental
F.03
Propriété industrielle
G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNERALES
G.01
Comptabilité nationale
G.02
L'appareil productif
G.03
Le mouvement économique
H. PRIX
H.01
Indices de prix à la consommation
H.02
Prix à la consommation
H.03
Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction
I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES
I.01
Agriculture
I.02
Forêt, bois
I.03
Pêche maritime
I.04
Industries agricoles et limentaires
J. ÉNERGIE
J.01
Bilan de l'énergie
J.02
Charbon
J.03
Pétrole
J.04
Électricité
J.05
Gaz
K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION
K.01
Industrie, données générales
K.02
Habillement, cuir
K.03
Édition, imprimerie, reproduction
K.04
Pharmacie, parfumerie et entretien
K.05
Industries des équipements du foyer
K.06
Industrie automobile
K.07
Construction navale, aéronautique et ferroviaire
K.08
Industries des équipements mécaniques
K.09
Industries des équipements électriques et électroniques
K.10
Industrie des produits minéraux
K.11
Industrie textile
K.12
Industrie du bois et du papier
K.13
Chimie, caoutchouc et plastiques
K.14
Métallurgie et transformation des métaux
K.15
Industries des composants électriques et électroniques
K.16
Construction, logement
L. TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS
L.01
Transports ferroviaires
L.02
Transports routiers
L.03
Transports de navigation intérieure
L.04
Transports maritimes
L.05
Transports aériens
L.06
Poste et télécommunications
M. COMMERCE ET SERVICES
M.01
Commerce intérieur
M.02
Services aux entreprises et activités immobilières
M.03
Services aux particuliers
M.04
Assurances
N. FINANCES
N.01
Monnaie, crédit, épargne, patrimoine
N.02
Marché financier, bourse
O. COMMERCE EXTERIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS
0.01
Commerce extérieur
0.02
Balance des paiements
P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE
P.01
Justice et police judiciaire
P.02
Finances publiques
ANNEXES
SUR FEUILLETS CHAMOIS:
Page
Avant-propos
Sommaire
Organigramme de la direction générale de l'INSEE
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire
Précisions d'ordre général
Signes conventionnels
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
SUR FEUILLETS VERTS:
Index alphabétique
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale
Organisations internationales
Autres organismes

Les publications de l'INSEE
Points d'information et vente